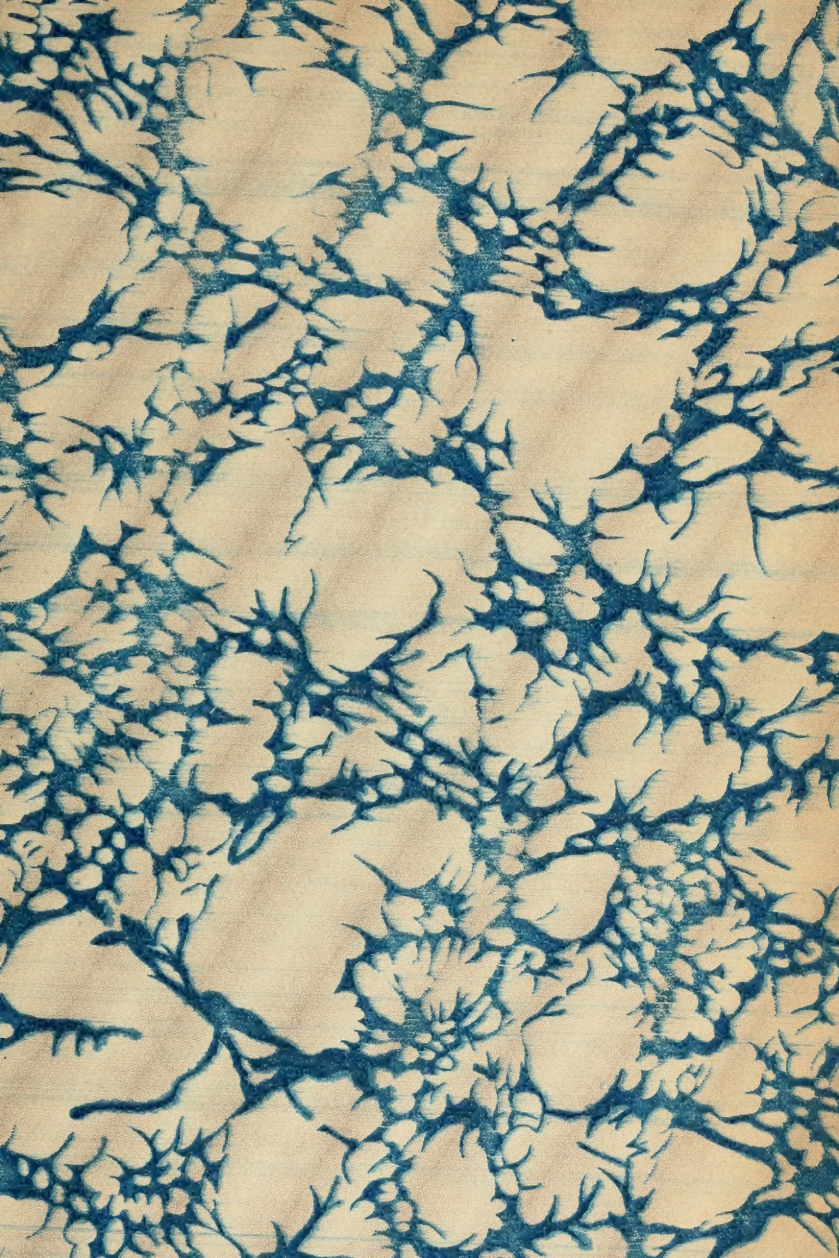
3 1761 06681491 4



RÈGNE

DE

CHARLES III D'ESPAGNE

HSP
R8644

FRANÇOIS ROUSSEAU

RÈGNE

DE

CHARLES III D'ESPAGNE

(1759-1788)

TOME SECOND

126210
3/2/13

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1907

Tous droits réservés

DP
199
R7
t.2

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Published 1st May 1907.
Privilege of copyright in the United States reserved under the Act approved March 3d 1905 by Plon-Nourrit et Cie.

RÈGNE

DE

CHARLES III D'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

CESSION DE LA LOUISIANE ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES

I. Cession de la Louisiane, répugnance des Espagnols, mécontentement des colons; le nouveau gouverneur Ulloa, griefs contre lui; la situation financière, les décrets commerciaux du roi Catholique, la révolte, la fuite d'Ulloa, arrivée d'O'Reilly, la répression; administration de ce gouverneur et de ses successeurs, Unzaga et Galvez. — II. Campagne économique de Choiseul en Espagne, situation privilégiée des Anglais, les Français en Espagne, mauvais traitements, le commerce d'outre-mer, l'interlope, vénalité des fonctionnaires, décadence du commerce régulier, formalités, Béliardi, agent de Choiseul, mauvais état des routes, dans la Péninsule, projet économique de Choiseul, les Gremios, Grimaldi et Esquilache; inquiétudes de l'ambassadeur anglais, lord Rochford; mariage de l'infante Marie-Louise avec Léopold, mariage du prince des Asturies avec la fille du duc de Parme, fêtes, Béliardi et Esquilache, Muzquiz, convention de 1768. — III. La colonie de la Sierra-Morena, Don Gaspar Thurrigel, Olavide, maladies des colons, plaintes, enquête, dénonciation d'Olavide à l'Inquisition, son procès.

I

Par le traité de Fontainebleau, du 3 novembre 1762, confirmé quelques mois plus tard par celui de Paris, du 10 février 1763, la France céda, à l'Espagne, une partie de la Louisiane.

Le gouvernement de Charles III accepta, avec répugnance, un pareil présent.

Dédaignée jadis par les compagnons de Pizarre, qui n'espéraient pas y trouver de l'or (1), la Louisiane demeurait, au dix-huitième siècle, frappée du discrédit qui s'attachait aux opérations de Law et à la faillite de la rue Quincampoix. N'était-ce pas, en effet, par l'énumération des produits fabuleux de cette colonie, que tant de dupes avaient été amorcées et ruinées? Désabusé aujourd'hui, le public parlait, en haussant les épaules, de ces fameuses roches d'émeraudes dont l'exploitation devait rapporter des dividendes de plus de 40 pour 100. Pour beaucoup de nouvellistes, la Louisiane n'était qu'un désert où étaient venus mourir des filles publiques et des gens sans aveu, embarqués de force (2). A Madrid, de pareils bruits trouvaient écho, et l'on se disait que, si la France se dessaisissait avec tant d'empressement de cette possession, il fallait redouter quelque piège!

Une autre puissance que l'Espagne n'eût pas méprisé ce pays (3), où abondaient les richesses naturelles. Le climat sain et relativement tempéré, aux environs de la Nouvelle-Orléans, laissait aux Européens la faculté de s'accoutumer à cette contrée, sans trop souffrir d'une brusque transition. En remontant le Mississipi, à la hauteur des Natchez, la température, aussi chaude qu'aux

(1) Voir baron Marc DE VILLIERS DU TERRAGE, *les Dernières années de la Louisiane française*, chap. Ier, p. 1 : « Un compagnon de Pizarre, Fernand de Soto, atteignit la vallée du Mississipi vers 1539. Il mourut au bout de trois ans, de fatigue et de découragement. De ses 1,400 compagnons, il ne restait plus que 300 hommes quand ils atteignirent la côte du Mexique. Cette fin malheureuse et la certitude qu'il n'y avait pas d'or détournèrent les Espagnols de revenir dans ces contrées. »

(2) VILLIERS DU TERRAGE, *ouv. cité*, p. 11 et 19. En 1719, trente charrettes traversent Paris, sur lesquelles sont montées « des demoiselles la tête ornée de fontanges de rubans jonquille »; des garçons en pareil nombre, avec des cocardes de couleurs semblables, suivaient, à pied, les voitures. Tous chantaient!

(3) Archives du ministère des colonies, C^{13}, 44, mémoire sur la situation de la Louisiane.

îles, permettait de cultiver, avec succès, les mêmes produits que dans les Antilles : l'indigo, le sucre, le tabac, le riz, les arbres fruitiers. Au nord, quand on pénétrait chez les Illinois, on rencontrait des buffles sauvages, des forêts de bois précieux, des mines de plomb.

Bien qu'assez peu encouragés par la métropole, les Français y avaient fondé quelques établissements : la Balise, la Nouvelle-Orléans, l'île Dauphine, le Biloxi, la Mobile, Tombecbé, les Alibamous, le village des Allemands, la Pointe-Coupée, les Tonicas, les Natchez, les Natchinotchez, les Arkansas, les Illinois, la Nouvelle-Chartres, les Kaskakias, la prairie du Rocher et Saint-Philippe.

La Balise (1) était le poste où les navigateurs abordaient, tout d'abord, lorsqu'ils pénétraient dans le Mississipi. L'accès présentait bien des difficultés aux pilotes, car le fleuve roulait, avec lui, une prodigieuse quantité de bois et de terres détrempées, que les coups de vent, ou les marées, arrêtaient. Il se formait, ainsi, des bancs et des îles mouvantes, qui exhaussaient les fonds ou obstruaient les passes. Sur vingt-cinq, il n'y en avait guère qu'une seule, praticable aux vaisseaux. L'île de la Balise, formée par la vase accumulée et entraînée par le fleuve, se trouvait, autrefois, à une lieue au large. Par suite du mouvement continuel des terres, ceux qui remontaient le Mississipi ne la rencontraient qu'après un trajet d'une heure et demie.

A environ trente lieues, en amont, on apercevait, sur la rive gauche, un beau port, en forme de croissant (2) : celui de la Nouvelle-Orléans (3), dont les maisons co-

(1) VILLIERS DU TERRAGE, *ouv. cité*, p. 47.

(2) Arch. des Colonies, C[13], 44.

(3) Arch. des Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CLXXXVIII, rapport intitulé : *Précis des relations politiques, entre la France et l'Espagne, sous les règnes de Ferdinand VI et de Charles III* : « La Nouvelle-Orléans ne comptait pas plus de 1,600 habitants, libres et esclaves. Jamais cette

quettes, construites en briques et en bois, ornées de galeries, où l'on s'abritait des grandes chaleurs, s'élevaient au-dessus de rues bien percées et bien alignées. Elle ne comptait guère alors plus de 1,600 habitants, les uns libres, les autres esclaves.

Les environs apparaissaient peuplés et cultivés; il y avait dans la ville un hôpital desservi par des ursulines; plusieurs ordres religieux, notamment des capucins, y assuraient l'exercice du culte. Une garnison d'environ 1,800 hommes, répartis par toute la colonie, y logeait son dépôt ainsi qu'une compagnie suisse de 200 mercenaires. A la Nouvelle-Orléans, résidaient le gouverneur de la colonie ainsi que le conseil supérieur, composé d'un président, de six conseillers et d'un greffier.

A ces détails qui, dans leur ensemble, présenteraient le pays comme assez prospère, il convient d'opposer certains faits qui expliqueront, à la fois, le mécontentement des Espagnols et celui des habitants de la Louisiane, lorsqu'ils apprirent le traité de Fontainebleau.

Une des principales ressources de cette colonie était la traite (1). Ce nom désignait l'échange des pelleteries, qu'apportaient les sauvages, contre de la poudre, du plomb, des fusils, des miroirs, des ciseaux, etc.; marchés qui se tenaient dans différents postes, tels que les Natchez, les Tombecbé ou les Arkansas. Un petit fort, placé sous

colonie n'eut plus de 7,000 blancs, sans y comprendre les troupes, qui varièrent de 300 à 2,000 hommes. Cette faible population était dispersée dans un espace de 700 lieues. »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLVI, f° 278, mémoire sur la nécessité de laisser aux négociants français la liberté du commerce à la Louisiane (4 août 1766), joint à une lettre de Choiseul-Praslin, adressée à Choiseul. Voir également Bibliothèque nationale, manuscrits, fonds français, n° 10769, papiers de l'abbé Béliardi, mémoire sur les habitants et négociants de la Louisiane et sur l'événement du 29 octobre 1768. L'abbé Béliardi remplissait, en Espagne, l'office d'agent général du commerce et de la marine, au service de la France. C'était l'homme de confiance de Choiseul. Se référer à un article de M. Pierre Muret sur ce personnage, inséré dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1902-1903, t. IV, p. 657-672.

le commandement d'un officier, renfermait les objets destinés à ces trocs. Les pelleteries, transportées à la Nouvelle-Orléans, s'y vendaient. On déduisait du prix le montant des fournitures, qui avaient servi aux échanges. Le surplus appartenait à l'officier.

De tels produits n'avaient pas d'écoulement, en Espagne. Les pelleteries, apportées à Cadix, pour être ensuite vendues, dans les autres contrées d'Europe, où elles trouvaient acquéreurs, risquaient de se détériorer, par suite de voyages longs et difficiles. Si ce marché cessait, la Louisiane traverserait une crise commerciale très grave, fort difficile à conjurer, car l'exploitation des produits agricoles, tels que l'indigo, le tabac ou le sucre, subiraient la concurrence des autres colonies espagnoles; les sauvages, mécontents, se laisseraient attirer par les Anglais, établis, depuis le traité de Paris, de l'autre côté du Mississipi, à la Mobile et à Pensacola (1).

Un autre inconvénient du traité de Fontainebleau résultait du voisinage immédiat des Anglais et du peu de précision des nouvelles frontières. Ainsi l'article 6 (2) énonçait que le roi Très Chrétien cédait, aux Anglais, une partie de la Louisiane, délimitée par une ligne, tirée au milieu du Mississipi, « depuis sa naissance jusqu'à la rivière d'Iberville, et, de là, par une ligne tirée au milieu de cette rivière et des lacs Maurepas et Pontchartrain, jusqu'à la mer. A cette fin, le roi T. C. cédait, en toute propriété, et garantissait, à S. M. B., la rivière et le port de

(1) Aff. étr., Espagne, mémoires et documents, t. CLXXXVIII, et Arch. des Colonies, série C^{13}, 45, un mémoire d'Aubry, sans date, intitulé : *Réflexions destinées au gouverneur espagnol; points vulnérables de la colonie.* Il résulte de ces divers documents que l'Angleterre avait divisé le territoire cédé par la France, en deux gouvernements: Saint-Augustin devint le chef-lieu de la Floride orientale et Pensacola celui de la Floride occidentale. On envoya, dans ces deux provinces, des cultivateurs tirés, soit des établissements voisins, soit de la métropole, soit du Péloponèse, d'où l'on transporta un assez grand nombre de Grecs, qui se laissèrent aisément persuader de se soustraire ainsi à la tyrannie ottomane.

(2) Voir VILLIERS DU TERRAGE, *ouv. cité*, p. 156.

la Mobile et tout ce qu'il possédait du côté gauche du fleuve Mississipi, à l'exception de la Nouvelle-Orléans et de *l'île dans laquelle elle était située*, qui demeuraient à la France; bien entendu, la navigation du fleuve Mississipi serait également libre, tant aux sujets de la Grande-Bretagne comme à ceux de la France, dans toute sa largeur et dans toute son étendue, depuis sa source jusqu'à la mer... »

Sans trop nous appesantir sur les inexactitudes, que contenait cet article, il suffit de relever cette communauté de navigation, sur le fleuve, pour prévoir à combien de conflits une pareille concession donnerait naissance. L'Espagne, par cette mitoyenneté, avec les Anglais, se trouvait exposée à leur contrebande, fraudes que ne manquerait pas de favoriser une population mécontente d'être annexée à l'empire du roi Catholique (1).

En effet, la décision de Louis XV et de son ministre Choiseul apparut aux colons comme un moyen de liquider, par une banqueroute, la situation financière embarrassée de la Louisiane. La guerre de Sept ans, en suspendant le payement des lettres de change tirées sur la France, avait provoqué une dépréciation de ce papier, qui se traduisait par une hausse excessive des denrées de première nécessité (2). Mais il faut, pour comprendre

(1) M. Villiers du Terrage, p. 156, note 1, souligne une partie de ces erreurs : la Nouvelle-Orléans, par exemple, n'était pas située dans une île; la rivière d'Iberville, que l'on considérait comme un bras important du Mississipi, méritait si peu cet honneur, qu'en 1764, les Anglais eurent toutes les peines du monde à y faire passer un simple canot.

Aux Aff. étr., 30 janvier 1766, Espagne, t. DXLV, on note dans une lettre d'Ossun le passage suivant, à propos des craintes que Grimaldi doit ressentir du voisinage des Anglais : « Ceux-ci pourront non seulement envahir la Louisiane, mais faire, dans la suite, la conquête du Mexique. Ils s'occupent de l'établissement d'un commerce interlope immense, sur les côtes du Nouveau et du Vieux Mexique. Ils sont merveilleusement secondés par les habitants de ce royaume, chose naturelle et presque irrémédiable, tant qu'on laissera subsister les charges, que supporte le commerce légitime... »

(2) Villiers du Terrage, p. 148, état des prix courants que se vendent

les difficultés contre lesquelles se débattaient les colons, rappeler qu'il circulait, dans ce pays, très peu de numéraire. Toutes les dépenses, que le roi faisait, y étaient soldées par des billets de caisse, convertis, à la fin de chaque année, en lettres de change tirées sur la métropole. Jusqu'à la guerre, ces effets avaient été régulièrement payés, mais ils demeuraient en souffrance, depuis l'ouverture des hostilités. Quand la paix allait rouvrir les communications entre la Nouvelle-Orléans et Versailles, permettre enfin aux créanciers de l'Etat d'encaisser leurs traites, ceux-ci apprenaient, avec désespoir, que leur débiteur se dérobait à ses engagements, laissant au roi d'Espagne le soin d'acquitter, comme il l'entendrait, la dette dont on le grevait. Il n'y avait à attendre, de ce côté, que des conditions fort onéreuses. Toutefois, on doit dire que ces billets n'appartenaient plus aux véritables créanciers, mais, quelquefois, à des agioteurs, profitant de la baisse provoquée par la guerre, achetant les effets à vil prix et escomptant la hausse, que ramènerait la paix. Quoi qu'il en soit, ces intérêts particuliers méritaient plus d'attention, que ne parut leur en accorder Choiseul. Il écouta, d'une oreille distraite, les sollicitations pressantes du plus riche négociant de la Nouvelle-Orléans, Jean Milhet, délégué, auprès de lui, par ses compatriotes.

les denrées et marchandises suivantes, à la Louisiane, le 15 juillet 1762. Il s'agit, bien entendu, de marchandises, payées en papier, et non en numéraire, et tous les articles, contenus dans cette liste, ne sont pas cités.

Une barrique de vin.	3,500	livres	
Un quart de farine.	600	—	
Une livre de sucre.	5	—	
Une livre de beurre.	10	—	
Une dinde.	45	—	
Un poulet.	7	—	10 sols.
Un canard.	12	—	10 —
Une livre de bœuf.	2	—	10 —
Un chapeau de castor.	400	—	
Une paire de bas de soie.	150	—	
Une pension ordinaire, par mois, sans le vin.	500	—	

Les esprits fermentaient, en attendant la prise de possession, par les Espagnols. Pour accroître encore les embarras d'une pareille situation, le gouverneur français, M. d'Abbadie, mourut, au mois de février 1765. Celui qui le remplaça, par intérim, aurait suffi à sa tâche, en temps ordinaire, car il connaissait, à fond, le pays où il résidait, depuis 1748. Mais ce militaire, nommé Aubry (1), caractère subalterne, tout à fait déplacé au premier rang, petit homme sec, laid, sans noblesse, sans dignité, sans maintien, n'imposait sa volonté, à ses subordonnés, ni par l'ascendant de son esprit, ni, encore moins, par le prestige physique de ses qualités extérieures. Esprit sans ressources et sans lumières, comment eût-il dicté des mesures qu'il ne discernait pas lui-même, à travers la confusion de ses idées? Comment son air honteux, qui le faisait accuser d'hypocrisie, eût-il fermé la bouche aux récriminations? La forte tête de la colonie, l'ordonnateur Foucault, groupait, autour de lui, les mécontents. Les rapports, entre ce dernier et M. Aubry, s'aigrirent, à tel point, qu'ils ne voulurent plus rien traiter de vive voix. En cas d'absolue nécessité, ils échangeaient des lettres.

Des qualités administratives de premier ordre eussent été indispensables, pour dénouer de pareils embarras. Malheureusement, l'Espagne ne parut pas les avoir rencontrées chez celui qu'elle envoya, à la Louisiane.

Don Antonio de Ulloa, né à Séville en 1718, ne manquait pas de lumières, mais ses travaux antérieurs le rangeaient plutôt parmi les esprits spéculatifs; il paraissait plus apte à poursuivre des recherches scientifiques qu'à débrouiller des comptes, à calmer des rébellions, à ramener la prospérité dans une colonie ruinée. Il avait accompagné, autrefois, la Condamine, pour mesurer, à Quito, un arc de méridien; c'était un astronome dis-

(1) Villiers du Terrage, p. 204, 207, 228.

tingué. Les principales occupations pratiques, auxquelles il s'était appliqué, consistaient dans la direction de mines de mercure, au Pérou.

Le portrait qu'on a de lui, tracé, il est vrai, par ses ennemis, n'a rien de flatteur : « De gros yeux, toujours baissés vers la terre, ne lançant que des regards échappés, cherchant à découvrir, sans se laisser démêler; une voix faible et aigre, une bouche sans cesse contractée par un rire forcé. »

Il arriva, à la Balise, le 5 mars 1766, monté sur un brigantin et accompagné d'une frégate, chargée de soixante soldats. On eut toutes les peines du monde à faire remonter le fleuve à ce dernier bâtiment, à cause de son tonnage, relativement important, de la violence du courant et de la difficulté de la passe.

Quelles furent les fautes imputables à ce gouverneur? L'équité commande de n'accueillir, qu'avec beaucoup de circonspection, les accusations lancées contre lui, car elles émanent d'esprits prévenus et hostiles. On lui reprocha d'être difficultueux, pointilleux, tracassier, violent même et arrogant, quand on lui cédait, intimidé et lâche dès qu'on lui tenait tête. Aubry lui-même, le circonspect Aubry, au milieu des éloges, sous lesquels il enveloppe et dissimule sa pensée, laisse échapper quelques paroles, fort graves, dans sa bouche : « J'aurais désiré, dit-il, que celui qu'on a envoyé, pour commander la colonie, eût eu l'art de manier les esprits et de gagner les cœurs. Ce n'est pas par la hauteur et la fierté, par les menaces et les châtiments, qu'on doit conduire les hommes... Si on traite la Louisiane, comme un préside du Mexique, les habitants passeront chez l'Anglais (1). »

Voici, dans la longue liste des griefs, énoncés contre Ulloa, ceux qui ont été relevés, comme les plus importants.

(1) Arch. des Colonies, C^{13}, 47, lettre d'Aubry du 30 mars 1767.

Le gouverneur interdit la *traite*, en général, et ne la permit qu'à quelques privilégiés. Il défendit la fabrication des briques, l'introduction des nègres; il ne fréquenta point l'église paroissiale (1), et se fit dire la messe chez lui.

Tout cela n'était que des vétilles, car la question brûlante, la cause véritable de toutes les colères, qui s'amassèrent contre Ulloa, fut la réduction des créances de la colonie.

Les habitants émettaient des prétentions excessives. Ils entendaient que leurs billets fussent acquittés au pair, quand ils avaient subi une dépréciation de 75 pour 100. Déjà, on a indiqué que beaucoup de spéculateurs avaient profité de cette moins-value pour rassembler, entre leurs mains, des effets acquis à vil prix.

Sans être un homme de finances, et guidé par son bon sens, Ulloa comprit qu'on essayait de le duper. Il procéda à une enquête et reconnut que la dette de sept millions, réclamée par les colons, était majorée à l'excès. Il découvrit, en outre, certains usages abusifs. Ainsi, les marchands, lorsqu'on les payait en billets, élevaient toujours d'un quart le prix de la vente; de plus, entre les maisons financières françaises de la métropole et leurs correspondants de la Louisiane, il se commettait, tacitement, des fraudes; on grossissait les prix des fournitures, livrées par ces négociants, aux magasins de la colonie. De sorte que, sur sept millons réclamés, il n'en restait dû, équitablement, que deux (2).

(1) Ulloa ne s'y maria même point; le clergé lui reprocha, à cette occasion, de n'avoir point observé les articles du concile de Trente, qui exigent, pour cette cérémonie, l'intervention du curé. Il épousa Mlle de Larrédo, marquise d'Abrado, à la Balise, après avoir fait bénir son mariage, par son chapelain. (Villiers du Terrage, *ouv. cité*, p. 244; voir également Béliardi, Bibl. nat., fonds français, 10769, f° 111, mémoire des habitants et négociants de la Louisiane sur l'événement du 29 octobre 1768.)

(2) Voir Arch. des Colonies, C^{13}, 45, une lettre curieuse de l'ordonnateur Foucault, à la date du 10 mars 1766. Il accuse Ulloa de ne vouloir payer les

Trop absorbés par l'esprit d'agiotage, les habitants de la Louisiane ne voulurent pas reconnaître certaines concessions commerciales, que leur octroya le roi Catholique, malgré les règlements fort sévères, alors, encore en vigueur, dans tout son empire d'outre-mer. Leur mauvaise humeur n'en releva que les inconvénients. Jusqu'alors, les colonies espagnoles ne communiquaient régulièrement qu'avec la métropole. Les étrangers étaient jalousement écartés des Indes occidentales; tous les ports, même de l'Espagne, ne possédaient pas la licence d'équiper ces vaisseaux, appelés par la douane : *registros*. Ce privilège appartenait seulement à Séville et à Cadix. Lorsque, par un décret du 6 mai 1766, Charles III autorisa, provisoirement, il est vrai, la Louisiane à recevoir, de Saint-Domingue et de la Martinique, les bâtiments français, qui apporteraient desvins et de la farine, pour charger, en échange, des bois de construction ou des cuirs, il accordait une grâce considérable et tout à fait exceptionnelle à ses nouveaux sujets, étant donnée la législation, alors en vigueur. Ceux-ci ne répondirent à cette bienveillance que par des récriminations maussades, contre les formalités minutieuses qu'ils devaient observer. Tout se compliqua de certaines affaires, plus ou moins véreuses, dans lesquelles trempèrent le gouverneur de la Martinique, le procureur général de la Louisiane, la Frénière, et le gendre de ce personnage, Bienville (1).

billets qu'en les frappant d'une réduction de 75 pour 100. « Il a fait, ajoute-t-il, chercher en ville les anciens billets, pour des piastres gourdes, à la déduction de 75 pour 100 la piastre à 5 livres 5... mais la plupart des personnes, qui ont des billets, se flattent que le roi les acquittera, au pair, continuant de regarder 5 livres en ces billets comme 5 livres en argent... » On pourra se reporter, dans les mêmes archives, même série C[13], 47, au résumé des observations sur le manifeste des habitants de la Louisiane, rédigé par Ulloa.

(1) Voir Coxe, *l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, trad. Muriel, t. V, p. 166, et Villiers du Terrage, p. 237. On y remarquera la protestation des négociants, adressée au conseil supérieur de la colonie, contre les formalités exigées par Ulloa quant aux chargements des navires et aux passeports, exigés des capitaines. Ces pièces devaient être signées du ministre

De nouvelles requêtes furent adressées en France, afin que le gouvernement obtînt, du roi Catholique, la suppression de toutes ces entraves à la liberté commerciale. Choiseul parut se soucier assez peu de recevoir, dans les ports français, les produits de la Louisiane (1). Quant à entreprendre quelques démarches suivies, auprès de Charles III, il s'y refusa, sous prétexte qu'elles seraient inutiles. Il prétendit que les traités interdisaient à l'Espagne une pareille résolution, notamment celui d'Utrecht. Philippe V, à l'entendre, avait solennellement promis de ne permettre, à aucune nation de l'Europe, de commercer avec l'Amérique, clause que les Hollandais défendraient jalousement. Avec des réponses aussi décourageantes, il éconduisit les solliciteurs.

Le mécontentement de ces mauvaises nouvelles fut aggravé encore, par un nouveau décret du roi Catholique, rendu le 3 mars 1768. Il paraissait révoquer la liberté, concédée, deux ans plus tôt, aux habitants, de communiquer, avec quelques îles des Antilles françaises. Il énumérait limitativement (2) les ports espagnols qui

des Indes de Sa Majesté Catholique. A cette protestation, est jointe celle des capitaines de navires, datée du 10 septembre 1766. Enfin les accusations formulées contre la Frénière et le gouverneur de la Martinique se trouvent dans la protestation d'Ulloa, citée dans la note précédente. Il s'agit surtout d'un commerce de nègres *viciés*, apportés de la Martinique.

(1) Arch. des Colonies, C[13], 46, Choiseul à Praslin, 30 novembre 1766. Villiers du Terrage, p. 239, cite une lettre de ce ministre, à d'Ossun, 4 août 1766, et un mémoire du 24 novembre, débutant ainsi : « La Louisiane a été peu utile à la France, qui elle-même a peu profité de cette colonie... » Il passe en revue ensuite les différents produits tels que le sucre, l'indigo et le bétail : « Le sucre, dit-il, qui, sous le ciel heureux de cette colonie, croît à côté du blé, s'y fabrique moins utilement que dans les colonies chaudes. Il faut dire la même chose de l'indigo. Le bétail, qui pourrait y être infiniment multiplié ne pouvait être un objet de commerce, pour Saint-Domingue, où la partie espagnole suffit, à cet égard, aux besoins de la partie française », C'était, on le voit, un plaidoyer, assez peu chaleureux, en faveur de ses compatriotes, auprès de Grimaldi. Le seul argument qui pût toucher les Espagnols était que, si la liberté du commerce était accordée aux Français, ceux-ci resteraient à la Louisiane, où leur présence empêcherait des conflits, avec les sauvages.

(2) Villiers du Terrage, p. 250 : Cadix, Séville, Alicante, Carthagène,

armeraient des vaisseaux pour la Nouvelle-Orléans; défense était faite aux capitaines, à l'aller comme au retour, de relâcher, même dans les colonies espagnoles, encore moins d'y vendre ou d'y acheter.

Puisqu'on ne cédait pas, amiablement, à leurs réclamations, les meneurs crurent qu'une révolte dégoûterait l'Espagne de sa nouvelle acquisition. Ils entrevirent des gages de succès, dans les longs atermoiements, qui avaient précédé la prise de possession de cette colonie, par cette puissance, et dans la faiblesse des moyens répressifs, à la disposition du gouverneur (1). Ulloa comptait à peine une centaine de soldats espagnols sous ses ordres, car la garnison française, trouvant qu'il lésinait sur la solde, refusa de passer au service de Charles III. Les mutins prévoyaient donc qu'il ne serait pas difficile de jeter à la mer ce fonctionnaire s'il essayait de résister.

L'insurrection fut dirigée par les notables de la colonie : l'ordonnateur Foucault, le procureur général Chauvin de la Frénière, Jean Milhet et son frère, Caresse et Marquis, anciens officiers du régiment suisse, etc. L'ordonnateur Foucault fut peut-être tout aussi actif que la Frénière, mais il apporta, dans sa conduite, moins de crânerie. Guidé par son esprit cauteleux, il se tint volontiers dans l'ombre, peu jaloux des succès d'amour-propre, qui entraînent de lourdes responsabilités. Dans la tâche préparatoire, il se réserva le rôle modeste d'écrivain; ce fut lui le rédacteur d'une requête des habitants, destinée au gouvernement français, véritable pamphlet, rempli d'outrages contre la nation espagnole; il fut également l'auteur de lettres, adressées au duc d'Orléans, au prince de Conti et au chancelier.

Malaga, Barcelone, Santander, La Corogne, Girone. Les navires devaient être construits dans la Péninsule; défense d'importer aucun vin étranger; or, on consommait du vin de Bordeaux à la Louisiane.

(1) Même source, p. 232. Voir également Aff. étr., Espagne, t. DLVI, f° 95.

Pour remuer l'opinion, les conspirateurs effrayèrent le public, par la tyrannie, qui les attendait, sous le nouveau régime; ils parlèrent de l'esclavage, où le roi Catholique tenait ses sujets, dans son empire d'Amérique. Le personnage d'Aubry ne fut pas à la hauteur des circonstances; il joua un rôle assez niais, assez mesquin. Tenu à l'écart, parce que sa loyauté le rendait suspect à la Frénière et à ses partisans, sa perspicacité fut assez courte, pour ne pas concevoir de soupçon d'une pareille conduite, à son égard. Lorsqu'il découvrit, enfin, les desseins des révoltés, ceux-ci n'avaient plus rien à cacher.

Ulloa ne songea pas un instant à résister, avec les faibles moyens dont il disposait; il craignit de se faire tuer inutilement et se mit aussitôt à l'abri. Dans un mémoire justificatif, qu'il adressa à Grimaldi (1), il raconta que les rebelles voulaient l'attaquer, dans sa maison, pendant la nuit, y enlever tous les objets précieux, piller le trésor et s'emparer du paquebot le *Volant*. Il se réfugia à bord de ce navire et, de là, parlementa avec les insurgés. Les pourparlers durèrent environ un mois. Le 1er novembre 1768, on le laissa partir, pour la Havane.

On ne suivra pas les péripéties de la révolte, lorsque les rebelles furent livrés à eux-mêmes. Il suffit de constater, qu'un instant, les colons songèrent à se constituer en république.

Cette période d'abandon dura environ un an. Au mois de juin 1769, le général espagnol O'Reilly (2) quitta la

(1) Villiers du Terrage, *ouv. cité*, p. 257. Je relève une inexactitude dans la date de cette lettre que j'ai vérifiée aux Arch. des Colonies, C13, 48, fo 218 : la lettre d'Ulloa à Grimaldi est du 4 décembre 1768 et non du 4 décembre 1766; il n'y a probablement là qu'une erreur de l'imprimeur, échappée à l'auteur, au moment de la correction des épreuves.

(2) Au sujet des états de service d'O'Reilly, se reporter à Ferrer del Rio, *ouv. cité*, t. III, p. 418, et *Voyage en Espagne et en Portugal* du major Dalrymple, p. 64 : « Quand j'allai le voir, rapporte ce dernier, je le trouvai singulièrement altier et impérieux... Il avait été blessé et abandonné sur le champ de bataille à l'affaire de Campo-Santo, en Italie. Un soldat autrichien allait lui donner le coup de grâce, avant de le dépouiller et le voler,

Havane, avec plusieurs milliers de soldats (1). Il espérait arriver, assez brusquement, pour déjouer toute tentative de résistance; mais les calmes, qui arrêtèrent son convoi, presque à l'embouchure du Mississipi, contrarièrent ses plans. Sa tactique consista alors à effrayer, à décourager. A cet effet, il dépêcha un officier, avec une lettre pour Aubry. Cet émissaire s'acquitta de sa mission, avec intelligence. Il parla beaucoup des forces amenées, par son général, il en exagéra même le nombre, déjouant ainsi les manœuvres que tentaient, de leur côté, les partisans de la Frénière. Ceux-ci, le chapeau orné d'une cocarde blanche, couraient, de maison en maison, afin de réveiller les courages. Aubry lut publiquement la lettre, qui lui avait été remise. La foule paraissait frappée de crainte et peu disposée à soutenir les chefs de la révolte. Ceux-ci, sentant qu'ils allaient être abandonnés, essayèrent de sauver leur vie. Ils envoyèrent à O'Reilly trois députés : le procureur général la Frénière, M. Marquis et le négociant Milhet. L'accueil honnête, qu'ils reçurent, leur laissa quelque espoir de réussir. La Frénière lut un discours très étudié, par lequel il rejeta sur Don Antonio de Ulloa la responsabilité des événements survenus. Il offrit de fournir la preuve de ce qu'il avançait et termina, promettant, pour l'avenir, la fidélité de tous, si Sa Majesté Catholique daignait se montrer clémente. O'Reilly répondit briève-

lorsqu'il le prévint, en lui disant qu'il ne connaissait pas l'importance de sa prise; qu'il était le fils du duc d'Arcos, grand d'Espagne. Cette déclaration arrêta le coquin. Il conduisit son trésor imaginaire au maréchal de Brown, à qui l'artificieux prisonnier se fit alors connaître. Le maréchal, qui trouva cette ruse ingénieuse, le recommanda aux chirurgiens et le renvoya avec beaucoup d'honneur au camp espagnol. La duchesse d'Arcos, à qui on conta cette anecdote, l'a toujours protégé, depuis, et lui a fait obtenir une compagnie, puis une majorité. Dans la dernière guerre d'Allemagne, il avait été servir volontairement dans l'armée des Autrichiens, mais ses discours trop libres l'obligèrent de la quitter. Il alla servir dans celle de France, sous le maréchal de Broglie; à la fin de la guerre, il retourna en Espagne... il fut fait colonel et brigadier. »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLVII, O'Reilly à Grimaldi, 31 août 1769, relation de son expédition à la Louisiane.

ment et d'une manière évasive. Les députés se retirèrent.

Sous prétexte de chercher des logements, le général envoya à la Nouvelle-Orléans trois officiers. Ils devaient, en réalité, se mêler aux habitants, observer tout et rapporter à leur chef ce qu'ils auraient découvert.

La Frenière et ses collègues, fort penauds de leur échec, le dissimulèrent par amour-propre. Ils parlèrent avec éloge d'O'Reilly et promirent, en son nom, beaucoup plus qu'il n'avait dit. Ils espéraient que cette collaboration à la pacification des esprits servirait d'excuse à leur conduite passée, dernière carte qui leur restait à jouer, dans une partie irrévocablement perdue. Quelques jours plus tard, la Nouvelle-Orléans se réveillait au bruit des salves, que tiraient les vaisseaux d'O'Reilly, ancrés dans le port.

Aubry se rendit à bord, pour saluer le nouveau gouverneur. Le conseil de la colonie, après quelque hésitation, se détermina à une semblable démarche. O'Reilly débarqua le 18 août. La garnison française se mit sous les armes, pour lui rendre les honneurs, le clergé le reçut avec le dais, à la porte de l'église. La journée se passa en cérémonies. Pour se rendre maître, d'un seul coup, de tous les chefs du complot, afin d'éviter les résistances partielles et l'émoi, qui résulteraient d'arrestations successives, O'Reilly réussit à attirer, dans sa maison, les principaux habitants. Sans affectation, il pria La Frénière et ses collègues de passer dans son cabinet. Pris au piège, une garde les entoura, aussitôt, et les conduisit en prison (1).

Ce coup, aussi imprévu que hardi, répandit la surprise et la consternation, parmi le peuple. Mais le représentant de Charles III calma les esprits, en publiant une amnistie, en faveur de tous ceux qui n'avaient pas été arrêtés.

(1) Un seul ne fut pas compris dans ce coup de filet, Villeré, personnage dangereux, qui commandait une compagnie allemande toute dévouée à sa personne; il fit une résistance désespérée aux soldats espagnols qui le surprirent chez lui. Il périt, lardé de coups de baïonnette. (VILLIERS DU TERRAGE, p. 306.)

Le procès des meneurs dura deux mois; six d'entre eux furent condamnés à mort et fusillés (1). Foucault, malgré l'importance de son rôle, dans la révolte, se déroba à la justice espagnole. Il refusa de répondre aux questions, qui lui furent posées; de guerre lasse, devant ce silence obstiné, on le fit passer en France, où il fut oublié à la Bastille. Après une assez longue détention, il obtint du duc d'Aiguillon son élargissement et même un emploi, celui de commissaire de la marine. On lui comptait, comme années de service, celles passées à la Louisiane et en prison (2).

La répression d'O'Reilly, pour être sévère, ne fut pas une sanglante tyrannie (3), ainsi que l'ont rapporté certains narrateurs mal informés ou injustes. Les premiers actes, même, purent être considérés comme des gages d'apaisement, puisqu'il renvoya la plus grande partie de ses soldats, ne gardant, à ses ordres, que 1,200 hommes. Ses réformes, dans l'administration, furent plus apparentes que réelles; il supprima le conseil supérieur de la colonie et le remplaça par un *cabildo*, changement de nom plutôt

(1) VILLIERS DU TERRAGE, p. 309. Voici la liste des condamnés à mort : Chauvin de la Frénière, procureur général; Jean-Baptiste de Noyan, ancien capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis; Marquis, capitaine réformé du régiment suisse; Pierre Caresse, négociant, ancien membre du conseil; Joseph Milhet, négociant; Joseph Roué de Villeré, écrivain du roi, commandant du poste des Allemands. Ce dernier fut condamné par contumace, puisqu'il avait été tué par les soldats, chargés de l'arrêter. A la prison perpétuelle : Joseph Petit, négociant. Aux galères, pendant dix ans : Balthazar de Mazan. A six ans de prison : Jean Milhet, négociant. A la même peine : Hardi de Boisblanc, conseiller; Julien-Jérôme Doucet, avocat; Poupet, négociant.

(2) Même source, p. 313. Quant au reste du récit, voir *passim*, p. 319, 320, 325, 351 et 353.

(3) Vers de Baudry des Lozières cités par VILLIERS DU TERRAGE, p. 319.

O'REILLY

Aujourd'hui, profitant du prix de ses bassesses,
Il n'a que pour lui seul ses trop viles richesses,
Et, prodiguant partout un faste monstrueux,
Bois *(sic)*, dans les coupes d'or, les pleurs des malheureux.

Un voyageur américain, Smith, déclara, en 1780, que trente personnes furent exécutées et qu'O'Reilly confisqua les biens de *deux cents* familles.

que changement d'institution, assemblée dans laquelle il ne siégea guère que des Français.

Les anciens billets, cause de la révolte, furent acquittés par le roi de France, après une déduction des trois cinquièmes de leur valeur. Le payement, en numéraire, ne s'effectua que le 1er juillet 1770.

Aubry quitta la Nouvelle-Orléans, le 23 novembre 1769, sur le brigantin le *Père-de-Famille*, et périt, dans un naufrage, avec presque tout l'équipage, aux environs de Royan.

O'Reilly resta à la Louisiane, jusqu'au mois d'octobre 1770. Il fut remplacé par Don Louis de Unzaga, commandant intérieur du régiment de la Havane. Ce personnage passa pour faire ses affaires aussi bien que celles de la colonie. Il fermait, en effet, les yeux sur la contrebande que pratiquaient les habitants. En février 1777, Bernardo Galvez lui succéda. On se réserve de parler, plus loin, de la brillante conduite de ce gouverneur, pendant la guerre américaine. Il apportait, pour sa bienvenue, un décret, signé à Madrid, le 8 juillet 1776. Le roi Catholique consentait, en faveur de la Louisiane, à relâcher ses règlements d'ordinaire si durs, à l'égard du commerce avec les étrangers. Nos colonies des Antilles furent autorisées à emporter, de ce pays, les bois, les grains, le tabac et l'indigo. Galvez consentit même à élargir encore ces concessions. Toutes les marchandises, venant de France ou de Saint-Domingue, purent être débarquées, à la condition que les négociants acquitteraient les mêmes droits que ses compatriotes, apportant les denrées, sous pavillon espagnol (1).

(1) Villiers du Terrage, p. 353 : « Instruction que devra observer le gouverneur de la Louisiane, relativement à l'exportation du bois, des vivres et des fruits que S. M. a bien voulu permettre, pour le temps qu'elle le jugera à propos, pour secourir les îles françaises Sous-le-Vent. »

« Art. 1er. — D'autant que le Roi, pour cette fois, en faisant une exception à la juste prohibition, portée par les lois à ses colonies des Indes, qui

II

La situation des commerçants français à la Louisiane était, à cette date, tout à fait exceptionnelle. En général, dans les Etats de Charles III, en Europe comme aux Indes, ils partageaient le sort assez précaire, réservé aux étrangers. Aussi, lorsque la guerre contre l'Angleterre prit fin, Choiseul chercha à tirer de l'alliance, scellée par le Pacte de famille, tous les avantages économiques, que nous pouvions légitimement réclamer. Il eut à surmonter beaucoup d'obstacles et ne réussit qu'imparfaitement.

Nos nationaux, pourtant, n'avaient pas toujours connu des temps aussi durs, que ceux des règnes de Ferdinand VI et de Charles III. En 1659, les Français étaient soustraits à la juridiction ordinaire des tribunaux; leurs procès étaient portés devant des juges particuliers, après une procédure plus sommaire. L'ensemble de ces privilèges se résumait sous le nom de *for militaire*.

En 1698, le fermier des douanes, appelé Eminente, abaissa les droits, qui frappaient nos toiles de Bretagne, de Normandie et de Flandre. Le *Convenio d'Eminente* désigna l'exonération de ces marchandises comme *le pie del fardo*, le même avantage, concédé aux lainages français (1).

ne permettent pas, à ses sujets de cette partie des pays de sa domination, de faire le commerce, directement ou indirectement avec les étrangers, a bien voulu accorder, de l'avis de son Conseil, que, pour la subsistance des colonies françaises, on puisse tirer, de la Louisiane, les bois, les grains, le tabac et les autres fruits dont cette province pourra se passer; le gouverneur de la Louisiane admettra au port de la Nouvelle-Orléans seulement 2 commissaires français et les bâtiments de la même nation qui y arriveront en représentant les passeports et les permissions nécessaires des commandans respectifs de leurs colonies, etc. »

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CCIX, f° 43, mémoire sur le commerce de l'Espagne avec la France.

A cela se réduisirent, à peu près, les faveurs octroyées à nos compatriotes. Les Anglais, au contraire, avaient réussi, pendant le règne de Ferdinand VI, à conquérir un véritable protectorat économique (1). Ils étaient bien vus des douaniers ainsi que de la puissante corporation des marchands de Madrid, ou *gremios*.

Dans certaines provinces, à Xérès, à Malaga, à Valence, ils faisaient la loi, car ils figuraient parmi les meilleurs clients du pays, enlevant toutes les récoltes, les vins, les raisins secs, les prunes, les amandes, les citrons et les oranges (2).

Peu nombreux, une centaine environ, les négociants britanniques trafiquaient en gros, maniaient des fonds considérables et ne lésinaient pas sur les gratifications, quand il s'agissait d'acheter la complaisance d'un douanier ou d'un fonctionnaire plus important. Leurs fournitures s'adressaient de préférence aux petites gens, qui leur achetaient les objets nécessaires à l'alimentation, au vêtement ou à l'habitation, tels que : la morue, les beurres et les viandes salés, de l'étain, des cuirs préparés, des toiles peintes, de la quincaillerie, de la mercerie, des étoffes de laine.

Les Français, au contraire, étaient plus nombreux que les Anglais (3). Ainsi, à Cadix, florissaient cent cinquante-quatre maisons françaises, dont soixante-douze vendaient, en gros, les marchandises destinées à l'exportation, dans les Indes. Mais, à côté de ces notables, s'agitait tout un

(1) Pierre MURET, *les Papiers de l'abbé Béliardi.* (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1902-1903, t. IV, p. 660.)

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXI, Ossun à Vergennes, Saint-Ildefonse, 2 août 1776.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXIV, mémoire de d'Ossun au bailli d'Arriaga, communiqué le 28 novembre 1771 à M. de Boynes. Nous avions à Madrid dix à douze mille Français établis, les autres villes avec lesquelles nous faisions le plus d'affaires étaient Bilbao, Barcelone et Séville. *Mémoire sur l'Espagne*, du chevalier DE BOURGOING. Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CXLVI, f° 4 et *seq.*

peuple de modistes, de bijoutiers, d'artistes, de perruquiers, de maîtres à danser. Les articles de luxe, débités par les détaillants français, se modifiaient plusieurs fois dans l'année, afin de tenter la convoitise des élégants; aussi les douaniers, troublés dans leur routine, perdus au milieu des multiples règlements, relatifs aux formes, dimensions, qualités des marchandises, ne savaient plus où donner de la tête. Dans le doute, ils confisquaient. De là, récriminations et contestations interminables, qui remontaient parfois jusqu'à notre ambassadeur. Dans la nomenclature de nos exportations figurent, en première ligne, les soieries et les galons de Lyon, les draps fins de Louviers et de Sedan, les pannes, les camelots, les chapeaux, les toiles de Bretagne, de Normandie et de Flandre (1). Les articles d'alimentation, tels que les blés de Turquie, la farine et les légumes, ne s'écoulaient guère que dans la Galice. Mais les autres provinces de la Péninsule se fournissaient, en France, de bêtes à corne, de moutons, de cochons, et recherchaient, en particulier, nos mules du Poitou. Beaucoup de nos compatriotes, Auvergnats ou Limousins, exerçaient, dans les principales villes les métiers de manœuvre, de commissionnaire et d'étameur, travaux trop rudes ou trop humbles, pour la paresse hautaine des Castillans. Ces gens retournaient, dans leurs villages, quand ils avaient amassé un petit pécule.

Nos nationaux connaissaient donc le chemin de l'Espagne. La tâche de Choiseul consistait moins à les attirer, dans ce pays, qu'à les y mieux protéger. Mais le ministre se heurtait à une haine très vivace contre les Français. Ceux-ci, plus encombrants, plus remuants que les Anglais, se rendaient souvent antipathiques aux graves et flegmatiques Espagnols, qu'ils blessaient et ahurissaient,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLI, f° 120, mémoire inséré dans la correspondance générale et portant la date du mois de janvier 1768.

par leur activité fébrile. Ces derniers, trop orgueilleux pour reconnaître, dans leur indolence, la cause véritable de leur insuccès, quand ils se mêlaient de tentatives industrielles, préféraient maudire les Français et les jalouser, tout en recourant, sans cesse, à leur habileté (1). Du préjugé, volontiers répandu, que nos compatriotes s'enrichissaient aux dépens de l'Espagne, était née une haine (2), difficilement déracinable chez les gens grossiers, nourrie et entretenue, pendant le règne de Ferdinand VI, quand dominait la faction anglaise de l'ambassadeur Keene, protégé par la reine, la Portugaise Barbara. De tels sentiments se trouvaient partagés par des hommes d'une éducation plus soignée, ennemis de notre littérature et de notre influence. Ils se manifestaient même dans le palais de Charles III, dans l'appartement du prince des Asturies, l'héritier présomptif, qui groupait, autour de lui, toute une cabale antifrançaise (3).

Bien que le roi Catholique protestât souvent de sa tendresse pour la maison de Bourbon, et qu'il fût sincère,

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CLXXXVIII, *Précis des relations politiques entre la France et l'Espagne sous les règnes de Ferdinand VI et de Charles III*. Il y est question de tentatives d'embauchage, auprès d'ouvriers français : en 1784, démarches auprès d'un fabricant de Sedan, pour établir, en Espagne, une fabrique de trente métiers de draps; pareil marché avec un négociant de Carcassonne, nommé Jacques Aiguebelle, sous la condition d'amener avec lui cent familles françaises. En juin 1785, même démarche, auprès des ouvriers de soie, à Lyon et à Montpellier. Aranda, en 1787, négocie avec un nommé Le Comte, vernisseur en voitures; lui donne un faux passeport, où il le qualifie de sujet espagnol. Le sieur Bellancourt et l'abbé Ximénès font l'office de rabatteurs; le premier était le principal intéressé d'une fabrique de tabatières.

(2) Boutaric, *Correspondance secrète inédite de Louis XV*, t. II, p. 237.

(3) Menendez y Pelayo, *Ideas esteticas*, t. III, vol. II, éd. de 1886, p. 93. Voir les boutades de l'écrivain Forner contre les philosophes français : « L'audace et la vaine autorité d'une troupe de sophistes d'au delà des monts, ont introduit l'art nouveau et commode de parler de tout à leur caprice, cet usage a gagné le servile troupeau des écrivains communs, malheureux imitateurs de cette résolution despotique, avec laquelle des gens peu versés dans les sciences, les Rousseau, les Voltaire, les Helvétius, parlèrent de tout à tort et à travers. » Au sujet de la haine du prince des Asturies contre les Français, se référer à Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis*, t. III, p. 34.

en s'exprimant ainsi, on voyait fréquemment les faits contredire un tel langage. Les agents de Charles III molestaient les Français de toutes manières, par des arrestations arbitraires, par des règlements inapplicables ou ruineux, par des visites domiciliaires, non seulement dans les magasins et les boutiques, mais jusque dans les habitations privées, dans la chambre d'un malade ou d'une femme en couches. La correspondance de notre ambassadeur, d'Ossun, mentionne, à chaque instant, des récriminations contre l'indiscrétion des alcades, contre leurs déprédations. La populace, encouragée par les exemples de ses magistrats, provoquait des rixes au moindre prétexte. Dans les ports, les matelots des deux nations s'assommaient ou se lardaient de coups de couteau. Cette haine persista, malgré tous les efforts de Choiseul. Il était, depuis quelques années, relégué à Chanteloup quand, en 1775, les Espagnols essayèrent de prendre Alger. Irrités de leur échec, ils l'attribuèrent aux Français, qu'ils accusèrent d'avoir dévoilé leurs projets, aux musulmans. Nouveaux prétextes à des bagarres, dans le port de Carthagène, à des mauvais traitements envers un navire français, rencontré, par l'escadre espagnole, revenant, après sa piteuse expédition (1). Les gens de petit métier, quand ils regagnaient le pays, avec leur pécule, amassé sou à sou, étaient toujours impitoyablement fouillés à la frontière, où les douaniers s'appropriaient leur bourse, sous prétexte que ces artisans sortaient, en fraude, les espèces du royaume.

Si, du commerce de la Péninsule, on passe maintenant à celui d'outre-mer, on constatera également combien les Anglais se trouvaient avantageusement placés pour inonder, de leurs produits, les colonies espagnoles. La Jus-

(1) Doniol, *ouv. cité*, t. Ier, p. 321, Ossun à Vergennes, 13 novembre 1775. Reproches de Grimaldi de ce que les Français ont averti les Algériens. Voir également Fernan Nuñez, *ouv. cité*, t. Ier, p. 245 et *seq.*

maïque servait d'entrepôt à leurs marchandises et, de cette île, ils rayonnaient dans tous leurs comptoirs de la mer des Antilles ou du golfe du Mexique. Si nous remontons du sud au nord, en suivant la côte continentale, depuis l'isthme de Panama, nous trouvons le rivage des Mosquitos, les établissements du golfe de Honduras, ceux de la baie de Campèche, et la portion de la Louisiane, située à gauche du Mississipi, avec la Mobile et Pensacola (1).

L'interlope anglais ne se cantonnait pas seulement dans cette région; les bâtiments britanniques descendaient plus au sud. Grâce à leurs alliés, les Portugais, les contrebandiers pénétraient, par le Brésil, jusqu'aux rives de l'Uruguay, ou, par la colonie du Saint-Sacrement, jusqu'aux environs de Buenos-Aires.

La guerre de Sept ans fut, pour ces flibustiers, un âge d'or, une époque de prospérités inouïes. Pour donner une idée de leur activité, un seul exemple suffira. A la Havane, l'Espagne n'envoyait ordinairement, par an, que deux vaisseaux, et les droits perçus, à l'entrée et à la sortie des marchandises, ne dépassaient pas 30,000 piastres. Lorsque les Anglais se furent emparés de ce port, il y entra, dans l'espace d'une année, neuf cent soixante bâtiments marchands de leur marine et les droits perçus dépassèrent 400,000 piastres fortes.

La conclusion de la paix de Paris n'arrêta pas la contrebande. Après la restitution de la Havane, à l'Espagne, ce port demeura légalement fermé aux négociants britanniques, mais ils trouvaient toujours le moyen d'éluder

(1) FAVIER, *Politique de tous les cabinets de l'Europe, pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*, t. II, p. 162.

Favier fut envoyé en Espagne, en 1759, afin d'étudier les ressources de ce royaume dont Choiseul désirait l'alliance. Il connaissait bien ce pays; il y avait déjà fait deux séjours et en parlait la langue. Pour déguiser sa mission, on chargea officiellement Favier d'accompagner un neveu du chancelier de Russie, le jeune comte Woronzoff. (*Revue de la Révolution française*, février 1899, article de M. Jules Flammermont.)

les règlements. Sous divers prétextes, quinze ou vingt navires de leur nation y séjournaient, en permanence, guettant de là l'occasion de s'introduire à la Vera-Cruz. Aux environs de Buenos-Aires, l'interlope s'élevait à 30 millions de livres par an, dont le profit passait, en entier, aux Anglais (1).

La facilité que rencontraient partout ces derniers, dans les colonies espagnoles, s'explique, à la fois, par la vénalité des fonctionnaires et la décadence du commerce régulier, venu de la métropole.

La plupart de ces personnages quittaient l'Europe (2) pour faire fortune, en quelques années. Aussi prenaient-ils de toutes mains. Beaucoup d'entre eux, au moyen de prête-noms ou d'hommes de paille, devenaient les agents des contrebandiers, leurs commissionnaires ou leurs dépositaires. Depuis les derniers subalternes jusqu'aux principaux chefs, tous participaient, plus ou moins, à la fraude. Les gardes-côtes prétextaient l'obscurité, la brume, le gros temps, les vents contraires, pour ne pas exécuter les croisières, auxquelles ils étaient tenus, afin de laisser aux navires suspects, le temps de s'échapper. Loin de saisir la cargaison, lorsqu'ils les abordaient, ils ne les visitaient que pour intimider les capitaines et se faire payer plus grassement.

Une autre cause de l'extension de la contrebande doit être recherchée dans la décadence du commerce régulier (3). Séville et, plus tard, Cadix furent les seules villes

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLIII, lettre de Magallon à l'abbé de la Ville, 28 août 1765. Don Fernando de Magallon était secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, l'abbé de la Ville était premier commis aux affaires étrangères. — Aff. étr., Espagne, t. DXLIV, lettre de d'Ossun à Choiseul, du 9 septembre 1765, communiquant les confidences que reçut l'abbé Béliardi d'O'Reilly, et les observations que fit ce général, pendant son séjour à la Havane.

(2) Favier, mémoire manuscrit intitulé : *Aperçu conjectural*, et daté du mois de mai 1776. (Aff. étr., mémoires et documents, Amérique, t. XXXIII, f° 99 et *seq.*)

(3) Coxe, *ouv. cité*, t. V, p. 166.

autorisées, avant le règne de Charles III, à envoyer des convois en Amérique. En 1764, la Corogne établit un service régulier de paquebots. Tous les mois, un navire partait pour la Havane et Porto-Rico; tous les deux mois pour la Plata. Il emportait une demi-cargaison de produits européens et rapportait une même quantité de marchandises coloniales. Ce palliatif atténuait ce que les anciens convois, partis de Cadix, présentaient d'embarras et de lenteur. Ainsi, pour le Mexique, les *flottes* ne sortaient que tous les trois ans. Elles se composaient de douze gros navires jaugeant de 500 à 1,000 tonneaux, escortés par deux vaisseaux de guerre (1). Leur cargaison consistait en vins, eaux-de-vie, huile, marchandises sèches. Un autre convoi, appelé les *Galions*, gagnait Carthagène des Indes et Porto-Bello, où se réunissaient, à une foire célèbre, les commerçants de l'Amérique du Sud. Il s'écoulait parfois trois ou quatre ans sans qu'il y eût d'expédition. Le commerce de Cadix tombait de jour en jour. Les vaisseaux réguliers ou *registros* (2), arrivés à destination, vendaient mal leur cargaison, soit à crédit, soit en retours de marchandises encombrantes, d'un fret coûteux et de peu de débit, comme des bois ou des cuirs, qui s'accumulaient et pourrissaient, dans les magasins. De là, des faillites, des procès, du découragement, et, pour le roi, la diminution du produit de ses douanes.

On comprendra aisément le peu d'empressement que montraient les armateurs, en constatant toutes les formalités accumulées, qu'ils devaient subir, comme si l'admi-

(1) Béliardi, Bibl. nat., manuscrits fonds français, 10769, f° 3, *Idée générale du commerce de toutes les Indes espagnoles.*

(2) Dans l'ouvrage de M. Desdevises du Dézert, *l'Espagne de l'ancien régime*, t. III, *la Richesse et la Civilisation*, p. 147, on verra que le mot *registros* ne s'appliquait pas seulement aux navires de la flotte ou des galions, mais à tous les bâtiments autorisés. En 1735, le gouvernement avait essayé de renoncer à l'usage de la flotte et des galions, mais la routine et des considérations de sécurité firent garder l'habitude de disposer les *registros*, en convois.

nistration se fut appliquée à les détourner de semblables entreprises. Ce n'était qu'à force de sollicitations, de protections et de démarches qu'une permission était obtenue. Une fois en possession de cette licence, il fallait la présenter au président de la *Contractation* de Cadix, avec le nom du vaisseau, attendre que ce personnage daignât la renvoyer et autoriser la consignation, à la trésorerie, du montant des droits exigés. Ces formalités accomplies, au bureau de la *Contaduria*, le premier constructeur du roi passait à bord, examinait le navire, le mesurait, prescrivait les réparations, qu'il jugeait nécessaires. Le bâtiment était alors conduit à la Carraca, au fond de l'arrière-baie de Cadix, où s'exécutaient les travaux. Une fois achevés, le premier constructeur les vérifiait, et, s'il était satisfait, délivrait un certificat, constatant que l'on pouvait procéder au chargement. Cette attestation, transmise au président de la *Contractation*, un conseiller de ce tribunal visitait le navire, dans son entier, et ordonnait, à un notaire, d'attester qu'il était vide et que rien n'y avait été introduit, subrepticement. Le chargement commençait alors. Ce travail occasionnait bien des formalités et des écritures. Quelque chose que l'on apportât à bord, depuis le plus gros ballot jusqu'à la plus petite cassette, tout devait être consigné, séparément, sur trois registres, dans le bureau de la *Contractation*, avec le visa du président; le garde, placé à bord, ne recevait rien de ce que la *patache*, ou chaloupe, apportait, si le paquet n'était accompagné de pièces, justifiant qu'il avait été enregistré, pesé et mesuré, au quai des Indes.

La cargaison arrimée, d'autres ennuis attendent encore l'armateur. Le premier constructeur revient, examine le chargement, peut le faire recommencer, sous un prétexte quelconque; il passe en revue les agrès, les vivres et les munitions. Quand on est débarrassé de ses critiques, c'est le tour du conseiller de la *Contractation* qui, escorté d'un

commissaire, inspecte l'équipage. Le navire descend dans la rade et attend une dernière visite du premier constructeur et du conseiller (1).

Tous ces déplacements coûtaient cher, réclamaient du temps, entraînaient des ajournements, des difficultés, mettaient en branle tout un monde de scribes et d'employés; car, chaque fois qu'on s'adressait au président de la *Contractation*, la requête ne lui parvenait que par l'entremise d'un procureur.

Après le voyage, avant de débarquer, des difficultés semblables recommençaient. Faut-il s'étonner si les armateurs, dégoûtés de pareils traitements, renonçaient à surmonter tant d'obstacles, en échange de profits, rendus si aléatoires, par la concurrence, toujours croissante, de l'interlope?

Choiseul eut en Espagne, comme dépositaire de ses secrets desseins, l'abbé Béliardi, agent général du commerce et de la marine. Les attributions d'un pareil office semblaient se réduire à centraliser les rapports des consuls, à surveiller l'exécution des anciens traités de commerce, à en préparer de nouveaux. Le rôle réel de tels fonctionnaires fut souvent plus important que leur titre. Par suite d'un séjour prolongé, dans un pays dont ils

(1) Ces détails sont empruntés aux *Mémoires* de Favier et de Béliardi précédemment cités, ainsi qu'à l'ouvrage de M. Desdevises du Dézert, *l'Espagne sous l'ancien régime, Institutions*, t. II, p. 342.

Voici, par exemple, les frais qui incombent à un bâtiment de 800 tonneaux arrivant à la Vera-Cruz :

Visite d'entrée	150	piastres.
Certificat de décharge	180	—
Au notaire	392	—
Au couvent de Saint-François	100	—
Droit de mesurage	250	—
Aux gardes	100	—
Pour le lest	1,300	—
Collation, à bord, de ceux qui assistent à la décharge	750	—
Total	3,222	piastres.

Sans compter les droits de douane pour l'entrée.

connaissaient à fond les ressources, ils devenaient, auprès du ministre des affaires étrangères, des conseillers fort écoutés et parfois plus utiles que l'ambassadeur.

Ce fut ce qui advint, pour Béliardi. Le marquis d'Ossun, notre représentant, honnête homme, tout dévoué à Charles III, qui l'honorait de son amitié, était souvent aveuglé, par son attachement au roi d'Espagne. Peu perspicace de son naturel, il n'offrait pas, aux mains de Choiseul, un instrument assez souple, assez commode. Béliardi reçut les ordres confidentiels du ministre et connut ses plans secrets. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de la jalousie, qui animait notre ambassadeur, contre un personnage subalterne, qu'il savait être consulté, par Choiseul, plus souvent que lui.

Né à Sinigaglia, dans la province d'Ancône, en 1723, Béliardi avait d'abord cherché fortune à Rome. Il y connut le cardinal Porto-Carrero, ambassadeur d'Espagne, auprès du pape. En 1757, il était déjà au service de la France, en Espagne, et il y resta jusqu'à la disgrâce de Choiseul. Dénoncé par d'Ossun, rappelé en France, le 2 décembre 1771, il vécut à Chanteloup, auprès de son patron. A la mort de l'ancien ministre, Béliardi obtint une place de consul, à Sinigaglia, et mourut, dans sa ville natale, en 1803 (1).

(1) Pierre MURET, *les Papiers de Béliardi, art. cité*, p. 658. — Voici, au sujet de son rappel en France, une lettre de la duchesse de Choiseul à la duchesse d'Enville, Chanteloup, 14 novembre 1771 (Aff. étr., Espagne, t. DLXIV) : « Vous savez peut-être que M. l'abbé Béliardi, consul de France en Espagne, est rappelé mais vous ignorez sans doute la cause de son rappel; la voici. » — La duchesse parle alors à son amie d'une créance de son grand-père contre Philippe V. Choiseul, pendant son ministère, refusa d'appuyer cette réclamation et défendit même à sa femme d'en parler. Après sa disgrâce, Choiseul s'occupa de cette affaire ainsi que Béliardi. Le duc envoya même en Espagne un courrier de cabinet, beau prétexte, pour ses ennemis, de broder sur cette démarche. Aussi ont-ils si bien envenimé les choses que le roi, en sortant du conseil, dit à M. de Boynes : « Il faut rappeler tout à l'heure l'abbé Béliardi. » Voir, sur la date du départ de l'abbé, Aff. étr., Espagne, t. DLXIV, f° 311.

M. MOREL-FATIO, *Essais sur l'Espagne*, 2e série, p. 133, note 2, se référant

Obtenir, pour les Français, une situation privilégiée, à l'exclusion des Anglais, c'était peut-être ce que souhaitait secrètement Choiseul; mais on ne pouvait atteindre, tout à coup, un pareil succès. La susceptibilité de Charles III se montrait fort ombrageuse, quand l'intérêt de ses sujets était engagé. La France ne manquait pas, auprès de ce prince, d'ennemis, qui lui représentaient nos nationaux, comme des contrebandiers, ou, tout au moins, comme des concurrents dangereux à l'industrie espagnole. Choiseul s'efforçait, au contraire, de prouver que le mutuel concours des deux pays devait être fécond, car, si l'Espagne manquait d'objets manufacturés, la France recherchait les richesses naturelles, que produisaient la Péninsule ou ses colonies (1).

On a vu, précédemment, de quelles difficultés était hérissé le commerce d'outre-mer. Des obstacles non moins considérables, quoique d'un autre genre, entravaient, en Europe, cet échange de produits, que rêvait Choiseul. Le plus grave provenait du mauvais état et quelquefois même de l'absence de routes carrossables. A l'exception de cinq ou six grands chemins, à peu près praticables, le voyageur ne rencontrait, dans la Péninsule que des sentiers, à peine frayés, où s'engageaient des chevaux de bât, des mules ou de simples ânes, comme le grison de Sancho Panza. C'était par ce moyen, peu pratique, que se transportaient, en 1760, les chanvres d'Andalousie et de Grenade, dans les magasins de Carthagène.

au *Journal de correspondances et de voyages d'Italie et d'Espagne*, par CLÉMENT, t. II, p. 91, traite assez mal Béliardi et attribue à ses malversations la cause de son rappel.

(1) BÉLIARDI, Bibl. nat., manuscrits fonds français, 10769, f° 3, idée générale du commerce de toutes les Indes espagnoles; énumération des produits de ces colonies : au Mexique, l'argent, l'or, la cochenille, la vanille, le jalap; à Campèche, le bois de teinture; au Honduras, des indigos; au Chili, des vins, des eaux-de-vie, de l'huile, du cacao, du quinquina, des laines de vigogne, des cuirs, du cuivre; à Buenos-Aires, des cuirs, de l'herbe du Paraguay, des bois.

On voyait des convois de cent cinquante bêtes de somme se suivre à la file, et cette encombrante caravane n'emportait qu'une quantité de marchandises à peine suffisante pour remplir dix grandes charrettes de France. Le cultivateur, qui trouvait trop onéreux d'écouler ainsi ses produits, perdait, dans les années d'abondance, sa récolte, qu'il laissait pourrir sur pied, sauf l'année suivante, en cas de disette, à mourir de faim.

Les récriminations et les souhaits du gouvernement français sont résumés dans un mémoire, adressé par Choiseul, en 1765 (1), au marquis d'Ossun. Ce travail traite des objets les plus divers. Le seul qui nous concerne, celui qui se rapporte aux intérêts économiques, réfute les principales objections, élevées, couramment, contre les dangers de l'industrie française. A l'appui de sa théorie, sur le mutuel secours que les deux nations devaient se prêter, Choiseul faisait valoir les raisons suivantes :

La France est mieux placée que l'Espagne pour le commerce continental avec l'Allemagne, le Nord et le Levant. Elle y écoule les soies et les laines de l'Espagne qui, sans l'intermédiaire de notre pays, resteraient en magasin, dans la Péninsule. Le peuple français, pour sa part, emploie une grande quantité d'étoffes, dans la composition desquelles entrent ces deux matières. Il paye, à ce titre, un tribut aux sujets de Charles III. La suppression de tarifs prohibitifs empêchera notre nation d'aller chercher, ailleurs, de pareils produits. L'abaissement des droits de douane engagera nos fermiers généraux à acheter, à Cadix, annuellement, cinq ou six millions de tabac, venant de Cuba, au lieu de les demander aux Anglais; nos teinturiers s'adresseront aux Espagnols pour les bois de Campêche, au lieu de se les procurer par les Hollandais ou les Anglais.

(1) Bibl. nat., manuscrits fonds français, 10766.

Aux antipathies, aux obstacles naturels et administratifs s'ajoutait le mauvais vouloir de certains privilégiés, la corporation des Gremios Mayores de Madrid (1).

Le haut commerce, ainsi groupé, formait une aristocratie hautaine, jalouse et très fermée. Les joailliers, les marchands d'étoffes d'or, d'argent ou de soie, les drapiers, les toiliers, les épiciers et les droguistes, pour ne citer que les principaux, avaient obtenu en 1686, en 1726 et en 1741, certaines prérogatives, qu'ils défendaient vigoureusement contre toute nouveauté et toute concurrence. Nul n'était admis, parmi eux, au titre même de simple apprenti, qu'après une longue enquête. Il fallait être vieux chrétien, n'avoir jamais exercé aucun métier réputé vil, n'avoir été jamais frappé d'aucune sentence du Saint-Office. Les Gremios redoutaient, chez les artisans, l'esprit d'émulation et d'initiative; ils monopolisaient la fabrication, maintenaient la vente à un prix très élevé, et soutenaient leurs droits, au besoin, par d'interminables procès.

L'Etat les ménageait, car, dans sa détresse financière, il recourait souvent à eux. Ceux-ci étaient, en effet, les dépositaires des fonds que les Espagnols enrichis ne savaient généralement pas comment employer, l'industrie ne florissant pas et les terres étant d'une acquisition difficile. Beaucoup donc se contentaient d'un intérêt de 2 1/2 pour 100, que leur servaient les Gremios, en échange de leurs capitaux, prêtés ensuite, par la corporation, à l'Etat, au taux de 4 pour 100.

Les Gremios, clients habituels des Anglais, leur achetaient presque toutes les étoffes de laine qu'ils débitaient, et avaient contribué, ainsi, à la ruine des fabriques espagnoles (2).

(1) Il y avait aussi des Gremios à Séville, à Barcelone et dans les principales villes.

(2) Desdevises du Dézert, *l'Espagne de l'ancien régime, la richesse et la*

Quant aux ministres du roi Catholique, Choiseul ne pouvait guère compter sur eux. Grimaldi, secrétaire d'Etat des affaires étrangères, ne se montrait pas hostile à la France; mais sa qualité d'étranger, au milieu de collègues, tous Espagnols, à l'exception d'Esquilache, l'obligeait à beaucoup de circonspection. Il n'échappait aux embûches de ses ennemis qu'avec beaucoup de souplesse. Comment attendre de sa timidité l'audace de tenir tête, en notre faveur, à tant de haines accumulées, à tant de préjugés enracinés (1)? Son embarras se trahissait dans ses conversations avec lord Rochford. L'ambassadeur anglais soupçonnait une intrigue, conduite par Choiseul et Béliardi. Grimaldi, pour donner le change à ce personnage, lui parlait, en badinant, des Français; se vantait de les *rouler*, d'observer religieusement les traités, passés avec la Grande-Bretagne. Un jour, comme gage de sa confiance, il lui montra une lettre de Choiseul. Cette communication manqua son effet. « Jusque maintenant, écrivait Rochford à son gouvernement, je soupçonnais seulement que Grimaldi correspondait avec ce ministre, et j'ai lieu de croire que l'ambassadeur français ignore ces lettres particulières. Esquilache, qui n'aime pas Grimaldi, est en garde de tout ceci, et, par lui, j'espère être capable d'administrer un contre-poison (2). »

Esquilache, tout gonflé de sa fortune, riait quand

civilisation, p. 49 et *seq.* Aff. étr., *Mémoire sur l'Espagne*, de Bourgoing, mémoires et documents, Espagne, t. CXLVI.

Dans son mémoire de 1765, cité plus haut, Choiseul disait au sujet des achats, faits par les Gremios aux Anglais : « Que les ministres d'Espagne se fassent présenter le registre des métiers qui existaient à Ségovie, à Valence et à Séville, il y a quarante ans; qu'ils visitent le magasin général des Gremios de Madrid; ils seront étonnés de le voir, du haut en bas, rempli d'étoffes anglaises. »

(1) Sur les ennemis de Grimaldi, Doniol, *ouv. cité*, t. II, p. 24, et Aff. étr., Espagne, t. DLXXIV, f° 247.

(2) Record office, State papers foreign Spain most secret, Rochford à Hallifax, t. CLXVI, 13 janvier 1764. Même source, même volume, 20 mars 1764.

Rochford venait lui confier ses inquiétudes. Baissant la voix, pour ne pas être entendu, par les secrétaires, travaillant dans la pièce à côté, il disait à l'ambassadeur britannique : « Il n'y a que moi qui connaisse les véritables sentiments du roi! S. M. C. ne veut plus être trompée, par la cour de France, et vous verrez que, quand nous cédons un pouce de terrain, aux Français, par rapport à leur commerce, nous faisons vingt fois plus, pour votre cour (1). »

Ces belles promesses ne rassuraient guère Rochford; il s'avouait tout bas qu'en dehors des finances, son interlocuteur ne connaissait rien. Il se rappelait ces bruits malicieux, répandus sur l'ignorance de ce ministre, d'après lesquels, s'il fallait en croire la calomnie, Esquilache, pour parler pertinemment au conseil sur les affaires extérieures, se faisait seriner sa leçon par l'ambassadeur de Sardaigne (2). Béliardi avait été rappelé provisoirement à Versailles (3), afin de se concerter avec Choiseul. Rochford espérait ruiner les projets français, en profitant de cette absence et des délais, provoqués par les mariages de l'infante Marie-Louise et de son frère, le prince des Asturies.

Don Francisco Orsini, comte de Rosemberg, ambassadeur d'Allemagne, entra solennellement, à Madrid, le 11 février 1764, pour demander, à Charles III, d'accorder la main de sa fille à Léopold, grand-duc de Toscane (4).

(1) Même source, vol. CLXVIII, 13 août 1764.

(2) Même source, vol. CLXVIII, 17 septembre 1764.

(3) MURET, *art. cité*, p. 667.

(4) Fernan NUÑEZ, *Compendio historico*, éd. Morel-Fatio et Paz y Melia, t. Ier, p. 190 : « Le seigneur comte de Rosemberg fit son entrée publique pour demander l'infante; il fut logé, pendant trois jours, par la cour, selon la coutume, dans la maison du comte de Benavente, rue de Ségovie, et honoré d'un dîner, de rafraîchissements et d'un souper, auxquels furent conviés tous les ambassadeurs, ministres et seigneurs de la cour. Il fut stipulé, dans le contrat de mariage, que l'archiduc Léopold serait souverain du grand-duché de Toscane et qu'il fixerait sa résidence à Florence, comme gouverneur, tant que vivrait l'empereur son père. Le roi d'Espagne lui abandonna, à cette condition, tous les biens de la maison des Médicis. »

Les membres du corps diplomatique rivalisèrent de magnificence (1). Ossun a raconté lui-même, dans sa correspondance, les fêtes qu'il donna, tout en regrettant, assez amèrement, l'argent qu'il y dépensa (2) : la façade de son hôtel fut illuminée, la rue était éclairée, à droite et à gauche, par de grands flambeaux de cire, une maison était réservée aux pages des invités. On les y régala de confitures, tandis que la livrée attendait, dans des salles particulières; une garde de cent quarante hommes maintenait l'ordre. A l'entrée des salons, se tenait le marquis d'Ossun, assisté de la duchesse de Medina-Sidonia (3). Les dames et les cavaliers, suivant l'étiquette espagnole, se quittaient, aussitôt après avoir salué le maître de la maison. Les hommes se tenaient dans un salon à l'italienne, avec toutes les portes ouvertes. Les dames, placées dans les pièces, disposées à l'entour, pouvaient tout voir et tout entendre, séparées seulement des gentilshommes par des canapés dressés en manière de barricades.

A huit heures, une longue suite de soixante-dix pages, magnifiquement vêtus, apporta le *refresco*. On distribua

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXL, f° 70, ordonnance des fêtes célébrées pour ce mariage : 10 février, retour de la cour à Madrid. Samedi 11, entrée publique de l'ambassadeur d'Allemagne. Mardi 14, audience publique du roi, à l'ambassadeur : le comte de Rosemberg quittera son hôtel, en grande pompe, pour se rendre chez le roi, faire la demande. Le soir, feu d'artifice au palais du Retiro. Mercredi 15, signature des articles du mariage, nouveau feu d'artifice. Jeudi 16, cérémonie des épousailles. Vendredi 17 et samedi 18, fêtes, données par le comte de Rosemberg. Dimanche 19, baisemain de la cour, dans la matinée; le soir, pèlerinage de la famille royale à Notre-Dame d'Atocha. Lundi 20, nouvelle fête du comte de Rosemberg. Mercredi 22, fête du prince de la Catolica, ambassadeur de Naples. Jeudi 23, baisemain des tribunaux. Vendredi 24, fête du marquis d'Ossun. Samedi 25, retour de la cour au Pardo.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXL, f° 135, 20 février 1764 : « Ce sont, je vous assure, écrit d'Ossun, des fonctions chères, embarrassantes et très pénibles. » Le récit de la fête se trouve dans le même volume, f° 146.

(3) Voir Morel-Fatio, *Etudes sur l'Espagne*, 2e série, p. 371, note 2. Mariana de Silva, duchesse de Medina-Sidonia, était la sœur du duc d'Albe et de la duchesse de Berwick.

ensuite, à la compagnie, le programme de la fête.

Le théâtre se dressait dans le jardin. Les dames s'assirent sur trois bancs en amphithéâtre. Au parterre s'entassèrent les hommes. La musique joua, pendant qu'on se plaçait.

Le décor représentait le vestibule du palais des dieux. Apollon et Mars, entourés d'un cortège de Muses et de guerriers, projetaient de changer la face de l'Europe, en unissant l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et la France. Mais sans l'Hymen, sans l'Amour, que pouvaient-ils? La haine séparait ces dieux, depuis longtemps. Tout à coup Vénus et Minerve, descendus du ciel, sur un char, annonçaient la réconciliation de l'Hymen et de l'Amour, qui paraissaient, conduits par les Plaisirs et les Grâces. Cet accord ne manquerait pas d'être durable; Vénus et Minerve allaient à l'instant le prouver! Aussitôt, la porte du palais des dieux s'ouvrait et laissait voir, sur un piédestal, les portraits de l'archiduc et de l'infante, dans un médaillon, soutenu par des amours. Vénus chantait les louanges de Léopold et Minerve celles de Marie-Louise.

A ces allégories succédait un intermède champêtre : *la Vallée du plaisir*, description simple et naïve de l'amour vertueux et tranquille parmi les bergers!

Une *zarzuela*, sorte d'opérette comique, intitulée *El tutor enamorado*, par Don Ramon de la Cruz (1), était

(1) Don Ramon de la Cruz fut aussi l'auteur préféré du prince de la Catolica. Dans la fête, donnée par cet ambassadeur, on joua également une zarzuela intitulée *les Chasseurs*. Le comte de Rosemberg fit représenter la *Feria de Valdemoro*, que Moratin attribue à Don José Clavijo y Fajardo, le séducteur de Mlle Caron, sœur de Beaumarchais; une tragédie de Lemierre, *Hipermenestra*, traduction d'Olavide, et un opéra italien, l'*Endimione*. Sur le théâtre du Buen-Retiro, on joua *El domine Lucas*, de Cañizares; *Duelos de amor y lealtad*, de Don Pedro Calderon, et la zarzuela d'Olavide, *El celoso* (le jaloux) *burlado* (moqué). (Cotarelo y Mori, *Don Ramon de la Cruz y sus Obras*, Madrid, 1899, p. 55.) L'auteur de cet intéressant ouvrage montre que les organisateurs de ces fêtes eurent souvent maille à partir avec les actrices, mécontentes de leurs rôles, qui ne les faisaient pas assez valoir, à leur gré. Il cite, à ce propos, une lettre de Grimaldi au gouverneur du conseil de

jouée ensuite, puis des Hongrois, des Majos et des Majas dansaient un ballet.

Le souper fut servi sur une table de cent vingt-quatre couverts, dans une salle ornée de peintures, simulant des berceaux fleuris, séparés par des statues de marbre et des ruines. Une pièce montée, en sucre, représentait le temple de l'Hymen, au milieu d'un parterre d'orangers, décoré de fontaines.

Dans une autre salle, où étaient placés les portraits de la famille royale de France, entourés de guirlandes, se dressait une autre table de quatre-vingt-dix couverts, chargée d'argenterie et de vaisselle d'or.

Mais le nombre des conviés dépassait sept cents. On improvisa des buffets; on donna à manger aux pages, aux comédiens, aux musiciens, aux valets de chambre. A deux heures, le bal commença, pour ne se terminer qu'à neuf heures du matin. Après une collation, la compagnie entendit, avant de se séparer, une messe que célébra le chapelain de l'ambassadeur.

La fiancée du prince des Asturies s'appelait aussi Marie-Louise, comme l'infante, sa cousine. Elle n'était pas jolie, à cause de sa bouche de couleuvre; son caractère se révélait impérieux (1) et on conjecturait, d'après certaines anecdotes, qu'elle dirigerait, à son gré, son époux. Le prince n'avait guère alors que dix-sept ans (2). Son édu-

Castille, ordonnant de mettre en prison une certaine personne, nommée la Guzmana, si elle ne consent pas à être sage. (Même ouvrage, p. 56.)

(1) *Retratos de antaño*, du P. Luis Coloma, Madrid, 1895, p. 211. Elevée à Parme avec son frère Ferdinand, sous la direction de Condillac, elle ne retira de cette éducation d'autre fruit que l'art de se divertir et d'agir à son caprice. Mariée à treize ans, elle était déjà si impérieuse de caractère, qu'à peine le contrat signé, elle exigea, avant de sortir de Parme, qu'on lui rendît les honneurs dus à une princesse des Asturies, ce qui occasionna, entre elle et son frère, de continuelles querelles. Elle lui dit, tout en colère : « Je vous enseignerai à me respecter, car un jour je serai reine d'Espagne, tandis qu'il faudra vous contenter de votre duché de Parme. » Son frère lui répondit : « En tous cas, j'aurai eu l'honneur de donner un soufflet à la reine d'Espagne. » Ce qu'il fit aussitôt.

(2) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 190, et Aff. étr., mémoires et

cation, confiée à des jésuites allemands, laissait fort à désirer. Peu apte aux travaux intellectuels, il ne lui restait de leur enseignement qu'une vague teinture de géographie, de mathématiques, de dessin et de musique. En revanche, il excellait à tous les exercices du corps. Nul mieux que lui ne lançait la barre, ne montait à cheval, ne luttait. Le divertissement favori de ce colosse consistait à se colleter avec ses palefreniers. Son appétit formidable effrayait, même les personnes, habituées aux solides repas des Bourbons.

L'escadre de Carthagène partit, au mois de juin 1765, conduisant, à Gênes, l'épouse de l'archiduc Léopold. Le prince de Francavilla, qui l'escortait, devait, après la cérémonie de la « remise », prendre les ordres de la future princesse des Asturies et s'attacher à sa personne. A peine avait-elle quitté son père, Don Philippe, que celui-ci mourut de la petite vérole, à Alexandrie. Le voyage en Espagne ne fut pas cependant ajourné, par cet événement. Marie-Louise écrivit au roi Charles III et lui dit, dans sa lettre, qu'ayant eu le malheur de perdre ses parents, il ne lui restait plus d'autre père ni d'autre protecteur que Sa Majesté Catholique (1).

Le 3 septembre 1765, la cour était à Saint-Ildefonse,

documents, Espagne, t. CCVII, f° 167 et correspondance générale, Espagne, t. DXLIII, Ossun à Choiseul, 27 mai 1765.

(1) Depuis que la jeune princesse avait perdu sa mère, Louis XV et Charles III veillaient sur elle, avec beaucoup de sollicitude. — Aff. étr., Espagne, t. DXXVII, f° 4, 1er janvier 1760, lettre de Louis XV à Charles III, dans laquelle le roi de France engage Sa Majesté Catholique à faire passer la jeune Marie-Louise, en Espagne, pour qu'elle y soit élevée, sous les yeux de son aïeule, l'éducation, qu'elle recevait, depuis la mort de sa mère, paraissant peu convenable. Charles III ordonna à une femme de confiance, Mlle Gonzalez, de prendre soin de la princesse. Le valet de chambre du roi, Pini, Parmesan de naissance, se faisait adresser, toutes les semaines, des lettres détaillées, sur Marie-Louise, et les lisait au souverain. (Aff. étr., Espagne, t. DXXX, Ossun à Choiseul, 10 novembre 1760.)

Au sujet de la lettre de la princesse au roi, après la mort de Don Philippe (Aff. étr., Espagne, t. DXLIII, f° 288; sur la mort de Don Philippe), voir Casimir Stryienski, *le Gendre de Louis XV*, p. 470, réfutation de Coxe, qui attribue cet événement à une chute de cheval.

lorsque le roi partit, à cinq lieues de là, au-devant de sa future belle-fille, avec laquelle il dîna et qu'il ramena dans son carrosse (1). Les infants, le marquis d'Ossun et le prince de la Catolica se trouvaient au bas du perron, à la portière, au moment où elle mit pied à terre. Le prince des Asturies paraissait fou de joie; la reine mère, qui s'avança jusqu'au haut de l'escalier, se montrait tout heureuse de ce que sa petite-fille, une princesse de la maison de Parme, fût appelée à s'asseoir, un jour, sur le trône d'Espagne (2). Vers sept heures du soir, les ambassadeurs de Naples et de France vinrent faire leur cour. On se rendit, ensuite, dans la chambre à coucher du roi, où attendait, avec tout son clergé, le cardinal de La Cerda. Il célébra le mariage dont Grimaldi, le marquis de Montealegre et d'Ossun furent les témoins (3). Les fêtes n'eurent lieu que lorsque la cour revint à Madrid. Parmi les plus belles, Fernan Nuñez mentionne une cavalcade dont il fit partie, composée de plusieurs quadrilles, avec un luxe inouï de palefreniers, de laquais et de chevaux de main (4). D'Ossun reçut plus de cinq cents invités dans son hôtel. Les divertissements furent à peu

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLIV, Ossun à Choiseul, Saint-Ildefonse, 5 septembre 1765.

(2) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 190.

(3) Record office State papers foreign Spain, t. CLXX, Rochford à Hallifax, 14 mars 1765; détail de la maison du prince et de la princesse des Asturies. Maison du prince : le duc de Béjar, grand majordome; le duc d'Uzeda, chambellan; gentilhomme de la chambre, le comte d'Aguilar; le duc de Medina-Sidonia, maître de l'écurie; le marquis Dumet, premier écuyer.

Maison de la princesse : le prince de Francavilla, grand majordome; le comte Altamira, maître de l'écurie; le marquis de Andia, premier écuyer; la duchesse de Miranda, camarera mayor; dames de la chambre : duchesse de Medina-Sidonia, marquise d'Aroza, duchesse d'Arcos.

Le prince de Francavilla donna sa démission, partit pour Naples et fut remplacé par le duc de San-Estevan, capitaine des hallebardiers. (Aff. étr., Espagne, t. DXLIII, fo 140. Les appointements de cette place s'élevaient à 45,000 livres. Francavilla se retira, sur les instances de sa femme, piquée de quelque disgrâce.

(4) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 190 et *seq.* « Une de ces *cuadrillas* était vêtue à l'ancienne mode espagnole et le duc de l'Infantado en était le

près semblables à ceux donnés pour les épousailles de l'archiduchesse. On représenta, chez l'ambassadeur, des pièces allégoriques, des pastorales; on y joua également une traduction de la tragédie de Voltaire, *Tancrède*, et une opérette, *El Trueca novias* (l'Echange des fiancés) (1).

Les négociations commerciales sommeillaient pendant ces fêtes. Béliardi, revenu à Madrid, attendait le bon plaisir d'Esquilache, qui le renvoya à un commissaire et ajourna ses audiences, jusqu'au mois de janvier 1766. Enfin le ministre des finances reçut notre agent. Béliardi se répandit en longues récriminations contre la brutalité des douaniers espagnols, lorsqu'ils visitaient nos navires marchands (2). Esquilache répondit avec humeur que les Français n'étaient pas plus mal traités que les Espagnols eux-mêmes; que les Génois, les Ragusais, les Danois, les Suédois et les Hambourgeois subissaient ces formalités, sans venir l'étourdir de leurs doléances (3). Un pareil

parrain. L'autre, vêtue à la hongroise, avait pour parrain le duc de Medinaceli, et la dernière, vêtue à l'américaine, avait pour parrain le comte Altamira. Chaque parrain, précédé d'un grand nombre de palefreniers, laquais et chevaux de main, marchait devant la *cuadrilla*. Ils entrèrent tous sur la Plaza-Mayor, par différents côtés, occupèrent leurs postes respectifs, firent des évolutions, coururent, ensuite, par couples et se retirèrent, aux grands applaudissements de tous. Chaque parrain fit la dépense de sa *cuadrilla*, qui se monta pour le moins à 500,000 réaux, sans autre ordre qu'un simple billet du ministre, les avisant que S. M. les avait choisis pour diriger une des *cuadrillas*. »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLIV, f° 332, la fête eut lieu le 16 décembre 1765.

COTARELO Y MORI, *Don Ramon de la Cruz, ouv. cité*, p. 61. Voici le détail des autres réjouissances. La ville de Madrid fit la dépense d'une grande mascarade; chez l'ambassadeur de Naples, on exécuta la zarzuela *El amor pastoril;* chez le duc de Medinaceli, un opéra italien, la *Constancia dichosa* (la Constance heureuse); chez le duc de Béjar, *Alcides entre los dos caminos* (Alcide entre les deux chemins), opéra italien, musique de Nicolas Conforto, maître de chapelle de Charles III, livret de Métastase; au théâtre du Buen-Retiro, une comédie de Bances Candamo : *¿ Cual es afecto mayor?* et une pièce de Cañizares : *Don Juan de Espina en Madrid.*

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXLV, Béliardi à Praslin, 20 janvier 1766.

(3) Quelques détails sont ici nécessaires pour expliquer l'objet des contestations entre Esquilache et Béliardi. Ce dernier invoquait les traités de

accueil n'encourageait guère le représentant de Choiseul à continuer ses démarches; fort heureusement pour lui, les émeutes de Madrid le débarrassèrent d'un interlocuteur aussi malveillant. Muzquiz, qui remplaça Esquilache, aux finances, se montra beaucoup plus traitable que son prédécesseur. Il écouta les arguments de Béliardi et parut les approuver. L'un d'entre eux surtout le frappa. En effet, disait notre agent, « le Pacte de famille a pour but d'améliorer le sort de deux nations alliées. En observant strictement la lettre de ce traité, on en viole l'esprit. J'en conclus que sa rédaction est défectueuse, car la navigation française, auparavant, jouissait de privilèges, qui lui sont actuellement refusés. Nous n'avons pas travaillé pour empirer la condition de nos compatriotes et il est monstrueux de voir, dans des ports d'Espagne, des Anglais et des Hollandais mieux traités que des Français. »

Le passage du Pacte de famille, qui prêtait à de semblables critiques, était l'article 24. Il portait que les sujets des deux monarchies payeraient, pour le commerce, les mêmes droits que les nationaux, que les prohibitions

1667 et de 1713, exemptant les Français de toute visite dans les ports, à l'exception de Cadix, où se pratiquait la visite de *fondeo*. Voici ce qu'on entendait par cette expression. Quand un navire entrait dans un port, il devait déclarer s'il avait ou non l'intention de rompre son chargement. S'il ne voulait que réparer ses avaries et prendre des vivres, on envoyait à bord des gardes, qui veillaient à ce que rien ne fût embarqué ni débarqué. Si, au contraire, il rompait son chargement, le capitaine se rendait à la douane, accompagné du consul, pour y produire son *manifeste* et déclarer les objets, considérés comme de contrebande. Une fois les marchandises à terre, les officiers de la douane parcouraient le navire : cela s'appelait la visite de *fondeo*. (Aff. étr., Espagne, t. DXLVII, f° 88, correspondance de Béliardi avec Choiseul.) — Partout ailleurs, le pavillon français était, d'après Béliardi, libéré de semblable formalité. (Voir Aff. étr., Espagne, t. DXLV, f° 140, Béliardi à Praslin, 24 février 1766.) — Quand on représentait à Esquilache que les navires espagnols, reçus dans les ports français, ne subissaient pas les mêmes vexations que les nôtres, relâchant dans la Péninsule, Esquilache répondait que peu lui importait; il admettait qu'on visitât, arbitrairement et à toute rigueur, les bâtiments de sa nation, pourvu que la France laissât l'Espagne en faire autant. (Aff. étr., Espagne, t. DXLVI, f° 20, Béliardi à Praslin, 2 juin 1766.)

seraient les mêmes pour les uns et les autres. Il abolissait tous les traités et conventions antérieures (1).

Muzquiz réclama une enquête et demanda des rapports aux consuls de Charles III, résidant au Havre, à Bordeaux, à Bayonne, à Marseille. Le résultat de ses recherches fut tout contraire à celui qu'il attendait. Il constata combien nos bâtiments fréquentaient peu les ports de la Péninsule, tandis que la marine marchande du roi Catholique, exemptée, chez nous, du droit de visite, se développait et paraissait prospérer (2).

Béliardi rédigea, en espagnol, un long mémoire, qu'il soumit à Muzquiz et que le ministre examina, pendant le voyage de la cour à Saint-Ildefonse. La conclusion de cette lecture fut qu'un projet devait être préparé, reproduisant les clauses des anciennes conventions, avantageuses à la France et notamment celles du traité d'Utrecht, afin de corriger, comme il était équitable, l'article 24 du Pacte de famille (3). Tout semblait donc aller à souhait, lorsque l'intervention personnelle du roi d'Espagne faillit tout brouiller. On sait combien Charles III craignait la contrebande, dans ses Etats. Il prétendait que des petits bateaux, appelés, dans le jargon de la douane, bâtiments d'une seule couverture, la pratiquaient, et il reprocha à Muzquiz de faire trop bon marché d'une ordonnance, rendue par Philippe V, en 1716, et prescrivant la visite arbitraire de ces navires. L'entêtement royal ne se rendait à aucun argument, lorsque Grimaldi et Muzquiz, par un artifice de rédaction, tournèrent la difficulté. On laissa en évidence ces mots de *visite arbitraire*, auxquels tenait tant Sa Majesté Catholique, mais les clauses

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CCIX, f° 43.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXLVI, correspondance de Béliardi et Praslin, 16 juin, 14 juillet, 21 juillet, 25 août 1766.

On remarquera que la condition des Espagnols eux-mêmes, dans leur pays, était souvent moins favorable que celle des Anglais.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DXLVII, Béliardi à Praslin, 13 octobre 1766.

insérées, à la suite, adoucissaient un pareil traitement (1).

Ces travaux aboutirent à la convention, signée à Madrid, le 2 janvier 1768. Elle assurait à la nation française les mêmes privilèges qu'aux Anglais, dans la Péninsule, la liberté de la pêche, sur les côtes d'Espagne, la visite des navires, conformément aux articles 10 et 11 du traité d'Utrecht, applicables aux Anglais.

Ce traité améliorait sensiblement la situation des Français, en Espagne, mais il n'atteignait pas tout ce qu'avait souhaité Choiseul (2). C'était un acheminement vers d'autres conquêtes économiques. On constatera, en effet, que les Indes occidentales nous demeuraient fermées, comme par le passé. L'interlope allait donc subsister. D'autres questions moins capitales étaient passées sous silence. Rien n'était stipulé, quant à nos consuls. Il fallut conclure, l'année suivante (15 mai 1769), une convention particulière, à leur sujet. La mention des privilèges dont jouissaient, autrefois, certaines marchandises françaises, par le *convenio d'eminente* et le *pie del fardo*, fut omise, dans la rédaction. Choiseul n'eut pas le temps de corriger son œuvre ni d'obtenir cette union, ce mutuel concours des deux nations, contre l'Angleterre, dans une lutte pacifique et commerciale. D'ailleurs, même si la disgrâce l'eût épargné, ce ministre n'aurait pas vu se développer ses projets, comme il l'entendait. L'œil fixé sur le but, qu'il s'était proposé, il ne tenait pas assez compte de la susceptibilité ombrageuse de Charles III. Ce prince reconnaissait la décadence de son pays; il voulait y remédier, mais à sa guise et sans se conformer aux plans, que lui dictait la France. Il se préoccupait moins d'ouvrir les Indes occidentales à notre commerce que de voir refleurir l'agriculture dans ses Etats, que de défricher les terrains incultes de la Péninsule.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLVIII, Béliardi à Praslin, 5 janvier 1767.
(2) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CLXXXVIII.

III

Dans les montagnes de la Sierra-Morena, on ne trouvait plus au dix-huitième siècle que des bois épais, quelques rares troupeaux, des loups et des brigands. Le voyageur, qui se rendait de Madrid à Cadix, lorsqu'il quittait le bourg d'El Viso, dans la Manche, franchissait huit grandes lieues jusqu'à Baylen, sans rencontrer d'autres habitations que deux méchantes auberges, dont les tenanciers le rançonnaient, quand ils ne le dépouillaient pas entièrement, de connivence avec les bandits, qui s'y abritaient. Les voitures s'arrêtaient à El Viso, le chemin n'étant praticable qu'aux mulets. Dans l'Andalousie, entre Cordoue et Ecija, nouveau désert, nouveau trajet de huit lieues, pendant lequel on ne voyait qu'une seule maison, l'auberge de la *Parrilla* (1).

Charles III résolut de repeupler ces régions désolées et de consacrer, à ce dessein, les arrérages des rentes provinciales, des salines de Jaen et des tabacs.

Un Allemand, Don Gaspar Thurriegel, sollicitait, alors, du gouvernement espagnol, l'autorisation de transporter, en Amérique, un certain nombre d'émigrants. Le roi, sur les conseils de quelques personnes qu'il consulta, refusa la requête, mais proposa au solliciteur de fonder des colonies agricoles, dans la Sierra-Morena. Thurriegel accepta et promit d'amener plus de six mille personnes, allemandes ou flamandes, à la condition que chacune, lors du débarquement, recevrait, par tête, 386 réaux et qu'on le récompenserait, par un brevet

(1) Ferrer del Rio, *Historia de Carlos III*, t. III, p. 7 et *seq.*, et Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 222.

de colonel, tandis que ses collaborateurs seraient admis dans l'armée espagnole, à titre de capitaines ou de lieutenants.

Muzquiz et Campomanes élaborèrent un long travail, sur la fondation des villages, la répartition des terres, leur dévolution dans l'avenir, l'administration municipale des nouvelles agglomérations, le culte, les impôts. On ne les suivra pas dans la minutie de ces détails; qu'il suffise seulement de relever certaines ordonnances, qui portent la marque caractéristique des esprits qui les conçurent et des influences qui les inspirèrent.

Ainsi, ces mesures, qui furent édictées, au moment où se préparait et s'exécutait l'expulsion des jésuites, défendaient qu'aucun couvent ne fût bâti aux environs, parce que ces législateurs considèraient que les curés des paroisses et leurs chefs hiérarchiques, les ordinaires diocésains, suffisaient, pour distribuer l'enseignement spirituel. On prescrivit l'instruction primaire obligatoire; on travailla à créer des établissements agricoles modèles, d'après les idées répandues, depuis 1764, par les sociétés économiques. Ces foyers de doctrines scientifiques et philanthropiques, empruntées à l'encyclopédisme, gagnaient de proche en proche. Peu à peu, de nouveaux adeptes copiaient les statuts de l'Académie des amis du pays, fondée à Azcoitia, dans les provinces basques; on s'y occupait d'économie rustique et de tout ce qui pouvait contribuer au progrès de l'espèce humaine. Enfin, le

(1) La constitution rédigée par Campomanes pour ces nouveaux villages est insérée dans la *Novissima Recopilacion* (VII, XXII, 3). C'est l'image d'une société idéale, telle que la concevaient les économistes de l'école d'Aranda. Société sans majorat, sans entraves d'aucune sorte, sans mainmorte, sans moines ni religieuses, sans docteurs, avec des écoles primaires obligatoires; sans offices municipaux aliénables, mais temporaires et électifs; sans mesta (privilège, appartenant à de grands propriétaires de troupeaux, de faire paître, sur les terres d'autrui); sans bêtes à cornes, qui ne fussent destinées au labour; avec des maisons disséminées dans les champs et chaque terre arable, ayant sa clôture, etc. (Joaquin COSTA, *Colectivismo agrario en España*, Madrid, 1898, p. 118.)

superintendant, choisi pour diriger les colonies de la Sierra-Morena, Don Pablo Olavide, appartenait à la coterie du comte d'Aranda; il se montrait un homme « éclairé », tout imbu de nos idées philosophiques (1).

Vingt ans plus tôt, ce personnage s'était distingué à Lima, au moment d'un tremblement de terre, survenu en 1746. Il y eut toujours beaucoup d'orages, dans la vie de Don Pablo. Ce jeune magistrat, devenu en un instant très populaire, perdit soudainement tout son crédit. Quand ses concitoyens le virent, après le désastre, construire, à ses frais, une église et un théâtre, comme ils le savaient pauvre, tant de munificence provoqua les bruits les plus fâcheux, à son égard. Le public rappela que beaucoup de particuliers avaient déposé, chez lui, leur argent, on l'accusa de détournements et il fut obligé de se rendre en Espagne, pour se justifier. Condamné à des remboursements qu'il ne savait comment exécuter, il végétait, malade, à Léganes, lorsqu'il eut la chance d'épouser une riche veuve, Doña Isabelle de Rios. Avec l'argent de sa femme, il paya ses dettes, se réhabilita, voyagea en France et devint l'ami de Rousseau et de Voltaire, avec lesquels il demeura en correspondance suivie. Il fut nommé intendant de toute l'Andalousie et assistant de Séville. Sa maison fut montée avec un grand luxe. Il y eut, chez lui, un petit théâtre où se représentaient des tragédies de Voltaire, des comédies de Regnard, des opéras-comiques. Le maître du logis traduisait ces pièces, que jouaient des acteurs tels que Mariana de Silva, duchesse d'Huescar et le marquis de Mora (2).

(1) Menendez y Pelayo, *Heterodoxos españoles*, t. III, p. 206 et *seq.*

(2) P. Coloma, *El marquès de Mora*, p. 71; du même auteur, *Retratos de Antaño*, p. 240. Au sujet de la duchesse d'Huescar, le P. Coloma, dans sa *Vie du marquis de Mora*, p. 75, rapporte l'anecdote suivante. A force d'écouter les déclarations de ce dernier, qui remplissait les rôles d'amoureux, Doña Mariana finit par s'imaginer qu'il l'aimait véritablement. Lui, s'en amusa, flatté d'inspirer de pareils sentiments à une femme aussi distinguée.

M. Morel-Fatio, dans ses *Etudes sur l'Espagne*, 2e série, p. 92, cite un

Les émigrants débarquèrent à Malaga et furent transportés à la Sierra-Morena. Cette troupe se composait, en grande partie, d'artisans vagabonds ou de malheureux laboureurs. Les meilleurs d'entre eux avaient séjourné longtemps en France, d'où ils espéraient passer à Cayenne. Ballottés d'un endroit à un autre, sans rien obtenir, découragés par la misère, ils étaient épuisés et inaptes au travail, dont ils avaient perdu l'habitude. Le climat les éprouva beaucoup. Gens du Nord, peu accoutumés à la chaleur, habitués à boire de la bière, ils étanchaient la soif qui les dévorait, par de larges rasades de ces vins, chargés d'alcool, dont ils ne se défiaient pas assez. Aussi la maladie sévit parmi eux et les décima. Car, à la chaleur du jour, succédaient, dans ces régions, des nuits froides. Ces malheureux manquaient d'abris, pour la plupart, car la prévoyance des entrepreneurs, chargés de

passage du baron Gleichen sur Olavide : « Bien qu'il dût beaucoup à sa femme qui s'était sacrifiée pour lui, il la traitait avec le plus grand mépris, la forçait à vivre avec une certaine Doña Gracia, qui était sa maîtresse... »

M. Cotarelo y Mori, dans son ouvrage sur *Iriarte y su epoca*, p. 186, note 2, soutient que Doña Engracia n'était pas la maîtresse, mais la fille d'Olavide. A l'appui de son opinion, il produit une lettre de Fernan Nuñez au prince de Salm, 1er décembre 1768 : « No tengo otra cosa que decirte, salvo haber malparido la Gracia Olavide en la Parrilla y quedar su marido bien malo de tavardillo y aliviado Olavide, que estuvo antes *apurado.* » — « Je n'ai pas autre chose à te dire, si ce n'est que la Gracia Olavide a accouché malheureusement à la Parrilla (village d'Andalousie) et que son mari est bien malade de la fièvre; quant à Olavide, il va mieux, mais il était auparavant épuisé. » M. Morel-Fatio a connu ce texte qu'il cite également, quoique avec ce changement; *aputado* au lieu de *apurado.* L'auteur d'*Iriarte y su epoca* rappelle l'attachement que Jovellanos professa toujours pour Olavide et la poésie qu'il composa en l'honneur de Doña Engracia :

La que atraia con su dulce canto
Del aire vago a las canoras aves
Y los feroces brutos extraia
De sus cavernas...
¿ Donde se ha ido? ¿Como no resuenan
En los amenos carolineos valles
Sus peregrinos melodiosos ecos
Dulcisonantes? etc.

« Jamais, ajoute M. Cotarelo, l'austère Jovellanos ne lui aurait consacré de tels vers si les liens, qui existaient, entre elle et l'assistant de Séville, eussent été ceux que suppose M. Morel-Fatio. »

bâtir des maisons, fut en défaut. Les uns manquèrent de parole; les autres livrèrent des travaux hâtifs, mal construits et qui tombèrent en ruine, presque aussitôt. La mortalité fut terrible. Dans des familles de neuf personnes, il en succomba jusqu'à huit (1).

Le trésor royal remit, en 1767, à Olavide, plus de 1,500,000 réaux, somme vite épuisée, pour subvenir à tant de besoins. On vendit une partie des biens des jésuites expulsés et on interna, dans les collèges les plus voisins, appartenant jadis à la Compagnie, ceux des émigrants, atteints du scorbut ou de la petite vérole.

Comme toute nouveauté, cette entreprise eut ses détracteurs. Olavide en rencontra, parmi ses collaborateurs. Un Suisse du canton d'Uri, Don José Antonio Yauch, qui avait promis d'amener cent familles de son pays, n'en présenta que douze. Au lieu de s'excuser et d'expliquer pourquoi il manquait à ses engagements, cet homme éleva les plus violentes critiques contre les colonies. D'après lui, le plus grand désordre sévissait partout; les habitants manquaient du nécessaire, laissés à l'abandon, sans secours d'aucune sorte, ni prêtres, ni église, ni abri, ni eau, ni nourriture. Les paysans des environs, surtout près d'Ecija, protestaient, à leur manière, par les mauvais traitements, qu'ils infligeaient, aux nouveau-venus.

Le comte de Coloredo, ambassadeur d'Allemagne, se plaignit de ce que l'on débauchât les sujets de son maître. La cour d'Espagne protesta, déclina toute participation directe à l'émigration et soutint que, dans sa conduite, elle imitait la Hongrie, la Prusse, la Russie, le Danemark, la Suède et l'Angleterre.

Olavide publia une apologie de sa conduite. Il ne la signa pas, mais elle parut sous le nom d'un de ses subordonnés, un certain Don Juan Tomas Teu, écrivant à un

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 222; Danvila y Collado, *Reinado de Carlos III*, t. IV, p. 12 et *seq.*

ami de Séville, le 1er juillet 1768. Toutes les assertions malveillantes produites, jusqu'à ce jour, s'y trouvaient contredites. Peut-être même exagéra-t-on la bonté du terrain, l'abondance des eaux et les qualités agricoles des colons (1).

Une autre brochure, rédigée cette fois par Olavide lui-même, contient une sorte de consultation juridique, sur le régime des terres concédées, le payement des fermages, l'expulsion des concessionnaires, infidèles à leurs engagements, les règlements relatifs à l'irrigation, les aliénations. Il la soumit à l'examen du conseil de Castille.

Le 14 mars 1769, on nomma un inspecteur, Don Pedro Perez Valiente, chargé de parcourir les nouveaux villages. De hauts personnages furent priés de visiter la Sierra-Morena et d'envoyer leurs observations. Ce furent l'ancien ministre Don Ricardo Wall, l'évêque de Jaen, le marquis de la Corona, fiscal du conseil des finances.

En général, les témoignages furent plutôt favorables. Don Ricardo Wall se déclara satisfait, après une enquête de cinq jours. Le gouverneur d'Ayamonte, Don Lucas Luzy, traversant la Sierra-Morena, écrivit, au ministre Muzquiz, qu'il s'étonnait, qu'avec moins de 7 millions, on eût peuplé près de trente lieues. Il passa par la Carolina, Santa-Elena, San-Bartolome, San-Ramon, la Carlota et la Louisiane. Il loua l'orientation et l'aménagement de ces localités. Il goûta au pain et le trouva de bonne qualité; il atténua les critiques : pouvait-on reprocher au superintendant que les colons comptassent, parmi eux, plus d'artisans que de cultivateurs? Etait-il responsable des maladies, qui les affligeaient? Cette mortalité provenait du changement de climat et de nourriture.

(1) Danvila, t. IV, p. 14, 15, 18, 24, 39.

Don Pedro Perez Valiente déposa son rapport. Le conseil de Castille désigna une junte, pour l'étudier. Parmi les membres de cette commission figurèrent, avec le marquis de la Corona, le fiscal Don José Moñino. La conduite d'Olavide fut approuvée. En 1775 s'établirent, dans ces villages, des fabriques de draps, de soies, de velours, de toiles, de dentelles, de savon, de cire, de chandelles, de clous, d'aiguilles et de faïence.

Tout paraissant en voie de prospérité, Olavide se démit de sa charge de superintendant. Il avait d'autres fonctions à remplir et ne pouvait suffire à tout (1).

L'Inquisition le guettait depuis longtemps; car un tel homme, assez imprudent dans ses propos et ses mœurs, attirait son attention. En 1768, on le dénonça, sous prétexte que sa maison contenait des statues et des tableaux indécents, qu'il lisait des livres prohibés, qu'il entendait la messe, avec peu de respect, qu'il correspondait avec Voltaire. Le Saint-Office parut négliger toutes ces accusations, sans toutefois les oublier. Ce tribunal le ménageait, sans doute à cause d'Aranda, son patron, président du conseil de Castille, l'homme le plus puissant de l'Espagne, après le roi. Mais, en 1775, le protecteur d'Olavide

(1) Il fut remplacé par Don Fernando Quintillana.

Voici, en 1775, la liste des villages de la Sierra-Morena et de leurs dépendances (Danvila, t. IV, p. 41) : La *Carolina* (dépendance : Vista-Alegre); *Navas de Tolosa* (dép. : Navas de Linares); *Carboneros* (dép. : Escolastica et Arellano); *Guarroman* (dép. : Los Rios); *Rumblar; Santa-Elena* (dép. : Mojon-Blanco); *Miranda* (dép. : Magaña); *Aldeaquemada* (dép. : Martin-Perez, Herradura et Tamujosa); *Arquillos* (dép. : Porrosillo); *Venta de los Santos* (dép. : Montizon.) — En Andalousie : *Carlota* (dép. : Baneguillas, Petite-Carlota, Pinedas, Fuencubierta et Garabato); *Luysiana* (dép. : Campillo, los Motillos, et Cañada Rosal); *Fuente-Palmera* (dép. : Ventilla, Peñalosa, Herreria, Aldea de Rio, Villalon, Hillilos, et Fuente Carreteros); *San-Sebastian.* Il y avait dans ces localités 1,893 familles de colons cultivateurs s'élevant à 8,179 personnes; 553 familles d'artisans s'élevant à 2,241 personnes; soit en tout 10,420 individus, sans compter plus de 3,000 qui y vivaient en qualité de journaliers ou de serviteurs. Il y avait 26 églises, 2,282 habitations, 15 auberges, 5 boulangeries, 11 moulins à farine, 4 à huile, 243,431 oliviers plantés, 534,788 mûriers, 28,872 arbres fruitiers, 483,842 plants de vigne et 17,092 peupliers.

vivait en France, et son ambassade, à la cour de Versailles, paraissait presque une disgrâce.

Parmi les prêtres, appelés à administrer les paroisses de la Sierra-Morena, se trouvait un capucin, frère Romuald de Fribourg, caractère susceptible et vindicatif. Il eut, avec Olavide, plusieurs querelles et se vengea, en le dénonçant (1).

Soudain, l'assistant de Séville fut mandé à Madrid, sous un prétexte quelconque. Il flaira quelque piège et, avant de se mettre en route, adressa au ministre de Grâce et de Justice, Roda, la lettre suivante :

« Je ne connais pas, écrivait-il, les usages de ce tribunal; aussi ai-je recours à V. E., lui demandant conseil sur ce que je dois faire, en la circonstance. V. E. me doit ce service, à cause de sa générosité naturelle et parce qu'il est de son devoir d'aider un innocent, que l'on veut opprimer. Si j'avais commis un délit, je ne demanderais pas conseil à V. E., parce que, ou je me serais réfugié dans les pays lointains, ou j'aurais imploré la miséricorde, qui ne se refuse jamais à qui la réclame. Mais, monsieur, je crois bien que les colons ne manquent pas de religion, et, quand cela serait, devrais-je en répondre, personnellement? Chargé de beaucoup de désordres, commis dans ma jeunesse, péchés dont je demande pardon à Dieu, je n'en trouve aucun contre la religion. Né et élevé dans un pays où l'on n'en connaît point d'autre que celle que nous professons, Dieu ne m'a pas abandonné au point que j'y aie jamais manqué. Je me suis fait gloire de la foi

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 44 et *seq.* La lettre citée est du 7 février 1776. (Archives de Simancas Gracia y Justicia, legajo 628.)

Ferrer del Rio, t. III, p. 46. F. Romuald accusait Olavide d'être athée, de n'admettre de la religion que ce qui était clair, de nier la Providence, de soutenir que le ciel n'était pas seulement réservé aux catholiques, de ne recourir ni à la prière ni aux œuvres, de manger de la viande le vendredi, de croiser les jambes, en entendant la messe, de correspondre avec Voltaire et Rousseau, de défendre le mouvement de la terre... d'interdire de sonner les cloches, pendant les orages.

que je professe, par la grâce de Dieu, et je verserais, pour elle, jusqu'à la dernière goutte de mon sang. Dans mes discours, je ne crois avoir rien dit, qui mérite la censure, parce que personne ne dit jamais que ce qu'il pense. A la vérité, j'ai souvent parlé, avec ce même frère Romuald, sur des matières scolastiques et théologiques. Souvent nous disputions, à ce sujet. Mais c'étaient des doctrines catholiques et toutes conformes à notre sainte religion. Il pourra les interpréter, aujourd'hui, suivant les inspirations de son impertinence. Mais laissons de côté ma religion. Quelle vraisemblance y aurait-il à ce que j'aille proférer des discours censurables, devant un moine, que je savais mon ennemi, qui écrivait à tous contre moi, et qui, jusque dans les lettres, que je joins ici, me menaçait de l'Inquisition? Mais, loin de tout cela, le P. Friburgo est à mon sens très superstitieux, ainsi que l'ont prouvé sa conduite et ses discours. Il me semble, qu'en tout ceci, je prenais le parti de la vraie et saine religion, qu'il dégradait, avec ses idées. Je ne suis pas théologien et, en ces matières, je ne sais que ce que mes parents et mes maîtres m'ont enseigné, conformément à la doctrine de l'Eglise. D'autre part, nos contestations ne roulaient point sur des questions fondamentales, mais sur des choses probables et licitement disputables, dans lesquelles seule la malignité peut trouver des interprétations fausses et tortueuses, qui méritent la censure. Si, malgré tout, par ignorance ou par erreur, j'ai donné lieu à ce que l'on comprît autre chose que ce que l'on doit comprendre, je puis protester à V. E. que j'ai été sans malice et que je serais le premier à détester mon erreur, si on me la faisait connaître. Je suis persuadé que, dans les choses de la foi, la raison ne sert de rien, parce qu'elle ne les atteint pas, et, puisque nous sommes dans le giron de l'Eglise, nous devons nous en tenir à ce que nous enseignent l'Eglise et les ministres, députés pour instruire les fidèles; cette

docile observation étant le meilleur sacrifice qu'un chrétien puisse faire. Il me paraît aussi que, dans cette mission, comme dans toutes les autres, que le roi m'a confiées, je l'ai servi avec zèle, désintéressement et prudence. Malgré tout cela, je m'en vais à Madrid, appelé par un ordre du roi, instruit que l'on examine ma conduite, averti par un bruit public que j'y suis convoqué, pour affaire d'Inquisition. Si ce bruit s'augmente et s'accrédite, quoique dans la suite mon innocence soit prouvée, il est à craindre que je ne reste, pour toujours, couvert d'opprobre. N'y a-t-il pas moyen de couper court à tout ceci? Je ne me déroberai pas au châtiment, si je le mérite, mais je veux être entendu; et si je puis, comme je le crois, prouver, en une seule fois, toute mon innocence ainsi que la malice de mon délateur, je souhaite que l'on annihile une cause qui me déshonore, pour toujours. J'ai exposé à V. E., avec vérité, tous ces faits, afin qu'elle me conseille. Je suis prêt à me conformer à ce qu'elle dictera. Que V. E. dirige ses lumières sur celui qui les recherche. Si je ne la persuade pas de mon innocence, il faut que le temps la lui découvre et qu'elle puisse se réjouir alors de m'avoir tendu la main. »

Roda lui conseilla de visiter l'inquisiteur général et envoya à celui-ci la lettre d'Olavide. Don Manuel Quintano y Bonifaz ne remplissait plus cette charge; il était mort, une année plus tôt, et celui qui lui succéda, Don Felipe Bertran, évêque de Salamanque, ne put ou ne voulut rien faire.

Les charges produites contre Olavide furent : le manque de foi et le libertinage de conscience. Dépouillé de sa pèlerine de chevalier de Saint-Jacques, il entendit, à genoux, la lecture de sa sentence. Suffoqué par l'émotion, il tomba évanoui. Le Saint-Office le déclara convaincu d'hérésie, membre pourri de la religion; l'exila, pour toujours, à quarante lieues de la cour, des résidences royales, de

l'Andalousie et de la Sierra-Morena. Il fut condamné à vivre dans un couvent, durant huit années, sous la surveillance d'un sage directeur, qui lui enseignerait, chaque jour, la doctrine chrétienne; qui le confesserait, lui ferait écouter la messe, réciter le chapelet et jeûner. Comme infâme, il lui fut interdit de porter l'épée, des vêtements brodés d'or ou d'argent, des étoffes de soie. Ses biens furent confisqués et on le déclara inapte, lui et ses descendants, jusqu'à la cinquième génération, à obtenir aucun emploi. Pour être rétabli au sein de l'Eglise, il dut abjurer ses erreurs, la tête couverte du *san benito*.

Olavide fut d'abord enfermé dans un couvent de la Manche; il obtint ensuite, sous prétexte de santé, de se transporter à Girone. Etant près de la frontière, il réussit à s'échapper et à se réfugier en France où il fut accueilli comme un martyr de l'intolérance (1).

(1) Le littérateur Roucher, dans son poème Des Mois, lui consacre ces vers barbares :

Que de l'Ibère enfin la pieuse furie
Flétrissait un veillard, l'honneur de sa patrie,
Et solennellement replaçait aux autels
L'hydre avide de l'or et du sang des mortels.

Voir BOURGOING, *Tableau de l'Espagne moderne*, t. Ier, p. 379, 3e édition.

En 1797, il retourna en Espagne et y publia l'année suivante *l'Evangile triomphant ou le Philosophe converti*. Mais, devenu dévot, il faillit être encore poursuivi par l'Inquisition. (DESDEVISES DU DÉZERT, *l'Espagne de l'ancien régime, la société*, p. 97.) Au moment de l'*autillo* d'Olavide, un littérateur, Samaniego, qui assistait à cette cérémonie, fut pris de peur et alla se dénoncer, spontanément, comme lecteur de livres défendus tels que Hobbes, Spinoza, Voltaire, Diderot, d'Alembert et Rousseau. Il reçut le pardon *ad cautelam*; mais, ce qu'il y a d'odieux dans sa conduite, c'est qu'il remit au Saint-Office une liste des amis, qui lui avaient prêté ces livres ou avec lesquels il s'était entretenu des matières, contenues dans ces ouvrages. Furent inculpés ainsi : Almodovar, Aranda, Montalvo, Campomanes, Florida Blanca, O'Reilly, Lacy, Ricla, Ricardos. (MENENDEZ Y PELAYO, *Heterodoxos españoles*, t. III, p. 219.)

CHAPITRE II

LA PAIX EN PÉRIL

I. La rançon de Manille, l'arbitrage, refus de l'Angleterre. — II. Les îles Malouines ou Falkland, établissement de Bougainville, expédition du *Jason*. — III. La lutte de Georges III contre le parti whig. — IV. Les Anglais expulsés du port Egmont, démarches du roi Catholique, faiblesse de l'armée espagnole, avances de Masserano, réponse de Weymouth, inquiétudes du ministère North, anxiété de Choiseul. — V. Esprit belliqueux du comte d'Aranda, l'inaction de la France, concessions de Charles III, harangue du roi d'Angleterre, au Parlement, discours de Chatham, chute possible du ministère anglais, singuliers expédients de Choiseul, renvoi de lord Weymouth, scène d'ébriété. — VI. Lettre de Louis XV, renvoi de Choiseul, imprudence du comte d'Aranda, retraite d'Harris, circonspection de Masserano, le Compromis ignominieux.

Tandis que le roi Catholique prenait possession de la Louisiane, débattait, avec Choiseul, les clauses du traité commercial de 1768 et fondait ses colonies de la Sierra-Morena, de graves soucis détournaient souvent son attention de pareils travaux. Certaines querelles, soulevées et soigneusement entretenues par les Anglais, laissèrent redouter de nouvelles hostilités. Pendant quelques années, la situation demeura tendue et toujours à la veille d'une rupture.

Durant la dernière guerre, les Anglais avaient pris Manille et l'archevêque avait promis, pour éviter le pillage, une certaine somme dont il versa une partie. Le reste devait être acquitté par le roi d'Espagne. Mais Charles III refusa de tenir cet engagement, dont il con-

testait la valeur, sous différents prétextes. Lorsque lord Rochford, ambassadeur britannique, se présenta à Madrid, il eut beau produire différents mémoires du brigadier Draper (1), commandant les troupes de débarquement dans les Philippines, il se heurta toujours à une résolution inébranlable. Grimaldi lui demandait, avec ironie : « Si l'archevêque de Manille avait promis de vous livrer le royaume de Grenade, pensez-vous que mon maître serait lié par un pareil engagement? Un jour, les deux diplomates avaient dîné ensemble. Grimaldi se montra, au sortir de table, plus énergique que de coutume, presque bourru. « Si cette réponse dépendait uniquement de moi, s'écriait-il, elle serait très courte. Je me soumettrais à être haché en pièces plutôt que d'accorder une demande aussi injuste (2). »

Bien qu'elles n'eussent rien d'officiel, ces dernières paroles sembleront singulièrement hardies, imprudentes même, si l'on songe à l'état précaire de l'armée et de la marine espagnoles. Notre ministre à Madrid, d'Ossun, malgré son optimisme ordinaire, se lamentait de l'abandon où végétaient les troupes. « Très mal disciplinée, écrivait-il, l'infanterie nationale n'est rien moins que complète; l'officier subalterne n'a ni l'esprit, ni les vertus de son état; les recrues sont difficiles... et se font d'une mauvaise qualité; l'artillerie n'est pas en bon ordre, les magasins ne sont point fournis, les places de la frontière de Portugal sont en mauvais état : Carthagène, Cadix,

(1) Record office State papers, foreign Spain, t. CLXV, 12 décembre 1763, Rochford à Hallifax. Mémoire du général Draper sur la rançon de Manille, même source, t. CLXVII; réponse aux objections suivantes : 1° la capitulation doit être nulle parce qu'elle est entachée de violence; 2° la ville fut saccagée pendant quarante heures; 4,000 Anglais en tirèrent plus d'un million de piastres. — T. CLXVII, lettre de Masserano à Hallifax, 26 juillet 1764, plaintes du supérieur des augustins de Manille contre les Anglais; 1er août 1764, lettre du général Draper à Hallifax : il impute aux augustins la responsabilité de tout le sang répandu, incitant le peuple à désobéir à l'archevêque.

(2) Record office, même source, t. CLXXI, lettre de Rochford du 17 septembre 1765.

le Ferrol et Santander ne sont pas à l'abri d'un bombardement (1). »

O'Reilly, qui revenait de la Havane, parlait avec inquiétude, des forces britanniques, en Amérique. Ces détails calmèrent l'arrogance de Grimaldi et lui donnèrent à réfléchir. Aussi, à une lettre de lord Rochford, contenant ces mots : « Ma cour n'a d'autre dessein que d'obtenir justice... (2) » Grimaldi répliqua, en offrant de soumettre, à l'arbitrage d'une tierce puissance, la rançon de Manille.

Choiseul approuva fort cette conduite. Si les Anglais acceptaient l'arbitrage, l'Espagne sauverait son honneur et se tirerait d'embarras, en versant une somme, plus ou moins forte; solution en tous cas moins coûteuse qu'une campagne. Si les Anglais refusaient, ils montreraient, clairement, qu'ils recherchaient la guerre et ne nous prendraient pas au dépourvu, car ils attendraient, au moins le retour de Pitt au ministère, avant de la dénoncer (3).

Le comte de Guerchy, notre ambassadeur à Londres, traitait légèrement cette affaire de Manille et ne croyait pas à une rupture. Il insistait sur l'embarras financier du gouvernement anglais, évaluait à 70 millions sterling l'accroissement de la dette, et soutenait que le fonds d'amortissement servait, uniquement, à en payer les intérêts. Le ministère manquait donc de l'argent nécessaire, pour entrer en campagne, et, s'il en demandait au Parlement, il devrait indiquer l'emploi de ces crédits (4).

Choiseul croyait, lui aussi, que le ministère britannique était trop faible, pour ouvrir les hostilités. Mais il redou-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXLIII, Ossun à Choiseul, 15 juillet et 12 août 1765.

(2) Record office, même source, t. CLXXIII, 8 mars 1766, Rochford à Grimaldi; réponse de Grimaldi, 11 mars.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DXLV, Choiseul à Grimaldi, 21 mars 1766.

(4) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXIX, Guerchy à Choiseul, Londres, 31 mars 1766.

tait le retour de Pitt. « Cet homme ne sera pas fâché, disait-il, dès son début, d'humilier l'Espagne; il lui commandera, en dictateur, de payer la rançon de Manille, et, si l'Espagne s'y refuse, sans faire plus d'insistance, je suis persuadé qu'il fera un armement, très aisé à masquer, car il ne sera pas considérable, et qu'il enverra à Manille. Les Anglais reprendront la ville... et nous ne l'apprendrons, en Europe, qu'au retour de l'expédition, c'est-à-dire dans deux ans. D'ici à ce temps, il se préparera... (1). »

L'ambassadeur de Charles III à Londres, le prince de Masserano, eut un entretien, assez vif, avec Conway, secrétaire d'Etat du département du Sud. « Cette contestation, lui demanda-t-il, doit-elle servir de prétexte pour rompre avec l'Espagne? » Déconcerté, un instant, par cette brusque question, Conway ne répondit ensuite que par de vagues protestations pacifiques, et, quand Masserano le pressa d'accepter, tout au moins, le principe de l'arbitrage, remettant à un autre moment la désignation de la puissance qui serait choisie, son interlocuteur se déroba par de mauvais prétextes (2).

Au mois de juin 1766, le chef du cabinet, le marquis de Rockingham, offrit de renoncer à la rançon de Manille, si le roi Catholique cédait la rive droite du Mississipi. « Cette partie de la Louisiane, repartit Masserano, est la clef du Mexique et ne doit être confiée à personne (3). »

(1) Même source, Choiseul à Guerchy, 13 avril 1766.

(2) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXIX, 1er avril 1766, conférence du prince de Masserano avec Conway. Sur la femme du prince de Masserano, on trouve le portrait suivant tracé par Mme Harris à son fils, qui devint plus tard lord Malmesbury (Harris, *Letters*, vol. Ier, London, 1870) : « *Whitehall*, 22 *septembre* 1764. — L'ambassadrice espagnole est très bien de sa personne et assez agréable de figure, mais elle mêle trop le jaune avec le rouge. Elle a l'air d'être entre trente et quarante ans, et, sans plaisanterie, paraîtrait très agréable si elle ajoutait un peu de blanc à son jaune ». — Je traduis ainsi : gamboge, gomme-gutte, couleur jaune dans la peinture à l'aquarelle. — (Morel-Fatio, *Essais sur l'Espagne*, 2e partie, p. 108.) Elle était sœur du prince de Rohan, coadjuteur de l'archevêque de Strasbourg.

(3) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXX, Durand à Choiseul, Londres,

Les Anglais ne réclamèrent plus que la moitié de la somme, qu'ils revendiquaient; Charles III ne céda pas davantage. Alors l'arbitrage fut rejeté et un nouvel incident compliqua la querelle.

II

Le 25 juillet 1766 (1), notre chargé d'affaires, Durand, signalait des préparatifs maritimes, en Angleterre. Les prévisions de Choiseul allaient-elles se réaliser et l'expédition, que l'on équipait, allait-elle se diriger vers Manille? Un mois après, les renseignements de notre représentant devenaient plus précis. Un bâtiment, appelé *le Tamer*, était arrivé en Angleterre, apportant une lettre du capitaine, commandant le *Jason*, navire envoyé, au mois de septembre 1765, débarquer des colons anglais aux îles Malouines ou Falkland.

Cet archipel, situé assez près du détroit de Magellan, découvert en 1686 par le capitaine Cowley (2), signalé une seconde fois, à l'amirauté, par Georges Anson, après son voyage autour du monde, présentait un point de relâche et un lieu de rafraîchissement favorable, à peu de distance de Buenos-Aires, du Brésil et de la mer du

27 juin 1766. Rochford quitta alors l'Espagne et fut nommé ambassadeur en France.

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXX, Durand à Choiseul, 25 juillet 1766, et même source, t. CDLXXI, 8 août 1766.

(2) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXX, 28 juillet 1766. (Voir également Georges Anson, *Voyage autour du monde*, 1740-1744, Paris, 1764, t. Ier, p. 227.) Angleterre, t. CDLXCII, 29 juin 1770. Origine de l'établissement anglais aux Malouines. Georges Anson, à son retour de son expédition de la mer du Sud, donna, le premier, l'idée de former un entrepôt, dans ces îles. Georges II adopta le projet. Les ordres furent donnés d'armer deux frégates, mais, sur les représentations de Wall, pour lors ambassadeur de la cour de Madrid, qu'on avait des raisons de ménager, on y renonça.

Sud. Malgré l'avantage, qu'offrait une telle situation, l'Angleterre avait négligé, jusqu'alors, de s'y installer. Les Espagnols prétendirent que la tentative de Bougainville avait attiré les Anglais, de ce côté.

Cet officier (1), en effet, dans l'année 1763, voulut y établir une pêcherie de morues et de baleines. Son parent, M. d'Arbouland de Risbourg, directeur des postes, lui avança les fonds nécessaires et il exécuta son dessein, en 1764. Le roi d'Espagne revendiqua la propriété de ces îles et Louis XV se rendit à ses représentations. Le 15 novembre 1766, Bougainville, qui partait de Nantes sur la frégate *la Boudeuse*, pour exécuter un voyage, autour du monde, reçut l'ordre de se rendre à Buenos-Aires, afin d'y informer le gouverneur espagnol, Bucareli, du désistement du roi de France. Bougainville obéit et remit, en possession des Malouines, le capitaine de vaisseau Don Felipe Ruiz Puente. Le roi Catholique remboursa les frais de l'établissement français, qui s'élevaient à 603,000 livres tournois.

Tandis que le gouvernement espagnol reprenait ces îles, qu'il croyait désertes, dans une autre partie de cet archipel, non visité par Bougainville, les Anglais s'étaient installés (2). Le capitaine du *Jason* manda à Londres qu'il

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 228, et British Museum addit. manuscripts, vol. 32603, sur les Malouines. Rapport de Don Manuel Moreno, ministre plénipotentiaire des provinces unies de la Plata, à Palmerston, 17 juin 1833, relatif à l'occupation de Bougainville. (Danvila, *ouv. cité*, t. IV, p. 105.) Les cinq îles de Falkland ou Malouines, situées entre le 51° et 53° de latitude australe, à environ 81 lieues du détroit de Magellan et entourées d'une mer toujours agitée, forment un archipel, dans l'océan Atlantique, et les principales d'entre elles sont celles de Falkland, située à l'est, et de la Soledad à l'ouest. L'Ecossais Cowley les baptisa Falkland, en mémoire du village et du château de ce nom, résidence de Jacques VI dans le comté de Fife. En 1708, un bâtiment de Saint-Malo, qui les visita, les appela Malouines.

(2) Au port Egmont, nom donné en l'honneur du premier lord de l'Amirauté. Le commandant Mac Bride se présenta, en décembre 1766, à la colonie française des Malouines. (Rapport du gouverneur des Malouines, Ruiz Puente, au capitaine général de Buenos-Aires, Bucareli, 25 avril 1767.) Mac Bride avait adressé au gouverneur français, M. de Nerville, des lettres

avait bâti un petit fort, tracé des remparts, ramassé des matériaux, mais que le climat était fort rigoureux. A peine ces nouvelles furent-elles parvenues à la métropole que l'on réunit à Woolwich des ballots de drap et de flanelle, préparatifs que surprit Durand et dont il informa Versailles. En même temps, les soldats de marine, destinés à cette expédition, eurent l'autorisation d'emmener leurs femmes. Des maçons et des ouvriers furent embauchés, et l'amirauté, pour donner le change, répandit le bruit que ce convoi partait pour Gibraltar.

Les représentants français et espagnols lui soupçonnèrent, aussitôt, une autre destination. Leurs avis répandirent l'alarme. Les sentiments pacifiques de Georges III rassuraient, il est vrai. Mais des princes comme Louis XV et Charles III se trouvaient toujours déroutés par les mœurs parlementaires de l'Angleterre, si bruyantes, si tumultueuses, si indécentes, pour des souverains descendus tous deux de Louis XIV, nourris de ses traditions et de ses préjugés. Ils craignaient, toujours, quelque surprise et leurs appréhensions pouvaient paraître très fondées, si l'on considère les difficultés ministérielles, dans lesquelles le roi d'Angleterre se trouvait engagé. Les intrigues qu'il combinait contre le parti whig et contre W. Pitt expliqueront les hésitations et les tâtonnements de sa politique extérieure.

de protestation que Ruiz Puente joint à sa correspondance. Ces deux lettres du capitaine anglais sont des 4 et 5 décembre 1766. Il débarqua avec quelques hommes, pour assurer la sécurité de sa personne. On apprit dans la conversation qu'il avait bâti un fort à quarante lieues de là, défendu par 24 pièces de 12. Il dit, en outre, qu'il était établi dans la colonie depuis deux ans et que le port, qu'il avait choisi, était très beau. (British Museum, addit. manuscripts 32603, f° 36.)

III

C'était lord Bute qui, par une sorte de coup d'Etat, avait déterminé le ministère à conclure la paix de 1763. Pitt fut d'autant plus mécontent que la cessation des hostilités rendait son retour aux affaires moins indispensable et lui imposait, s'il redevenait chef du cabinet, un rôle assez peu conforme à ses aptitudes. Nul ne s'entendait mieux que lui à réveiller l'orgueil britannique. Mais ses qualités de démagogue, son esprit impérieux et dictatorial lui rendaient insupportable la direction méthodique et régulière de l'administration, en temps ordinaire. Sans amis, sans connaissance des hommes ou du détail des affaires, cette besogne lui semblait au-dessous de lui et trop terre à terre, pour son génie, qui ne se déployait, dans son ampleur, qu'aux époques de crise (1). Néanmoins, bien que de pareils dons fussent, pour l'instant, inutiles, cet homme restait encore une puissance formidable et Georges III chercha à la paralyser. Les moyens dont il se servit ne furent rien moins qu'honorables, car il usa et abusa de la corruption.

Au mois d'avril 1763, Grenville (2) était à la tête du ministère. Le roi engagea des négociations avec Pitt, pourparlers, qui n'avaient guère chance d'aboutir, vu l'intransigeance et l'orgueil intraitables de l'ancien mi-

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXXVIII, correspondance de Francès et de Choiseul, 21 juillet 1769.

(2) Lecky, *History of England in the XVIII century*, t. III, p. 85.

« Sous bien des rapports, Grenville fut particulièrement agréable au roi : son alliance avec Bute, sa séparation de la grande famille whig, son caractère privé irréprochable, ses éminentes facultés d'affaires... De jour en jour, pendant les premiers mois de son ministère, le roi parla de lui avec la plus chaude affection... Mais Grenville était placé pour jouer le rôle d'un instrument utile et souple, et la nature lui avait donné le caractère des maîtres les plus despotiques et les plus obstinés. »

nistre. Il exigeait le renvoi préalable de tous ceux qui avaient participé à la paix. Quand Grenville tomba, George III s'adressa à Bedford. Celui-ci conseilla de recourir à Pitt. Mais ce dernier, aussi imprudent que d'ordinaire, dans ses propos, fournit au souverain un moyen de brouiller Pitt avec les principaux *leaders* du parti whig. Le roi rapporta à chacun les expressions qui pouvaient l'offenser, et il chargea spécialement lord Sandwich de répéter à Bedford les boutades désobligeantes que Pitt avait lancées contre lui (1). Le ministère Bedford se maintint jusqu'au mois de juillet 1765 et fut remplacé par le cabinet Rockingham (2). Georges III, par toutes ces manœuvres, atteignait son but. Le nouveau lord de la Trésorerie devenait le chef d'un parti affaibli et désorganisé. Grenville et Bedford étaient usés; le pouvoir passait aux mains d'un jeune homme sans expérience, connu seulement par sa richesse, son assiduité aux courses et son incapacité oratoire. Il était secondé par un vétéran, Conway, brave soldat, distingué jadis à Culloden, à Fontenoy et à Lawfeld, mais chef parlementaire nul, ne possédant ni lumières, ni résolution, ni éloquence. Lorsque ce ministère tomba, en juillet 1766, Pitt revint au pouvoir, non pas comme premier lord de la Trésorerie, mais comme détenteur d'une sinécure, le sceau privé, laissant la direction politique à lord Grafton. Sa santé chancelante, la goutte, une maladie nerveuse et parfois des accès de folie ne lui permettaient pas une vie active. Il fut nommé comte Chatham (3),

(1) Ministère Bedford, septembre 1763. Jean Russel, duc de Bedford, passait pour un des plus riches seigneurs d'Angleterre; on évaluait son revenu à plus de 50,000 livres sterling. (Aff. étr., Angleterre, t. CDLIV, f° 28, extrait de notes curieuses sur les ministres anglais, envoyées par le chevalier d'Eon.)

(2) Lecky, *ouv. cité*, t. III, p. 92.

(3) Lecky, *ouv. cité*, t. III, p. 114.

Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXIV, f° 39, sur la santé de lord Chatham : « Il m'est revenu que son médecin avait dit que ses idées étaient fort nettes

mais, en acceptant de s'asseoir à la Chambre des lords, il ruina, en grande partie, son influence politique. Le secret de son ancien prestige reposait sur la conviction, gardée par le peuple, qu'au milieu de la corruption générale, l'illustre représentant de la démocratie anglaise, seul, conservait ses mains pures de toute vénalité! Dès lors, le charme fut rompu. Une révolution se produisit aussitôt dans les esprits, d'une manière irrévocable. La Cité refusa de présenter à son ancienne idole une adresse de félicitations, les lampions préparés, pour fêter son retour au pouvoir, furent éteints. « Je voudrais, écrivait Chesterfield à son fils, vous envoyer tous les pamphlets, qui fourmillent contre lui; mais c'est impossible, car il y aurait de quoi charger un bateau. »

Après le départ de Grafton, en 1770, lord North devint premier ministre. Le roi l'avait choisi pour éviter de tomber sous la dépendance de Chatham, qu'il jugeait encore trop puissant. Le nouveau lord de la Trésorerie avait contre lui l'opposition (1) et n'était assuré ni de la confiance de son maître, ni des sentiments de ses collègues, qu'il n'avait point choisis et avec lesquels il se montrait, généralement, fort réservé. D'une grande ignorance, en matière de politique extérieure, il évitait ordinairement de s'en mêler et n'intervenait qu'au moment où le danger devenait menaçant. Il tombait, en consé-

mais que, lorsqu'il voulait suivre une conversation, surtout en matière un peu sérieuse, il ne pouvait y parvenir et qu'il lui survenait un tremblement universel avec une sueur au visage. » (Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXV, 22 novembre 1767.) On y parle de la *folie* de lord Chatham. (Mémoires et documents, Angleterre, t. LVI.) « La santé est bonne, il mange bien, dort à merveille, monte à cheval, mais il n'a plus sa tête. On dit qu'il l'a perdue, à la suite d'un remède, qu'il a pris pour sa goutte. Cet accident s'explique d'une autre manière. Son père est mort fou. Il est cependant garde du sceau privé. Il scelle lui-même les actes; c'est à quoi se borne tout son travail. Il vit à la campagne et ne voit que ses intimes amis. »

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCII, 6 juillet 1770, et même source, t. CDXCVII, f° 28, mémoire sur la situation de l'Angleterre. Ce document paraît daté de l'année 1771.

quence, dans la dépendance des secrétaires d'Etat, chargés des départements du Nord ou du Sud, qui tenaient la plume et expédiaient les ordres.

IV

Lorsque les nouvelles, apportées par le *Tamer*, de la part du *Jason*, parvinrent à Londres, il y eut d'orageuses discussions, parmi les ministres britanniques. Lord Grafton, encore premier ministre (1), soutenait qu'une expédition blesserait, peut-être, la susceptibilité de Charles III, et ne se souciait pas d'une rupture. Lord Egmont, premier lord de l'Amirauté, voyant l'opposition qu'il rencontrait, donna sa démission. Moins impatient, il eût triomphé avec Chatham, dont les conseils hardis prévalurent. Le convoi équipé, pour ravitailler les Malouines, mit donc à la voile (2).

Ni la France ni l'Espagne ne connaissaient d'abord sa destination. Quand Charles III eut appris l'existence d'un établissement au port Egmont, il réclama contre ce qu'il appelait une violation de l'article 8 du traité d'Utrecht. Les Anglais contestèrent ses arguments. Lord Shelburne (3), secrétaire d'Etat du département du Sud, eut, à ce propos, de longues conférences avec l'ambassadeur Masserano. D'ailleurs, Choiseul intervenait fort timidement, dans cette affaire, et ne paraissait pas absolument sûr du bon droit (4) de Charles III. D'après

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXI, Guerchy à Choiseul, 15 août 1766.
(2) Même source, t. CDLXXI, 23 août 1766.
(3) Même source, 26 septembre 1766.
(4) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXI, 3 octobre 1766. Conway dit avec assez de logique que la France connaissait le traité d'Utrecht et que, néanmoins, elle avait autorisé Bougainville à se mettre en possession des îles Malouines. — Aff. étr., Espagne, t. DXLVII, Choiseul à Grimaldi, 2 octobre 1766.

notre ministre, l'article 8 du traité d'Utrecht n'avait de valeur que si les Espagnols occupaient les Malouines, au temps de Charles II. Il craignait les suites fâcheuses d'une pareille querelle et se reconnaissait incapable de soutenir notre allié, par les armes. Il souhaitait un arrangement amiable. Etait-il si difficile d'obtenir la retraite des Anglais, en leur offrant, comme compensation, de leur verser, intégralement, la rançon de Manille?

Grimaldi ne semblait pas éloigné d'une conduite aussi prudente (1). On voit, dans les instructions qu'il rédigea pour Masserano, combien il recommandait d'éviter tout procédé brusque et cassant. Il faut, répète-t-il, amuser les ministres britanniques, les questionner et leur proposer des expédients, au besoin même engager un procès, que l'on soumettra à la décision d'un tribunal anglais et devant lequel sera portée la contestation de l'archevêque de Manille et du général Draper, comme s'il s'agissait de simples particuliers. L'essentiel était de prolonger les délais, pendant lesquels la France et l'Espagne se mettraient en meilleure posture. Ce conseil fut exécuté. On paraissait, de part et d'autre, éviter tout froissement, quand les choses se gâtèrent, en 1770 (2).

Une lettre de Grimaldi à Fuentes (3), datée du 20 août,

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXIII, Grimaldi à Masserano, 20 janvier 1767.

(2) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCII, Francès à Choiseul, 15 juin 1770; et Aff. étr., Espagne, t. DLIX, correspondance de Ruiz Puente avec Bucareli, 18 février 1770.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLX.

Il y aurait eu, d'après les renseignements fournis par Ferrer del Rio, t. III, p. 46, une légèreté véritablement inconcevable, de la part du gouvernement espagnol. En effet, le bailli d'Arriaga avait écrit, le 25 février 1768, au capitaine général de Buenos-Aires, Bucareli, l'ordre suivant : « S. M. m'ordonne de charger V. E. de ne permettre aucun établissement des Anglais, et de les expulser, par la force, de ceux qu'ils ont créés, s'ils ne se rendent pas aux sommations, conformes aux lois. Vous n'avez pas besoin d'autres ordres ni d'autres instructions. N'ayez, en observant cette mesure, d'autre considération que celle de vos propres forces et de celles des occupants, afin de ne pas vous exposer, en cas d'infériorité, à ne pas

lui apprend que les Anglais ont été expulsés des îles Malouines, sans coup férir. D'après ses explications, cette agression a été provoquée par le chef de la colonie britannique, Haunt de Tamar. « Les Espagnols, écrit le marquis de Grimaldi, ont été trop insultés, par le commandant anglais, qui a menacé de les chasser, au bout de six mois. C'est ce qui a déterminé M. Bucareli, gouverneur de Buenos-Aires, à faire une expédition contre l'établissement du port Egmont. »

Le ministre espagnol ne se dissimulait pas la gravité d'une pareille mesure. « Vous pouvez, par conséquent, imaginer, ajoutait-il, combien notre situation a changé depuis huit jours. Cette nouveauté nous a extrêmement agités. Le roi, après avoir entendu ses ministres, a beaucoup réfléchi sur ce qu'il faudrait faire, pour conserver l'honneur et les droits de sa couronne, pour retenir les Anglais, s'il est possible, et pour empêcher qu'ils ne nous dénoncent une guerre, que ni la France ni l'Espagne ne sont encore en état d'entreprendre, avec une espérance fondée de succès. La résolution que le roi a prise, dans ce moment critique, a été d'informer, le premier, la cour de Londres de l'expédition de Madariaga (1), dans l'intention d'empêcher que ladite cour ne prenne un parti violent, si elle en était instruite, par une autre voie... mais, en lui représentant, que le gouverneur du port, Egmont, a été l'agresseur. »

Ces fâcheuses nouvelles coïncidaient avec des mesures vexatoires, prises par le roi d'Espagne, contre le commerce britannique. Au mois de juin, une pragmatique sanction avait été rendue, interdisant l'importation des mousselines anglaises, dans la Péninsule. Les journaux de

réussir. En cette occurrence, V. E. se contentera de protester, en déclarant que, si elle n'agit pas, elle va instruire S. M. et attendre ses ordres. »

Bucareli n'obéit que le 10 juin 1770. Il semblerait que le ministre de la marine eût oublié le blanc-seing, donné à Bucareli.

(1) Lieutenant de Bucareli.

la Cité se firent l'écho du mécontentement public; un pamphlet, signé *Junius*, se distribua. L'auteur, caché par ce pseudonyme, se répandait en injures contre Charles III et sa famille (1).

Le ministère britannique ne révéla pas ce que le roi d'Espagne lui avait communiqué, imprudemment selon les uns, loyalement, selon les autres. Par un silence calculé (2), il déjoua l'expédient, assez maladroit et assez naïf, imaginé par Charles III, dans son embarras. L'expulsion des Malouines fut vite connue du peuple anglais, sans avis officiel, par des lettres, que les négociants reçurent de leurs correspondants, à Cadix. On imaginera facilement l'émotion, qui secoua Londres : les fonds baissèrent, à la Bourse, Grimaldi se crut à la veille de la guerre. Il écrivit, aussitôt, à Paris, au comte de Fuentes (3), pour que cet ambassadeur réclamât les secours de la France. Il rappelait, dans sa dépêche, certain projet, rédigé quatre années plus tôt, par Choiseul, en novembre 1766. La cour de Versailles promettait, alors, le secours de seize bataillons et de seize navires, pour Saint-Domingue. Avec de pareilles forces, l'instant était venu de tenter un coup de main sur la Jamaïque. Quelle rafle on ferait de tous les bateaux marchands, qui s'y abritaient! Mais, hélas! de pareils desseins n'étaient que des rêves, bien vite dissipés, par les paroles décourageantes, qui venaient de France!

Si le prince de Masserano essayait quelque démarche conciliatrice, s'il rejetait sur un ordre mal compris, par Bucareli, le renvoi des Anglais, établis au port Egmont, il entendait le secrétaire d'Etat du département du Sud, lord Weymouth (4), lui répondre froidement : « Que

(1) Ferrer del Rio, *ouv. cité*, t. III, p. 67.

(2) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIII, 7 septembre 1770 et 9 septembre.

(3) Aff. étr. DLX, Espagne, Grimaldi à Fuentes, 10 septembre 1770.

(4) Aff. étr., Espagne, t. DLX, Weymouth à Harris, 12 septembre 1770, vérifiée au Record office, state papers, foreign Spain, vol. 185.

votre maître désavoue officiellement le gouverneur de Buenos-Aires. » Le ministre affectait la raideur, prenait un ton rogue et intransigeant, parce qu'il supposait, d'après les lettres qu'il recevait de son chargé d'affaires, en Espagne, que Charles III ne ferait pas la guerre. Harris écrivait à son gouvernement que l'armée espagnole était bien faible, malgré tous les efforts d'O'Reilly, pour la réformer et la discipliner. Si la marine présentait un moins piteux état que lors de la dernière guerre, grâce aux efforts de l'ingénieur Gautier, les équipages et surtout les officiers, faisaient défaut. Mais la plus grande faiblesse de la monarchie résultait de ses finances. La couronne, malgré l'économie, avec laquelle elle restreignait les frais courants, par exemple ceux de ses écuries, ne subvenait aux dépenses ordinaires que par des emprunts, qu'elle remboursait à grand'peine, quand la flotte des Indes lui apportait des piastres. Si les bateaux tardaient quelque peu, elle était aux abois (1).

Le cabinet anglais (2), qui montrait tant de hauteur, déguisait mal ses embarras. Menacé par l'opposition, il se trouvait partagé, entre la crainte de la guerre et celle de ses ennemis politiques. Il lui fallait dégager sa responsabilité, vis-à-vis du Parlement, ne pas mériter le reproche d'avoir laissé insulter impunément l'honneur anglais. Aussi, il ordonnait bruyamment des préparatifs,

(1) Record office, state papers, foreign office Spain, t. CLXXXV, 28 septembre 1770. Se référer aux Aff. étr., Espagne, t. DLX, 24 septembre, lettre d'Ossun à Choiseul, sur l'activité des préparatifs de l'Espagne. Notre ambassadeur, par ses déclarations optimistes, devait réveiller le zèle de Choiseul. D'Ossun aurait dû se souvenir d'une lettre, datée du 9 juin 1770, dans laquelle il rendait compte d'une conversation avec l'ingénieur Gautier (Aff. étr., Espagne, t. DLIX.) : « Tous les vaisseaux de construction anglaise (c'est-à-dire ceux, faits du temps de Ferdinand VI) ne sont pas en état de soutenir un combat vif, ni de faire une campagne, en hiver. Ils sont faibles et mal liés... On compte à présent 30 vaisseaux de ligne au Ferrol et S. M. C. est persuadée que tout ce qu'il faut pour les armer est rassemblé dans cet arsenal. On la trompe grossièrement, selon ce que m'a dit M. Gautier. »

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLX, Masserano à Grimaldi, 26 septembre 1770.

mais avec le secret espoir de ne pas s'en servir. Il souhaitait que les Espagnols, effrayés, devinssent plus accommodants, car aucun de ceux, qui composaient le conseil, à l'exception peut-être de lord Weymouth, ne se sentait les talents nécessaires pour diriger une guerre, survenant d'une manière si imprévue. Georges III se voyait déjà contraint d'accepter le despotisme abhorré de Chatham; ses ministres songeaient à l'équilibre instable de leur situation. Quand lord North venait s'asseoir au chevet de Masserano, retenu à son hôtel, par une indisposition, il était sincère, lorsqu'il protestait de son amour pour la paix; il n'était pas moins sincère, quand il corrigeait l'effet rassurant de ces paroles, par ces mots, qui révélaient sa secrète angoisse : « Ma tête et celle de mes collègues répondent de l'honneur de la nation. »

Choiseul, très inquiet (1), suivait anxieusement toute cette négociation. Il ne ménageait pas les critiques. Il trouvait l'Espagne d'abord trop timide, trop évidemment épouvantée, lors de sa démarche inopportune, puis subitement transformée, pleine d'une confiance exagérée. Il reprochait à Grimaldi le *ton militaire* de ses lettres. « Evidemment, disait-il, on lui a forcé la main. Sa cour, échauffée par des rodomontades, s'exalte. La guerre et la paix restent au hasard d'une assemblée tumultueuse! »

V

Le comte d'Aranda soufflait, autour de lui, cet esprit belliqueux. Dérogeant à toutes ses habitudes, lui qui d'ordinaire ne « dormait jamais hors de Madrid », il

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, 3 octobre 1770.

venait passer plusieurs jours de suite à Saint-Ildefonse, où il envenimait la blessure, faite au roi Charles, par le libelle de *Junius*. Le prince prêtait l'oreille à ses conseils violents. Les avis du comte d'Aranda ne manquaient point de clairvoyance. Il connaissait le point faible de la marine anglaise : il savait qu'elle manquait de matelots; il prévoyait qu'on pourrait frapper un coup vigoureux sur le commerce britannique et ébranler, sinon ruiner, le crédit de la Cité. Aussi proposait-il la saisie de tous les navires marchands anglais, amarrés dans les ports de la Péninsule. On enlèverait, ainsi, la plus grande partie des marins, sur la rentrée desquels l'amirauté comptait, pour compléter les équipages de ses vaisseaux. La seconde mesure, qu'il prônait, était la fermeture des marchés espagnols à tout produit anglais, même apporté sous pavillon neutre. Mais cette politique résolue présentait l'inconvénient de rendre la guerre inévitable et l'on touchait alors aux côtés défectueux du plan imaginé, par d'Aranda. Sans doute le roi d'Espagne comptait de nombreux alliés : Vienne, Florence, Naples, Versailles; mais le danger d'une guerre continentale en serait-il pour cela écarté? Les efforts de l'Espagne seraient-ils limités à une lutte maritime? Comment, d'ailleurs, transporter aux colonies les troupes qu'il voulait répartir entre Puerto-Rico, la Havane, la Vera-Cruz, Campêche, Panama, Carthagène des Indes, Caracas et Buenos-Aires? Comment obtenir de la France une flotte à Saint-Domingue, protégeant le golfe du Mexique, et une autre flotte, dans l'Atlantique, prête à joindre celle du Ferrol, afin de menacer les côtes de l'Angleterre? Choiseul avait déjà fait connaître qu'il ne pouvait rien (1)!

Force était donc pour Charles III d'écarter ces moyens, qu'il eût volontiers agréés, lorsqu'il écoutait, tout fré-

(1) Voir Ferrer del Rio, t. III, p. 70, et Danvila, t. IV, p. 138.

missant de colère, les conditions exigées par le ministère britannique : désaveu de Bucareli, retour des colons anglais au port Egmont, remise de toutes choses en état, avant que l'Angleterre daignât discuter le droit de propriété, invoqué par l'Espagne (1).

« Ne rejetez pas ces propositions (2) qu'Harris vient de vous transmettre, écrivait en substance Choiseul à Grimaldi, quand même vous conserveriez l'intention secrète de faire la guerre. Songez que, par votre décision, vous exposez la France à perdre les huit mille matelots qu'elle emploie à la pêche de Terre-Neuve; rappelez-vous que les retours de nos colonies ne se font qu'en novembre et en décembre, qu'il nous faut, au moins, trois mois pour préparer les vivres de notre flotte. »

L'Espagne s'étonnait et s'irritait de ce qu'elle appelait notre inaction (3). Choiseul la servait cependant de son

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDLXXXIV, Harris à Grimaldi, 25 septembre 1770 : « ... S. M., cependant, qui n'a rien tant à cœur que de prouver la sincérité de son affection pour S. M. C., m'a chargé, comme la plus forte marque du désir qu'elle a de maintenir la paix, entre les deux couronnes... de demander si S. M. C., en désavouant ces mesures, que son ambassadeur, à Londres, assure n'avoir point été autorisées, par ses ordres particuliers, veut remettre les choses sur le même pied où elles étaient, avant cette entreprise inconsidérée. Alors le roi mon maître sera dans le cas de faire suspendre les préparatifs que, dans la présente situation des affaires, son honneur offensé ne lui permet pas de discontinuer... »

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, 3 octobre 1770.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, 15 octobre 1770, Grimaldi à Fuentes.

Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIII, 7 octobre 1770, Choiseul à Francès : « Faites l'impossible pour que le prince de Masserano suive, de préférence, mes instructions à celles de sa cour, qui n'ont pas le sens commun. » — 9 octobre, 12 octobre, instructions de Choiseul à Francès. — 14 octobre, Francès à Choiseul, communication d'une lettre de Chatham : « Extrait d'une lettre écrite par Chatham à M***, dont la copie a été lue, en ma présence et dont voici la substance, autant que la mémoire a pu me la fournir :

« Je vous ai promis de vous faire part de mes avis, sur la conduite présente « des affaires. Je désapprouve, en tout point, la conduite de nos ministres « d'avoir furtivement et clandestinement fait un établissement, sur une île « où nous n'avions aucun droit de propriété et moins encore de prétention. « C'est un enthousiaste, qui le projeta, sans en prévoir les conséquences. « Il l'exécuta, nous voilà dans notre tort. Notre conduite n'était qu'une « usurpation manifeste et la leur devient une insulte à la nation, qui doit

mieux, et, s'il se refusait à une politique violente, il essayait d'une médiation officieuse, auprès de lord Weymouth. Il ne désespérait pas de réussir, d'après les renseignements, que lui transmettait le chargé d'affaires, Francès. « La nation anglaise et la Cité, lui écrivait celui-ci, désirent le maintien de la paix; les commerçants regardent les îles Malouines, comme inutiles; les plus habiles marins sont d'avis que l'Angleterre n'avait aucun droit, aucun intérêt à former l'établissement du port Egmont. »

Lord Weymouth accueillait volontiers notre représentant; il poussait la confiance jusqu'à lui montrer une lettre de Chatham, fort menaçante, contre le ministère; et, l'interprétant, il expliquait que les armements de l'Angleterre n'avaient d'autre objet que l'affaire du port Egmont, que ces mesures étaient indispensables à la sûreté du ministère. Les témoignages de Masserano confirmaient ceux de Francès. « Le ministre anglais, mande-t-il à Grimaldi, montre assez qu'il ne veut pas achever l'affaire et qu'il désire se maintenir armé, pour rendre compte au Parlement et de l'offense à la nation et de la satisfaction demandée. C'est au Parlement à se contenter de cette satisfaction ou à la refuser... La plus grande partie des provinces de l'Angleterre ne désire pas la guerre. Les hommes riches n'ont point de confiance, dans le ministère, et ne veulent pas lui prêter d'argent (1). »

Charles III (2) voulait bien désavouer Bucareli, mais il admettait moins facilement les autres clauses de *l'ultimatum* britannique. Ramener les Anglais au port Egmont, il n'y consentirait que s'il obtenait une convention ferme,

« nous fournir l'occasion d'exiger la rançon de Manille, à titre de réparation.
« J'ignore le parti que prendront les ministres. Je suis prêt à soutenir mon
« opinion, mais leur inactivité et leur lenteur dénotent, manifestement, leur
« timidité. Assurez nos amis que je soutiendrai toujours de cœur les inté-
« rêts et la gloire de la République. »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, Masserano à Grimaldi, 16 octobre 1770.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, Ossun à Choiseul, 3 octobre 1770.

promettant l'abandon de la colonie, dans un délai déterminé. Le roi Catholique ajoutait, toutefois, pour adoucir l'amertume de cette exigence : « que les îles Malouines seraient abandonnées, par les deux peuples et que jamais, à l'avenir, on n'y fonderait d'établissement. »

Il paraissait impossible d'arracher au roi d'autres concessions. Il s'entêtait et se butait, considérant que l'honneur de sa couronne ne lui permettait pas de céder davantage. Malgré son sang-froid habituel, les paroles enflammées de d'Aranda le grisaient et flattaient sa vieille haine, contre les Anglais. Le peuple espagnol paraissait répondre à son enthousiasme (1); on souscrivait, pour équiper des frégates, on s'agitait beaucoup; on remuait des troupes : un corps d'armée partait pour Murcie, un autre pour l'Andalousie, un autre pour la Galice. Mal instruit de l'état réel de ses forces, le souverain les croyait meilleures qu'elles n'étaient, en réalité. Malgré les réticences de la France, il comptait toujours sur son appui.

Le temps se consumait inutilement et le Parlement s'était réuni. L'ambassadeur anglais d'Harcourt trouva Choiseul à Fontainebleau, parcourant tristement la harangue, prononcée par Georges III, à l'ouverture des Chambres. Le ministre la considérait comme une déclaration de guerre (2). D'autres nouvelles, venues de Londres, montraient l'horizon bien noir, bien menaçant. L'amiral Howe venait d'être nommé commandant en chef de l'escadre de la Méditerranée (3). Le courage bouillant de ce marin, créature de Chatham, ne présageait rien de bon! Lord Chatham avait pris la parole, à la Chambre des lords et prononcé un discours virulent, contre le gouvernement. « Il faut, s'écriait-il, et sans perdre de temps,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXII, f° 164, et Record office, state papers, foreign Spain, t. CLXXXV, Harris à Weymouth, 18 octobre 1770.

(2) Record office, state papers, France, t. CCLXXXI, Harcourt à Weymouth, 20 novembre 1770. Ce discours du roi est du 13 novembre.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, Masserano à Grimaldi, 28 novembre 1770.

tâcher de sauver une nation outragée, insultée, anéantie, ou, si nous ne pouvons sauver l'Etat, livrer au moins, à la justice publique, ces ministres dont l'ignorance, la négligence et la perfidie ont réduit cette nation, jadis célèbre et florissante, à un état aussi déplorable, au dedans, qu'il est méprisable au dehors (1). »

La violence de cette rhétorique réveillait, sur le continent, les souvenirs de cette dictature oratoire, que Pitt exerçait jadis. Elle faisait encore illusion et effrayait ceux qui ne connaissaient pas, à fond, les coulisses du gouvernement britannique. Pour beaucoup, la chute de lord North et de ses collègues était prochaine, un ministère Chatham prendrait le pouvoir et l'Europe s'embraserait de nouveau. Il suffisait, en effet, de porter les yeux vers l'Orient pour ne voir que des occasions prochaines de conflits, soit en Pologne, soit en Turquie; de se rappeler les coquetteries de Catherine II, envers Georges III, la visite de la flotte moscovite, en Angleterre, le commandement effectif dévolu à des officiers anglais, qui suppléaient à l'inexpérience russe (2), pour conjecturer que l'affaire des Malouines n'était qu'un prétexte et que la Grande-Bretagne nourrissait d'autres desseins que l'occupation de misérables îlots, perdus dans l'Atlantique et à moitié incultes. Quelques paroles, adressées par le roi Georges et par la reine, au prince de Masserano prenaient, d'après ceux qui les rapportaient, le sens d'un adieu, au moment d'une rupture prochaine. « Je vous estimerai toujours, lui disait le roi d'Angleterre, et je m'intéresserai toujours à votre bonheur. » La reine soupirait: « Il faudra faire mieux une autre fois (3). »

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIV, 22 novembre 1770.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLVII et DLIX, f° 439 et 51; et t. DLXI, Grimaldi à Fuentes, du 6 décembre 1770 : « Je vois clairement que la guerre aura paru commencer, comme par hasard, pour notre affaire des Malouines et que, dans le fond, elle se fera pour l'empire de la mer et pour le commerce du Levant. »

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, Masserano à Grimaldi, 28 novembre 1770.

Choiseul se désespérait, parce qu'il voyait rejeter, successivement, les expédients qu'il proposait. On doit toutefois reconnaître que ceux, qu'il suggérait au prince de Masserano, pouvaient paraître singulièrement extravagants (1), puisqu'il conseillait, à l'ambassadeur espagnol de désobéir à son gouvernement, pour suivre les instructions de la France, assurant que le roi Catholique adhérerait au fait accompli. Masserano n'avait pas assez d'audace pour se prêter à un pareil rôle. Aussi refusa-t-il d'écouter de semblables avis (2).

Le ministère anglais ne tomba pas cependant, car le parti de l'opposition, affaibli par la maladie ou la mort de ses principaux chefs, n'eut pas assez de cohésion pour le renverser (3). Lord Grenville, condamné par les médecins, végétait encore; le lord-maire Beckford, le marquis de Granby avaient été emportés; des accès de goutte clouaient Chatham dans son lit et l'empêchaient de travailler à la ruine de ses ennemis. Seul, Rockingham, en bonne santé, se prononçait franchement pour la guerre. Mais qu'attendre d'un pareil chef, quand la voix de Chatham remuait si faiblement l'opinion? Le roi, au lieu de congédier ses ministres, se contenta de remanier le cabinet. Il renvoya lord Weymouth, qui lui semblait trop belliqueux, et le remplaça par lord Rochford, tandis que lord Sandwich devint secrétaire du département du Nord (4).

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIV, f° 81, 82 et 85, tous datés du 3 décembre 1770 : « Projet de déclaration, projet d'écrit auquel on donnera le nom que l'on voudra, » joints à une lettre de Choiseul à Francès. Choiseul trouva qu'il avait été bien hardi, puisqu'il cherche à s'excuser dans cette lettre à Grimaldi (Aff. étr., t. DLXI, 10 décembre 1770) : « Vous serez peut-être fâché que j'aie envoyé à Londres un projet, sur un objet qui regarde directement l'Espagne, aussi simple et un peu contraire, dans la forme, à nos instructions; mais songez, mon cher camarade, que si les îles Falkland appartiennent à l'Espagne... la guerre appartiendra à la France comme à l'Espagne. »

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, 14 décembre 1770. Francès fait part à Choiseul du refus de Masserano de s'écarter des instructions, reçues de Madrid.

(3) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIII, 30 octobre 1770.

(4) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCIV, Francès à Choiseul, 18 décembre 1770.

Un banquet fut donné par le premier lord de la Trésorerie, à cette occasion. Francès, appelé au dessert, trouvait ces messieurs fort bien « conditionnés », et lord North, qui leur avait fait les honneurs de sa cave, plus ivre encore que ses hôtes. Le cœur sur les lèvres, il reçut notre chargé d'affaires, avec effusion, s'écriant tout ému : « Ah! si Choiseul gouvernait l'Espagne, tout serait bien vite concilié. Mais faites donc finir votre Espagne, car nous ne pouvons pas encore attendre des mois et des années (1). »

Le ministre du roi de France n'avait plus le temps de rendre, au gouvernement anglais, le service qu'il attendait de lui, car, quelques jours plus tard, un ordre de Louis XV l'exilait à Chanteloup (2).

VI

Choiseul jouait-il un double jeu, comme l'en accusaient ses ennemis? Excitait-il sournoisement le roi d'Espagne, par l'intermédiaire du marquis d'Ossun, tout en paraissant le calmer officiellement? Les documents consultés, pour ce travail, en France, en Espagne et en Angleterre, ne permettent pas de soutenir une pareille opinion. Comment expliquer, en effet, si le ministre souhaitait une rupture, qu'il chargeât, à Londres, le représentant Francès de démarches officieuses, auprès de Weymouth; qu'il essayât d'orienter

(1) Même source, t. CDXCIV, Francès à Choiseul, 22 décembre 1770. « Au milieu de l'ivresse la plus complète, ajoutait Francès, dans sa lettre confidentielle, il y avait cependant le même fond de principes, la même suite d'idées que vous retrouverez dans ma dépêche, car ces MM. conservent machinalement de la logique et du raisonnement, dans l'ivrognerie, par l'habitude qu'ils en ont contractée. »

(2) 24 décembre 1770.

Masserano vers la paix et lui prêchât l'obéissance aux instructions françaises, plutôt qu'à celles de sa cour? Quoi qu'il en soit, les ennemis de Choiseul réussirent à ébranler Louis XV. Le récit de cette intrigue, dans laquelle intervint le premier commis des affaires étrangères, l'abbé de la Ville, n'est plus à faire (1). Le roi de France, qui ne voulait, à aucun prix, la guerre, écrivit au roi, son cousin, une lettre que cite Boutaric (2), sans lui assigner de date précise, mais qui fut expédiée, probablement, le 23 décembre et se croisa avec une dépêche du 22, par laquelle Charles III réclamait notre appui. Sous les euphémismes diplomatiques, employés par le rédacteur de cette minute, copiée ensuite par Louis XV, apparaît une déclaration nette, tranchante, de l'épuisement de la France. Le pays défendra, à grand'peine, ses côtes et ses colonies, un plus grand effort ne doit pas lui être demandé; aussi, au lieu de secours, l'Espagne n'obtiendra de nous que de bons conseils. « La loi que vous voulez imposer aux Anglais, mande Louis XV à Charles III, blesse, trop essentiellement, la vanité de cette nation pour qu'elle puisse l'accepter. Je vous avoue qu'elle me paraît même contradictoire à la satisfaction que vous consentez à lui donner et je vois que cette considération, toute seule, suffirait pour vous porter à ne pas insister. » Les louanges, décernées à l'esprit pacifique du roi Catholique, enveloppaient et adoucissaient, tant bien que mal, l'amertume de cet abandon.

Au moment où Louis XV déchirait ainsi le Pacte de famille, quand Madrid apprenait la disgrâce de Choiseul, l'auteur de ce traité, le chef du parti de la guerre, à la cour d'Espagne, réussissait, par son humeur cassante et

(1) Duc de Broglie, *le Secret du roi*, t. II, p. 334, récit emprunté aux mémoires de Besenval. Voir également Daubigny, *Choiseul et la France d'outre-mer*, chap. xix, *passim*.

(2) Boutaric, *Correspondance secrète inédite de Louis XV*, t. Ier, p. 412. La date assignée est fin de décembre 1770.

satirique, à blesser ses collaborateurs et à se rendre odieux à son maître.

Harris, dans sa correspondance (1), le montre en querelles continuelles avec O'Reilly, le réformateur de l'armée, le général sur les talents duquel l'Espagne fondait alors toutes ses espérances de succès; disputes mesquines, inspirées par un esprit jaloux et tatillon, d'autant moins admissibles que les deux personnages soutenaient la même politique belliqueuse. On conçoit plutôt les brocards qu'adressait au Gênois, au robin Grimaldi, le comte d'Aranda, orgueilleux de sa noblesse « malgré ses lumières »! Un instant d'emportement lui fit oublier toute prudence. Il envoya à son adversaire un écrit, dans lequel il tournait en ridicule le roi et son ministre des affaires étrangères. Ce dernier plaça cette satire sous les yeux du souverain. Déjà celui-ci, fort autoritaire, supportait, difficilement, un homme aussi entier, aussi entêté que le président du conseil de Castille. Charles III, assez maître de lui, pour ne pas s'abandonner à un éclat, demeura gravement blessé de l'injure; il la garda dans sa mémoire et ne l'oublia jamais (2).

Le chargé d'affaires, Harris, fut rappelé à ce même moment (3). L'honneur commandait d'enjoindre à Masserano de se retirer, à son tour. Tout paraissait donc compromis, à l'instant où la France se dérobait, où le comte

(1) Record office, state papers, foreign Spain, t. CLXXXV, 18 octobre 1770 : « Le général O'Reilly, qui est dans la plus haute faveur, semble diriger toutes ces opérations militaires... Le général O'Reilly me paraît de la même opinion que d'Aranda, quoiqu'ils ne soient nullement bien ensemble, cependant ils trouveront leur avantage, dans la guerre. » 25 octobre 1770 : « O'Reilly et Aranda rentrent à Madrid fort mécontents, l'un de l'autre, à cause de la diversité de leurs vues et de leur jalousie. »

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXI, Madrid, 24 décembre 1770.

(3) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCV, Londres, 5 janvier 1771. Voir Fernan Nuñez, *Compendio*, etc., t. Ier, p. 228. « M. Harris avait alors, à Madrid, une passion, qui lui rendait très dure la séparation de la cour; et ainsi, bien qu'il l'eût quittée, il ne dépassa pas une localité voisine et de là venait secrètement, tous les soirs, souper avec sa maîtresse et avec moi, qui étais l'ami des deux. »

d'Aranda se perdait dans l'esprit de son maître, où Masserano communiquait à Madrid les discours artificieux, que lui tenait lord Rochford, sur la duplicité de notre gouvernement (1).

La circonspection de l'ambassadeur espagnol sauva la situation. Lorsqu'il reçut les ordres de Grimaldi, avant de leur obéir et de quitter l'Angleterre, il réclama leur confirmation (2). Charles III, abandonné de son allié, découragé, mécontent, plia devant la nécessité et consentit à ce qu'exigeait Georges III.

Le 25 janvier 1771, lord North déposa, sur le bureau de la Chambre haute, la déclaration de l'ambassadeur espagnol (3). Chatham tonna contre ce *compromis igno-*

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCV, f° 5.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXII, 13 janvier 1771; Angleterre, t. CDXCV, 29 janvier 1771.

(3) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCV, f° 41 : « Le 10 juin de l'année 1770, quelques frégates espagnoles, instruites de ce que les Anglais, établis dans la Grande-Malouine, à un endroit appelé, par eux, Port-Egmont, avaient menacé de chasser les Espagnols, établis dans une autre de ces îles, les susdites frégates obligèrent, avec la force, les Anglais à évacuer le susdit poste.

« S. M. B. s'étant plainte de la violence, qui avait été commise, offensante à l'honneur de sa couronne, dans une affaire qui aurait dû préalablement être arrangée à l'amiable, avant que d'en venir aux voies de fait, le prince de Masserano a reçu ordre de déclarer que S. M. C., considérant l'amour dont Elle est animée, pour la paix et pour le maintien de la bonne harmonie, avec S. M. B. et réfléchissant qu'un aussi petit objet pourrait l'interrompre, a vu, avec déplaisir, cette expédition, capable de la troubler, et assurée comme Elle a été de la réciprocité des sentiments de S. M. B., pour ne pas autoriser tout ce qui pourrait interrompre la bonne intelligence, entre les deux cours, désapprouve la susdite entreprise violente; et, en conséquence, le prince de Masserano déclare que S. M. C. consent qu'on remette les choses dans la Grande-Malouine, au port dit Egmont, dans l'état où elles étaient, avant le 10 juin 1770. Auquel effet, un officier espagnol sera chargé de remettre, aux Anglais, ce qu'ils y ont laissé.

« L'unique objet de la présente déclaration est de donner une preuve authentique des sentiments de S. M. C. sur un fait, qui aurait pu troubler la bonne intelligence, entre les deux couronnes, et cette déclaration ne pourra pas préjudicier aux droits antérieurs de S. M. C. sur les îles appelées Malouines et par les Anglais Falkland, mais seulement rétablir les choses, pour le droit et pour le fait, telles qu'elles étaient, avant l'expulsion des Anglais de l'Etat dont il s'agit. »

La contre-déclaration que lord Rochford remit au prince de Masserano exprimait : que Sa Majesté Britannique regardait la déclaration, avec l'ac-

minieux (1), réclama la communication de la correspondance diplomatique; la majorité ne voulut pas le suivre et soutint le ministère. Le 13 février 1771, une maladresse réveilla, un instant, les colères de l'opposition. Lord Beauchamp proposa de voter une adresse à Georges III, pour le remercier de l'accommodement honorable, qui venait d'être conclu. Les ennemis de lord North lui reprochèrent, alors, de n'avoir obtenu qu'une réparation insuffisante; ils demandèrent le payement de la rançon de Manille, une indemnité pour les armements extraordinaires, une déclaration sur la propriété des Malouines, question que réservait le gouvernement espagnol (2). Cette manifestation bruyante n'eut aucun résultat. Les mesures, qui furent prises, rassurèrent la France et l'Espagne. On cessa, en Angleterre, de *presser* les matelots, de réunir des recrues; on réduisit les effectifs et le gouvernement proposa à l'Espagne de fixer au 10 avril la date du désarmement réciproque.

Charles III tint loyalement sa parole; les Anglais furent remis en possession du port Egmont. Lord North promit d'évacuer cet établissement, quand l'opinion serait apaisée.

Ainsi se terminèrent ces querelles, pour quelques îlots, à peu près déserts, misérable enjeu d'une redoutable partie, que trois puissances européennes faillirent engager. L'affaire des Malouines eut pour conséquence de montrer le peu de solidité du Pacte de famille, de révéler la faiblesse de la France, incapable de tenir ses engagements, de contraindre un prince, comme Charles III, à se déjuger publiquement, et à s'excuser, devant l'Angleterre, d'une violence intempestive (3).

complissement entier dudit engagement, de la part de Sa Majesté Catholique comme une satisfaction de l'injure, faite à la couronne de la Grande-Bretagne.

(1) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCV, f° 117, extrait des papiers anglais du 29 janvier 1771, débats de la Chambre haute du 25.

(2) Aff. étr., Angleterre, t. CDXCV, f° 222.

(3) Bucareli, comme dédommagement du désaveu, reçoit la clef de gentilhomme de la Chambre. (Ferrer del Rio, t. III, p. 94.)

CHAPITRE III

DISGRACES A MADRID, NAPLES ET LISBONNE

I. Ambassade de d'Aranda en France, Don Manuel Ventura Figueroa, au conseil de Castille. — II. Un ambassadeur marocain à Madrid, traité d'amitié, rupture, sièges de Melille et du Peñon de Velez, expédition d'Alger, fautes d'O'Reilly, échec des Espagnols, leur retour à Alicante. — III. Colère du peuple espagnol contre O'Reilly et Grimaldi, la cabale du parti aragonais, mariage de l'infant Don Louis. — IV. Disgrâce de Tanucci, retraite de Grimaldi, son successeur Florida Blanca. — V. Conflits avec le Portugal, politique d'atermoiements, la lettre de d'Aranda, l'expédition de Ceballos, occupation de l'île Sainte-Catherine et de la colonie du Sacramento, mort du roi de Portugal, chute de Pombal, traité de paix, visite de la reine douairière de Portugal, en Espagne.

I

Blessé par la lettre insultante du comte d'Aranda, que lui montra Grimaldi, Charles III trouva l'occasion d'éloigner de lui le président du conseil de Castille, quand le comte de Fuentes, ambassadeur à Paris, donna sa démission. Ce poste, malgré son importance, ne correspondait pas à la haute dignité que d'Aranda venait d'occuper. C'était une disgrâce suffisante, qui écartait de la cour un personnage d'une humeur aussi turbulente et encombrante, tout en ménageant celui qui avait rendu, tout récemment, d'aussi grands services, à la monarchie.

Il partit pour la France, au mois d'août 1773, et eut sa première audience le 12 septembre. A Paris, on guettait, avec curiosité, la venue de « l'Hercule hispanique, de celui

qui avait nettoyé les étables d'Augias », ainsi que le proclamaient, avec emphase, les encyclopédistes (1). Les imaginations françaises furent déçues, dans leur attente, quand elles virent cet homme jaune, aux yeux louches, à la bouche édentée, qui, dans les salons, gardait ordinairement le silence, avait l'oreille dure, et ne disait, quand il parlait, que des platitudes assez lourdes. Tant de laideur, de réserve et de brusquerie déconcertaient ce monde si élégant, si brillant, si courtois. On se moqua du nouveau venu, on se répéta que cette surdité était affectée et que d'Aranda se guérissait, comme par enchantement, quand on lui adressait des éloges. Le récit de sa réception, à la cour, fit beaucoup rire. Présenté à la comtesse de Provence, il aurait dit, pour tout compliment : « Madame, comment vous portez-vous? » Comme la princesse lui parlait du roi d'Espagne : « Madame, reprit-il, Sa Majesté vous assure de son respect. » Et, se tournant vers le comte de Provence, il ajouta, en lui faisant la révérence : « De son attachement. » Chez la Dauphine, il n'ouvrit pas la bouche.

Après cet accueil, un peu narquois, on s'accoutuma à ses manières; et, comme il déployait un grand faste, les Parisiens, qui reprochaient à son prédécesseur la médiocrité de son train, lui pardonnèrent. On se pressa, désormais, dans les promenades publiques, pour admirer la beauté de ses équipages.

Celui qui le remplaça, au conseil de Castille, était un individu fort égoïste, fort avare. Don Manuel Ventura Figueroa (2) avait collaboré, jadis, au concordat, passé entre Benoît XIV et Ferdinand VI. Habile courtisan, il louvoyait entre les écueils, évitait de se compromettre et ne songeait qu'à sa fortune particulière. Les soins

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXII, 12 septembre 1773. Voir Morel-Fatio, *Etudes sur l'Espagne*, 2e série, p. 151. Ce récit est emprunté à une lettre adressée au comte de Périgord.

(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 108.

qu'il y apporta furent récompensés, car il réussit à cumuler les places et les pensions. Il mourut gouverneur du Conseil, patriarche des Indes, archevêque de Laodicée, commissaire général de la Cruzada, etc. Il remplissait ses coffres de feuilles d'or et d'argent, soigneusement étiquetées, et portant, chacune, la mention de sa provenance. Quand on inventoria ses richesses, il fallut employer trois habiles comptables, pendant plus de quatre jours.

II

Après la réconciliation de l'Espagne et de l'Angleterre, les armements continuèrent, dans la Péninsule. Tout cet appareil militaire inquiétait un peu le cabinet de Saint-James, qui se demandait où tendaient ces préparatifs. Ils avaient pour objet une campagne contre le Maroc, car le sultan avait notifié à Charles III que, désormais, il ne tolérerait plus d'établissement chrétien, sur les côtes de son empire, depuis Oran jusqu'à Ceuta. Ce qui semblera tout à fait étrange, c'est que ce musulman prétendait, en agissant ainsi, ne pas déchirer le traité de paix, signé, quelques années plus tôt, entre lui et l'Espagne.

Au début du règne (1), vers 1765, des négociations avaient été ouvertes, entre le roi Catholique et l'empereur Sidi Mohamed ben Abd Allah. Commencées par un juif de Marseille, Samuel Sumbel, elles furent poursuivies par un ancien préfet apostolique des missions, le frère Bartolomé Giron de la Conception. Ce moine obtint, le 2 février 1766, une audience du sultan et sut lui repré-

(1) Danvila y Collado, t. IV, p. 161 et *seq.*, et Ferrer del Rio, t. III, p. 110.

senter, habilement, les avantages qu'il retirerait, s'il se liait d'amitié avec Charles III; en sorte, qu'à son retour, frère Bartolomé fut accompagné par un ambassadeur, Sidi Ahmed el Gacel.

Débarqué à Algésiras, cet envoyé fut reçu avec beaucoup d'honneurs, visita la Giralda de Séville, et monta, aux portes de Madrid, dans un carrosse des écuries royales, qui le conduisit au palais du Buen-Retiro, où des logements étaient préparés, pour lui et sa suite. Une foule énorme sortit, pour le contempler. Il se rendit ensuite à Saint-Ildefonse et prit congé du roi, le 4 octobre 1766.

Pour répondre à la politesse de Mohammed ben Abd Allah, le 10 novembre 1766, un chef d'escadre, Don Jorge Juan fut délégué, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Le but du traité, qu'il devait négocier, était d'obtenir une zone neutre, dans les mers qui séparent l'Espagne de l'Afrique, où les navires espagnols ne pourraient pas être inquiétés, par les musulmans; où les naufragés, réfugiés sur les côtes d'Afrique, ne seraient pas retenus en captivité. Don Jorge Juan débarqua à Tétouan, visita Alcazar el Kébir, Larache, Salé et Rabat. Avant d'entrer dans la ville de Maroc, il campa dans un beau jardin, où il reçut de nombreux présents, en viandes, volailles, pains, salades et fruits. Le sultan lui envoya, en outre, des plats de sa table. Un traité fut signé, le 28 mai 1767. Il comprenait dix-neuf articles et portait que les navires des deux Etats ne seraient point inquiétés, à la condition que le capitaine eût un passeport. Les naufragés ne seraient point retenus prisonniers; l'Espagne nommerait, au Maroc, un consul général et un vice-consul; ses sujets auraient le monopole de la pêche, à l'exclusion de tout autre peuple européen. Quant aux territoires, qui entouraient Melille et le Peñon de Velez, l'empereur se refusait à les agrandir, mais il promettait

d'établir les limites, de telle sorte, qu'à l'avenir toute contestation demeurerait impossible.

Sept ans plus tard, et malgré un pareil traité, le sultan voulait chasser les Espagnols de ses domaines. Devant Melille, les Maures se présentèrent, le 9 décembre 1774, au nombre de 13,000, et sommèrent la garnison de se rendre. Le maréchal de camp, Don Juan Sherlok, qui commandait la place, ne se laissa pas intimider et se mit en défense. Il fut, du reste, aidé par le chef d'escadre Don Francisco Hidalgo de Cisneros, qui ravitailla Melille et causa beaucoup de dommages aux assiégeants, en les bombardant, dans leurs tranchées, avec l'artillerie de ses navires. Le sultan voulut tenter l'assaut et imagina la ruse barbare suivante : il plaça, en avant de son corps d'armée, mille juifs, toute la populace des environs, et un troupeau de bestiaux, couverts d'étoffes éclatantes. En chassant, devant lui, toute cette cohue, il espérait tromper les Espagnols, qui épuiseraient leurs munitions et se heurteraient à ses réguliers, quand ils seraient las et sans cartouches. Mais cette combinaison échoua, car les malheureux, que l'on vouait ainsi à la mort, résistèrent, s'éparpillèrent et s'enfuirent. La défense du Peñon de Vélez fut aussi énergique que celle de Melille. Don Florencio Moreno y commandait. Les Maures, déçus dans leurs espérances, demandèrent à parlementer. Des négociations s'ouvrirent. Le sultan fit écrire à Grimaldi; après quelques difficultés, pour la forme, le gouvernement espagnol accepta les excuses de l'empereur marocain et rétablit les choses, dans le même état que par le passé.

C'était le dey d'Alger, qui avait porté Mohammed ben Abd Allah à chasser de son empire les Espagnols. Charles III résolut de le combattre, à son tour, et de détruire sa ville (1), véritable repaire de pirates qui infes-

(1) Les détails de cette expédition sont empruntés au compte rendu d'O'Reilly, joint à une lettre de d'Ossun. (Aff. étr., Espagne, t. DLXXVI,

taient la Méditerranée. En même temps qu'il vengerait son honneur, il assurerait la sécurité de son commerce maritime. On peignit au roi, comme très facile, cette entreprise, et le confesseur, fray Joaquin Eleta, usa de tout son crédit, auprès de son pénitent, pour l'encourager à cette guerre, contre des infidèles. Le chef militaire, sur lequel le prince jeta tout d'abord les yeux, fut Don Pedro Ceballos, le général, qui avait conquis le Sacramento. Mais le nombre de soldats, qu'il demanda, pour mener à bien l'expédition, fut jugé excessif. On écarta ce personnage difficultueux et on choisit, de préférence, Don Alexandre O'Reilly, qui se vantait de réussir avec 20,000 hommes, tout au plus. Fatigué de son rôle d'instructeur, ce général, le réformateur de l'armée espagnole, n'était pas fâché de montrer sa mesure, et de rehausser son prestige, par une victoire. Il avait de l'énergie et de l'audace; mais l'esprit de prévoyance lui manqua, car il ne réunit pas assez de vivres, pour l'entretien de ses troupes, et il négligea d'étudier le terrain, sur lequel il devait opérer. Enfin, le succès fut compromis, par l'indiscrétion du gouvernement, alors qu'il eût fallu garder un secret impénétrable. Dès avant le départ de la flotte, le dey était depuis longtemps prévenu et se tenait sur ses gardes. Fernan Nuñez a prétendu que ces avertissements furent transmis à Alger, par les négociants marseillais, jaloux de conserver, pour eux seuls, le commerce dans le Levant. Il y eut aussi des retards, par suite du mauvais temps et de la mésintelligence, qui existait, entre O'Reilly et le chef de l'escadre, Don Pedro, Gonzalez, de Castejon.

Quand, du pont de son navire, *le Velasco*, O'Reilly reconnut, avec sa lunette, les ouvrages préparés par les

f° 147, et t. DLXXVII, f° 96.) MOREL-FATIO, *Etudes sur l'Espagne*, 2e série, p. 211, et Fernan NUÑEZ, *Compendio*, t. Ier, p. 245 et *seq.*; FERRER DEL RIO, t. III, p. 119 et *seq.*

Algériens, il fut tout déconcerté de les trouver si formidables, et se tournant, avec un visage soucieux, vers Fernan Nuñez, qui se tenait à ses côtés : « Ma foi, mon ami, lui dit-il, en haussant les épaules, le vin est versé, il faut le boire. »

Au lieu de débarquer dans la rade, il pensa à se porter du côté de l'ouest, dans la baie de la *Mauvaise-Femme*, à environ trois lieues d'Alger. Le calme l'empêcha d'exécuter ce plan; fort heureusement, paraît-il, car il eût fallu traverser une gorge étroite, dominée de tous côtés par des hauteurs, où ses troupes, une fois engagées, auraient été exterminées.

On résolut donc de mettre pied à terre dans la baie d'Alger. Le 7 juillet 1775, l'artillerie des navires démonta les batteries, qui défendaient le rivage. Le 8, les embarcations, rangées en sept colonnes, chacune précédée d'une chaloupe canonnière, se dirigèrent vers la plage, située entre Alger et la rivière de l'Harrach. On marcha dans un sable si épais que les canons enfonçaient et que, pour les remuer, il fallait environ dix hommes. De petites collines dominaient ce terrain. Elles étaient couvertes d'aloès et d'autres plantes piquantes, d'arbres, de bâtisses, de toutes choses enfin, qui formaient des obstacles faciles à défendre. Tandis que les Espagnols se formaient en bataille, les musulmans les harcelaient, s'avançaient près d'eux, jusqu'à une portée de pistolet, se cachaient derrière les monticules de sable, faisaient feu et, dès qu'un chrétien tombait, couraient lui couper la tête, car le dey avait promis un doublon d'or pour chaque trophée de ce genre, qui lui serait apporté.

Les troupes d'O'Reilly s'avancèrent jusqu'aux aloès, tandis que deux colonnes ennemies sortaient des barricades, à droite et à gauche, pour les envelopper. Lorsque la flotte aperçut ce mouvement, elle tira des coups de canon, pour l'arrêter; mais beaucoup de projectiles s'éga-

rèrent dans les rangs espagnols et firent beaucoup de mal.

Comme on ne réussissait pas à déloger l'ennemi et que l'on perdait du monde, la troupe se retira, sans désordre toutefois, dans ses tranchées, où elle fut incommodée par quelques pièces d'artillerie, que le bombardement de la veille n'avait pas réussi à démonter.

O'Reilly reconnut qu'il y avait, en s'obstinant, plus à perdre qu'à gagner. Il ordonna donc de réembarquer. L'opération, commencée dès cinq heures du soir, fut achevée le lendemain matin. Tout se trouva à bord, sauf deux pièces de canon, qu'on n'eut pas le temps d'enlever, parce qu'on fut surpris, par la lumière du jour.

Les Algériens, qui voyaient tant d'embarcations sillonner la rade, s'imaginèrent que les Espagnols préparaient une nouvelle attaque. Cette erreur sauva l'armée, car, d'après le témoignage de Fernan Nuñez, dans le désarroi où l'on se trouvait, vingt cavaliers eussent suffi pour tout jeter à la mer. Le lendemain, au matin, les Maures furent longtemps, avant de s'approcher des tranchées abandonnées. Deux hommes, plus hardis que les autres, se risquèrent; la foule suivit et envahit la plage, se livrant à des démonstrations de joie et allumant des bûchers, pour brûler les cadavres.

Cette journée coûtait à l'Espagne 27 officiers et 500 soldats tués; 191 officiers et 2,088 soldats blessés.

Deux partis restaient à prendre : bombarder la ville, ou retourner en Espagne. Ce fut cette dernière résolution qui prévalut. En effet, les canons espagnols ne portaient pas assez loin et on risquait le salut de la flotte, en l'exposant à l'artillerie algérienne. Ensuite, les vivres manquaient. Un premier convoi, commandé par le général suisse Félix de Buch, quitta, le 12 juillet, la rade d'Alger, et ramena, à Alicante, les blessés, la cavalerie et une partie de l'infanterie. Le reste de l'escadre suivit, le 15, et débarqua, également à Alicante, les troupes, qui prirent leurs cantonnements.

III

L'avortement de cette entreprise, qui avait causé de si grandes espérances, déchaîna l'opinion, contre O'Reilly et contre Grimaldi, les deux auteurs responsables de l'affront, infligé aux armes espagnoles, par les pirates barbaresques.

Le général malheureux fut criblé de pamphlets (1).

(1) Record office, state papers, foreign Spain, t. CXCVIII, 17 juillet 1775, détails sur l'effervescence de la population, contre O'Reilly et Grimaldi. Voir également, au sujet des pamphlets, écrits contre O'Reilly, l'ouvrage de COTARELO Y MORI, *Iriarte y su epoca*, p. 141.

— Ah del castillo! ¿ Quien llama?	Eh! là-bas dans le château! Qui appelle?
— O'Reilly, cojo tremendo.	C'est O'Reilly le redoutable boiteux.
— Y ¿ a que mete tanto estruendo?	Et pourquoi tout ce bruit?
— Porque quiere ganar fama	Il veut obtenir la Renommée.
— ¿ Y que pretende esa dama?	Que prétend cette dame?
— Entrar triunfante en Argel.	Entrer triomphante à Alger.
— Pues vayase el arambel	Arrière, loqueteux,
Con su arrogante bravata	Fanfaron.
Y enderecese la pata	Commence par redresser ta patte,
Que no entran cojos en el.	Car les boiteux n'entrent pas ici.

Voici une autre chanson que l'on met, censément, dans la bouche des Algériens :

Espanolitos querer	Petits Espagnols, vouloir
Hacer al moro tus tus	Faire au Maure tus tus,
Y la pasa y alcuzcuz	Et raisin sec et couscous
Poder en Argel comer.	Pouvoir à Alger manger,
Mala cabeza tener	Mauvais dessein avoir,
Y asi en la testa llevar :	Que celui qu'ils portent en la tête,
A mi lastima me dar;	De me donner du chagrin.
Pero abrir el ojo que	Mais eux ouvrir l'œil, parce que
Se vino con muy mal pie	Ils vinrent d'un bien mauvais pied
Para la plaza tomar.	Pour prendre la place!

On fait perpétuellement allusion à l'infirmité d'O'Reilly, qui était boiteux.

ESQUILACHE	ESQUILACHE
Alejandro : ¿ Como va?	Alexandre, comment vas-tu?
O'REILLY	O'REILLY
Gregori no va muy bien	Grégori, cela ne va pas bien
Y me temo algun vaïven	Et je crains une instabilité
Semejante a lo de alla.	Semblable à celle d'autrefois.
ESQUILACHE	ESQUILACHE
Con mayor causa sera	Ce sera avec plus de raison
Por razones muy sabidas	Et pour des motifs plus raisonnables
Y es bien la distancia unidas	Si les revers nous réussissent;
Que por mas que lo solapas	Car, moi, je n'ai voulu leur
Yo quise quitar las capas	Enlever que leurs capes,
Y tu has quitado las vidas.	Et toi tu leur as enlevé la vie.

Ce qui exaspéra les esprits, ce fut l'apologie, qu'il publia dans la *Gazette de Madrid*. Il prétendit que le désastre n'avait pas été aussi grand qu'on le croyait; il rejeta une partie de son insuccès sur l'élan imprudent et la fougue des troupes espagnoles. Les officiers protestèrent.

En réponse au manifeste, circulèrent les vers suivants (1) :

Que por fin todo se errase	Que tout le monde se trompe,
Que la funcion se perdiese	Que le combat se perde,
Que la gente pereciese	Que la nation périsse
Porque Dios lo quiso asi	Parce que Dieu l'a ainsi voulu,
Eso si.	Oui.
Pero querer persuadirnos	Mais vouloir nous persuader
En cada error un acierto	Un succès dans chaque bêtise,
Que no han muerto los que han [muerto	Que ceux qui sont morts ne le sont [pas
Y que miente quien lo vio	Et que ment celui qui vit cela,
Eso no.	Non.

Grimaldi ne fut pas non plus épargné. Ferrer del Rio donne l'analyse d'une pièce de vers, composée contre lui, dans laquelle l'auteur réunit les titres de pièces théâtrales et les applique injurieusement au ministre (2) : « Pendant les cinq mois employés aux préparatifs, Grimaldi se flattait d'être : *el alcazar del secreto*. Lorsque le commandant fut désigné, le public se déconcerta en le voyant *boiter* et se dégoûta que le plan fût confié à *el monstruo de la fortuna*. On échoua dans l'entreprise parce qu'il fut impossible de deviner où était l'erreur : *acertar donde hay error*. Le général, en voulant expliquer sa conduite, avait été : le peintre de son déshonneur, *el pintor de su deshonra*, etc. Grimaldi était un étranger, qui avait renié sa patrie; O'Reilly, un lâche extravagant; l'ambassadeur de France, un perroquet, parce

(1) Don Vicente Orti y Brull, *Doña Maria-Manuela Pignatelli*, t. Ier, p. 178.

(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 132.

qu'on l'accusait d'avoir révélé le secret de l'expédition, et le roi, un esclave, attaché, par des chaînes en or. »

Le prince et la princesse des Asturies (1), dans l'intérieur du palais, étaient les chefs nominaux d'une cabale que dirigeait, en réalité, le gigantesque chanoine, Don Ramon Pignatelli, frère du comte de Fuentes. Ce personnage, de mœurs très peu édifiantes, profitait du crédit, dont jouissait, auprès de Leurs Altesses, son neveu Don Juan, et il cherchait à se pousser à la place de Grimaldi. Un des familiers du prince, le duc de Villahermosa, ne se gênait pas pour censurer l'inhabileté du ministre. Une maladresse de ce dernier acheva de le ruiner, dans l'esprit des hommes les plus distingués du pays, qui composaient l'Académie de San Fernando (2). Il s'avisa de nommer le secrétaire général de cette assemblée. Les membres protestèrent, contre cette violation de leurs statuts et ils ne voulurent ni écouter les explications, qu'il leur donna, ni accepter les satisfactions qu'il leur proposa.

Parmi ses collègues, le secrétaire d'Etat des affaires étrangères ne comptait ni amis, ni partisans (3). Don Manuel de Roda, bien qu'il fut *golille* de profession, se rattachait au parti aragonais. Don Miguel Muzquiz, ministre des finances, était arrivé au pouvoir, quand la disgrâce frappa Esquilache et faillit également abattre Grimaldi, lors des émeutes de 1766. Le comte de Ricla, ministre de la guerre, devait son poste à son parent, le comte d'Aranda. Le bailli Don Julian Arriaga, presque octogénaire, s'éteignit, six mois après l'expédition d'Alger.

(1) Fernan NUNEZ, *Compendio*, t. Ier, p. 258.

(2) L'Académie de San-Fernando fut inaugurée le 13 juin 1752 par Carvajal y Lancaster, dans la casa de la Panaderia (boulangerie). Depuis le règne de Philippe V, une institution destinée à la protection des trois nobles arts était projetée. Les instigateurs furent le sculpteur Don Juan de Villanueva et le miniaturiste Don Francisco Antonio Menendez. (MENENDEZ Y PELAYO, *Idéas Esteticas dix-huitième siècle*, t. III, vol. 2, p. 389.)

(3) FERRER DEL RIO, t. III, p. 136.

Deux personnages se partagèrent ses places. Celui qui prit le portefeuille des Indes, Don José Galvez, revenu quatre ans auparavant de la Nouvelle-Espagne, était une créature de Muzquiz. Le ministère de la marine échut à Don Pedro Gonzalez de Castejon, l'ennemi d'O'Reilly et, par suite, celui de Grimaldi.

Abandonné de tous, l'infortuné serait tombé s'il n'eût été soutenu par le roi (1). Charles III ordinairement ne délaissait pas volontiers ceux qui le servaient. En cette circonstance, plus ferme, qu'au moment de l'émeute de Madrid, il s'opposa aux excès de la cabale aragonaise et ménagea, à celui qu'elle attaquait, une retraite honorable. Il écrivit à son fils, l'héritier présomptif, une lettre à la fois sévère et affectueuse, qui doit être citée ici : « Il est nécessaire que tu saches, lui mandait-il, que l'homme,

(1) Grimaldi écrivit au prince des Asturies une lettre très digne que cite Danvila, t. IV, p. 271; elle est datée du 24 septembre 1776. (Archivo de Madrid, Estado leg. 3028.)

« Le profond respect que je dois à Votre Altesse et mon soin exact à le manifester, en toutes occasions, me mettent dans la nécessité de ne pas différer de représenter à V. A. qu'ayant connu que ma personne n'est pas agréable à V. A., je crois que ce serait manquer aux devoirs, que j'ai l'intention de remplir, que de me présenter, à son appartement, pour lui faire ma cour. D'autre part, ce serait m'exposer à la répétition de ces affronts, que ne me semblaient pas mériter le zèle, le désintéressement et l'exactitude avec lesquels j'ai essayé de servir le roi, dans les charges qu'il m'a confiées, sans avoir eu d'autre objet en vue que l'honneur et mon reconnaissant respect, pour la bienveillance, avec laquelle S. M. a daigné me traiter. Cette bienveillance est un lien bien puissant pour les hommes d'honneur; il n'est pas de ma compétence d'examiner s'il peut convenir au service du roi que je communique au public le changement de traitement dont je suis l'objet. Ce qui m'incombe, c'est de vénérer, comme je la vénère, la manière de penser de V. A., et je me borne à la supplier qu'elle daigne porter l'esprit du roi à m'accorder la permission de me retirer. Je recours à l'intercession de V. A., pour cette grâce, afin de ne pas parler de mes chagrins, comme il serait presque indispensable de le faire, si je la sollicitais directement, et je ne cherche pas à m'enquérir si on a cherché à me dénigrer, par des calomnies ou par de faux rapports. Il me suffit de savoir que, quels que soient ces bruits, ils ne peuvent être certains, et j'aurais sous la main de quoi les confondre. J'aspire seulement, dans mon âge avancé, à achever, en repos, le peu de jours qui me restent. Si, par l'entremise de V. A., j'obtiens ce bienfait, je serai moins sensible à la peine de n'avoir pas su mériter la respectable approbation de V. A. »

qui critique les opérations du gouvernement, même si elles ne sont pas bonnes, commet un délit et produit, entre les sujets, une défiance très préjudiciable au souverain, parce que ceux-ci s'accoutument à blâmer et à dénigrer tout le reste. Ce qui est certain, c'est que, si on n'a pas parlé, dans ton appartement, en ta présence, ou devant ta femme, de ce que je suspecte, il n'y a pas de doute que le public a cru cela, autorisé qu'il y était, par cette observation, remarquée de tous, que toi et ta femme recevez, en fronçant les sourcils et d'une manière maussade, ceux que je distingue et récompense, tandis que vous caressez, en leur présence, ce qui rend le contraste plus sensible, quelque méprisable coquin... Ce que tu dois savoir, c'est que, qu'il soit ou non certain que l'on ait murmuré, avec licence, dans ton appartement, il court le bruit, par le royaume, qu'il y a deux partis, à la cour. Le mal que cela peut causer est appréciable. Il faut éviter de donner cours à cette opinion, si préjudiciable et si fatale dans ses conséquences. Il n'y a pas d'autre moyen que d'écarter de toi ceux qui ont murmuré, afin que tout le monde sache que tu les dédaignes. Accueille, avec grâce, ceux que tu as traités avec défaveur et que tu sais que je reçois bien, applaudis toujours leurs résolutions, défends-les. La porte te reste ouverte pour me dire ensuite, à l'oreille, ce que tu penses et je l'écouterai toujours volontiers (1). »

La retraite de Grimaldi fut provisoirement ajournée (2), et il se passa, avant son départ, un événement fort important. Ce fut la publication, au mois de mars 1776, d'une pragmatique sanction, relative aux unions inégales. Cette loi portait qu'il était interdit, aux personnes âgées de

(1) Danvila, t. IV, p. 273.

(2) Cotarelo y Mori, *Iriarte y su epoca*, p. 142. O'Reilly fut nommé capitaine général d'Andalousie et conserva son titre d'inspecteur général de l'infanterie. Il mourut au mois de mars 1794.

moins de vingt-cinq ans, de contracter mariage, sans le consentement de leurs ascendants ou de leurs tuteurs; mais elle s'appliquait particulièrement aux infants, lesquels devaient solliciter la permission du roi. Si un infant devenait l'époux d'une personne d'un rang inférieur au sien, le roi, tout en accordant son consentement, privait la femme et les enfants, nés d'elle, des titres, des honneurs et des prérogatives, émanant de la couronne, et leur interdisait de porter le nom et les armes de la maison, dont la succession leur était refusée (1).

Cette décision était une mesure législative de circonstance et visait l'infant Don Louis (2), qui venait de contracter un mariage de conscience. Dernier fils de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse, comme il ne restait pas, en Italie, de souveraineté à lui attribuer, on songea tout d'abord à le diriger vers l'Eglise. En 1735, il avait à peine dix ans, qu'on obtint pour lui un chapeau de cardinal. En grandissant, il reconnut qu'il ne pourrait pas, honnêtement, s'engager à un perpétuel célibat, et il n'eut pas l'hypocrisie de promettre ce qu'il se sentait incapable d'observer. Il renonça aux dignités ecclésiastiques et passa tout le règne de Ferdinand VI, à Saint-Ildefonse, en compagnie de sa mère.

On vantait beaucoup la bonté de Don Louis; on la comparait volontiers à celle du roi, mais il ne ressemblait guère à ce prince par la régularité de ses mœurs (3).

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 142, et Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 266 et *seq.*

(2) Major Dalrymple, *Voyage en Espagne et en Portugal*, p. 57. « Il a le regard le plus étrange qu'on puisse voir et sa parure n'est guère moins singulière que sa personne. Depuis qu'il a été cardinal, il a pris en aversion tout ce qui approche du petit collet; aussi son tailleur a un soin particulier, en lui coupant ses habits, de lui faire des collets qui lui viennent jusqu'à la moitié de la poitrine. »

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXVII. D'Ossun, dans une lettre du 25 septembre 1775, donne des détails très circonstanciés sur les rendez-vous galants du prince, pendant qu'il accompagnait le roi à ses ennuyeuses chasses.

Une bizarre coutume interdisait, jusqu'alors, aux infants de se marier, à l'intérieur du royaume. Le malheureux était victime de cet usage, et, quand le confesseur lui reprochait ses désordres, il s'en excusait, se déclarant prêt à épouser la personne que le souverain lui désignerait.

Ce dernier le soumit à une rude épreuve et lui proposa sa fille aînée, Doña Maria, Josefa, âgée de plus de trente ans, petite et contrefaite. Don Louis allait se résigner, quand, subitement, sa nièce se ravisa, prétendit que l'infant était malade et préféra rester fille. A la fin sur les instances de fray Joaquin Eleta, Charles III permit à son frère de s'allier à Doña Maria, Teresa Vallabriga y Rozas, jeune femme d'une singulière beauté, qui appartenait à une illustre famille aragonaise. Ce mariage se célébra le 27 juin 1776, loin de la cour. Les équipages royaux conduisirent Don Louis jusqu'au Tage (1). De l'autre côté du fleuve, il trouva ses carrosses, avec ses gens, revêtus d'une livrée grise, rehaussée de parements rouges, et de galons d'argent. Il vécut comme un simple particulier, choisit d'abord comme résidence Cadalso et ensuite las Arenas, dans la province d'Avila.

Chaque année, il venait voir le roi. On lui rendait les même honneurs que par le passé, durant tout le temps de son séjour. Il eut, de ce mariage, un fils et deux filles, qui portèrent le nom de leur mère (2).

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXX, f° 195.

(2) L'infant Don Louis mourut le 23 août 1785. Lorsqu'il eut cessé de vivre, le sort de sa veuve et de ses enfants fut ainsi réglé : le fils dut être élevé à Tolède, sous la surveillance de l'archevêque; les filles furent placées dans un couvent. La mère fut libre d'habiter partout où elle voudrait, excepté à Madrid, dans les résidences royales et les capitales des provinces. Sa Majesté lui assura douze mille écus de pension, en outre des avantages que lui concédait son contrat de mariage et le testament de son époux. (Aff. étr., Espagne, t. DCXVII, f° 227.) Dans la suite, l'une des filles de Don Louis épousa Manuel Godoy, prince de la Paix et l'autre M. de Melgarejo que Ferdinand VII créa duc de San Fernando. Le fils, connu sous le nom de cardinal de Bourbon, devint archevêque de Tolède. (*Mém. du Prince de la Paix*, éd. 1836, t. I, p. 3.)

IV

La chute de Tanucci coïncida presque avec la retraite de Grimaldi. Confident et conseiller secret du roi Catholique, il tenait, auprès de Charles III, une place trop importante pour que l'on néglige de signaler les causes qui entraînèrent sa ruine.

Il gouvernait, de fait, le royaume de Naples, car Ferdinand IV était trop paresseux pour s'appliquer aux affaires (1). Mal élevé, par le prince de Saint-Nicandre, son gouverneur, le roi des Deux-Siciles avait horreur de toute lecture, de toute conversation sérieuses. Il passait son temps, entouré de compagnons de plaisir, avec lesquels il pêchait, chassait ou jouait aux soldats. Il commandait l'exercice à une compagnie de cadets, ou, montant sur une galiote, il y ramait plusieurs heures de suite, criant et jurant, comme un matelot. Ces enfantillages ne déplaisaient pas à Tanucci, bien qu'il affectât d'en gémir, parce qu'ils occupaient le roi, qui se déchargeait, sur lui, comme sur son homme de confiance, de tous les détails du gouvernement.

En quittant Naples, Charles III avait laissé un Conseil d'Etat, chargé d'exercer l'autorité, pendant la minorité de son fils. Cette institution subsistait encore, après la majorité de Ferdinand IV (2). Mais, à mesure que les

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Naples, t. Ier, fo 81 et *seq.* Mémoire du baron de Breteuil sur la cour de Naples en 1773.

(2) En 1773, il se composait de Tanucci, du prince d'Yaci, du marquis de Saint-Georges et du prince de Camporeale. Le prince d'Yaci était capitaine général des armées et colonel des gardes italiennes. Breteuil le dépeint comme un homme avide, d'un caractère violent, vindicatif et impérieux. Le marquis de Saint-Georges, alors septuagénaire, avait été ambassadeur en France, sous le nom de prince d'Andore. Le prince de Camporeale était

membres de cette assemblée mouraient ou se retiraient, on ne les remplaçait pas. Tanucci ne la consultait jamais. Son despotisme s'exerçait, sans obstacle d'aucune sorte, lorsque son autorité, jusqu'alors incontestée, fut mise en échec, par l'archiduchesse Marie-Caroline, devenue, en 1768, l'épouse de Ferdinand IV.

La nouvelle reine eut vite pénétré le caractère du roi. Sûre de le dominer, elle se révolta, à la pensée que Tanucci lui disputerait un pouvoir, qu'elle ambitionnait d'exercer. Aussi se promit-elle de renverser le vieux ministre, par tous les moyens dont elle disposait et elle s'ouvrit de son dessein à ses confidents. « Je ferai, leur dit-elle, tant de tours et de mortifications, à Tanucci, que je l'obligerai bien à me laisser la place... Que nous importe l'Espagne?... Je ne serai jamais reine, tant que Tanucci restera à la cour... Ecouter Tanucci et l'Espagne, autant écouter le diable (1). »

Marie-Caroline secoua la paresse du roi et l'obligea à dépouiller, avec elle, les lettres, que Charles III envoyait, toutes les semaines. Il se noua une intrigue, entre une personne, attachée à son service, Mme de Tremoli, et deux ambassadeurs : l'un, M. de Vilsech, ministre de Vienne à Naples, et l'autre, le marquis de Sambuca, envoyé de Ferdinand IV, auprès de Marie-Thérèse. L'impératrice, qui s'était prononcée, d'abord, contre la participation de sa fille au gouvernement, changea d'avis; mais Tanucci demeura inébranlable et repoussa toute concession, en ce sens. Il se défendit, en alléguant ce qui se passait en Toscane, où la fille de Charles III, femme de Léopold, n'entrait jamais au conseil. « Si l'impératrice, disait-il, estime que le grand-duc est capable de diriger

octogénaire; il était président du conseil de Sicile, tribunal jugeant, en dernier ressort, les appels des sentences rendues, par les autres tribunaux supérieurs. Sa paresse et son incapacité le livraient à l'influence des subalternes.

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 167.

ses Etats, sans l'assistance de son épouse, il est présumable que le roi Catholique a la même opinion, à l'égard de son fils. »

Cette lutte se termina par un billet que Ferdinand IV écrivit à Tanucci, le 27 octobre 1776, à l'instigation de Marie-Caroline. Il lui annonçait que, le poids des affaires étant trop lourd pour son âge avancé, il l'en déchargeait, à l'avenir, tout en se proposant de le consulter, en qualité de conseiller d'Etat, sur les objets, qui réclameraient la lumière de son expérience. Tanucci se retira, laissant le pouvoir au marquis de Sambuca.

Charles III, lorsqu'il apprit ce congé, consola, en ces termes, celui qu'il considérait comme un fidèle ami : « Crois bien que personne ne compatit à ton malheur autant que moi. Aidons-nous tous deux à supporter tous les dégoûts et toutes les épreuves que Dieu a voulu nous envoyer, dans notre vieillesse... (1). Tu peux être sûr que je ne cesserai pas de t'écrire, à moins que Dieu ne m'envoie quelque infirmité, qui m'en empêche, car je sais comment tu m'as toujours servi et je t'estime et je t'aime... (2). »

Le parti aragonais, qui avait cherché à pousser l'un des siens au ministère, fut déçu dans ses espérances, car le successeur de Grimaldi fut aussi un *golille*, Don José Moñino, comte de Florida Blanca, ambassadeur de Charles III, auprès du Saint-Siège. Grimaldi, qui devait le remplacer à Rome, donna sa démission le 7 novembre 1776, mais il attendit quelques mois encore, à Madrid, la venue du nouveau secrétaire d'Etat. Au moment où il quittait la capitale, en février 1777 (3), une expédition

(1) Tanucci devait avoir près de soixante-dix-neuf ans, étant né en 1698; il mourut en 1783.

(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 170.

(3) Voir Harris, *Diaries and correspondence*, préface, p. 51 et *seq.*, un portrait de Grimaldi : « He appears to have adopted for principle never to do but what he is obliged to conform to and not even then till he has defended

sortie de Cadix, sous les ordres de Casa Tilly, arrivait en Amérique, pour punir les Portugais des outrages commis, contre les Espagnols, sur le Rio Grande (1).

Les causes du conflit, entre les deux peuples, étaient anciennes. Ces questions contribuèrent, en partie, à la chute de Grimaldi, mais, pour saisir dans son ensemble, cette querelle, il est nécessaire de l'étudier, à la fois, sous le ministère de Grimaldi et sous celui de Florida Blanca.

V

Les possessions réciproques du Portugal et de l'Espagne, dans l'intérieur de l'Amérique du Sud, étaient fort mal délimitées. Tout contribuait à rendre très obscures les contestations, qui portaient sur ces régions. Elles

the cause with every weapon of equivocation and had recourse to every kind of subterfuge, without entering into its justice or rationality. » Il l'accusait finalement d'être à la remorque de la France, louait son caractère privé, sa table, et ne faisait de réserve que pour son âpreté au gain, quand il jouait aux cartes.

(1) Aranda à Masserano, le 27 février 1777, au moment de la venue de Florida Blanca.

« Suivant mes dernières lettres de Madrid, le nouveau ministre devait arriver le mardi 18 et, le jeudi 20, il devait aller en public au Pardo, dîner avec le *sortant* (Grimaldi), qui avait invité le corps diplomatique, à dîner pour la présentation réciproque. On croyait, qu'après cela, il (Grimaldi) tarderait peu de jours à partir. Vous voyez que tout se fait avec éclat. L'inclination de paraître avec la culotte rouge et les bas de perdrix se découvre jusque par les conjonctions (?). De tous ceux qui sommes employés dans la carrière, vous étiez son apôtre et moi son diable. Riez de mes sottises. Pombal est très sérieux et, à l'heure qu'il est, notre flotte est arrivée à sa destination. Gare qu'ils ne soient mieux préparés que *Geronimo* ne croyait! ce serait le deuxième volume d'Alger. Je crois que personne n'a été plus fâché du changement de notre ministère que Pombal, car il avait vaillamment flairé les chausses du *Génois* et il s'était aperçu qu'elles n'étaient point propres. C'est cette certitude, qui me fait espérer que le *superbe* ne sera pas tant sur ses gardes, parce qu'il comptait que jamais le cas n'arriverait... » (Aff. étr., Angleterre, t. DXXI, f° 123. — Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis*, t. II, p. 26.)

étaient mal connues des diplomates, qui discutaient en Europe; un traité d'échange, passé sous le règne précédent, avait été incomplètement exécuté, puis annulé, en 1761. Pendant la dernière guerre, l'Espagne s'était, aux environs de Buenos-Aires, emparée de colonies, restituées au moment de la paix. Ces territoires avaient été primitivement abandonnés, par les Portugais, comme payement du marché, conclu en 1750. Que de matières à chicanes, avec un négociateur d'aussi mauvaise foi que le ministre portugais, Pombal!

Celui-ci ne parlait que de sa loyauté et de sa franchise. Il envoyait, en secret, des ordres à ses agents, pour envahir ce qu'il convoitait (1). Dès qu'en Europe le bruit parvenait de quelque pillage, de quelque poste enlevé, il désavouait de pareilles nouvelles, les attribuait à la malveillance, n'y voyait que des rixes, sans conséquence, entre soldats, promettait d'envoyer aux siens des ordres formels, pour que de pareils événements n'eussent pas de lendemain; il suppliait le roi Catholique d'agir de même. Tandis que Charles III exécutait loyalement la parole donnée, Pombal continuait d'expédier des ordres et des renforts, afin de poursuivre les hostilités. Il travaillait, ainsi, à se saisir de gages qu'on aurait du mal à lui enlever ensuite, lorsque sa mauvaise foi serait indéniable, et il espérait que si l'Espagne se décidait à une rupture, l'Angleterre n'abandonnerait pas, sans secours, le Portugal.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLV, Grimaldi au marquis d'Almodovar, ambassadeur à Lisbonne, mai 1768. Il rappelle des paroles de Pombal; celui-ci aurait dit : « Soyons de bonne foi. Nous sommes trop inférieurs à l'Espagne pour songer à en faire la conquête; votre cour ne peut pas, non plus, compter s'emparer, jamais, du Portugal, attendu que les autres puissances sont intéressées à ne le pas permettre. Nous sommes voisins, en Europe, et, dans le nouveau monde, nous possédons les mines les plus riches. Le génie de nos peuples est presque le même, etc. » Mais le Portugal ne donnait pas son amitié; il entendait la vendre, au prix des territoires situés, depuis la rive septentrionale du Rio de la Plata jusqu'au Rio-Grande de San-Pedro.

En 1766 (1), dans la Sierra de los Tapes, au nord du rio Pardo, dans la province des Missions, un officier espagnol, Don José Molina, rencontra un détachement portugais. Il fit observer que l'on se trouvait sur le territoire du roi Catholique. L'officier, auquel il parla, s'excusa sur des ordres formels, et proposa d'en référer à son supérieur hiérarchique. Molina écrivit une lettre, qui fut envoyée vers le Rio-Pardo, où se trouvait le quartier général. La réponse contenait les protestations les plus pacifiques, que les faits démentirent bientôt. Ces déclarations rassurantes étaient datées du 24 mai 1767; cinq jours plus tard, les Portugais s'emparaient de la ville du Rio-Grande de San-Pedro, sur la lagune de los Patos, ils en faisaient le centre de leurs incursions et de leurs pillages.

Pombal se croyait d'autant plus sûr de l'impunité que les rapports entre l'Angleterre et l'Espagne se tendaient (2), à propos de la rançon de Manille et de la possession des Malouines. Trop d'embarras sollicitaient Charles III pour qu'il se risquât à envoyer des forces, au delà de l'Atlantique.

Jusqu'en 1773, les choses traînèrent ainsi. Au mois de novembre, le gouverneur de Buenos-Aires, Don Juan-José Vertiz, se rendit à Montevideo et se mit en marche vers le nord. Ce n'était pas une expédition qu'il dirigeait, mais une simple reconnaissance. Il constata les envahissements commis et, au moment où il prenait ses quartiers, il apprit qu'aux environs de Monte-Grande, et près d'un village des missions, appelé San-Miguel, une troupe, composée à la fois d'Indiens et de milices de la ville de Corrientes, avait été, en partie, massacrée et, en partie, capturée avec tout ce qui lui appartenait.

Pombal tenait aux ministres anglais les discours les

(1) Danvila y Collado, t. IV, p. 292 et *seq.*
(2) Cette question n'est résolue qu'en 1771.

plus artificieux. Il se posait en victime de l'ambition espagnole. On retrouve l'écho de ses mensonges, dans les paroles de lord Stormont, ambassadeur britannique, à Versailles (1). Ce diplomate déclarait que l'Angleterre volerait au secours du roi Très Fidèle, s'il était attaqué, en Europe, ou si le Brésil était envahi. Au mois de novembre 1774, Escarano, chargé d'affaires espagnol, à Londres, essaya de donner quelques explications au ministre, lord Rochford (2). Celui-ci ne voulut rien écouter et répliqua qu'il savait bien que l'Espagne désirait conquérir le Brésil, mais que l'Angleterre ne le souffrirait pas.

Loin de concevoir de pareils projets, Charles III trouvait qu'une expédition, au delà de l'Atlantique, coûterait bien cher; envoyer quelques frégates à l'embouchure du Tage, ce serait risquer de s'attirer sur les bras l'Angleterre. Un jour qu'il s'entretenait avec d'Ossun (3) de tous ses ennuis, Charles III lui confia qu'il ne voulait pas, « par pure précaution, dépenser deux ou trois millions de piastres, perdre des hommes et diminuer l'importance de ses forces militaires, en Europe; mais que, s'il était forcé de le faire, par la conduite des Portugais, ce serait tout de bon; qu'alors il y dépenserait non seulement trois millions de piastres, mais jusqu'à sa chemise. »

Les secours qu'attendaient de l'Angleterre les Portugais dépendaient de la tournure que prendrait la question américaine (4). En septembre 1775, l'accommodement, un instant entrevu, entre la Grande-Bretagne et ses colonies, s'éloignait définitivement. Le cabinet de Saint-James proclamait rebelles les Américains. Il renonçait à toute

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXIV, Versailles, 1er octobre 1774.
(2) Même source, t. DLXXIV, Escurial, 14 novembre 1774.
(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXX, 13 juin 1776.
(4) Aff. étr., Angleterre, t. DXI, Guines à Vergennes, 25 août 1775. (Voir Doniol, *ouv. cité*, t. Ier, p. 231.) Vergennes à Ossun, 5 septembre 1775. Aff. étr., Espagne, t. DLXXVII, Masserano à Grimaldi, 1er août 1775.

voie de conciliation, avec cette partie de son empire, et entendait employer la force, pour la réduire; entreprise vaste, qui exigerait l'emploi de toutes les forces de Georges III. Loin donc de chercher la guerre, en Europe, l'Angleterre la craignait et empêchait le Portugal de la compromettre. Le cabinet de Saint-James déclarait hautement qu'il se désintéressait de la querelle, entre les rois Catholique et Très Fidèle, pourvu que l'on ne touchât ni au Brésil, ni au Portugal.

Aussi Vergennes encourageait-il Charles III (1) à équiper une flotte pour Buenos-Aires. Il s'était fait remettre une carte des pays contestés et se prononçait hardiment pour le bon droit du roi d'Espagne. « C'est en Amérique qu'on lui ravit son bien, écrivait-il à d'Ossun, c'est en Amérique qu'il doit attaquer. »

Déconcerté par l'abandon de l'Angleterre, Pombal prit l'initiative de nouvelles démarches pacifiques (2) auprès du roi Catholique. Ces ruses lui avaient réussi, jusqu'alors, et il espérait, par ce moyen, retarder encore l'envoi de secours, au gouverneur de Buenos-Aires. Mais c'était un expédient bien usé pour réussir longtemps encore. Don José de Vertiz envoya des dépêches, qui démasquèrent la perfidie du gouvernement portugais (3); l'influence du comte d'Aranda, du confesseur et du prince des Asturies finit par avoir raison de la patience de Charles III et de la timidité de son ministre.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXVIII, Vergennes à d'Ossun, 16 décembre 1775.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXXVIII, Ossun à Vergennes, 25 décembre 1775, et Record office, state papers, foreign Spain, t. CXCIX, lettre de lord Grantham, 28 décembre 1775.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXIX, 19 février 1776, lettre de d'Ossun, à laquelle est jointe un récit détaillé de ce qui s'est passé au Rio-Grande de San-Pedro. Même volume, f° 69; t. DLXXIX, f° 128, lettre de Don Juan Joseph Vertiz à Don Julian Arriaga (21 mars 1776), rendant compte des ordres, qu'il a reçus pour suspendre les hostilités et de la conduite fausse des Portugais; t. DLXXX, f° 30 (12 avril 1776), lettre de Don Juan Joseph Vertiz, datée du fort de Santa Theresa; il annonce la capitulation de ce fort et réclame des secours.

Une lettre très vive du comte d'Aranda fut adressée, par lui, le 11 octobre 1776, à fray Joaquin Eleta. Elle contenait une longue déclamation, contre la prépondérance des étrangers, en Espagne, comme si, dans la Péninsule ou aux Indes, personne ne fût apte à gouverner. « En quoi ces gens-là cependant ont-ils amélioré l'Etat, poursuivait le comte? Ils ne peuvent égaler les nationaux, parce qu'il leur manquera toujours deux qualités essentielles : la première est la connaissance du pays, de son génie, de ses coutumes, de sa consistance, de ses souffrances, des améliorations dont il est capable; l'autre est l'attachement au roi, aux intérêts de la couronne, à la gloire du souverain et de la nation. Tous les peuples se gouvernent, par eux-mêmes, et l'Espagne, si noble, si capable, si fidèle, confierait ses intérêts, les plus importants et les plus secrets, à la discrétion d'un étranger, qui la sert avec indolence, et avec un manque absolu d'intelligence! Réfléchissez que la nation mérite cette préférence; craignez qu'en se voyant écartée, elle ne retire au prince cet amour filial, qui soupire et désire, en tout, concourir à la volonté de son roi... Qu'il y ait des étrangers à notre service, qu'ils soient des alliés ou des subalternes, je le trouve bon et je le juge convenable; mais qu'ils se nationalisent, en versant leur sang, et non pas en buvant frais. En résumé, que les clefs de la maison soient aux mains des fils (1). »

Le confesseur s'inspira de cette lettre, pour rédiger un long rapport, destiné à son royal pénitent. Il prenait la plume, écrivait-il, travaillé par les remords. Un pareil exorde promettait de virulentes attaques, contre Grimaldi, et, en effet, il ne fut pas épargné. Le principal grief, élevé contre lui, porta contre la timidité d'une poli-

(1) Madrid, archivo historico, Estado leg. 2831, Aranda à l'archevêque de Thèbes, confesseur du roi, Paris, 11 octobre 1776. Se reporter également à Danvila y Collado, t. IV, p. 297 et *seq.*

tique, qualifiée de pusillanime. Les ennemis du ministre le montrèrent, démoralisé par son échec d'Alger, au point d'en perdre la raison, se laissant berner par les négociations du Portugal, comme s'il était vraisemblable que cette puissance envoyât, à chaque instant, des renforts en Amérique, pour les y laisser inactifs. La violence de ces reproches décida, enfin, le roi à envoyer une flotte à Buenos-Aires.

Une escadre, sous les ordres du lieutenant général, marquis de Casa Tilly, sortit de Cadix (1), en novembre 1776. Elle se composait de sept vaisseaux de ligne, de huit frégates et de quatre paquebots, escortant des navires, sur lesquels prirent place quatorze bataillons d'infanterie et quatre escadrons de cavalerie. Les troupes étaient sous les ordres de Don Pedro Ceballos. En même temps, une autre escadre, commandée par Don Miguel Gaston, entra à Lisbonne, où le marquis de Pombal, dissimulant son inquiétude, accueillit, avec la plus grande distinction, les officiers, qui la montaient.

Ceballos se dirigeait vers Buenos-Aires, mais la capture de quelques bâtiments portugais modifia le plan primitif. En lisant la correspondance, saisie entre les mains des capitaines, on vit qu'il serait facile d'occuper l'île de Sainte-Catherine, voisine de la côte du Brésil, terre très belle et très fertile, possédant un beau port, où on équi-

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 279.

Madrid, archivo historico, Estado leg. 4168. Aranda à Grimaldi, 14 décembre 1776. Compte rendu d'une conversation chez Necker entre l'ambassadeur d'Espagne et Fox. « « Il me demanda tout à coup : « Ainsi, la « flotte a quitté Cadix? — Oui, lui dis-je, avec un bon vent. — Et pour où? » me demanda-t-il. Je me mis à rire et je lui répondis que je ne doutais pas que ce fût pour le Rio de la Plata. Il me demanda si elle allait au Brésil. »

Aranda lui parle de ceux qui ont excité Pombal : « Ce sont, dit-il, les membres du parti de l'opposition, qui ont accompli cette bonne œuvre? » Fox sourit et réplique que le parti de l'opposition n'a pas de ministre, à Lisbonne. « Oui, reprend Aranda, mais il y a beaucoup de ses membres, soit ici, soit ailleurs; et, dans des conversations familières, ils auront échauffé Pombal, qui n'avait pas besoin d'une telle musique pour danser. » Fox ne souffla mot.

pait des bateaux, pour la pêche de la baleine. Le débarquement s'y effectua, sans résistance. Le gouverneur portugais, Don Francisco Hurtado de Mendoza, se retira devant les Espagnols et gagna le continent. Une fois cette facile conquête terminée, et après qu'on y eut laissé des forces suffisantes, pour la garder, l'expédition reprit sa route vers le Rio de la Plata, sans autre incident que la perte du navire de guerre le *Saint-Augustin*. Il s'égara et tomba au milieu de l'escadre portugaise. Aussi dut-il se rendre, après une courte résistance, destinée seulement à sauvegarder l'honneur de son pavillon.

Ceballos s'empara, pour la seconde fois, de la colonie du Sacramento. Il avait laissé, dans le pays, un tel souvenir, que les enfants portugais le considéraient comme un croquemitaine et qu'il suffisait de les menacer de Ceballos pour les faire taire. L'armée espagnole se porta ensuite aux environs du Rio-Grande de San-Pedro, lorsqu'un événement inattendu interrompit les hostilités.

Sept jours après que la flotte espagnole eut abordé à l'île Sainte-Catherine, le 23 février 1777 (1), le roi de Portugal, Don José Ier, mourut à Lisbonne. Sa fille aînée, Doña Maria Francisca, mariée à l'infant Don Pedro, son oncle, lui succéda. Don José, quand il se sentit malade, confia le gouvernement à sa femme, sœur de Charles III, Doña Maria Victoria. Cet événement fut un signe avant-coureur de la décadence prochaine de Pombal. En effet, les projets qu'il avait conçus, pour frustrer la femme de Don Pedro de l'héritage paternel, avortèrent (2) et la

(1) Danvila y Collado, t. IV, p. 317; et Record office, state papers, foreign Spain, t. CCII, 5 décembre 1776. Grantham mentionne une lettre de la reine de Portugal, annonçant au roi d'Espagne que, pendant sa maladie, son époux lui a confié la signature de toutes les affaires du gouvernement.

(2) Pombal voulait, en effet, que la couronne passât non à la fille du roi, mais à son petit-fils Don José, qui épousa sa tante, l'infante Doña Maria-Ana-Benedicte. Ce mariage eut lieu, avant la mort du roi de Portugal et conformément à sa volonté.

guerre, que soutenait le ministre portugais, depuis de si longues années prit fin, lorsque son maître eut cessé de vivre.

Le 1er octobre 1777, le comte Florida Blanca et Don Francisco Inocencio de Souza Continho, ambassadeur du Portugal, signèrent un traité préliminaire, que le roi d'Espagne ratifia, le 11 du même mois. Il fut convenu que le cours et les rivages des fleuves de la Plata et de l'Uruguay appartiendraient à l'Espagne, jusqu'à l'endroit où le Piquiri débouche dans l'Uruguay. Resteraient également à l'Espagne la colonie du Sacramento, l'île Saint-Gabriel et les autres établissements que, jusqu'alors, avait occupés ou prétendait posséder la couronne de Portugal.

A cette dernière puissance, on concédait l'entrée de la lagune de los Patos ou Rio-Grande de San-Pedro. L'Espagne offrit de restituer et d'évacuer, dans le délai de quatre mois, l'île Sainte-Catherine et la partie du continent, voisine, occupée par les troupes espagnoles.

Les négociations terminées, Charles III invita la reine douairière, sa sœur, à venir le voir. On a prétendu que ce voyage avait un but secret, celui de marier le roi Catholique avec sa nièce Doña Mariana, sœur de la femme de Don Pedro; elle avait alors quarante et un ans. Quels qu'aient été les projets de Doña Maria Victoria, ils n'aboutirent pas.

A Badajoz, une escorte attendait la royale visiteuse; elle était commandée par un ami intime de Fernan Nuñez, le comte de Baños, et prit la route de l'Escurial (1). Le roi ne se tenait pas d'impatience et il se porta, jusqu'au village de Galapagar, au-devant de sa sœur. Il est impossible de rendre la joie, qu'ils eurent tous deux, en se revoyant. Malgré le formalisme de l'étiquette espagnole,

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 279 et *seq.*

ils l'oublièrent ce jour-là et se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Ils passèrent une année ensemble. Ce fut sans doute la plus heureuse de leur vie. Fernan Nuñez rapporte que le roi montrait une tendresse touchante, à l'égard de Maria-Victoria. Il lui donnait le bras; ses attentions ressemblaient à celles d'un amoureux, pour sa fiancée; soins touchants, malgré la gaucherie d'un cavalier, aussi maladroit que le souverain et qui prêtaient à sourire, lorsque l'on considérait l'âge et le costume, presque monacal, de celle qui en était l'objet (1).

Ce rapprochement politique, entre le Portugal et l'Espagne était particulièrement précieux, à la veille d'une nouvelle guerre, contre l'Angleterre.

(1) Un trait de caractère du roi à souligner. Lorsqu'il allait au-devant de sa sœur, il rencontra, en chemin, un courrier qui venait de Galapagar. Il fit arrêter la voiture et demanda les lettres. Lorsqu'elles lui furent remises, il remarqua que l'adresse était au nom du comte Florida Blanca, et, mettant en pratique sa maxime favorite : « Plus Charles que roi, » il modéra sa curiosité, naturelle en cette occasion, et se contenta de questionner le courrier et de lui demander si sa sœur était en bonne santé. Il lui rendit les lettres, en lui disant : « Tiens, mon ami, reprends ceci; ce n'est pas pour moi, c'est pour le ministre. » Ce détail est donné par Fernan Nuñez. Le 17 novembre 1777, l'ambassadeur français racontait que la reine douairière de Portugal aimait autant la chasse que son frère, le roi Catholique. Ils y allaient ensemble, presque tous les jours; elle tirait très bien, mais à cheval. (Aff. étr., Espagne, t. DLXXXVII.) La reine douairière mourut en janvier 1781.

CHAPITRE IV

GUERRE D'AMÉRIQUE
HÉSITATIONS DE L'ESPAGNE, TENTATIVES DE MÉDIATION

I. Signes avant-coureurs, paroles du duc de Glocester, opinion de Chatham. Franklin quitte l'Angleterre, les séparatistes l'emportent sur les loyalistes, secours clandestins de la France et de l'Espagne, Beaumarchais, incertitude de Charles III, démarches d'Arthur Lee, en Espagne, Montmorin, ambassadeur, rappel de d'Ossun, alliance de la France et des Américains. — II. Mécontentement de l'Espagne, état des partis, en Angleterre, progrès du parti royal, faiblesse de l'opposition, mort de Chatham, les Américains repoussent le bill conciliatoire, récit de Fitz Patrick, déceptions du roi Catholique, vaines tentatives de médiation, l'ambassade d'Almodovar.

I

Le frère de Georges III (1), le duc de Glocester, rencontrant un jour, au Vaux-Hall, le comte de Pignatelli, ministre de Naples, l'aborda et lui dit : « Eh bien! O'Reilly va sans doute conduire la flotte espagnole, dans son pays natal, je veux dire en Irlande. » Pignatelli répliqua que le roi Catholique ne songeait pas à profiter des embarras du cabinet de Saint-James. — « Tant pis pour sa politique, reprit Glocester, car je vous réponds bien que si l'Espagne se trouvait dans la position où nous sommes, nous ne manquerions pas d'aller visiter Cuba ou quelque autre de ses colonies. »

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXI, Londres, 14 juillet 1775.

Le duc était sans doute bien content de cette saillie, car il la répéta, à peu près dans les mêmes termes, pendans un dîner (1) que lui offrit, à Metz, le gouverneur de cette ville, le comte Charles-François de Broglie. Le jeune marquis de La Fayette assistait à ce repas. Le prince anglais désapprouvait la conduite, suivie par le souverain de la Grande-Bretagne, envers ses colonies. Il expliqua les raisons du malentendu, entre l'Angleterre et l'Amérique, la cause de l'explosion récente, l'intention de Georges III d'employer les mesures de répression. Mais, ajoutait-il, les révoltés opposeront la force à la force, défendront leurs droits, et, selon toute apparence, la guerre sera longue et sérieuse.

Cet orage, que Choiseul avait pressenti, dès la fin de la guerre de Sept ans, grossissait depuis des années, et allait éclater, après des phases diverses, qui avaient laissé l'espoir de le conjurer. L'esprit des colons se montait, s'aigrissait, et les concessions venaient trop tard. En janvier 1775, Chatham avait demandé le rappel des troupes anglaises, déclarant que les Américains agissaient dans la plénitude de leurs droits et que ces prétendus rebelles n'étaient que des whigs émigrés. Pareil langage irrita Georges III. Son ministre, lord North, fit rejeter, par le Parlement, la proposition de Chatham et espéra corrompre les révoltés, et les diviser, par des grâces, inégalement réparties. Mais cette tactique échoua. Franklin, venu comme négociateur, quitta l'Angleterre, en juin 1775; Washington fut nommé général en chef, par le congrès de Philadelphie. Dans ce même mois, une véritable bataille se livra à Bunker's Hill, aux portes de Boston, contre les Anglais. Ceux-ci y perdirent un millier d'hommes. Les meneurs du mouvement séparatiste l'emportaient donc contre les loyalistes. Les politiques clairvoyants haus-

(1) Charlemagne TOWER, *le Marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique*, t. Ier, p. 16.

saient les épaules, quand ils entendaient lord Rochford soutenir, qu'en deux campagnes, tout rentrerait dans l'ordre, et qu'il suffirait, pour apaiser les esprits, de détourner la colère des Anglais et des Américains sur l'ennemi héréditaire, la France (1).

« Il ne reste que deux partis au gouvernement britannique, écrivait Masserano à Grimaldi : ou envoyer autant de forces qu'il pourra, pour soumettre les rebelles, ou les conserver, à tout prix... Jusqu'ici, les commerçants de la Cité ont applaudi aux mesures vigoureuses, mais, quand ils verront se prolonger les échecs ou les victoires douteuses, quand les marchandises anglaises continueront à être refusées, ils crieront (2)! »

La France suivait, avec attention, ces événements. Dans le conseil du roi, deux tendances opposées se manifestaient : celle du ministre des affaires étrangères, Vergennes, et celle du contrôleur des finances, Turgot. Vergennes guettait l'occasion d'une revanche, pour nos désastres passés; Turgot, dans une guerre, même heureuse, ne voyait que les dépenses et les conséquences ruineuses.

Sur l'ordre de Vergennes (3), Caron de Beaumarchais partit pour Londres, en qualité d'agent secret. Bien que tout à fait indépendant de l'ambassadeur et sans mandat officiel, Beaumarchais n'en était pas moins le véritable représentant du cabinet de Versailles; il en avait la confiance à un bien plus haut degré que M. de Guines. Sans cesse à l'affût, il débusquait, en Angleterre ou dans les ports de France, les gens qui semblaient disposés à fournir des armes ou des munitions; bien entendu, il avait soin de mettre en lumière les moindres nouvelles, particulièrement favorables aux *insurgents*. Ses rapports étaient lus, avec le plus vif intérêt en France : ils

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXI, 25 juillet et 28 juillet 1775.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXXVII, Masserano à Grimaldi, 1er août 1775.
(3) Ch. Tower, *ouv. cité*, t. Ier, p. 92.

n'exerçaient pas seulement une grande influence sur l'esprit de M. de Vergennes et de M. de Maurepas, mais ils servaient à décider le roi lui-même.

Un autre agent secret, M. de Bonvouloir (1), au mois de décembre 1775, après un voyage de cent soixante jours, plein de dangers, était arrivé à Philadelphie, d'où il écrivit aussitôt. Son rapport ne parvint à Versailles qu'à la fin de février 1776.

« Il avait, disait-il, trouvé le pays, comme il s'y attendait, dans un état d'agitation extrême; les confédérés faisaient d'immenses préparatifs, pour la campagne du printemps prochain, en dépit de la rigueur du climat. Il leur manquait, toutefois, trois choses de la dernière importance : une bonne marine, de l'argent comptant et des approvisionnements; mais, il n'y avait pas à dire, ils étaient menés par de *bonnes têtes*. Les Américains déclaraient, d'ailleurs, tous, à qui voulait les entendre, qu'ils se battraient jusqu'à ce qu'ils eussent conquis leur liberté, qu'ils voulaient être libres, coûte que coûte; mais ils savaient aussi qu'ils n'étaient pas assez forts pour faire la guerre, sur mer, et ils comptaient, sur la France, pour les aider et pour protéger leur commerce. »

Dès le commencement de 1776, et avant même d'avoir reçu le rapport de Bonvouloir, Vergennes était décidé à la guerre. C'était un dessein qu'il nourrissait, en secret, ne s'en ouvrant qu'au roi et à M. de Maurepas.

Mais, comme cette idée le préoccupait, ce qu'il croyait cacher fort soigneusement fut surpris, par la clairvoyance du comte d'Aranda. Cet ambassadeur assista à une conversation, entre Vergennes et M. de Maurepas, dans laquelle on parla des mesures qu'il faudrait adopter, dans le cas où une guerre avec l'Angleterre deviendrait inévitable.

(1) Ch. Tower, *ouv. cité*, t. Ier, p. 76 et 96. Achard de Bonvouloir, officier français, ayant visité toutes les colonies anglaises; cousin germain du marquis de Lambert.

Aranda rapporta à Grimaldi ce qu'il avait entendu et insista particulièrement sur une expédition en Irlande. « Ce serait, mandait-il, frapper au cœur l'Angleterre, que de profiter de la désunion, qui existe entre elle et les Irlandais. On suggérerait à ces derniers l'idée de se constituer en Etat libre et indépendant. Ces insinuations leur seraient faites par des personnes, choisies dans le pays même, soit parmi la haute noblesse, soit parmi les négociants, les ecclésiastiques ou d'autres, qui ont du crédit. Que serait l'Angleterre, ajoutait d'Aranda, si après avoir perdu ses colonies, elle perdait encore l'Irlande? Il est évident qu'elle ne pourrait jamais se relever de ce coup; elle serait désormais dans l'impossibilité de se mesurer avec l'Espagne et la France, non seulement unies, mais avec chacune de ces puissances, séparément. » Avant d'expédier son mémoire à son gouvernement, il le communiqua aux deux ministres français (1).

Mais l'Espagne répondait, avec beaucoup de réserve, à ce langage belliqueux. Elle regrettait d'avoir pris part aux hostilités de la dernière guerre. Bien qu'elle eût recouvré, au traité de Paris, la Havane et les Philippines, son amour-propre souffrait de ce que ses colonies fussent tombées, provisoirement, aux mains des Anglais. Aussi fermait-on l'oreille, à Madrid, lorsque la cour de Versailles, usant des anciens procédés de Choiseul, essayait d'effrayer le roi Catholique, en lui représentant les dangers, qui menaçaient son empire d'outre-mer. Grimaldi répondit, habilement, à la sollicitude de la France, par une demande positive. Puisque Vergennes montrait tant d'inquiétude, Aranda était chargé de réclamer de lui un secours de dix à douze mille hommes, pour la défense de Saint-Domingue (2)

(1) Doniol, *ouv. cité*, t. Ier, p. 352.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXXIX, Grimaldi à d'Aranda, 26 février 1776; même source, t. DLXXX, Ossun à Vergennes, 25 avril 1776, et Vergennes à Ossun, 14 mai.

Une telle démarche calma momentanément l'ardeur de Vergennes. Il répondit, aussitôt, par un refus. Il ne voulait pas expédier de troupes « dans une contrée aussi dévorante, qui devait être regardée comme un cimetière; cet envoi donnerait de légitimes alarmes aux Anglais, ce serait une véritable déclaration de guerre que rien, dans ce moment, ne pourrait légitimer. Que pouvons-nous, en effet, désirer de mieux que ce qu'elle (l'Angleterre) fait contre elle-même? Elle a la générosité de nous épargner même la peine et la dépense de sa destruction. »

La politique active momentanément ajournée, les deux cours se bornèrent à des secours clandestins (1). La France donna aux Américains un million de livres. L'Espagne, au mois d'août 1776, engagea une somme égale, dans les prétendues opérations commerciales de Beaumarchais. Le secret de cette subvention fut entouré d'un grand luxe de précautions, pour ne pas blesser la susceptibilité anglaise. Aranda versa l'argent au Trésor public français; il en retira un reçu du caissier, qu'il remit à Vergennes, et ce dernier transmit une traite à l'ordre de Beaumarchais.

Tandis que l'on fournissait de médiocres subsides aux *insurgents*, la cour de Madrid envoyait sa flotte et ses troupes de débarquement combattre les Portugais, à l'île Sainte-Catherine et au Sacramento.

Néanmoins, malgré tous les ménagements que gardait l'Espagne, à l'égard de la cour britannique, celle-ci soupçonnait les ressources secrètes, fournies aux révoltés. N'ayant pas de faits précis à arguer, elle laissa percer son mécontentement; elle donna à entendre qu'elle poursuivait une enquête qui, sans doute, aboutirait. Elle se plaignit de l'accueil, reçu par les corsaires *insurgents*, dans les ports de la Péninsule. Grimaldi donna une excuse telle

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXX, Vergennes à Grimaldi, 3 mai 1776.

quelle, dont l'ambassadeur Grantham parut se contenter (1).

Mais Charles III louvoyait entre deux politiques (2). La guerre ne le tentait pas, au lendemain de l'échec d'Alger, et tandis que sa flotte, sur les côtes du Brésil, pouvait être détruite, par les escadres anglaises. La paix lui plaisait davantage, mais il recherchait un prétexte honnête, qui lui permît d'abandonner la France à elle-même, sans trop mériter ses reproches. L'expédient imaginé fut de se porter médiateur. Georges III, à cet instant, souhaitait les bons offices du roi Catholique. Il le priait de demander à Louis XVI de désarmer. Du côté de la France, on se heurtait à la mauvaise volonté de Vergennes. Loin de lui l'idée d'un désarmement! Si l'Angleterre se montrait moins hautaine que par le passé, envers les Bourbons, ils devaient ce changement d'attitude aux réformes opérées, par ces princes, dans l'armée et la marine; sans doute, le désarmement épargnerait des frais, mais il en éviterait aussi aux Anglais, et leur permettrait de se consacrer, tout entiers, à la guerre des Américains (3)!

On arrivait à un moment où s'imposait une conduite nette et précise. Jusqu'alors, la France et l'Espagne demeuraient spectatrices d'une lutte, dans laquelle elles espéraient que les deux adversaires s'useraient mutuellement. Cette tactique, cette abstention n'étaient logiques que si les deux puissances ennemies s'opposaient des forces à peu près égales, qui retarderaient un dénouement prématuré. Les secours clandestins ne suffirent bientôt plus et les Etats-Unis voulurent conclure des traités, avec la France et avec l'Espagne.

Arthur Lee, envoyé en Europe, par le congrès, désirait

(1) Doniol, t. Ier, p. 588, lettre de Grimaldi à d'Aranda, 19 août 1776.
(2) Doniol, t. Ier, p. 603, Grimaldi à d'Aranda, 8 octobre 1776.
(3) Doniol, t. II, p. 155, Vergennes à d'Aranda, 12 février 1777.

se rendre à Madrid. Il se fit présenter à l'ambassadeur Aranda. Ce dernier l'avertit du mauvais accueil qui l'attendrait, en Espagne; néanmoins, l'Américain se mit en route, muni d'un passeport, que lui délivra Vergennes (1). A Burgos, il essaya de voir Grimaldi et fut éconduit. Néanmoins, comme il était tenace, il ne quitta pas la Péninsule et attendit, à Vitoria, l'arrivée au pouvoir de Florida Blanca. La réception ne fut pas plus chaleureuse. Charles III montrait la plus grande répugnance à se compromettre, pour ces rebelles, ses ennemis de la veille. Quel fruit tirer de cette alliance? Quels avantages ces gens offraient-ils, en retour des sacrifices qu'ils imposeraient, du sang qu'ils feraient verser? Ils seraient des voisins aussi incommodes, aussi dangereux que les Anglais! La France, par une aberration singulière, se prenait d'un dévouement fou pour des révoltés, qui ne parlaient même pas de restituer les pays, usurpés au roi Très Chrétien, dans l'Amérique septentrionale, par les armes britanniques! Telles étaient les réponses, que recevait, de Madrid, l'ambassadeur espagnol lorsque, partisan de la guerre, il pressait son souverain de *profiter du moment*, montrait les députés *insurgents*, recherchés et sollicités, par le gouvernement britannique (2).

L'ambassadeur français, M. d'Ossun, fut rappelé au mois de novembre 1777 (3). On sait combien il était vieilli et usé. Celui qui le remplaça, le comte de Montmorin, paraissait bien jeune, bien inexpérimenté, pour se mesurer avec un jouteur, comme Florida Blanca, revenu de Rome avec le prestige d'avoir obtenu, de Clément XIV, l'anéantissement de la Société de Jésus! Armand-Marc

(1) Record office, state papers, foreign Spain, t. CCIII, Grantham, 17 mars 1777.

(2) Doniol, t. II, p. 189.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXVII, f° 61, 27 novembre. Emotion du roi en disant un adieu éternel à un ami de vingt-cinq ans.

de Montmorin Saint-Hérem (1), âgé à peine de trente ans, petit de taille, sans avantages extérieurs, devait sa place plus à la faveur qu'à l'importance de ses services. Ancien menin du dauphin, devenu Louis XVI, il n'avait rempli, dans la carrière diplomatique, qu'une mission auprès de l'électeur de Trèves. Aussi Maurepas s'éleva-t-il, non sans raison, contre une pareille nomination; mais ses arguments échouèrent devant l'entêtement du roi. Le prince rompit l'entretien et s'enferma brusquement, dans son cabinet. Fort heureusement, les qualités naturelles de Montmorin suppléèrent au défaut d'expérience. Laborieux, appliqué, cachant sous une apparente bonhomie, une réelle habileté, l'ambassadeur de France ne se laissa pas effrayer par Florida Blanca. Celui-ci, naturellement violent (2), et gâté par le succès, crut venir à bout de ce débutant par des colères, par de terribles emportements. De pareilles algarades ne démontaient pas Montmorin (3). Il gardait, avec son sang-froid, tous les avantages de la discussion. Florida Blanca, qui ne voulait pas rompre, mais seulement fermer la bouche à son jeune collègue, était obligé de regagner ensuite son interlocuteur, par des repentirs et par des avances (4).

(1) Bardoux, *la Comtesse de Beaumont*, p. 15.

(2) Morel-Fatio et Léonardon, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs, etc.*, Espagne, t. III, p. 360 et *seq.*

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX. Dans une lettre de Bourgoing à Rayneval (25 mai 1778), on voit que les colères de Florida Blanca devaient aussi être attribuées à l'ébranlement de sa santé : « Ce ministre semble empirer tous les jours; quelquefois, à sa table, on le voit pâlir, se troubler et prêt à se trouver mal; souvent les vapeurs lui chargent la tête au point qu'il est dans l'impossibilité physique de s'appliquer; d'autres fois, il a la plus grande difficulté, non seulement de concevoir des idées, mais même de proférer des paroles. Sa langue s'épaissit, le sang lui monte au visage, et dans ces moments, qui sont souvent ceux où l'on va lui parler d'affaires, on n'en peut rien tirer, ou l'on a à redouter quelque explosion de son humeur irascible. »

(4) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX, 11 avril 1778, cité par Doniol, t. III, p. 27.

Florida Blanca demande pardon à Montmorin de la chaleur qu'il avait montrée : « Au reste, dit-il, je ne me fâche jamais qu'avec mes frères et mes

C'était une rude école, et il se livra, entre les deux diplomates, de vigoureux assauts.

Un des généraux anglais, Burgoyne, s'était trouvé bloqué à Saratoga, par les milices ennemies. Dépourvu de vivres, il mit bas les armes. Vergennes, lorsque cette nouvelle parvint en Europe, calcula le contre-coup de cette défaite, à Londres, et les conséquences qu'elle entraînerait. Il craignit la prédominance du parti de l'opposition sur celui du roi, représenté par lord North. Lord Chatham s'élevait, en effet, avec vigueur, contre le démembrement de l'empire britannique; il souhaitait la réconciliation de la métropole et de ses colonies. A cette heure critique, si les Anglais, éclairés par leurs disgrâces, cédaient à la nécessité et renonçaient à recouvrer l'Amérique, comment éviter une paix, qui se scellerait à nos dépens? Il fallait que la France prévînt ces tentatives d'accommodement (1), gagnât de vitesse le cabinet de Londres et s'engageât avec les Américains, non plus secrètement, comme jadis, mais ostensiblement, au risque de se compromettre. Mieux valait une guerre, avec ceux-ci pour amis, que pour ennemis.

L'ambassadeur Aranda (2) rencontra un jour Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, qui sortaient de chez le ministre des affaires étrangères. Il reçut confidence des projets de Versailles et rédigea, sur-le-champ, une dépêche pour Madrid. A peine le courrier arrivé, Montmorin fut mandé chez Florida Blanca. La lettre reçue prêtait

amis. Comme ambassadeur de France, vous êtes mon frère, et, comme particulier, mon ami. Ainsi, j'ai deux titres, pour me fâcher avec vous. »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXVII, Vergennes à Montmorin, 15 décembre 1777. Silas Deane confie à Vergennes que lui et ses collègues, résidant à Paris, sont assiégés par les propositions secrètes des Anglais. Le ministère britannique était disposé à leur tout accorder, à l'indépendance près, parce qu'il ne pourrait consentir à cette concession, sans risquer ses places. Le général Howe avait reçu, en Amérique, la mission d'entamer une réconciliation, qui se scellerait à nos dépens, en déclarant la guerre à la France et à l'Espagne.

(2) Doniol, t. II, p. 695, Montmorin à Vergennes, 23 décembre 1777.

à équivoque et l'on pouvait l'interpréter comme si le traité d'alliance était déjà signé. Montmorin ne releva pas cette erreur et laissa parler, sans l'interrompre, le ministre espagnol. Celui-ci s'exprima avec aigreur : « On compromettait le roi Catholique. Conclure avec les Américains, mais autant déclarer la guerre à Georges III, au moment où la flotte espagnole de la Vera-Cruz était sans doute en chemin. Vergennes, par une démarche aussi inconsidérée, la livrait à la merci des Anglais. L'escadre de Buenos-Aires courait les mêmes dangers. » Son feu un peu calmé, par cette explosion, Montmorin prit à son tour la parole et se plaignit, avec calme, de la promptitude, avec laquelle on nous jugeait. « Vous serez bien étonné, ajouta-t-il, lorsque vous saurez que, bien loin d'avoir rien entamé, avec les députés américains, malgré l'urgence, mon maître attend, pour se décider, l'aveu du roi, son oncle. » Cette déclaration laissa un instant Florida Blanca tout interdit; il se saisit bien vite d'autres arguments, d'après lesquels, si les hostilités n'avaient pas été commencées, antérieurement, contre les Anglais, c'était que l'Espagne avait attendu que la France fût prête (1). Sans perdre son temps à le réfuter, Montmorin coupa court à ces arguties. « Il ne s'agit plus de récriminer, mais d'agir », dit-il à son interlocuteur. Ainsi pressé de prendre une décision aussi importante, Moñino devint glacial et répondit évasivement : « Je ne puis me persuader que les circonstances soient aussi pressantes qu'on le pense, en France. Les députés américains jouent leur jeu, en essayant de nous compromettre. Le ministère britannique n'osera jamais prendre sur lui l'odieux de proclamer l'indépendance; ce serait sa chute. S'il change, nous aurons le temps de nous précautionner. »

En présence de la mauvaise volonté du gouvernement

(1) Allusion à une lettre de Grimaldi au comte d'Aranda du 8 octobre 1776 (Espagne, t. DLXXXII), citée par Doniol, t. Ier, p. 603.

espagnol, le cabinet de Versailles passa outre. Il crut aussi conserver tous les égards, dus à Charles III, en stipulant que les engagements contractés s'étendraient au roi d'Espagne, dès que ce prince voudrait y adhérer. Rien ne put vaincre l'obstination de nos alliés, ni les démarches occultes, faites par l'Angleterre, auprès de Franklin (1), et dont la France surprend le secret, qu'elle communique à Madrid, ni le départ précipité de certaines familles britanniques, résidant à Paris (2) et dont le brusque retour, à Londres, présage de prochaines hostilités. L'amour-propre de Charles III se sent blessé; il trouve que, par cette décision, son neveu manque à la déférence qu'il doit au doyen de la famille. « Si nous sommes dans l'erreur, répond modestement le comte de Vergennes, ce n'est pas sans avoir fait ce qui était humainement possible, pour éviter d'y tomber. M. le marquis d'Ossun, qui est arrivé très à propos, peut dire avec quel soin cette affaire a été pesée et discutée. Nous l'avons d'abord digérée ensemble; ensuite, avec M. le comte de Maurepas. Le roi, après cela, a entendu mon rapport particulier, a gardé les pièces, a examiné le pour et le contre. M. le comte de Maurepas, ayant eu, dans ces entrefaites, une attaque de goutte, Sa Majesté s'est rendue, hier, chez lui. M. d'Ossun et moi (nous) nous y sommes trouvés. La matière a été reprise de nouveau en considération, elle a été longuement débattue; l'opinion sur le fond a été constamment uniforme (3). »

Ce langage pondéré provoqua à Madrid de violentes et stériles colères. La dépêche de Vergennes, communiquée à Florida Blanca, tous les sentiments dont il

(1) Visite à Franklin d'un M. Hartley, partisan de lord Rockingham et néanmoins ami de lord North. (Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX, f° 54.) Doniol, t. III, p. 62.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXVIII. Lord Gower rappelle sa sœur de Paris, 23 janvier 1778.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXVIII, Versailles, 8 janvier 1778.

était affecté se peignirent sur son visage (1), malgré les efforts qu'il faisait, inutilement, pour se contraindre. Il tremblait de tout son corps et s'exprimait difficilement, à cause de son émotion : « Vous croyez, dit-il enfin à Montmorin, que les circonstances actuelles sont les plus heureuses, pour les deux couronnes, et, moi, je les regarde comme les plus fatales pour l'Espagne. Le jour me paraîtrait le plus beau de ma vie, si Sa Majesté Catholique me permettait de me retirer et d'aller finir tranquillement mes jours. M. d'Aranda est de votre avis; il a contribué, pour beaucoup, à faire adopter la détermination, à laquelle vous vous êtes décidés. Eh bien! qu'il vienne prendre ma place; je la lui céderai de grand cœur. »

Cette pointe lancée contre l'ambassadeur espagnol faisait allusion à la mésintelligence, qui régnait entre le cabinet de Madrid et son représentant. Aranda répétait souvent, dans les salons où il paraissait, qu'il échangerait volontiers son rôle de diplomate contre celui d'un général en chef. Il concevait des plans belliqueux qu'il rédigeait et dont il accablait son gouvernement (2).

(1) Doniol, t. II, p. 750, Madrid, 28 janvier 1778.

(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 272. Voir également, p. 258, la lettre du 7 mars 1778 qu'Aranda écrivait à Florida Blanca : « Il y a trois jours que Vergennes, furieux de ce qu'il ne venait pas de réponse à son courrier du 31 janvier, ne put se tenir davantage et me dit ironiquement : « Voici le « troisième acte des succès espagnols : 1° celui d'Alger, pour gaspiller de « l'argent, perdre des milliers d'hommes et être repoussé par des barbares; « 2° celui de Buenos-Aires; Dieu vous a fait la grâce de ne pas perdre un « homme, d'occuper les points que vous pouviez désirer et de faire un traité, « avec les Portugais, impossible à rêver, mais conduit, avec tant de mystère « que tout médiateur, qui s'en serait mêlé, aurait eu honte de le proposer « à l'Espagne; 3° enfin, la conduite présente; tous les scrupules et toutes les « irrésolutions feront qu'on arrivera trop tard... » A ces sarcasmes, Florida Blanca, le 24 du même mois, riposta en ces termes : « Vergennes se plaint que nous ne répondions à aucune de ses résolutions; ce n'est pas une réponse qu'il nous demande, mais une adhésion obéissante, suivant le système actuel de cette cour et bien conforme à ses anciens principes. Ces messieurs se moquent de notre traité avec le Portugal; ils nous ont pourtant prodigué les suggestions et les conseils, pour en faire un, beaucoup moins avantageux, comme j'en ai les preuves en mon pouvoir, signées de la respectable main de S. E. Ils appellent troisième acte de nos succès celui de la présente comé-

Les mauvais procédés correspondirent aux paroles irritées de Florida Blanca. Une flotte, partie de Toulon, au mois d'avril 1778, et commandée par d'Estaing, devait porter aux Etats-Unis M. Gérard de Rayneval, notre chargé d'affaires. Lorsque Montmorin demanda que les vaisseaux français fussent autorisés à relâcher à Cadix, il s'attira cette réponse : « On trouvait extraordinaire que la France, après avoir agi d'une manière contraire aux avis de l'Espagne, vînt à présent demander des secours. Prenait-on Sa Majesté Catholique pour un *vice-roi*, que l'on consulte et auquel on envoie des ordres? Les sacrifices, accomplis par Charles III, avant la paix de Paris, méritaient mieux, car, ajoutait Florida Blanca, nous vous avons alors tirés du *bourbier* (1). »

Le ministre espagnol ne manquait pas de raisons pour protester contre ce qu'il appelait notre *don quichottisme*. Les trésors des Indes occidentales étaient en route, une flotte militaire était à Buenos-Aires; tant que tous ces navires ne seraient pas en sûreté, on ne voulait rien se permettre, qui pût les exposer au pillage des corsaires britanniques ou aux attaques de leurs escadres; d'ailleurs, Charles III, avant d'entreprendre une guerre, désirait épuiser tous les moyens de conciliation, et son amour propre eût été flatté de voir sa médiation, acceptée par le cabinet de Saint-James. Il se promettait également d'obtenir ainsi, pour prix de ses bons offices, Gibraltar et Minorque.

II

Le prince de Masserano avait quitté Londres, et son successeur fut le marquis d'Almodovar, ambassadeur

die. Dites-leur que c'est le quatrième, car le premier fut la perte de la Havane... suivie de celle de la Floride; de sorte que maintenant, avec les ennemis dans le golfe mexicain, nous ne pouvons plus entrer ou sortir de chez nous, sans leur permission, etc. »

(1) Doniol, *op. cit.*, t. III, p. 20, Montmorin à Vergennes, 10 avril 1778.

en Portugal, où il fut lui-même remplacé par le comte de Fernan Nuñez. Le nouveau représentant du roi Catholique, à Londres, passait pour peu capable. On l'accusait de devoir sa place, moins à son mérite qu'à la faveur, à cause de sa parenté avec le duc de Losada, sommelier de corps de Charles III. Un plus habile aurait-il mieux réussi? Il est permis d'en douter si, avant d'entrer dans le détail, un peu aride, des négociations, qu'il poursuivit, on jette un coup d'œil général sur l'état des partis, en Angleterre, au moment où il se présenta à la cour de Georges III.

Les principaux leaders de l'opposition étaient Rockingham, Fox et Chatham (1). Tous favorables aux Américains, tous disposés à des concessions, envers les *insurgents*. Mais, depuis la fin de 1776, Rockingham ne venait plus au Parlement. Les whigs, qui le soutenaient, désespéraient de leur cause. Ils sentaient que le parti du roi, le parti de la guerre, gagnait du terrain, et que l'opinion réprouvait leur politique. Georges III, auparavant si impopulaire, avait su toucher la fibre patriotique, et l'orgueil britannique se surexcitait, au récit des victoires de Long-Island, de New-York, du fort Washington, du fort Lee, de la bataille de Brandywine, de l'occupation de Philadelphie. D'autres émotions agitaient les cœurs : la déclaration d'indépendance provoquait les colères; on brûlait de venger les dommages causés à la marine marchande, aux Indes occidentales; de réprimer les révoltes de l'Irlande; de châtier cet artisan, venu d'Amérique, qui avait incendié les arsenaux de Portsmouth, de Plymouth et quelques maisons de Bristol. Enfin, des idées de lucre se mêlaient aux sentiments désintéressés. Les corsaires anglais espéraient que les beaux jours d'autrefois allaient luire encore, pour eux, et qu'ils retrouveraient,

(1) Lecky, *ouv. cité*, t. IV, p. 65, 67, 72, 79, 80, 87.

dans de nouveaux combats, les gains énormes, réalisés il y avait plus de quinze ans. Les esprits, ainsi montés, écoutaient, avec impatience, les discours de Fox. Ses paroles ne trouvaient pas d'écho, chez ces marins ou ces négociants. Ils lui reprochaient son opposition cosmopolite et sans nationalité. Chatham, bien qu'il désapprouvât la guerre américaine, était toujours resté anglais de cœur. Mais Fox, par son langage, se montrait un avocat passionné des *insurgents*. Il déployait toute son éloquence, afin de prouver que le véritable intérêt de la France et de l'Espagne était de tirer l'épée, pour la cause américaine. Ces dangers, qu'il indiquait, loin de calmer la population, la soulevait au contraire. Il atteignait ainsi un but, tout opposé à celui qu'il se proposait. Etourdiment, il blessait la susceptibilité nationale et l'irritait, contre l'opposition.

De son côté, le roi travaillait, de toute son âme, à aigrir les cœurs. Sa correspondance, avec lord North, révèle ce que fut alors l'importance du rôle, joué par le souverain. Non seulement il se substitua au premier ministre, mais au cabinet tout entier. Georges III surveillait et dirigeait, dans toutes ses parties, la politique du gouvernement. Les détails militaires, la conduite de la guerre, la manière dont les questions devaient être discutées au Parlement, il préparait tout, ordonnait tout, et suffisait à cette écrasante besogne. Les ministres n'étaient plus que des commis, agissant d'après ses instructions et étouffant leurs opinions particulières, dans le secret de leur cœur. Lord Barrington obéissait au roi, tout en demeurant convaincu que les Américains, s'ils pouvaient être réduits sur mer, ne le seraient jamais sur terre. Lord North, premier lord de la Trésorerie, n'approuvait pas la guerre. Il la poursuivait, cependant, avec ténacité, non par une ambition vile, par un attachement excessif à sa place, mais par dévouement au

parti tory; parce que le roi menaçait d'abdiquer, si son ministre donnait sa démission, parce que Georges III faisait appel à son honneur de gentilhomme, à sa loyauté de sujet, parce qu'il déclarait que son départ « serait une coupable, lâche et déshonorante désertion »!

L'opposition, affaiblie, n'avait plus qu'une ressource, pour lutter, avec quelque chance, contre les progrès du parti royal. Il fallait que les différents groupes, oubliant leurs dissidences, se ralliassent autour de Chatham. Rockingham était disposé à reconnaître l'indépendance américaine, ce que Chatham refusait encore d'admettre; mais la seule différence, entre ces partis, n'était qu'une question de concessions plus ou moins larges aux colonies. Tous deux réprouvaient la force et préconisaient l'entente amiable. Le duc de Richmond, un des plus véhéments défenseurs de l'indépendance, déclarait que jamais la présence de Chatham, au pouvoir, n'avait paru plus nécessaire. Si ce grand homme voulait tenter une démarche, pour prévenir la séparation de l'Amérique, Richmond promettait de lui fournir tout l'appui politique dont il disposait. Lord Cambden tenait le même langage et, dans une lettre à Rockingham, écrivait « que le public ne serait satisfait d'aucune combinaison, où Chatham ne serait pas parmi les premiers ».

Mis en demeure de former un ministère, que dirigerait Chatham, Georges III resta inébranlable. Il condescendit, seulement, à ce que cet homme d'Etat fût admis dans une combinaison, où il figurerait, comme subordonné de lord North. On ne put obtenir davantage. Les provocations, reçues jadis par Georges III de la part de W. Pitt, demeuraient toujours présentes à l'esprit du roi. Sa maussade et rancunière nature gardait, contre l'ancien ministre, une intensité de haine que rien ne pouvait apaiser. Il prévoyait que le triomphe de l'opposition détruirait ce système de gouvernement personnel, qu'il avait si labo-

rieusement édifié. « L'opposition, disait-il à ses confidents, fera de moi un esclave, pour le reste de mes jours. Tant que j'aurai dix hommes, auprès de moi, je ne me mettrai pas en captivité. »

La mort, en frappant Chatham, le 11 mai 1778, délivra le souverain de son obsédant cauchemar et ajourna, pour quelque temps, le retour possible de l'opposition, au pouvoir. Beaucoup se rallièrent au roi, par patriotisme, après la déclaration de la France, en faveur des Américains. Une tentative de conciliation, auprès des *insurgents*, ayant échoué, il se passa au Parlement une scène dramatique.

Un capitaine nommé Fitz Patrick (1), cousin de la duchesse de Bedford, à son retour de Philadelphie, se présenta à la Chambre des communes et la surprit beaucoup, en lui apprenant une nouvelle très intéressante et très affligeante pour elle. Il dit qu'il avait été témoin de l'effet que le *bill conciliatoire* avait produit, tant sur les Américains que sur l'armée anglaise; et puisque le ministre des colonies, lord Germaine, n'avait pas fait part de cette nouvelle à la Chambre, il croyait devoir la lui communiquer, pour son instruction. Il ne trouvait point de termes pour exprimer la consternation, le ressentiment et le courroux, avec lesquels les troupes royales et le parti de la cour avaient reçu le bill. Tous avaient été honteux des termes, dans lesquels il était conçu, et, se lamentant sur leur malheureuse situation, ils avaient élevé la voix, contre les personnes, qui les avaient mis dans un état si ignominieux et si misérable. Tous avaient déclaré qu'ils avaient été trompés! Beaucoup d'officiers de distinction et de marque avaient arraché, avec indignation, la cocarde de leur chapeau. La clameur était générale et le mépris, pour les ministres, universel. Les Américains,

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXX, f° 7, Escarano à Florida Blanca, 3 juin 1778.

de leur côté, avaient reçu le bill avec encore plus de mépris. Il avait entendu dire à des personnes, ayant du crédit parmi eux : « Que l'idée qu'ils s'étaient formée de son contenu était semblable à celle qu'ils avaient des ministres, de qui il émanait; qu'ils ne pourraient jamais rien accepter de la main de ces ministres, attendu la méfiance, dans laquelle ils étaient de leurs intentions; que les termes du bill leur paraissaient trop ridicules, pour mériter la plus petite attention, de la part des colonies; que la manière même dont on l'avait publié augmentait la haine et l'aversion, contre le ministère, puisque, au lieu de le communiquer au Congrès, au général Washington, on l'avait imprimé, affiché au coin des rues et répandu dans les provinces, avec le dessein, sans doute, de faire naître la division, entre le congrès et le peuple! »

Ce récit excita les plus violentes colères. La rage de se voir bravés par les Américains, l'humiliation de paraître rechercher un accommodement, que l'on repoussait avec mépris, étourdirent les Anglais et les entraînèrent, à la suite de Georges III, dans cette guerre, dont les détournait l'opposition. Comment, au milieu des clameurs que lançaient les patriotes irrités, les ministres britanniques pourraient-ils prêter l'oreille aux paroles conciliantes, que leur apportait l'ambassadeur de Charles III?

La négociation du roi Catholique ne fut qu'une longue suite de déceptions. Le chargé d'affaires, Escarano, au courant des affaires anglaises, par suite d'un long séjour à Londres, voulut préparer la besogne de son nouveau patron, le marquis d'Almodovar (1). Voyant que lord Weymouth gardait le silence, il alla trouver le confident habituel du prince de Masserano, lord Mansfield, et causa longuement avec lui. Il vanta les dispositions pacifiques de son maître, et ajouta que, l'Angleterre ayant en son

(1) Danvila, *ouv. cité*, t. V, p. 8.

pouvoir des gages précieux, Gibraltar pourrait être un équivalent proportionné au bénéfice que procurerait l'Espagne, à la nation anglaise, puisqu'elle lui évitait les maux de la guerre, qui, sans doute, causeraient sa ruine.

Mansfield eut l'air de trouver que le prix, auquel l'Espagne évaluait son amitié, était bien cher. Il ne laissa guère d'illusion à son interlocuteur et lui avoua, qu'au point où les choses étaient arrivées, un apaisement lui paraissait très difficile, pour ne pas dire impossible!

Les conditions de lord Weymouth parvinrent, indirectement, au chargé d'affaires. Le ministère anglais exigeait, pour traiter avec la France, l'annulation préalable de son alliance avec les Américains. Il refusait l'établissement d'une conférence, à Madrid, et remerciait, assez brièvement, Charles III, de sa grandeur d'âme. En somme, l'Angleterre écartait ce prince de son chemin, comme un ami trop empressé et gênant. Weymouth faisait dire qu'il se considérerait comme très heureux si le roi Catholique restait neutre et s'il laissait les Anglais mesurer leurs forces à celles des Français.

Ces nouvelles piquèrent au vif le roi d'Espagne et son ministre Florida Blanca. Charles III, dans un entretien avec Montmorin, lui dit : « D'Escarano n'aura sans doute pas rempli mes instructions, comme je le voulais, il se sera montré maladroit; mais, lorsque les Anglais verront que nous ne courons pas après eux, ils reviendront à nous (1). »

Florida Blanca, moins placide que le souverain, manifesta toute sa colère, à l'ambassadeur d'Angleterre. Grantham, le 1er juin 1778, était venu le visiter, l'après-dîner. Il vanta, dans la conversation, les dispositions pacifiques de sa cour : « Ce n'est pas vrai, répondit, avec brusquerie, Florida Blanca. Vous êtes ou mal informé,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX, Montmorin à Vergennes, 26 mai 1778.

ou de mauvaise foi. Les propositions que lord Weymouth a faites à d'Escarano sont indécentes et intolérables; telles, en un mot, que Sa Majesté ne se chargerait pas de les présenter à la France. Mon maître, ajouta-t-il, m'a ordonné de ne plus rien dire ni rien écouter, qui eût rapport à la médiation; regardez la négociation comme rompue. *L'occasion n'a qu'un cheveu sur la tête; quand on ne sait pas le saisir, on la perd pour toujours!* Votre cour veut la guerre, eh bien! elle sera satisfaite! Croyez-vous, continua-t-il, en se tournant vers Grantham, que lorsqu'on saura en Angleterre que vous avez pu éviter, par la médiation du roi d'Espagne, une guerre, dans laquelle vous ne pouvez éprouver que des revers, croyez-vous, dis-je, que votre nation sera bien contente du ministère? On lui reprochera tous les malheurs, que vous essuierez et il n'y aura pas assez de pierres, dans votre pays, pour lapider vos ministres (1). »

Escarano, de son côté, fut réprimandé. On lui reprocha ses avances, on lui recommanda d'être plus réservé, à l'avenir.

L'émotion causée, par un pareil éclat, était à peine calmée, que le marquis d'Almodovar débarquait, en Angleterre. Dès son arrivée, il semblait à la veille de repartir, car les événements se précipitaient : les premiers coups de canon de la guerre s'échangeaient, entre la *Belle-Poule* et l'*Aréthuse*, les esprits fermentaient, à Paris et à Londres, en apprenant ces nouvelles. Les diplomates étrangers parlaient déjà d'une agression, dans les îles britanniques; ils s'entretenaient de l'épuisement de l'Angleterre, des taux énormes que payait lord North, pour les emprunts, qu'il devait contracter, du défaut de matelots, de la désertion des soldats, du recrutement difficile des mercenaires; fâcheux pronostics, toujours

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX, Montmorin à Vergennes, 1er juin 1778.

démentis par la suite, grâce à une énergie, qui déroutait tous les calculs pessimistes (1).

Les instructions d'Almodovar se ressentaient de la mauvaise humeur, excitée à Madrid, par les procédés britanniques. Dans le cas où le ministère anglais, lui était-il marqué, s'emporterait en déclamations, contre la conduite de la France, l'ambassadeur les écoutera froidement et se bornera à répondre que l'Angleterre n'a donné, au roi Très Chrétien, que trop de sujets de faire ce qu'il a fait. Il ajoutera que, s'il existe quelque division, entre Madrid et Versailles, ce serait se tromper grossièrement que de croire à la désunion des deux royaumes (2).

Dix jours plus tard, Almodovar montrait, dans une lettre adressée à Florida Blanca, le plus grand découragement : « Monsieur et excellent ami, lui mandait-il, le 27 juillet, à l'office que je vous transmets, il me reste à ajouter que les gens du parti de l'opposition critiquent très fortement l'insouciance du ministère, à notre égard, car il évite, à tout prix, de cultiver notre amitié. Mais ce mécontentement ne nous sert en rien, car ce parti est, à l'heure présente, sans pouvoir ni activité. Quant à nous, nous n'avons aucun motif d'être reconnaissants aux Français, ni satisfaits des Anglais; les uns et les autres seront intraitables, s'ils sortent victorieux. Il est nécessaire de voir la conduite que l'on pourrait suivre, car une puissance, comme l'Espagne, dans l'occasion présente, ne peut manquer de remplir le rôle qui lui incombe, soit comme médiatrice respectée, soit comme un des principaux belligérants. Je crains, quels que soient les événe-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DLXXXIX, Londres, 26 mai 1778. Dans une lettre à d'Aranda, Escarano rapporte un entretien qu'il vient d'avoir avec lord Sandwich. Il insiste sur l'abandon des côtes anglaises, à peine garnies de quelques vieux régiments et d'une milice méprisable, incapable de résister à des troupes étrangères, etc.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXC. Ces instructions sont rappelées, dans une lettre de Montmorin du 18 août 1778.

ments, que les deux nations n'entrent en composition directement, ou par l'intermédiaire de quelque petite puissance, et que nos relations n'en soient refroidies avec l'une et l'autre. Car ces deux rivales, si elles se détestent, se craignent réciproquement (1). »

On dédaignait, à Londres, cet arbitrage, qui flattait l'amour-propre de Charles III, dont il se promettait, d'avance, de fructueux résultats, lorsqu'il se voyait présidant, à Madrid, une conférence, d'où dépendrait la paix, et recevant Gibraltar et Minorque, parce qu'il aurait rétabli la concorde, entre la métropole et les colonies, entre la France et l'Angleterre. L'isolement hautain où lord Weymouth avait abandonné Escarano, dès les premiers jours, continuait, pour le marquis d'Almodovar. Les violences, coutumières aux corsaires anglais, n'étaient même pas épargnées, au roi d'Espagne. Il se plaignait vainement, à l'amirauté britannique, des pillages, exercés sur les côtes de la Péninsule, par les pirates de Guernesey (2). De France, les lettres d'Aranda n'apportaient que des sarcasmes. A Versailles, on se moquait de la candeur de Charles III. « Ce n'est pas, disait-on, par des insinuations amicales et pacifiques que l'on captive la nation britannique. La crainte seule peut dompter son caractère superbe et perfide (3). »

Eclairé par les observations, venues de Paris, Charles III reconnaissait que le jeu du cabinet de Saint-James était de brouiller ensemble les deux maisons de Bourbon; il gémissait sur les insultes, prodiguées à son pavillon, et ses plaintes, ses revendications, exprimées avec sa modération habituelle, se trouvaient traduites et grossies dans les dépêches de Florida Blanca, au marquis d'Almodovar :

(1) Madrid, Archivio Estado leg. 4199, Almodovar à Florida Blanca, Londres, 27 juillet 1778. (Danvila, t. V, p. 13.)

(2) Record office, state papers, foreign Spain, t. CCVI, 21 août 1778.

(3) Doniol, t. III, p. 526, Vergennes à Montmorin, 24 juillet 1778.

« Que V. E. me permette de lui dire qu'il paraît que ces gens veulent se moquer de nous. Tout le discours de Weymouth et ce qui précède tendent à pouvoir dire qu'ils sont cherchés. Ils veulent réduire les choses à une négociation générale, où nous fassions la figure de mendiants, qui demandent l'aumône. Pendant ce temps, ils profiteront de la présente neutralité, et, quand il leur paraîtra bon, ils s'accommoderont, avec la France après nous avoir, peut-être, indisposés contre elle, s'ils le peuvent... Qu'ils sachent que ce que nous n'obtenons pas, par les négociations, nous saurons l'obtenir, avec le bâton... Il dépend d'eux que nous soyons, ou non, bons amis!... (1). »

Malgré tous les mauvais procédés, que dénonçait Florida Blanca, malgré la vigueur parfois excessive de son langage, il ne se décidait pas à rompre. Il espérait que les embarras de l'Angleterre lui inspireraient des allures moins intransigeantes, il constatait, avec plaisir, que cette puissance ne réussirait pas à susciter une diversion continentale. La prudence de Vergennes déjouait les projets d'une alliance anglo-prussienne, à l'occasion de la succession de Bavière, ouverte, par la mort de Maximilien III Joseph. Pas de conflit entre la Prusse et l'Autriche, pas de guerre en Allemagne dans laquelle les liens de famille, avec Marie-Thérèse, entraîneraient la France et peut-être l'Espagne (2). Ces heureuses nou-

(1) Danvila, t. V, p. 21, Florida Blanca à Almodovar, 25 août 1778. (Madrid, archivo Estado leg. 4199.)

(2) La succession de Bavière ne fut définitivement réglée que le 13 mai 1779, par le traité de Teschen. Mais, dès l'année 1778, il apparaissait que la France ne voulait pas prendre parti pour l'Autriche, malgré la cabale de Marie-Antoinette. La reine n'était pas encore la mère du dauphin; aussi l'ascendant de Vergennes prévalut-il, auprès de Louis XVI. Il montra, au souverain, qu'approuver la mainmise de l'Autriche sur le haut Danube, c'était ouvrir, à cette puissance, un chemin vers le Rhin; que, lui servir d'auxiliaire, dans une guerre, c'était fournir à l'Angleterre la diversion qu'elle souhaitait sur le continent et reformer le concert anglo-prussien. Les deux adversaires furent donc laissés à eux-mêmes. Les hostilités traînèrent. Le roi de

velles, la bonne contenance de la flotte de d'Orvilliers, dans sa rencontre avec celle de l'amiral Keppel, encouragèrent le roi Catholique à patienter encore. Il se persuada même, au mois de septembre 1778, que le gouvernement britannique recherchait sa médiation. Illusion qu'il poursuivait, avec plus de ténacité que de clairvoyance, car les réponses de l'Angleterre n'étaient guère plus courtoises qu'au début des pourparlers. Si la Grande-Bretagne daignait profiter de la neutralité espagnole, elle entendait bien que ce fût *gratis*, sans récompense d'aucune sorte. Charles III demanda à Louis XVI de lui transmettre les propositions, qu'il se chargerait de communiquer au cabinet de Saint-James. Le roi de France exigeait l'indépendance des treize provinces unies, le rappel des forces de terre et de mer, envoyées pour les soumettre; il réclamait, en outre, des conditions particulières pour Dunkerque et les pêcheries de Terre-Neuve. Almodovar (1) entretenait les espérances de son maître. Ce qui l'abusait, c'était le langage doux, honnête, humble même de lord Suffolk, chargé momentanément des conférences, à la place de lord Weymouth, provisoirement empêché. Ce dernier, mis au fait des conditions françaises, les repoussa avec hauteur. Le 14 novembre, l'ambassadeur Grantham remit une note, dans laquelle le gouvernement britannique refusait de rien entendre, au sujet de la France, tant que cette puissance ne retirerait pas son appui, aux colonies d'Amérique. L'orgueil anglais se révoltait, il rejetait, à la fois, les prétentions de notre cour et les pal-

Prusse, entré en Bohême, souffrait de la goutte et se défiait de ses généraux. Joseph II ne voulait pas jouer, sur le hasard d'une bataille, la réputation militaire qu'il ambitionnait. De part et d'autre, on s'observait. Cette campagne provoquait les railleries des Parisiens qui l'appelaient : « La guerre des pommes de terre. » Marie-Thérèse, proche de sa fin, avait des scrupules de conscience : « Pourquoi, mandait-elle à Frédéric II, nous arracher, l'un à l'autre, nos cheveux blanchis par l'âge? »

(1) Danvila, t. V, p. 23 et *seq.* — (Aff. étr., Espagne, t. DXCI, 4 novembre 1778.

liatifs de l'Espagne, qui s'efforçait d'obtenir des trêves à longs termes, d'une durée de vingt-cinq ou trente ans, pendant lesquelles les ressentiments s'assoupiraient. Mais le ministère britannique, satisfait de la prise de Sainte-Lucie, fier de la victoire de Campbell, dans la Géorgie, plein d'espoir, dans le succès partiel de ses quatre cents corsaires, n'entendait plus rien ménager. Charles III tenta, cependant, une nouvelle démarche. Sans consulter Louis XVI, il offrit à lord Weymouth une suspension d'armes indéfinie, avec la France, garantie par un désarmement général, effectué, dans le délai d'un mois, pour l'Europe, et de quatre, pour l'Amérique. Vergennes ne désavoua pas le roi Catholique, mais il tremblait que les Anglais fussent assez sages pour accepter ces propositions. « Combien ces gens sont durs à manier! » s'écriait Montmorin, exaspéré par ces lenteurs. Enfin l'arrogance anglaise mit un terme à nos anxiétés. Avant de quitter Londres, Almodovar laissa, à lord Weymouth, un long mémoire, qui contenait l'exposé de tous les griefs de Charles III. Le roi Georges chargea l'historien Gibbon de réfuter cet écrit (1).

(1) Danvila, t. V, p. 48 et 58. Record office, state papers, foreign Spain, t. CCVII, Florida Blanca à Almodovar, 20 janvier 1779; note d'Almodovar, 1er mars 1779; réponse anglaise, 16 mars.

CHAPITRE V

LES HOSTILITÉS

I. Impatience de Vergennes, plan d'Hamilton, le projet de débarquement, en Angleterre, enthousiasme en Espagne, la jonction des escadres, Cordoba, d'Orvilliers, rentrée à Brest, récriminations réciproques, importunité de d'Aranda, défiance du roi d'Espagne à son égard, l'idée d'un débarquement en Angleterre est écartée. — II. Gibraltar, tentatives pour bloquer la place et la prendre par la famine, Crillon, Alvarez de Sotomayor, Barcelo, blocus impraticable, sentiment de l'ingénieur Gautier; Rodney entreprend de forcer le blocus, opérations maritimes, tendant à fermer le détroit aux Anglais, défaite de Langara, Rodney part pour les îles. — III. Jonction de Solano et de Guichen, aux Antilles; hauts faits de Don Bernardo Galvez, gouverneur de la Louisiane; prise de la Mobile, de Pensacola; glorieuse conduite de son père au Guatemala, reprise de San-Fernando de Omoa, de San-Juan de Nicaragua.

I

Vergennes était à bout de patience. Il enrageait de voir gaspiller, en d'inutiles correspondances, en d'interminables pourparlers, un temps mieux employé, si on se fût emparé des flottes marchandes, parties des îles Sous le Vent, de la Jamaïque et de la Méditerranée, qui rentrèrent paisiblement (1), rapportant, en Angleterre, des cargaisons de plusieurs millions sterling, tandis que les matelots, qui les montaient, prenaient place sur les navires

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXX. Escarano à Florida Blanca, 10 juillet 1778, annonce ce retour. Vergennes fait allusion à cet événement dans sa lettre du 24 décembre 1778. (Aff. étr., Espagne, t. DXCI.)

de l'Etat dont ils complétaient les équipages. Combien de pareils gages eussent été précieux, pour adoucir l'humeur des ministres anglais et les rendre plus conciliants! Mais il était inutile de revenir sur le passé, et, puisque le roi Catholique était rebuté par tous les mécomptes, qui ne lui avaient pas été épargnés, puisque le P. Joaquin Eleta avait fait taire les scrupules de son pénitent, il fallait profiter de ces velléités belliqueuses, pour continuer, avec l'Espagne, des plans, profitables aux deux couronnes. Quel champ d'action serait préféré par Charles III? Enverrait-il ses vaisseaux, dans le golfe du Mexique, ou du côté de Gibraltar, ou sur les côtes de l'Angleterre? Le blocus de Gibraltar fut décidé et la cour de Madrid se prononça pour une descente en Grande-Bretagne. Mais, avant de rien combiner, Charles III voulut conclure un traité secret avec la France. Le Pacte de famille lui semblait devenu caduc et il nourrissait, contre notre pays, des griefs qu'il ne cessait de répéter, lorsque notre conduite excitait son mécontentement. L'examen de ce contrat (1), signé au mois d'avril 1779, porte la trace de la défiance, qui animait le roi d'Espagne, envers son neveu. On y remarque la crainte de l'égoïsme français, qui compromettrait Charles III, pour l'abandonner, après s'être servi de ce prince, comme d'un épouvantail, contre les Anglais. Le théâtre des prochaines hostilités était prévu, les territoires convoités étaient énumérés; quant à l'indépendance américaine, on ne la mentionnait qu'accessoirement, sans la reconnaître : on s'engageait, seulement, à unir les forces espagnoles à celles de la France.

Ces négociations se poursuivaient, dans le plus grand secret (2). L'ambassadeur Aranda ne les connaissait

(1) Doniol, t. III, p. 755. Aff. étr., Espagne, t. DXCIII, f° 111. Sur les sentiments antianglais du confesseur, voir Espagne, t. DLXXXIX, f° 127.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXCIII, 18 mars 1779. M. le marquis d'Almodovar est le premier à qui Florida Blanca cherche à faire illusion, afin que,

même pas et Almodovar n'avait pas encore quitté Londres. La cour de Vienne voulut s'interposer; le refus, qu'elle essuya, éveilla l'attention de l'Europe, qui ne soupçonnait pas une aussi prochaine rupture. On s'en doutait si peu, même à Paris, que le public se permettait des propos assez libres, contre le roi d'Espagne, lui reprochant l'abandon où il nous laissait, au moment même où s'échangeaient, entre les ministres des deux cours, des projets sur une attaque contre Spithead et Torbay. Ce plan, rédigé par un habile marin, nommé Hamilton, passé du service de l'Angleterre à celui de la France, ne fut pas adopté (1). Les deux puissances convinrent d'une tentative sur l'île de Wight.

Cet endroit présentait l'avantage d'être presque sans défense. Sa fertilité, l'abondance des comestibles permettaient de nourrir les troupes, qui s'y concentreraient, pendant que la flotte combinée contiendrait les vaisseaux anglais, dans le port de Spithead, ou les forcerait à rentrer dans Portsmouth. Il serait alors facile d'amener l'armée du côté de Gosport. Rien ne couvrait, de ce côté, la ville et l'arsenal de Portsmouth. Avec des boulets rouges et des bombes, on incendierait cette place. En admettant même qu'on n'obtînt qu'un demi-succès, cette attaque répandrait la consternation, en Angleterre. Son commerce souffrirait nécessairement de notre domination, dans la Manche, et, les moyens lui manquant, pour continuer la guerre, elle devrait, ou recevoir la paix aux conditions qu'il nous plairait de lui imposer, ou se résoudre à une banqueroute.

Quarante mille Français attendaient, en Bretagne et à Dunkerque, l'ordre de s'embarquer. Trois cents bâtiments étaient frétés, pour les transporter. La flotte com-

trompé lui-même, cet ambassadeur soit plus impénétrable, aux yeux du ministère anglais.

(1) Doniol, t. III, p. 650. — Aff. étr., Espagne, t. DXCII, 12 février 1779.

binée consistait en soixante-six vaisseaux de ligne, sans compter un grand nombre de frégates et de navires plus légers. Celle des Anglais ne possédait que trente-six vaisseaux. Le chef de l'expédition était le comte d'Orvilliers, tout illustré encore du récent combat d'Ouessant.

Les imaginations se grisèrent, par l'espérance d'un succès (1). Les présages, pour l'Espagne, n'étaient-ils pas plus favorables qu'en 1761? Plus d'ennemis à l'ouest de la Péninsule, puisqu'un traité avec le Portugal venait d'être signé; plus de pirates marocains, excités sous main par l'Angleterre, puisque l'amitié régnait entre l'empereur musulman et le roi Catholique, après la rude leçon donnée, aux Maures, à Melille et au Peñon de Velez. Les scrupules du roi, la circonspection qu'il avait apportée à se décider, garantissaient, auprès de ses sujets, la justice de sa cause. Le prestige moral que Charles III exerçait était considérable. Si le souverain rompait avec les Anglais, il fallait que ceux-ci l'eussent gravement offensé. Dès lors, le patriotisme espagnol, dans un instant d'enthousiasme, oublia ses anciennes sympathies pour la Grande-Bretagne (2). Le clergé, les municipalités, les simples particuliers voulurent participer à une guerre aussi légitime et qui promettait d'être glorieuse. Tous rivalisèrent de désintéressement, offrant de l'argent, des matières premières, du vin, des provisions, des bestiaux. Plusieurs malades, sur le point d'expirer, imitèrent la générosité patriotique de ce député des Gremios, Don Juan-Antonio de los Heros, qui légua à l'Etat 30,000 ducats, pour combattre les Anglais. Les mendiants, eux-mêmes, sacrifièrent les quelques réaux,

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 275.

(2) Il y eut tout un bouleversement économique, par suite des prohibitions des marchandises anglaises. Montmorin signale, au 1er juillet 1779, les règlements, édictés à ce sujet. (Aff. étr., Espagne, t. DXCIV, f° 152.) — L'interdiction de la morue, dans la Péninsule, fut, par cet unique article, une perte, pour les Anglais de 10 millions de livres. (Même source, f° 166.)

reçus en aumônes, et firent célébrer des messes, afin d'appeler la protection du Ciel, sur les armes espagnoles.

Il eût fallu, pour réussir, plus d'accord entre les amiraux, et, surtout, plus de célérité.

Le chef de l'escadre espagnole était Don Louis de Cordoba, marin vieilli et usé. D'Orvilliers arriva le 20 juin à l'île de Sizarga, point indiqué pour la jonction des deux flottes. Il attendit, en vain, pendant plus d'un mois. « Il n'est pas permis de jouer ainsi à croix ou à pile les armées navales des deux couronnes », mandait Vergennes, plein d'anxiété, à Montmorin (1). Les Anglais mettaient à profit ce délai pour fortifier l'île de Wight ainsi que Gosport. L'invasion devenait chaque jour plus difficile, et, en France, on commençait à douter du succès.

Ce qui fit surtout échouer l'entreprise contre l'Angleterre, ce fut l'habileté de l'amiral Hardy. Malgré l'infériorité de ses forces, il n'adopta pas le parti désespéré de se retirer dans quelque port. Il sortit, au contraire, de la Manche. Tandis qu'il naviguait au large, libre de ses mouvements, d'Orvilliers le croyait enfermé à Plymouth et dirigeait toute sa manœuvre, pour l'y bloquer. Pendant trois jours, l'armée combinée resta en vue de cette ville, au grand effroi des habitants, car, par une négligence, inconcevable de la part des Anglais, la place n'était pas en état de défense. Le 31 août, Hardy parut avec sa flotte, près des Sorlingues, et gagna l'entrée de la Manche. M. d'Orvilliers se mit à sa poursuite, mais les vents changèrent; il abandonna la chasse et rentra à Brest (2).

En France, on blâma très haut la conduite de cet officier. On accusa sa timidité; on expliqua son manque

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXCIV, 26 juin 1779, 29 juillet 1779. L'escadre de Cadix signalée au cap Finistère le 22 juillet. De Vergennes à Montmorin, 30 juillet.

(2) Aff. étr., Espagne, mémoires et documents, t. CLXXXVIII. Mémoire sur la guerre d'Amérique, année 1779.

de résolution par l'abattement, qui suivit la mort de son fils, enlevé par la maladie, dans le courant de la campagne. D'Orvilliers se justifia, par la disette d'eau, le manque de vivres, la mauvaise santé des équipages. A peine dans la rade, dès le 14 septembre, il donna sa démission et fut remplacé par Du Chaffault.

D'Orvilliers passait pour un très bon manœuvrier (1), qui excellait à faire évoluer ses navires et à les aligner. Mais sa stratégie de parade répondait mal au coup d'audace, que l'on attendait de lui. Peut-être un marin, moins homme de métier, un téméraire, comme d'Estaing, eût-il mieux réussi, en risquant la chance d'un débarquement, devant Plymouth, qui, par hasard, se trouvait dégarnie. Le chagrin, la fatigue d'une longue croisière et les soucis d'une *armada*, aussi formidable que difficile à manier, furent cause de l'échec final. Les navires espagnols marchaient mal, beaucoup de leurs officiers laissaient à désirer. Il avait fallu remplir les cadres de jeunes gens, sans instruction, sans application, parvenus, en très peu de temps, de l'état de garde-marine au grade d'enseigne (2). Quant aux équipages, pour les compléter, on fut obligé d'y incorporer des forçats. L'ensemble ne valait pas grand'-chose; les bons marins, en général, se dérobaient au service de l'Etat et s'engageaient sur des bâtiments de commerce ou de pêche. L'inscription maritime, pour la Péninsule, présentait une source d'abus, car elle com-

(1) Lacour-Gayet, *la Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, p. 405. Aranda, dans une lettre du 5 septembre 1779 à Florida Blanca (Madrid, archivo historico, Estado leg. 4116), trace de d'Orvilliers un portrait assez élogieux, mais l'accuse d'être trop timide, et prétend qu'il laissa passer les trois flottes marchandes qui, en 1778, entrèrent si facilement en Grande-Bretagne. Il lui préfère Du Chaffault, moins bien élevé que d'Orvilliers, moins savant dans son art, mais plus homme pratique : « No es lucido en su explicacion ni cientifico teorico como Orvilliers, pero pasa por mas oficial de operacion y hecho a los disgustos de la mar, con resolucion conocida para obrar. »

(2) Mémoire du chevalier de Bourgoing (Aff. étr., Espagne, t. DXCIII, f° 73), et *Tableau de l'Espagne*, t. II, éd. de 1803, p. 126.

prenait beaucoup de gens, complètement étrangers à la navigation, qui se faisaient porter sur les registres, pour jouir des prérogatives, attachées au titre de matelot *classé*.

Enfin, les états-majors des deux nations ne s'accordaient pas entre eux. M. de Castejon, ministre de la marine, devenant l'écho de ses subordonnés, représenta à Montmorin que la tactique française lui paraissait bien compliquée. Don Louis de Arce, chargé de la division du Ferrol, feignit de ne pas comprendre ses instructions et ne voulut pas rallier le pavillon du comte d'Orvilliers. Il fallut le destituer de son commandement et le remplacer par Solano.

Le seul trophée, ramené à Brest, fut un vaisseau anglais, *l'Ardent*, qui se fourvoya dans la division de Latouche-Tréville. Les équipages, ravagés par le scorbut, perdirent beaucoup de monde, et trois nouveaux convois, venus des Indes orientales et occidentales, rentrèrent sans obstacle.

Avant même le retour de la flotte à Brest, d'Aranda s'agitait, auprès des ministres français, et importunait Vergennes de son humeur difficultueuse et opiniâtre. Son avis était que l'on reprît la mer, le plus tôt possible, pour une campagne d'hiver. Il rédigea, dans ce sens, un plan dont Montmorin eut connaissance et qu'il soumit à Charles III, sans toutefois lui en révéler l'auteur. Il s'agissait d'attaquer Falmouth et de l'occuper, pendant l'hiver. L'escadre du comte d'Orvilliers croiserait des Sorlingues à Ouessant; celle de Cordoba, du cap Clear aux Sorlingues, fermant la Manche, le canal de Bristol et celui de Saint-Georges. La mer ainsi dégagée, M. de Vaux, général des troupes de terre, aurait tenté une entreprise contre la citadelle, l'arsenal et le port de Plymouth.

Le roi d'Espagne étudia, en conscience, ce qu'on lui présenta. Lorsqu'il rendit ce travail à l'ambassadeur, il ne répondit que par ces mots : « Si ces idées viennent

de vos officiers, je n'ai rien à dire; mais écrivez à M. de Vergennes, de ma part, qu'il prenne bien garde de se livrer à celles d'Aranda. Celui-ci a la tête pleine de projets et ne vient à bout de rien, à force d'en changer. C'est ce qui est arrivé en Portugal, lorsqu'il commandait mon armée. Que ceci reste entre le roi, votre maître, M. de Vergennes et vous, continua Charles III; mais, soyez-en persuadé, d'Aranda est capable, par amour-propre, de vouloir tout changer, pour pouvoir dire ensuite que tout allait de travers, lorsqu'il n'était pas consulté et qu'il n'a été conçu de plan raisonnable que depuis que le sien est adopté (1). »

Le roi Catholique se défiait, on le voit, de son représentant à la cour de Versailles. Celui-ci, du reste, par le ton tranchant de ses dépêches, par son insolence, à l'égard de Florida Blanca, ne réussissait qu'à irriter son maître et à se l'aliéner davantage. D'Aranda se comporta, avec si peu de mesure, que le ministre des affaires étrangères, à Madrid, n'osait plus montrer à Charles III les lettres, que lui adressait, de France, l'ambassadeur, car il craignait un éclat, et parce qu'il entendait vider seul la querelle, d'homme à homme. Le beau rôle resta à Florida Blanca. Un jour, il prit la plume et, dans un billet particulier, adressé à d'Aranda, il se déchargea de tout ce qu'il gardait sur le cœur. Il terminait par ces paroles qui provisoirement coupèrent court aux taquineries : « Laissons aux femmes et à ceux, qui ont moins d'esprit que nous, toutes ces petites picoteries, qui ne servent qu'à nous aigrir, tandis que nous devons nous occuper uniquement de la gloire et du service de notre maître (2). »

A Brest, la flotte française, avec ses vaisseaux, fatigués d'une longue croisière et ses équipages, décimés par le scorbut, ne se souciait guère de repartir. On trouvait

(1) Aff. étr. Espagne, t. DXCV, Montmorin à Vergennes, 21 août 1779.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DXCV, f° 164.

qu'il était fâcheux d'employer les réserves, de nos magasins, au profit des navires espagnols (1), assez mal équipés d'ailleurs, malgré la lenteur qu'ils avaient mise à se préparer (2). On se montrait d'autant plus chiche à leur égard que notre arsenal paraissait fort dégarni. Le plan de la descente en Angleterre ayant échoué, nos officiers généraux n'y voyaient plus que des obstacles et lui reprochaient d'être plus avantageux aux Espagnols qu'aux Français. La guerre, en effet, portée dans la Manche, libérait de tout danger les côtes de la Péninsule, et, si l'expédition était onéreuse, la France, chargée de réunir les troupes de débarquement, supportait la plus grosse part des frais et des périls. Les explications, entre Vergennes et d'Aranda, furent quelquefois assez vives. Un jour, notre ministre, à bout de patience, las de répéter des arguments, qui ne portaient pas, de faire valoir l'épidémie, qui sévissait en Bretagne et empêchait le recrutement, éconduisit l'ambassadeur par une boutade d'assez mauvais goût, eu égard surtout au caractère susceptible du personnage.

(1) Archivo historico de Madrid, Estado leg. 4116. M. de Sartine à M. de la Porte, 29 septembre 1779. Mauvais état des navires espagnols, qui demandent à remplacer leurs basses vergues; disette de ces choses à Brest, depuis le combat d'Ouessant.

(2) Madrid, archivo historico, Estado leg. 4116. Sartine à Vergennes, 4 octobre 1779: « Il a fallu leur fournir plus de 30 câbles, un poids d'environ 2 à 3 millions (?) de cordages, des mâtures et des voiles, dont ils étaient totalement dépourvus. » Quant aux besoins des équipages espagnols, ils variaient, suivant que les matelots étaient recrutés dans telle ou telle province: il convient de citer les détails suivants que donne Don Miguel Gaston et qui sont assez pittoresques (même source, Brest, 28 octobre 1779) : « Pour les vêtir, il y a une grande inégalité et qui résulte de la diversité de caractère de nos provinces. Les Catalans, même pour travailler, font difficulté de quitter leurs *chupas* (vestes à manches) et ont bien soin d'en être pourvus. Les Valenciens couvrent leur corps, mais, à force de vivre à la pêche ou dans les rizières, ils ne sentent pas les intempéries, lorsqu'ils sont déchaussés et ne savent pas marcher s'ils se chaussent. Les Andalous, amis d'un jour de noce, quand on les paie, pensent peu à ce qui leur manquera d'argent pour s'habiller; et, quant aux Galiciens, bien qu'ils se refusent d'acheter des vêtements neufs, ils sont tout de même habillés, à force de mettre des pièces. De sorte que, suivant que l'ensemble des matelots est de telle ou de telle province, la nécessité de les habiller se fait plus ou moins sentir. »

« Ne faut-il pas, lui dit-il, en le congédiant, que nos matelots aillent faire des enfants chez eux (1)? » Aranda prit mal la plaisanterie et s'en montra blessé. Mais comme le comte Du Chaffault, de Vaux, Guichen, de Arce, Gaston et Cordoba étaient d'accord, dans un conseil de guerre, tenu le 4 octobre, pour reconnaître que, par suite des brusques sautes du vent, à cette époque de l'année, dans cette rade, il était fort difficile de pouvoir fixer une date certaine à une nouvelle entreprise de l'*armada* combinée, l'Espagne, jusqu'alors préoccupée uniquement d'une descente en Angleterre, se dégoûta subitement de cette opération et ne songea plus qu'à recouvrer Gibraltar.

Il fut convenu que Don Louis de Cordoba retournerait à Cadix, avec une partie de la flotte espagnole, tandis que Don Miguel Gaston, avec le reste des vaisseaux, hiverne-rait à Brest.

II

Depuis que Gibraltar était tombé au pouvoir des Anglais (2), l'Espagne ne songeait plus qu'à recouvrer ce rocher, soit par la force, soit par des négociations diplomatiques. C'était une blessure sanglante, qu'elle gardait à son flanc et que l'Angleterre refusait de guérir.

Au commencement de 1766, le duc de Crillon (3), qui

(1) Ce propos est rappelé par Montmorin longtemps après, le 20 juillet 1780. Il voulait montrer, dans cette dépêche, combien cette plaisanterie, grossie par d'Aranda, avait fait une fâcheuse impression, sur le roi d'Espagne. Ce prince en concluait qu'on traitait en riant, chez les Français, les affaires les plus intéressantes. (Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, f° 204.)

(2) 1704.

(3) Né en 1718, mort en 1796. Fit sous Villars la campagne de 1734 en Italie, combattit avec le duc d'Harcourt, en Bavière, en 1742. Après avoir

était passé au service de l'Espagne, fit un jour sa cour à Charles III et lui demanda de l'employer, lorsqu'il songerait à reprendre cette place. Pour mériter cet honneur (1), il rappelait qu'il avait participé à plus de quatorze sièges, tels que ceux notamment de Pizzighettone, de Tortone, de Fribourg en Brisgau. Charles III le remercia de son zèle et lui dit gracieusement, qu'à la première guerre avec l'Angleterre, ce serait à lui et à nul autre qu'il réserverait d'attaquer Gibraltar. Cependant, en 1779, Crillon ne fut pas choisi, pour diriger les opérations. Il est vrai que l'on songeait moins à une action vigoureuse qu'à un blocus. On croyait réussir facilement, car, d'après les renseignements recueillis, sir Georges Elliot, le gouverneur, ne possédait que quatre mois de vivres, pour une garnison de 3,800 soldats et une population de plus de 3,000 personnes, tant hommes que femmes et enfants.

Le commandant en chef des troupes de terre, au nombre de 8,000 hommes, fut Don Martin Alvarez de Sotomayor, assisté de Don Juan Caballero, en qualité de quartier maître général; de Don Antonio Oliver, major général de l'infanterie; du marquis de Arellano, maréchal des logis; de Don Rudesindo Tilly, commandant l'artillerie. Du côté de la mer, le blocus fut confié à Don Antonio Barcelo (2), marin d'un courage et d'une expé-

été à Fontenoy et au siège de Namur, il fut nommé maréchal de camp. Il assista aux batailles de Raucoux et de Rosbach. Par dépit de perdre le commandement de Boulogne, de l'Artois et de la Picardie, il entra au service de l'Espagne, en 1762. Ancien amuseur de Louis XV et de Mme de Pompadour, il avait dépensé, sans compter, et mangé plusieurs fortunes, la sienne et celle de ses deux premières femmes; il était harcelé par ses créanciers, lorsqu'il passa à la cour de Charles III. (Voir Bourgoing, *Tableau de l'Espagne moderne*, t. II, p. 79, édition de 1803.) L'auteur, parlant des mémoires, laissés par le duc, écrit : « On y retrouve sa franche loyauté, sa bonté sans apprêts et jusqu'à l'aimable désordre de ses pensées. » (Voir également *Mémoires du duc Des Cars*, t. Ier, p. 262.)

(1) Danvila y Collado, t. V, p. 86.

(2) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. II, p. 2, et Aff. étr., Espagne, t. DXCV, f° 3.

rience remarquables, qui devait sa fortune militaire à ses actes de valeur, puisque, à l'origine, simple capitaine du chébec, chargé de la poste, à Majorque, il devint, à la suite de prises remarquables, faites au détriment des pirates marocains, lieutenant général, quoiqu'il ne sût pas même signer son nom.

Le 10 juillet 1779, une circulaire fut adressée aux membres du corps diplomatique, les prévenant que, désormais l'accès du port de Gibraltar était interdit à tout bâtiment de guerre ou de commerce.

Mais ce blocus n'était pas assez étroit, pour empêcher les secours de pénétrer, dans la place. Sir Georges Elliot était si actif qu'il ne laissait aucun repos aux assiégeants, les harcelant, sans cesse, dans leurs propres ouvrages; de sorte qu'obligés à leur tour de se défendre, au lieu d'attaquer, ils ne causaient pas beaucoup de dommage à la forteresse, qu'ils se proposaient de prendre. L'ingénieur militaire Gautier (1) reconnaissait combien il était difficile d'empêcher le ravitaillement. Dans sa correspondance, on retrouve une observation qui est reproduite dans les mémoires Des cars : c'est que les vents facilitaient l'entrée du détroit à tout bâtiment, qui venait de l'Océan, tandis qu'ils paralysaient, au contraire, les navires, stationnés dans la baie d'Algésiras.

On apprit, en Espagne et en France, que l'Angleterre équipait vingt-quatre vaisseaux de ligne, dont le commandement serait confié à Rodney, afin de secourir

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXCVI, f° 187. Se référer également aux *Mémoires du duc Des Cars*, t. Ier, Paris, 1890, p. 228. Des Cars cause avec le comte d'Artois, qui partait, comme volontaire, au siège de Gibraltar; et, comme il avait été marin, il était beaucoup plus savant que le prince et ses aides de camp : « Ces MM. n'avaient, écrit-il, aucune connaissance de la marine, ni d'Algésiras, ni de Gibraltar... Sur une carte, toutes les aires de vent étaient marquées... Je leur comptai tous les vents par lesquels les Anglais venant de l'Océan pouvaient entrer et mouiller à la pointe d'Europe, sans qu'un seul vaisseau de l'escadre combinée pût s'y opposer et pût même appareiller. »

Gibraltar. Cette entreprise paraissait très hardie, presque impraticable. Il y avait d'abord à éviter la flotte de Brest, avec les vingt navires espagnols, restés dans ce port, sous la direction de Don Miguel Gaston. Quand bien même l'action ne serait pas décisive, Rodney en sortirait assez maltraité pour être anéanti, par les deux escadres combinées de Langara et de Cordoba, qui le guettaient, au détroit de Gibraltar. A Versailles, on ordonna de faire sortir de Brest tous les vaisseaux, en armement. Un obstacle insurmontable s'opposa à cette mesure : le renvoi des matelots dans leurs familles, à l'entrée de l'hiver. M. de Sartine (1), notre ministre de la marine, déclara donc que, d'après les recensements, l'appareillage de la flotte était impraticable, et l'on fut obligé de ne mettre à la mer que quatre vaisseaux français aux ordres de M. de Bausset. Vergennes essaya officiellement de justifier notre inaction; mais, en confidence, il avouait sa confusion, lorsqu'il apprit que rien n'était prêt. Aussi, Don Miguel Gaston et d'Aranda, témoins de la faiblesse de M. de Sartine, qui ne parvenait pas à se faire obéir, ne l'épargnaient guère dans leurs écrits, et leurs accusations se répétaient devant Montmorin, tout frémissant de ne pas pouvoir les réfuter (2).

Les Anglais eurent donc assez de témérité et de bonheur pour affronter, avec succès, les dangers d'une longue navigation, pendant une saison défavorable. Ils ne furent inquiétés ni devant Brest, ni devant Cadix. Le mauvais temps, funeste aux Espagnols et aux Français, secondait la hardiesse de Rodney. Cordoba avait voulu joindre Don Juan de Langara, qui venait au-devant de lui de l'autre côté du détroit, mais il ne put l'atteindre. Une tempête rejeta ce dernier dans la Méditerranée et il dut aller se réparer à Carthagène. Cordoba resta au large,

(1) Aff. étr., mémoires et docum. Espagne, t. CLXXXVIII, année 1780.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DXCVII, f° 28.

aux environs du détroit, et faillit être jeté à la côte. Fort maltraité, il fut obligé de se rendre aux conseils de Florida Blanca et rentra à Cadix, pour se refaire. Langara, qui venait à sa rencontre, se trouva subitement en face de Rodney (1).

Un temps sombre, une brume épaisse, qui fermait l'horizon, facilitèrent la surprise. La bataille s'engagea entre les caps Spartel et Trafalgar (2). L'ennemi s'avançait sur deux ailes, pour entourer les Espagnols. Langara n'avait que neuf vaisseaux de ligne et deux frégates. Il fit signe à ses capitaines de gagner le port le plus voisin. Le mouvement s'effectua, mais pas assez promptement pour que le *San-Domingo* évitât l'abordage. Trois jours auparavant, un violent coup de vent lui avait détruit sa grande vergue. Son capitaine, Don Ignacio Mendizabal, passait pour un des hommes les plus courageux de la marine espagnole. Il était ami de Fernan Nuñez, ambassadeur à Lisbonne. Quelques mois plus tôt, s'entretenant avec lui, il lui avait dit : « Il n'y a pas de danger que les Anglais me prennent, parce que, ou ce sera moi, qui les prendrai, ou ils me feront sauter, avant que je ne me rende. » Ces paroles énergiques ne furent pas, dans sa bouche, une vantardise, car, après un feu assez vif, on entendit une violente détonation, et le *San-Domingo*, qu'il montait, disparut, au milieu d'un tourbillon de fumée.

Les deux frégates espagnoles *Santa-Cecilia* et *Santa-Rosalia*, les vaisseaux *San-Lorenzo* et *San-Agustin*, s'échappèrent, grâce à la légèreté de leur marche. L'ennemi put assaillir le reste des vaisseaux, avec des forces triples. La *Princesa* se défendit contre trois bâtiments anglais; de même le *Diligente*, et ainsi des autres. *Le Fenix*, à bord duquel Charles III était venu de Naples à Barcelone, résista pendant six heures. C'était à son bord que

(1) 16 janvier 1780.

(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 294 et *seq.*

se trouvait Langara. Malgré toute cette canonnade, il y eut peu de morts, une centaine de blessés, tout au plus, parmi lesquels le chef de l'escadre, atteint à la tête et à la cuisse, lorsque les Anglais le firent prisonnier.

Presque tous les vaisseaux se rendirent, après une défense d'environ deux heures. Le *San-Julian*, que commandait le marquis de Medina, avait été attaqué par le *Royal-Georges*. Le capitaine espagnol perdit connaissance, au moment où l'on amena son pavillon, affaibli qu'il était par ses blessures. Mais il réussit à se libérer d'une manière singulière. L'état de la mer ne permit pas de transborder son équipage, et, seuls, quelques officiers anglais, accompagnés des hommes indispensables à la manœuvre, passèrent sur le *San-Julian*. Au milieu de la nuit, la tempête devint plus forte; les Anglais se crurent perdus, parce qu'ils ne connaissaient pas les parages, et supplièrent Médina de les guider. Il n'y consentit que s'ils se reconnaissaient ses prisonniers. Ayant obtenu leur consentement, il ramena son vaisseau à Cadix, où il retrouva le *San-Eugenio*, qui s'était délivré de la même manière, les frégates et les autres bâtiments, qui avaient fui dès le commencement de l'action. Rodney avait capturé le *Fenix*, la *Princesa*, le *Diligente* et le *Monarca*. Ce fut en remorquant ces prises que l'amiral anglais entra glorieusement, dans le port de Gibraltar, apportant des vivres et des renforts. Sans perdre de temps, il s'occupa de ravitailler Minorque et de réparer ses avaries.

Charles III récompensa tous les officiers présents à cette action. Don Juan de Langara devint lieutenant général, tous les capitaines de vaisseau furent promus brigadiers. Les familles de ceux qui périrent sur le *San-Domingo* eurent des pensions viagères. Notre ambassadeur se moqua de cette promotion en bloc. « Je ne sais, disait-il, ce que Sa Majesté Catholique fera pour ceux

qui lui gagneront des batailles, s'il traite, ainsi, ceux qui les perdent (1). »

La nouvelle de cette catastrophe répandit la consternation dans la Péninsule. Le peuple se déchaîna, avec violence, contre le ministère et contre la France. Son humeur se manifesta par des propos et des placards fort insolents. Le roi interpella un jour Montmorin et lui reprocha (2) publiquement notre conduite.

Restait la ressource d'arrêter Rodney, lorsqu'il quitterait Gibraltar. Dès les premiers jours de février 1780, Don Miguel Gaston et de Bausset entraient à Cadix, assez mécontents l'un de l'autre. Ce dernier, en particulier, ne tarissait pas contre l'incurie de nos alliés (3). Ce défaut, naturel aux Espagnols, s'augmentait encore par le manque de surveillance et la décrépitude du chef suprême. On accusait Cordoba de sénilité. Il passait, paraît-il, son temps d'une manière qui convenait plus à un moine qu'à un amiral, entendant plusieurs messes par jour, dévidant des rosaires et répétant avec une douceur angélique : « Patience! Les Anglais sont heureux aujourd'hui, demain ce sera notre tour. » Ce portrait ressemble trop à une caricature pour être exact (4). Mais

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXCVII, 20 février 1780.

(2) Même source, 26 janvier 1780.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DXCVII, f° 93. Extrait de la lettre de M. le chevalier de Bausset à M. de Montmorin, 7 février 1780 : « Je ne rendrais pas justice à la vérité si je ne vous disais pas que M. de Gaston est un bon général et que ce n'est pas sa faute si son escadre a si mal navigué et si mal manœuvré. Si ses ordres et ses signaux avaient été exécutés, nous aurions marché avec le plus grand ordre. Mais il n'a pas été obéi une fois. C'est un homme de talent et de mérite, mais il aurait besoin d'être mieux secondé. Il a avec lui M. de Mazarredo qui est son major et qui est un homme de la première distinction dans cette place. On ne peut joindre plus de talent et plus d'activité. »

(4) Ferrer del Rio, t. III, p. 302, note. A côté de ces critiques, il faut, pour être impartial, constater en quels termes Florida Blanca prenait la défense de Cordoba, 27 novembre 1779, lettre à d'Aranda : « Cordoba arriva en vue de Cadix le 19 de ce mois et allait se poster à l'entrée du détroit sans demander des vivres ou des munitions, malgré les récentes tempêtes qu'il a éprouvées dans sa navigation. Il me paraît que ce vieillard est plus

plus d'énergie de la part de ce personnage aurait démenti les anecdotes, plus ou moins controuvées, répandues par ses ennemis. Il fallait ne pas laisser Rodney sortir tranquillement de Gibraltar avec ses prises et douze bâtiments de transport, tandis que cinquante navires de guerre restaient à Cadix, impotents et inutiles. L'amiral espagnol n'ordonna même pas à une frégate de suivre, à distance, le convoi britannique, pour observer sa route.

III

Un des collègues de Florida Blanca, le ministre des Indes, M. Galvez, désirait fournir à son neveu, gouverneur de la Louisiane, l'occasion de se distinguer (1). Aussi soutenait-il à la cour de Madrid qu'il valait mieux combattre les Anglais en Amérique que dans la Manche. A force d'intrigues, il parvint à obtenir de Charles III qu'une escadre, commandée par Don José Solano, irait rejoindre aux Antilles une flotte française, sous les ordres de Guichen. Le but essentiel de l'expédition était de

courageux et plus patient que ces MM. de Brest. Je vous assure bien que je ne les incrimine pas, mais je ne peux m'empêcher de m'étonner que l'on n'ait vu de leur part ni une idée, ni un projet, ni une seule lettre de ces généraux ou de leurs subordonnés qui concourût à avancer, améliorer, corriger ou suggérer les moyens d'une agression, d'une attaque, d'une entreprise, d'une sortie, etc. Tout au contraire, il n'a été question que de risques, de nécessité de se retirer, de se tenir tranquille, de se refaire, de demander à droite et à gauche, de se montrer désireux de la paix, et de passer le temps au port. »

(1) Aff. étr., Espagne, mémoires et documents, t. CLXXXVIII, année 1780, et correspondance de Guichen et de Solano, du 14 mai au 19 juillet 1780. (Documents appartenant à M. le comte de Lauzanne, arrière-petit-fils de Guichen, aimablement communiqués par M. le comte Marc de Germiny.) Le roi Charles III récompensa Don José Solano au retour de cette campagne en lui conférant le titre de marquis del Real-Socorro.

recouvrer la Floride. L'escadre de Solano se composait de 12 vaisseaux de ligne, de 3 frégates, d'un paquebot, et de 114 bâtiments de transport, ayant à leur bord plus de 10,000 hommes. Guichen avait livré aux Anglais trois combats le 17 avril, le 15 et le 19 mai. Il réparait ses avaries à la Martinique quand Solano le fit prévenir de son arrivée prochaine. La jonction des flottes françaises et espagnoles nous assurait sur l'ennemi une supériorité numérique, qui jeta l'alarme, parmi les négociants britanniques. Fort heureusement pour eux, les deux chefs ne purent combiner une action commune. Guichen désirait mettre ses navires en état de retourner en Europe, Solano ne songeait qu'à sauver son convoi. Il refusa, en conséquence, de se prêter à une opération, que Guichen lui proposait contre Saint-Christophe, pour s'emparer de nombreux navires marchands, qui s'y trouvaient réunis. Il prétexta la maladie de ses équipages et le manque de vivres, pour gagner la Havane, où il arriva au commencement d'août. Ce que signalait l'amiral espagnol n'était pas dépourvu d'exactitude, mais la responsabilité de cette disette incombait à ses officiers qui, mal payés, par leur gouvernement, encombraient leurs vaisseaux de pacotilles, qu'ils vendaient à leur profit (1).

Il sembla un instant que la fortune, jusqu'alors contraire aux armes espagnoles, voulût se montrer un peu souriante. Don Louis de Cordoba croisait, entre les caps Sainte-Marie et Saint-Vincent, lorsqu'il reçut un ordre de Florida Blanca, remplaçant provisoirement, au ministère de la marine, M. de Castejon, indisposé. Il lui était ordonné d'aller aussitôt aux Açores surprendre deux convois anglais, l'un à destination de la Jamaïque, l'autre frété pour les Indes orientales (2).

Le 9 août, la flotte espagnole réussit à capturer soixante

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCI, f° 163.
(2) Ferrer del Rio, t. III, p. 309 et *seq.*

de ces navires. Ce succès priva les sujets britanniques, qui se battaient en Amérique, d'un renfort de trois mille hommes, de vêtements, d'armements, de voiles et d'agrès.

En Amérique, les hostilités avaient commencé contre les Anglais dès l'année 1779, aussitôt que les nouvelles de la déclaration de guerre furent parvenues aux Espagnols. Elles s'étendirent sur tous ces territoires du continent, où les sujets de la Grande-Bretagne avaient des établissements, depuis les Mosquitos jusqu'à la Floride. Ce fut d'abord Don Roberto de Rivas Bétancourt, gouverneur intérimaire de Campêche, qui expédia de Bacalar deux petites troupes, l'une sous le commandement du colonel Don José Rosado, qui s'empara de Cayo-Cozina, le meilleur établissement britannique près de Rio-Hondo; l'autre, aux ordres du colonel Don Francisco Piñeiro, qui, après avoir achevé la ruine des comptoirs de Rio-Hondo, parcourut victorieusement toute la province de Campêche, d'où il chassa les Anglais.

De son côté, Bernardo Galvez (1), gouverneur de la Louisiane, enlevait, au mois d'août 1779, Manchak, fort situé à trente-cinq lieues de la Nouvelle-Orléans; Bâton-Rouge et Panmure de Natchez. Après la prise de ces trois postes et pour garder ces positions, avec leurs garnisons prisonnières, il ne restait plus assez de monde à Don Bernardo. Il retourna à la Nouvelle-Orléans et il s'occupa de lever des troupes, afin de continuer ses exploits. Les Indiens Chactas, une des tribus les plus nombreuses et les plus redoutables de l'ouest de la Floride, répondirent à son appel. Dix-sept caciques et quatre cent quatre-vingts guerriers se présentèrent devant lui. Galvez les accueillit, avec une bonne grâce majestueuse, qui les séduisit; aussi, foulant aux pieds les insignes que les Anglais leur avaient donnés, ils reçurent avec joie des mé-

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 345 et *seq.*

dailles, à l'effigie de Charles III, et promirent quatre mille hommes, dès que leurs nouveaux amis en auraient besoin.

Au commencement de 1780, Galvez réunit 1,200 soldats, tant miliciens que vétérans et hommes de couleur, et entreprit une expédition sur la Mobile. Il s'embarqua, avec sa troupe, sur quatorze bateaux. Du 14 au 27 janvier, il n'advint rien de particulier; mais, à cette date, les éléments se tournèrent contre lui et il éprouva une suite de revers, qui eussent accablé un autre caractère que le sien. Ce fut d'abord une partie de ses barques, qui chavirèrent, à l'embouchure de la rivière de la Mobile; 800 soldats, presque nus, durent se réfugier dans une île déserte. Le gouverneur, malgré ce naufrage, ne perdit pas sa confiance. Il fit rassembler les épaves et, pour soutenir le moral de ses hommes, les occupa à confectionner des échelles, avec lesquelles, disait-il, on escaladerait le fort de la Mobile. Fort heureusement, quatre bateaux apportèrent des secours, des vivres, des munitions et tout ce qui était nécessaire pour rééquiper ces braves gens. En dépit du mauvais temps, qui continuait toujours, Galvez se présenta, le 24 février, devant la Mobile, défendue par le colonel Dunford et 300 soldats, tandis que le général Campbell accourait de Pensacola, pour secourir son compatriote. La troupe de cet officier était persuadée que Galvez avait péri, dans un naufrage, avec 700 de ses compagnons. Mais il la détrompa si bien qu'elle n'osa plus approcher et qu'elle battit en retraite, en toute hâte, lorsqu'elle sut que Dunford s'était rendu, le 14 mars, au moment où les Espagnols gravissaient la brèche.

Pour achever cette glorieuse campagne, il ne restait plus qu'à s'emparer de Pensacola; mais Galvez n'avait pas assez de monde. Il partit sur un brigantin, à la Havane, afin de ramener des renforts (1). Il y attendit

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIII, f° 8, nouvelles reçues de la Havane de l'expédition de Galvez à Pensacola. Madrid, 5 avril 1781.

jusqu'au 16 octobre et sortit, avec une escadre de sept vaisseaux et de cinq frégates, dirigée par Don José Solano. Il emmenait, en outre, 3,800 hommes de débarquement et un matériel de siège. Mais, le lendemain du départ, un ouragan terrible, qui dura plus de quatre jours, dispersa l'expédition; chacun s'enfuyant, chassé par l'ouragan, et s'abritant où il pouvait.

En dépit de sa mauvaise fortune, cet homme intrépide réunit à la Havane un nouveau convoi; le 28 février 1781, il reprenait la mer, avec cinq navires de guerre, quelques transports et 1,300 soldats. Le 9 mars, il mit pied à terre dans l'île de Santa-Rosa, à l'entrée du port de Pensacola. Il s'y fortifia et chassa du voisinage deux frégates anglaises, qui gênaient ses mouvements. L'entreprise qu'il voulait tenter était hardie, car il s'agissait de forcer une passe, défendue par le château de las Barrancas Coloradas, hérissé de cinq gros canons.

Le 11, le navire *San-Ramon* mit à la voile et prit l'avant-garde, mais il toucha un écueil, vira de bord, et tous les navires, qui le suivaient, l'imitèrent.

Malgré l'étroitesse du chenal et la connaissance imparfaite des fonds, l'intrépide gouverneur de la Louisiane n'était pas homme à reculer. Il monta sur un brigantin, le *Galvez town*, y arbora son guidon, et passa devant la redoutable batterie, sans qu'il lui advînt aucun dommage. Lorsqu'il fut hors de portée, il tira quinze coups de canon, en manière de bravade, tandis que ses soldats, qui guettaient, de l'île de Santa-Rosa, l'issue de ce coup d'audace, applaudissaient l'heureuse hardiesse de leur chef.

Les forces, amenées de la Havane, ne pouvaient suffire; aussi, d'autres renforts vinrent de la Mobile et de la Nouvelle-Orléans. Ces troupes furent placées de manière à intercepter toute communication, entre la place et le château de las Barrancas-Coloradas. Galvez dut plusieurs

fois changer ses dispositions, parce que ceux de Pensacola le gênaient, par leurs sorties, en même temps que des Indiens, alliés des Anglais, le harcelaient et l'attaquaient, à l'improviste. A la fin, il choisit, comme but principal de ses efforts, un ouvrage avancé, appelé Media-Luna. Comme il ne s'épargnait pas et qu'il courait toujours, où il y avait le plus de danger, il fut blessé, à la fois au ventre et à la main. Ses troupes consternées le crurent hors de combat. Mais il se montra bientôt et ne quitta plus son poste. Don José Solano lui amena d'autres secours de la Havane, car on signalait la présence, le 31 mars 1781, de huit navires anglais, aux environs, et on craignait qu'ils ne vinssent au secours de Pensacola.

On s'apprêtait pour l'assaut, quand une grenade, lancée des batteries espagnoles, incendia le magasin à poudre du fort de Media-Luna et ensevelit ses cent cinquante défenseurs, sous les décombres. Cet ouvrage dominait et battait en plein le fort Georges, un des plus importants. Aussi, dès cet instant, les Anglais ne songèrent-ils plus qu'à se rendre. Le 10 mai 1781, les Espagnols entrèrent en posssession de Pensacola, ville garnie de 153 pièces d'artillerie et défendue par 1,400 soldats et un plus grand nombre de nègres. Le général Campbell fut fait prisonnier, ainsi que l'amiral Chester, capitaine général de cette province (1).

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 345 et *seq.* Au sujet de l'importance de Pensacola, voici un renseignement que donne l'auteur de ces mémoires : « Quoique le pays soit en lui-même peu peuplé et inculte, la position du port était particulièrement importante, pour les Anglais, parce qu'elle était à l'entrée du golfe mexicain, outre que la Jamaïque en tirait beaucoup d'articles de valeur, comme l'indigo, le coton, les pelleteries et le bois de teinture; de sorte que, l'année précédente, le montant des exportations s'était élevé à 122,000 livres sterling et celui des importations à 150,000. Cette perte fut très sensible aux Anglais, et, aussitôt qu'arriva à Londres la nouvelle, il y eut dans la ville pour plus de 300,000 livres sterling de perte. » (Voir Aff. étr., Espagne, t. DCIV, 13 juillet 1781, joie de Charles III, en apprenant la prise de Pensacola, Bernardo Galvez nommé lieutenant général.)

Ainsi prirent fin les brillants exploits de Don Bernardo Galvez et les Anglais furent chassés du golfe mexicain.

Le père de ce général, frère du ministre des Indes, Don Matias Galvez, président du territoire de Guatémala, guerroyait, de son côté, contre les Anglais. Il venait d'apprendre la déclaration de la guerre et faisait ses préparatifs, en conséquence, lorsqu'il sut que le pavillon britannique flottait sur le château de San-Fernando de Omoa.

Un navire ennemi de cinquante canons et deux frégates, avec un bâtiment plus léger, avaient, dès le 23 septembre 1779, jeté l'ancre dans le golfe de Dulce et se proposaient de piller les magasins, où les Espagnols déposaient les marchandises, qui venaient d'Europe. Ils étaient vides; tout avait été mis en sûreté. Les Anglais songèrent, alors, à s'emparer, par surprise, du château de San-Fernando. Ils arborèrent le pavillon espagnol, mais leur stratagème fut découvert et ils durent s'éloigner. Ils revinrent le 16 octobre, débarquèrent à Puerto-Caballo 700 Indiens Mosquitos et Zambos et enlevèrent cette place, le 20 du même mois.

Don Matias voulait la reprendre, à tout prix. Il affama les assiégés, les empêcha de s'abreuver à un ruisseau voisin. Il avait, sous ses ordres, une cinquantaine de vétérans, 300 miliciens, 80 condamnés *au presidio* et 60 nègres esclaves. Il promit à ces gens leur liberté, s'ils se comportaient avec courage, et, lorsqu'il somma le chef anglais de se rendre, il lui fit craindre de ne pas pouvoir refréner la férocité de pareils hommes, dans un assaut. Bien que l'on parût accueillir, avec dédain, de tels avis, ces menaces effrayèrent, car la garnison anglaise déguerpit secrètement, pendant la nuit du 28 novembre 1779.

Après avoir recouvré San-Fernando de Omoa, reçu de l'argent de la Nouvelle-Espagne, des armes, des vivres et des munitions de Cuba, Don Matias Galvez équipa deux colonnes qui ravagèrent les établissements anglais

de Honduras et se portèrent sur le territoire des Mosquitos, où elles donnèrent la chasse aux Indiens, qui se montraient contraires aux Espagnols.

Mais, avant d'apprendre les succès, remportés de ce côté, le président de Guatémala reçut la nouvelle que 400 Anglais et 600 Indiens Zambos et Mosquitos avaient remonté, en pirogue, la rivière de San-Juan, dans l'intention de s'emparer du château du même nom. Il vola au secours de la province de Nicaragua, avec 600 miliciens, il établit son quartier général à Grenade et fit ouvrir un chemin, pour porter des secours. Malgré la valeur du commandant Don Juan de Aysa, qui défendait cette forteresse, avec une poignée de braves, on n'arriva pas à temps. Dès le 29 avril, il avait été obligé de se rendre, parce que les Anglais détournèrent l'eau qui abreuvait la place.

Comme le but constant des ennemis avait été de se ménager un accès sur la mer du Sud, par l'isthme, Don Matias voulut déjouer ce projet. Aussi il transporta, dans ce dessein, son quartier général à Masaya, où se forme la rivière de San-Juan, au bord du lac de Nicaragua. Il réunit toutes les embarcations nécessaires à la défense, et, comme les Anglais pouvaient se glisser, par la vallée de Matina sur Costa-Rica, il chargea Don Tomas Lopez del Corral de veiller de ce côté. Grâce à sa connaissance du pays, cet officier accomplit heureusement sa mission, détruisit l'établissement anglais de Tortuguero ainsi que celui appelé la Boca-del-Toro.

Débarrassé de toute inquiétude, de ce côté, Don Matias songea à reprendre le château de San-Juan de Nicaragua. Il y réussit, dès les premiers jours de 1781. Les Anglais quittèrent secrètement ce fort, occupé aussitôt par les Espagnols. Ils durent la vie à un déserteur, qui leur fit découvrir une mine, à laquelle les ennemis avaient mis le feu, avant de partir.

Ces différentes actions, accomplies loin de la métropole, variées quant au succès et assez espacées, n'impressionnaient pas autant l'opinion que des échecs ou des défaites, subies en Europe, dans la Manche et sur les côtes de la Péninsule. Aussi, le peuple espagnol, mécontent de ce que le projet de débarquement en Angleterre eût échoué, humilié de la déroute de Langara, s'abandonnait-il au découragement, réaction ordinaire d'un excès d'enthousiasme et de confiance.

CHAPITRE VI

LA MISSION DE CUMBERLAND A MADRID

I. Cabales contre Florida Blanca, ambition de Don José Galvez, une négociation secrète; Hussey, sa mission; les émeutes de Londres et lord Gordon, soulèvement contre les catholiques. — II. Mission de Richard Cumberland, anxiété de Montmorin, enivrement de l'envoyé anglais, son mémoire, annotation de Florida Blanca, les gazettes anglaises, arrivée de d'Estaing à Madrid, retour aux idées belliqueuses, étude laborieuse des plans de campagne, détresse financière, l'affaire Drouillet et Cabarrus, colère de Necker. — III. Intervention de la Russie, la neutralité armée, incertitudes de Catherine II, démarche de Cumberland à Saint-Ildefonse, loyauté évidente de Charles III; intervention du prince de Kaunitz; il est éconduit par l'Espagne.

I

Dans les revers, la foule cherche toujours une victime, sur laquelle elle se venge des malheurs publics. L'importance et la capacité de Florida Blanca le désignaient, tout naturellement, aux colères de ses compatriotes. Son crédit, auprès de Charles III, éclipsait des collègues jaloux ou incapables. Ceux-ci unirent tous leurs efforts pour détourner, sur sa tête, l'orage qui pouvait les atteindre. Un de ceux que la reconnaissance liait à Florida Blanca se montra parmi les plus acharnés (1). A ceux qui reprochaient au ministre de la marine une économie absurde, des arsenaux sans matériaux de ravitaillement,

(1) Aff. étr. Espagne, t. DCIII, 24 avril 1781, Montmorin à Vergennes.

bois de construction, fers, cordages ou toiles, Castejon soutenait, avec impudence, que la faute en retombait sur le chef du cabinet (1). Il se représentait, auprès de lui, comme un agent subalterne, obéissant, dans son ressort, aux instructions données; exécuteur partiel d'un plan, combiné à son insu. Mais cette défense ne l'excusait pas d'états de situation mensongers, d'après lesquels la flotte espagnole semblait compter un nombre considérable de vaisseaux de guerre, tandis que beaucoup d'entre eux n'existaient que sur le papier, ou encombraient les ports de carènes, à moitié pourries. Parmi ses collègues, Florida Blanca aurait vainement cherché un allié. Ce n'était pas le ministre des finances, Muzquiz, qui songeait à lui prêter secours; homme médiocre, ne soufflant mot, agissant par routine, gouverné par des commis. A côté des ingrats, comme Castejon, ou des nullités, comme Muzquiz, intriguaient les jaloux, comme Galvez (2). Oncle de Don Bernardo, qui s'illustrait dans le golfe du Mexique, ministre du département des Indes, grand travailleur, au courant des moindres détails de son administration, il recherchait toutes les occasions de se faire valoir et avait aspiré, sans doute, à la succession de Grimaldi. Le mauvais succès de la dernière campagne lui donnait beau jeu, pour laisser entendre ouvertement qu'il avait toujours blâmé la concentration de forces immenses, dans la Manche, que les grands coups devaient être portés aux Anglais, dans les Indes orientales et occidentales. Outre ses collègues, Florida Blanca avait à redouter le crédit du P. Joaquin Eleta, confesseur du roi. Cet esprit brouillon et violent, jadis partisan de la guerre contre l'Angleterre, oubliait les opinions qu'il professait, quelques mois plus tôt, avec tant d'ar-

(1) Aff. étr. Espagne, t. DXCVII, f° 122.

(2) Doniol, t. II, p. 27; t. III, p. 34 et 39. (Voir Espagne, t. DXCVII, 21 février 1780.)

deur, pour se retourner maintenant contre le premier ministre et le traiter de *criminel d'Etat* (1).

N'était-il pas à craindre que Charles III, à la suite de toutes ces intrigues, ne retirât sa confiance à Florida Blanca? Le roi se laissait difficilement pénétrer; mais Montmorin, qui le connaissait routinier, ombrageux et entêté, en même temps que fort jaloux de son autorité, ne prévoyait pas une disgrâce. Un homme, diminué par l'insuccès, blesserait moins la vanité du souverain; une émeute, seule, provoquerait un renvoi. Comme il ne s'attendait pas à un pareil événement, notre ambassadeur se rassurait sur la fortune d'un personnage, qu'il estimait et dont il ne souhaitait pas la chute, malgré la vivacité de leurs altercations. Mais d'autres dangers le préoccupaient. Il craignait que le gouvernement espagnol, dégoûté d'une politique active, ne revînt aux négociations et n'abandonnât, finalement, l'alliance française.

Montmorin flairait une négociation secrète (2), entamée avec l'Angleterre. Ses espions lui parlèrent de paquets, apportés mystérieusement de Lisbonne, sous le couvert de l'ambassadeur espagnol Fernan Nuñez. Piqué dans sa curiosité, il profita d'une conférence avec Florida Blanca, où il était question de la présentation de Gérard de Rayneval à Sa Majesté Catholique, en qualité de ministre, accrédité près du Congrès, pour toucher quelques mots des prétendues machinations. Ces allusions, au lieu de provoquer des explications nettes, éveillèrent la colère de son interlocuteur, qui revint sur ses éternelles récriminations, à propos de la dernière campagne. Montmorin laissa entendre qu'il ne prenait pas le change et que cette tactique, loin de détruire

(1) Doniol, t. II, p. 691.

(2) Aff. étr. Espagne, t. DXCVIII, Montmorin à Vergennes, 13 mars et 28 mars 1780. (Voir également Coxe, *Histoire de l'Espagne sous la maison de Bourbon*, traduction Muriel, t. V, p. 222-245.)

ses soupçons, les confirmait, au contraire. Alors, ce furent des plaintes, contre notre chargé d'affaires, à Lisbonne qui épiait toutes les démarches de Fernan Nuñez, une longue litanie de tous les ennuis que le ministre des affaires étrangères éprouvait de la part du confesseur et de ses collègues; enfin, pressé davantage, il avoua que le commodore Johnstone, par l'entremise d'un certain Cantoffer, avait bien fait quelques tentatives de négociations. Mais rien de tout cela n'était sérieux! Notre ambassadeur ne put en savoir davantage.

L'Angleterre, cependant, poursuivait une intrigue, depuis la fin de l'année 1779.

Au mois de novembre (1), un prêtre catholique irlandais, appelé Hussey, ancien chapelain du marquis d'Almodovar et resté, en Angleterre, après le départ de son patron, tentait quelques démarches auprès de lord Germaine, secrétaire d'Etat du département de la guerre, afin d'obtenir la libération de plusieurs ecclésiastiques, capturés depuis le commencement des hostilités. Admis à l'audience de ce ministre, le chapelain crut comprendre que, si Sa Majesté Catholique consentait à des pourparlers, l'abandon de Gibraltar pourrait, peut-être, récompenser une défection. Cette étrange conversation fut confiée par Hussey au comte de Pignatelli, ambassadeur de Naples, auprès de Georges III. Celui-ci l'engagea à écrire à Florida Blanca.

Le lendemain, quelqu'un se présentait de la part de lord Germaine et demandait à Hussey s'il consentirait à se rendre à Madrid, chargé d'une mission officieuse. Il accepta, autorisé par l'avis favorable de Pignatelli et partit, emportant, comme gage, une lettre que lord Germaine lui avait écrite et qui était ainsi conçue :

« Ayant appris votre intention de vous rendre à Ma-

(1) Arch. hist. Madrid, Estado leg. 4220, lettre de Hussey à Florida Blanca, 24 décembre 1779.

drid, où vous devez avoir, à raison de vos connaissances, de fréquentes occasions de vous entretenir, avec des personnes de haut rang, et qui exercent des fonctions publiques, je suis très persuadé que vous ne manquerez pas de toutes les circonstances, qui pourront se présenter, pour cultiver les dispositions du ministère espagnol, vers le renouvellement de cette bonne harmonie, entre les deux nations qui, à leur grand préjudice, a été dernièrement interrompue. Comme j'ai sujet de croire que les dispositions du ministère espagnol sont telles, en effet, que je viens de le dire, il est sage et conforme à une saine politique de songer à ce que, dans les explications, que vous pourrez avoir, avec les hommes chargés des affaires de ce pays-là, vous ne vous avanciez pas trop, et que vous vous borniez seulement à ce qui pourra confirmer l'Espagne dans l'intention, qu'elle paraît avoir, de faire un accommodement avec la Grande-Bretagne. La confiance qu'inspire la droiture de votre conduite est telle que je vous assure, tant de la part de lord North que de la mienne, que vos représentations seront accueillies, avec la considération la plus amicale. Et s'il arrivait que, donnant un libre essor à vos penchants, vous fussiez un jour autorisé à nous faire quelques ouvertures, de la part de l'Espagne, relatives à une pacification, qui intéresse, si essentiellement, les deux royaumes, je peux vous donner la pleine assurance qu'elles seront discutées ici, avec toute la sincérité et la bonne foi possibles. »

Quelles étaient les intentions de l'Angleterre? Voulait-elle amorcer une négociation sérieuse ou seulement brouiller les alliés, en excitant leurs mutuelles défiances? On se rend difficilement compte de ce que les ministres britanniques projetaient. Au fond, le savaient-ils nettement eux-mêmes, lorsqu'ils envoyèrent un personnage aussi mince que Hussey, muni d'une lettre aussi vague?

Ces pourparlers furent engagés, après la campagne infructueuse de d'Orvilliers. Le danger d'une descente, en Angleterre, provisoirement écarté, pouvait renaître, Langara n'avait pas encore été battu, ni Gibraltar délivré par Rodney. La guerre coûtait cher (1); les emprunts, pour la soutenir, devenaient difficiles. Tels furent les principaux motifs, qui semblent avoir poussé les Anglais à expédier, à Madrid, le prêtre irlandais, muni de la lettre de lord Germaine.

L'accueil de Florida Blanca fut assez froid; il ne s'échauffa que lorsque Hussey parut croire que l'Espagne ne pourrait conclure la paix, sans la participation de la France. Piqué au vif de cette insinuation, Florida Blanca courut à son cabinet et revint les mains pleines de papiers, qu'il mit devant son interlocuteur. « Voilà, dit-il, les documents, qui renferment tout ce qui a été stipulé, entre les deux cours alliées. Il n'y en a aucun qui lie l'Espagne de la manière que vous indiquez. Elle est libre de faire la paix, avec l'Angleterre. Mais, ajouta-t-il, je ne suis pas bien sûr de la sincérité du cabinet anglais, et Gibraltar, affirma-t-il avec emphase, doit être la condition indispensable de la négociation (2)! »

La réponse de Florida Blanca à lord Germaine fut aussi indirecte que l'insinuation de ce dernier. Hussey repartit avec une lettre qu'il devait communiquer. On attendait, à Madrid, une réponse écrite ou verbale, de la part de ce prêtre, à la fin de janvier 1780.

Les ministres prirent connaissance des conditions énoncées. Ils tinrent quatre conseils successifs, avant de rien décider, tant la cession de Gibraltar leur paraissait onéreuse. Mais, soucieux de l'escadre, dirigée par Rodney, dont l'expédition semblait périlleuse, ils n'osèrent rejeter

(1) Aff. étr. Angleterre, t. DXXXIX, f° 39, mémoire sur la situation des finances (1776-1782). En 1780, la dette s'élevait à 3 milliards 313 millions.
(2) Archivo historico Madrid, Estado leg. 4220, journal de Hussey.

de plano une pareille proposition, et ils arrêtèrent les compensations, qu'ils exigeraient, en échange, si la fortune leur était contraire : cession de Puerto-Rico, de la forteresse de San-Fernando de Omoa; une indemnité de deux millions sterling, pour les dépenses faites à Gibraltar, l'artillerie et les munitions; rupture avec la France; confirmation des clauses du traité de Paris, dans toutes ses dispositions, à l'exception de celles, qui venaient d'être énoncées; engagement solennel de ne fournir aucun secours aux *insurgents*, de leur fermer les ports de l'Espagne, en Europe et dans les colonies; coopération à la soumission des Américains.

Trop habiles pour révéler ce qu'un parti désespéré leur dicterait, peut-être, ils affectèrent une assurance, derrière laquelle se cachait leur inquiétude. Un homme, plus fin que Hussey, eût démêlé ce qu'il y avait de factice, dans l'attitude, prise par lord North et ses collègues, et ne se serait pas laissé déconcerter, comme ce négociateur improvisé, à son retour de Madrid. Introduit, en effet, chez lord Hillsborough, Hussey entendit, avec surprise, lord Stormont, secrétaire du département du Nord, déclarer, avec véhémence, que l'Angleterre n'accepterait jamais de livrer Gibraltar, à n'importe quel prix, quand même l'Espagne étalerait une carte de ses états et laisserait un délai de trois semaines, pour choisir ce qui conviendrait. Ce personnage parla ensuite, avec dérision, des promesses de Johnstone, comme si on pouvait ajouter foi aux paroles inconsidérées d'un commandant de croisière. Le malheureux prêtre, tout décontenancé, offrit, en balbutiant, de soumettre, à l'examen des ministres, la lettre, qu'il allait écrire à Florida Blanca. On fit semblant de ne pas l'entendre et on le congédia, dédaigneusement, sans réponse écrite, sans instruction d'aucune espèce.

Hussey avait fait la connaissance d'un secrétaire de

lord Germaine, le sieur Cumberland, qu'il vint trouver et auquel il ouvrit son cœur. L'air égaré, il lui raconta tous ses déboires. Il voulait demander pardon à Sa Majesté Catholique ainsi qu'à Florida Blanca. Plût à Dieu qu'il eût écouté les sages conseils de ce ministre, qui le mettait en garde contre la perfidie anglaise!

Cumberland essayait, en vain, de le réconforter et de raisonner avec lui, de sang-froid. Enfin, il échappa à ce fonctionnaire une assertion singulièrement téméraire. « Vous êtes maître d'écrire ce que vous voudrez, dit-il à Hussey, mais l'honneur du cabinet britannique restera à couvert de tout reproche. Je vous affirme que des déclarations contraires aux vôtres seront faites d'une manière solennelle, par l'autorité compétente et par une commission *ad hoc*. Je briguerai moi-même l'honneur de les faire et d'accepter une semblable mission. Dans quelle position, continua-t-il, vous trouverez-vous, avec l'Espagne, lorsqu'on y sera informé, qu'entraîné par votre caractère ardent et peu mesuré, vous avez présenté, sous un faux jour, une négociation de cette importance? »

L'assurance de Cumberland (1) étonna Hussey; il soupçonna son interlocuteur d'être plus instruit qu'il ne l'était réellement. Il se reprit à espérer et se contenta de se plaindre des termes dont lord Stormont s'était servi. Quand il se fut soulagé de sa mauvaise humeur, il écrivit à Florida Blanca une lettre, dans laquelle se confondent et les réponses officielles des ministres, et les sous-entendus de Cumberland.

« A mon arrivée ici, il y a quinze jours, mandait-il au ministre espagnol, je transmis au cabinet anglais les instructions que V. E. m'avait communiquées. On y discuta l'affaire, pendant plusieurs jours, sans inter-

(1) British Museum add. manuscript 28851 : Particulars of the secret negociation between great Britain and Spain carried on at Madrid in the year 1780 and 1781.

ruption; mais la cession de Gibraltar, comme article préliminaire et comme condition *sine qua non* du traité, le cabinet n'est pas disposé à l'accorder. On offre de négocier sur les bases du traité de Paris. L'Espagne, en ce cas, pourrait aborder la question, sous le titre d'échange de territoire. La Grande-Bretagne entrera en pourparlers, sous cette forme, et l'issue de l'affaire fera voir au monde la sincérité de ses vœux, relativement à un accommodement, avec l'Espagne. Si V. E. pense que cette déclaration suffise pour ouvrir une négociation, dans les règles, la Grande-Bretagne nommera une personne, qui traitera cette affaire, secrètement et avec promptitude. L'Espagne en nommera aussi une de son côté, et, si V. E. me permet d'émettre mes conjectures, sur l'état des choses, je crois réellement qu'on cédera Gibraltar, avec des conditions, mais je ne suis autorisé ni verbalement, ni par écrit, à le déclarer positivement. Le gouvernement anglais nie d'avoir donné aucune instruction ni aucune commission quelconque à Johnstone (1), relativement à des propositions à faire à l'Espagne, en ajoutant, toutefois, qu'il espère que l'imprudence du commodore ne devra point être un obstacle à la négociation. »

Le domestique de Hussey partit pour Madrid, en courrier, le 14 février 1780; cette dépêche n'avait pas été communiquée au cabinet; seuls, lord Germaine et lord Hillsbrough en avaient pris lecture.

A peine cet homme venait-il de quitter l'Angleterre, que l'on apprenait, à Londres, la défaite de Langara et l'entrée de Rodney, à Gibraltar.

Après un pareil succès, pourquoi le ministère britannique ne laissait-il pas tomber ces négociations, à peine ébauchées? Pourquoi, au contraire, les poursuivre avec cette ambiguïté que l'on a remarquée, dès les premiers

(1) Le commodore commandait une croisière anglaise devant Lisbonne.

instants; ces promesses pleines de réticences, montrées officieusement, comme un appât, et retirées aussitôt que l'Espagne a l'air d'y mordre?

Les périls extérieurs, seuls, ne compromettaient pas l'existence du cabinet britannique. Lord North traversait, en cet instant, une crise redoutable, provoquée par des lois, proposées en faveur des catholiques. Aussi, en continuant la négociation, voulut-il, dans son embarras, se ménager une solution, « une porte qu'il ouvrirait ou fermerait (1) », selon qu'il voudrait, ou non, accorder quelque satisfaction à l'opposition, mécontente de la guerre contre les Américains.

Les lois rigoureuses, contre le catholicisme, et qui dataient du règne de Guillaume III, subsistaient encore, dans leur extrême rigueur. Un prêtre catholique ne pouvait accomplir, en sûreté, son ministère, dans la Grande-Bretagne. En 1767, un ecclésiastique, convaincu d'avoir administré les derniers sacrements à un malade, fut condamné à la prison perpétuelle! Les dénonciateurs des *papistes* recevaient, en récompense, une gratification de cent livres sterling. Mme Lingard, la mère de l'historien, morte en 1824, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, se souvenait du temps où sa famille partait secrètement, la nuit, en charrette, afin d'entendre la messe, tandis que le prêtre, qui devait la célébrer, se rendait à l'endroit convenu, déguisé en mendiant.

La position des catholiques et, spécialement, des catholiques propriétaires, était très précaire. Ils dépendaient, entièrement, de leurs parents protestants, qui pouvaient les priver de leurs domaines. A la merci des espions de métier, hors la loi dans leur propre pays, condamnés à une vie cachée, il leur fallait souvent acheter, par des taxes régulières, une exemption de persécution.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, 1er juin 1780, Montmorin à Vergennes.

En 1778, sir Georges Saville proposa quelques réformes : sur l'arrestation des évêques et des prêtres, sur l'emprisonnement perpétuel des *papistes*, qui tiendraient une école, sur leur aptitude à hériter d'une terre. Pour obtenir le bénéfice de cette loi, il suffisait de jurer fidélité au prétendant, de ne pas reconnaître la juridiction temporelle du pape, ni son pouvoir de déposer les souverains.

Cette réforme provoqua, en Ecosse, de furieuses émeutes, dans le cours de l'année 1779. Des maisons, où vivaient des catholiques, furent brûlées, à Edimbourg et à Glasgow. Le parti fanatique, à Londres, qui s'était d'abord montré plus timide, se laissa entraîner, par l'exemple des Ecossais et par les exhortations d'un chef sans scrupules, lord Georges Gordon. C'était un jeune homme de trente ans, de talent très ordinaire, auteur de discours violents et absurdes, prononcés dans le Parlement. Mais, s'il n'avait pas trouvé d'admirateurs, dans la Chambre des communes, il était l'oracle d'une association d'esprits exaltés. Le 29 mai 1780, il y eut un meeting, présidé par Gordon, où l'on résolut de marcher vers le palais de Westminster, afin d'obtenir le retrait des lois, proposées par Saville et qu'on appelait le *Relief Act* (1).

Le 2 juin, vers deux heures et demie de l'après-midi, trois colonnes de plusieurs milliers d'hommes, le chapeau orné de cocardes bleues, arrivèrent, par différentes voies, devant le Parlement. Cette foule ne se proposait d'abord que d'intimider l'assemblée, par cette manifestation, mais elle se grisa de sa force et s'emporta aux pires violences. Elle arrêta les députés et les lords, les insulta, les obligea d'arborer la cocarde bleue, leur fit crier : *No Popery*, pas de Papisme; ceux qui étaient particulièrement connus, pour leur modération, furent en butte aux pires outrages.

(1) LECKY, *ouv. cité*, t. III, p. 504 et *seq.*

Lord Mansfield, sans égard pour ses soixante-seize ans, fut menacé, les glaces de sa voiture brisées, il faillit être mis en pièces, parce qu'il avait obtenu, récemment, l'acquittement d'un prêtre catholique. Il n'échappa que grâce au courage de l'archevêque d'York, qui l'arracha aux assaillants. La voiture de lord Stormont fut brisée et lui-même resta une demi-heure prisonnier de la foule. Lord Gordon parla à la Chambre des communes, présenta la pétition, au nom du peuple; l'assemblée se prononça pour l'ajournement de la discussion. Alors, le démagogue se précipita sur un balcon, et, de là, harangua la multitude, désignant, nominativement, ceux qui s'opposaient à ses vœux, et, spécialement, le chef du cabinet, lord North. L'énergie d'un parent de Gordon sauva la situation, ce jour-là. Il dégaina son épée et cria au peuple que, si un seul homme franchissait le seuil du palais, il tuerait, aussitôt, lord Georges, leur chef, à côté duquel il se trouvait, sur le balcon. La foule se composait principalement de tous ces vagabonds et ces fainéants, qui paraissent sortir de terre, au moment des troubles. Elle n'avait pas de dessein arrêté et elle était déjà satisfaite et amusée de l'effroi qu'elle causait aux deux Chambres. La chaleur suffocante de la journée acheva de la lasser; elle se dispersa, sans résistance, quand les troupes arrivèrent enfin, à neuf heures du soir!

Les jours suivants furent remplis de scènes de pillage, d'incendie et d'excès de toutes sortes. Les chapelles des ministres de Sardaigne et de Bavière furent dévalisées; les ornements sacerdotaux, les croix, les chandeliers promenés, par la multitude, en une procession grotesque et sacrilège. Les malandrins rançonnaient les gens paisibles et les boutiquiers, les menaçant de brûler leurs maisons. Les émeutiers se montraient d'autant plus audacieux que nul officier n'osait ordonner à ses soldats de faire feu. Pour en venir à pareille extrémité, il fallait l'autorisa-

tion d'un magistrat et un délai d'une heure, après lecture du *Riot Act* (1). Une telle interprétation de la loi, au milieu du pillage et de l'incendie, paraissait une absurdité.

Le roi, tandis que ses ministres, tout troublés par les événements, n'osaient prendre une décision, montra un courage calme et un esprit de résolution remarquables. Le 7 juin, il convoqua un conseil privé et obtint de l'attorney général, Wedderburn, l'avis que, si la foule brûlait une maison ou commettait des excès analogues, les militaires pouvaient tirer, la lecture du *Riot Act*, en pareille circonstance, étant complètement inutile. Le conseil hésitait encore, mais Georges III déclara que, fort de l'opinion de Wedderburn, il agirait sous sa propre responsabilité, et, qu'au besoin, il conduirait ses gardes en personne.

Grâce à son énergie, les troubles prirent fin le 7 juin. Dans l'espace de quatre jours, il avait été brûlé soixante-douze maisons et quatre prisons. Quant au nombre des tués, il est difficile de l'évaluer, car beaucoup périrent dans les incendies, ou, tombant inanimés, par suite de l'ivresse, furent jetés, comme des cadavres, dans la Tamise. Lecky s'arrête au chiffre de deux cent quatre-vingt-cinq morts et cent soixante-treize prisonniers.

Ce fut, après les émeutes d'Ecosse et avant celles de Londres, que le ministère anglais décida d'envoyer, en Espagne, Cumberland, le secrétaire de lord Germaine. Il se rendit à Lisbonne. Hussey alla à Madrid, afin de pressentir Florida Blanca. Le chapelain irlandais crut, d'après ce que lui dit le ministre, que l'envoyé officieux pouvait continuer son voyage. Il devait se présenter comme un touriste, traversant la Péninsule avant de se rendre en Italie (2).

(1) Loi contre les émeutes.

(2) Record office, state papers, foreign Spain, t. CCIX, Hussey à Cumberland, Aranjuez, 31 mai 1780 : « ... As you are already so far advanced on

II

Cumberland s'installa très ostensiblement à Madrid avec sa femme et ses filles (1). Admise dans toutes les sociétés, cette famille y faisait singulière figure. Ne sachant ni le français, ni l'espagnol, elle recourait, sans cesse, à la complaisance de Hussey, qui remplissait l'office d'interprète (2). Les commis des Affaires étrangères fréquentaient la maison et escortaient les jeunes Anglaises, à la promenade. Ces gens paraissaient obéir à un mot d'ordre, car toutes leurs manières tendaient à braver Montmorin, à le pousser à bout et à l'entraîner à quelque imprudence. Le gouvernement espagnol semblait le mystifier, car, le sachant inquiet, il le chargeait de rassurer d'autres personnages, qu'il supposait aussi préoccupés que lui. C'étaient deux envoyés américains, MM. Jay et Caimichel, venus à Madrid, pour solliciter des secours, en faveur de leurs compatriotes, et qui étaient fort ennuyés de se rencontrer avec Cumberland (3). L'ambassadeur dévorait, en silence, son mécontentement et se soulageait par les plaintes dont il remplissait ses lettres à Vergennes. Nul moyen, pour lui, de connaître le fond de cette intrigue. Des espions venaient offrir leurs services (3), mais il s'en défiait. Quant à corrompre les employés de Florida Blanca, il

your journey, I think it by all means advisable that you come giving out that you mean to pass through Spain to Italy for the benefit of your health.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, f° 197.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, f° 95.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DC, f° 160. Un nommé Montaigu. Il en est question également dans une lettre de Vergennes du 18 août 1780, Cet homme allait en Hollande et se présentait chez le duc de la Vauguyon. (DC, f° 85.)

n'y fallait pas songer. Seul, M. de Campo, premier commis des Affaires étrangères, possédait le secret, et sa fidélité était à l'épreuve. Dès que Montmorin tentait, lorsqu'il entretenait Charles III, au retour de la chasse, ou pendant le repas du souverain, auquel il assistait, d'aborder l'affaire Cumberland, la figure du roi se rembrunissait; il répondait avec embarras, par monosyllabes ou par des phrases évasives, comme celle-ci : « Monsieur l'ambassadeur, vous connaissez, par Florida Blanca, tout ce qui se passe, en fait de négociations, vous en savez autant que moi (1). » Montmorin ne pouvait, comme son prédécesseur, le marquis d'Ossun, s'autoriser d'une longue amitié, pour insister davantage. Rien de précis ne se révélait. Notre représentant restait la proie de vagues appréhensions. Que voulait au juste l'Espagne? La paix avec l'Angleterre, au prix d'un honteux marché, la continuation de la guerre, ou la médiation des cours d'Autriche et de Russie? Toutes ces éventualités se présentaient, à la fois, se croisaient et se contrariaient.

Le secret de l'Espagne était d'autant mieux gardé qu'elle n'avait rien à nous cacher. Cumberland n'était qu'un épouvantail, qu'elle nous montrait, et rien de plus. Que se passa-t-il, en effet, dans la première conférence, qu'eut cet envoyé, au mois de juin 1780, avec Florida Blanca? Il n'apportait guère que des compliments (2) : « Le roi, son maître, désirait sincèrement la paix; il s'adressait au roi d'Espagne parce que, la France, ayant reconnu l'indépendance des Américains, Georges III éprouvait une répugnance, bien naturelle, à faire les premiers pas vers Louis XVI. » Paroles vagues, destinées à caresser l'amour-propre de Charles III, mais émanées d'un minis-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCI, f° 110.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, f° 139. Note écrite de la propre main de Florida Blanca, 22 juin 1780, et traduite. — Lettre de Montmorin à Vergennes, même date, f° 141.

tère peut-être déjà renversé, à la suite des émeutes de Londres. Aussi c'était, avec la plus grande réserve, que Florida Blanca répondait à ces flatteries; il se montrait instruit des agissements de lord Gordon. Pourquoi se hâter, quand il faudrait recommencer les négociations, si lord North et ses collègues avaient été congédiés?

Grisé, par son importance nouvelle, Cumberland se montrait si content qu'il trompait à la fois et Montmorin et le ministère anglais. Notre ambassadeur se disait, en lui-même, qu'un négociateur ne pouvait paraître heureux sans motif, et, quant à lord Hillsborough, qui recevait les lettres de Cumberland, il croyait, sans doute, le roi Catholique, disposé à traiter. « Jamais, écrivait l'envoyé anglais, le moment n'a été mieux choisi pour détacher l'Espagne de la France. Elle est dans les plus mauvais termes, avec cette puissance. Le roi de Naples, la reine de Portugal pressent S. M. C. de conclure la paix, avec l'Angleterre. Le duc de Crillon a remis au roi un plan, pour attaquer Gibraltar. Quand il a appris cela, le confesseur a menacé de quitter la cour. Le duc d'Almodovar sollicite et fait agir son parent, le duc de Losada, afin de retourner à Londres, en qualité d'ambassadeur (1). »

Quand il connut mieux le terrain, sur lequel il s'aventurait, les difficultés qui se dressèrent devant lui le rendirent moins enthousiaste. Le parti de la guerre lui parut bien fort et le ministre des Indes, Don José Galvez, bien désireux de continuer les hostilités. L'ambition de ce personnage, comme il le constatait, serait toujours satisfaite, quel que fût le succès des armes espagnoles. En cas de

(1) Record office, state papers, foreign Spain, t. CCIX, Aranjuez, 26 juin 1780 : « Cumberland to the Earl of Hillsborough. » Dans une seconde lettre du 27, il est question de toutes les attentions dont sa famille a été l'objet : le roi a ordonné de lui montrer le palais et les joyaux de la couronne. On retient ces dames, jusqu'à ce que la princesse des Asturies, qui était à la promenade, soit revenue; en rentrant, elle aborde les Anglaises, le plus gracieusement du monde...

victoire, lui et ses parents, qui combattaient dans le golfe mexicain, verraient leur réputation grandir; en cas de désastre, Florida Blanca porterait seul le poids de la défaite; il serait sacrifié, et Galvez espérait bien recueillir sa succession (1).

En France, la mission de Cumberland paraissait très suspecte, mais le gouvernement affectait une sécurité qu'il était loin d'avoir. « Quel que soit le motif, qui a engagé le roi d'Angleterre à s'adresser au roi Catholique, écrivait le comte de Vergennes, S. M. est bien éloignée d'en concevoir aucun ombrage; elle applaudit à cet hommage, rendu à la sagesse et à l'expérience consommée du roi son oncle (2). » Langage plus habile que les récriminations de Montmorin dont s'amusait Florida Blanca, enchanté de l'intriguer et de le piquer au jeu, dans l'espoir que, par cet artifice, les Français se montreraient plus souples à adopter les plans de campagne, qu'il lui plairait de leur proposer.

Cumberland, après son audience, avait rédigé un mémoire, que lut notre ambassadeur (3). Tous les arguments de cet écrit tendaient à prouver que l'Espagne pouvait abandonner la France, en usant des motifs, que faisait valoir Choiseul, à la fin de la guerre de Sept ans, pour conclure un traité particulier avec l'Angleterre, malgré les alliances continentales de Louis XV. « Sa Majesté Catholique, ajoutait le mémoire, n'a rien contracté avec les Américains; en cessant les hostilités, elle ne manque pas

(1) Record office, même source, 4 juillet 1780.

(2) Doniol, t. IV, p. 482. (Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, 6 juillet 1780, Vergennes à Montmorin.)

(3) Aff. étr., Espagne, t. DXCIX, f° 150. Traduction de l'écrit remis par M. Cumberland à M. le comte de Florida Blanca, le 26 juin 1780; en note se trouve ceci : « L'écrit sur lequel a été faite cette traduction est de la main de l'abbé Hussey. Cet abbé ne paraît pas fort accoutumé à écrire en espagnol. » En marge, Florida Blanca avait mis cette annotation : « Cet écrit a été remis le 26, jour auquel M. Cumberland partit pour Madrid (il était à Aranjuez), à minuit, après avoir dit qu'il dépêcherait le mardi ou mercredi suivant, 27 ou 28, un courrier à Londres par Lisbonne... »

à sa foi, mais cède à sa bonté naturelle, qui lui interdit de verser le sang. »

Florida Blanca se contenta d'écrire en marge : « L'Angleterre ne devrait faire aucun cas de l'amitié de l'Espagne, ni la désirer, si celle-ci était capable de manquer à la cour de France. » Montmorin s'exaspéra du « langage indécent » de l'envoyé anglais et s'irrita de l'attitude ambiguë de Charles III, de sa conduite contradictoire (1). Le roi Catholique, en effet, suivant l'occasion, professait le zèle le plus dévoué pour sa famille, et, quand on voulait profiter de son attendrissement bénisseur, afin d'obtenir le châtiment que méritaient les impertinences de Cumberland, le souverain se dérobait et usait de ménagements, envers cet aventurier. S'abritant derrière son maître, Florida Blanca opposait aux plaintes de Montmorin un flegme impassible (2). « Vous me prêtez, répondait-il en substance, une influence exagérée. Charles III, fort entêté de ses opinions, est un vieillard qu'il faut ménager, car sa santé s'altère. Sa Majesté a eu une syncope, et un homme, qui avait éprouvé, en même temps, un accident semblable, est mort. Cet événement impressionna péniblement le prince. » Notre malheureux représentant recourait à sa consolation ordinaire. Il adressait lettres sur lettres à Vergennes. « La présence de ce Cumberland me pèse, écrivait-il; il est nécessaire d'avoir une grande provision de patience, envers ces gens-ci. J'en suis quelquefois bien excédé. »

La lecture des papiers anglais (3) le rendait encore plus morose. A la date du 5 août 1780, les gazettes britanniques publiaient les affirmations suivantes : « Selon toutes les apparences, la paix ne tardera pas à se conclure, entre

(1) Aff. étr., Espagne. t. DXCIX, Montmorin à Vergennes, Madrid, 18 juillet 1780.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DCV, f° 113.
(3) Aff. étr., Espagne, t. DC, f° 31.

l'Angleterre et l'Espagne. Il y a déjà quelques jours qu'il est question de cette nouvelle; on n'en parle plus aujourd'hui, comme d'un simple ouï-dire, mais comme d'un fait réel et constaté. Une lettre de Paris porte ce qui suit : « Il est aisé de voir que les nouvelles de l'Amérique sont « très défavorables et que celles de l'Inde ne sont pas meil- « leures. Les Espagnols cherchent à se tirer de la querelle « et la France ne peut rien faire toute seule. »

Les rédacteurs de pareilles nouvelles mentaient, avec effronterie. L'Espagne ne se décidait pas aussi vite et d'autres influences combattaient les tentatives du cabinet de Saint-James. La venue du comte d'Estaing, à Madrid, réchauffait les courages abattus. Le vainqueur de la Grenade apparaissait à la cour, tout sanglant d'une blessure (1) reçue dans les Landes. Elle ne résultait que d'un accident de voiture, mais le roi lui savait gré de la négligence, apportée à se soigner, pour accourir plus vite. Lui et son fils, le prince des Asturies, comblaient cet officier des plus délicates attentions. Montmorin se réjouissait de ces prévenances. D'Estaing faisait oublier l'aventurier anglais. Des nouvelles heureuses ranimaient les idées belliqueuses. Au mois d'août, Madrid se réjouissait de la capture d'un convoi britannique aux Açores, par Cordoba; de la jonction, aux Antilles, des flottes de Solano et de Guichen. L'ambassadeur espérait que ces heureux événements orienteraient définitivement l'Espagne vers la guerre et la dégoûteraient de stériles négociations. Mais il n'était pas au bout de ses contretemps. Les difficultés survinrent, avec la discussion d'un plan de campagne (2). L'éternel projet de descente, en Angleterre, fut de nouveau représenté. D'Estaing opinait, au contraire,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DC, 23 juillet 1780, lettre signée Bessière. On saigne trois fois d'Estaing, après cet accident, et il repart aussitôt que sa voiture est remise en état.

(2) Même source, t. DC, f°s 40 et 59, 10 et 12 août 1780.

pour une campagne en Amérique (1). « Ce n'était pas, en effet, répétait-il, par de stériles croisières, dans l'Océan ou dans la Manche, qu'on forcerait les Anglais à livrer Gibraltar. M. Pitt disait que c'était en Allemagne que la Grande-Bretagne avait conquis le Canada. La Jamaïque était la rançon de Gibraltar, et, si cette île était inexpugnable, il y avait, en Amérique et en Asie, d'assez vastes possessions qui ne seraient pas toutes inattaquables. Si, alors, un seul équivalent ne suffisait pas pour obtenir Gibraltar, plusieurs objets en seraient la monnaie. Il fallait donc aviser, avant le retour de Guichen. Si la Jamaïque était prise, cet officier ne serait en Europe qu'en novembre; en septembre s'il avait échoué. » Quand d'Estaing eut réussi enfin à imposer cette idée, il dut lutter contre de nouveaux obstacles. Le roi d'Espagne ne voulait pas que M. de Guichen retournât à Brest et prétendait qu'il passât l'hiver, à Cadix. D'Estaing et notre ministre de la marine, M. de Sartine, rédigèrent force mémoires pour prouver combien ce dessein était peu pratique. D'Estaing, ennuyé de toutes ces contestations, voulait quitter l'Espagne; Montmorin regrettait sa venue et craignait le mauvais effet d'un départ précipité. A l'enthousiasme passager, provoqué dans la Péninsule, par des succès inaccoutumés, succédaient la lassitude et le désir de conclure promptement la paix. Une des raisons, qui plaidaient, le plus victorieusement, en faveur de cette solution, était la détresse financière du pays (2). Pour amortir sa dette, Sa Majesté Catholique s'adressa à deux banquiers de Madrid, MM. Drouillet et Cabarrus (3).

(1) Même source, t. DC, f°s 104 et 105.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DC, f° 107, et t. DXCIX, f° 204. Le roi d'Espagne s'approprie les dépôts en en payant l'intérêt. Cette confiscation ne produit que 8 millions de livres, tandis que l'on comptait sur 20 millions. On crée un emprunt, remboursable en billets, qu'on sera obligé de recevoir, dans l'intérieur du royaume, comme argent comptant.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCI, f° 51600, Necker à Vergennes, 25 août 1780 et 10 septembre 1780.

Ceux-ci eurent recours à des prêteurs français. Dans cette opération, des moyens furent employés que Necker, emporté par l'indignation de sa probité, condamna avec un excès de rigidité, blessant pour Charles III. Montmorin s'irrita de tant de rudesse (1), qui lui parut déplacée et peu habile. Enervé de la situation tendue, dans laquelle il vivait, il se plaignit, avec amertume, des nouvelles difficultés, qu'on lui suscitait, en France. Il s'agissait d'un emprunt de 36 millions de livres, remboursables, au bout de vingt ans, par des billets du Trésor espagnol, avec un intérêt de 4 pour 100. Ces billets eurent cours forcé. Mais le décret de Charles III ne fut rendu qu'après le versement des espèces, par les prêteurs français. Ce papier, à la suite d'une pareille décision, ne devenait négociable qu'à perte, et quatre maisons de Paris se trouvaient exposées à des faillites, qui en eussent entraîné d'autres. Montmorin termina l'affaire, grâce à sa dextérité, sans démarches ministérielles, après une simple conversation, avec l'un des banquiers de Madrid. Notre ambassadeur redoutait une sortie de Florida Blanca, très monté contre Necker. « Il est dur, écrivait-il, d'être sans cesse exposé à des scènes, dans lesquelles il faut, également, se garantir et d'une vivacité qui gâterait tout et d'une patience apathique, qui annoncerait aussi par trop de nullité et qui, d'ailleurs, s'accorderait mal avec la dignité du caractère dont je suis revêtu. »

III

Tout en discutant des plans de campagne avec d'Estaing et M. de Sartine, Florida Blanca n'avait pas congé-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCI, Montmorin à Vergennes, 10 octobre 1780.

dié Cumberland (1). Il paraissait l'oublier. L'Espagne, suivant sa méthode habituelle, attendait une solution des événements et gagnait du temps. Les négociations diplomatiques se compliquaient, par l'intervention de Catherine II, dans la querelle, entre l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne. Ces démarches de la tsarine paraissaient suspectes à Charles III, qui se rappelait l'étroite amitié, liant, jusqu'alors, la Russie et l'Angleterre. C'étaient des officiers anglais, qui commandaient la flotte moscovite, lorsqu'elle brûlait les vaisseaux turcs à Tchesmé (2). Il y avait quelques mois à peine, en février 1780, Catherine II déclarait qu'elle ferait une distribution d'argent aux pauvres de Saint-Pétersbourg, le jour où elle apprendrait la victoire de Rodney sur la flotte espagnole (3). Peu après, elle donnait une fête à l'envoyé de Georges III, Harris, et lui disait que c'était « comme acompte sur les succès de Rodney ». Elle soupait, avec lui, en tête à tête, sur une petite table de jeu, où deux couverts, seulement, avaient été préparés! Singulière médiatrice, bien versatile, bien partiale, bien déconcertante, par la brusquerie de ses variations. Quel intérêt secret pouvait la guider? C'était ce que Florida Blanca et Montmorin s'efforçaient tous deux de pénétrer, et de leurs discussions ne jaillissait pas la lumière, car tous deux soutenaient contradictoirement des opinions fort vraisemblables. Catherine II avait publié au mois de février 1780, au lendemain de la fête dont Harris était le héros, une déclaration sur la *neutralité armée*, et elle avait équipé quinze vaisseaux de guerre, pour appuyer cette manifestation. Comment fallait-il interpréter ce nouvel acte? Etait-il favorable ou défavorable à l'Angleterre? Les représentants de la France

(1) Aff. étr., Espagne, t. DC. Montmorin à Vergennes, 24 juillet 1780. Florida Blanca avertit Cumberland de la médiation de la Russie. Celui-ci demande à se rendre à Saint-Ildefonse.

(2) Elphinstone commandait la flotte d'Alexis Orloff en 1770.

(3) Waliszewski, *le Roman d'une impératrice*, p. 378.

et de l'Espagne, à Saint-Pétersbourg, s'en émouvaient; le comte Panine, qui combattait les inclinations de la tsarine, en faveur de la Grande-Bretagne, tombait malade à la suite de l'irritation que lui causait la déclaration de la *neutralité armée*. La décision de l'impératrice paraissait provoquée, par un mouvement de colère, à la suite d'un attentat, contre la liberté de la navigation, dont les Espagnols s'étaient rendus coupables, dans la Méditerranée (1). Soucieux d'écarter de Gibraltar tout navire suspect, ils avaient capturé un vaisseau russe, qui se rendait à Malaga. Aussi, Florida Blanca ne voyait-il pas ce que l'association des neutres présentait d'avantageux à la maison de Bourbon. Ce n'était qu'une ligue, destinée à gêner les opérations espagnoles et que l'Angleterre asservirait ou désunirait, si elle lui était contraire. Montmorin, cependant, croyait, qu'en se servant habilement de l'union collective des puissances du Nord, on parviendrait à tarir toutes les sources, où l'Angleterre puisait ses munitions navales. Conjecture assez hardie, puisque Catherine II, ballottée entre deux influences contradictoires, celle du comte Panine et celle du favori Patiomkine, oscillait de l'une à l'autre (2), tantôt orientée contre les Anglais, tantôt disposée en leur faveur. En décembre 1780, elle répondait aux insinuations d'Harris : « Que votre cour me donne une preuve de bonne volonté et je la payerai de retour. » Lord Stormont lui offrait Minorque, si elle amenait la France et l'Espagne à signer immédiatement un traité de paix, sur la base du traité de Paris. Catherine eut peine à cacher sa surprise et sa joie. C'était plus qu'elle n'avait osé rêver. Sa récente déclaration de neutralité la gênait un peu, cependant, pour accepter un pareil arrangement. Mais, en personne à qui les contradictions coûtaient peu,

(1) Aff. étr., Espagne. t. DC, Versailles, 18 août 1780; t. DCI, Escurial, 30 octobre 1780.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCIII, f° 76.

elle prenait vite son parti. « La neutralité armée, disait-elle à Harris, appelons-la la *nullité armée*, si vous voulez, et n'en parlons plus. » Toutefois, une récompense si magnifique, en échange d'une démarche aussi peu coûteuse, ne cachait-elle pas quelque piège? « La mariée est trop belle, on veut me tromper, reprenait-elle, ressaisie par les scrupules et les défiances. A coup sûr, on voulait l'abuser, l'entraîner dans une guerre désastreuse, tandis qu'une autre guerre, autrement fructueuse, l'attendait sur les bords de la mer Noire! Comme le cabinet de Versailles s'entremit certainement, pour arranger l'incident espagnol, la neutralité armée regagna du terrain, dans l'esprit de la souveraine. Elle ne se décida, toutefois, qu'en mars 1781. Harris s'entendit alors brusquement déclarer que l'impératrice renonçait, décidément, à faire des acquisitions dans la Méditerranée et désirait s'en tenir à son rôle de puissance neutre. Offensée et déçue, l'Angleterre accentua son opposition à la ligue des neutres et celle-ci groupa toutes les nations, que l'hégémonie maritime de la Grande-Bretagne blessait ou inquiétait : la Russie, la Suède, le Danemark, la Prusse, la Hollande, les Deux-Siciles, et enfin l'Autriche, après la mort de Marie-Thérèse (1).

Avant que la situation se fût aussi nettement dessinée, Cumberland, inquiet d'être abandonné à lui-même, reçut de Londres, l'ordre de se renseigner, sur les agissements de la Russie, auprès du roi Catholique. La cour se trouvait, alors, à Saint-Ildefonse; il sollicita la permission de s'y rendre et y fut autorisé. Mais le traitement dont il se vit l'objet ne présageait rien de bien favorable (2). On le séquestra de toute société et il attendit, plusieurs jours, l'audience de Florida Blanca. L'air peu encourageant du ministre interdisait toute question; il paraissait à peine reconnaître l'envoyé anglais, à peine se souvenir des pa-

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 342.
(2) British Museum add. mss. 28851, f°s 96 et 98.

roles, échangées, précédemment. Il parla de Gibraltar; mais Cumberland, n'ayant aucun pouvoir, proposa d'en référer à Londres et d'y envoyer Hussey. La rapidité de ce voyage et les frais de poste, occasionnés (1) par les relais, ainsi que l'histoire étrange d'une brouille, survenue entre l'homme de lettres anglais et le chapelain, intriguèrent notre ambassadeur. Il s'alarma bien à tort, car, soudain, Cumberland regagnait Madrid, où on le traitait presque en prisonnier, ou, tout au moins, en suspect. La présence d'un sergent des gardes wallonnes, posté, de planton, devant la porte de ce personnage, indiquait à Montmorin que la négociation se brouillait, avec les Anglais. Mais il ne démêlait pas la cause de cette rupture, qu'il présageait : était-ce la réussite d'un emprunt, plusieurs fois couvert, qui avait ranimé l'arrogance anglaise, en lui fournissant des ressources, ou le patriotisme britannique qui s'offensait des termes d'un ultimatum, apporté par Hussey? En retour de quelques questions, posées à Florida Blanca, le ministre répondait brièvement que Richard Cumberland était un imbécile! Montmorin ne découvrit la clef de l'énigme qu'au mois de février 1781 (2). Une lettre du 20 janvier, adressée par Florida Blanca à Hussey et dont il eut communication, lui prouva la loyauté de Charles III. Ce souverain, s'il avait la prétention d'imposer sa loi à son neveu et de diriger, à son gré, la guerre, n'entendait pas cependant déchirer le traité, qui l'unissait à la France. Comme la cour de Londres se montrait intraitable, sur la question des colonies américaines et de Gibraltar, bien que peu zélée, en faveur des *insurgents*, l'Espagne voulait trouver un moyen de sauver l'honneur de la France, engagée avec le Congrès. Quant

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCI, Escurial, 30 octobre 1780. (Voir également f° 99, 30 octobre, Versailles.)

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCII, f° 42, pièce jointe à une lettre, expédiée le 6 février 1781. Cette traduction est datée du 20 janvier.

au rocher dont les deux nations se disputaient, avec âpreté, la possession, Florida Blanca déclarait considérer la paix comme impossible, tant qu'existerait entre Londres et Madrid « cette pomme de discorde ». Il demandait, en conséquence, le rappel de Cumberland, ne jugeant pas convenable de conserver à Madrid un tel personnage, dont la présence laissait croire qu'on nourrissait impunément son maître de promesses vagues, puisque les Anglais s'imaginaient que Sa Majesté Catholique fût à vendre et ne tentaient aucun effort pour l'acheter!

Si Montmorin rendait justice à Florida Blanca, tout en lui reprochant un goût trop prononcé pour le mystère, il ne gardait pas la même estime à tous les membres du cabinet espagnol. Castejon (1), le ministre de la marine, s'était fort avancé dans les intrigues anglaises, comme le découvrit le comte de Vergennes, qui communiqua les originaux de cette correspondance. Montmorin eût voulu le perdre, car il voyait, en lui, un ennemi mortel de la France. Florida Blanca, d'abord assez disposé à favoriser cette vengeance, se ravisa quand il soupçonna les hautes influences qui protégeaient son collègue, notamment celle du confesseur, le P. Joaquin Eleta.

La négociation directe, qui venait d'échouer, avait été poursuivie en même temps que la médiation de la Russie et de l'Autriche. La tsarine, ayant définitivement renoncé à l'alliance anglaise, abandonna, en raison des sentiments qu'elle avait professés jadis, le rôle principal au prince de Kaunitz, premier ministre de Joseph II. L'Espagne, qui se souvenait des coquetteries, déployées en faveur d'Harris, se tenait sur la réserve et laissait aux Anglais le démérite de blesser, par leur rudesse, la susceptibilité de Catherine II. Avec sa fatuité ordinaire, Kaunitz prétendait triompher de tous les obstacles. Il parlait même

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIII, f° 43.

de convoquer le congrès, à Vienne, en raison de convenances personnelles. Ce beau zèle était accueilli froidement, à Versailles; on connaissait la partialité autrichienne. Econduit de ce côté, Kaunitz voulut pressentir le cabinet de Madrid et chargea son fils de cette mission. Celui-ci s'en acquitta gauchement et ne réussit à tirer de Florida Blanca que des réponses évasives et quelque peu narquoises (1). « Nous sommes persuadés, lui disait, en substance, le ministre espagnol, de votre bonne volonté, mais rendez-nous un véritable service d'ami, en pénétrant les intentions des Anglais et faites-nous part de vos découvertes. »

Le cabinet de Saint-James, qui avait reçu une insinuation écrite de Pétersbourg, au mois de janvier 1781, répondait qu'il n'entendrait aucune négociation, avant que la France eût cessé de soutenir ses sujets rebelles. C'était une fin de non-recevoir, un refus net de discuter; la conduite de l'Angleterre correspondait d'ailleurs à son langage hautain, puisque, quelques jours plus tôt, Georges III publiait un manifeste contre la Hollande et lui déclarait la guerre (2).

Cumberland résidait encore à Madrid, qu'il quitta, seulement, à la fin de mars 1781. Florida Blanca, fixé sur le sort de cette négociation secrète, mit Kaunitz au courant des manœuvres occultes de l'Angleterre et lui déclara, comme défaite, qu'il ne pouvait poursuivre deux négociations : l'une avec le Congrès, l'autre avec l'émissaire

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCII, f°s 45, 67 et 74; et Doniol, t. IV, p. 524, sur cette négociation.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCI, Versailles, 25 décembre 1780. Nouvelle du manifeste publié contre la Hollande par le roi d'Angleterre.

Ferrer del Rio, t. III, p. 344, déclaration de la guerre à la Hollande, 18 décembre 1780. Un commodore anglais, Filding, reconnaît un convoi hollandais; l'amiral hollandais déclare qu'il n'a pas de contrebande et se rend, après avoir tiré quelques coups de canon, pour protester de la violence qu'on lui faisait. Il est emmené en Angleterre. Cet événement fut, paraît-il, un de ceux, qui déterminèrent Catherine II à rompre avec l'Angleterre.

anglais. Surpris par l'étalage de ces confidences, le ministre autrichien, qui s'étonnait avec candeur qu'on ne se laissât pas convaincre par la supériorité de ses lumières et la fertilité de ses expédients, se remit bientôt, et le rappel de Cumberland lui sembla présager la nécessité de son concours, puisque Florida Blanca ne pourrait plus invoquer le prétexte d'une double négociation. Son fils revint donc à la charge, avec son importunité ordinaire. Mais les Anglais s'étudiaient à multiplier les obstacles; aussi, le ministre espagnol se borna-t-il à répondre qu'il lui paraissait inutile de se rompre la tête à chercher des moyens, pour seconder le zèle de l'Autriche; qu'il n'en voyait qu'un seul, ajouta-t-il, en raillant : « Ce serait de transporter 60,000 hommes, en Angleterre; peut-être, alors, Georges III se prêterait-il à quelque accommodement! »

Ce langage montrait clairement que l'Espagne, ajournant, provisoirement, les discussions diplomatiques, allait, de nouveau, recourir aux armes. Elle espérait acheter, par quelque succès, de meilleures conditions.

CHAPITRE VII

MINORQUE, GIBRALTAR, CONCLUSION DE LA PAIX

I. Projet contre Minorque, le gouverneur anglais Murray, le duc de Crillon commande l'expédition, débarquement, siège du fort Saint-Philippe, concours de la France, tentative de corruption, anecdote du duc Des Cars, lettre de Murray sur la capitulation, récompenses de Crillon. — II. Découragement général, Don José Galvez se prononce contre une opération à la Jamaïque, opérations contre Gibraltar, difficultés d'un blocus, le projet de l'ingénieur français d'Arçon; Crillon réprouve les batteries flottantes; contraint d'accepter ce projet, il met sa responsabilité à couvert; voyage du comte d'Artois et du duc de Bourbon, arrivée de l'escadre combinée, dans la baie d'Algésiras, choix judicieux de d'Arçon, incendie des batteries flottantes, ravitaillement de Gibraltar, par l'amiral Howe. — III. Démission du ministère North, cabinet Rockingham, sentiments de Georges III, à son égard, Shelburne, démarche de Franklin, Oswald à Paris, le papier du Canada, Grenville, Shelburne président du conseil, mission de Fritz Herbert, gêne entre Madrid et Versailles, mission de Rayneval, note du comte d'Aranda, marchandages; exigences des Anglais, intransigeance des Espagnols, projet d'une expédition aux Indes occidentales, conférence de Rayneval et de d'Aranda le 28 novembre 1782; bonne volonté de la France, ses offres imprudentes; lettre de Florida Blanca du 23 novembre, communication à Rayneval, hardiesse diplomatique de d'Aranda, joie de Vergennes; ce qu'il faut penser de cette légende, dernières difficultés, à propos des Mosquitos, mission de Don Bernardo Campo.

I

La guerre languissait, pendant les négociations. L'amiral Darby, au commencement de 1781, ravitaillait Gibraltar; les dépêches de d'Aranda ne contenaient que des lamentations, contre l'inaction espagnole. Florida Blanca finit par rompre le silence, dans lequel il se renfermait :

« Vous feriez mieux, lui manda-t-il (1), d'employer votre éloquence contre les Français, car le roi conçoit un plan qu'on vous communiquera bientôt. » Un mois plus tard, il lui révélait ce mystérieux dessein : « Nous allons tenter quelque chose vers Mahon. On est persuadé que nos préparatifs sont destinés à Gibraltar; il faut entretenir cette illusion. Aussi, ce que je vous confie est-il un important secret, car le succès dépend de mille événements, de mille conjonctures. »

Minorque était gouvernée par le général Murray (2). La conduite maladroite et vexatoire, qu'il tint, lui aliéna une partie des habitants, dont il supprima certains privilèges et dont il incorpora les recrues, non pas dans la garnison de l'île, mais dans des régiments britanniques. Une de ses victimes, le marquis de Sollerhic, entretint une correspondance active avec Florida Blanca et lui fournit des renseignements précis, sur l'entretien et la situation des ouvrages fortifiés, ainsi que sur les dispositions de la population. Elle comprenait deux sortes d'individus, les natifs et les étrangers. Parmi ces derniers, se trouvaient des protestants, des schismatiques et des juifs. Les troupes de la garnison étaient hanovriennes et professaient la religion catholique. Le gouverneur qui, pour ce motif, s'en défiait, ordonna d'enlever les sabres aux soldats. Cette mesure humilia fort, ceux qui en furent l'objet.

L'expédition espagnole fut confiée au duc de Crillon; le commandement de la flotte appartenait au brigadier Don Ventura Moreno. Les préparatifs s'exécutèrent à Cadix et personne ne soupçonna le but, que se proposait Charles III. Les uns croyaient que l'on réunissait des renforts pour Buenos-Aires, les autres que les opérations, contre Gibraltar, allaient être vivement poussées et qu'on

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 347, lettres de Florida Blanca à d'Aranda, 9 mai et 5 juin 1780.

(2) Danvila y Collado, t. V, p. 164 et *seq.*

ne s'en tiendrait plus, désormais, à un simple blocus.

Les Espagnols mirent à la voile, le 23 juillet 1781 (1). Leur convoi se composait de 63 transports, montés par environ 8,000 hommes, escortés de 2 vaisseaux, 2 frégates, 2 bombardes, 2 brûlots et 2 balandres.

La traversée s'effectua, sans incidents, mais fut longue, à cause des vents contraires. Il fallut un mois pour franchir la distance de Cadix à Mahon. Néanmoins les Anglais se laissèrent surprendre. Le plan de Crillon était de débarquer, pendant la nuit, à l'est de l'île, sur les deux côtes, qui forment le golfe, au fond duquel se trouve Mahon. Le général en chef conduirait personnellement 5,000 hommes, qui aborderaient à la plage de Mezquita, tandis que le marquis de Casa-Cagigal exécuterait la même opération, avec 1,200 volontaires de Catalogne, par la Cala de Alcofa. Le marquis de Avites, avec le reste des forces, était chargé d'une diversion, à l'ouest, dans les environs de Ciudadela, ancienne capitale de l'île. Par ces combinaisons, Crillon pensait envelopper les soldats dispersés, soit à Mahon, soit dans d'autres localités, et les empêcher de se réfugier, dans le fort Saint-Philippe. Le vent, qui soufflait de terre, retarda cette manœuvre et l'empêcha de réussir, complètement. Murray s'échappa, laissant, aux mains de Crillon, 150 prisonniers. Tous les magasins de l'île, abondamment pourvus de provisions, d'agrès et de munitions navales, tombèrent au pouvoir des envahisseurs. Ces entrepôts contenaient, notamment, plus de 2,000 barriques de viandes salées. Les navires marchands, ancrés dans les ports, s'élevaient au chiffre de 60; on s'empara également de quelques frégates. Pour être maître de l'île, il ne restait plus qu'à prendre le fort Saint-Philippe, position forte, mais que le général en chef n'estimait pas inexpugnable.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIV, f°s 65 et 152. Détails sur le débarquement.

L'Espagne avait sollicité le concours de la France (1), qui ne lui fut pas refusé. Louis XVI pensait que son oncle lui saurait gré de ce procédé et l'aiderait à son tour dans ses entreprises d'outre-mer. Le comte de Falkenhayn et le marquis de Bouzols furent chargés de conduire à Minorque, au mois d'octobre 1781, les régiments de Lyonnais, de Bretagne, de Royal-Suédois et de Bouillon. Leur effectif total s'élevait à environ 4,000 hommes.

On essaya de corrompre Murray. Crillon lui offrit, de la part de Charles III, 500,000 livres et un grade élevé. Ces avances furent repoussées, très dignement, et le général anglais manda à son adversaire qu'il se déshonorait, en se chargeant de pareilles commissions. « Lorsqu'il fut proposé, par son souverain, à votre brave ancêtre, d'assassiner le duc de Guise, écrivit-il à Crillon, il rendit la réponse que vous auriez dû faire, quand le roi d'Espagne vous chargea d'assassiner le caractère d'un homme, dont la naissance est aussi illustre que la vôtre ou que celle du duc de Guise (2). »

Crillon distribua, autour de la place, 120 canons et 40 mortiers. Faut-il croire, en tout point, ce que le duc Des Cars a raconté, au sujet de la reddition du fort Saint-Philippe? Les détails bouffons de ce récit paraissaient avoir été accumulés, dans le but de divertir la petite cour du comte d'Artois, aux dépens de Crillon. « On avait débuté, rapporte Des Cars, par une consommation prodigieuse de poudre, de bombes et de boulets; bientôt, il fallut diminuer, de jour en jour, le bombardement et la place n'était nullement endommagée. Alors Crillon envoya demander, dans les ports espagnols et à Toulon, ce dont il s'apercevait, bien tard, qu'il manquait. Les vents contrarièrent toute arrivée, et l'on était venu à n'oser tirer que deux coups, par pièce, dans

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIV, f° 75, 27 juillet 1781.
(2) Danvila, t. V, p. 199.

les vingt-quatre heures; comme de raison, le feu de la place avait ralenti, dans la même proportion.

« Enfin, l'on se trouva si à court de munitions que Crillon, désespéré, avait pris la désolante résolution de lever son camp et de rembarquer ses troupes. Se promenant un soir, en long et en large, avec l'intendant de son armée, ils concertèrent une dépêche à Madrid, pour rendre compte de la position, où il se trouvait, et de la nécessité de lever le siège. La dépêche fut portée à une frégate espagnole, avec l'ordre d'appareiller, avec la brise de terre, du lendemain matin, et de faire la plus grande diligence.

Crillon passa la plus cruelle nuit du monde. Or, la place, qui avait, depuis quelque temps, diminué son feu, en proportion de celui des assiégeants, en ouvrit un prodigieux, pendant toute la nuit; à la pointe du jour, le feu, cessant tout d'un coup, un pavillon blanc fut arboré et un officier anglais arriva, vers le commandant espagnol de la tranchée, en disant qu'il apportait, à M. de Crillon, la demande d'une capitulation. Cet officier vint chez Crillon qui, d'abord, ne put et ne voulut le croire... Il y crut enfin! Mais la frégate était sans doute partie. « Qu'on aille bien vite à bord, dit Crillon à un aide de « camp, et qu'on me rapporte la dépêche que j'ai envoyée « hier. »

« Cette brise du matin, qui ne manque peut-être pas quatre fois dans douze mois, ne s'était heureusement point levée ce matin-là, et la frégate était encore à l'ancre. L'on rapporta à Crillon la dangereuse dépêche, qu'il avait tenue bien secrète, et alors, s'abandonnant à la joie : « J'étais bien sûr de prendre Mahon », s'écria-t-il (1). »

Tout n'est pas faux, dans ce récit, les projectiles manquèrent et il fallut en rassembler de tous les côtés. Mais

(1) *Mémoires* du duc Des Cars, t. Ier, p. 265.

le désespoir de Crillon a été dramatisé, car il tenait son ennemi étroitement bloqué et la victoire finale eût été le prix d'une longue patience. Un auxiliaire, sur lequel le général en chef ne comptait pas, hâta le dénouement. Ce fut la dysenterie, qui travaillait la garnison du fort Saint-Philippe, ainsi que le scorbut. Murray, du moins, fit valoir cette excuse, auprès du ministère anglais, pour expliquer sa capitulation (1). « Mylord, écrivait cet officier à lord North, je me vois forcé de notifier à Votre Seigneurie que le 5 février j'ai été forcé de rendre le fort Saint-Philippe aux armes de S. M. C., sans que je puisse craindre que l'Europe ne reconnaisse pas l'héroïsme de mes valeureux compagnons. Le scorbut s'était emparé de telle sorte de la garnison et elle était en si mauvais état qu'elle se trouvait réduite à six cents hommes de service; cinq cents d'entre eux étaient plus ou moins touchés de ce mal. Résister seulement trois jours, encore, eût été une témérité, sans autre fruit que d'achever de perdre la garnison. Mais telle était l'ardeur de la troupe qu'elle cachait son mal pour n'être pas privée de la défense de la place, de manière que beaucoup, qui avaient été placés, en sentinelle, ont été trouvés morts. Il peut se faire que l'on n'ait jamais vu un spectacle plus attendrissant et plus noble que celui de cette languissante mais valeureuse garnison, défilant entre les deux armées victorieuses. Elle consiste seulement en six cents soldats moribonds, deux cents marins, cent vingt hommes du corps royal de l'artillerie, vingt Corses et vingt-cinq hommes, tant Grecs que Turcs et juifs.

« L'armée combinée se trouvait formée en deux lignes, depuis le glacis de la place jusqu'à Georgetown, où nos bataillons remirent leurs armes, protestant qu'ils les rendaient seulement à Dieu, se flattant que leurs vainqueurs

(1) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. Ier, p. 374.

ne se glorifieraient pas d'avoir pris un hôpital. Cette assertion était si vraie que même les soldats français et espagnols ne purent retenir leurs larmes, à la vue du misérable état, où était réduite notre garnison. Elle produisit le même effet sur le cœur compatissant du duc de Crillon, dont les secours assidus et compatissants ont dépassé de beaucoup mes espérances. Je peux dire autant des soins du baron de Falkenhayn, commandant les troupes françaises, et du marquis de Crillon, fils aîné du duc, dont l'humanité les rend dignes, en cette occasion, des plus grands éloges. »

Crillon fut nommé capitaine général, grand d'Espagne, et reçut le titre de duc de Mahon. Parmi les cérémonies, qui furent célébrées, à l'occasion de cette conquête, celle qu'imaginèrent les élèves du collège de Vergara, dans le Guipuzcoa, doit être signalée, à cause de son caractère à la fois chrétien, humanitaire et sensible, bien conforme à cette époque de transition. Dans la salle de réception de cet établissement, il y avait une table de douze couverts; tout le long des murs, des sièges étaient disposés, où prirent place les personnages, invités à la fête. Tout à coup, l'orchestre se mit à jouer, lorsque parurent douze pauvres, désignés par les curés des paroisses. Ils s'assirent et les élèves les servirent. Au dessert, on leur donna, à chacun, un souvenir; c'était une reproduction du fort Saint-Philippe, sur lequel flottait un drapeau espagnol (1)!

II

Au commencement de 1782, alors que le fort Saint-Philippe résistait encore, un sentiment de lassitude et

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 359.

de découragement se remarque, dans la correspondance de Montmorin (1). Tout manque, en même temps, s'il faut l'en croire : les vaisseaux et l'argent! Cette maudite expédition de Minorque est ruineuse! Un des partisans les plus ardents de la guerre, à la cour d'Espagne, Don José Galvez, lui-même, parle avec amertume des ennuis dont son neveu a été abreuvé, de toutes les difficultés, qu'il a rencontrées, pour son expédition de Pensacola. Lui, le ministre des Indes, qui défendait, contre les objections de Florida Blanca et les sarcasmes de Castejon, l'utilité des opérations, dans le golfe du Mexique, ne voit plus que les dangers d'une tentative, contre la Jamaïque : les habitants veulent se constituer en République, comme les Etats-Unis. Est-il opportun de fomenter cette rébellion, tandis que les colonies espagnoles, elles-mêmes, sont en proie à la révolte, dans la province de Buenos-Aires et au Pérou? De pareilles paroles semblaient étranges, proférées par un homme aussi énergique, au lendemain de victoires importantes, comme celle qui venait d'être remportée sur le général Cornwallis, dans la baie de Chesapeake; quand de Grasse, avec sa flotte, descendait vers les Antilles, pour rallier Solano à Saint-Domingue. Les pressentiments de Galvez furent justifiés et toute opération importante fut désormais abandonnée, en Amérique. De Grasse, au mois d'avril 1782, fut vaincu aux Saintes et capturé, par Rodney.

Tout l'effort des alliés se concentra, dès lors, en Europe contre Gibraltar.

Le blocus de cette place, jusqu'à l'année 1782, avait été assez infructueux. Sans parler des grandes opérations de ravitaillement, exécutées par Rodney et par Darby, il existait, à cause de la direction favorable des vents et des courants, qui facilitaient, aux navires, venant

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCVI, 11, 24 et 25 janvier 1782.

de l'Océan, l'accès de Gibraltar, des communications continuelles, entre le Portugal et cette garnison, malgré l'activité de Barcelo à poursuivre les corsaires. Il en saisit plus de trois cents. Fernan Nuñez, qui se trouvait alors ambassadeur à Lisbonne, apprit que les négociants de ce pays calculaient que, sur trois navires expédiés, il en entrait au moins un. C'était la base, d'après laquelle étaient établies leurs assurances. Les consuls anglais de l'Algarve et, parmi eux, celui de Tavira, envoyaient, sans cesse, des barques portugaises à Gibraltar, chargées de rafraîchissements (1). En outre, l'espace relativement étendu, compris entre la porte de terre, au nord, et la pointe de l'Europe, au sud, préservait les assiégés des maladies habituelles aux gens resserrés, dans un étroit espace, privés d'air et nourris de salaisons. Ils pouvaient planter des légumes, entretenir des troupeaux, pêcher, respirer l'air du large, se promener, tandis que les artilleurs voyaient éclater, sans danger, les bombes ennemies, préservés qu'ils étaient, par les galeries couvertes, où leurs pièces se trouvaient braquées.

Jusqu'alors, on s'était borné à menacer Gibraltar par le nord, du côté de l'isthme. La place présentait un rocher à pic, hérissé de batteries, et un front de fortifications avec un fossé, taillé dans le roc. A l'est, nul accès, excepté un sentier, appelé le *Pas-du-Berger*. Les escarpements de l'ouest avaient trois étages de batteries. La ville, située au nord-ouest, était protégée à la fois par les défenses du côté de Saint-Roch, et par une enceinte, flanquée de bastions, vers la baie d'Algésiras.

Sachant combien la prise de Gibraltar était souhaitée par Charles III, il ne manqua pas d'esprits inventifs, pour concevoir des projets, et, parmi ceux-ci, le comte d'Aranda ne fut pas un des moins actifs à rédiger des

(1) Fernan NUÑEZ, *Compendio*, t. Ier, p. 338.

plans. Il voulait que l'on disposât des écueils artificiels et sous-marins, contre lesquels viendraient se heurter les bâtiments de secours. D'Estaing proposa un système de bombardement; Barcelo, des chaloupes canonnières.

A la fin de l'année 1781, un ingénieur français, M. d'Arçon (1), se présenta à Madrid, avec la recommandation du comte d'Aranda. Il se flattait de brûler la ville, au moyen de batteries flottantes, protégées par un blindage, en forme de toit incliné, à l'épreuve du boulet et de la bombe, et dont les bois, destinés aux jointures, devaient être arrosés intérieurement, par des pompes, placées aux deux extrémités de la coque. Il demandait, pour la confection de ces machines, dix carcasses de vieux vaisseaux.

Le comité technique, chargé d'examiner l'invention de cet ingénieur, fut séduit, par cette nouveauté. Crillon était encore à Minorque, lorsqu'il fut décidé d'employer les batteries flottantes; il y donnait les ordres nécessaires, pour la destruction du fort Saint-Philippe, quand

(1) *Mémoire du capitaine Amabert sur le siège de Gibraltar.* Cet officier fut le compagnon et le disciple de d'Arçon, ainsi qu'il le déclare dans une lettre adressée à Napoléon. (Arch. de la guerre, pas de date précise, année 1807.) Le Michaud d'Arçon, général et membre de l'Institut, naquit à Pontarlier en 1733 et mourut, à Besançon, le 1er juillet 1800. Il travailla sous la direction de Carnot au bureau topographique du Comité de salut public. (Arch. de la guerre, n° 3723).

Voici la copie de la lettre adressée par le capitaine Amabert à Napoléon : « Sire, au moment où la nouvelle perfidie des Anglais peut donner lieu à quelques plans d'attaque contre Gibraltar, permettez-moi d'offrir à V. M. le tableau fidèle de son dernier siège, avec les plans et les vues de cette place, que j'ai levés et dessinés moi-même. Elève du général d'Arçon, dans l'art de lever et de figurer les plans, son compagnon d'armes sur la batterie flottante la *Talla Piedra*, le jour où il fut forcé d'attaquer cette forteresse, avec des machines imparfaites, je cherchai, dans les premiers moments de la paix de 1783, à visiter les lieux où nous n'avions pu pénétrer et à me rendre compte des fautes qui furent commises, dans cette entreprise, en cherchant les moyens que l'on pourrait employer, pour y réussir un jour. Mon ami d'Arçon, ayant écrit et publié sa justification, au moment où mon travail fut achevé, je ne crus pas devoir le faire imprimer, mais je m'estimerai heureux de l'avoir fait si V. M. le trouve digne d'occuper une place dans son cabinet militaire. »

il reçut une lettre de Florida Blanca, lui ordonnant, de la part du roi, de se rendre à la cour, en toute hâte. Charles III accueillit à Aranjuez le vainqueur de Minorque. Dans cette entrevue, le prince paraissait un peu gêné; car s'il avait à dire à Crillon : « Je vous ai chargé de prendre Gibraltar, » il devait ajouter, à cette nouvelle flatteuse, ce correctif désagréable : « Vous vous servirez des moyens que j'ai choisis, sans vous consulter. » Aussi le souverain essaya-t-il, par ses caresses et ses compliments, de glisser, en douceur, le sans-gêne de ce procédé : « Crillon, lui dit-il, je vous ai fait grand d'Espagne; c'est une dette que mes aïeux ont contractée, envers les vôtres, et que je suis heureux d'acquitter, en votre personne. Je vous ai nommé capitaine général de mes armées. » Crillon baisa la main du roi et le remercia (1). Celui-ci n'eut pas le courage de lui en dire davantage et laissa ce soin à son ministre des affaires étrangères. La présentation de d'Arçon au général en chef eut lieu, dans la maison de Florida Blanca. L'ingénieur déploya un croquis, développa ses explications, devant Crillon, étonné, mécontent et peu convaincu de tous les arguments qu'il entendait. Après tant de grâces reçues, il n'osait dire à Charles III : « Cherchez un autre que moi, pour conduire le siège, » mais il était blessé de se voir ainsi forcer la main. La discussion, entre lui et d'Arçon, dura plus de trois heures. Il ne se rendit que sur les instances de Florida Blanca. « Le roi le veut ainsi, lui dit ce personnage, et vous l'ordonne; moi, je vous le demande, comme son ministre, et je vous en prie, comme votre ami. » Vaincu par ces paroles, Crillon donna son consentement, non toutefois sans la restriction suivante, qui mettait son honneur à couvert de tout reproche. Il laissa, entre les mains de ses amis, M. et Mme de Marco, un acte

(1) Danvila y Collado, t. V, p. 263 et *seq.*

authentique, daté du 12 juin 1782, et ainsi libellé : « Je pars pour Gibraltar et je déclare que c'est pour obéir aux ordres du roi que j'accepte le commandement que S. M. m'a fait l'honneur de me confier, afin d'aller exécuter, contre cette place, le plan des batteries flottantes. Je m'oblige à aider M. d'Arçon de tous mes moyens et à y concourir, jusqu'au moment où les batteries aient commencé leurs attaques. Je me suis efforcé, auprès de S. M., de m'opposer à l'exécution de ce projet, qui me paraît contraire à la prospérité et à l'honneur des armes du roi; aussi je déclare ici que dans le cas où, contre mon opinion, la place serait prise, par l'effet des batteries flottantes et par l'assaut, qui suivra leur action, toute la gloire de ce fait d'armes doit revenir à M. d'Arçon, ingénieur français, auteur de ce projet. Je déclare aussi que, dans le cas où les batteries flottantes n'obtiendraient pas un succès favorable, nul reproche ne pourra m'être adressé, car je n'ai pris aucune part à ce plan et je n'ai été compté pour rien. Je demande à M. et Mme de Marco (au nom de toute la confiance que m'inspirent leur amitié, envers moi, et l'intérêt qu'ils prennent à mon honneur, que je dépose entre leurs mains) d'ouvrir ce pli, seulement, au moment où parviendra à Madrid le courrier que j'enverrai au roi, afin de le prévenir que l'attaque des batteries a commencé... Par ce moyen, le public de Madrid sera au courant de l'événement vingt-quatre heures avant que la fortune se soit prononcée, et l'issue sera connue, par le second courrier que je dépêcherai, au roi, vingt-quatre heures après le premier. Je certifie, en même temps, ici, que la présente déclaration a été faite, avec la permission formelle du comte de Florida Blanca, ministre d'Etat, approuvée par S. M. (1). »

En France, on se montrait moins pessimiste que Crillon;

(1) *Mémoires militaires de Louis de Berton, duc de Crillon*, Paris, 1791, p. 328 et 362.

le baron Des Cars (1), faisant un jour visite à M. de Vergennes, trouva ce ministre, contemplant curieusement un modèle de batterie flottante, placé sur son bureau. « Monsieur, lui dit Vergennes, je n'ai qu'un seul regret : c'est de ne pas monter un de ces bateaux (2). »

Le sentiment qu'il exprimait était celui de beaucoup de gentilshommes français, qui demandèrent à passer en Espagne, comme volontaires. Les plus qualifiés d'entre eux furent le comte d'Artois et le duc de Bourbon. Le second voyagea *incognito*, sous le nom de comte de Dammartin, accompagné du comte de Puységur et du marquis de Vibraye. Le frère du roi emmenait, avec lui, le duc de Maillé, son premier gentilhomme, le prince d'Hénin, le chevalier de Crussol et le baron Des Cars, ses capitaines des gardes, ainsi que le comte de Vaudreuil, son ami intime. Ils remplissaient, eux et leurs gens, trente-cinq voitures.

Ce voyage préoccupait, quelque peu, notre ambassadeur (3). Il redoutait la légèreté du prince ou des jeunes gens, qui l'entouraient, assez fats, assez railleurs de leur naturel, tout disposés à rire des étranges coutumes, qu'ils rencontreraient, dans la Péninsule, où tout leur semblerait, peut-être, bien arriéré et bien grossier. Montmorin demandait, à Versailles, l'autorisation de chapitrer le comte d'Artois; il se promettait de lui recommander une attention particulière, afin de ne pas heurter la dévotion scrupuleuse et pudibonde de Charles III. Ces précautions n'étaient pas inutiles. Malgré toute la docilité,

(1) Voici quelques explications sur ce personnage qui fut successivement le chevalier, le baron, le comte et le duc Des Cars. Jean-François, fils de François-Marie, comte Des Cars, et d'Emilie de Fitz-James, fut d'abord chevalier de Malte. Il prit le titre de baron après la mort de son second frère, Jacques-François, tué sur le vaisseau *le Glorieux*, le 12 avril 1782. Après la mort de son frère aîné, en 1815, il devint comte, puis duc en 1816, lorsque Louis XVIII lui eut conféré ce titre.

(2) *Mémoires de Des Cars*, t. Ier, p. 227.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCVII, Montmorin à Vergennes, 12 mai 1782.

que montra le prince, malgré sa sagesse exemplaire, le confesseur (1) flaira en lui *un tunante*, c'est-à-dire un mauvais sujet. En cette occurrence, l'archevêque de Thèbes fut moins *Béotien* qu'à l'ordinaire : il jugea une telle compagnie dangereuse; aussi s'opposa-t-il à ce que l'infant Don Gabriel suivît son cousin jusqu'à Gibraltar (2).

Le comte d'Artois avait été reçu, par Charles III, à Saint-Ildefonse, où il occupa les appartements de l'infant Don Louis (3). Il partit bientôt pour Madrid, puis se rendit au camp de Saint-Roch. Il y arriva peu de jours avant la flotte combinée de Guichen et de Cordoba (4), et il assista, lui et ses compagnons, au beau spectacle maritime, qui se déroula devant eux, dans la baie d'Algésiras.

L'attaque des batteries flottantes n'eut lieu que le 13 septembre. Le choix de leur embossage avait été désigné par d'Arçon, avec beaucoup de discernement.

Le môle vieux formait une longue saillie dans la rade, et était garni d'une batterie considérable de canons de gros calibre, faisant face aux lignes de Saint-Roch. Une

(1) *Mémoires de Des Cars*, t. Ier, p. 238.

(2) Il est curieux de relever, dans le *Morning Herald* du 31 août 1782, les *spirituelles* plaisanteries que trouvèrent les journalistes anglais, à l'occasion de ce voyage. (Aff. étr., Angleterre, t. DXXXVIII, f° 106.)

« La suite militaire et l'équipage de camp du comte d'Artois consistent en dix-sept cuisiniers, cinq cents bâtons de pommade, deux maîtres à danser, onze chanteurs, un boisseau de poudre à poudrer, deux chapons d'Italie, soixante-dix-sept savonnettes, dix-neuf brosses à dents, trente-neuf bouteilles d'eau de lavande et de Hongrie, six tailleurs, quatre marchands de modes, une épée qui n'a jamais dégainé et un mousquet qui rate... »

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCVIII, Montmorin à Vergennes, 25 juillet 1782 : Etiquette observée, à l'égard du comte d'Artois, comme pour les infants. Le gentilhomme et le valet de chambre, qui le servent à table, mettent un genou en terre, quand Monseigneur boit.

(4) Se référer à la *Revue des questions historiques* d'avril 1904, article du comte Marc Le Bègue de Germiny, *Guichen et les dernières croisières franco-espagnoles, passim.* Avant de se rendre à Gibraltar, Guichen avait établi une croisière aux Açores avec Don Antonio Osorno Herrera; puis il revint à Brest, avec Don Louis de Cordoba, et, après avoir rallié la Motte-Piquet, se rendit à Gibraltar.

batterie flottante, placée en face de ce môle, était destinée à le balayer dans toute sa longueur; une autre, mouillée plus à droite, battrait la partie intérieure du môle, tandis que deux autres bombarderaient le front du rempart et de la ville.

Le plan de d'Arçon consistait à concentrer, sur un même point, tout le feu de l'artillerie, soit des tranchées, soit des navires, de manière à détruire, en quelques heures, le vieux môle et la porte de terre. Après avoir rendu cette position intenable aux défenseurs de la place, il comptait jeter, au moyen de quelques vaisseaux de ligne, 4,000 hommes, dans l'anse de los Remedios, qui se précipiteraient, à travers la ville, occuperaient les casernes, l'hôpital et la pointe d'Europe.

Une série de contretemps fit échouer ces combinaisons (1).

On s'aperçut, d'abord, que le calfatage des batteries était manqué. L'eau se répandait, dans l'intérieur, et risquait de mouiller les poudres, quand on faisait jouer les pompes. L'incombustibilité des bâtiments était dès lors compromise. On ne pouvait songer à recommencer le travail; les personnages, conviés à la prise de Gibraltar, s'impatientaient; d'Arçon dissimula son inquiétude et s'occupa de déterminer les fonds, où s'ancreraient les batteries. Il s'embarqua, de nuit, sur une chaloupe et opéra des sondages, entre le môle vieux et l'isthme (2). Mais il ne put achever sa reconnaissance, parce qu'il fut aperçu de la place et mitraillé.

Enfin, un système de bouées, munies de câbles, devait

(1) Danvila, t. V, p. 292, cite une apologie détaillée de d'Arçon, écrite en espagnol et intitulée *la Jornada del dia* 13 *ante Gibraltar*. Elle concorde avec le mémoire d'Amabert des Archives de la Guerre et avec les *Mémoires de Des Cars*, t. Ier, p. 305 et *seq*.

(2) Des Cars accuse même Crillon d'avoir égaré une carte hydrographique, dressée par d'Arçon; ce qui serait fort grave, étant donnée son opposition au projet de l'ingénieur français.

permettre aux batteries flottantes, navires assez difficiles à manœuvrer, à cause de leur poids, de se retirer hors de la portée du tir ennemi, si elles se trouvaient trop maltraitées. On négligea, encore, cette dernière précaution.

Le 13 septembre, à sept heures du matin, la batterie la *Pastora*, commandée par le chef d'escadre Don Ventura Moreno, appareilla; la *Talla Piedra* la suivait, ayant à bord d'Arçon et le major général de Crillon, le prince de Nassau; puis vinrent la *Paula primera*, *Rosario*, *San-Cristobal*, *Principe Carlos*, *San-Juan*, *Paula segunda*, *Santa-Ana* et *Dolores* (1).

Ces bâtiments manquèrent leur embossage; ils furent entraînés, soit par les vents, soit par les courants, beaucoup trop au sud. Les chaloupes canonnières, qui devaient aider les batteries, ne bougèrent pas de leur mouillage. De sorte que tout se borna à un duel d'artillerie, entre les trois batteries, montées par Moreno, Nassau, Gravina et les canonniers d'Elliot, le gouverneur anglais. Les sept autres mouillèrent au large, à portée à peine du feu de l'ennemi.

Du côté de la tranchée, 166 pièces restèrent muettes, faute de gargousses.

Crillon voyait que les trois batteries faisaient bonne contenance et s'apprêtait à envoyer, aux autres, l'ordre de se rapprocher, lorsqu'un messager de M. d'Arçon, M. O'Connel, se présenta. Il était légèrement blessé au front. Il annonça, au général en chef, que le feu était à bord de la *Talla Piedra* et des deux autres batteries; qu'on ne parvenait pas à l'éteindre; qu'il faudrait débarquer les équipages et détruire les bâtiments, après les avoir évacués, pour empêcher les Anglais de s'emparer des carcasses et de l'artillerie (2).

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 382.
(2) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, Versailles, 13 octobre 1782.
Crillon, malgré ce désastre, se faisait fort d'enlever Gibraltar, en construi-

Aussitôt, Don Louis de Cordoba reçut l'ordre d'envoyer, à la nuit, les canots et les chaloupes de l'escadre combinée, pour secourir ces braves gens; mais, par suite d'un malentendu inexplicable, rien ne fut exécuté. Les trois navires restèrent abandonnés, exposés, toute la nuit, au canon des Anglais. Quant aux sept autres, qu'on pouvait aisément ramener à Algésiras, on préféra les incendier.

Le lendemain, à la pointe du jour, les trois batteries formaient autant de bûchers ardents, au milieu de la mer, et les cris des malheureux, qui les montaient, se faisaient entendre, jusqu'aux tranchées. Deux sautèrent en l'air. Une brûlait encore. Le commodore Curtis, risquant sa vie et celle des siens, s'aventura, avec quatre chaloupes, pour recueillir les survivants. Le malheureux d'Arçon, à la vue de tout ce désastre, regrettait de n'avoir pas été tué sur la *Talla Piedra*, et répétait, comme un fou, cette phrase étrange : « J'ai brûlé le temple d'Ephèse (1). »

Quelques jours plus tard, il s'éleva un fort coup de vent d'ouest et de nord-ouest. Un grand nombre de petits bâtiments, mouillés dans la rade d'Algésiras, furent jetés à la côte; un vaisseau espagnol, le *San-Miguel*, fut entraîné jusqu'au dedans du môle neuf de Gibraltar et obligé de se rendre (2).

Ce fut vers la fin de ce coup de vent que l'on signala, le soir, à l'entrée de la nuit, une escadre anglaise, forte d'une quarantaine de vaisseaux de ligne, de plusieurs

sant une vaste digue : « C'est ainsi, répétait-il, qu'Alexandre a pris Tyr. » Quelqu'un de l'état-major se hasarda à lui répondre : « Mais il est probable que les Phéniciens n'avaient pas d'artillerie. »

A Versailles, le projet paraissait absurde, et Vergennes écrivait : « Si M. de Crillon se charge de poser la dernière pierre, je n'ai rien à dire : son courage lui tiendra lieu de prudence. »

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 385.

(2) Se référer à une lettre du comte de Maillé, datée du camp de Saint-Roch, 13 octobre 1782. (Aff. étr., Espagne, t. DCIX, et, même source, extrait d'une lettre de M. Curtis, commandant le vaisseau anglais *le Brillant*, à M. Stephens, datée de la pointe d'Europe, à Gibraltar, le 15 octobre 1782.)

frégates et cutters, escortant 45 bâtiments de transport. L'amiral Howe, qui la commandait, craignant de mouiller de nuit, avec tant de bâtiments, dans une rade aussi petite et aussi mauvaise que celle d'Europe, se dirigea aussitôt sur Malaga.

Dans l'après-midi du 13 octobre, Don Louis de Cordoba fit signe à son escadre de mettre à la voile L'on ne voyait plus les Anglais, l'on sut, qu'à la hauteur de Malaga, l'amiral Howe avait viré de bord et couru sur la côte d'Afrique, au-dessus de Ceuta. Lorsque Cordoba arriva à son tour, il ne trouva plus les Anglais : ils étaient déjà dans le détroit, après avoir conduit leur convoi, à la pointe d'Europe. La flotte combinée se mit à leur poursuite, l'avant-garde française rejoignit l'ennemi, dans l'Océan, mais l'amiral Howe, ayant accompli sa mission, qui était de ravitailler Gibraltar, échangea seulement quelques coups de canon, avec ceux qui le serraient de trop près, et ramena son escadre, en Angleterre.

III

Le ministère de lord North avait donné sa démission le 20 mars 1782 (1). Un cabinet d'opposition devait nécessairement remplacer celui qui s'était fait, devant la nation, le champion de l'absolutisme, le défenseur du parti royal. Mais, quoique provisoirement affaiblie, l'influence de la couronne demeurait encore formidable, étant données la valeur personnelle de Georges III et la division de l'opposition. Le roi d'Angleterre n'était plus, comme en 1763, le faible pupille de lord Bute, le jeune homme à

(1) Lecky, *ouv. cité*, t. IV, p. 206, 215 et 224.

peine émancipé de la tutelle de sa mère, la princesse de Galles. Avec l'âge, avec l'exercice du pouvoir, ses facultés s'étaient développées, et ses ennemis le considéraient comme un adversaire insinuant et dangereux, connaissant le détail des affaires publiques, le caractère et les faiblesses des hommes politiques. Personnellement doué d'un grand courage, Georges III savait cacher ses desseins, par une dissimulation impénétrable; il les poursuivait, avec une persévérance tenace et indomptable, habile, entre tous, à persuader, dans une conversation, son interlocuteur, à le gagner à ses vues, à capter sa confiance. C'était avec un pareil jouteur que le ministère devait se mesurer.

Le retour de l'opposition au pouvoir paraissait un présage favorable, pour une prochaine pacification, puisque les membres de ce parti s'étaient, en général, prononcés favorablement, à l'égard des Américains. Rockingham, qui venait d'être nommé premier lord de la Trésorerie, avait déclaré à ses amis qu'il ne prendrait la direction du ministère que si le roi l'autorisait à conclure la paix, avec les Etats-Unis, sur la base de l'indépendance.

Mais la situation de ce ministre parut, tout d'abord, insoutenable, tant le roi multiplia, envers lui, les procédés outrageants. Il affecta de ne jamais communiquer directement avec Rockingham. Le secrétaire d'Etat Shelburne fut chargé d'être l'intermédiaire royal, auprès du chef du cabinet. Ce dernier, légitimement blessé, voulut, dans un premier mouvement d'indignation, donner sa démission, et ne renonça à cette résolution que sur les instances de Fox et de Richmond. Encore, si le parti de l'opposition eût été d'accord! Mais il se trouvait divisé et donnait prise à toutes ces intrigues, que le roi excellait à fomenter. Deux éléments dissemblables se trouvaient rapprochés, dans ce ministère whig : le principal suivait Rockingham, inspiré et guidé par Burke; le plus petit

avait pour chef lord Shelburne et se composait des anciens disciples de Chatham.

La faveur que semblait témoigner, à Shelburne, Georges III n'était qu'une manœuvre; car, en réalité, le roi le détestait et, dans son particulier, le traitait avec mépris, l'appelant dédaigneusement le « jésuite de *Berkeley square* ». Cette dénomination injurieuse faisait allusion à un reproche dont les hommes des partis les plus opposés s'accordaient à accabler Shelburne, défaut qui, à les entendre, gâtait ses plus belles qualités.

On lui reconnaissait un remarquable talent de discussion; à la Chambre haute, les gens de goût critiquaient sa rhétorique ampoulée et déclamatoire, mais il entraînait l'assemblée par une éloquence serrée et suivie, débrouillait l'affaire en discussion et soutenait les avis, qu'il émettait, par d'excellents arguments. Pendant la longue maladie de Chatham, il avait été son conseil et son principal représentant. Désintéressé, à l'abri de cette corruption et de cette vénalité, alors si communes, il semblait digne de l'estime des honnêtes gens, mais son peu de franchise attirait sur sa tête les sarcasmes méprisants dont le criblait le roi. Lord Holland le traitait publiquement *d'infâme menteur*, et Horace Walpole disait : « qu'il ne pouvait tromper, qu'en disant la vérité. »

C'était à un pareil ministère, dont l'existence semblait précaire, à cause de son peu d'homogénéité et de la haine, que lui portait le roi, qu'incombait la tâche difficile de nouer les négociations avec les Américains, les Français et les Espagnols.

Avant que la démission de lord North fût connue à Paris, Franklin avait envoyé à Shelburne une note (1),

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCVI, Versailles, 18 avril 1782. Vergennes à Montmorin. LECKY, t. IV, p. 224; DANVILA, t. V, p. 358; et lettre d'Aranda à Florida Blanca, 11 mai 1782. (Archivo historico de Madrid, Estado leg. 4079.)

dans laquelle il lui rappelait leur vieille amitié. Il terminait cet écrit, en souhaitant que la paix fût bientôt rétablie. Lorsque Shelburne reçut ce papier, il était déjà secrétaire d'Etat. Probablement, avec l'approbation de ses collègues, il prit la résolution de faire passer à Paris, auprès de Franklin, un agent confidentiel, pour s'enquérir de l'étendue des exigences américaines. Il choisit, pour cette mission, un négociant écossais, nommé Oswald, vieil ami et disciple d'Adam Smith. Oswald possédait, par son mariage, de vastes domaines, en Amérique. Il arriva, à Paris, le 12 avril 1782.

Un premier embarras provint de cette défiance, qu'inspirait lord Shelburne, de cette fausseté, qu'on lui imputait. Une intrigue de Franklin provoqua les soupçons.

Le commissaire américain avait introduit Oswald, auprès de Vergennes. Il avait manifesté la plus grande réserve, se défendant de rien entamer avant que son collègue Jay (1), alors à Madrid, ne fût revenu à Paris. Malgré cette apparente discrétion, Franklin insinua qu'il serait très sage, à l'Angleterre, de céder, volontairement, aux Etats-Unis, le Canada et la Nouvelle-Ecosse, afin qu'une quantité suffisante de ces terres fût vendue, pour indemniser les Américains. Durant la conversation, Franklin consultait fréquemment un papier, qu'il tenait à la main. Oswald le lui demanda et proposa de le montrer à Shelburne. Après quelques hésitations, Franklin y consentit, non toutefois sans écrire, en marge, l'annotation suivante : « Ceci est une simple conversation, entre M. Oswald et M. Franklin, car le premier n'a pas le pou-

(1) Jay s'était rendu à Madrid afin d'y emprunter de l'argent, en faveur de ses compatriotes; on l'y avait accueilli assez mal: personne ne voulait lui prêter, malgré une caution de Charles III de 14,000 piastres. Il avait enfin, à force d'instances, obtenu un secours pécuniaire de 750,000 livres et le cadeau des uniformes pris par Cordoba, lorsqu'il avait capturé aux Açores un convoi anglais. (Aff. étr., Espagne, t. DCI, Montmorin à Vergennes, 4 novembre 1780; t. DCII, 12 mars 1781; t. DCV, 2 octobre 1781.)

voir de faire des propositions et le deuxième n'en peut faire aucune, sans le concours de ses collègues. »

Oswald retourna en Angleterre, avec une lettre de Franklin, pour Shelburne. Le commissaire américain, au milieu de beaucoup d'éloges, exprimait le désir que ce négociant écossais fût l'unique intermédiaire de leurs mutuelles communications.

Shelburne montra, à ses collègues, la lettre de Franklin, mais leur cacha la note, qui contenait les prétentions de ce commissaire, sur le Canada. Le cabinet de Saint-James autorisa Oswald à discuter les préliminaires d'une négociation, qui aurait pour base l'indépendance des Etats-Unis et le traité de Paris de 1763. Fox délégua un agent spécial, pour conférer avec le comte de Vergennes; il choisit Thomas Grenville, frère de lord Temple, cousin du fameux Temple, beau-frère de Chatham.

Franklin fut désappointé, quand il apprit l'adjonction d'un collaborateur à son ami Oswald. Grenville, de son côté, fut mécontent de l'accueil de Vergennes. Il n'était pas cependant étrange que la France n'admît pas, comme base des préliminaires, le traité de Paris, puisqu'il avait été accepté, par Choiseul, quand notre pays se trouvait réduit à l'état le plus bas de l'humiliation.

Les nouvelles, qui parvenaient à Londres, en exaltant l'orgueil anglais, rendaient plus difficile encore une entente possible, entre les diplomates. Le 23 mai, on avait appris la grande victoire, remportée, un mois plus tôt, par Rodney aux Saintes, et la capture de l'amiral de Grasse.

En même temps, Grenville surveillait la conduite d'Oswald et elle lui paraissait suspecte. Il finit par lui arracher l'aveu des propositions secrètes de Franklin. Il s'empressa, aussitôt, de communiquer cette nouvelle à Fox et demanda son rappel (1). Fox, en apprenant ces

(1) Lecky, t. IV, p. 226.

détails, soupçonna une manœuvre occulte de Shelburne et supposa que la note, en question, présentait un caractère beaucoup plus grave que celui qu'elle avait réellement. Il montra la lettre de Grenville à Rockingham, à Richmond, à lord Cavendish. Il accusa Shelburne de duplicité. On ignore ce qui se passa dans le conseil. Néanmoins la majorité refusa de rappeler Oswald et lui donna, au contraire, de pleins pouvoirs. La raison de cette résolution fut le langage vague et peu satisfaisant de Vergennes, aux ouvertures anglaises. Les ministres britanniques estimèrent que la paix pourrait être conclue, avec l'Amérique, et que l'Angleterre, débarrassée d'une guerre avec ses anciennes colonies, serait libre de concentrer toutes ses forces, contre ses ennemis européens. Fox parla un moment de donner sa démission. Mais, comme Rockingham était fort malade, il revint sur sa résolution, afin de ne pas troubler les derniers moments de son collègue.

Au mois de juillet 1782, Rockingham (1) mourut. Fox, malgré ses talents oratoires, ne pouvait devenir premier lord de la Trésorerie, car il était haï par le roi, à cause de son immoralité. Sa réputation de joueur et sa dissipation l'avaient discrédité, dans l'opinion. L'homme le plus sage du parti de Rockingham, celui qui en avait gardé la politique, était Edmund Burke; mais, à cause de sa pauvreté, on le considérait un peu comme un aventurier, aux gages d'un riche patron. D'ailleurs, même si on n'eût pas tenu compte de pareils préjugés, Burke, malgré tous ses dons remarquables, était dépourvu de la souplesse, de la modération et du tact, qualités indispensables pour conduire des hommes et diriger une assemblée législative.

Le parti whig proposa, à Georges III, le duc de Portland, mais le roi répondit qu'il avait nommé Shelburne pré-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCVIII, Versailles, 13 juillet 1782.

sident du conseil. Alors Fox et les autres membres du parti Rockingham donnèrent leur démission.

Les nouvelles de tous ces changements (1), dans le ministère britannique, inquiétèrent le gouvernement français; néanmoins, désormais, il n'eut plus à craindre les tiraillements contradictoires, qui se manifestaient, dans le cabinet précédent. Mais, à Versailles, comme à Londres, on se défiait de la franchise de Shelburne et on recueillit des preuves nouvelles de sa duplicité. Vergennes se procura l'extrait d'une dépêche, envoyée de Londres, en Amérique, par ce ministre. Le fait se passa, avant la mort de Rockingham, et ce papier, portant la date du 5 juin 1782, fut adressé à Guy Carleton et à l'amiral Digby. Ces correspondants devaient entrer en relations avec le Congrès et l'informer que Grenville avait pour mission de proposer, d'abord à Versailles, l'indépendance de l'Amérique, au lieu d'en faire la condition d'une paix générale. Ces personnages devaient, en outre, avertir les Etats-Unis que la guerre, en se prolongeant, avait, pour prix, des conditions qui ne les intéressaient pas.

Cette pièce secrète prouvait, une fois de plus, que le système favori du cabinet de Saint-James était de diviser les alliés, de semer, parmi eux, des germes de défiance. Les négociations avec les Anglais ne pouvaient se poursuivre que si les Etats-Unis ne se laissaient pas gagner et continuaient à faire cause commune, avec la France.

Le 16 juillet 1782, Grenville retourna à Londres et fut remplacé par M. de Fitz-Herbert, ministre d'Angleterre à Bruxelles (2). Un des premiers actes de ce diplomate fut d'écarter de la négociation les cours médiatrices

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CLXXXVIII, année 1782. Histoire des négociations, entre la France et l'Espagne, relativement à la guerre d'Amérique et à la paix qui l'a terminée.

(2) Danvila y Collado, t. V, p. 364, 365 à 367 et *seq.* Fitz-Herbert fut désigné plus tard sous le nom de lord Sainte-Hélène.

telles que la Russie et l'Autriche, qui étourdissaient Florida Blanca et Vergennes de leurs offres de service. En Espagne et en France, on n'osait trop les éconduire brusquement, et le roi Catholique avait répondu, avec assez d'embarras, à Joseph II, qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que l'on traitât, à Vienne, des conditions de la paix. Mais Fitz-Herbert laissa entendre que son gouvernement n'était pas disposé à compliquer les difficultés, en s'assujettissant au bon vouloir d'intermédiaires, et qu'il se proposait de traiter, en droiture, avec les belligérants. Le nouvel envoyé de Shelburne précéda, de quelques jours, le comte de Grasse (1). Celui-ci, le 17 août, remit, à Vergennes, une liste des propositions que le ministre anglais lui avait confiées. Shelburne, par cette démarche, prétendait montrer combien il désirait la paix et combien il était disposé à entrer en composition, sur les points contestables, afin de faciliter la conclusion de ces pourparlers. Il reconnaissait l'indépendance de l'Amérique; il restituait à la France ses possessions des Indes orientales et Sainte-Lucie, dans les Antilles; il lui conservait le droit de pêcher, à Terre-Neuve, renonçait à toutes clauses humiliantes, relatives au port de Dunkerque. L'Espagne, en Amérique, ne serait plus assujettie à supporter, sur ses territoires de Honduras, de Campêche ou du Yucatan, des établissements anglais. En Europe, il lui concéderait Mahon ou Gibraltar, à son choix, parce que la Grande-Bretagne

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXXVIII, Londres, 3 septembre 1782. Après quelques paroles flatteuses, Shelburne ajoute : « Quant au détail que vous m'avez fait l'honneur de communiquer à M. le comte de Vergennes de mes sentiments, par rapport à la paix et aux moyens de la rétablir, je dois vous prier d'être persuadé de la confiance entière que je repose (*sic*) dans votre exactitude. Je conserve toujours les mêmes dispositions à perfectionner un ouvrage, si désirable à l'humanité. C'est pourquoi j'ai beaucoup de plaisir à vous confirmer les assurances de la bonne foi et de la simplicité avec lesquelles nous sommes résolus de faire conduire la négociation à notre côté (*sic*), sans permettre aux événements, même les plus favorables, de porter aucun changement à notre objet uni et décidé d'établir la paix, sur les bases les plus permanentes, etc. »

ne pouvait se passer d'un abri, dans la Méditerranée (1).

Jusqu'alors, l'Espagne gardait un silence embarrassant. Il existait, entre Versailles et Madrid, un sentiment de gêne, que nous essayions, en vain, de dissiper. Cette répugnance à nouer une négociation venait de ce que le roi Catholique estimait avantageux, pour lui, d'attendre les événements. D'après les probabilités les plus vraisemblables, la situation de sa fortune militaire ne pouvait que s'améliorer, d'ici à trois mois. Minorque était en son pouvoir; Gibraltar ne résisterait sans doute pas au feu des batteries flottantes, inventées par l'ingénieur d'Arçon; en Amérique, dans le golfe mexicain, il avait conquis la Mobile, Pensacola, ainsi que les forts du Mississipi; il avait purgé le Honduras, le Yucatan et Campêche de tous ces flibustiers britanniques, qui y coupaient du bois de teinture. Le temps ne ferait que fortifier une situation aussi avantageuse. Cependant, pour montrer, à la France, combien il se laissait guider par un esprit de condescendance, envers elle, le roi Catholique consentit, dès le 25 août, à énumérer ses prétentions qui, vu l'état prospère, où il se trouvait, ne lui paraissaient pas excessives : il voulait la navigation exclusive du Mississipi, pour les Espagnols, malgré la répugnance que le Congrès américain montrerait à cette concession. Il savait que ce gouvernement considérait ce fleuve comme un débouché indispensable, pour exporter les fruits de ses provinces. Mais, ayant chassé les Anglais de la Mobile et de Pensacola, l'Espagne entendait fermer, à tout navire étranger,

(1) Danvila, t. V, p. 366 et 367. Instructions de l'Espagne du 25 août 1782. Voir également des instructions antérieures de Florida Blanca à d'Aranda, 17 mai 1782. (Archivo historico de Madrid, Estado leg. 4079.) Le 5 mai, Florida Blanca, dans une conversation avec Montmorin, avait dit à notre ambassadeur que, si les Anglais ne voulaient pas donner Gibraltar, il irait se faire moine; « parti, ajouta-t-il, qui me paraît le plus méprisable que puisse prendre un homme sensé! » (Aff. étr., Espagne, t. DCVII, f° 30. — Aff. étr., Espagne, t. DCIX, propositions de l'Espagne à l'Angleterre, remises à M. de Fitz Herbert.)

le golfe du Mexique, jusqu'au canal de Bahama. Elle supprimait les anciens comptoirs, où l'on exploitait les bois de teinture. Elle réclamait le droit de pêcher, à Terre-Neuve, et de posséder un territoire, afin d'y sécher le poisson. De toutes ces clauses, celles que le roi d'Espagne soulignait, comme essentielles, étaient celles, qui concernaient la possession de Minorque et de Gibraltar. Florida Blanca rappelait que ces possessions, arrachées à la monarchie catholique, laissaient sa patrie encore toute saignante de cette mutilation. Il faisait valoir la félonie des Anglais, contempteurs du traité d'Utrecht, qui, malgré des articles formels, avaient admis, à Mahon, des juifs et des pirates maures. Cependant, malgré des droits aussi incontestés que les siens, malgré la certitude morale d'occuper, sous peu de jours, Gibraltar, Charles III consentait, si les préliminaires étaient signés, avant cet événement, à livrer Oran et Mazarquivir, en échange de Gibraltar et de Minorque. Il irait même jusqu'à céder Mahon, si l'Angleterre le préférait, pour y établir un port neutre.

Il envoya un plein pouvoir, au comte d'Aranda, en lui mandant qu'il le chargeait de communiquer ses instructions au comte de Vergennes, non seulement pour que celui-ci les connût, mais pour qu'il fût capable de diriger les affaires de l'Espagne, en même temps que celles de la France, car le roi Catholique déclarait le considérer comme son plénipotentiaire. Il consentait à l'envoi d'une personne de confiance à Londres, afin que l'on vérifiât si les propositions, apportées par le comte de Grasse étaient sérieuses et méritaient examen.

M. de Rayneval fut chargé de cette mission (1). Il trouva Shelburne très perplexe, tout prêt à désavouer l'amiral de Grasse, très peu disposé, en apparence, à reconnaître l'indépendance américaine. Ce ministre quali-

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXXVIII, f° 109, instructions de Vergennes à Rayneval, 6 septembre 1782.

fiait cette condition de « pilule dure à digérer, qu'il fallait, néanmoins, avaler, sans sourciller (1) ». Notre envoyé, sentant combien le terrain était mouvant et glissant, ne se risquait qu'avec des précautions infinies; le président du conseil britannique, circonspect, autant que lui, se montrait également d'une extrême prudence. Ils s'observaient et se tâtaient, comme deux lutteurs, avant le combat. Rayneval affectait de ne parler qu'en son propre nom. Il fit allusion au désir que nourrissait l'Espagne de recouvrer Gibraltar. « Ce sera donc, s'écria Shelburne, un rocher dans la négociation, comme il l'est dans la mer. » Par cette phrase incorrecte, il voulait sans doute donner à entendre que toutes les tentatives de conciliation se briseraient contre cet écueil. Quelques sourires de Shelburne avertirent Rayneval que ses réticences étaient percées à jour et que l'on demeurait très sceptique, quand il affirmait n'avoir reçu aucune instruction du comte d'Aranda. Aussi notre négociateur, découvrant son jeu, se borna à dire, tout simplement : « Je suppose, milord, que l'intérêt de l'Angleterre est de garder un point d'appui dans la Méditerranée, à cause de son commerce du Levant. J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer Oran et Mazarquivir, en échange de Gibraltar. — Vous ne vous faites pas une idée exacte de ma position, répliqua Shelburne, ni de toutes les difficultés, que je rencontre. Céder Gibraltar, affranchir Dunkerque, fortifier Chandernagor, avoir un établissement militaire, près de Terre-Neuve, abandonner le Sénégal, vous ne concevez pas le tableau effrayant que présente cet ensemble, pour un ministre anglais! Lorsque j'ai parlé de Gibraltar, au premier lord de l'Amirauté, lord Keppel, il m'a répondu ces mots :

(1) Même source, f° 138, 13 septembre 1782 et suiv., analyse des conférences de Rayneval avec Shelburne le 20 septembre. Grantham lui donne une réponse évasive et demande positivement une note du comte d'Aranda. (DANVILA, t. V, p. 370).

« Plutôt que de céder, je prendrai mon chapeau et je m'en « irai. — C'est parler en marin et non en politique, » répondit Rayneval.

Ces paroles, quoique peu encourageantes, n'étaient pas cependant un refus catégorique. Elles semblaient destinées, surtout, à faire monter les enchères, à hausser le prix que l'on réclamerait, en échange de Gibraltar. On ignorait encore, en Angleterre, le désastre des batteries flottantes et l'on discutait, comme si l'Espagne était déjà maîtresse de la place. Cependant, Shelburne affectait de ne pas craindre les armes de Charles III. « Cette monarchie a donc bien envie, disait-il, de continuer la guerre. Nous savons parfaitement que sa flotte est en mauvais et très mauvais état, que ses meilleurs effets perdent, en banque, jusqu'à 15 pour 100, que l'Amérique méridionale est dans la situation la plus critique. Je ne vous cacherai pas, continua-t-il, que l'Espagne a beaucoup à perdre et qu'il fera bon continuer la guerre, avec elle! Pour ce qui est de la France, nous n'avons rien à lui prendre; nous ne pourrons que chercher à acquérir de la gloire, à ses dépens. » Cet entretien se termina par des éloges, à l'adresse de Louis XVI, par un appel à une union franco-britannique. « Non seulement nos deux souverains, déclara Shelburne, ne sont pas des ennemis naturels, mais ils ont des intérêts communs, qui doivent les rapprocher. Autrefois, on n'osait pas tirer un coup de canon, en Europe, sans le consentement de la France et de l'Angleterre. Aujourd'hui, les puissances du Nord veulent être quelque chose, par elles-mêmes! Ainsi, nous avons, de part et d'autre, perdu notre considération, pour nous être acharnés à nous faire du mal. Changeons des principes aussi erronés, réunissons-nous, soyons bien d'accord, et nous ferons la loi, au reste de l'Europe! »

Rayneval n'obtint, au sujet de l'Espagne, que cette réponse décourageante : « Gibraltar, se trouvant actuelle-

ment aux mains de Georges III, ne peut être un objet de discussion. » Comme notre envoyé demandait des éclaircissements, on ajouta : « Vous prétendez parler, en votre nom personnel; on n'entrera en pourparlers que lorsque le comte d'Aranda aura fait connaître ses propositions. »

Le comte d'Aranda rédigea, le 4 (1) octobre, une note qui put être considérée comme une réponse au journal de Rayneval. Dans une dépêche du même jour, il informa le comte Florida Blanca de la fâcheuse impression, produite, à la cour de France, par le désastre des batteries flottantes, nouvelle apportée, le 2 octobre, par un courrier du comte d'Artois. Les prétentions de l'Espagne restaient toujours excessives, car ce qui encourageait Aranda à ne pas se relâcher de ses exigences, c'était l'espoir d'une victoire, remportée, par la flotte combinée, contre l'amiral Howe, essayant de ravitailler Gibraltar. L'ambassadeur espagnol proposa, en outre, d'envoyer à Londres un de ses secrétaires, Don Ignacio de Heredia, afin d'assister Rayneval. Cette offre fut acceptée.

Alors commencèrent, entre ces diplomates, les ministres anglais et Vergennes, une série de marchandages. L'Espagne, pour garder Gibraltar, demandait, à la France, d'accepter la possession entière de Saint-Domingue et de remettre à son tour, à l'Angleterre, l'île de Corse. Le conseil de Louis XVI repoussa, bien haut, cette conception et représenta que ce serait ruiner notre commerce du Levant, en même temps que gêner les communications maritimes, entre les Bourbons des Deux-Siciles, de France et d'Espagne.

Les Anglais, grisés par leurs récents succès, exigeaient, comme prix de Gibraltar, la restitution, par l'Espagne, de toutes ses conquêtes, en y ajoutant Puerto-Rico. Encore Shelburne faisait-il sonner bien haut sa bonne volonté,

(1) Danvila, t. V, p. 378 et *seq.*

ses aspirations pacifiques (1). Il se posait en homme indispensable, sans lequel la paix ne pouvait se conclure. Il en donnait, pour preuve, l'ajournement du Parlement, jusqu'au 5 décembre. Cette résistance du premier lord de la Trésorerie à l'opinion générale, disposée, en Angleterre, aux plus grands sacrifices, s'explique par l'état de l'opposition et par l'appui que lui prêtait le roi. Sans le mieux estimer que par le passé, Georges III avait cru trouver, dans l'impopularité de ce personnage, un moyen de l'asservir, de le réduire au rôle d'instrument, et de recommencer, avec lui, « un ministère royal », comme avec lord North. Les membres de l'opposition, formée par la coalition des partis de North et de Fox, devenus les champions des idées belliqueuses, Shelburne était forcé de soutenir une politique toute contraire. Enfin, la paix était indispensable au plan administratif, qu'il avait conçu, et qui consistait en économies et en réductions d'impôts.

Pour aboutir, il fallait donc satisfaire le ministère anglais de telle sorte qu'il ne risquât pas d'être renversé, par le Parlement, lorsqu'il annoncerait, à la Chambre des communes et à la Chambre des lords, ce qu'il avait obtenu. Mais la France se débattait, en vain, contre deux courants contradictoires. Cette conciliation qu'elle prêchait, l'Espagne ne voulait pas l'écouter. A Madrid, on se montrait très belliqueux et plein de froideur, envers Montmorin, lorsqu'il parlait de la nécessité de faire la paix (2). On lui répondait, presque avec insolence, que, si la France était si dépourvue de moyens, pour continuer à se battre, elle devait tendre le dos et recevoir les étrivières; quant à l'Espagne, elle ne se décourageait pas si aisément; n'avait-elle pas lutté, pendant huit cents ans, pour chasser les Maures de la Péninsule? Florida Blanca, dans ses confé-

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXXIX, lettres de Rayneval des 22 et 23 novembre 1782.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, n° 147.

rences avec d'Estaing, ne parlait de rien moins que d'envoyer aux Indes occidentales soixante navires (1) de ligne et quarante mille hommes de débarquement. Il annonçait qu'il avait cinquante vaisseaux prêts à Cadix et vingt autres, au moins, à Guarico.

Aranda avait été invité, par Vergennes, à venir à Versailles, le 28 novembre (2). Dès le matin, à huit heures, notre ministre des affaires étrangères fut tout surpris de voir entrer Rayneval, qu'il croyait encore à Londres. Il le conduisit aussitôt chez le roi, où ce diplomate rendit compte de ce qu'il avait vu et entendu. En revenant tous les deux, dans le cabinet de Vergennes, ils y trouvèrent Aranda, qui les attendait. Rayneval reprit, devant lui, les termes de la dépêche, qu'il avait expédiée, à son gouvernement, le 23 novembre, et la commenta. Sans analyser cette pièce, dans son entier, il suffit de signaler les points principaux, sur lesquels il insista, particulièrement. Ce fut, par exemple, de représenter à l'ambassadeur espagnol le changement énorme, qui s'était fait, dans la disposition des esprits, à Londres. « Les personnes les plus portées à la paix, celles qui y poussaient le plus, celles qui se prononçaient pour l'indépendance, avaient totalement changé d'opinion. Les derniers événements de la campagne, les bruits, répandus sur le mauvais état des flottes française

(1) *Memorial presentado al Rey Carlos III y repetido a Carlos IV por el conde de Florida Blanca, renunciando al ministerio; obras originales del conde de Florida Blanca, coleccion hecha por* FERRER DEL RIO, Madrid, 1899, p. 318.

Il y eut entre d'Estaing et Florida Blanca des explications assez vives parce que le premier entendait se réserver le commandement suprême, tandis que l'on voulait, à Madrid, le donner au neveu du ministre des Indes, Galvez. (Aff. étr., Espagne, t. DCIX, f° 149.)

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, Versailles, 29 novembre 1782. J'ai contrôlé cette lettre par celle de la même date adressée par d'Aranda à Don Bernardo Campo. (Archivo historico, Madrid, Estado leg. 2862.) Elle est surtout curieuse en ce que Vergennes le pousse assez vivement, sur les moyens dont l'Espagne dispose, pour soutenir la guerre, arguments auxquels d'Aranda répond faiblement, en alléguant qu'il n'a rien vu par lui-même et qu'il ne fait que répéter ce qu'on lui a transmis.

et espagnole, tout les animait et les portait à la guerre.

« Il faut, continua-t-il, que les bases de la paix soient fixées, avant la première séance du Parlement. Si le roi d'Angleterre n'est pas en état de l'annoncer, dans sa harangue, cette solution restera on ne peut plus incertaine, parce qu'il n'y a pas un article, qui ne donne lieu à une motion et à des débats. Alors le roi d'Angleterre ne pourra plus avoir d'opinion, celle du Parlement lui fera la loi, et vous concevez qu'elle nous sera contraire, dans tous les points. Le ministère sera probablement renversé, le parti de la guerre deviendra prédominant, et on peut prévoir que le cabinet futur se gardera bien d'adopter le système de Shelburne et de ses collègues. Nous voilà rejetés dans le chaos, à l'instant même, où nous sommes prêts à en sortir, avec honneur...

« Je ne saurais trop vous répéter, ajouta Rayneval, combien les Anglais montrèrent de répugnance à céder Gibraltar. Md Shelburne m'a dit, à plusieurs reprises, que, si l'Espagne se désistait de pareille demande, il mettrait aux pieds du roi Catholique les deux Florides ou lui offrirait Minorque. »

« Si jamais une âme a été en peine, c'est assurément celle du comte d'Aranda, écrivait Vergennes à Montmorin. Je ne réussirais pas à vous peindre la torture morale de ce personnage, pendant toute cette conférence, qui dura, presque sans interruption, de dix heures du matin à cinq heures du soir (1). » A peine si on suspendit la séance, pendant trois quarts d'heure, pour manger rapidement un morceau.

Néanmoins, les instructions de sa cour étaient si positives que d'Aranda n'osait pas prendre sur lui de renoncer à Gibraltar. Comme on était à la fin de novembre et que le Parlement se réunissait le 5 décembre, il n'avait

(1) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CLXXXVIII, déjà cité, année 1782.

pas le loisir d'écrire à Madrid et d'en attendre de nouveaux ordres. Il chercha donc, avec le comte de Vergennes, par quelles concessions on obtiendrait de Georges III ce que recherchait, avec tant d'obstination, le roi Catholique. Louis XVI consentit à faciliter cette solution, en cédant quelques-unes de nos îles, comme la Dominique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie et même la Martinique, sauf à déterminer, plus tard, l'équivalent, à obtenir du roi, son oncle, car il ne se croyait pas obligé de prendre tant de précautions envers son parent!

Tant de bonne volonté, de la part de notre souverain, ne méritait pas les insinuations malveillantes que l'on trouve, dans les documents espagnols. On nous accusait, en effet, de nous désintéresser de la restitution de Gibraltar, parce que l'objet essentiel de la guerre, c'est-à-dire la reconnaissance de l'indépendance des Etats-Unis, avait été signée le 30 novembre 1782 (1) par les commissaires anglais et américains. Il serait plus juste de s'étonner de l'inflexibilité, que montrait l'Espagne. Charles III, s'il eût été vainqueur, n'aurait pas poursuivi, avec plus d'âpreté, la restitution de Gibraltar!

Ce qu'il est cependant loyal de reconnaître, c'est l'étonnement de l'opinion publique, en France, devant l'abnégation de Louis XVI. Bien qu'on ne connût pas tout le détail de la négociation, on trouvait que l'abandon de la Guadeloupe ne valait pas la partie espagnole de Saint-Domingue, où l'on enfouissait des trésors, sans en retirer aucun avantage. Vergennes, qui sentait les esprits s'échauffer, qui voyait les difficultés se compliquer, de plus en

(1) Aff. étr., Angleterre, t. DXXXIX, f° 67, articles convenus entre Richard Oswald, commissaire de Sa Majesté Britannique, et les commissaires des Etats-Unis : John Adams, B. Franklin, John Jay et H. Laurens. — LEGRELLE, dans son ouvrage *la Diplomatie française et la succession d'Espagne*, t. VI, p. 347, se montre particulièrement sévère contre Franklin : « Sans la déloyale précipitation de Franklin, dit-il, la paix de Versailles, en 1783, eût probablement rendu, à l'Espagne, Gibraltar... »

plus, se désespérait. Aussi, le 9 décembre, le début d'une conférence, qu'il eut, avec l'ambassadeur espagnol, fut-il rempli de ses doléances. Le comte d'Aranda l'avait écouté longtemps en silence; à la fin, il lui mit sous les yeux une lettre de Florida Blanca, datée du 23 novembre et qui contenait le paragraphe suivant : « Il paraît que toute la difficulté de la paix est Gibraltar. Je ne cacherai pas à Votre Excellence que le roi veut soutenir cet engagement de toutes ses forces, le plus longtemps qu'il se pourra; mais, malgré cela, S. M. désirerait savoir quel avantage considérable l'Espagne pourrait tirer du traité, si, par quelque motif, elle faisait le sacrifice de se désister d'un tel engagement? »

Vergennes lut et relut ce passage et demanda s'il pourrait en faire usage. « Ma cour, répondit d'Aranda, en vous communiquant cette pièce, la remet, sans doute, à votre disposition. » Sans perdre un instant, le ministre écrivit à Rayneval, offrant l'abandon de Gibraltar, si l'Espagne conservait Minorque et les deux Florides. Le 15, on reçut la réponse affirmative de Rayneval. Restait à savoir si d'Aranda ratifierait cette proposition (1).

Vergennes demeurait anxieux. Le langage de l'ambassadeur de Charles III lui paraissait quelque peu énigmatique, et il n'avait pas osé le presser, pour ne pas s'exposer aux reproches que ce personnage lui avait adressés, dans une autre occasion, prétendant qu'on l'avait violenté, pour lui extorquer son secret. Notre ministre espérait, toutefois, le convaincre, et obtenir une démarche collective, où, tous deux, tenteraient de fléchir le roi d'Espagne. Qu'on juge de sa surprise et de sa joie lorsque d'Aranda, après une lecture attentive du rapport de Rayneval et de la note du ministre Grantham, qui y était jointe, déclara adhérer à ces conditions!

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, Versailles, 17 décembre 1782.

Dans son ivresse, Vergennes s'écriait : « Je m'humilie devant l'Etre souverain, et je Lui rends les grâces les plus vives et les plus ferventes; c'est Sa Sagesse infinie qui a disposé le cœur et l'esprit du roi Catholique à se désister de la cession de Gibraltar. » Le bruit courut bientôt que, par une hardiesse inconcevable, d'Aranda aurait outrepassé ses instructions (1). Vergennes, tout étourdi d'une telle conduite, félicita chaudement l'ambassadeur. Il avoua, secrètement, qu'il ne tolérerait guère, dans son département, l'introduction de semblables licences, mais il écrivait à Montmorin : « Le parti que d'Aranda a pris peut être blâmé; il n'en est pas moins vrai que c'est à sa courageuse résolution que nous devons la paix (2). »

Cette légende diplomatique pourra paraître bien invraisemblable, bien contraire aux idées belliqueuses, toujours professées, par l'ancien président du conseil de Castille. Comment aurait-il eu tant d'audace lorsqu'il avait à redouter la colère de Charles III, peu indulgent à son égard et qui l'avait relégué à Paris, comme en disgrâce? Il y eut sans doute toute une comédie, destinée à sauvegarder l'amour-propre du roi d'Espagne, à lui épargner la honte de se déjuger. Les emportements de Florida Blanca, devant Montmorin, les récriminations de Charles III contre d'Aranda, dans sa lettre du 2 janvier 1783 à Louis XVI (3), peuvent être considérés comme des sentiments simulés, comme des feintes, destinées à donner le change, à l'opinion publique. Ce qui tendrait à fortifier cette hypothèse, ce sont certains passages relevés dans la correspondance de Montmorin. Le 7 décembre, notre

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, f° 204.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCX, Versailles, 18 janvier 1783.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCX, 2 janvier 1783. A noter spécialement les passages suivants : « Quoique mon ambassadeur, connaissant les tendres sentiments de mon cœur pour vous, se soit prêté, *au delà de mes ordres*, à suivre la négociation de la paix, sans insister sur la cession de Gibraltar... je n'insisterai pas à porter V. M. à des extrémités fâcheuses pour elle et pour ses sujets. »

représentant (1) entrevoit un arrangement possible. Le roi Catholique a paru fort ému d'une lettre de Vergennes, datée du 26 novembre, que Florida Blanca a placée sous les yeux de Sa Majesté. Le 28 décembre, on lit, dans une autre dépêche, les phrases suivantes (2) : « Je ne doutais pas que cet ambassadeur n'eût effectivement reçu des instructions beaucoup plus étendues que je ne l'avais cru... M. de Florida Blanca jure, sur tout ce qu'il y a de plus sacré, que M. d'Aranda n'avait été autorisé à rien de ce qu'il avait fait, qu'il avait tout pris sur lui, et que, relativement à Gibraltar, il n'avait jamais rien reçu de plus que ce qui était consigné, dans la dépêche du 23 novembre, qu'il vous avait communiquée... Il finit par m'avouer que les choses étaient trop avancées pour reculer et que le roi, son maître, ne voudrait pas mettre le roi, son neveu, dans l'embarras, qui résulterait d'un désaveu de tout ce qui s'est passé. »

Resté seul avec le roi, Montmorin entendit Charles III lui dire « qu'il avouait son ambassadeur, que ce qui n'était pas fait, pendant cette guerre se ferait lorsque reprendraient les hostilités, qu'on ne pouvait considérer comme éloignées... »

Il restait, en effet, quelques questions à élucider, qui réclamèrent, encore, de longs débats; car les négociations se compliquèrent, par suite de la chute du ministère Shelburne, au mois d'avril 1783, remplacé par le cabinet Fox.

Les contestations soulevées, par Don Ignacio de Heredia (3), eurent pour objet les établissements des Anglais

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, f° 150.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCIX, f° 204, Madrid, 28 décembre 1782.

(3) *Mémorial de Florida Blanca*, déjà cité, p. 318; et lettre d'Aranda à Florida Blanca, 8 avril 1783. (Archivo historico, Madrid, Estado leg. 2841.) Fox désapprouve le traité mais l'exécutera, n'étant pas responsable des actes de ses prédécesseurs. (Mission de Bernardo Campo, leg. 2862. Correspondance avec d'Aranda, 20 juillet et 9 août 1783.)

pour l'exploitation du bois de teinture. Une rédaction défectueuse, dans les préliminaires, fut l'origine de toute la querelle. Il y était dit que les sujets britanniques devaient évacuer tous les comptoirs du *continent espagnol*. C'en fut assez pour que Fox prétendît que le pays des Mosquitos n'était pas compris, dans cette clause, et qu'il serait permis, à ses compatriotes, d'occuper la petite île de Cosina ainsi qu'un autre groupe d'îlots, où ils auraient le droit de réparer leurs navires et de pêcher. Les Anglais voulaient y établir leurs anciens partisans, expulsés des Etats-Unis. Ils y auraient fomenté des rébellions, parmi les Indiens et commencé une série d'empiétements du côté du rio San-Juan, du lac de Nicaragua et de la mer du Sud. Il fallut, pour éviter de semblables inconvénients, envoyer Don Bernardo Campo, à Londres, afin de rectifier, par une convention spéciale, signée le 14 juillet 1786, les articles malencontreux du traité de septembre 1783 (1).

Tout en affectant un profond dépit, l'Espagne était-elle si fâchée de terminer, par le gain des deux Florides et de Minorque, par l'expulsion des Anglais de tous leurs établissements clandestins, une lutte dispendieuse, où elle n'éprouva guère que des échecs, à l'exception des victoires secondaires de Galvez, dans le golfe du Mexique et de celle de Crillon, au siège du fort Saint-Philippe? Elle échoua, en effet, et dans ses opérations militaires et dans ses négociations diplomatiques, qui précédèrent ou suspendirent les hostilités. Abandonnée à elle-même, que pouvait-elle contre l'Angleterre, si la France, lassée de toutes ces lenteurs, se contentait d'obtenir l'indépendance américaine et ne songeait plus à acheter, par de dispendieux sacrifices, la bonne volonté de Georges III, en faveur de l'Espagne? Grâce à l'audace, vraie ou simulée, de d'Aranda,

(1) Danvila, t. V, p. 399. (Aff. étr., Espagne, t. DCXX, f° 152.)

elle évita cette extrémité, et, malgré le service que la France lui rendit, l'orgueil de notre alliée resta sauf. Il sut parer des couleurs de la générosité une conduite mesquine, égoïste et hargneuse. Fourvoyé, malgré lui, dans cette guerre de *magnificence*, qui aboutit à la reconnaissance des Etats-Unis, par le cabinet de Saint-James, c'est par condescendance pour son neveu Louis XVI que Charles III commence les hostilités, en 1779; c'est, également, par condescendance pour lui, par pitié, pour la France épuisée, qu'il daigne les terminer.

CHAPITRE VIII

SOULÈVEMENTS DANS L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE

I. Régime des colonies espagnoles, l'assujettissement, cruauté des Espagnols contre les Indiens, la *mita*, protestations du pape Paul III et des souverains espagnols; commerce criminel des corrégidores. — II. Excès de centralisation administrative, attributions du conseil des Indes, pessimisme de Campomanes, soulèvements antérieurs à 1780. — III. Tupac Amaru, la révolte du 4 novembre 1780, assassinat du corrégidor Arriaga, la victoire de Sangarara, scènes de carnage, siège de Cuzco, énergique conduite de l'évêque, sommations de Tupac Amaru, sa lettre au chapitre, pasquinade, défaite de l'armée rebelle, désespérance de Tupac Amaru, grossièreté de ses lieutenants; captivité de Tupac Amaru, son supplice, continuation de la révolte, Julian Apaza, Mariano, Diégo Cristobal Tupac Amaru, siège de la Paz, soumission de Diégo Cristobal, intervention de l'évêque de Cuzco, récidive, Diégo Cristobal fait prisonnier, son supplice. — IV. Réformes de Charles III aux Indes, la centralisation administrative subsiste, plan du comte d'Aranda.

I

Dans le cours de l'année 1780, les victoires, remportées par les Anglais, n'étaient pas les seuls soucis qui assombrissaient Charles III. De mauvaises nouvelles venaient de l'Amérique du Sud. Les Indiens, irrités de tous les abus, qui pesaient sur eux, depuis longtemps, poussés à bout, s'étaient révoltés, espérant conquérir, de vive force, une condition meilleure.

Les Espagnols pratiquaient, à l'égard de leur empire d'outre-mer, la politique que les économistes appellent

l'assujettissement (1). D'après cette conception égoïste et étroite, l'Etat ne vise qu'un but : l'enrichissement de la métropole. Il sacrifie, à l'intérêt européen, celui des pays exotiques; les aspirations, les besoins de ses colonies sont négligés; le gouvernement ne se préoccupe pas des avantages lointains; il se guide d'après des vues bornées, inspirées par une avarice impatiente. Il exploite à outrance, et souvent épuise!

Reprocher aux Espagnols une telle conduite serait injuste, car les Français, les Anglais et les Hollandais n'agissaient pas autrement. José de Heredia, qui compare les conquistadores à des oiseaux de proie, aurait pu flétrir de cette épithète nos flibustiers de Saint-Domingue aussi bien que les marins du temps d'Elisabeth, Raleigh ou Drake. Adam Smith reprochait aux marchands de la Compagnie hollandaise des Indes orientales une politique de boutiquiers, soucieux de remplir leurs coffres, conduits seulement par la perspective du dividende annuel, qui serait distribué aux actionnaires!

Cependant les Espagnols méritent, entre tous, l'accusation d'avoir accablé de traitements inhumains la race indigène de leurs colonies. Ils rendirent la condition des Indiens pire encore, s'il est possible, que celle des esclaves, apportés, en Amérique, des côtes africaines.

Certains usages, qui existaient au Mexique et au Pérou (2) lors de la conquête, tels que la *milpa* et la *mita*, devinrent, sous la domination espagnole, des ins-

(1) Arthur GIRAULT, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, p. 49. — Voir également G. SCELLE, *la Traite négrière aux Indes de Castille*, t. II, p. XII. Cette partie de ce remarquable ouvrage contient l'analyse d'un intéressant mémoire du fiscal Campomanes sur le commerce des Indes (Archivo historico, Madrid, Estado leg. 3209.)

(2) BLANCO HERRERO, *Política de España en Ultramar, segunda edicion*, p. 51 et *seq.*, et DESDEVISES DU DÉZERT, *l'Espagne de l'ancien régime, la Société*, p. 266. Voir également, p. 29, cette restriction qu'il convient de signaler à propos des Indiens : « Certaines peuplades, comme les Técualmes, les Najuritas du Mexique, les Mosquitos du Honduras, les Tobas du Grand-Chaco, les Araucans du Chili, échappèrent toujours au joug espagnol. »

titutions tyranniques. La *milpa* était le champ de guerre, cultivé en commun, par les paysans mexicains, et la *mita* était la distribution (*repartimiento*), entre les nobles indigènes, des gens du peuple, afin de les appliquer, soit à des soins domestiques, soit à la culture des terres.

Les Espagnols, se substituant à l'ancienne noblesse indigène, exigèrent, des Indiens, les travaux qui leur étaient imposés, d'après le système de la *mita*. L'avidité, la rigueur, la cruauté des nouveaux maîtres devinrent telles qu'elles attirèrent l'attention du pape Paul III. Ce pontife rappela, aux sujets du roi Catholique, que les Indiens étaient, comme eux, fils d'Adam; qu'ils étaient, comme eux, membres de la grande famille humaine! Sa voix fut aussi peu écoutée que celle des souverains espagnols. Ceux-ci, à différentes époques, se montrèrent inquiets des excès, commis dans les colonies, et essayèrent de les réparer. En 1504, Isabelle la Catholique, dans son codicille, parut éprouver des remords, en songeant à l'abandon spirituel de ces malheureux; aussi ordonna-t-elle de leur enseigner la religion et de veiller sur leur salut. Charles-Quint, le 20 novembre 1542, déclara que les Indiens ne devaient pas être considérés comme des esclaves, mais comme des vassaux de la couronne. Il défendit de les obliger à travailler, contre leur volonté, et prescrivit que leurs efforts fussent équitablement rémunérés. Philippe III, en 1609, essaya d'adoucir le régime de la *mita*, en attendant qu'on supprimât définitivement cette institution (1).

Malgré ces tentatives, la condition des Indiens ne fut

(1) Préambule de l'édit de Philippe III : « Dans le but de l'utilité commune, nous permettons que l'on fasse des répartitions d'Indiens pour travailler aux champs, élever les troupeaux, exploiter les mines d'or, d'argent, de vif argent et d'émeraude; et, étant donnée la répugnance que montrent les Indiens pour le travail, ne pouvant empêcher qu'on ne les y contraigne, que ce soit au moins, avec une telle modération, que l'on n'introduise pas ces répartitions d'Indiens, là où cet usage n'a pas été établi; et si, par suite du temps, du changement des coutumes, la nature des Indiens était améliorée... on supprimera ces répartitions, etc. »

pas améliorée. La loi les déclarait libres, le roi voulait qu'ils fussent égaux à ses propres sujets; mais, depuis l'enfance jusqu'à la mort, ces infortunés souffraient la plus dure des servitudes. Ils étaient traités avec moins de ménagements que des esclaves, parce que ces derniers représentaient, aux yeux de leurs possesseurs, un capital (1), et que l'avarice, sinon un mobile plus élevé, tempérait la cruauté. Mais quel besoin avait-on de ménager ces parias? On gaspillait leur vie, sans se soucier de voir, un jour, leur race disparaître! Pour les Indiens, point de famille, point de propriété. L'enfant, soustrait à ses parents, privé de leurs soins et de leurs caresses, était envoyé, suivant le caprice, dans les provinces les plus éloignées de son pays d'origine. S'il grandissait, dans le lieu où il était né, astreint aux travaux domestiques, il trouvait, à peine, chez ses maîtres, l'attachement que l'on témoigne à un animal familier, un chien ou un perroquet.

Les rois d'Espagne exigeaient de l'Indien une capitation ou *tributo;* les fonctionnaires et, en particulier, les corrégidores, les exploitaient, en leur vendant, de force, et à des prix excessifs, des marchandises de rebut ou les objets les plus baroques, les plus impropres à leur condition, tels que des étoffes de velours ou des bas de soie. Enfin, l'usage de la *mita* subsistait toujours. Ceux qui partaient, pour la terrible *mita* de Potosi, disaient adieu à leurs proches et à leurs amis, comme s'ils allaient

(1) Danvila, t. V, p. 403 et *seq*. Voir aussi, même auteur, p. 418, la citation d'une lettre du visiteur Areche à Don Fernando Mangino, 17 décembre 1777, sur ces abus : « Toutes les provinces crient pour qu'on les délivre des corrégidores... Tout le monde connaît le mal, mais on se regarde les uns les autres et personne n'a assez d'énergie pour y remédier... Les corrégidores ne pensent à autre chose qu'à leur intérêt...

« Les *mitas* renferment 30,000 habitants et l'on fait venir à ces mines de Potosi et de Huancavelica de 1,300 lieues à la ronde. Il n'y a pas de cœur assez robuste qui ne soit attendri de la façon dont les Indiens prennent congé des leurs, quand ils sont appelés à ces terribles mines, car, s'ils partent cent, à peine reviennent-ils vingt... Ici, tout est intérêt particulier; on ne songe pas à l'intérêt public. »

mourir. Ils craignaient, avec raison, de ne jamais revenir; de périr, durant le voyage, dans les précipices; de respirer des vapeurs délétères; de ne pas résister à la fatigue des travaux; de tomber entre les mains de gens, qui ne leur rendraient jamais la liberté. L'Indien, qui cultivait le *coca* ou la canne à sucre, accablé par la chaleur du climat, quand il n'était pas victime de mauvais traitements, succombait, miné par les fièvres. Le berger respirait, sur les hauteurs, où il conduisait ses troupeaux, un air plus sain; mais sa vie solitaire et les inclémences de la température, qu'il devait supporter, n'étaient presque jamais compensées par un salaire convenable. Ses maîtres trouvaient moyen de lui en retenir la plus grande partie, sous prétexte de s'indemniser du prix des bêtes mortes, accidentellement, ou égarées.

Ces injustices séculaires subsistaient encore, sous le règne d'un prince aussi humain, aussi compatissant que Charles III. Il ne pouvait apporter à ces maux les remèdes que lui eût dictés la bonté de son cœur, car trop de gens entravaient sa volonté, intéressés qu'ils étaient à lui dissimuler la vérité, à effrayer, par leurs objections, son intelligence timide et circonspecte. Une complicité tacite liait, entre eux, les fonctionnnaires, envoyés aux Indes; aussi leur esprit de routine défendait-il âprement, contre les réformes, les défauts de cette administration, qui régissait, au delà des mers, l'empire du roi Catholique.

II

La dynastie autrichienne (1) avait voulu gouverner les Indes de la même façon qu'elle gouvernait la Pénin-

(1) Desdevises du Dézert, *l'Espagne de l'ancien régime, les Institutions*, p. 95.

sule. Cette conception plaisait à son génie autoritaire, bien que ce fût presque une folie que de prétendre régler, dans tous ses détails, à trois ou quatre mille lieues de distance, l'administration d'une moitié du monde. « Les royaumes de Castille et des Indes, disait Philippe II, appartiennent à la même couronne; les lois et le régime du gouvernement doivent être aussi semblables, aussi identiques que possible, autant que le permettront la diversité des races et la différence des lieux (1)! »

Tout le système colonial espagnol dépendait du royal et suprême conseil des Indes, qui était, pour le nouveau monde, ce que le conseil de Castille était pour la Péninsule : comité de législation, tribunal administratif et judiciaire. Charles-Quint l'avait, en 1524, définitivement organisé. Divisé en deux chambres de gouvernement et une chambre de justice, il se recrutait, ordinairement, parmi les hauts fonctionnaires, ayant résidé en Amérique. Il était le corps législatif des colonies; élaborait, sous le contrôle du roi, les lois, pragmatiques, ordonnances, décrets généraux ou particuliers, applicables aux Etats d'outre-mer. Il proposait, à la nomination royale, les vice-rois, les intendants, les gouverneurs, les présidents et auditeurs des tribunaux; il confirmait, dans leurs titres, les employés les plus modestes, les greffiers, les notaires, les corrégidores des plus petites villes. La collation des bénéfices ecclésiastiques n'échappait pas à son contrôle. Les prélats des Indes, ou les supérieurs d'ordres monastiques, ne pouvaient distribuer des bénéfices qu'avec son approbation.

De ces attributions multiples résultait une paperasserie formidable; correspondance non seulement avec les

(1) *Recopilacion de leyes de Indias*, II, II, 13. Toutes les lois relatives aux Indes formaient une vaste compilation, publiée en 1680 par ordre de Charles II. Ce code était, pour le Conseil des Indes, ce que la *Nueva Recopilacion* était pour le conseil de Castille.

fonctionnaires principaux, mais avec les particuliers influents, de manière à établir tout un contrôle occulte, toute une série d'espionnages mutuels et de dénonciations réciproques. De temps en temps apparaissaient des *visitadores* ou inspecteurs généraux, chargés de rendre compte, au gouvernement central, de l'état des colonies, ainsi que de l'esprit des populations.

On se perd dans l'énumération des différentes matières sur lesquelles s'étendait la compétence administrative du conseil des Indes : statistique générale, organisation des voyages de découvertes, envoi de curiosités pour le cabinet d'histoire naturelle, culture du quinquina, propagation de la vaccine, traités de paix, déclarations de guerre, révoltes aux Indes, prêts et dons faits à la nation, décision des conflits, entre les tribunaux des Indes, établissement de notariats, ventes de terrains vagues, confiscations, successions en déshérence, etc.

En sa qualité de tribunal suprême, le conseil des Indes recevait les appels de toutes les causes criminelles et des causes civiles, jugées en Amérique, d'un intérêt supérieur à 10,000 piastres. Ces procès s'éternisaient, les enquêtes se multipliaient, les rapports s'accumulaient, dans les archives; et bien souvent, malgré d'aussi laborieuses informations, les sentences rendues ne répondaient pas à l'équité.

Les défauts d'une machine aussi compliquée, aussi chère, aussi peu maniable n'échappaient pas aux yeux clairvoyants de Campomanes. « Nous avons perdu les Flandres, écrivait-il, nous avons perdu l'Italie; pourquoi ne pourrions-nous pas perdre aussi le Mexique et le Pérou? Et, dans ce cas, quel rôle jouerions-nous dans le monde (1)? »

Il eût fallu remédier à cette centralisation excessive,

(1) *Cartas político-económicas*, carta IV.

réprimer les exactions des fonctionnaires, en leur donnant des traitements suffisamment rémunérateurs, mettre la justice à la portée des particuliers et supprimer ces éternels procès, dispendieux et souvent iniques, rendus à Madrid, par le conseil des Indes. Mais il n'était pas facile de faire disparaître, d'un coup, ces habitudes déplorables de vénalité; d'effacer, d'un trait de plume, les haines et les souffrances, accumulées depuis des siècles. Les esprits grossiers des Indiens aspiraient à des vengeances, qu'un remaniement économique n'assouvirait pas. Il leur fallait du sang, pour solder un long arriéré de rancunes, pour calmer leur effervescence, en l'épuisant. On avait réussi, jusqu'alors, à comprimer les tentatives de révolte. Il s'en était produit, sous les règnes précédents, en 1601, en 1609, en 1624, en 1694. Le 24 juin 1765, le peuple de Quito massacra le corrégidor et tous les Espagnols qu'il put saisir. En 1776, les Indiens de l'Orénoque égorgèrent, en une nuit, tous les soldats espagnols, qui gardaient, sur une longueur de cinquante lieues, les communications, entre la haute et la basse vallée du fleuve. Un exemple, entre tous, prouvera combien les esprits étaient surexcités et comme il était facile de les enflammer! A Arequipa (1), des enfants jouaient aux contrebandiers, l'un d'eux représentant le douanier espagnol. Ses camarades oublièrent, tout à coup, que ce n'était qu'une fiction, et ils le tuèrent, comme s'il eût été un fonctionnaire véritable. La liste est longue des receveurs et des corrégidores, assassinés, avant l'année 1780. La tête de l'un d'eux fut même fichée à l'entrée d'un village de la Plata, comme pour braver, par ce sanglant trophée, le gouvernement qu'il représentait.

(1) Danvila, t. V, p. 417.

III

Au mois de novembre 1780, commença le formidable soulèvement dont le chef fut José-Gabriel Condorcanqui, surnommé Tupac Amaru; ce qui signifie, dans la langue des Indiens : *couleuvre resplendissante* (1). Il prétendait appartenir à la race des Incas, cette lignée royale du Pérou, qui croyait tirer son origine du soleil. Il empruntait, à ce titre, un prestige immense, un caractère presque sacré, parmi ses compatriotes. Cacique de Tungasuca, village de la province de Tinta, dans le Pérou, ce personnage, dans la vigueur de l'âge, hautain de caractère et irascible, avait reçu une éducation supérieure à celle des gens de sa race. Sa profession de muletier lui permettait, en outre, de se rendre, sans porter ombrage au gouvernement, dans les endroits les plus divers, d'y travailler les esprits et d'y faire germer la semence de la révolte.

Le 4 novembre, il alla, en compagnie du corrégidor de Tinta, Don Antonio Arriaga, chez un curé du voisinage, afin d'y célébrer, par un banquet, la fête de Charles III. Ils revenaient ensemble, le corrégidor marchait devant, lorsque Tupac Amaru lança un lazzo autour du cou d'Arriaga, le jeta en bas de la mule qu'il montait, le lia et l'emporta dans sa maison. Là, il l'obligea à écrire des lettres, pour convoquer, à Tungasuca, les principaux de la province, les Indiens et les Espagnols, comme s'il agissait, conformément aux ordres de ses chefs hiérar-

(1) Danvila, t. V, p. 425; Ferrer del Rio, t. III, p. 432. Il n'était pas illettré, puisqu'il avait fréquenté les universités de Cuzco et de Lima. Il obtint de porter le titre de marquis d'Oropesa. Son oncle, Don Blas Tupac Amaru, s'était rendu à Madrid, afin d'y solliciter, en faveur des Indiens. Il y mourut et on prétendit qu'il avait été empoisonné.

chiques. Le 10, Arriaga fut pendu, par un nègre, devant une foule énorme. L'exécuteur était inhabile, les cordes se rompirent; le patient tomba par terre, à demi étranglé, et, pour abréger son agonie, on dut l'achever avec un lazzo. Tupac Amaru adressa la parole aux assistants. Il leur déclara qu'il était chargé du châtiment des corrégidores, qu'il allait extirper les *mitas* et tous les abus. Il ajouta qu'il ne prétendait pas offenser le roi, qu'il se proposait de favoriser la religion et de protéger l'Eglise. Ce langage plut à la multitude; il acheva de la gagner, en la laissant piller les biens d'Arriaga et en lui promettant d'autres curées (1).

La nouvelle du meurtre d'Arriaga fut connue à Cuzco le 12 novembre. Elle fut apportée par Don Fernando de Cabrera, corrégidor de Quispicanchi, qui fut menacé d'un sort semblable à celui de son infortuné collègue. L'évêque de Cuzco lança, contre les rebelles, les censures ecclésiastiques et réunit un millier d'hommes, qu'il confia à Cabrera, pour marcher contre Tupac Amaru. La rencontre eut lieu à Sangarara. Le détachement espagnol, glacé par une tourmente de neige, se réfugia dans l'église, afin d'y passer la nuit. Le chef des insurgés fut averti; il cerna l'édifice et y mit le feu, après avoir ordonné au curé d'en retirer le Saint-Sacrement. Ceux qui voulaient sortir furent assommés; il ne fit grâce qu'à une vingtaine de créoles, qui consentirent à le servir.

Ce succès, colporté et grossi de bouche en bouche, ébranla ceux qui hésitaient encore. L'insurrection se propagea jusqu'au Tucuman. Les scènes de meurtre se multiplièrent. A Saint-Pierre de Bellavista, les rebelles égorgèrent des prêtres, des laïques, des femmes, des enfants, qui avaient cherché asile dans l'église. Le nombre des victimes fut de près d'un millier. A Caracoto, le sang

(1) LORENTE, *Historia del Peru bajo los Borbones*, p. 178, cité par DANVILA, t. V, p. 435.

coula avec une telle abondance qu'il couvrait, à ce que l'on raconte, les pieds des assassins, jusqu'aux chevilles. A Tapacari, ils voulurent enterrer vives des femmes espagnoles.

Ce ne fut pas d'abord vers Cuzco que se dirigea Tupac Amaru. Il alla vers Callao, rassemblant un grand nombre de partisans, dont le chiffre dépassait quarante mille, quelques-uns même dirent quatre-vingt mille; mais la peur excita, sans doute, les imaginations. Les courages étaient, à Cuzco, complètement abattus. Heureusement que, pour le salut des habitants, l'évêque qui y résidait était un homme d'énergie. Don Juan-Manuel Moscoso y Peralta fit prendre les armes aux ecclésiastiques séculiers et réguliers. « Voici que les moines et les prêtres se conduisent mieux que les mulâtres, avec leurs fusils, écrivait-on de Cuzco à la Paz, le 10 janvier 1781; ils sont enrôlés avec les vieillards et, en un mois et demi, ils ont appris à manœuvrer comme la milice, tandis que le palais épiscopal et le collège sont devenus les casernes des Indiens d'Oropesa (1). » — Dans une autre lettre, signée de Don Juan Manuel Moscoso, adressée à son collègue de la Paz, le docteur Don Gregorio Francisco del Campo, l'évêque rappelait la conduite de son clergé : « Les prêtres veillaient, en sentinelles, sur les tours; ils organisaient des rondes, dans les rues, gardaient les postes les plus périlleux et ne négligeaient aucun détail des fonctions soldatesques. Les religieux se chargeaient de la garde des temples, de leurs monastères et de ceux des religieuses, dans les vestibules desquels ils demeuraient, les armes à la main. Ma sollicitude s'étendait à tout, sans souci de la fatigue... (2). »

Le 3 janvier 1781, vers le soir, trois émissaires se présentèrent, devant Cuzco, et demandèrent à être reçus, par

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 419.
(2) Cette lettre porte la date du 20 juillet 1782.

l'évêque et le chapitre. Ils apportaient un message de Tupac Amaru.

« Depuis que j'ai commencé, écrivait-il, à libérer de l'esclavage les naturels de ce royaume, qui s'y trouvaient réduits, par les corrégidores et d'autres personnes, étrangères à tout acte de charité, protégeant ces résolutions contre la loi de Dieu, j'ai eu dessein, autant qu'il était en mon pouvoir, de prévenir les meurtres et les hostilités. Mais comme, dans une partie de cette ville, on commet tant d'erreurs; comme on pend, en mon nom et sans confession, les uns, qu'on arrête les autres, ces nouvelles m'ont causé une telle douleur que je me vois dans la nécessité de demander, à cet illustre chapitre, la répression de pareils excès, en m'accordant l'entrée de cette ville. Car, si on n'y consent à l'instant, je ne pourrai retarder mon entrée que je ferai à feu et à sang, sans réserve d'aucune personne! Dans ce but, le R. P. Fr. Domingo Castro, le Dr D. Ildefonso Vegerano et le capitaine D. Bernardo de la Madrid, se rendent auprès de vous, comme mes envoyés, afin que l'on me rende un compte exact de ce que cet illustre chapitre a résolu, en une affaire de cette importance. Il doit exiger que tous rendent leurs armes, quelles que soient les personnes qui les portent, faute de quoi elles seront passibles de la rigueur d'une juste guerre. Que l'on ne retienne, sous aucun prétexte, mes émissaires, parce qu'ils représentent ma propre personne; qu'on ne prétende pas que j'aie le dessein de causer le plus léger dommage à ceux qui se rendront, à quelque classe qu'ils appartiennent, ainsi que je l'ai toujours fait jusqu'à présent. Mais ceux qui, dans leur obstination, veulent poursuivre d'injustes procédés, expérimenteront toutes les rigueurs que réclame la justice divine, puisque, jusqu'à présent, on l'a vue, par beaucoup, foulée aux pieds!

« Ma personne est la seule qui subsiste du sang des rois de ce royaume! Mon origine m'a poussé à tenter,

par tous les moyens possibles, de faire cesser les abus, introduits par ces mêmes corrégidores et qu'ont inventés ces gens ineptes, qui occupent toutes les charges et les ministères, coupables de tout ce qui s'est accompli, contre ces Indiens et d'autres personnes encore, agissant contre les dispositions des rois d'Espagne, eux-mêmes, dont les lois (je le sais par expérience) se trouvent abolies et dédaignées. Aussi, depuis la conquête jusque maintenant, n'a-t-il pas été permis à ces sujets d'améliorer leur sort; ces fonctionnaires ne se sont appliqués qu'à escroquer cette misérable race, sans lui permettre de respirer. Cela est si notoire qu'il n'y a pas besoin de preuve plus concluante que les larmes versées, depuis trois siècles, par ces infortunés. Leur état ne leur a jamais permis de connaître le vrai Dieu, mais seulement de payer, aux corrégidores et aux curés, le prix de leurs sueurs et de leurs travaux. J'ai fait, de ma propre personne, une enquête, dans la majeure partie du royaume, sur le gouvernement spirituel et civil de tous les sujets. J'ai reconnu que tous ceux qui composent cette nation ne connaissent pas la loi évangélique, parce qu'il n'y a pas d'ouvriers pour la leur porter, par suite des mauvais exemples donnés.

« Ce que j'ai fait, envers le corrégidor de Tinta, je le justifie, car je me suis assuré qu'il agissait contre l'Eglise, et cet acte de justice a été indispensable, pour contenir les autres corrégidores. Mon désir est que ce genre de chefs soit entièrement supprimé, que leurs *repartimientos* cessent; qu'il y ait dans chaque province un alcade majeur, de nation indienne ou d'autres personnes de bonne conscience, sans autre connaissance que l'administration de la justice politique et chrétienne des Indes; qu'il leur soit accordé un salaire modéré et d'autres profits, qui seront constitués, en leur temps... que, dans cette ville, soit érigée une audience royale, où résidera un vice-roi, comme président, afin que les naturels obtiennent plus

facilement satisfaction. A l'heure présente, je n'ai pas d'autre mobile. Je reconnais au roi d'Espagne le pouvoir suprême, sans détourner personne de l'obéissance, qui lui est due, sans mettre obstacle au commerce commun, nerf principal pour la conservation de tout le royaume (1).»

Il ne fut pas répondu à cette lettre et les envoyés furent gardés en otage. Le 5 janvier, une affiche fut apposée, par un partisan de Tupac-Amaru, sur les maisons des chanoines, elle était ainsi libellée : « O Roi Charles III, par la grâce de Dieu, en quel péril se trouve ton royaume du Pérou, à cause des tyrannies de tant de fonctionnaires, visiteurs, corrégidores et autres inventeurs de tyrannies! Dégaine ton épée contre ceux qui sont cause de cette perdition, sachant surtout que le peuple de tes créoles n'est pas content, parce qu'on a voulu mettre le sel en régie, accabler d'impôts et de taxes ces loyaux sujets. Quand bien même périrait Tupac-Amaru, un autre viendrait lutter contre ces inventions tyranniques, et tuer le cruel visiteur et ses acolytes, ces persécuteurs du royaume (2). »

Le 9, une autre lettre de Tupac-Amaru parvint également au chapitre et à la municipalité. Il se plaignait de ce que l'on gardât le silence et menaça d'entrer de force dans la ville, de la réduire en cendres, d'y tuer tous les Espagnols, de n'y laisser subsister et de n'y établir, désormais, que des Indiens.

Malgré leur nombre, les troupes rebelles étaient moins redoutables qu'elles ne paraissaient, puisque 700 hommes, commandés par le lieutenant-colonel Laiseguillas et le cacique Don Nicolas de Rozas, tinrent en échec cette horde, pendant trois jours et trois nuits. Lorsque quelques renforts se furent glissés dans Cuzco, ils

(1) Archivo, Madrid, Estado leg. 4200, cité par DANVILA, t. V, p. 441. Par le mot *repartimiento*, il entend les ventes des corrégidores.

(2) Archivo, Madrid, Estado leg. 4200.

s'enhardirent jusqu'à attaquer les ennemis et les battirent. Cette foule, plus disposée à piller qu'à combattre, s'agita, se souleva, contre son chef. Celui-ci, sentant qu'il n'en était plus maître, leva son camp, avec précipitation. Les vainqueurs y pénétrèrent, tout ébahis de leur succès, et trouvèrent, parmi les dépouilles, abandonnées par Tupac-Amaru, le pavillon de soie et le lit doré qu'il s'était appropriés, dans le pillage de la maison d'Arriaga.

Le chef indien se retira à sa résidence ordinaire de Tungasuca. Pour réparer, autant que possible, le mauvais effet de sa défaite, il envoya, de tous côtés, des coureurs, qui tuèrent et terrorisèrent le pays. Le gros de ses forces se réunit à Tinta, tandis qu'à Cuzco se préparait une expédition, pour exterminer les rebelles. Grâce à l'activité de Don José-Alvaro Cavero, du visiteur Don José-Antonio de Areche et de l'inspecteur général Don José del Valle, 17,000 hommes furent équipés. Ils se rendirent, par différents chemins, jusqu'à Tinta, où Tupac-Amaru s'était fortifié et avait même établi une fonderie de canons.

Le descendant des Incas paraissait douter de sa mission, comme semblerait le prouver le billet qu'il envoya, le 5 mars 1781, au visiteur Areche (1). Il y plaidait les circonstances atténuantes de tous les meurtres, commis en son nom, ou par lui-même, il invoquait, suivant son usage, les cruautés des corrégidores et rappelait son loyalisme constant, envers Charles III. Ces arguments touchèrent peu Areche, s'il faut en croire sa réponse (2).

(1) Coleccion de documentos de Don Benito de la Mata Linares, t. LVII. (Real academia de la historia, F 57.)

(2) Areche écrit à Tupac Amaru, mettant en doute sa sincérité, critiquant sa criminelle conduite, indiquant les différents actes que lui Areche avait personnellement accomplis, pour défendre le roi et la religion; il avait été chargé, par Charles III, de venir améliorer le sort des Indiens. Il annonçait qu'il marchait contre Tupac-Amaru avec une nombreuse armée et que ce que le rebelle avait de mieux à faire était de renoncer à sa criminelle entreprise et de conseiller à ses partisans la soumission à leur roi légitime.

Cette démarche dénotait, chez Tupac-Amaru, une secrète inquiétude, quelque remords, peut-être même un vague espoir de pardon. Le temps n'était plus où il se croyait destiné à affranchir les Indiens; où, sur un cheval blanc, il paradait, acclamé des siens, vêtu de velours bleu, couvert d'un manteau d'écarlate, le front ceint d'un bandeau d'or, le cou orné d'une riche chaîne, terminée par un soleil, emblème de son origine sacrée (1). Il sentait que son triomphe passager touchait à son terme. Ses lieutenants n'étaient que des brutes, ne rêvant que pillages et meurtres, lui reprochant aigrement d'épargner les Européens. Un jour, l'un d'eux, nommé Cicenaro, lui dit : « Si nous n'étouffons pas tous ceux qui ne sont pas de notre race, nous resterons dans la dépendance de ceux, qui auront, dans leur corps, la moindre parcelle de sang espagnol. — « Ce n'est pas le moment d'agir ainsi, répliqua Tupac-Amaru. Occupons-nous, pour l'instant, de nous emparer de ces vastes régions; après, nous pourrons songer à nous débarrasser de tous les obstacles qui se présenteront (2). » Que pouvait-il avec de tels gens? Prolonger quelque peu encore une guerre d'extermination. Un soir, après avoir vu succomber les siens, dans un combat, il n'échappa aux Espagnols que grâce à la vitesse de son cheval, traversa une rivière à la nage et écrivit à sa femme, tout découragé : « Voici que marchent contre nous beaucoup de vaillants soldats; il ne nous reste plus qu'à mourir (3). »

Le 6 avril, il fut fait prisonnier avec sa femme, Micaela

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 440. Cette magnificence était barbare et l'accoutrement étrange, car il se coiffait, au-dessus de son diadème, d'un chapeau à trois cornes, et son vêtement de velours était recouvert de la chemisette, appelée *unco*, que portaient les Indiens.

(2) Cette scène se passait entre Tupac Amaru et son lieutenant, parce que le chef rebelle, bien qu'il proscrivit officiellement tous les Européens, accueillait favorablement tous ceux qui se présentaient de leur plein gré et même ceux qu'il soumettait par la force, s'il pouvait tirer profit de leurs talents et surtout s'ils n'étaient pas étrangers aux connaissances militaires.

(3) Danvila y Collado, t. V, p. 446.

Bastidas; ses deux fils, Hippolyte et Fernand; un de ses beau-frères; différents capitaines et colonels de ses troupes. Ces captifs furent remis à l'inspecteur Valle, dans le bourg de Tinta.

Ils furent tous amenés, non sans difficulté, car leurs partisans essayèrent de les délivrer, à la ville de Cuzco, où, le 18 mai, José-Gabriel Tupac-Amaru fut exécuté. La peur, qu'il avait inspirée à ses adversaires, se traduisit par les raffinements atroces de son supplice. On lui arracha la langue, on l'attacha, par les membres, à quatre chevaux. Par suite de la maladresse des bourreaux, du peu de vigueur des chevaux, ou de toute autre cause, le malheureux agonisait, sans pouvoir mourir; on finit par en avoir pitié et lui couper la tête, pour mettre fin à ses souffrances. On tua, également, sa femme, son beau-frère, son fils Hippolyte, âgé de vingt ans. Son fils Fernand fut contraint d'assister à tous ces horribles préparatifs et dut passer, avant d'expirer, sous la potence où furent attachés ses parents (1).

La capture de Tupac-Amaru porta à sa cause un coup mortel. Ses partisans, qui le considéraient comme un être presque sacré, furent tout étonnés de voir périr, comme un criminel vulgaire, un descendant du Soleil. Néanmoins, la pacification du Pérou ne suivit pas immédiatement sa mort. Les siens, son fils Mariano et son frère Diégo-Cristobal Tupac-Amaru, brûlaient de le venger. D'autres, de même que Julian Apaza, aimaient cette vie d'aventures, où ils trouvaient à satisfaire tous leurs appétits. Mais cette lutte qui, même du vivant de Tupac-Amaru, avait dégénéré en jacquerie, prit de plus en plus le caractère d'une guerre d'extermination. Les excès commis rendirent les révoltés odieux et leur aliénèrent tous ceux qui, au début, avaient ressenti quelque sympathie pour la légitimité de leur cause, pour l'affranchissement de leur

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 450.

race opprimée. Le soulèvement fut bientôt circonscrit aux évêchés de Cuzco et de la Paz, où il allait être finalement vaincu, par les efforts combinés des vice-rois du Pérou et de Buenos-Aires.

La ville de la Paz était bloquée par des Indiens, commandés par Julian Apaza. De stature moyenne, laid de figure, un peu contrefait, ses yeux, quoique petits et enfoncés dans l'orbite, brillaient d'audace et d'énergie. Il affectait une grande dévotion, multipliait, devant les tabernacles, les génuflexions et les signes de croix, ce qui ne l'empêchait pas de s'adonner à l'ivrognerie et à la débauche. Il exigeait du clergé des honneurs royaux, se faisait recevoir, à la porte des églises, avec l'eau bénite et le dais. Ses partisans croyaient qu'il recevait des révélations d'une image miraculeuse de la Vierge, précieusement enfermée, par lui, dans une cassette. Quand on amenait à Julian Apaza des prisonniers, il s'enfermait pour consulter Notre-Dame, et, selon les prétendus conseils de l'image merveilleuse, les captifs étaient graciés ou envoyés à la mort.

La prise de la Paz, par les insurgés, paraissait inévitable, car Don Sebastian Segurola (1), qui défendait la ville, ne disposait que de cent fusils de munition et de quelques fusils de chasse. Il fit des prodiges et réussit à tenir jusqu'au 1er juillet 1781. A cette date, entra un premier convoi de secours, commandé par Don Ignacio Flores. Le sort des habitants sembla, dès lors, moins désespéré, car ils réussirent, dans une sortie, à s'emparer d'une femme, épouse légitime ou maîtresse de Julian Apaza, qui prenait le titre de vice-reine. Les Indiens, de leur côté, sai-

(1) *Diario de los sucesos de la Paz*, depuis le 13 mars jusqu'à la fin de décembre 1781, par Don Sebastian DE SEGUROLA. Mss. *Sobre America*, t. VIII, p. 74-151, Madrid. *Real Academia de la historia*. (DANVILA, t. V, p. 452.) Ce journal du siège de la Paz a été publié récemment dans la Collection de Documents inédits pour l'Histoire d'Espagne, t. LXXVI, Madrid, 1881.

sirent un aumônier du régiment de la ville, et, le gardant comme otage, ils entamèrent un accommodement. Le temps se passa en pourparlers, interrompus par des combats, jusqu'au 17 octobre; les assiegés apprirent alors qu'une nouvelle colonne de 7.000 hommes, sous les ordres du colonel Don Josef Reseguin, venait à leur secours. En même temps, le vice-roi de Lima promit une amnistie à tous ceux qui se soumettraient et reconnaitraient l'autorité du roi d'Espagne. Julian Apaza, surnommé Tupac-Catari, fut capturé, condamné à mort, écartelé, attaché à la potence, pendant plusieurs jours. Des quartiers de son corps furent exposés, dans les différents endroits, témoins de ses crimes, et finalement brûlés.

Une négociation fut ouverte avec Diego-Cristobal, frère de Tupac-Amaru, par l'entremise de Don Ramon Arias, chef d'une colonne d'Arequipa. Diego protestait de sa bonne volonté, mais montrait la plus grande défiance, comme s'il craignait que l'on ne manquât à toutes les promesses qu'on lui faisait. Il se décida enfin à se rendre au village de Sicuani, avec les siens, prêta serment, entre les mains de l'evêque de Cuzco (1), le 27 janvier 1782, et vint résider dans cette ville.

Mais ce chef se compromit, quelque temps après, avec

(1) Voici une lettre écrite par l'evêque de Cuzco, au moment de la soumission de Diego Cristobal : « Je retournai à ma capitale, avec la pensée de laisser à Sicuani un véritable gage de la paix universelle tant désirée, en la personne de Diego Tupac Amaru, repentant de ses anciens crimes, avec la majeure partie de sa famille. Il me retenait avec des larmes et d'importunes supplications, soit qu'il me considérât comme le seul appui de son récent pardon, soit qu'il se défiât de la foi des chefs, au pouvoir desquels il restait... Je ne pus condescendre à ses prières parce que j'étais appelé à la ville, par la mort soudaine de mon vicaire général... (20 juillet 1782). — Ce digne prélat eut à repousser les calomnies que l'on insinua contre lui. On l'accusa d'être de connivence avec le rebelle Tupac Amaru. Sa justification donna naissance à un livre publié par Don Louis-Manuel Venero de Valera et intitulé : *Inocencia justificada contra los artificios de la calumnia. Extracto del papel que escribio en defensa de su honor y distinguidos servicios, hechos con motivo de la sublevacion suscitada en el reyno del Perù por el cacique Josef Gabriel Tupac Amaru, en el año de 1780, el Illmo Sr D. Juan-Manuel Moscoso y Peralta, actual obispo de Cuzco.*

ses neveux Mariano et Andres Noguera. Il participa, avec eux, à une tentative criminelle, qui échoua, aux environs de Lima. Tous trois, capturés, eurent leur procès instruit, par le visiteur Don Gabriel Aviles et l'auditeur La Mata Linares. Ils furent condamnés au dernier supplice, ainsi que soixante individus, leurs parents ou leurs alliés. Avant d'être pendu, Diégo-Cristobal eut les seins tenaillés, avec des pinces rougies au feu (1).

Ainsi se termina, par des supplices, cette tentative d'émancipation de la race indienne. Il est curieux de songer que, tandis que s'accomplissaient de pareils événements, Charles III travaillait, avec répugnance toutefois, à l'émancipation des colonies anglaises. Lorsque l'on considère l'ensemble des mesures qu'il édicta, contre les abus de cette administration coloniale, causes principales de cette révolution, on remarquera que Charles III se conduisit avec timidité et qu'il ordonna des palliatifs plus que des réformes. Il envisagea la question, moins dans son ensemble que dans les détails secondaires. Il apporta quelques modifications, dans la hiérarchie : suppression des alcades majeurs, remplacés par des intendants de province et des subdélégués; il interdit le commerce ridicule et coupable des corrégidores; dès l'année 1765, il avait rendu un décret abolissant le privilège de Cadix, relatif au commerce d'outre-mer, et complété cette mesure, en 1778. Intelligentes et sages prescriptions, qui mettaient fin à ces tracasseries policières de la chambre de commerce (*casa de contratacion*), moins utiles aux armateurs que favorables aux contrebandiers; mais, cependant, moyens insuffisants pour couper le mal dans sa racine, pour corriger le vice essentiel de l'administration coloniale : l'excès de la centralisation! Le décret de 1778 aboutit, au contraire, à une conséquence tout opposée;

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 459.

car, lorsque les ports de Barcelone, de Valence, d'Alicante, de Malaga, de la Corogne et de Santander eurent, comme Séville et Cadix, le droit d'envoyer, au nouveau monde, des vaisseaux marchands, le conseil des Indes, déjà surchargé d'attributions, hérita d'une partie de celles, dévolues, autrefois, à la *casa de contratacion*.

D'Aranda avait proposé au roi une réforme radicale, qui le déchargeait du gouvernement des colonies, tout en conservant, sur elles, sa suzeraineté. D'après ce projet, Charles III ne gardait, sous son autorité directe, que Cuba, Puerto-Rico et une position dans l'Amérique du Sud. Le reste des Indes formerait trois grands royaumes : Nouvelle-Espagne, Côte-Ferme et Pérou, attribués à des infants. Ils reconnaîtraient la suprématie du roi d'Espagne, qui prendrait le titre d'empereur. Rattachés à la Péninsule, par leur naissance, leurs alliances et des traités de commerce, ces princes lui payeraient, en outre, un tribut : le roi de la Nouvelle-Espagne donnerait des barres d'argent; celui du Pérou, des lingots d'or; le souverain de la Côte-Ferme, du tabac et des épices. Comme l'Espagne ne se trouvait pas en mesure de pourvoir l'Amérique de tous les objets manufacturés, qui lui seraient nécessaires, cette importation serait accordée à la France, à l'exclusion de l'Angleterre (1).

Ceux qui connaissent le caractère timoré de Charles III concevront aisément son effarement, lorsqu'il lut un pareil

(1) Danvila y Collado, t. V, p. 470. L'auteur a consulté la *Memoria secreta presentada a Carlos III por el conde de Aranda despues de firmado el tratado de Paris de* 1783, *biblioteca del Sr D. Antonio Canovas de Castillo.* Cette citation réfute le passage de Ferrer del Rio, t. III, p. 403, où cet historien écrivait : « Il nous paraît tout à fait invraisemblable qu'Aranda ait fait une semblable proposition. » Ferrer del Rio cite une lettre d'Aranda à Florida Blanca, de l'année 1786, dans laquelle le comte reproduit à peu près les mêmes idées que dans son mémoire. Les deux historiens espagnols sont donc d'accord quant aux pensées de l'ancien président du conseil de Castille, mais Ferrer soutient qu'il ne fit pas de démarche officielle auprès de Charles III et que, dans sa lettre à Florida Blanca, il qualifiait lui-même son plan de *rêve* politique. (Ferrer del Rio, t. III, p. 407.)

mémoire. Non seulement cet écrit blessait son goût naturel pour la tradition, pour les institutions établies, mais, en outre, il émanait d'un homme qui lui était antipathique et dont il se défiait, qu'il qualifiait d'esprit versatile et imprudent! Ces raisons suffisaient pour que le roi rejetât de pareils conseils, considérés, par lui, comme autant de chimères.

CHAPITRE IX

DERNIÈRES NÉGOCIATIONS ET MARIAGES PORTUGAIS

I. Traités avec le Maroc, avec la Porte, la régence de Tripoli; expéditions contre Alger et négociations avec le dey, trêve avec Tunis, considérations de Florida Blanca, sur la paix avec les musulmans. — II. Naissance des jumeaux, fêtes célébrées à cette occasion. — III. Mariages portugais, cérémonies, démarche officielle de M. de Lourizal, arrivée de Doña Mariana à Aranjuez, récompenses royales, mort de l'infant Don Louis, éventualités successorales. — IV. Querelles avec Naples, Marie Caroline, nullité de Ferdinand, Acton, langage violent de Florida Blanca, lettre de ce ministre à d'Aranda; instructions de Charles III à M. de Llano, ambassadeur à Vienne; conduite de l'ambassadeur Las Casas, mission de Pignatelli à Madrid, anecdote relative à l'infant Gabriel, deuils; mort de Doña Mariana, de son époux; l'infante Charlotte destinée à régner, en Portugal, arbitrage de Charles III, entre l'Angleterre et la France, au sujet de la Hollande.

I

Lorsque, au mois d'octobre 1788 Florida Blanca, remit au roi son fameux *Memorial*, résumé des actes accomplis, sous sa direction, sorte de testament politique, destiné à ses successeurs, un des résultats dont ce ministre se montra particulièrement fier est d'avoir conclu la paix avec les puissances barbaresques, d'avoir signé un traité d'alliance avec la Porte. « Désormais, écrit-il, non sans orgueil, le drapeau espagnol se voit fréquemment dans tout le Levant où, jusqu'alors, il était inconnu (1). »

Florida Blanca, dans la poursuite de ce dessein, fit preuve d'une persévérance et d'une ténacité que ne dé-

(1) *Biblioteca de Autores españoles, obras originales de Florida Blanca*, t. LIX, p. 319.

couragèrent ni les obstacles, ni les échecs. On a vu, précédemment, les combats livrés au Maroc, autour de Melille et du Peñon de Velez; l'humiliante retraite d'O'Reilly, après la tentative infructueuse, contre Alger.

Au temps de la guerre contre l'Angleterre, les combats, sur la côte d'Afrique, furent nécessairement suspendus, car l'Espagne n'avait pas trop de toutes ses forces, et l'instant n'était pas de les éparpiller, par des actions secondaires. On ajourna donc, provisoirement, la revanche d'Alger, et on se contenta de terminer les négociations, commencées avec le Maroc. L'empereur de ce pays, assagi, par ses défaites antérieures, délégua, en Espagne, un ambassadeur, Sidi Mohamed-ben-Otoman, qui signa, le 30 mai 1780, un traité d'alliance avec Charles III, ratifié le 25 décembre, par le souverain musulman. Les navires anglais, amarrés, dans les ports de Tanger et de Tétouan (1), reçurent l'ordre d'en sortir. Malgré cette bruyante démonstration officielle, toute relation commerciale ne fut pas désormais rompue, entre le Maroc et la Grande-Bretagne. Pendant la guerre, les musulmans de Tanger et d'autres ports furent les pourvoyeurs habituels de Gibraltar. Cependant, le gouvernement espagnol ferma les yeux sur ces infractions subreptices et sa tolérance en fut récompensée. L'empereur du Maroc révéla des intrigues anglaises, machinées pour s'emparer de Tanger. La guerre terminée, le lieutenant-colonel Don Francisco Salinas y Moñino partit, en qualité d'envoyé extraordinaire, le 27 avril 1785. Il leva une carte du pays, depuis Tétouan jusqu'au cap Spartel, et obtint, pour les missionnaires espagnols, la permission de bâtir une maison à Tanger. Il rapporta en Espagne, pour Charles III, des présents, de la part de l'empereur. Les badauds de Madrid se pressèrent autour de cages, con-

(1) La ville de Tétouan est située à 6 kilomètres dans l'intérieur des terres, néanmoins elle a un port sur la Méditerranée à 48 kilomètres S.-E. de Tanger.

tenant un lion, un tigre, une hyène, des autruches, des chèvres et des moutons (1).

Le dey d'Alger se montra moins accommodant que l'empereur du Maroc. Il repoussa toutes les ouvertures, sous prétexte qu'il ne pouvait rien conclure, avec l'Espagne, sans l'approbation du Grand Seigneur. Dans son *Memorial*, Florida Blanca ne mentionne que d'une façon générale les jalousies européennes, qui entravèrent les progrès des négociations espagnoles, avec la Porte. Par une lettre au comte d'Aranda (2), il est plus explicite et désigne particulièrement notre nation, comme l'instigatrice de toutes les intrigues. « Sachez, écrit-il, que, d'après mes conjectures bien fondées, cette cour (la France) nous a trompés, avec le Turc et les Algériens, lorsqu'elle nous offrit de nous réconcilier avec eux. Aujourd'hui qu'ils ont su que nous pouvions découvrir leurs trames, Montmorin est venu, avec de petites questions doucereuses, de la part de Vergennes, pour savoir ce que fait notre émissaire à Constantinople, bien qu'ils le sachent mieux que nous; mais le remords les travaille. Je n'ai pu me retenir de laisser échapper une belle sortie, contre le sieur de Montmorin, et V. E. peut, si on lui parle de tout ceci, ou feindre de ne rien savoir, ou s'expliquer en termes ambigus, tels que nos intentions ne se découvrent pas et donnent à ces gens des appréhensions de notre dégoût. Le prétexte de notre émissaire, c'est de régler différentes choses, relatives aux Lieux Saints et de *tâter le terrain.* »

Cet envoyé, Don Juan de Bouligny, s'aperçut bien vite que ce terrain était plein de fondrières et de pièges. Néanmoins il réussit et il y fut aidé par l'ambition de Catherine II. Achmet IV espéra trouver, en Charles III, un appui contre la Russie, qui voulait s'annexer la Crimée.

(1) Danvila, t. V, p. 475 et *seq.*
(2) 27 octobre 1779. (Ferrer del Rio, t. IV, p. 6.)

Depuis 1774 (1), l'anarchie y était l'état normal, parce que le traité de Kaïnardji, en déclarant cette presqu'île indépendante, avait dépouillé le sultan de sa souveraineté temporelle. Ce prince revendiquait, comme successeur des khalifes, la suprématie religieuse. Livrés à eux-mêmes, les *mourzas* s'étaient partagés en deux fractions, le parti russe et le parti turc. Tour à tour, on faisait et on défaisait le khan de Crimée. Le 14 septembre 1782, un traité de paix, de commerce et d'amitié fut signé, entre Don Juan de Bouligny et le grand vizir, au nom du sultan. Les formes observées furent les mêmes qu'avec la France, la Sicile, l'Angleterre, la Hollande et la Suède : des consuls espagnols furent établis, dans tous les ports de l'empire ottoman et les sujets de Charles III furent autorisés à visiter les lieux saints. Le chapitre XVII de cette convention portait que la Porte notifierait, aux régences barbaresques, la paix, qu'elle venait de conclure, avec Madrid.

Le résultat immédiat de ce traité fut de faire aboutir celui de la régence de Tripoli avec le roi d'Espagne (2). L'instigateur en fut le maréchal de camp, comte de Cifuentes, capitaine général des Baléares depuis la conquête de Minorque. Dans cette île vivait un négociant, Don José de Soler, qui avait trois fils. L'un d'eux, Pedro, résidait alors à Tripoli, pour y recouvrer une créance; Juan, son frère, était un homme fort habile, qui connaissait l'arabe et plusieurs autres langues étrangères; enfin, Jaime avait épousé une fille du consul hollandais à Tunis. Cifuentes fut amené à s'entremettre, dans la négociation de Tripoli, par une lettre que lui adressa Don Pedro, dans laquelle ce dernier montrait les bonnes dispositions du bey et offrait ses services. Florida Blanca, consulté, autorisa la poursuite de cette affaire et communiqua à Ci-

(1) A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 491.
(2) Ferrer del Rio, t. IV, p. 9.

fuentes le firman d'Achmet IV à la régence de Tripoli (1).

Quant au dey d'Alger, il restait toujours aussi difficultueux (2). Une expédition de six vaisseaux de ligne, de trois frégates, deux galiotes, trois brigantins, neuf chébecs, trois balandres, vingt barques canonnières, vingt bombardes, six felouques et huit brûlots partit, au mois de juillet 1783, sous les ordres de Don Antonio Barcelo. Il semblait que de pareilles forces dussent vaincre les Algériens ou, tout au moins, leur causer de sérieux dommages. Le 1er août commença le bombardement. On tira, sur la ville, trois cent quatre-vingts bombes, sans grand résultat. « J'ai entendu dire, rapporte Fernan Nuñez, à une personne véridique, qui s'est trouvée dans la place, que beaucoup de ces projectiles étaient remplis de terre. Si cela était vrai, au lieu d'être un grief contre Barcelo, ce serait un soupçon fondé de la mauvaise intention de ceux qui servaient sous ses ordres, de leur jalousie à l'égard de leur chef, à cause de son humble origine. Il est vrai que ce valeureux marin n'avait pas, comme lieutenant général, les mêmes qualités que comme capitaine d'un corsaire. Ce feu d'artifice dura huit jours, spectacle beaucoup trop coûteux, pour le divertissement des Maures et l'utilité de celui qui le paya. »

On reprit cette opération, en l'année 1784. Une division de la marine portugaise, commandée par le briga-

(1) Ce traité porte la date du 10 septembre 1784. Don Pedro Soler fut nommé consul à Tripoli, et son frère Don Juan commissaire des guerres. Leur père eut une pension viagère de trente douros par mois. Le préambule du décret royal, qui accordait ces récompenses, commençait ainsi : « Le jugement, la prudence, la discrétion et la promptitude avec laquelle vous avez entrepris et achevé, à la satisfaction du Roi et du bey de Tunis, la négociation de la paix, ont fortifié l'opinion que S. M. avait de vous comme sujets habiles, prudents et utiles à l'Etat. Aussi, comme vous demandiez, dans le cas où le Roi montrerait pour vous quelque sollicitude, qu'elle se tournât en faveur de votre père, S. M. s'est demandé si de tels fils, qui honorent ainsi leur père, sont plus dignes de récompense qu'un père, qui a réussi à inspirer à ses fils de tels sentiments... »

(2) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. II, p. 11, et Aff. étr., Espagne, t. DCXI, f° 76.

dier Ramirez, s'unit à notre escadre. Les Maltais collaborèrent à l'expédition, ainsi qu'ils l'avaient fait en 1783. L'effet fut le même, avec plus de témoins et de risques, car les Algériens présentèrent une ligne importante de barques canonnières et de bombardes. Peu s'en fallut qu'ils ne coupassent l'escadre. On battit en retraite, comme l'année précédente, « avec augmentation de dépenses, de honte, et sans profit. »

On préparait une quatrième expédition en 1785 (1), lorsque le comte de Cifuentes remit, au ministre Florida Blanca, une lettre d'un certain Bartolome Escudero. Elle portait que le dey était décidé à conclure un accommodement. Aussitôt le roi ordonna au chef d'escadre Mazarredo de partir, avec deux vaisseaux et deux frégates, et de hisser le drapeau blanc, en vue d'Alger. Mazarredo quitta Carthagène et parvint à sa destination le 14 juin. Les préliminaires furent signés le 16 juillet 1785. Certaines difficultés retardèrent encore le traité définitif. Mais le frère Alvaro Lopez, administrateur, à Alger, de l'hôpital des Espagnols, parvint à les vaincre. Il y eut, dans cette négociation, l'intervention d'un personnage assez énigmatique, Français mâtiné d'Autrichien, qui se faisait appeler le comte d'Expilli et qui réussit à obtenir le poste de consul à Alger. Fernan Nuñez en parle comme d'un intrigant, sans s'expliquer davantage.

Le bey de Tunis (2) avait donné sa parole que la paix, conclue avec Alger, entraînerait celle de sa régence. Don Jaime Soler, gendre de M. Nissen, consul de Hollande à Tunis, se flattait de conduire ces pourparlers. Mais, quand il débarqua, il se trouva devancé, par un capitaine de vaiseau marchand, Don Alejandro Baselini. Le traité obtenu n'était qu'une trêve que Soler espérait transformer plus avantageusement. Les prétentions du bey

(1) Aff. étr. Espagne, t. DCXVI, f° 12, et t. DCXX, f° 17.
(2) Danvila, t. V, p. 484, et Ferrer del Rio, t. IV, p. 14.

de Tunis étaient excessives. Interprétant faussement le traité avec les Algériens, il voulait s'y reporter, en frappant les marchandises, importées par les Espagnols, de droits fort élevés et en dressant une liste de présents que lui ferait annuellement le roi d'Espagne. Don Jaime repoussa de telles conditions, qu'il jugeait contraires à l'honneur de son maître. Alors le bey demanda qu'on lui versât au moins 2 millions de douros, parce qu'il soutenait que la cochenille et la laine, introduites dans ses Etats, par les juifs, venant de Livourne, payaient un droit d'environ 9 ou 10 pour 100; que cette taxe, par suite du traité avec les Espagnols, tomberait à moins de 3 pour 100, quand les sujets de Charles III apporteraient, directement, ces produits. Il estimait la perte annuelle, qu'il subirait ainsi, à 40,000 piastres. Don Jaime Soler échoua dans ses pourparlers, parce qu'il eut, contre lui, les commerçants étrangers, inquiets de la concurrence espagnole. Force fut donc de s'en tenir à la trêve conclue par Baselini.

Les avantages, obtenus de la Porte et des régences barbaresques sont ainsi résumées par Florida Blanca : « Votre Majesté tient libres d'ennemis et de pirates les mers, depuis l'Océan jusqu'à l'extrémité des domaines du sultan, dans la Méditerranée... En ce temps, sont terminés l'esclavage de tant de milliers de malheureux et l'abandon de leurs familles infortunées, d'où il résultait d'indicibles préjudices à la Religion et à l'Etat. Maintenant a cessé l'extraction continuelle de sommes énormes d'argent qui, en nous appauvrissant, enrichissaient nos ennemis et facilitaient leurs armements, pour nous nuire. Enfin, on peuple et on cultive, avec une incroyable promptitude, trois cents lieues de terrains, les plus fertiles du monde, sur les côtes de la Méditerranée, que la terreur des pirates avait laissés abandonnés et stériles... (1). »

(1) *Memorial de Florida Blanca*, t. LIX, déjà cité, p. 320.

II

La succession masculine du prince des Asturies n'était assurée que par l'infant Carlos-Eusebio, qui mourut le 11 juin 1783. La princesse Marie-Louise était grosse, la cour se trouvait à Saint-Ildefonse, lorsque, dans la matinée du 5 septembre, on avertit le roi que l'accouchement était prochain. Il se rendit, aussitôt, à l'appartement de sa belle-fille, traversant la foule des courtisans, qui se pressaient sur son passage. A huit heures, Charles III annonça, à ceux qui l'entouraient, l'heureuse naissance d'un garçon, et bientôt il se présenta, tenant, entre ses bras, son petit-fils, qu'il montra aux officiers du palais, aux prélats, aux grands, aux conseillers d'Etat et aux ambassadeurs. On baptisa, sur-le-champ, le nouveau-né qu'on appela Charles-François-de-Paule. La cérémonie s'achevait à peine que le roi apprit la venue d'un second garçon. Charles III accomplit, à son égard, les mêmes formalités que pour son frère, et cet infant reçut le nom de Philippe (1).

Pour célébrer, comme il le méritait, cet heureux événement, advenu en même temps que la ratification de la paix avec l'Angleterre, un décret royal, du 22 octobre, ordonna de chanter le *Te Deum* et d'illuminer, pendant trois nuits consécutives, dans tout le royaume. Poètes populaires, poètes de cour rivalisèrent, entre eux, d'adulations; mais Madrid, qui voulait effacer, dans l'esprit du monarque, tout souvenir des émeutes passées, sur-

(1) Emilio Cotarelo y Mori, *Iriarte y su epoca*, p. 281.

passa les autres villes par ses manifestations de joie et d'amour.

Elle employa à ses préparatifs les derniers mois de l'année 1783 et la moitié de l'année suivante. Touché de tant de zèle, pour lui complaire, Charles III dérogea à ses habitudes et consentit à présider ces fêtes. Le 30 juin 1784, la cour arriva à Madrid, et, le 3 juillet, le corrégidor Armona publia le programme des réjouissances. Elles durèrent trois jours et commencèrent le 13 du même mois.

On décora la Plaza Mayor et elle fut splendidement illuminée. Les édifices publics placèrent, sur leurs façades, des portraits du roi et des princes ; ils les ornèrent de devises et d'inscriptions. Les particuliers décorèrent leurs maisons de tentures, de statues, de trophées. Tout ce que l'histoire sacrée ou profane offrait d'allusions fut reproduit par des artistes improvisés. On ne vit jamais tant de tableaux, représentant Castor et Pollux, Romulus et Remus, Jacob et Esaü. Ceux qui se firent les plus remarquer, par le luxe qu'ils déployèrent, furent le duc de Hijar, le marquis de Cogolludo, les ducs d'Albe, de Medina-Celi et de Villahermosa.

A quatre heures de l'après-midi, sortit la mascarade, organisée par la municipalité de Madrid. Elle se composait de cinq chars de triomphe, traînés, chacun, par six chevaux, richement harnachés. Des timbales et des clairons les précédaient, ainsi que des comparses, revêtus de différents déguisements, qui dansèrent devant le palais du roi. Les jours suivants, le cortège parcourut la ville et dansa sur la Plaza Mayor. Le roi et sa famille vinrent assister à ce spectacle.

Vingt mille étrangers affluèrent dans la capitale. La vigilance du corregidor Armona (1) ne fut pas en défaut, et,

(1) Ce fut un des corrégidores les plus aimés de Madrid. Il remplissait sa charge depuis douze ans, quand il fut frappé d'une maladie grave qui mit

malgré la foule, qui encombrait les rues, il n'y eut aucun désordre, aucun accident grave à déplorer. Les courses de taureaux se célébrèrent, avec leur pompe accoutumée. Il y eut aussi des divertissements moins grossiers, plus pédants peut-être. Les assistants, qui se pressaient à l'académie de San-Fernando, écoutèrent le poème de Don Vicente de la Huerta (1), intitulé *l'Oracle de Manzanares;* il célébrait la paix récente et prédisait la prochaine expédition de Barcelo contre Alger. Don Ignacio Lopez de Ayala (2) lut une élégie sur l'embellissement de la nature, par les nobles arts, la peinture et la sculpture.

La municipalité proposa, au concours, deux prix de 50 doublons, destinés à récompenser les deux meilleures comédies ou tragédies, composées pour la circonstance. La somme était médiocre, mais l'auteur avait, comme compensation, tout le luxe de mise en scène, qui serait dépensé, pour faire valoir son œuvre. Don Ramon de la Cruz, le plus célèbre écrivain de saynètes à cette époque, devait en composer la *loa* ou l'avant-propos; les décors seraient brossés par un peintre renommé alors, Don Antonio Carnicero. Don Gaspar de Jovellanos présida le jury littéraire, qui décerna le prix à deux comédies que l'on examinera ailleurs, *los Menestrales* (3) de Don Candido Maria Trigueros, et *las Bodas* (les noces) *de Camacho* de Don Juan Melendez Valdès.

ses jours en danger. Les communautés religieuses célébrèrent spontanément des messes, pour son rétablissement, et, jusqu'à sa convalescence, des grands d'Espagne, des nobles, des prêtres, des officiers, des gens du peuple se pressaient à sa porte, pour savoir des nouvelles. (Voir *Armona noticias privadas de casa*, 3e partie, citées par FERRER DEL RIO, t. IV, p. 89.)

(1) Un des défenseurs les plus ardents de la tradition dramatique espagnole.

(2) Auteur d'une tragédie, *la Numancia destruida.*

(3) Les ouvriers.

III

Ces fêtes furent bientôt suivies de jours de deuil. A la fin de novembre 1784, les infants étaient morts (1). Le roi, pour assurer, avec plus de sécurité, sa succession, voulut établir son troisième fils, l'infant Gabriel, et résolut de le marier avec Doña Mariana-Victoria, fille de la reine de Portugal. Il projeta encore une autre union entre Doña Carlota, fille aînée du prince des Asturies, et Don Juan, second fils de la reine de Portugal.

Don Gabriel était prieur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte. Non seulement le pape l'autorisa à se marier, mais il lui permit de transmettre héréditairement sa dignite à ses descendants. Ce prince fut assuré ainsi, lui et les siens, d'un revenu de 4 millions de réaux (2).

Ces unions resserraient les liens, qui existaient déjà, entre Lisbonne et Madrid; elles consolidaient, entre les deux couronnes, des rapports d'étroite amitié, en évitant, toutefois, les embarras d'une alliance plus onéreuse qu'utile au roi Catholique. Enfin, l'annexion future du Portugal serait peut-être préparée ainsi (3).

Florida Blanca, l'heureux et habile instigateur de ces négociations, se proposait, en outre, d'affranchir, par ce moyen, la monarchie espagnole de la tutelle de notre pays. Cette intention secrète fut discernée, par des esprits poli-

(1) Le 14 octobre de cette année naquit celui qui régna sous le nom de Ferdinand VII.

(2) Fernan Nuñez. *Compendio*, t. II, p. 11, et Aff. étr., Espagne, t. DCXI, f° 280.

(3) *Instruccion reservada para la Junta creada en 8 de julio de* 1787, parag. CCCLXXV-CCCLXXVIII, biblioteca de autores españoles, t. LIX.

tiques, comme Fernan Nuñez, alors ambassadeur à Lisbonne. Lui, ordinairement assez sceptique, assez indifférent, se laissa gagner par l'enthousiasme, qui animait les *Ibéristes* ou antifrançais (1).

Le duc d'Almodovar fut nommé grand majordome de la future belle-fille de Charles III, le marquis de Llano fut chargé de conduire, à la frontière, la princesse Charlotte. Le jour de Pâques de l'année 1785 fut fixé, pour l'entrée solennelle du roi, dans l'église de Notre-Dame d'Atocha. Cette cérémonie se pratiquait, chaque fois qu'une infante quittait l'Espagne. La cour, après une villégiature de quelques jours à Aranjuez, devait, ensuite, revenir à Madrid, pour la demande solennelle, que ferait le marquis de Lourizal, au nom de sa souveraine la reine Très Fidèle (2).

Le 27 mars, celui-ci partit, à cheval, de son hôtel, accompagné de l'introducteur des ambassadeurs et d'un majordome de semaine, aussi à cheval, précédé par une livrée nombreuse, suivi de neuf voitures de gala. La première était celle que le roi d'Espagne lui avait envoyée; ensuite venaient quatre carrosses, commandés à Paris par le marquis; puis celui du nonce, de l'ambassadeur de Naples, du majordome de semaine, et de l'introducteur des ambassadeurs. Le marquis de Lourizal fut reçu, au haut de l'escalier, par le capitaine des gardes de quartier, à la tête de la maison du roi, et conduit à l'appartement de Sa Majesté à qui il fit la demande. Il se rendit, ensuite, chez le prince des Asturies et se retira, avec le même appareil, à cette différence près qu'au retour, il entra dans la voiture du roi d'Espagne. Le soir, il revint au palais. Le monarque le reçut, sous le dais, dans le salon des am-

(1) Morel-Fatio, *Etudes sur l'Espagne*, 2e série, p. 260.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXVI, 14 février 1785. La correspondance est de Bourgoing. Montmorin, étant parti le 3 septembre 1783, ne fut remplacé par le duc de la Vauguyon que le 16 mai 1785.

bassadeurs, ayant à sa droite toute sa famille assise et, à sa gauche, trente grands d'Espagne, l'archevêque de Tolède, le grand inquisiteur, le patriarche des Indes, le gouverneur du conseil de Castille et le confesseur, lesquels étaient tous debout et avaient été appelés, comme témoins. Le ministre des Indes, M. de Galvez, en qualité de notaire du royaume, lut, à haute voix, un acte qui contenait, à la fois, le contrat de mariage de l'infante Charlotte et celui de Don Gabriel.

La lecture terminée, les contrats furent signés, sur-le-champ, par le roi d'Espagne et sa famille, y compris l'infant Don Louis, venu tout exprès de son château de *las Arenas*. On observa que cette cérémonie réveillait, chez ce prince (1), des regrets dont il ne pouvait entièrement étouffer l'expression. Lorsque l'ambassadeur eut signé à son tour, le souverain et toute sa famille passèrent dans un autre appartement, où un autel était dressé. Le patriarche des Indes y donna la bénédiction nuptiale à l'infante Charlotte et à Don Juan, représenté par Charles III. Immédiatement après, M. de Lourizal retourna chez lui, où il donna une fête. Cinq à six cents personnes prirent part à un *refresco*, à une sérénade, à un souper splendide et à un bal paré (2).

Vers la fin de mai, la princesse de Portugal arriva à Aranjuez. Le roi avait envoyé son sommelier de corps, le marquis de Valdecorzana, et le prince des Asturies le duc de Frias, pour la complimenter. L'infant Gabriel alla au-devant de sa fiancée sur la route de Tolède et la pré-

(1) On ne lui avait, en effet, permis qu'un mariage morganatique, et ses enfants étaient exclus du trône.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXVI, f° 155. Dans la lettre de Bourgoing, on relève cette observation qui trahit les secrètes inquiétudes de la France : « A la lecture du contrat, on a remarqué que cet acte ne renfermait pas un mot qui eût rapport à la succession aux trônes d'Espagne et de Portugal, et que l'infante Charlotte et l'infant D. Gabriel y étaient nommés dans l'ordre où ils étaient assis, c'est-à-dire la jeune infante avant son oncle, ordre que la pragmatique de Philippe V semblait avoir interverti. »

céda de quelques instants. Tous les officiers de la cour, en uniforme de gala, se tenaient au haut du grand escalier, autour du roi. L'infante se jeta à ses genoux. Sa Majesté la releva, l'embrassa et la conduisit, aussitôt, devant le patriarche des Indes, qui ratifia la cérémonie du mariage, accomplie à Lisbonne. Puis, Charles III alla à sa chapelle, où il entendit le *Te Deum*. Un banquet eut lieu, ensuite. On remarqua que la princesse était grande, avait un beau teint et de belles dents, mais qu'elle commençait à prendre beaucoup d'embonpoint (1).

Fernan Nuñez, ambassadeur à Lisbonne, dont le patrimoine était déjà passablement ébréché, le compromit encore par ses largesses. A la fête, qu'il donna, au palais du Rocio, éclairé par plus de trois mille bougies ou torches de cire, on servit une superbe collation et un souper de trois cent trente et un couverts, où parurent les mets et les objets les plus rares. Les invités admirèrent, particulièrement, des surtouts de table, que leur hôte avait fait venir de Paris.

Charles III avait refusé les arcs de triomphe et les décorations qu'il est d'usage d'exécuter, en de semblables circonstances. Il dit au corrégidor Armona, qui lui présentait un projet dressé, par l'architecte Don Ventura Rodriguez, directeur de l'Académie de San-Fernando, qu'il ne voulait pas gaspiller l'argent de ses sujets; que leur amour, leur fidélité et leur joie lui suffisaient (2).

Mais la satisfaction du roi apparut dans ses récompenses. Le marquis de Lourizal reçut la Toison d'or; le

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXVII, 23 mai 1785. Le duc de Valdecorzana, à la mort du duc de Losada, devint sommelier de corps du roi; il était le neveu du défunt et avait rempli autrefois, auprès du prince des Asturies, la charge de grand écuyer. (Aff. étr., Espagne, t. DCXI, f° 202.) Le duc de Losada mourut le 20 octobre 1783. (Voir Danvila, t. V, p. 486.)

(2) Morel-Fatio, *ouvr. cité*, p. 261; Ferrer del Rio, t. IV, p. 21. Néanmoins, malgré ce langage qui semblait indiquer que le roi ne voulait pas de dépenses inutiles, on fut étonné de l'appareil dispendieux que déploya la cour de Madrid, « bien que le ministre des finances s'occupât alors de retranchements et d'économies. » (Aff. étr., Espagne, t. DCXVI, 28 avril 1785.)

ministre des Indes, Don José Galvez, fut nommé marquis de la Sonora, province de la Nouvelle-Espagne, qu'il avait jointe à cette vice-royauté, lorsqu'il y était visiteur général. Fernan Nuñez devint conseiller d'Etat, avec faculté de jouir, immédiatement, de la pension, attachée à sa nouvelle charge. Seul, Florida Blanca ne voulut rien accepter. Comme il fut instruit de démarches, faites par le marquis de Lourizal, pour lui obtenir la Toison d'or, il déclara, avec une certaine sécheresse, qu'il lui suffisait de savoir que le roi son maître était satisfait de ses services, sans qu'il fût besoin d'intrigues ou de manœuvres pour le progrès de sa fortune particulière (1).

L'infant Don Louis mourut, peu de temps après le mariage de son neveu, Don Gabriel, au mois d'août 1785. Charles III, qui l'aimait beaucoup, se montra très affecté. Il avait eu peine à se séparer de ce prince, à cause de son mariage morganatique, et, bien souvent, il lui arrivait, par inadvertance, d'appeler « mon frère » le prince des Asturies. Un jour que celui-ci lui faisait remarquer sa méprise : « Ne t'étonne pas de cela, mon enfant, lui répondit le roi; nous avons chassé si longtemps ensemble. » Le souverain exigeait qu'on témoignât à Don Louis les plus grands égards; les moindres manquements, à son sujet, le blessaient très vivement; susceptible, à l'excès, pour tout ce qui concernait l'honneur de son frère cadet. L'héritier présomptif l'apprit un jour, à ses dépens. Il causait avec son père et lui annonçait qu'il avait reçu une lettre de son oncle : « Je ne lui ai pas encore répondu, ajouta-t-il, avec une nuance de dédain. — Vous ne vous conduisez pas alors comme moi, reprit le roi. Je lui réponds, chaque fois et sur-le-champ, parce que c'est mon frère. » Ces paroles furent proférées si énergiquement et, avec un tel regard, que le prince des Asturies baissa la tête et comprit la leçon (2).

(1) Florida Blanca, *Memorial, ouv. cité*, p. 320.
(2) Ferrer del Rio, t. IV, p. 23.

Les puissances européennes ne virent pas, sans inquiétude, se conclure les mariages portugais. L'Etat, qui en conçut le plus d'ombrage fut la France. En vain, Charles III s'efforça de tranquilliser notre cour, de la gagner, par ses procédés. Ainsi, il voulut faciliter nos relations commerciales avec Lisbonne, débouché qui nous était demeuré fermé, jusqu'alors, au profit des Anglais; il s'entremit, dans une querelle, entre la France et le Portugal, au sujet d'un fort, situé sur la côte d'Afrique, au nord du Zaire, appelé Cobinde (1), que des colons portugais avaient démoli. Le ministère de Louis XVI resta en défiance, dans l'attente de graves événements, que ne manqueraient pas de provoquer les successions futures. M. de la Vauguyon (2), notre ambassadeur, parlait souvent de l'avènement probable de la princesse Charlotte au trône lusitanien; fréquemment il lançait des allusions relatives à la disproportion d'âge, entre le prince du Brésil et sa tante, son épouse; à la stérilité d'une pareille union! D'autres conjectures s'offraient également aux hypothèses des diplomates. La santé de Charles III déclinait visiblement. Le roi était affligé d'un tremblement continuel; après une attaque, dont les médecins ne déterminèrent pas exactement le caractère, il resta, assez longtemps, sans connaissance. Néanmoins, rien ne fut changé ni à son régime, ni à sa vie; même activité, même insouciance des intempéries que par le passé. Le dernier-né du prince des Asturies, Ferdinand, semblait aussi chétif que ses frères aînés, prématurément enlevés. Vraisemblablement, la princesse des Asturies ne mettrait plus au monde d'autre enfant. Son époux, dans ses courses à cheval, multipliait les imprudences, malgré les accidents graves dont il avait, plus

(1) Au sujet de cette affaire, se reporter, Aff. étr., Espagne, t. DCXIV, f°s 9, 100, 123, 137; t. DCXV, f° 73; t. DCXVI, f° 14. A cette pièce est joint un croquis du territoire contesté.

(2) Aff. étr. Espagne, t. DCXXI, 15 octobre 1786.

d'une fois, été victime. Aussi, peut-être, adviendrait-il que la succession de Charles III serait disputée entre sa petite-fille Charlotte et des collatéraux de cette princesse. Observerait-on la pragmatique de Philippe V, plutôt que la loi castillane; la descendance *agnatique* ou *cognatique?* Dans le premier cas, le roi de Naples serait le successeur légitime; dans le second, la princesse Charlotte. On intrigua, un instant, à Madrid, pour la faire venir de Lisbonne; mais Charles III s'y opposa. Cet ordre fut commenté et on prêta au roi d'autres desseins, en faveur de Don Gabriel.

La princesse des Asturies voyait, avec jalousie, les attentions dont sa belle-sœur était l'objet, de la part du souverain. Jamais il ne lui avait montré de semblables égards. Souvent, elle s'était plainte de ces invariables et fatigants voyages à l'Escurial, à Saint-Ildefonse, à Aranjuez (1), mais Charles III était inflexible; il fallait, coûte que coûte, se mettre en route, en dépit des malaises ou des grossesses. Pour Doña Mariana, le roi ajournait ou retardait les départs; ce qui était inouï, invraisemblable! Aussi Marie-Louise s'en vengeait par quelque raillerie, que se répétaient les courtisans et qui revenait aux oreilles du monarque ou de Don Gabriel. Il est vrai que l'insignifiance ou l'apathie de l'infante ne rendaient que trop faciles de pareilles plaisanteries. L'ambassadeur portugais, le marquis de Lourizal, s'enfermait, presque tous les jours, de longues heures avec Don Gabriel. On se demandait le but de ces conférences. Les lumières personnelles de ce diplomate n'inspiraient pas de grandes inquiétudes. Il passait pour très vain, peu spirituel, dépourvu de con-

(1) Aff. étr., Espagne, t, DCXXIII, 6 août 1787. La princesse des Asturies veut se dispenser du voyage à Saint-Ildefonse. Le roi le lui ordonne formellement, « comme roi et comme père, » déclarant qu'il est trop vieux pour se passer de son fils, un seul instant. La princesse obéit, mais se montre d'une humeur épouvantable. Elle attribue à Florida Blanca les rigueurs qu'elle éprouve de Sa Majesté Catholique et concentre, au fond de son âme, une haine implacable, contre ce ministre, colère d'autant plus redoutable qu'elle a sur son mari un très grand ascendant.

naissances, mais on redoutait ses intrigues, surtout s'il se laissait conduire par sa femme, beaucoup plus intelligente que lui et regardée comme un caractère dangereux. Don Gabriel détestait le roi de Naples. La prédilection que témoignait Charles III à cet infant laissait supposer que le roi modifierait, en sa faveur, la pragmatique de Philippe V (1). Mais cet acte arbitraire, d'après les calculs de M. de la Vauguyon, présenterait des difficultés presque inextricables d'où naîtraient des conflits. Le parti de la princesse Charlotte prévaudrait probablement, car il serait soutenu par le nonce, qui entraînerait, avec lui, le clergé, et par la Grande-Bretagne. Notre représentant notait les relations de plus en plus étroites entre M. de Lourizal et son collègue, l'ambassadeur d'Angleterre.

IV

On ne s'agitait pas moins à Naples qu'à Madrid. Le roi Ferdinand avait paru très mécontent des mariages portugais, qui compromettaient, à l'entendre, ses droits au trône d'Espagne. Charles III, pour le détromper ordonna de lui communiquer les contrats, condescendance d'autant plus méritoire, qu'il était irrité contre son fils.

Un homme plus prévoyant que le souverain des Deux-Siciles se fût efforcé de ne pas blesser le monarque espa-

(1) La pragmatique de Philippe V, rendue en 1713, avec le concours des Cortès, avait pour but de substituer à la vieille loi successorale de l'Espagne une loi demi-salique, c'est-à-dire d'appeler au trône tous les héritiers mâles, même en ligne collatérale, avant les femmes, même si elles appartenaient à la descendance directe. (Voir, sur les dispositions favorables du prince des Asturies, à l'égard de sa fille Charlotte, Aff. étr., Espagne, t. DCXXI, 4 décembre 1786.) Dans la lettre du 6 août 1787, t. DCXXIII, notre ambassadeur paraît craindre que Charles III ne fasse un testament, pour frustrer le roi de Naples de ses droits à la couronne d'Espagne.

gnol, de ne pas le porter à favoriser, à son détriment, l'infant Don Gabriel. Mais Ferdinand était trop nul pour observer une semblable conduite, soumis aveuglément aux caprices de sa femme! Tout le mal venait de Marie-Caroline (1). Celle-ci, incapable de se contenir, s'irritait de tout ce qui contrariait et son indépendance et son ambition. Elle trouvait, par exemple, trop lourde la tutelle que son beau-père exerçait sur son mari et voulait l'en affranchir. Ses velléités d'indépendance se manifestaient par un attachement puéril à un favori, le ministre Acton (2), détesté par Charles III et dont il demandait l'éloignement. Elle aspirait à régner, un jour, en Espagne. Au lieu d'agir avec méthode et circonspection, en bonne politique, elle se butait contre les obstacles et criait tout haut, sans ménagements, avec colère, avec rage, ses désirs, ses ennuis et ses mécomptes. Elle s'irritait contre la fécondité de la princesse des Asturies, contre le mariage de l'infante Charlotte, contre les intrigues vraies ou soupçonnées de Don Gabriel.

La querelle s'échauffait par le heurt de deux caractères également obstinés, par les intrigues de leurs serviteurs, ministres ou ambassadeurs. « Ouvre les yeux, mon fils, écrivait Charles III à Ferdinand (3), et reconnais ceux qui

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXIII, 29 juin 1784.

(2) Il avait pris part à une des expéditions de Barcelo contre les Algériens. Il commit l'imprudence de décorer un salon de son navire de tableaux, représentant les désastres espagnols, survenus pendant la dernière guerre, tels que la déroute de Langara, l'explosion du *San-Domingo*, le ravitaillement de Gibraltar par Rodney, l'escadre de l'amiral Howe, franchissant le détroit, malgré la flotte de Charles III. L'appartement ainsi orné était réservé à Leurs Majestés Siciliennes, qui devaient aller à Livourne. Voici, à côté du grief, la justification de Ferdinand IV : « Les estampes sur le navire n'appartenaient pas à M. Acton, mais au Sr Vivenzio, médecin de la cour. M. Acton ne les avait jamais vues, et, lorsque le Sr Bologna, commandant de l'escadre et ancien serviteur de S. M. C., les proposa au ministre pour orner l'appartement du roi, M. Acton, sur le simple nom du propriétaire, les refusa en disant : « Les estampes de Vivenzio doivent être anglaises et ne conviennent « point au lieu où on veut les placer. » Bologna aurait oublié cette recommandation. Il faut avouer que cette négligence était bien fâcheuse! (Aff. étr., Espagne, t. DCXVII, fo 115; t. DCXX, fo 110.)

(3) Danvila y Collado, t. V, p. 498, 20 juillet 1784.

t'aveuglent, dont le dessein était de me donner ce soufflet... à moi, afin que je te tournasse le dos. Et eux, depuis qu'ils t'ont rendu un roi de carton, achèvent de te faire perdre l'honneur, le bien-être de tes enfants et ton âme. Ne crois pas que j'exagère, car, si tu t'informes et si tu n'as pas la faiblesse de montrer cette lettre à ceux qui te perdent, tu verras ce que chantent jusqu'aux enfants, non seulement à Naples, mais dans les principales cours de l'Europe, d'où on m'écrit des choses que je ne dois pas dire. Tous sont étonnés de ce qui se passe, sans en excepter tes parents et ceux de ta femme; aussi, cesse les paroles artificieuses, cesse de me peindre les choses à ta manière et à la manière de ceux qui te les dictent... Tu sais bien ce que je t'ai dit, lorsque tu as nommé Acton, quoique avec une prudence que je ne dois pas garder aujourd'hui, car je suppose que lui-même ne la garde pas. Il parle et agit, avec une telle désinvolture, en tout ce qui me concerne, qu'il n'y a pas un étranger de ceux qui vont et viennent ou résident à Naples, qui ne sache et rapporte, dans son pays, ce que tu devrais, à ton tour, savoir et corriger... Si tu désires me contenter... tu dois abandonner Acton, aussitôt, et le faire sortir de ton royaume; et, si tu ne le fais pas, je ne croirai pas que tu es un bon fils, et je demanderai à Dieu qu'il m'éclaire... »

A cette lettre sévère, violente même, Ferdinand ne répondit que par des plaintes et des lamentations, comme celles d'un enfant pris en faute. Mais il ne promit pas la satisfaction exigée. Il supplia, au contraire, son père de ne plus lui parler de cette affaire.

Charles III songea un instant à réclamer l'intervention de Joseph II; mais il hésitait, car il se défiait de l'empereur et craignait d'avoir à payer trop cher de pareils services. Florida Blanca préconisait les moyens violents. Notre représentant rapporte, à ce sujet, des confidences cu-

rieuses qu'il reçut du ministre (1). « Le langage combiné, dit-il à Bourgoing, de S. M., du roi son neveu et de l'empereur Joseph II, s'il était très énergique et de nature à laisser craindre au souverain de Naples un éclat, de la part de ces trois monarques, pourrait faire impression sur S. M. S. Mais comment engager l'empereur à se concerter, avec nous, sur cet objet? Cela sera difficile et ce ne sera pas sans inconvénients. L'empereur se fera presser et voudra mettre un prix aux efforts que nous obtiendrions de lui. Si j'étais le maître et que nous fussions dans un autre siècle, je sais bien comment je m'y prendrais! » Le comte de Florida Blanca cessa de parler; Bourgoing joua l'indifférence et se tut également. Le ministre reprit, au bout d'un instant : « M. Acton est odieux au peuple et à presque tous les grands de Naples. Nous avons, dans cette capitale, plusieurs régiments, dont nous pourrions disposer, au premier signal. Il n'y aurait rien de plus facile que de faire saisir ce ministre, le soir, quand il rentrerait chez lui, de lui fermer la bouche, pour l'empêcher de crier, et de le porter dans une felouque, qui serait toute prête et qui, sur-le-champ, le transporterait au port d'Espagne, le plus voisin. Nous l'y recevrions et l'enfermerions. Nous serions ainsi, à jamais, débarrassés de lui. Mais le moyen de faire goûter un pareil expédient à un prince aussi loyal, aussi scrupuleux que le roi d'Espagne; à un monarque si ennemi de tout ce qui peut porter atteinte à la souveraineté? Vainement croit-il avoir des droits sur son fils, sur un fils qui lui doit sa couronne! Ce fils n'en est pas moins, à ses yeux, un souverain, comme tous les autres! Aussi n'oserai-je jamais lui proposer cette démarche violente, quoique je la croie d'une exécution facile et la seule propre à nous tirer bientôt d'embarras! »

Pourquoi de pareilles menaces, quand celui qui les pro-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXIV, 28 septembre 1784.

férait savait d'avance qu'elles seraient vaines? Pourquoi choisir, comme interlocuteur, le représentant de la France? Il est difficile de comprendre le but que se proposait d'atteindre Florida Blanca, à moins de n'y voir qu'une simple boutade, assez conforme à son caractère violent, ou une tentative indirecte, pour réchauffer le zèle de la France, trop neutre, dans la querelle, médiocrement dévouée à son gré. Il convient de rapprocher ces lignes d'autres toutes différentes, que traçait ce ministre, deux ans plus tard, et qu'il adressait au comte d'Aranda (1) : « V. E. me conseille de jeter de l'eau sur les choses de Naples, comme si j'y jetais du feu! N'est-ce pas jeter de l'eau que d'étouffer les motifs d'une rupture officielle; de continuer à correspondre avec la reine de Naples et le ministre Caraccioli, comme si rien ne s'était passé, entre nous; de servir cette cour, dans tout ce qui lui importe, relativement à sa paix avec le Maroc, Tripoli et Alger; de ne rien lui demander, qui puisse la mortifier... de ne porter, à la connaissance du Maître, aucun détail, émané des cours étrangères, auxquelles leurs ministres écrivent les désordres, les persécutions qui existent à Naples; de supporter qu'on traite mal, dans cette cour, tout ce qui sent l'Espagne et les Espagnols, puisqu'on leur refuse jusqu'au salut? Notre consul n'y trouve personne qui consente à lui parler ni à l'écouter, même en matière de justice. Un magistrat l'a formellement éconduit, en invoquant, à ce sujet, l'ordre absolu de Caraccioli. Le roi cesse de faire du bien à ceux qui sont persécutés, pour sa cause, afin qu'on n'interprète pas ses faveurs comme si elles étaient dictées, par esprit de vengeance. Nous tolérons que l'on nous désaccrédite, que l'on dise que nous voulons commander à Naples, tandis qu'il y a des années que nous ne nous mêlons de rien. Si tout cela n'est pas jeter de l'eau

(1) Ferrer del Rio, t. IV, p. 25, 19 juin 1786.

sur le feu, que V. E. nous explique ce qu'elle nous conseille, pour en jeter davantage. »

Un des griefs de la reine Caroline, qui affectait le plus Charles III, était l'accusation de vouloir gouverner Naples et d'y donner des ordres, contre l'honneur et la majesté de sa belle-fille. « N'est-il pas naturel, répliquait le vieux roi, qu'un père donne des conseils à son fils? Mais depuis longtemps, en voyant comme on les recevait, je me suis renfermé dans le silence. »

Il reconnaissait, cependant, qu'il n'avait pas caché son déplaisir lorsque Acton devint, à Naples, ministre de la guerre et de la marine, au lieu de l'Espagnol Don Antonio Otero. Cette nomination offrait un caractère particulièrement outrageant! Le roi Catholique venait de rompre officiellement avec l'Angleterre, en 1779. Ferdinand IV choisissait un Anglais d'origine et d'inclination, un homme qui n'était pas son sujet. Rien ne justifiait pareille faveur. Elle n'avait pas même, pour excuse, le bien de la monarchie, puisque le personnage ne s'était imposé nulle part, dans aucun poste, par ses talents administratifs (1).

En tout ceci, écrivait Charles III au marquis de Llano (2), qui partait pour Vienne, comme ambassadeur, « ma plainte

(1) Réponse de Sa Majesté Sicilienne aux griefs énoncés par le roi Catholique (Aff. étr., Espagne, t. DCXX, f° 110) : « M. Otero était de tous les êtres le plus incapable, et M. de Tanucci, qui l'avait élevé, a déclaré cent fois qu'il en était honteux. M. Acton n'est point Anglais : il est né en Franche-Comté; sa mère était Française. Son père, établi à Besançon, n'a jamais revu l'Angleterre depuis qu'il l'a quittée, on croit, pour cause de religion. Ses deux frères sont au service de la France. Ce ministre est en place depuis le 1er janvier 1779, et alors l'Espagne n'était point en guerre avec la Grande-Bretagne. On peut se rappeler, en Espagne, qu'avant la déclaration, M. Acton a fourni, à la cour de Madrid, toutes les munitions de guerre, qui se trouvaient dans les magasins du roi. Il est vrai qu'on n'a plus continué à en donner, par la raison qu'il ne restait plus un boulet, dans les arsenaux. »

(2) Cette lettre est reproduite dans Ferrer del Rio, t. IV, p. 26. Il n'indique ni la date, ni l'occasion de cette dépêche. Elle fait partie d'une instruction particulière remise au marquis de Llano le 19 juin 1786, pour lui servir de règle, dans son ambassade auprès de Joseph II. (Aff. étr., Espagne, t. DCXX, f° 60.)

se réduisit à insinuer doucement au roi mon fils mon sentiment paternel, sans lui conseiller, lui demander ou lui proposer qu'il renvoyât Acton, et je suspendis mes allusions, auxquelles il refusa de répondre. Il s'écoula beaucoup de temps, jusqu'au moment où des motifs secrets et fort graves, concernant l'Etat, me forcèrent à conseiller, à mon fils, qu'il se séparât de ce ministre. Dans ce dessein, je lui écrivis, par l'intermédiaire du vicomte de la Herreria, alors mon représentant à la cour de Naples. Herreria ne put remettre ma lettre, par suite d'un accident, et comme, depuis, survinrent les mariages de mon fils et de ma petite-fille, avec les infants de Portugal, le roi mon fils accomplit ces démonstrations, qui sont de notoriété publique, voulant rappeler son ambassadeur (1), en nommer un autre, sans prendre, auparavant, mon avis comme il est d'usage entre les deux cours. Il donna des ordres, pour convoquer les Etats des Deux-Siciles et pour révoquer les mesures établies par moi, avant mon abdication, en sa faveur.

« Je supportai, j'étouffai, avec prudence et secret, ces coups et bien d'autres encore; mais, voyant qu'ils menaient à une rupture scandaleuse et qu'il n'y avait pas d'autre ministre qu'Acton qui eût du crédit auprès du roi mon fils, je lui conseillai, de nouveau, de l'éloigner, montrant que, sans cela, il ne nous serait pas possible de rester d'accord.

« Cela a été le commencement de toute cette cabale qui m'accuse de vouloir commander à Naples, comme si les raisons secrètes d'Etat qui m'inspirèrent fussent un dessein de cette nature, un exercice d'une autorité immodérée d'un père sur un fils!

« Mais, quoi qu'il en soit, il était encore supportable et je supportai effectivement que mon fils ne demandât

(1) M. de Raffadale.

ni ne suivît mes conseils. Cependant, je ne pus tolérer qu'il fît bravade, en public, de ne pas les prendre, qu'il comblât Acton de distinctions, au lieu de le renvoyer, qu'il eût soin de ne plus célébrer ma fête, qu'il persécutât mon ministre et les personnes qui m'étaient attachées.

« Ces procédés ont été si publics, ils ont excité tant de cris, tant de colères dans les esprits des habitants ou des étrangers à Naples, que j'ai été contraint de faire quelque chose, qui manifestât ma désapprobation, pour ne pas me rendre complice des indifférents, et je me suis borné à ne plus écrire à mon fils; ce qui ne m'empêche pas de l'aider, dans toutes les affaires, qui l'intéressent, lui, ses enfants et ses sujets.

« Ils ont voulu excuser ces persécutions, par les incartades et les imprudences des persécutés, comme si cela n'était pas naturel, et comme si la grandeur d'âme de ceux qui sont nés pour être souverains ne devait s'élever au-dessus des murmures et des misères de cette espèce. Chaque persécution en produira d'autres; chaque fois les colères seront plus vives, plus nombreuses, et plus grands les mobiles de vengeance... Reste ce qui touche à l'honneur de la reine ma belle-fille, que j'ai considéré comme la prunelle de mes yeux, comme mon propre honneur et celui de mon fils! L'imagination de cette dame, exaltée par les mauvais conseils, a pu lui peindre des faits qui ne sont pas, l'irriter contre moi et mes ministres, présents à sa cour; elle a alimenté un autre feu qui peut s'être allumé par la colère de ceux-ci. »

On trouve dans cette dernière phrase une allusion à certaines accusations, portées par la reine de Naples, contre l'ambassadeur de Charles III, M. de Las Casas (1). Caroline prétendait que ce dernier avait forcé le bureau d'Acton, pour y voler des pièces compromettantes.

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXVIII, 7 novembre 1785.

Lorsque cette nouvelle se répandit, le ministre de Vienne courut chez le favori, pour l'obliger à brûler tous les papiers, relatifs à sa cour et à celle de Russie. Le baron de Talleyrand (1), ambassadeur de France, s'agitait sans grand succès. Il engageait la reine à se calmer, il essayait de confesser Las Casas et d'obtenir de lui des éclaircissements. L'envoyé de Charles III ne voulait parler que devant Ferdinand. Celui-ci se dérobait, parce que la reine le voulait ainsi. Enfin, les affaires d'Alger servirent de prétexte à Las Casas, pour obtenir une audience. Déjà il était enfermé avec le roi, lorsque survint Caroline. Elle força la porte, s'emporta, s'oublia jusqu'à invectiver l'ambassadeur et s'abandonna à une attaque de nerfs. Le ministre du roi Catholique sortit. Guérie sur-le-champ et recouvrant son sang-froid, la reine se releva et, entreprenant son malheureux mari, lui persuada qu'elle savait tout; que l'ambassadeur le dupait; qu'il jouait un double jeu; que ces prétendus secrets, révélés, soi-disant, au roi seul, avaient été communiqués par Las Casas à elle, la reine; que ce prétendu serviteur dévoué de Charles III tenait, à l'égard de son maître, un langage tout à fait contraire aux sentiments qu'il professait. Vaincu par cette véhémence, Ferdinand, comme d'habitude, céda, obéit à tout ce que voulut sa femme. Il prit la plume et écrivit, sous sa dictée, une lettre de reproches, où il accusait Las Casas de le tromper, lui refusait désormais tout entretien et le sommait de justifier ses propos sur Acton, en remettant les preuves écrites qu'il possédait contre le favori (2).

(1) Aff. étr., t. DCXVIII, f° 127. Las Casas reproche à Talleyrand d'avoir présenté au baise-main de Sa Majesté Sicilienne les frères d'Acton, qui sont au service de la France.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXVIII, copie du billet de la propre main de Sa Majesté Sicilienne remis, à M. de Las Casas, par un garçon de la chambre du roi, à cinq heures du matin, le 4 octobre 1785 : « Je n'aurais pas tardé à satisfaire vos désirs de vous parler en secret, et à l'insu de la reine, si vous

En outre, Ferdinand, ou plutôt la reine, envoya l'ordre, à Capoue, de ne laisser passer personne. Cette mesure fut prise afin de permettre à un envoyé extraordinaire, M. de Pignatelli, de devancer à Madrid le courrier de Las Casas (1).

Il n'y a pas lieu d'entrer dans les détails de cette mission qui n'aboutit à aucun résultat. Ferdinand se plaignait à Vergennes de Las Casas, ainsi que des ministres d'Espagne (2). « Il semble, mandait-il, que leur projet soit d'éloigner de moi mon auguste Père; au moins de diminuer, à mon égard, son affection paternelle... Une cabale infernale m'a réduit à la cruelle alternative de déplaire à mon Père ou de faire une démarche contre mon honneur et ma conscience. » De son côté, Las Casas (3), dans une correspondance privée, se répandait en propos violents contre la France et contre la reine Caroline. Il la traitait de vipère, ajoutant qu'il ne craignait pas le venin de ces reptiles, quand il les voyait venir.

L'infant Gabriel était-il, de son côté, exempt de tout

ne m'en aviez empêché, vous-même, en jouant, à la fois, deux rôles opposés car, après m'avoir dit, le matin, que vous souhaitiez me parler en secret et de manière que la reine n'en fût point instruite... vous entamez le même propos, avec la reine, en tâchant de la persuader à faciliter le renvoi de la personne susdite et en disant : « Le roi Catholique a soixante-dix ans; il ne « peut vivre que quelques années. On peut lui donner cette satisfaction « pour à présent et rappeler la personne, avec tous les honneurs, dès qu'il « ne sera plus. » Par là, on voit clairement que votre langage n'est pas celui qui conviendrait à un bon serviteur de notre maison. Si l'homme est mauvais, il faut le chasser, pour toujours; mais lorsque vous dites que, cette satisfaction étant donnée, pour à présent, on pourra un jour lui rendre sa place, avec tous les honneurs, on voit clairement que, dans le fond, vous trouvez que c'est un digne homme et qui est utile à mon service; et, au lieu d'apaiser cette intrigue, vous ne parlez que d'après ceux qui, n'ayant ni loi, ni honneur, ni conscience, pourvu qu'ils fassent leur affaire, tâchent de ruiner un honnête homme et inquiètent mon père et moi... »

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXVIII, Escurial, 3 novembre 1785. Arrivée à l'improviste de M. de Pignatelli; 14 novembre, audience à Pignatelli. Le roi refuse d'écouter aucune justification, avant que Sa Majesté Sicilienne ne lui ait donné des preuves de soumission filiale.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXIX, le roi de Naples au comte de Vergennes, Caserte, 24 mars 1786.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCXIX, 3 mai 1786.

reproche, et ne pouvait-on pas l'accuser aussi d'entretenir l'irritation de son père, contre son frère Ferdinand? L'anecdote suivante justifierait cette supposition. Un jour que le prince des Asturies, accompagné de Don Gabriel, traversait l'antichambre du palais, il rencontra M. de la Vauguyon, le prince de Raffadale, et M. del Basto (1), ambassadeur de Naples à Lisbonne. Ces personnages présentèrent leurs devoirs à l'héritier présomptif, qui les entretint du roi des Deux-Siciles. Il parla de lui avec tant d'amitié, il souhaita, si cordialement, de le voir réconcilié avec son père, que le marquis del Basto, tout ému, s'inclina, pour lui saisir la main et la baiser. M. de la Vauguyon remarqua que ce geste fit changer de couleur l'infant Don Gabriel (2).

Ces détails suffisent pour montrer de quels soucis était tourmenté le vieux roi. Des chagrins domestiques, s'ajoutant à ces ennuis, achevèrent de le dégoûter de la vie. Sa belle-fille préférée, Doña Mariana-Victoria, accoucha d'une fille, qui mourut presque aussitôt sa naissance. La mère ne lui survécut guère qu'une année; quinze jours après sa femme, l'infant Don Gabriel, atteint de la petite vérole, succombait à son tour (3). La mort déjouait toutes ces combinaisons successorales, causes de tant de cabales, de querelles et d'amertumes. Il n'était plus question de la princesse Charlotte, pour le trône d'Espagne : le prince du Brésil, en expirant, laissait l'époux de cette infante, Don Juan, héritier présomptif en Portugal (4).

Avant que tant de douleurs accumulées eussent achevé

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXIX, f° 40.

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXXI, 5 novembre 1786, La Vauguyon à Vergennes.

(3) Aff. étr., Espagne, t. DCXXIII, 5 novembre 1787. — L'infante, le 28 octobre 1788, mit au monde un enfant mâle, Charles-Joseph, qui ne vécut pas. Elle mourut le 3 novembre. (Aff. étr., t. DCXXV, f°s 200 et 213.)

(4) Aff. étr., Espagne, t. DCXXV, 15 septembre 1788.

de l'accabler, Charles III remplit, à la fin de sa vie, un rôle qu'il avait toujours poursuivi et qui lui échappait toujours : celui d'arbitre et de médiateur, entre les Français et les Anglais.

Frédéric II était mort au mois d'août 1786. Son successeur, Frédéric-Guillaume II, pour contrebalancer l'influence de la cour de Versailles, en Allemagne, s'attacha à l'alliance anglaise. La Hollande devint le terrain où se heurtèrent les intérêts opposés de la Grande-Bretagne et de la France. Deux partis se partageaient le pays : celui du stathouder et celui des patriotes; l'un soutenu par la Prusse et par suite l'Angleterre; l'autre, par notre nation. Des ordres furent donnés à Brest afin d'y armer des navires, des cantonnements furent pris à Givet, par les troupes de Louis XVI. Charles III, pressenti, promit de soutenir le roi, son neveu, s'il était attaqué. En même temps, il entama des négociations avec le cabinet de Saint-James. Son intervention énergique et habile eut pour résultat d'aboutir à un traité que Londres et Versailles signèrent le 17 octobre 1787. Les deux peuples remettaient sur le pied de paix leurs forces de terre et de mer; ils se promettaient, en outre, de ne pas les employer dans les affaires de la Hollande (1).

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXXI, f°s 87, 121; t. DCXXIII, f°s 16, 85. Nomination de M. Eden comme ambassadeur anglais à Madrid, 23 août 1787, et de B. Campo à Londres, f° 138. Danvila, t. V, p. 500, et Ferrer del Rio, t. IV, p. 45.

CHAPITRE X

RÉFORMES INTÉRIEURES

I. Règlement de l'assistance publique, la Junte générale de charité. — II. Sociétés économiques des amis du pays. — III. Appui moral du pape, autorisation de disposer des bénéfices vacants, bienfaisance du clergé espagnol, suppression des inhumations dans les églises. — IV. Le rapport de Jovellanos sur un projet de loi agraire, les principales entraves, qui gênaient les progrès de l'agriculture, leur division, timidité de Jovellanos comme réformateur, principaux travaux en faveur de l'agriculture, canaux, routes. — V. La banque Saint-Charles, la Compagnie des Philippines, la Junte suprême d'Etat. — VI. Cabale contre Florida Blanca, retour du comte d'Aranda, satires, le *Memorial*.

I

Lorsque Charles III se rendait à la chasse, il avait coutume de distribuer de larges aumônes aux nécessiteux, qui se présentaient devant lui. Aussi, était-il entouré d'une foule d'hommes, de femmes et d'enfants. Pour être malheureux, ces gens n'étaient guère intéressants. Ils ne cherchaient pas à sortir de leur misère, où ils croupissaient, abandonnés à la fainéantise et au vice. Les secours du roi étaient une rente, sur laquelle ils comptaient, pour s'abstenir de travailler. Ils trompaient l'ennui de l'attente, en suivant, des yeux, les chiens et les piqueurs, ou en se livrant à des plaisirs beaucoup moins innocents (1).

(1) *Memorial de Florida Blanca*, p. 321.

Florida Blanca, frappé de tous ces faits, entreprit d'éclairer son maître, dans un séjour que fit le prince à l'Escurial, en 1777. Charles III se rendit aux raisons de son ministre et, avec sa conscience ordinaire, étudia les moyens les plus convenables, pour mettre à exécution les réformes, qui étaient proposées. Ces enquêtes aboutirent à la fondation de la Junte royale et générale de charité. Elle se composa d'un président, d'un député des quartiers de Madrid, d'un membre de la Société économique, d'un membre du collège de la noblesse et d'un aide de camp du roi.

Le but que visait Florida Blanca n'était pas de supprimer la bienfaisance, mais de l'appliquer, avec plus de discernement, que par le passé. Il voulait purger le royaume de tous ces loqueteux, installés sous le porche des églises ou assiégeant les portes des couvents, à l'heure des distributions de soupe. Il essayait de réagir contre un parti dévot, arriéré, qui se laissait, avec une faiblesse débonnaire, exploiter par toute cette canaille, sous prétexte que le spectacle de la pauvreté est utile au salut du chrétien.

La Junte royale (1) centralisa les aumônes. Lorsque l'on s'aperçut que les dons des particuliers ne suffisaient pas, pour équilibrer les budgets charitables, le roi les subventionna, par l'allocation de certains impôts. La Junte générale reçut, de ce chef, près de 80,000 francs par an; l'hospice général, environ 40,000; sans compter des subventions, moins importantes, attribuées à d'autres établissements qu'énumère Florida Blanca.

Un décret fut promulgué, en 1778, pour débarrasser la capitale des vagabonds. On leur accordait un délai de quinze jours, pour se retirer, soit dans leur village, soit à la ville épiscopale de leur diocèse. Comme cette

(1) Ferrer del Rio, t. IV, p. 59 et *seq.* Desdevises du Dézert, *ouv. cité*, t. II, p. 207.

injonction demeurait sans effet, le corrégidor et les alcades divisèrent la foule des nécessiteux, en trois catégories. Les vieillards et les infirmes furent hospitalisés; les adultes, hommes, furent incorporés, dans les armées de terre et de mer; les enfants furent placés, dans des maisons de miséricorde, où on leur apprit un métier.

On profita largement, pour organiser les établissements charitables, d'un excellent écrit (1) composé par le directeur de l'hospice de San-Fernando, Don Tomas Anzano. Cet ouvrage contenait des conseils pratiques sur les enquêtes, auxquelles il fallait soumettre les pauvres, sur la disposition des bâtiments hospitaliers, sur l'acquisition et l'emploi des fonds, sur le séjour des nécessiteux, leur alimentation, leurs vêtements, etc.

La Junte de charité eut, en outre, pour mission d'appliquer, d'une façon plus rationnelle, que, jadis, les œuvres pies, dont l'objet primitif était devenu caduc, ou qui se trouvait contraire aux notions de l'économie politique. Elle eut, sous sa dépendance, d'autres assemblées secondaires, dans les quartiers de Madrid. Celles-ci se composèrent d'un alcade, d'un ecclésiastique, nommé par chaque paroisse, et de trois habitants élus. Personne n'eut le droit de s'exempter de cette charge. Les fonctions en étaient assez pénibles. Il fallait, chaque jour, quêter à la porte des églises, et, une fois, tous les trois mois, dans les maisons particulières.

Florida Blanca défendit vigoureusement le système de bienfaisance, qu'il patronnait, contre les critiques que ne manquent jamais de soulever les innovations. On invoquait souvent, contre lui, l'autorité d'un des Pères du concile de Trente, fray Domingo de Soto. Les arguments que fit valoir le ministre sont reproduits dans son *Memorial* : « Si les ordres religieux pauvres et men-

(1) *Elementos preliminares para poder formar un sistema de hospicio general.*

diants peuvent et doivent nommer des questeurs et des aumôniers, dont la mission spéciale est de demander la charité, afin de garder, par ce moyen, leurs moines, dans le recueillement et le travail, pourquoi ne pourrait-il et ne devrait-il pas en être ainsi des sociétés civiles, du roi et du peuple? Pourquoi n'y aurait-il pas, dans les hospices, les juntes et les comités de charité, des quêteurs, spécialement désignés, qui, eux aussi, demanderaient l'aumône et maintiendraient, dans le recueillement et le travail, les mendiants et les pauvres?... Celui qui donne l'aumône de cette manière n'est pas exposé à ce que sa libéralité soit déterminée, par une pure compassion personnelle et physique, que lui inspire la personne ou la situation de l'individu qu'il soulage, mais, précisément, il donne au nom de Jésus-Christ et il élève cette vertu morale au degré du véritable christianisme L'aumône donnée aux comités et aux hospices produit trois sortes de biens, qui sont : subvenir aux nécessités corporelles des pauvres, leur faciliter les secours spirituels, en leur évitant le péché et les occasions du mal, par une vie recueillie, par une éducation chrétienne; leur préparer, enfin, d'autres secours, par les travaux, qui habituent les pauvres au labeur et à l'application. Rien de tous ces avantages ne se remarque, dans les aumônes, données aux mendiants et aux vagabonds, et, en exceptant toutefois ce qui est réparti entre des personnes connues, véritablement besoigneuses, qui ne risquent, à cause de leur misère, d'en faire aucun mauvais usage, je répète qu'en général, il faut se montrer très scrupuleux, pour de pareilles libéralités; il faut que l'on soit averti de leurs inconvénients, qui consistent, particulièrement, à diminuer l'autorité publique. Les supérieurs temporels et spirituels doivent apporter le plus grand scrupule à laisser se fonder et se propager l'habitude de mendier. C'est une pépinière féconde de vices

et de vicieux; il faut éviter de l'entretenir, il faut maintenir le bon ordre, et ces personnes doivent être les premières à faire observer et à accomplir les prescriptions du souverain (1). »

II

Les sociétés économiques des Amis du pays collaborèrent, avec ardeur, aux projets de Florida Blanca. Ces associations, relativement peu nombreuses, puisque, en 1788, elles ne dépassaient guère le chiffre de quarante-quatre, tiraient leur origine d'une académie privée, fondée dans le pays basque, à Azcoïtia, par le comte de Peñaflorida, vers le milieu du dix-huitième siècle. L'aristocratie de ce pays, les nobles de l'Alva, du Guipuzcoa et de la Biscaye envoyaient leurs enfants en France plutôt qu'à Madrid, à cause des difficultés des communications. Ces jeunes gens fréquentaient les collèges de Bayonne et de Toulouse (2). Ce furent eux, sans doute, qui provoquèrent la vogue du collège bénédictin de Sorèze (3), concurrence redoutable pour le collège des nobles, puisqu'il devint de bon ton, à la fin du règne de Charles III, de fréquenter cette maison. Un des résultats les plus manifestes de cette éducation française fut d'inspirer, à ceux qui en profitèrent, le goût des études scientifiques. Ainsi, le comte de Peñaflorida s'adonna à la

(1) *Memorial*, p. 323.

(2) Menendez y Pelayo, *Los heterodoxos españoles*, t. III, p. 219 et *seq.*

(3) *Satire de Jovellanos contre la mauvaise éducation de la noblesse*, publiée et annotée par Morel-Fatio, appendice, p. 47. Une liste des élèves espagnols qui fréquentèrent ce collège depuis 1761-1790 y est insérée. Cet établissement, restauré, vers le milieu du dix-huitième siècle, par Dom Victor de Fougeras, devint école royale militaire.

physique expérimentale et eut, à ce propos, d'assez violentes polémiques avec le P. Isla. L'association fondée à Azcoïtia, après l'expulsion des Jésuites, s'installa dans leur collège de Vergara. Les membres de ces assemblées s'occupaient essentiellement du progrès des arts, de l'avancement agricole et industriel. Ils proposaient, dans des concours, l'examen de questions relatives à ces objets et décernaient des récompenses à ceux qui les avaient le mieux traitées. Ils secouaient la paresse de leurs concitoyens, réchauffaient leur zèle, portaient des encouragements dans les ateliers, des secours et des conseils dans les campagnes. Ces établissements qui, à l'origine, n'avaient d'autres fonds que les contributions volontaires, reçurent de Charles III quelques secours. Il régnait, entre les divers membres de ces académies, la plus grande égalité. Parmi eux, nulle préséance, qu'il s'agît de l'archevêque de Tolède, du duc de Medina-Celi ou d'un humble artisan. Tous étaient collègues et s'asseyaient, sur des sièges semblables, suivant l'ordre d'entrée de chacun d'eux (1), dans la salle des séances.

L'âme de la Société économique de Madrid était Campomanes, par sa compétence et son zèle. En 1774, le conseil de Castille avait publié son livre, intitulé : *Discours sur les moyens de réveiller l'industrie populaire*, où il recommandait de répandre, dans les campagnes, l'usage de filer et de tisser le lin, le chanvre, le coton; où il opposait les avantages de la petite industrie à tous les inconvénients du régime corporatif. En 1775, il donna au public son *Discours sur l'éducation populaire des artisans* et le fit suivre d'un appendice en quatre volumes où il résumait la législation industrielle, dressait, pour chaque métier, la liste des meilleurs ouvrages, parus en Espagne et à l'étranger, et réimprimait les curieux mé-

(1) Ferrer del Rio, t. III, p. 234; Bourgoing, *Tableau de l'Espagne*, t. Ier, p. 325; Desdevises du Dézert, t. III, p. 70-72.

moires économiques d'Osorio y Redin et de Martinez de la Mata sur l'industrie et le commerce de l'Espagne au temps de Charles II. D'autres ouvrages parurent, aussi utiles que ceux de Campomanes. En 1776, Don Francisco Bruna, doyen de l'audience de Séville, chercha dans ses *Réflexions sur les arts mécaniques* à réhabiliter le travail manuel; en 1778, Don Antonio de Capmany fit paraître, sous le pseudonyme de Ramon-Miguel Palacio, son *Discours économico-politique* en défense du travail mécanique des ouvriers. Don Antonio-Javier Perez y Lopez, avocat de Cadix, écrivit en 1780 un discours *sur l'honneur et le déshonneur légal, où se manifestait le véritable mérite de la noblesse du sang et où il était prouvé que tous les métiers nécessaires et utiles à l'Etat sont honorables.*

La Société de Madrid favorisa la naissance et les progrès de nombreuses écoles techniques : école de la rue Saint-Bernard, pour toutes sortes de machines et pièces d'horlogerie; école d'horlogerie de la rue del Barquillo; école de tournage de la rue San-Marcos; école de la rue de Jésus-et-Marie pour la fabrication des machines à vapeur. Une collection de modèles mécaniques fut réunie au cabinet royal du Buen-Retiro; on en publia des catalogues descriptifs, vendus par livraisons.

Menendez y Pelayo estime (1) que « les bienfaits répandus par ces associations furent mêlés à beaucoup d'alliage ». Il les accuse d'avoir servi à la propagande des idées encyclopédiques, du déisme et même du matérialisme. Il est certain que, lorsque le comte de Cabarrus devint, après Campomanes, l'arbitre principal de la Société de Madrid, les conseils qu'il donna, quand il s'avisait d'abandonner l'économie politique, pour s'aventurer sur le terrain de la philosophie ou de la théologie, qu'il connaissait beaucoup moins bien, eussent fait bondir Charles III, blessé dans son orthodoxie, si un pareil

(1) *Heterodoxos*, t. III, p. 219 et *seq.*

langage avait été tenu, de son vivant. Cabarrus parlait en disciple de Rousseau, en émule de Robespierre; certaines de ses phrases n'auraient pas été déplacées, dans la bouche du pontife de l'Etre suprême; il en avait le style prétentieux et ampoulé. S'agissait-il, par exemple, d'exprimer cette vérité, assez banale, du reste, que la majorité des enfants était destinée à la vie laïque, Cabarrus s'écriait « qu'il ne fallait pas flétrir, dans le cloître, ces douces fleurs enchanteresses de l'espèce humaine ». Après les déclamations ordinaires, sur la décadence de l'Espagne, ce qu'il offrait pour « effacer vingt siècles d'erreur », pour relever le pays « en vingt ans, de son abaissement », se bornait à un *simple catéchisme politique et à l'étude de la Constitution de l'Etat.* Il rayait, d'un trait, l'enseignement de toute doctrine religieuse et le remplaçait par une Bible nouvelle, celle du droit administratif, textes qui, en général, ne provoquent ni ces effusions ni ces larmes que « l'Humanité dans l'Etat de Nature offrait à l'Etre suprême, adoré, dans des temples rustiques, sur des autels de gazon ».

Fort heureusement pour l'Espagne, un tel galimatias ne remplissait pas toujours les séances de la Société de Madrid. Il y eut des travaux plus sérieux, dus à l'initiative de Florida Blanca. Comme ce ministre tenait surtout à combattre la mendicité, les ouvrages qu'il inspira eurent, en général, pour objet, l'exercice discret de l'aumône et la réhabilitation du travail. On réimprima, par son ordre, l'opuscule de fray Juan de Medina, contemporain et adversaire de fray Domingo de Soto; on traduisit, en castillan, l'écrit de Louis Vivès (1), *De sub-*

(1) Louis Vivès naquit à Valence en 1492; il étudia et enseigna à Paris et à Louvain; fut précepteur pendant quelque temps de la princesse Marie, fille de Henri VIII d'Angleterre. Il résida la plus grande partie de sa vie à Bruges et mourut en 1540. Son ouvrage : *De subventione pauperum, sive de humanis necessitatibus*, est de 1526. (Voir sur ce personnage : *El Colectivismo agrario en España*, de Joaquin Costa, Madrid, 1898, p. 32.)

ventione pauperum; on ouvrit des concours, en 1781, sur cette matière. Trente auteurs y participèrent; quatorze d'entre eux eurent leur travail imprimé, aux frais de la Société, mais celui qui l'emporta sur tous les autres fut Don Juan Sempere y Guarinos.

Le gouvernement essaya de supprimer les gitanos (1), mais cette race demeura rebelle à toute tentative que l'on fit pour la civiliser. Elle conserva son langage, ses mœurs, ses signes de reconnaissance et continua à vivre en faisant des tours de force, en disant la bonne aventure ou en volant.

Un des résultats les plus fructueux des sociétés économiques fut de déraciner les préjugés, qui frappaient d'ignominie l'exercice de certaines professions. Don Pedro-Antonio Sanchez, bénéficiaire de l'église de Saint-Jacques de Compostelle, dans une étude sur la Galice, attribuait une partie de la misère, dont souffrait ce pays, à la déchéance, qui s'attachait au métier de tanneur. Sa brochure fut présentée à Charles III, qui la transmit au conseil de Castille. Sur le rapport favorable de cette assemblée, le roi dicta une cédule, déclarant officiellement que les métiers de tanneur, forgeron, tailleur, cordonnier n'avilissaient ni la personne, ni la famille de celui qui les exerçait. Ce décret proclamait, en outre, que les membres de ces industries pouvaient briguer les honneurs municipaux et même devenir hidalgos. Le roi, pour combattre cette idée, que l'oisiveté est plus noble que le labeur, l'encourageait soit par des établissements modèles, comme la fabrique de porcelaine du Buen-Retiro, soit en travaillant lui-même de ses propres mains. Le monarque se vantait d'avoir fait lui-même des chaussures et les pièces principales de l'équipement d'un soldat. A son exemple, le prince des Asturies et l'infant Gabriel prirent, plus d'une fois, la bêche et labourèrent, en public.

(1) Bourgoing, *ouv. cité,* t. II, p. 387.

III

L'appui moral du pape ne manqua pas à Charles III; Pie VI, en 1780, autorisa le monarque à créer un mont-de-piété (1), innovation qui ne fut réalisée que trois ans plus tard. Par le même bref, le souverain pontife permit au roi de disposer du tiers des canonicats et autres bénéfices ecclésiastiques. Cette mesure était proportionnée à l'accroissement extraordinaire des biens du clergé. Cependant, le roi ne procéda pas avec brusquerie à cette expropriation. Il garda les ménagements que lui inspiraient son esprit d'équité et sa reconnaissance. En effet, archevêques, évêques et autres dignitaires de l'Eglise espagnole avaient répondu, avec élan, à l'appel patriotique que Charles III leur avait adressé, au moment de sa seconde guerre contre les Anglais. Ils lui avaient prêté, sans intérêt, une somme de 30 millions de réaux. Aussi, l'effet de la décision pontificale fut-il ajourné, jusqu'après la paix de Versailles; les titulaires des biens n'en furent pas frustrés, mais l'Etat en disposa, à mesure des vacances.

Un grand nombre de prélats (2) se distinguèrent, entre tous, par leur bienfaisance, et leurs noms méritent de n'être pas oubliés. L'archevêque de Tolède, Don Francisco-Antonio Lorenzana, transformait l'alcazar en asile, destiné aux pauvres; il établissait, dans la même ville, une maison d'aliénés et fondait un hospice à Ciudad Real. L'archevêque de Valence, Don Francisco Fabian y Fuero, soutenait, presque à lui seul, de ses revenus,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXI, 1er décembre 1783, et Coxe, t. VI, p. 331.
(2) Ferrer del Rio, t. IV, p. 74 et *seq.*

l'hospice de sa ville épiscopale, et patronnait, à grands frais, dans son diocèse, l'industrie de la soie. L'archevêque de Grenade, Don Antonio-Jorge Galvan, laissait, par testament, des sommes suffisantes pour l'allaitement de trois cents enfants, pour la fondation de récompenses, destinées à encourager l'étude de la doctrine chrétienne, pour la création d'hôpitaux aux bains de Graena, dans les Alpuxarres. L'archevêque de Tarragone, fray Francisco Armaña, réparait à ses frais l'aqueduc romain qui conduisait des eaux potables, dans cette cité. L'évêque de Malaga, Don José de Molina, distribuait, en trois ans, plus de 2 millions de réaux. L'évêque de Plasencia, Don José-Gomez Lazo, réparait des chemins et faisait construire des ponts. L'évêque de Sigüenza, Don Juan-Diaz de la Guerra, encourageait l'agriculture; l'évêque de Carthagène, Don Manuel Rubin de Celis, favorisait de ses libéralités le collège de Saint-Fulgence, suppléait aux mauvaises récoltes, quand le défaut de pluies avait desséché les semences, entretenait plus de mille pauvres par mois, dotait l'hospice de 500,000 réaux et gratifiait, d'une pareille somme, la Société des Amis du pays. Fray Joaquin Eleta méritait les éloges de Florida Blanca, pour sa bienfaisance, louanges d'autant plus précieuses, dans la bouche du ministre, que ni Moñino, ni le confesseur ne s'aimaient. Fray Alonso Cano, auteur d'un excellent opuscule sur le troupeau royal, ou le bétail transhumant, promu à l'évêché de Ségorbe, se montrait un des plus ardents propagateurs de l'industrie et l'un des prélats les plus soucieux du bien-être de ses diocésains. Trois fois Don Pedro Quevedo Quintano, évêque d'Orense, refusa le siège de Séville, parce qu'il voulait mener à bien les travaux, qu'il avait entrepris, le séminaire, l'hospice, une maison d'enfants trouvés et une autre destinée aux jeunes filles, dans le collège de las Mercedes. Don Manuel Ventura Figueroa, malgré son avarice et sa passion pour

entasser, chez lui, des matières d'or et d'argent, se laissait gagner, lui-même, par cette émulation de générosité. Il se montrait, d'ordinaire, assez large, envers la Société de Madrid et laissa, par testament, 6 millions de réaux, pour fonder un collège ecclésiastique, en Galice. Presque tous considéraient les revenus, dont ils jouissaient, comme l'argent des pauvres, dont ils n'étaient que des dépositaires et des comptables, devant Dieu; ils les dépensaient, largement, en œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique. Les ordres religieux imitaient, en général, l'exemple du clergé séculier, particulièrement les bénédictins, les bernardins et les chartreux. Certains prêtres ne se contentaient pas d'encourager, par des dons, les travaux de l'agriculture, mais ils s'y livraient tout entiers, guidant, de leurs conseils et de leur expérience, les paroissiens, qui vivaient auprès d'eux.

De ce nombre fut Don Pedro Diaz de Valdès, qui écrivait, sous un pseudonyme, dans le *Memorial littéraire*. Compatriote et disciple de Campomanes, il avait embrassé, assez tard, la vie ecclésiastique. Ayant obtenu une cure en Catalogne, il reconnut combien il serait utile, pour les paysans, et les progrès du bien-être général que les curés usassent de leur ascendant, à l'égard de leurs paroissiens, en répandant, parmi eux, des notions d'histoire naturelle. Cette pensée fut développée, par lui, avec plus d'ampleur lorsque, devenu archidiacre de Cerdagne à Urgel, il eut l'occasion de présenter, à la Société basque, un mémoire, peut-être un peu négligé de style, mais qui fut couronné, cependant, à cause de sa science naturaliste et physique. Il conseillait, dans cet écrit, d'établir, pour le clergé, des cours de botanique, de minéralogie et de chimie; il proposait même de fournir les fonds nécessaires. Ce digne prêtre devint, plus tard, évêque de Barcelone, comme successeur de Don José Climent, justement célèbre par sa piété, sa science et

ses bonnes œuvres. Ce dernier avait entrepris la composition d'une grammaire castillane et ouvert dix écoles primaires, dans autant de couvents, bien que ces ordres religieux ne fussent pas, par leur institut, voués à l'enseignement. Mais ils s'étaient rendus aux pressantes instances de leur évêque.

Pour terminer cette revue rapide des principales réformes, accomplies par Charles III, au point de vue du bon ordre et de la salubrité, il suffira de signaler les ordonnances, pour interdire ces processions de flagellants, à moitié nus, coutume tournée en ridicule, par le P. Isla, dans son roman de *Fray Gerundio;* les précautions prises, en faveur de la santé publique, telles que les distributions de quinquina, faites dans tout le royaume, par l'ordre du roi, pour combattre les fièvres tierces. Une épidémie qui sévit en 1781 dans la ville de Pasajes, province du Guipuzcoa, attira l'attention sur l'usage d'enterrer les morts, dans les églises (1). Quand l'entassement des corps ne laissait plus de place, les fossoyeurs accomplissaient un travail qu'ils appelaient *monda*, c'est-à-dire nettoyage, et qui consistait à attacher les ossements des squelettes aux voûtes de l'édifice; après quoi, on remplissait de nouveau les sépultures. Ce déplacement fréquent des dalles qui pavaient l'église, cette ouverture de fosses, où se trouvaient des chairs en décomposition, rendaient l'atmosphère irrespirable, et les fidèles, empoisonnés de ces miasmes fétides, en devenaient souvent mortellement malades. Rien n'était plus simple que de remédier à de pareils abus, en créant des cimetières; mais il fallait lutter contre une routine et une dévotion mal entendue. Aranda se moquait, avec raison, de ceux qui croyaient assurer leur salut, en se faisant ensevelir sous le maître-autel. Pour déraciner ces préjugés, l'Académie royale

(1) Coxe, t. VI, p. 405, et *Memorial de Florida Blanca*, Biblioteca de autores españoles, t. LIX, p. 324 et *seq.*

de l'histoire publia quelques mémoires, travaux auxquels participa Jovellanos. Il venait de quitter Séville pour se rendre à Madrid, en qualité d'alcade de cour, et la docte assemblée, ainsi que la Société économique de cette ville, s'étaient empressées de lui ouvrir leurs portes.

IV

Un des écrits les plus remarquables, composés par ce personnage, est son rapport sur une loi agraire. Depuis longtemps, la décadence agricole préoccupait les économistes et le gouvernement (1). De 1752 à 1769, les brochures s'accumulaient; les enquêtes se poursuivaient à Salamanque, Ciudad-Rodrigo, Ledesma, Ségovie, Soria, Burgos, Avila, Grenade, Cordoue, Jaen, Ciudad-Real, Séville, sans autre résultat qu'une agglomération de dossiers, entassés dans les archives. La Société économique de Madrid fut consultée, à son tour, par le conseil de Castille. Elle nomma une commission ou junte et classa les différents dossiers, qui lui furent remis, en un *Memorial ajustado*, imprimé en 1784 et destiné à chacun des membres de la commission, afin d'éclairer son vote. Jovellanos fut chargé du rapport au conseil de Castille. Telle est l'origine du célèbre *Informe* (2). C'est une œuvre qui fait époque dans l'histoire de l'économie publique en Espagne. Celui qui la parcourt se rend compte des principaux

(1) Costa, *Colectivismo agrario en España*, p. 151.

(2) Voici le titre complet de cet ouvrage : *Informe de la sociedad economica de Madrid al real y supremo consejo de Castilla en el expediente de ley agraria, entendido por el autor en nombre de la Junta encargada de su formacion.* — Obras de Jovellanos publicadas por Don Candido Nocedal, t. II, p. 79. La société économique de Madrid n'en entendit la lecture qu'en 1794. *Mém. du prince de la Paix*, t. II, p. 145.

obstacles qui entravaient l'agriculture. Jovellanos les a répartis en trois catégories : causes politiques, morales et physiques (1).

Les pays, préservés de la conquête musulmane, tels que la Catalogne, la Biscaye, les Asturies, la Galice, différaient, sous le rapport économique, des régions du Centre et du Sud. Les Catalans, en échange d'un cens modéré, obtenaient, tout en vivant sur le terrain d'autrui, des conditions presque aussi favorables que celles de la pleine propriété. Ils pouvaient planter, bâtir, hypothéquer, aliéner même. Dans les autres provinces du nord, l'usage des baux à longs termes, le morcellement des cultures, apportaient presque les avantages de la petite propriété. Au contraire, le plateau castillan, pays conquis sur les Maures, était la région où florissait la féodalité, avec ses châteaux et les fermages arbitraires. Plus on s'avançait vers le Sud, plus la contrée se dépeuplait, et, quand on pénétrait en Andalousie, quelques rares propriétaires détenaient, à eux seuls, d'immenses domaines (2). C'était là que se remarquaient ces inconvénients, que signalait Jovellanos, tels que les jachères, l'interdiction de clore les propriétés, la Mesta, les biens de mainmorte et les majorats (3). Celui qui se rendait de Chiclana à Algésiras franchissait une distance d'environ quatorze lieues; sur son chemin, il ne rencontrait guère que de rares et misérables chaumières, abris provisoires des laboureurs; pendant dix lieues consécutives, il ne quittait pas les

(1) Costa, *Colectivismo agrario en España*, p. 151.

(2) Aff. étr., mémoires et documents, Espagne, t. CXLVI, rédigé par Bourgoing, et, du même auteur, *Tableau de l'Espagne*, t. III, p. 167.

(3) *Informe*, etc., p. 83. Obstacles politiques ou dérivés de la législation : *Baldios* (jachères), *tierras concejiles* (communaux), *abertura de las heredades*, etc. Il faut remarquer que, bien que situé au sud, le royaume de Valence ne présentait pas les *latifundia* de l'Andalousie; la propriété y était très morcelée, puisque les lots de dix arpents étaient considérés comme d'importants domaines. La terre portait plusieurs récoltes par an, sans paraître jamais s'appauvrir.

domaines du duc de Medina-Sidonia, qui ne consistaient qu'en champs et en pâturages, où l'on voyait errer de grands troupeaux de bêtes à cornes et de juments. Nul verger, nul potager, aucune trace de culture intensive. Les maîtres de ces exploitations, appelés à la cour, trouvaient, au-dessous d'eux, de descendre aux détails de l'administration. Ils en abandonnaient le soin à des intendants. Les fermiers, mal surveillés, et dont les baux ne dépassaient pas neuf ans, négligeaient d'améliorer un fonds, qui leur serait peut-être retiré. L'expulsion des morisques avait chassé, de ce territoire, une population active et intelligente. Les seigneurs, n'ayant plus de colons et n'osant faire venir des noirs ou des Indiens, avaient constitué des armées de mercenaires, que leurs intendants recrutaient, au moment des grands travaux, et qu'ils renvoyaient, ensuite (1). L'agriculture était sacrifiée à l'élevage. De là ces interdictions qui empêchaient la clôture des domaines, afin de laisser libre passage à ces troupeaux de millions de moutons, appartenant à une société privilégiée (la Mesta) de grands propriétaires civils et ecclésiastiques. Deux fois par an, ils traversaient une partie de l'Espagne : en octobre, ils quittaient les montagnes de Castille pour les plaines de l'Estrémadure ou de l'Andalousie; en mai, ils remontaient vers le nord. Cette trombe dévorait tout sur sa route. Aussi les agriculteurs se décourageaient et s'abandonnaient, accablés par les droits excessifs, dont jouissait la Mesta, qui réclamait des privilèges pour le passage, le fourrage, l'eau; services, en échange desquels elle payait des indemnités dérisoires, sources de continuels procès, entre les riverains et les maîtres des troupeaux, conflits tranchés, le plus souvent, avec partialité, par un tribunal spécial.

(1) Desdevises du Dézert, t. III, p. 16.

L'apathie que remarquait Jovellanos, et qu'il signalait, comme un vice capital des Espagnols, tenait également à d'autres causes; par exemple, à la multiplication des majorats. Ce mal n'existait pas seulement en Andalousie, mais aussi dans les pays du nord, dans les provinces basques, dans la Navarre et le Guipuzcoa. La constitution du majorat rendait son détenteur un simple usufruitier, puisqu'elle frappait les biens d'inaliénabilité *in infinitum*. Si cette disposition législative conservait les fortunes, dans les familles, et empêchait les prodigues de dissiper leur patrimoine, elle entraînait, avec elle, des conséquences bien préjudiciables à la prospérité générale, telles que la suppression de l'esprit d'initiative et le dépérissement des cultures. Les possesseurs n'étaient pas, en effet, admis à réclamer l'argent, qu'ils avaient employé à l'amélioration de ces domaines. Aussi, quand leurs successeurs n'étaient pas des héritiers directs, les occupants laissaient tout à l'abandon, les bâtiments, les plantations et les terres. Les titulaires de petits majorats vivaient mesquinement de leurs revenus, et sans crédit, sur des propriétés qu'ils ne pouvaient ni hypothéquer, ni vendre; les détenteurs de majorats plus importants, s'ils contractaient des dettes, ne couraient aucun risque, en manquant à leurs engagements, puisque leurs biens étaient insaisissables.

Jovellanos qualifiait d'obstacles *moraux* les préjugés qui frappaient de déconsidération l'agriculture. Il énumérait toutes les charges, qui s'accumulaient sur le laboureur, telles que la conscription, le logement des soldats, les corvées, le passage des troupeaux; tandis que tous, même les employés les plus modestes, tels que les marchands de cartes à jouer, de tabac, de poudre ou de sel, les gardes de nuit, trouvaient moyen d'attraper quelque privilège dont le cultivateur, seul, demeurait frustré. Les obstacles physiques principaux étaient : les

moyens de transport défectueux, l'absence de débouchés et le manque d'eau, pour irriguer les champs.

Ferrer del Rio ne trouve pas d'éloge assez emphatique pour louer l'*Informe* de Jovellanos (1). Il le place au même rang que l'œuvre de Macanaz, au point de vue concordataire ou que celle de Feijóo, en critique littéraire. Des auteurs plus récents, tout en parlant avec estime des lumières de Jovellanos, ont cependant montré moins d'enthousiasme. Costa (2) lui reproche la confusion qu'il fait entre la propriété de la terre et celle du travail; le but trop borné qu'il assigne aux lois agraires, destinées uniquement, d'après l'*Informe*, à accroître le plus possible la richesse publique. Il l'accuse de timidité : parce que ce jurisconsulte s'est borné à conseiller d'écarter les obstacles, qui entravent la libre expansion de l'intérêt privé; parce qu'il n'a pas reconnu à la société, ni l'obligation, ni le droit d'intervenir dans le conflit des intérêts individuels; de contradiction avec lui-même, parce que Jovellanos, tout en reconnaissant que le droit de transmission de la propriété n'est contenu ni dans les lois, ni dans les desseins de la nature, tout en regrettant le mal, qui résulte de l'accumulation des héritages, aux mains d'un petit nombre, n'ose pas suivre la conclusion logique, imposée par de pareilles prémisses, écarte la conception d'un remaniement territorial et exhorte les victimes de ce vice social à la résignation. Ce n'est pas ici l'instant de discuter de pareilles théories; mais il faut reconnaître que Jovellanos, tout en étant un esprit très moderne, très ouvert, restait en même temps un homme de tradition, très défiant des utopies. Il mettait une entière confiance dans l'instinct de l'intérêt individuel (3). « En voyant les hommes s'égarer fréquemment et méconnaître leur véri-

(1) T. IV, p. 109.
(2) Costa, *ouv. cité*, p. 151.
(3) *Informe*, édit. citée, p. 82.

table intérêt, lorsque, aveuglés par les passions, ils s'attachent à une espèce de bien plus apparent que réel, il fut facile de croire qu'il serait préférable de les diriger au lieu de les laisser à leurs désirs individuels. Comment supposer que des individus, affranchis des illusions de l'intérêt personnel, soucieux du bien public, ne dicteraient pas les meilleures lois? Dans ce but, ces réformateurs ne se bornèrent point à protéger la propriété de la terre et du travail, mais ils eurent l'outrecuidance d'exciter et de diriger, par des lois et des règlements, tous ces agents de production. Dans cette voie, ce n'était pas l'utilité particulière qu'ils se proposaient pour objet, mais le bien commun. Dès lors, les lois entrèrent en lutte avec l'intérêt personnel, et l'action de cet intérêt fut d'autant moins vive, diligente et ingénieuse, qu'elle fut moins libre dans le choix de ses fins et dans l'exécution des mesures qui y conduisaient.

« Mais, en agissant ainsi, on ne manqua pas d'observer que le plus grand nombre des hommes, quand il s'applique à son intérêt, entend davantage la voix de sa raison que celle de ses passions. En cette matière, l'objet de ses désirs est toujours analogue à l'objet des lois; lorsqu'il agit contre cet objet, il agit contre son intérêt véritable et solide, et si, parfois, il s'en éloigne, ces mêmes passions, qui le détournaient, le refrènent à leur tour, en lui présentant, par les conséquences de sa mauvaise orientation, le châtiment de ses illusions, châtiment plus prompt, plus efficace, plus infaillible que tous ceux imposés par les lois. »

Jovellanos réprouvait donc, en général, l'intervention des esprits systématiques, « adonnés à des méditations abstraites, voyant les choses comme elles doivent être ou comme ils voudraient qu'elles fussent »; gens dangereux d'après lui « qui négligent l'intérêt particulier, engourdissent son action et l'éloignent de son but, au grand dommage de la chose publique ».

Néanmoins, tout en louant la justesse de certains aper-

çus, pourra-t-on peut-être constater que Jovellanos a trop penché, parfois, du côté de l'individualisme, et que sa théorie fut mise en échec, comme il advint quelques années plus tard, lorsqu'il parcourut les Asturies (1). Le spectacle qui s'offrit à lui ne ressemblait, en rien, à celui de l'Andalousie : point d'immenses domaines, mais, au contraire, une terre morcelée à l'excès, des tenures insuffisantes pour nourrir le cultivateur, la misère, le découragement, et, néanmoins, l'entêtement de ces paysans, qui s'obstinaient dans la même routine, butés devant l'obstacle, sans songer à le tourner. Que devenait, dans cette conjecture, cet instinct merveilleux de l'intérêt individuel, pour découvrir la route la plus favorable à ses desseins? Devait-on accuser de ce mal les lois qui régissaient le pays? Les Asturies étaient libres, aucun texte n'obligeait les colons à partager ainsi les tenures; au contraire, le pouvoir public, quand il était intervenu, avait essayé de limiter une coutume aussi funeste. N'était-ce pas au législateur d'apporter le remède que l'habitant, livré à lui-même, ne savait pas trouver? et d'abandonner cette théorie du *laisser faire*, proclamée par Jovellanos au début de son *Informe*, lorsqu'il écrivait : « Les ministres zélés, qui ont proposé leurs idées et leurs plans de réforme dans le dossier de la loi agraire, ont reconnu l'utilité des lois agricoles, mais ils ont pu se tromper dans l'application de ce principe. Il ne faut pas de nouvelles lois pour améliorer l'agriculture; les causes de son retard existent, la plupart du temps, dans ces lois mêmes : au lieu de les multiplier, il faut les diminuer (2). »

Cette longue et méticuleuse enquête n'eut d'autre conséquence que de provoquer des améliorations partielles. Charles III voulut agir, pour l'agriculture, comme pour

(1) Lettre de Jovellanos à Don Antonio Ponz, édition Nocedal, t. II, p. 290, carta sexta.

(2) *Informe*, p. 81.

l'industrie : il fonda un établissement modèle, une ferme, dans sa résidence d'Aranjuez, où les procédés nouveaux furent employés; où l'on put admirer les plantations d'oliviers et de vignes, la répartition scientifique des cultures, d'après la nature des terrains, les produits qu'il recueillait, tels que la soie, le miel et la cire; les pressoirs pour le vin et l'huile, l'aménagement de ses caves, la capacité prodigieuse des vasques, qui contenaient les liquides. Les dépenses qu'entraînait cette exploitation ne correspondaient pas aux services rendus, car il n'y avait guère que les paysans des environs qui pussent profiter de ces méthodes; encore ne voyaient-ils, la plupart du temps, qu'une distraction dans un tel spectacle, incapables qu'ils étaient d'adopter les enseignements agricoles qu'il offrait, en raison des avances considérables dont il leur eût fallu disposer. Pour la diffusion des nouveaux procédés, dans le reste du royaume, Charles III s'en remettait au zèle des sociétés économiques.

Le roi n'avait pas attendu la publication de l'*Informe* pour ordonner, de 1768 à 1770, le partage entre les cultivateurs des biens communaux. On poussa les travaux de canalisation du Manzanares et de Tierra de Campos; le canal de Murcie, abandonné comme voie navigable, servit aux irrigations des campagnes; on construisit deux grands étangs à Lorca; le canal d'Aragon, commencé par Charles-Quint, fut conduit jusqu'à Saragosse, sous la direction habile et vigilante du chanoine Ramon Pignatelli, nommé protecteur de cette grande entreprise. Le canal de Tortose fut destiné à fertiliser les terres en friche, et à éviter, pour les bateliers, les périls de l'embouchure de l'Ebre; à fournir, en outre, une issue facile pour les produits de l'Aragon. D'autres projets furent préparés pour les pays d'Urgel et d'Ugijar. Aux voies de communication, par eau, s'ajouta la construction de plusieurs routes, telles que celles du Puerto de la Cadena, d'Astorga, de Malaga.

V

L'argent manquait, la plupart du temps (1), pour achever les travaux que l'on commençait; le numéraire ne circulait guère et le crédit faisait défaut. Les Gremios mayores étaient cause, en partie, de cette défiance de l'épargne, puisqu'ils drainaient les capitaux et offraient aux rentiers timides l'avantage d'une assez grande sécurité, compensée, il est vrai, par la modicité des intérêts, qu'ils servaient à leurs créanciers. Le roi les ménageait et ne consentit à porter atteinte à leur situation privilégiée, qu'après un service, rendu à l'Etat, par le négociant François Cabarrus (2). Pendant la seconde guerre contre l'Angleterre, Charles III avait emprunté aux Gremios mayores de Madrid 60 millions de réaux, que ceux-ci promirent de lui verser, chaque mois, par dixièmes. A la quatrième échéance, ils furent incapables de tenir leurs engagements. Cabarrus intervint, alors, pour que différentes maisons espagnoles et étrangères consentissent à prêter, au roi, 10 millions de pesos, remboursables par des bons (*vales reales*) de 600 pesos chaque, produisant 4 pour 100 d'intérêt et circulant, dans tout le royaume, comme argent comptant. Les dépenses de la guerre multiplièrent les émissions de ce papier, qui dépassèrent 20,093,000 pesos. Pour en faciliter le placement, on divisa, par moitié, les anciennes coupures de 600 pesos. Cependant, à mesure que s'augmentaient les bons du Trésor, leur estimation dimi-

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXVII, 9 juin 1785. Création de billets d'Etat pour la somme de 4.200,000 piastres, destinés à payer les avances faites sur le canal d'Aragon et à en achever les travaux.

(2) Bourgoing, *ouv. cité*, t. II, p. 49.

nuait, à proportion, et ils perdaient, sur le change, plus de 10 pour 100.

Cabarrus ne vit d'autre moyen de relever ces valeurs qu'en fondant une banque nationale. Il fit valoir que cet établissement concentrerait tous les fonds, gardés, dans les coffres des particuliers, ou placés chez les Gremios. La banque fut d'abord destinée à escompter, au taux de 4 pour 100, toutes les lettres de change, tirées sur Madrid. Cette ressource était modique, car cette capitale ne pouvait passer pour une place de commerce importante. On n'y soldait guère que le prix des laines, exportées à l'étranger.

On proposa d'attribuer à la banque un profit supplémentaire, celui du *real giro*, sorte de caisse particulière, d'où la cour tirait les fonds, qu'elle adressait à l'étranger, soit pour le payement de ses agents, soit pour des dépenses d'une autre nature. Faibles bénéfices, ainsi concédés, car le *real giro* n'envoyait pas plus de 2 ou 3 millions de livres, par an, hors du royaume. Enfin, la banque obtint le monopole des approvisionnements de la marine et des troupes de terre, entreprises adjugées autrefois, soit à des particuliers, soit aux Gremios. Le gouvernement fut séduit par l'idée de distribuer, entre une grande quantité de citoyens, des bénéfices, répartis jusqu'alors en un très petit nombre de privilégiés (1).

(1) Desdevises du Dézert, t. II, p. 426, et Aff. étr., Espagne, t. DCXII, 26 février 1784; t. DCXIII, 7 juin 1784; t. DCXIV, 30 août 1784; t. DCXVI, 31 janvier 1785 : « Tout concourt à prouver qu'il n'y a rien de plus précaire que cet établissement si éblouissant par la rapidité de ses progrès. Il inspirerait autant de méfiance qu'il paraît séduisant, si l'on savait qu'il est déjà en avance avec le gouvernement de plus de 20 millions de nos livres et que le comte de Florida Blanca est à la veille de lui demander un emprunt. » — T. DCXVI, 7 mars 1785, division entre les directeurs de la banque; 21 mars 1785, impression fâcheuse qu'il en résulte dans le public; 11 avril 1785 : la démission de ce directeur, le sieur Drouillet, propriétaire d'une des maisons les plus considérables de la monarchie et décoré du titre de comte de Carrion de Calatrava, a eu pour cause la suspension de la vente des actions, opération à laquelle il s'opposait, parce que Cabarrus n'était guidé dans cette affaire que par son intérêt personnel. — T. DCXVII, 2 mai 1785, lettre de

Le contradicteur de Cabarrus et son adversaire était le ministre des finances Muzquiz, comte de Gausa (1). Sa timidité souffrait de terribles angoisses, durant les embarras pécuniaires, provoqués par la guerre; il se défiait des projets, présentés par un homme d'une témérité qui l'effrayait et dont la réputation lui paraissait équivoque (2). « Je ne m'étonne pas que l'on me déteste, écrivait-il à Florida Blanca, car je me hais moi-même, au point de désirer mourir. » Son souhait ne tarda guère à se réaliser, mais il vit la fondation de la banque et ses premières opérations (3).

Le capital de cet établissement fut fixé à 300 millions de réaux et divisé en 150.000 actions de 2,000 réaux chacune. Toute personne était admise à souscrire : les membres des ordres religieux et les étrangers. Mais, comme on trouvait que les acquéreurs ne se présentaient pas assez nombreux, le gouvernement usa de contrainte. Les greniers publics durent s'inscrire pour 30 millions de réaux, payables deux tiers en argent et un tiers en grains. Les municipalités durent fournir 14 millions et demi. On autorisa les propriétaires de majorats, les confréries, les monts-de-piété et les hôpitaux à vendre leurs biens fonds et à les remployer en actions de la banque. Des circulaires très détaillées furent envoyées aux vice-rois et gouverneurs des Indes, afin de racoler des actionnaires.

Drouillet à Florida Blanca, dont il circule des copies; 6 juillet 1785, effet produit à Paris par le pamphlet de Mirabeau. Cabarrus veut obtenir du roi Catholique un décret, prohibant cette brochure, en Espagne.

(1) Ferrer del Rio, t. IV, p. 125.

(2) Voici ce que pensait Fernan Nuñez du personnage (*Compendio*, t. Ier, p. 374) : Cet homme jeune, actif et d'un caractère entreprenant, aspirait à une grande fortune et même au ministère de l'Hacienda. Aussi voulait-il acquérir du crédit, au moyen de grandes spéculations, qui seraient avantageuses, au pays et qui prouveraient qu'il avait des qualités, pour le poste élevé, auquel il aspirait.

(3) Il mourut au mois de janvier 1785. (Aff. étr., Espagne, t. DCXVI, f° 43.) Il voulait transformer le système des impôts et leur substituer une contribution unique, comme en Aragon.

Le roi accordait la franchise du transport aux capitaux américains, destinés à la banque.

Malgré toutes ces mesures, Cabarrus eut grand'peine à faire aboutir son plan. Il avait contre lui non seulement Muzquiz, mais les Gremios, les fournisseurs des armées et de la marine, les monopoleurs et les esprits routiniers, ennemis de toute innovation. A la fin de 1783, un dixième, à peine, du capital était souscrit; à la fin de 1784, on n'en avait pas encore réuni la moitié.

En 1785, les actions commencèrent à faire prime. Pour favoriser la hausse, la banque en suspendit la vente; elles montèrent bientôt à 3,200 réaux. Mais, quand elles eurent atteint ce prix, beaucoup d'acquéreurs voulurent réaliser, et le nombre des ventes amena une baisse, que le gouvernement espagnol attribua à un pamphlet français, composé par Clavière et paru sous le nom de Mirabeau (1).

Après la mort de Muzquiz, le nouveau ministre des finances, Don Pedro-Lopez de Lerena (2), se montra égale-

(1) Lettre de Florida Blanca à Aranda, 18 juillet 1785 (Ferrer del Rio, t. IV, p. 128) : « Il nous a rendu un bon service, l'extravagant, ridicule, faussaire et vénal Mirabeau. En discréditant les actions de cet utile établissement, il oblige les Français qui les ont achetées cher à les vendre bon marché; aussi nos compatriotes pourront-ils se les procurer à un prix avantageux. Néanmoins, comme les municipalités, les communautés, les majorats et les œuvres pies du royaume en possèdent plus de cent mille, qui ne peuvent passer à l'étranger; comme du reste, c'est-à-dire environ cent cinquante mille, vingt-cinq mille se sont négociées, en hausse, au moment de leur création, entre nationaux, qui ne peuvent les vendre au même prix qu'au prix d'achat, V. E. peut conclure de tout cela combien peu nous nous soucions de ce qu'écrit, dit, ou fait la légèreté française. En effet, s'il ne s'était agi que d'empêcher de courir impunément les faussetés et les mensonges du livre de Mirabeau, nous les aurions laissé courir; mais, pour l'honneur et pour qu'il n'advienne pas de mal, aux maisons françaises, qui ont commencé à donner l'exemple, en prenant des actions, pour que d'autres recherchent cette valeur, il a paru nécessaire de prohiber cette œuvre et de prendre d'autres mesures prudentes, destinées à protéger les intérêts des tiers. Cependant, dans peu de temps, on touchera du doigt les sophismes de ces économâtres français et on verra que la banque est autre chose que le système de Law. C'est pourquoi nous ne voulons pas que l'on écrive ou répande de tels libelles. »

(2) Aff. étr., Espagne, t. DCXVI, f°s 55, 68; t. DCXVII, 20 juin 1785. Un moine de Madrid écrit à Florida Blanca pour lui annoncer un projet

ment, comme son prédécesseur, un ennemi de Cabarrus, et ses actes compromirent les progrès de la banque. Le nouveau secrétaire d'Etat était un protégé de Florida Blanca, qui s'était attaché à Lerena, lors des émeutes de Madrid. A cette époque, Moñino fut envoyé à Cuenca, pour faire des enquêtes; on lui présenta, comme copiste, un jeune homme, dont le travail le satisfit et qu'il poussa. Lerena devint, successivement, receveur de rentes à Cuenca, superintendant du canal de Murcie, commissaire ordonnateur des guerres et assistant de Séville.

Les personnes les plus impartiales virent, à regret, cette nomination. On considérait, en général, le protégé de Florida Blanca comme un homme d'une probité sans reproche, mais d'une capacité très médiocre; il passait pour un laborieux qui serait, aux mains de son patron, un instrument commode et sûr, au moyen duquel celui-ci s'épargnerait le souci des détails, tout en gardant l'autorité. Le prince et la princesse des Asturies se montrèrent fort dépités de ce choix. Ils soutenaient la candidature de Don Francisco de Montès, trésorier général. L'échec de leur créature ajouta un nouveau grief à tous ceux qu'ils nourrissaient contre Florida Blanca.

Lerena essaya de perdre Cabarrus, par différentes manœuvres, notamment dans l'affaire de la Compagnie des Philippines.

Ces îles renfermaient des produits fort utiles au commerce : des bois de construction et de teinture, du fer, de l'acier, du coton, de l'indigo et du tabac, denrées facilement transportables, par des rivières, qui remontaient fort avant dans le pays. Le nombre des sujets, qui y re-

d'assassiner M. de Lerena; arrestation du moine. Voir également Fernan Nuñez, *Compendio*, t. II, p. 24 : « Lerena, ennemi personnel de Cabarrus, prêta l'oreille à tous les bruits que l'on lui conta et crut aveuglément tout ce que lui disaient les *gremios*, hostiles à ce dernier, qui leur enlevait l'avantage d'être maîtres du commerce de l'Espagne et d'être l'unique corps, auquel le ministère pouvait recourir, dans les embarras de la couronne. »

connaissaient la souveraineté du roi Catholique, dépassait un million, sans compter la population insoumise, vivant dans les bois et dont le dénombrement était impossible.

Jusqu'alors, il n'existait pas de communication directe, entre les Philippines et la métropole. Tous les ans, un navire partait de Manille pour Acapulco, situé sur la côte occidentale du Mexique. Il n'y avait que les Chinois et les Arméniens à retirer quelque avantage de ce voyage. Le fisc lui-même n'en profitait pas, les frais d'administration absorbant le produit des droits de douane. Les insulaires des Philippines n'avaient d'autre ressource que le commerce de commission.

L'île de Luçon, la principale de ce groupe, avait été jadis envahie par les Anglais, et l'on se souvient, sans doute, des fastidieuses négociations, entre Madrid et Londres, à propos de la rançon de Manille. Pour mieux protéger à l'avenir cette ville contre un débarquement, Charles III fit fortifier le port de Cavite. Son ministre des Indes, Galvez, essaya de secouer l'apathie industrielle des insulaires. Ses efforts furent, en partie, récompensés. Grâce à son initiative, des fabriques de coton réussirent (1).

La compagnie *Guipuzcoane*, fondée, en 1728, sur les conseils de Patiño, commerçait entre les ports de Pasajes, Caracas et Maracaïbo. Très prospère jusqu'à la guerre d'Amérique, elle avait vu ses bénéfices diminuer, à ce moment, et, pour compenser ses pertes, s'était livrée à la contrebande, avec les Hollandais de Curaçao. Le 15 février 1781, le roi lui retira le titre de compagnie royale et il fut question de la fondre avec une autre société, constituée pour le service direct avec les Philippines.

Cabarrus était un des promoteurs de ce projet. Le plan en fut discuté et approuvé, au mois de juillet 1784, dans

(1) Bourgoing, t. II, p. 249 et *seq.*, et Aff. étr., Espagne, t. DCXIII, 12 juillet 1784; t. DCXVI, 10 mars 1785, f° 146. Prospectus de la nouvelle compagnie.

une junte, présidée par Galvez. On fit participer la banque aux opérations de la compagnie pour 21 millions de réaux; le roi et les membres de sa famille souscrivirent des actions. On détermina l'itinéraire que suivraient les vaisseaux. Ils doubleraient le cap Horn, s'arrêteraient sur les côtes du Pérou, y prendraient les piastres nécessaires, pour leurs achats, se rendraient aux Philippines, à travers la mer du Sud, et rapporteraient leurs retours à Cadix, en passant par le cap de Bonne-Espérance (1).

Les Gremios se montrèrent très hostiles à la nouvelle compagnie, car ils avaient tenté quelques expéditions aux Philippines et il semblait qu'on les frustrât de bénéfices, qu'ils avaient été incapables de réaliser. Aussi Lerena, qui leur était tout dévoué, prescrivit une mesure, capable de ruiner la société naissante (2). Une des principales branches de son commerce était celui des mousselines, dont on faisait, en Espagne, une énorme consommation. Jusqu'alors, l'entrée de cette marchandise était rigoureusement prohibée aux étrangers, dans la Péninsule. Dès que le premier chargement, au nom de la compagnie, fut débarqué à Cadix et que les directeurs voulurent le vendre, au prix ordinaire, ils ne trouvèrent pas d'acquéreurs, parce que les droits de douane prohibitifs avaient été baissés. S'il faut en croire Bourgoing, cette première cargaison pourrissait encore dans les magasins de Cadix, en 1792.

Les ennemis de Florida Blanca firent valoir, contre lui, une réforme administrative, ordonnée par décret le 8 juillet 1787 (3). Une junte suprême d'Etat fut alors créée, sorte de conseil de cabinet, appelé à trancher les

(1) Madrid, archivo historico, Estado leg. 4075, Aranda à Florida Blanca, Paris, 20 février 1787 : discussion sur les droits des Espagnols de se rendre aux Philippines, par le cap de Bonne-Espérance; mémoire de Rayneval, à ce sujet, discutant les termes du traité de Munster et la bulle d'Alexandre VI, qu'invoquent les Hollandais, pour s'opposer à cette navigation.

(2) Fernan Nuñez, *Compendio*, t. II, p. 24, et Bourgoing, t. II, p. 259,

(3) Desdevises du Dézert, t. II, p. 56 et 57.

conflits, entre les différents bureaux des ministères, et à se prononcer sur la nomination des fonctionnaires. Depuis longtemps, on s'était aperçu des inconvénients qu'apportait, à la marche des affaires, l'isolement de chacun des ministres, dans son département respectif. Grimaldi les signala au roi et celui-ci lui octroya l'autorisation de travailler, une fois par semaine, avec ses collègues Arriaga et Esquilache. Cette coutume se continua, jusqu'en 1783, puis fut abandonnée. Il ne s'agissait donc pas d'une innovation, mais d'un retour à une pratique, reconnue favorable. Charles III étudia, avec sa conscience habituelle, les quatre cent quarante-trois articles du nouveau règlement et les annota de sa main. On prétendit que Florida Blanca voulait, par ce moyen, acquérir une prépondérance marquée sur les autres ministres et qu'il cherchait à restreindre l'autorité du monarque. C'était toucher une corde fort sensible, chez un personnage, aussi jaloux, que Charles III, de son pouvoir; mais le prince eut assez de bon sens pour comprendre qu'il conservait le dernier mot, sur toutes les questions, et qu'il gagnait, à la nouvelle institution, de les trancher avec plus de lumières.

VI

Un de ceux qui s'acharnèrent, avec violence, contre Florida Blanca fut le comte d'Aranda (1). L'âge ne l'avait pas assagi. Il s'ennuyait à Paris, dans son ambassade, et

(1) Archivo historico, Madrid, Estado leg. 2850. Aranda à Florida Blanca, Paris, 8 décembre 1786; lettre commençant par ces mots : « Voici ma confession; ce n'est ni celle de J.-J. Rousseau, ni celle de saint Augustin, etc. »

trouvait trop pénible, à ce qu'il écrivait, d'être obligé de faire, par an, cent vingt à cent trente voyages de Paris à Versailles, partant à huit heures et demie du matin, pour parler, à dix heures, au ministre des affaires étrangères. Sa première femme étant morte (1), il avait épousé, malgré ses soixante-cinq ans, sa petite-nièce, Doña Maria del Pilar Silva y Palafox. Elle était malade, et, comme les médecins l'avaient renvoyée en Espagne, il demanda à la rejoindre. « Je ne veux que le repos, mandait-il à Florida Blanca; que l'on me permette seulement de finir mes jours sous l'habit de l'ordre de Mars, dans lequel j'ai fait mes vœux et où je continuerai de servir tant que ma carcasse tiendra bon. » Il fut rappelé en 1786 et son successeur à Paris fut Fernan Nuñez (2), qui prit possession de son poste la même année que Montmorin devint ministre des affaires étrangères. Mais le repos d'Aranda ne laissa pas que d'être très agité. Un tel homme ne pouvait s'accommoder du sort commun; il supportait, avec amertume, de ne plus occuper le premier rang et de se voir, lui, un militaire et un grand d'Espagne, obligé d'obéir à un robin, à un noble de fraîche date, comme Florida Blanca.

Un décret royal l'exaspéra. Cette ordonnance prescrivait de donner le titre d'excellence aux grands d'Espagne, aux conseillers d'Etat, à l'archevêque de Tolède, aux chevaliers de la Toison d'or, aux grands-croix de Charles III (3), aux capitaines généraux de terre et de mer, à tous ceux qui seraient ou auraient été vice-rois ou ambassadeurs, et enfin de rendre, à tous, les mêmes honneurs militaires. Il n'y avait pas quatre jours que le décret était publié qu'Aranda s'empressa de représenter au roi

(1) Doña Ana-Maria del Pilar Fernandez de Hijar, morte en 1783.

(2) Florida Blanca, le 29 janvier 1787, annonce à d'Aranda que son successeur sera Fernan Nuñez. (Archivo historico, Madrid, Estado leg. 2850.)

(3) Institué en 1771 « sous l'invocation de la Très Sainte Vierge considérée dans le glorieux mystère de son Immaculée Conception ». *Nov. Recopilacion*, VI, III, 12 (19 septembre 1771).

les inconvénients que produirait son exécution, dans tout le royaume. Au bout de deux mois, comme son mémoire demeurait sans réponse, il écrivit au ministre de la guerre, Don Geronimo Caballero.

Un libelle anonyme parut ensuite, intitulé : *Conversation entre les comtes de Florida Blanca et Campomanes, le* 20 *juin* 1788. Il y était question du décret royal, relatif aux honneurs militaires. Campomanes interrogeait Florida Blanca sur les motifs de cette mesure et ce dernier lui répondait en ces termes : « Laissons de côté mes motifs, mais, tant que ma chaise sera chaude, il me faut faire un pot-pourri de toutes espèces de gens, car, sans cela, ni vous, ni moi, ni nos égaux, n'oserions lever la tête. » Dans la suite de cette satire, on le représentait expliquant à son interlocuteur les artifices dont il se servirait pour contrecarrer les représentations du comte d'Aranda, désigné sous les noms : d'ambassadeur, de démon militaire, ou d'archiprêtre des moines guerriers : « Fallait-il révoquer un ordre de S. M. pour le caquet de gens chatouilleux? Le roi n'était-il pas le maître absolu de tout honneur, libre de l'octroyer ou de l'enlever en bloc, ou en détail, selon son libre arbitre? » L'auteur supposait que Florida Blanca insistait auprès de Campomanes pour savoir ce que « chantaient tous les braillards », et il le caressait en promettant de le maintenir gouverneur du conseil de Castille et de perpétuer les gens de sa robe, dans les secrétaireries d'Etat. Le résultat des réponses de Campomanes était de brouiller Florida Blanca, d'abord avec le roi, parce que ce prince disait qu'aucun ministre n'avait jamais réduit son autorité comme Florida Blanca, qui ne l'écoutait guère plus qu'un moine du Saint-Bernard; puis, avec le confesseur fray Joaquin Eleta, parce qu'il aurait imaginé, pour diminuer l'ascendant de ce prêtre dans les affaires de l'Eglise, de montrer à Charles III une lettre de Pie VI, qui le traitait de *moinillon ignorant;*

ensuite, avec les conseils et les tribunaux dont il s'arrogeait les attributions, parce que son encombrante vanité le portait à vivre persuadé qu'il savait tout et que tous les autres n'étaient que des ânes; avec ses collègues les ministres, parce que la junte suprême d'Etat les transformait en un troupeau de moutons, qui marchaient, en se bousculant, là où les poussait leur berger; enfin, avec Campomanes lui-même, dans la bouche duquel on mettait la conclusion suivante : « Je me félicite de ne vous avoir dit que la plus grande partie des choses qui donnent, à votre ministère, un caractère intolérable et fatal. Maintenant, je conviens avec la voix générale, après la mauvaise âme de Galvez et la vôtre, qui ne vaut pas mieux, après vos fariboles et vos cafarderies, pour abuser le roi, après une infinité de malheurs, par lesquels tous deux vous paraissez avoir été fondus dans le même moule, que la nation soupire pour qu'il n'y ait plus d'avocat dans le ministère (1). »

La satire eut un grand succès, dans la haute société et parmi les militaires. On se la passait de mains en mains, on la copiait. Une fable, insérée dans le *Journal de Madrid*, et intitulée le *Renard* (*el Raposo*), partagea la vogue de l'autre libelle. Il y était question d'un lion (2) qui

(1) Ferrer del Rio, t. IV, p. 228 et *seq.*

(2) *El Raposo*, attribué à Tomas Iriarte ou à Don Felipe Samaniego :

De un leon poderoso
Ministro principal era un raposo;
Por lo sagaz y astuto
Orgullo como el hombre tiene el bruto;
Y asi, de su privanza evanecido
Trataba con imperio desmedido
Hasta a los mismos tigres y los osos.
Todos los animales,
Grandes, pequeños, mansos y furiosos,
Eran para el iguales :
Con rigor los trataba y aspereza,
Y despreciaba fuerzas y grandeza.
En esto, del favor una mudanza,
Caer hizo al visir de la privanza,
Y apenas del Señor perdio el aprecio,
Objeto fue del general desprecio.

D'un lion puissant
Ministre principal était un renard
Avisé et malin
Orgueilleux comme un homme;
Vain de ses privautés
Il traitait impérieusement, avec excès,
Les tigres et les ours.
Tous les animaux
Grands, petits, doux et furieux
Etaient pour lui égaux.
Avec rigueur et âpreté il les traitait
Et méprisait forces et grandesse.
Un changement de faveur
Fit tomber le vizir.
Et à peine perdue l'amitié du maître
Qu'il fut l'objet du dédain général.

avait pour ministre un renard. Ce dernier, enivré de sa fortune, maltraitait tous les autres animaux. Un hasard le ruinait. Les plus petits s'enhardissaient et s'attaquaient à lui, tandis que les grands l'égratignaient, de temps en temps, pour rendre son martyre plus douloureux, en ne l'achevant pas tout de suite. La morale contenait cette conclusion que, chez les hommes, se voyait ce qui se passait chez les animaux : l'abus de la force; mais cependant l'orgueil persistait toujours.

Il se renouvelait contre le ministre une cabale analogue à celle dont fut victime Grimaldi. C'était bien le parti *aragonais*, qui reprenait l'offensive, contre le parti *golille* ou des robins. Mais, cette fois, il manquait aux ennemis de Florida Blanca l'appui du prince des Asturies. Pourtant, la femme de l'héritier présomptif détestait le chef du cabinet et on connaît l'ascendant qu'elle exerçait sur son époux. Il y eut quelques châtiments, destinés à ramener, dans le devoir, les mécontents. On prit un détour pour exiler le marquis de Rubi, en le nommant ambassadeur auprès du roi de Prusse. Comme il refusait d'obéir, sous de mauvais prétextes, il fut envoyé, en disgrâce, à Pampelune. O'Reilly (1), qui avait contribué à la diffu-

Aun el mas infelice le acomete,
Y los grandes del reino, por juguete
No queriendo tomarse mas trabajo
Que tal cual arañazo de ligero,
Como par agasajo,
Tal martiro le dieron y tan fiero
Y se lo continuaron de tal suerte,
Que cargado de llagas y de afrenta,
Vino a sufrir la muerte
Penosa tanto mas cuanto mas lenta.
¿ Por que para estos casos
Buscamos en los brutos ejemplares,
Si de iguales fracasos
Nos ofrecen los hombres centenares
Cuando el poder usaron con exceso?
¿ Y la soberbia [illegible] por eso?

Même le plus malheureux l'attaque,
Et les grands, par amusement,
Sans daigner prendre plus de travail
Que de l'égratigner légèrement
Comme en le caressant,
Lui firent souffrir un tel martyre
Et le prolongèrent de telle sorte
Que, chargé de plaies et d'affronts,
La mort vint enfin,
D'autant plus pénible que lente.
Pourquoi chercher des exemples
Chez les animaux
Si les hommes nous offrent par centaine
De tels excès de force?
L'orgueil en cessera-t-il pour cela?

(1) Ferrer del Rio, t. I, p. [illegible] [illegible] Arnoldo : « Il y a trois comtes qui ne peuvent tenir dans le même sac, » disait ce personnage. Ces trois comtes étaient : Florida Blanca, Aranda et O'Reilly.

sion des satires, reçut l'ordre de partir en mission, pour la Galice. Il quitta Madrid, en affectant le plus grand zèle et la plus grande satisfaction. Son beau-frère, Don Louis de Las Casas, gouverneur d'Oran, en congé à Madrid, fut renvoyé en Afrique. Enfin, le comte d'Iranda, chez lequel se réunissait une société, soupçonnée d'être hostile à Florida Blanca, fut mandé par Campomanes. Le gouverneur du conseil de Castille lui adressa une mercuriale et voulut bien se contenter de ses explications.

Ces châtiments, bien bénins, étaient de faibles satisfactions, accordées au ministre, contre lequel courait une nouvelle satire, moins spirituelle que les précédentes, intitulée : *Lettre d'un coquetier de Fuencarral à un avocat de Madrid, sur le libre commerce des œufs*. Ce pamphlet regrettait les facilités, octroyées aux armateurs pour commercer avec les Indes.

Une autre faiblesse du gouvernement fut de donner satisfaction aux opposants, en rapportant le décret sur les honneurs militaires, en partie cause de tous les écrits dont Florida Blanca avait été assailli.

Celui-ci jugea opportun de rédiger un mémoire justificatif de toute sa conduite depuis l'année 1777, époque de son entrée au ministère. Il terminait, en demandant, au roi, la permission de se retirer; mais Charles III, dont la santé devenait de plus en plus chancelante, ne consentit pas à se séparer de lui (1).

(1) Florida Blanca resta au pouvoir sous Charles IV et ne tomba, en 1792, que parce qu'il voulut ouvrir les yeux du roi sur les désordres de la reine. Pendant l'invasion de Napoléon, il présida la junte insurrectionnelle d'Aranjuez et mourut à Séville le 28 décembre 1808. Le mémoire de Florida Blanca est du 10 octobre 1788. Cet écrit fut présenté de nouveau au roi Charles IV, le 6 novembre 1789.

CHAPITRE XI

MOUVEMENT INTELLECTUEL SOUS CHARLES III

I. L'enseignement : réformes scientifiques, les sciences exactes cultivées en dehors des Universités, principaux savants, cabinet d'histoire naturelle, médecine. — II. Philosophie : influence de Vernei, les jésuites Eximeno et Arteaga, réaction contre le sensualisme et apologie catholique, Rodriguez Ceballos, Perez y Lopez, Valcarcel. — III. Travaux historiques : les fausses chroniques, le P. Enrique Florez, Manuel Risco, Capmany, fray Romualdo Escalona, Campomanes, le jésuite Masdeu. — IV. Littérature : prédominance de l'esprit critique, influence de Feijóo, Luzan, Isla, la fonda de San-Sebastian, Moratin le père, principaux membres de ce cercle littéraire, Cadahalso et los *Eruditos a la violeta*, Tomas Iriarte, salons à la mode, le poème de la *Musica*, les fables, polémiques qu'elles provoquent : *El asno erudito* de Forner. — V. Le théâtre : partisans de la tradition, les gallo-classiques, Moratin le père, les *autos sacramentales*, la cabale du comte d'Aranda, les saynètes de Ramon de la Cruz, la *Hormesinda*, Jovellanos et le *Delincuente honrado*, pillage de l'ancien répertoire, la *Raquel* de Huerta, absence de critique chez ce personnage, *el Señorito mimado* d'Iriarte, Iriarte précurseur de Moratin le fils. — VI. Beaux-arts : prédominance de l'influence étrangère à partir de Coello, en peinture; décadence de la sculpture et de l'architecture, influence de Borromini, l'Académie des nobles arts de San-Fernando; Mengs, prédominance incontestée de sa peinture et de son goût; réaction de Goya, tentatives de la sculpture avec Don Felipe de Castro, la sculpture sur bois et Sarzillo; architecture : Don Ventura Rodriguez et Don Juan de Villanueva, le goût antique, influence de Vitruve, Don Josef Ortiz y Sanz, Don Antonio Ponz. — VII. Musique : Nasarre, Valls et Feijóo, discours de ce dernier sur la musique des temples, invasion de l'opéra italien sous Philippe V et Ferdinand VI; Iriarte, un des propagateurs de la musique allemande; œuvres des PP. Eximeno, Arteaga et Requeno.

I

Dans l'ensemble de son œuvre, les réformes opérées par Charles III, au point de vue de l'enseignement, ne sem-

bleront pas la suite d'un plan coordonné. Après l'expulsion des jésuites et la suppression des *colegios mayores*, on pouvait peut-être s'attendre à un remaniement général des programmes et à une diffusion, plus pratique et moins incomplète, de l'instruction. Mais, pour mener à bonne fin un projet aussi vaste, il eût fallu être mieux secondé que les ministres du roi Catholique ne le furent. En jugeant cette époque, avec nos idées modernes, on s'exposerait, de plus, à fausser les faits, par les analogies qu'inspirerait la substitution, en France, des écoles laïques aux écoles congréganistes. Charles III, lorsqu'il chassa les jésuites, ne les poursuivit pas, en tant que religieux, mais il vit, parmi eux, à tort ou à raison, des conspirateurs, dont il délivra son royaume. Les programmes des maisons, occupées jadis par les disciples de saint Ignace, ne différaient pas, essentiellement, de ceux des universités. La décadence de l'enseignement ne leur était pas imputable. Eux partis, les abus subsistaient toujours, et c'était aux anciens corps privilégiés, endormis dans leur routine, qu'il fallait s'attaquer.

Une autre remarque, à laquelle on doit s'attacher, est celle qui porte sur le petit nombre de personnes, appelées à jouir des bienfaits de l'instruction. Le peuple ne cherchait pas à sortir de son ignorance. Seuls, les bourgeois et les nobles s'appliquaient aux études secondaires ou supérieures. Quelques écoles élémentaires végétaient, au hasard des fondations pieuses ou philanthropiques. Les plus nombreuses étaient celles, tenues par les religieux *escolapios*, ordre fondé dans la Catalogne, en 1683, par Don José Calasanz, chapelain du cardinal Colonna. Ces maîtres ne rendaient pas la science aimable et pratiquaient trop strictement la règle que : *la letra con sangre entra*. Ils dégoûtaient et abrutissaient leurs élèves, par leurs mauvais traitements.

Cabarrus se révoltait, contre cette discipline dépri-

mante : « Oh! mon ami, je ne sais si votre cœur participe à la vigoureuse indignation du mien, quand je vois ces troupeaux d'enfants, conduits, dans nos rues, par un *escolapio*, armé de sa canne... « Le petit est bien humble », disent-ils, quand ils veulent en louer quelqu'un; ce qui veut dire qu'il a déjà contracté l'abattement, l'aplatissement, ou, si vous l'aimez mieux, la farouche hypocrisie monacale (1). »

Don Diego de Torres, plus tard professeur à l'Université de Salamanque, fréquentait, dans son enfance, une école laïque; les procédés n'y étaient pas plus doux que chez les *escolapios*. « Je payai sur mes fesses ma science de la lecture, raconte-t-il; l'écriture me coûta bien des coups de poing et bien des soufflets, et je restai dix ans dans cet Alger, captif, pendant cinq ans, de Pedro Rico : ainsi s'appelait le comité de cette galère. »

Ces maîtres d'école (2), lorsqu'ils ne faisaient pas partie d'un ordre religieux, n'étaient que de pauvres gens, moins bien rétribués que des journaliers. Pour ouvrir une école, il fallait être vieux chrétien, de naissance légitime, de bonnes vie et mœurs, et fournir une attestation du juge ecclésiastique, constatant que le candidat avait été interrogé sur la doctrine chrétienne. Deux examinateurs et deux commissaires de l'*ayuntamiento* (3) lui faisaient passer, devant notaire, un examen. Il envoyait des modèles de son écriture et des compositions de calcul à la Congrégation de Saint-Cassien, corporation des magisters de Madrid. Sur le rapport favorable de cet institut, le conseil de Castille conférait le droit d'enseigner.

Les matières les plus négligées, dans les Universités, étaient celles qui se rapportaient aux mathématiques,

(1) CABARRUS, *Cabarrus sobre los obstáculos que la naturaleza, la opinion y las leyes oponen a la felicidad publica*. Vitoria, 1808, in-4°, p. 81.

(2) DESDEVISES DU DÉZERT, t. III, p. 168.

(3) Conseil municipal.

aux sciences physiques et naturelles. On a peine à croire les détails invraisemblables, fournis par le professeur de Salamanque, Don Diégo de Torres, sur cet établissement que l'on qualifiait magnifiquement de « trône de la sagesse et de boulevard de la chrétienté ».

D'après Don Diégo, les étudiants qui le fréquentaient étaient si peu accoutumés, à de pareilles études, qu'ils comparaient la langue des mathématiques à l'argot des bohémiens, aux lazzis des faiseurs de tours. D'autres y voyaient des termes magiques, que l'on ne saisissait qu'avec l'assistance du diable, à la condition de se oindre, avec l'onguent dont se frottaient les sorcières, pour se rendre au sabbat.

« Quand je fus installé, comme professeur, en 1726, je n'y vis, ajoute-t-il, ni un globe, ni une carte de géographie, ni un compas. Aujourd'hui, à la fin de juin 1752, nous sommes aussi dénués, qu'autrefois, de livres et d'instruments. »

Une démarche de ce personnage, en 1758, pour fonder une académie de mathématiques, lui attira un discours furibond d'un certain P. Ribera, religieux trinitaire, qui exerçait une influence prépondérante sur l'assemblée des docteurs ou *claustro*. Aux tentatives du ministre de grâce et de justice, Roda, qui essaya de rajeunir les programmes, l'Université répondit, avec l'orgueil d'une prétendue orthodoxie : *Non erit in te Deus recens neque adorabis Deum alienum* (1).

La stérilité des efforts de Roda se trouve constatée, par Jovellanos, dans son *Informe*. « Tant que les Universités littéraires, écrit-il, continueront à être ce qu'elles sont, maintenant, et ce qu'elles ont toujours été, tant que la philosophie scolastique y dominera, les sciences exactes et naturelles ne pourront y prendre racine. Le but, le

(1) Coxe, *l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, etc., p. 182.

caractère, la méthode et l'esprit, qui sont l'âme de ces sciences, diffèrent trop des principes de l'école et sont même incompatibles avec eux : ceci est une vérité confirmée, par une triste et malheureuse expérience. Peut-être ne serait-il pas impossible de réunir les sciences intellectuelles à celles qui sont susceptibles de démonstration?... Mais, pour atteindre ce but de nos vœux les plus ardents, il faudra renverser de fond en comble le système et la forme de nos études (1). »

Ce fut donc hors des Universités que l'on cultiva, avec ardeur, les sciences mathématiques et physiques, dans les académies de Barcelone, d'Oran et de Ceuta, au collège des gardes-marine (2), à l'Académie des nobles arts de San-Fernando (3), au collège d'artillerie de Ségovie (4), aux écoles militaires d'Avila et d'Ocaña, au collège de San-Isidro (5), au séminaire de Vergara. Don Antonio Gregorio Rosell, professeur à San-Isidro, composa les *Institutions mathématiques* et la *Géométrie enfantine*. Pendant l'année 1779, Don Pedro Gianini commença la publication d'un cours de mathématiques, destiné aux cadets du royal collège de Ségovie. Don Antonio Bails, après de fortes études scientifiques en France, où il avait suivi, en qualité de secrétaire, l'ambassadeur Masonès y Lima,

(1) Informe : *Segunda clase de estorbos : instruction des propriétaires*, p. 124. Voir également un passage virulent de Blanco-White dans *Doblado's letters from Spain*, p. 103 et *seq.*, édit. de 1822, sur les Universités espagnoles et la prédominance gênante, dans leur enseignement, des doctrines théologiques. Les opinions de ce singulier personnage, tour à tour prêtre catholique, ministre protestant et libre penseur, ne doivent être accueillies qu'avec la plus grande réserve, car son impartialité pourrait être suspecte; mais elles concordent, en cette matière, avec celles de Jovellanos, esprit novateur tout en étant respectueux de la tradition. Le nom de Doblado était un pseudonyme pris par White à cause de ses deux noms : Blanco et White. Il naquit en 1775 et mourut en 1841. Il fréquenta pendant quelque temps Newman, fellow au collège d'Oriel. Se reporter à Thureau-Dangin, *Newman et le mouvement d'Oxford*, Ire partie, p. 24.

(2) Ecole des gardes-marine, fondée en 1717, réformée en 1776.

(3) San-Fernando, fondé en 1753.

(4) Ecole d'artillerie de Ségovie, en 1764.

(5) Créée en 1770.

devint, plus tard, directeur à l'Académie de San-Fernando. Il y écrivit, sur l'ordre du comte O'Reilly, et avec la collaboration de Don Geronimo Capmany, un traité de mathématiques pour les écoles de cadets d'infanterie. D'une érudition remarquable, vulgarisant les connaissances, qu'il avait recueillies en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, il traita, dans ses œuvres, non seulement des mathématiques pures, mais de leur application à la mécanique des solides et des fluides, à l'optique, à l'astronomie, à la gnomonique, à la perspective, etc. Le bas du corps infirme, paralysé de la main droite, Bails ne cessa pourtant pas ses travaux. Malgré son âge, il apprit à écrire de la main gauche, et la mort seule interrompit ses laborieuses recherches (1).

Du collège des gardes-marine sortirent Don Jorge Juan et Don Antoino de Ulloa. Lors de l'expédition faite par la Condamine, dans l'Amérique du Sud, ils représentèrent, très dignement, la science espagnole. A leur retour, ils publièrent leurs observations physiques et astronomiques. Ils collaborèrent, tous deux, à une dissertation historico-géographique sur le méridien de démarcation, entre les domaines portugais et espagnols, en Amérique.

Don Jorge Juan se rendit à Londres pour y étudier la construction des navires. A son retour, il réunit chez lui, tous les huit jours, une conférence scientifique, qui prit le titre, assez banal, d'Assemblée amicale et littéraire. Il prépara un manuel de navigation, pour les gardes-marine, et un traité de mécanique appliquée.

Don Antonio de Ulloa, qui fut envoyé en qualité de gouverneur à la Louisiane, composa, à son retour, les *Notes américaines*, ouvrage rempli de renseignements, sur le territoire, les climats, les productions, les animaux et

(1) Ferrer del Rio, t. IV, p. 482 et *seq.*

les minéraux de ces pays. Plus tard, il présenta au ministère une œuvre intitulée : *la Marine, forces navales de l'Europe et de l'Afrique.* Il imprima également un mémoire sur l'éclipse du soleil et l'anneau réfractaire de ses rayons, observation faite à bord du navire *España*, le 24 juin 1778.

S'il était un mauvais administrateur, comme savant, Ulloa rendit à son pays de nombreux services. Il vulgarisa, en Espagne, les premières notions de l'électricité et du magnétisme, éléments qu'il apprit à Londres. Il fit connaître également les qualités du platine, de la gomme élastique, de la cannelle; avec le microscope, il étudia la circulation du sang, dans les poissons; il s'appliqua, dans les Andes, à des recherches géologiques. A côté de ses œuvres purement scientifiques, il s'adonna à des travaux pratiques : il enseigna la méthode de lever des cartes de géographie et traça un plan pour le canal de Castille.

Don Manuel-Maria de Aguirre, directeur d'une des compagnies de l'école militaire d'Ocaña, obtint une légitime réputation, pour ses travaux géographiques, au point de vue de l'histoire naturelle et de l'astronomie. Il réfuta les systèmes de Ptolémée et de Descartes et critiqua les lois astronomiques de Kepler.

Don Vicente Tofiño, directeur du collège des gardes-marine, se fit connaître, dans le monde scientifique, par son traité de géométrie élémentaire et de trigonométrie rectiligne, ainsi que par ses tables des sinus et des tangentes. Passionné pour l'astronomie, il consacrait ses matinées à l'expédition de ses devoirs professionnels et passait les nuits à l'observatoire de Cadix avec son disciple Valera. La Lande le tenait en haute estime et faisait de lui le plus grand éloge.

Au milieu de l'année 1783, Tofiño reçut la mission de composer l'atlas hydrographique de toutes les côtes de

la Péninsule ainsi que des îles, que rencontraient les navires, à l'aller et au retour du voyage d'Amérique. Il eut, comme collaborateurs, les lieutenants de vaisseau Don Dionisio Alcala Galiano, Don Jose Espinosa y Tello, Don Alejandro Belmonte; les officiers Don José Vargas Ponce, Don José Lanz et Don Julian Canelas. Avant la mort de Charles III, ils avaient achevé les cartes marines des côtes de l'Espagne, dans la Méditerranée, des côtes de l'Afrique, voisines du royaume, ainsi que celles de l'océan Atlantique et des Açores.

Trois astronomes mexicains se signalèrent, par des travaux remarquables, qu'ils exécutèrent, malgré des obstacles de toutes sortes. Gama publia de précieux mémoires sur les éclipses des satellites de Jupiter et de la Lune, sur l'almanach et la chronologie des anciens Mexicains, enfin, sur le climat de la Nouvelle-Espagne. Velazquez y Leon accompagna le visiteur Don José de Galvez en Californie; il découvrit, le premier, que, par suite d'une énorme erreur de longitude, on plaçait, dans toutes les cartes, cette partie du continent américain beaucoup trop à l'ouest; il indiqua à l'abbé Chappe la Californie comme le pays d'où l'on pourrait observer l'éclipse, annoncée pour le 18 juin 1769 (1). Il exécuta un grand travail de géodésie, dans la vallée de Mexico, afin de préparer la construction d'un canal de desséchement; il fonda, avec la protection de Galvez, une école des mines. Alzate, correspondant de l'Académie de Paris, fut un savant moins remarquable que Gama ou que Velazquez, parce qu'il éparpilla ses efforts; ce fut surtout un vulgarisateur, qui répandit parmi ses compatriotes le goût des sciences physiques, au moyen de ses articles, insérés dans la *Gazette de la littérature*.

(1) Sur l'abbé Chappe et son voyage en Californie pour observer le passage de Vénus, voir Aff. étr., Espagne, t. DLII, f° 286; t. DLIII, f° 68; t. DLIV, f°s 145, 192 et 228; t. DLVI, f° 337.

Don Vicente de los Rios, capitaine de la compagnie des cadets du collège de Ségovie, écrivit un remarquable mémoire sur les inventeurs de l'artillerie en Espagne, depuis les rois Catholiques jusqu'aux temps présents.

Le roi pensionna plusieurs personnages qui allèrent étudier, à l'étranger, la chimie et la physique. Ces savants rapportèrent, dans leur pays, le fruit de leurs voyages et de leurs expériences. Parmi eux, Don Antonio Solano devint professeur de physique au collège de San-Isidro, Don Pedro Gutierrez Bueno obtint la première chaire de chimie du royaume. Elle fut ouverte, en 1787, dans la rue d'Alcala, et l'enseignement traita des leçons de l'Académie de Dijon, faites par Morveau, Maret et Durande.

Un cabinet d'histoire naturelle fut créé, que dirigea Don Guillermo Bowles, auteur de l'*Introduction à l'histoire naturelle et à la géographie physique de l'Espagne*. Don José Clavijo y Fajardo traduisit, en castillan, l'*Histoire naturelle* de Buffon; Don José Quer publia la *Flore espagnole* et fonda le jardin botanique, à Madrid; Don Casimiro-Gomez Ortega, élève de l'université de Bologne, traduisit en espagnol les *Expériences sur l'alcali dans la guérison de l'asphyxie* et les *Essais de l'or et de l'argent*, de Du Sage; les *Eléments naturels et chimiques de l'agriculture*, par le comte de Guillembourg; les *Traités sur la physique des arbres et les avantages des plantations sur les montagnes*, par Du Hamel. Il réédita l'*Histoire de la Nouvelle-Espagne*, du docteur Hernandez, premier médecin de Philippe II; il fut l'auteur d'un *Traité sur la méthode facile de transplanter les plantes à peu de frais dans les pays étrangers les plus éloignés;* d'un *Mémoire sur la Malagueta ou piment de Tabasco;* d'un *Commentaire sur la ciguë;* d'un *Cours élémentaire de botanique théorique et pratique*, composé avec la collaboration de Palau y Verdera. Il fut l'instigateur de voyages scientifiques au Pérou, à la Nouvelle-Grenade, au Mexique,

expéditions dirigées par Don Hipolito Ruiz, Don José Pavon et Don José-Celestino Mutis. Ces missions coûtèrent, au Trésor, plus de 8 millions de réaux et leurs effets furent malheuresement, en grande partie, rendus infructueux, par les gouvernements, qui succédèrent à celui de Charles III. Seule, la *Flore du Pérou*, par Pavon, fut publiée, et l'on ne sait où gisent les dessins de l'Américain, Echevarria, si habile dans l'art de peindre les plantes. Ortega dirigea aussi les travaux de Don Juan Cuellar, envoyé aux Philippines, par la compagnie, qui venait de s'y fonder; il encouragea les tentatives de ses disciples, qui établirent des jardins botaniques à Barcelone, Cadix, Pampelune, Saragosse, Mexico, Lima, Bogota, Manille.

Pour stimuler l'ardeur des étudiants qui s'adonnaient à la botanique, le ministre Florida Blanca venait, lui-même, présider leurs examens, et les candidats, après leur admission, allaient le visiter avec leur professeur Gomez Ortega. Ce dernier vécut assez pour diriger les premiers efforts scientifiques de son digne successeur, Don Mariano Lagasca.

Depuis que Don José Cervi, premier médecin de Philippe V, avait établi la Société de Séville et l'Académie de Madrid, la médecine ne cessa pas de progresser, en Espagne. Le célèbre Don Andrès Piquer (1) vivait encore, au début du règne de Charles III. Son édition des *Institutions médicales*, considérée par le professeur Barthez de Montpellier comme un livre classique, est de 1762. Don Antonio Perez de Escobar rédigea un *Manuel d'avis médicaux populaires et domestiques*. Il protesta contre l'horreur qu'inspirait la phtisie et blâma les précautions, que prescrit aujourd'hui l'hygiène, telles que de brûler les habits ou les meubles contaminés, repeindre et désinfecter les appartements (2). D'autres ouvrages estimables sont à noter,

(1) Sa science était encore bien limitée, puisqu'il doutait de la circulation du sang.

(2) Chateaubriand partageait l'opinion du médecin espagnol. Il est vrai

tels que la *Médecine universelle*, de Don Sebastian-Miguel Guerrero, président de la Société de Séville; l'*Instruction curative des douleurs du côté et des pulmonies*, de Don José Amar.

Quelques-uns de ces médecins furent lauréats de l'Académie de médecine de Paris, comme Don Francisco Salva y Campillo et Don Francisco Santpons, qui se livrèrent à des travaux sur la petite vérole et les affections aphteuses, chez les enfants. Le frère de Santpons, Don José-Ignacio, composa un intéressant mémoire, sur la mort apparente des nouveau-nés, des noyés, ainsi que des asphyxiés, par les vapeurs de charbon ou de vin. Il fut un des membres fondateurs de l'Académie médico-pratique de Barcelone.

Divers médecins préconisèrent, dans leurs ouvrages, l'usage de l'inoculation, pour combattre la petite vérole : en 1763 Don Juan Espallarosa, en 1769 Don Francisco Rubio, en 1773 Don Manuel Rubin de Celis et Don Francisco Salva y Campillo. Tous s'accordaient sur l'utilité de ce traitement, sans oser l'appliquer. En 1780 seulement, l'inoculation fut mise en usage, dans les provinces basques, par Don José de Luzuriaga, par Don José Botella de Valence, par Don Mariano Avella à Barcelone, par Don Miguel de Gorman à Madrid. Don Timothée O'Scalan, médecin en chef du département de la marine, au Ferrol, en 1784, exposa la méthode pratique de cette opération, par une brochure, dédiée à Campomanes, gouverneur du conseil de Castille.

Ferdinand VI avait fondé une école de chirurgie à

que l'auteur du *Génie du christianisme* ne fait pas autorité en matière scientifique; ses intérêts pécuniaires se trouvaient, en outre, lésés par la croyance des Romains à la contagion des maladies de poitrine. « Le monument de Mme de Beaumont me coûtera environ 9,000 francs. J'ai vendu tout ce que j'avais, pour en payer une partie. Il me reste encore une très belle voiture; mais, comme notre amie est montée dedans, deux ou trois fois, et que *sa maladie est regardée ici comme contagieuse*, j'ai peur de ne pouvoir me défaire de cette voiture... » (Lettre à Gueneau de Mussy, 20 décembre 1803, SAINTE-BEUVE, *Chateaubriand et son groupe littéraire*, t. II, p. 360.)

Cadix, en 1748, par l'initiative de Don Pedro Virgili, attaché à sa personne. Charles III en établit une seconde à Barcelone, en 1760. L'un de ceux qui contribuèrent le plus aux progrès de la chirurgie fut Don Antonio Gimbernat, professeur d'anatomie à Barcelone. Il fréquenta les hôpitaux de Paris et de Londres et fut le disciple de Hunter. Lorsqu'il revint dans sa patrie, riche de toutes les observations, qu'il avait recueillies en Angleterre, il proposa, au souverain, le plan d'une école, qui fut installée, sous le nom de collège San-Carlos, au mois d'octobre 1787.

Cette liste assez longue des principaux savants espagnols prouve que l'activité scientifique était loin d'être morte, en ce pays. Cependant, ces hommes distingués furent plutôt des vulgarisateurs que des esprits originaux, profitant de ce que leurs devanciers avaient légué ou de ce qu'eux-mêmes avaient rapporté de leurs voyages à l'étranger; mais, en général, ils ne participèrent pas aux progrès de la science, par des découvertes personnelles. En vain chercherait-on, chez eux, un savant comme Galilée, Newton, Lagrange ou Lavoisier (1). Cet aveu d'infériorité coûte au patriotisme de M. Menendez y Pelayo. Dans un de ses articles polémiques, où il défendait, avec assez d'âpreté, l'Inquisition, contre tous les méfaits dont on l'a parfois, assez inconsidérément, chargée, il a tâché, avec sa finesse accoutumée, d'expliquer un résultat qu'il ne pouvait nier. Il en attribue la cause au peu de goût que les Espagnols, de tous les temps, ont montré pour les sciences d'une application éloignée. Le génie de cette nation produisit des hydrographes, des officiers d'artillerie, des architectes, des moralistes, des jurisconsultes, des politiques, des publicistes; ses peintres et ses romanciers ne craignirent pas d'observer franchement la vie et de la reproduire, dans leurs œuvres, avec

(1) Menendez y Pelayo, *Ciencia española*, t. Ier, p. 33, et p. 94, note.

un naturalisme parfois brutal. Tous, savants, écrivains ou artistes, sont marqués d'une empreinte commune. Faute d'un meilleur nom, M. Menendez y Pelayo appelle *positive* cette tendance générale de l'esprit espagnol. Combinée avec d'autres éléments, par exemple avec l'esprit chrétien, elle éveilla, chez ce peuple, la vitalité métaphysique. Mais la métaphysique n'était pas une science purement spéculative. Elle servait de base aux études théologiques, elle participait à la bataille que l'orthodoxie espagnole soutenait contre l'hérésie, elle la secondait et lui fournissait des arguments d'une application immédiate. Les autres sciences, qui ne présentaient pas cet intérêt d'actualité, languissaient, parce que personne ne se préoccupait d'elles, parce qu'elles n'étaient que des vérités abstraites dont l'emploi ne se voyait pas, tandis que l'on discernait clairement l'usage des vérités philosophiques.

II

Au dix-huitième siècle, l'école scolastique répétait servilement les leçons théologiques ou philosophiques qui avaient illustré les deux siècles antérieurs. Il serait juste, cependant, d'excepter de cette dure sentence le P. Louis de Losada (1). Feijóo a dit de lui qu'il avait ouvert la porte à la philosophie expérimentale; assertion exacte,

(1) Sur le P. Louis de Losada, voir le P. Gaudeau, *les Prêcheurs burlesques*, p. 37, et Menendez y Pelayo, *Historia de las ideas esteticas en España*, t. III, vol. Ier, p. 156. L'ouvrage du P. Losada est ainsi intitulé : *Cursus philosophici regalis collegii Salamanticensis Societatis Jesu in compendium redacti et in tres partes divisi. Secunda pars continens physicam seu philosophiam naturalem de corpore naturali generatim. — Authore, R. P. Ludovico de Losada, ejusdem Societatis et in eodem Regali collegio theologiæ professore et sacræ script. Interprete.* Salamanticæ ex offic. Typ. Antonii-Josephi Villagordo, ann. 1749.

si l'on s'en tient aux théories de ce religieux sur la physique, mais fausse, à l'égard de sa psychologie et de sa doctrine de l'art. Sur ce dernier point, le P. Losada s'en tient à ce qui était de tradition, parmi les disciples de Suarès, et il définit l'art, comme Aristote : *Habitus cum ratione factivus.*

De tous les systèmes philosophiques, légués à l'Espagne, par le seizième siècle, le plus persistant était le *vivisme.* Louis Vivès (1), le contemporain et l'ami d'Erasme, fut le patriarche d'une longue lignée de penseurs critiques, dont les derniers descendants étaient, au dix-huitième siècle, le doyen Marti (2), le P. Tosca (3), le P. Feijóo (4), Mayans (5), le médecin Piquer (6) et son neveu Forner (7),

(1) Sous le nom de vivisme, Menendez y Pelayo désigne presque tous les penseurs du seizième siècle, à l'exception des scolastiques intransigeants. C'est une école de philosophie critique ou d'éclectisme. (*Ciencia española*, t. III, p. 187.) Les principaux ouvrages de Vivès sont le *Liber in Pseudo Dialecticos; — De Causis corruptarum artium; — De Tratendis Disciplinis*, 1531; — *De initiis, sectis et laudibus Philosophiæ; — De Prima Philosophia; — De Exploratione cujusque essentiæ; — De Censura Veri; — De Argumentatione; — De Instrumento Probabilitatis; — De Disputatione; — De Anima et vita*, 1538; — *De veritate Fidei christianæ.* — Ses disciples s'appellent Dolese, Gelida, Melchor Cano, Fox Morcillo, Gomez Pereira, Isaac Cardoso, Pedro de Valencia, et se rattachent aux philosophes du dix-huitième siècle : Marti, Tosca, etc.

(2) Manuel Marti, *De Animi affectionibus.*

(3) *Compendium Philosophicum*, 1721; — *Apparatus philosophicus*, etc.; — *Totius Logicæ Brevis explicatio; — Physicæ id est entis corporei Philosophiæ, tractatus tertius.*

(4) *Teatro Critico, Cartas Eruditas*, 1726-1760.

(5) *Institutiones Philosophiæ moralis*, 1777.

(6) *Logica*, 1781. — *Philosophia moral*, 1787; — *Discurso sobre el sistema del mecanismo*, 1768; — *Discurso sobre la aplicacion de la Philosophia a los asuntos de religion; — Fisica moderna Racional y Experimental*, 1745.

(7) *Oracion Apologetica por la España y su merito literario*, 1786; — *Discurso Filosofico sobre el hombre*, 1787; — *Preservativo contra el Atheismo*, 1795.

Forner, *Heterodoxos*, t. III, p. 334, avait préparé une œuvre burlesque où il se moquait du contrat social et de Condillac :

Siendo racional no razonaba.	Etant raisonnable, il ne raisonnait pas.
Y con entendimiento no entendia.	Et avec son entendement il n'entendait pas.
. . . . .	. . . . .
Rousseau lo afirmo, que lo vio a fe mia	Rousseau l'affirma, qui le vit sur ma foi,
Y trató a dos salvajes que le hablaron	Et s'entretint avec deux sauvages qui lui parlèrent,
Aunque el dice que nadie hablar sabia.	Bien qu'il dît que personne ne savait parler.

La scène se passait dans une île inconnue, où les habitants vivaient en

dont nous retrouverons le nom, mêlé à des polémiques purement littéraires. Les disciples de Vivès, tout en ne restant pas étrangers à des doctrines plus récentes, semblent s'être montrés, en général, assez rebelles au cartésianisme. Ainsi, le P. Tosca préférait, à la théorie de Descartes, celle de Gassendi. Cette école espagnole penchait vers le sensualisme; Feijóo (1), par exemple, en esthétique, attribuait le sentiment du Beau « à la disposition des nerfs, variable suivant l'individu ». Dans le livre II de sa *Logica*, le médecin Piquer, traitant des erreurs, qui viennent des sens, écrivait les lignes suivantes, affirmations crûment empiriques (2) : « Entre les apparences des sens, aucune n'est plus trompeuse que celle qui porte le caractère du Beau et de l'Harmonie. Encore les philosophes ne s'accordent-ils pas pour définir ce que nous appelons Harmonie et Beauté, aussi bien dans les choses animées que dans les choses inanimées. Je pense que ce que nous appelons Beauté, dans les choses sensibles, est un certain ordre, une certaine proportion, que gardent, entre elles, les parties, qui les composent. Cet ordre est *relatif à nos sens*, parce qu'aux sens paraît beau ce qui à d'autres paraît laid, et une aussi grande variété que celle qui se rencontre, dans ces choses, naît de l'impression diverse qu'un même objet occasionne, chez des hommes distincts, et de la manière différente, avec laquelle il excite les sens, chez chacun d'eux. Il advient, en ceci, la même chose que dans toutes les perceptions des sens, qui seulement nous offrent les choses, d'après les proportions que comporte notre corps (3). »

paix, selon la loi naturelle, quand, par malheur, des philosophes, jetés par la tempête y débarquent, bouleversent tout, corrompent tout, ruinent les sauvages et les rendent malheureux, avec leurs systèmes contradictoires.

(1) *Esteticas*, t. III, vol. Ier, p. 116.

(2) P. 114 et *seq.*

(3) Il serait cependant faux de voir en Piquer un pur sensualiste. Il est un éclectique, et M. Menendez y Pelayo (*Hetorodoxos*, t. III, p. 330) analyse ainsi son œuvre philosophique : « Ce fut une pousse nouvelle de la cri-

Ainsi se préparait la prédominance de la vogue, en faveur de Locke et de Condillac, mouvement qui devait aboutir, sous le règne de Charles IV, au matérialisme, avec les livres de Condorcet, de Destutt de Tracy et de Cabanis (1).

L'un des plus zélés propagateurs de la philosophie sensualiste fut un Portugais, l'archidiacre Louis-Antoine Vernei (2). Son livre est intitulé : *Verdadero metodo de estudiar para ser util a la Republica y a la Iglesia.* L'exposition de ses idées a lieu, sous forme de lettres, adressées à un capucin italien, son ami, docteur à l'Université de Coïmbre. Vernei s'attira d'assez vives polémiques, de la part du P. Isla, ami et disciple du P. Louis de Losada. Le vulgarisateur de Vernei, en Espagne, fut un avocat catalan appelé Don José Maymo y Ribes; il publia, contre le P. Isla, une apologie de Vernei. Après l'expulsion des jésuites, les œuvres de l'archidiacre portugais se popularisèrent, dans les écoles de Castille. En 1769, Don Jean-Baptiste Munoz publia à Valence, avec une préface, le traité *de re Logica*, œuvre de Vernei, qui avait fait presque autant de bruit, à son apparition, que *le Verdadero metodo de estudiar.* L'auteur lusitanien avait consacré deux chapitres de ce livre à soutenir que nos idées viennent des sens et à combattre la théorie contraire : « Les défenseurs des idées innées, écrivait-il, s'ils veulent nous attirer dans leur parti, ont besoin de nous

tique *viviste*, non pas ennemie mais réformatrice de la scolastique; un corps de science solide, intègre, profondément chrétienne, sans timidités ni scrupules rétrogrades, enrichie des dépouilles de toute philosophie et des merveilleuses découvertes des sciences physiques et historiques, qui sont progressives, par leur nature même; une science sérieuse et de première main, puisée aux sources et rigoureuse dans sa méthode. L'antithèse de toute la fausse science superficielle, qui, dès le temps du P. Feijóo, nous envahissait! »

(1) *Heterodoxos*, t. III, p. 231.

(2) *Ciencia española*, t. III, p. 458, article de Laverde-Ruiz, intitulé : *El tradicionalismo en España en el siglo XVIII.* Les ouvrages principaux de Vernei sont de 1751 et de 1753.

montrer, par des raisons incontestables, que les hommes n'ont reçu de leurs ancêtres aucune notion de telles idées, et qu'ils ne les ont pas non plus formées, en réfléchissant, sur celles acquises par eux, au moyen des sens. Mais ceci se trouve en contradiction ouverte avec l'expérience commune, car il est certain que les enfants, dès l'aube de leur vie, entendent continuellement les personnes de leur famille, desquelles ils reçoivent les idées abstraites; plus tard, les livres et leurs maîtres ornent leur intelligence, en lui imposant une infinité d'idées. On ne peut mettre en doute que c'est à ces sources qu'ils ont puisé quand, avec le temps, ils arrivent à savoir. Un exemple mettra ceci en évidence. Figurons-nous un homme qui, ayant toujours vécu avec des musiciens, chante savamment, en s'accompagnant de la lyre, ou touche avec dextérité la flûte, le flageolet, la cithare, ou tout autre instrument. Si on lui demandait qui lui a enseigné à être aussi habile et s'il nous répondait : « Personne; je suis musicien par nature, » qui le croirait, qui ne le traiterait pas de fou? Eh bien, nous en disons de même de l'enfant. Il ne cesse pas, depuis sa naissance, d'entendre des gens, qui lui inculquent les idées des choses. Procéderions-nous rationnellement si nous jugions qu'il les tient de son propre fonds et non en vertu de l'enseignement d'autrui? L'expérience vient à l'appui de cette observation, car on a vu que quelques hommes, élevés entre les bêtes sauvages, ou les sourds-muets de naissance, si par hasard ils avaient appris (plus tard) à parler, ne donnaient pas le moindre signe de posséder ces idées, mais que, dans leur manière de comprendre, ils paraissaient des enfants nouveau-nés (1). »

Parmi les défenseurs les plus résolus du sensualisme, on rencontrera des jésuites, des victimes du comte d'Aranda,

(1) *De Re Logica liber secundus*, chap. IV, p. 51, 52, 53.

des expulsés, réfugiés en Italie : le Valencien Antonio Eximeno et Arteaga, son confrère. Parfois, l'attrait de leur savoir triomphait des haines les plus vives, des préjugés les plus enracinés. Ainsi, le voltairien Azara, dont on a pu apprécier l'impiété et l'irrévérence, à l'égard de tout ce qui touchait à la religion, ne voyait plus, chez Arteaga, que l'écrivain esthétique, le savant humaniste, et oubliait le disciple de Loyola (1). Il en devenait le mécène, logeait ce religieux, dans son propre palais, à Rome, et fournissait à ses dépenses afin qu'il poursuivît, en paix, ses travaux. C'était avec sérénité qu'Eximeno exposait sa doctrine, sans paraître soupçonner ce qu'elle présentait de dangereux aux croyances qu'il professait. Il est vrai que le sensualisme était plus conforme à la tradition scolastique que l'idéalisme de Descartes. Eximeno niait hardiment l'Etre en soi, l'appelait un nom vide, parce qu'il ne correspondait à aucun objet réel, parce qu'il n'était qu'une abstraction vaine, ainsi que ses attributs. Selon lui, toute connaissance « a pour origine la sensation. Les sensations laissent, dans le cerveau, certaines agitations matérielles qui, mises en branle, renouvellent la connaissance des objets qui les produisent... Cette impression s'appelle image ou idée de l'objet. L'idée d'étendue provient de l'exercice continuel du toucher, et ce que nous appelons axiomes mathématiques sont des inductions, faites sur l'idée de l'étendue. »

Néanmoins, il sauvait ce que son enseignement pou-

(1) Arteaga est l'auteur d'un livre fameux : *Investigaciones filosoficas sobre la Belleza Ideal considerada como objeto de todas las artes de imitacion*, Madrid, 1789. Sa philosophie était un empirisme psychologique semblable à celui de l'école écossaise, bien qu'il conseille de s'abstenir de l'étude des causes, non par scepticisme à l'égard des idées abstraites, mais parce que les solutions métaphysiques ne le satisfont pas et qu'il en attend de meilleures, dans l'avenir. Voir *Esteticas*, t. III, vol. Ier, p. 218 et 232. L'amitié d'Azara pour Arteaga se conçoit, car celui-ci lui rendit de véritables services littéraires. Il corrigea les éditions des poètes latins qu'Azara publia à Parme de 1789-1794; il collabora, efficacement, à la version de la *Vie de Cicéron* de Middleton, signée par Azara.

vait présenter d'hétérodoxe au moyen du *traditionalisme*, en supposant les idées abstraites, reçues de l'enseignement divin. Dans son livre fameux : *Del origen y reglas de la musica*, Eximeno attribue le sentiment des beaux-arts à un instinct ou *sensation innée, imprimée en nous originellement par l'auteur de la nature*. Aussi, tout en acceptant une grande partie de la philosophie de Condillac, Eximeno n'adopte pas en totalité cet enseignement. Il s'en sépare par sa théorie de l'instinct, qui est inné, bien qu'il se développe, par la répétition d'impressions, venues du dehors. Il diffère également de Condillac, en n'acceptant pas l'hypothèse de l'homme-statue; car, disait l'auteur de *Del origen y reglas de la musica*, « la statue, ayant tous ses organes bien disposés, pour quelque mouvement que ce soit, restera immobile et sera véritablement statue (1) ».

Ces théories sensualistes furent combattues surtout par deux penseurs sévilliens : fray Ceballos et le jurisconsulte Perez y Lopez (2). Dans son ouvrage intitulé *Falsa filosofia, crimen de Estado*, une des meilleures apologies catholiques de ce temps, Ceballos défend l'existence d'un Beau par essence nécessaire et indépendant de notre goût, qui est Dieu, comme il y a un Bon et un Juste invariable, qui est ce même Dieu. La Beauté, selon la conception de ce religieux, considérée en soi, est indépendante et souveraine de toutes les règles et ne saurait être rencontrée dans la nature. On ne la trouve « ni dans la conformité exacte avec les institutions et les lois arbitraires ou changeantes des Grecs, des Romains, des Goths...

(1) *Del origen y reglas de la Musica, traduc. esp.*, t. Ier, liv. II, chap. II et *seq.*

(2) Il ne faut pas omettre le P. Rodriguez et son ouvrage, *El Filoteo*, 1776. La meilleure partie de ce livre est une réponse aux objections des naturalistes incrédules. L'auteur, quoique moine, n'était pas profane en de telles matières et brillait surtout comme anatomiste et physiologiste. (Menendez y Pelayo, *Heterodoxos*, t. III, p. 311.)

Les uns aimèrent la simplicité et la clarté, les autres la complication et la surcharge d'ornements, les uns les corps grands et minces, les autres les corps gras et robustes. Une forme s'épuise; on aperçoit ses bornes, au bout de plus ou de moins de temps. Certaines, que l'on dédaignait auparavant et que l'on proscrivait, prédominent. Les opinions sur les arts varient selon les siècles, non parce qu'en aucun d'eux manque absolument la beauté, mais parce que nous nous passionnons pour cette partie de grâce qu'il y a dans les choses et qui est toujours petite et imparfaite (1). »

Le but que se proposait le P. Ceballos était de prouver la ruine des sociétés, comme conséquence du naturalisme, de l'oubli du surnaturel, dans la science et dans le gouvernement des peuples. « Sans Dieu, point de loi; sans loi, point de société. Une doctrine comme celle d'Helvétius, qui place, dans l'intérêt et le plaisir, la source de toute action juste, nie le fondement du droit naturel et met en déroute le droit positif... C'est une erreur, écrit-il encore, de croire que le droit naturel se borne au droit humain et ne dépasse pas les frontières de cette vie, comme si, enlevant à la loi la sanction de la vie future, on ne mutilait pas la jurisprudence de sa partie la plus noble, qui est le souverain bien de l'homme (2). »

Perez y Lopez partage, en grande partie, les opinions de Ceballos. Son système est peut-être plus original et moins compréhensif que celui de ce dernier. Néanmoins, comme lui, c'est en Dieu qu'il recherche l'Ordre et l'Harmonie, parce que c'est Lui-même qui est sa propre per-

(1) T. V, p. 129-132.

(2) P. Ceballos : Menendez y Pelayo, *Heterodoxos*, t. III, p. 314 et *seq.* Il naquit le 9 septembre 1732 et mourut le 1er mars 1802. Il appartenait à l'ordre de Saint-Jérôme. Liste de ses ouvrages inédits : *Analyse de l'Emile; Examen du livre de Beccaria sur les délits et les peines; Causes de l'inégalité entre les hommes; Critique du déisme extatique*, etc. L'athéisme lui paraissait une déclaration de guerre contre la société, l'athée était l'ennemi public, le pirate armé en course contre l'ordre social.

fection infinie, raison suffisante de tout ce qui existe, vérité transcendentale de lui-même et de ses attributs (1).

Deux influences se manifestent dans *los Principios del orden esencial de la naturaleza :* celle de Raymond de Sébonde et celle de Leibnitz. La première prédomine. Ainsi, Sébonde avait écrit : *Istum mundum visibilem dedit Deus tanquam librum infalsificabilem... ad demonstrandam homini sapientiam sibi necessariam ad salutem.* Affirmations que reproduit, en ces termes, Perez y Lopez : « Si le spectacle de la Nature est bon pour manifester l'essence et les attributs de Dieu, pourquoi ne serait-il pas également bon pour montrer sa Volonté divine (2)? »

On range souvent parmi les philosophes espagnols Hervas y Panduro. Il serait plus exact d'assigner à ce savant une place particulière, car il prépara l'éclosion d'une science alors embryonnaire, la Philologie. Max Müller, en 1861, proclama hautement tout ce que cette science dut à cet esprit éminent. Au lieu d'émettre, comme ses contemporains, des théories précipitées et erronées, de faire dériver de l'hébreu le persan, l'arménien et jusqu'au malais, Hervas, par la réunion de notes, empruntées à plus de trois cents idiomes, par la composition de grammaires comparées de quarante langues, par un tableau comparatif des déclinaisons et des conjugaisons de l'hébreu, du chaldéen, du syriaque, de l'éthiopien, prouva que toutes ces langues appartenaient à une même famille, le groupe sémitique. Il découvrit que le basque n'était pas une langue celte; il remarqua les ressemblances grammaticales du sanscrit et du grec; il

(1) *Principios del orden esencial de la naturaleza*, Madrid, 1785, chap. Ier, par. 2, 6 et 7.

(2) *Heterodoxos*, t. III, p. 328. Au nombre des apologistes, il faut citer Don Vicente-Fernandez Valcarcel, dont on ignore la date de naissance ainsi que celle de sa mort; il publia *los Desengaños filosoficos*, 1787; il y combat surtout les théories cartésiennes. Il voit dans le discours de la méthode les germes de l'idéalisme et du matérialisme.

classa, avant Humboldt, au témoignage de Max Müller les langues malaises et polynésiennes; il fut, en résumé, un des plus laborieux devanciers des Schlegel (1), Bopp, Pott, Burnouf, Grimm et Corssen.

III

Dès le seizième siècle, naquit en Espagne la critique historique, avec Ambrosio de Morales (2) et Zurita (3). Mais, à la même époque, une foule de chroniqueurs altérèrent inconsciemment ou volontairement la vérité. Malgré les tentatives, faites au dix-septième siècle, par Pedro de Valencia, l'évêque de Segorbe, Jean-Baptiste Perez (4), le marquis de Mondéjar (5), Nicolas Antonio (6), etc.,

(1) C'est à Schlegel qu'appartient la gloire d'avoir le premier entrevu les conséquences de la découverte du sanscrit, révélé à l'Europe par la Société de Calcutta (1784). « C'est *l'étincelle électrique*, dit Müller, qui fit cristalliser en formes régulières les éléments flottants du langage, rassemblés dans les immenses ouvrages d'Hervas et d'Adelung. » (S. Reinach, *Manuel de philologie*, t. Ier, p. 119.) Le P. Lorenzo Hervas y Panduro était préfet de la bibliothèque du Quirinal. Les œuvres éditées de 1778 à 1787 comprennent vingt et un volumes in-4° et portent le titre : *Idea dell'Universo che contiene la stòria della vita dell' uomo, elementi cosmografici, viaggio estatico al mundo planetario e storia della terra.* Voir à ce sujet : Menendez y Pelayo, *Ciencia española*, t. Ier, p. 28.

(2) Historiographe de Philippe II (1513-1590). Principaux ouvrages : *Las Antiguedades de las Ciudades de España*, 1575; — *Relacion del viaje que hizo en* 1572, *por mandado de Felipe II a los monasterios de Galicia y Asturias* (il ne fut édité qu'en 1765).

(3) 1512-1580 : *Inscriptionum Sylloge;* — *Cantabria, descripcion de sus verdaderos limites.*

(4) *Parecer sobre las planchas de plomo que se han hallado en Granada en* 1595; — *Conciliorum Hispaniensium Chronologia;* — *Chronologia Regium Gothorum.*

(5) *Cadix Phenicia;* — *Discurso historico por el patronato de San Frutos* (1666); — *Disertaciones eclesiasticas por el honor de los antiguos tutelares contra las ficciones modernas;* — *Memorias historicas del rey D. Alonso el Sabio.*

(6) *Censura de historias fabulosas.* Cette œuvre, écrite dans les dernières

les véritables historiens n'avaient pas réussi à discréditer les falsificateurs. En 1738, un membre de l'Académie de l'histoire, Don Francisco-Xavier-Manuel de la Huerta y Vega, osait publier, sous le titre de *l'Espagne primitive*, un recueil d'absurdités et de fables grossières : la liste des rois d'Espagne commençait à Tharsis (?); ces souverains envoyaient des colonies en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, dominaient toute la Libye, donnaient des princes aux Celtes, aux Troyens et fondaient la ville de Rome. Un certain Don Juan de Flores, prébendé de la cathédrale de Grenade, exploita un prétendu gisement d'antiquités, découvertes dans cette ville, au quartier de l'Alcazaba. Il en fit sortir les documents les plus étranges : des écrits de saint Jacques et de ses disciples; des canons, ignorés du concile d'Illiberis, où était proclamé le dogme de l'Immaculée Conception; des chroniques qui révélaient la présence de saint Jacques à la bataille de Clavijo (1), etc. Quand ces supercheries furent dénoncées, leurs auteurs cherchèrent à perdre ceux qui les avaient démasqués. Don Gregorio Mayans y Ciscar, ayant imprimé, en 1742, sa *Censura de historias fabulosas*, fut attaqué, dans de nombreux pamphlets, et dénoncé au Saint-Office.

Néanmoins, une œuvre de réaction contre les falsificateurs se poursuit, pendant les règnes de Ferdinand VI et de Charles III. Don Louis-Joseph Velazquez de Velasco (2), marquis de Valdeflores, commence chronologiquement cette longue lignée de travailleurs, adonnés aux œuvres d'érudition, à l'étude des monuments du passé, aux monographies des villes et à la numismatique,

années du dix-septième siècle, resta inédite jusqu'en 1742 et fut publiée alors par les soins de Mayans.

(1) Desdevises du Dézert, *Espagne sous l'ancien régime*, t. III, p. 239; Danvila y Collado, t. VI, p. 351; Menendez y Pelayo, *Ciencia española*, t. II, p. 84.

(2) *Conjecturas sobre las medallas de los reyes godos y suevos de Espana*; — *Anales de la nacion española* (1759).

dont on ne citera que quelques noms, parmi les plus notables : Don Tomas Lopez (1) et son fils Don Juan, Don Francisco-Perez Bayer (2), Don Antonio Campillo (3), le comte de Lumiares (4), Don Tomas-Andrès de Gusseme (5). Le plus illustre de tous les historiens de cette époque est le célèbre augustin Enrique Florez, qui travailla à la *España Sagrada*, de 1759 à 1773, année de sa mort. Il en publia douze tomes, depuis le quinzième jusqu'au vingt-septième. Il fut également l'auteur de la *Clave historial* (6) ou méthode d'écrire l'histoire, et des *Memorias de las Reinas Catolicas* (7). Son sujet s'étend depuis l'époque des Goths jusqu'au règne de Charles III. Il termine son livre par la biographie d'Amélie de Saxe, épouse du roi. Il y a de copieux détails dans ces deux tomes, car Florez ne se borne pas à l'histoire des femmes légitimes des souverains, mais il rapporte également ce qui concerne les maîtresses de ces princes. A côté de qualités de premier ordre, chez cet érudit, il convient cependant de signaler quelques défauts; par exemple, le style boursouflé qui, parfois, dépare son œuvre. Son continuateur, fray Manuel Risco, se montra d'un goût plus sûr. Charles III le protégea, lui servit une pension comme au P. Florez, et obtint pour lui, du Saint-Père, les privilèges et les honneurs, attribués aux provinciaux de l'ordre de Saint-Augustin. Il fut moins expéditif, dans sa besogne,

(1) *Descripcion de la provincia de Madrid* (1763); — *Disertacion del alfabeto y lengua de los fenicios* (1772).

(2) *Apuntamientos acerca de las nuevas excavaciones de la Alcazaba de Granada* (1776); — *Viaje desde Valencia a Andalucia* (1782); — *Discurso sobre el sitio de Munda en la Betica* (1788).

(3) *Disquisitio methodi consignandi annos Æræ christianæ* (1776).

(4) *Cartas sobre Arqueologia y antiguedades de la provincia de Alicante* (1772).

(5) *Desconfianzas criticas sobre algunos monumentos de antigüedad que se suponian descubiertos en Granada en las excavaciones de su Alcazaba* (1760); — *Diccionario numismatico general* (1773).

(6) 1743.

(7) 1761.

que Florez. Tandis que celui-ci écrivait un tome nouveau de la *Espana Sagrada*, presque tous les ans, Risco, absorbé par les polémiques qu'il soutenait, tantôt contre Don Hipolito de Ozaeta (1), tantôt contre le capucin fray Lamberto de Saragosse, auteur du *Théâtre historique des églises d'Aragon*, ne mit au jour que six volumes, entre la mort de son prédécesseur et celle du souverain, qui lui accordait son appui.

Dans cette revue rapide des principales œuvres historiques, on signalera à l'attention *las Noticias de la historia general de las islas de Canaria*, par Don José de Viera y Clavijo (2). Ce livre traite : de la formation géologique de ces îles; des coutumes observées, chez les habitants, lorsque le Français de Béthencourt y débarqua et en prit possession, au nom de Henri III de Castille; des querelles, entre le Portugal et l'Espagne, pour la suzeraineté de ces territoires.

La junte de commerce de Barcelone confia à Capmany (3) la rédaction des *Mémoires sur la marine, le négoce et les arts* de cette ville. Sans se perdre dans de futiles discussions sur l'histoire légendaire de cette cité, cet écrivain s'attacha, particulièrement, aux événements du onzième siècle, si favorables aux progrès de Barcelone, et à ceux du seizième, qui en provoquèrent la décadence, tels que la découverte de l'Amérique, l'occupation de l'Egypte par Sélim Ier, la fondation des régences de Tripoli, Tunis et Alger, foyers de piraterie, infestant la Méditerranée. Il imprima en outre le code des coutumes maritimes de Barcelone; il traduisit en castillan, sur l'ordre de Charles III, les traités de paix et d'alliance, conclus entre les rois de l'Aragon et plusieurs princes infidèles d'Asie et d'Afrique, depuis le treizième siècle jusqu'au quinzième.

(1) Auteur de la *Cantabria vindicada* (1779).
(2) 1778.
(3) 1779.

Don Ignacio Lopez de Ayala (1) composa l'histoire de Gibraltar. Le premier livre traite de problèmes cosmiques, et en particulier de la formation du détroit, qui unit la Méditerranée à l'Océan; le deuxième est consacré à la fondation de Gibraltar et aux événements, advenus jusqu'en 1540; dans le troisième livre, il est question des luttes, entre les puissances, pour s'emparer de ce rocher et finalement du siège, entrepris, pendant la dernière guerre, contre les Anglais. Ayala commença un autre ouvrage, intitulé *le Plutarque espagnol*, biographie de ses compatriotes illustres, mais il ne l'acheva pas. Le premier volume seul fut lu à la fonda de San-Sebastian.

L'Histoire du monastère de Sahagun (2), par fray Romualdo Escalona, n'est pas sans présenter quelque intérêt. Il s'inspira des chroniqueurs antérieurs et particulièrement de l'évêque de Ségorbe, José Perez. Son plan est souvent confus, sa narration mal enchaînée, son langage aride. Ce qu'il offre de plus précieux, ce sont trois appendices : le premier contient une histoire du monastère au douzième et au treizième siècle; le second, une apologie de Doña Urraca (3), et le troisième, trois cent trente documents inédits, fort utiles pour la chronologie des rois, depuis Alphonse III, jusqu'à la fin du quinzième siècle.

Fray Romualdo montrait une timidité excessive à formuler des jugements, surtout lorsqu'il s'agissait des bienfaiteurs de son couvent. Quelques exemples suffiront à

(1) 1782.

(2) Dans le royaume de Léon, près de Palencia. Ce livre est de 1782.

(3) Reine de Castille, morte en 1126, fille aînée d'Alphonse VI, épouse en 1090 Raymond de Bourgogne qui fut créé comte de Galice; après la mort de son premier époux, elle devient la femme d'Alphonse le Batailleur, roi d'Aragon et de Navarre. En 1109, elle excite le soulèvement des Castillans contre son mari. Emprisonnée, elle s'échappe, fait annuler son mariage et résiste à force ouverte. A la fin, les Castillans l'abandonnent, pour s'attacher à Alphonse VII, fils qu'elle avait eu de son premier mariage. Elle voulut gouverner au nom de ce prince avec le comte de Lara, son amant.

mettre en évidence cette pusillanimité. Ainsi, après avoir rapporté la mort de Don Alonso XI, il écrit : « Son fils, Don Pedro, appelé, je ne sais si c'est avec raison, le Cruel, lui succéda. Les historiens parlent de ce prince très diversement, et il ne m'appartient pas d'apprécier lesquels en parlent le plus pertinemment; mais je dois dire que, quant à ce monastère, il donna des preuves très éclatantes de sa piété, de sa clémence et de sa bonté. » Sur les mœurs de Don Pedro, il se contente de rapporter, froidement et sans commentaire, les faits suivants : « Il se maria une première fois avec Doña Blanca; mais, amoureux de Doña Maria de Padilla, il quitta aussitôt son épouse... Il ne manqua pas de flatteurs, même parmi les théologiens et les canonistes, qui, pour faire plaisir au roi, disaient que son mariage avec Doña Blanca avait été nul. En vertu de pareils avis, il se maria, une seconde fois, avec Doña Juana de Castro... mais, aussitôt, il se sépara de Doña Juana, sous divers prétextes. Tant qu'il conserva le royaume, il n'y eut que discordes, divisions et guerres, tantôt avec les rois voisins, tantôt avec ses propres vassaux (1). »

Fray Romualdo adressa son livre avec une respectueuse épître dédicatoire à Campomanes.

Il a déjà été question ailleurs des travaux de cet homme d'Etat, de sa *Dissertation sur l'ordre des Templiers*, parue en 1747, lorsque Campomanes n'avait que vingt-quatre ans. Il collabora au *Dictionnaire géographique* et y inséra de nombreux articles. Il préparait une histoire de la marine espagnole, et l'on peut considérer, comme le préliminaire de cette œuvre, son écrit sur *l'Antiquité de la république de Carthage et le périple d'Hannon*. Mais ces études étaient l'emploi de laborieux loisirs et les studieux délassements d'une carrière administrative. Il fut obligé d'abandonner la poursuite de pareilles recherches, bien

(1) Ces citations sont faites d'après le liv. V, chap. III et IV. — FERRER DEL RIO, t. IV, p. 412 et 413.

que, par ses papiers, il soit prouvé qu'il y songeait toujours; l'on découvrit, en effet, des notes de sa main sur la marine des Arabes, la découverte du cap Horn, la transformation des navires, qui se dirigeraient par cette voie.

Citons encore, parmi les autres livres estimables de ce temps, l'*Histoire de l'origine et de la souveraineté du comté et royaume de Castille*, par Gutierrez Coronel (1); la *Description des Baléares*, de Vargas Ponce (2). L'ex-jésuite Don Juan-Francisco Masdeu publia, entre les années 1783 et 1788, cinq tomes de l'*Histoire critique de l'Espagne;* mais, comme il ne dépassa pas le temps de la domination romaine, on ne peut juger que le début d'un travail interrompu. Enfin, dans le *Semanario erudito*, recueil indigeste de trente-six tomes, formé par Don Antonio Valladares y Sotomayor, se rencontrent quelques détails intéressants relatifs aux ducs de Lerme et d'Olivares; des faits empruntés à Don Melchor-Rafael de Macanaz et qui concernent Philippe V ainsi que Ferdinand VI; un *Etat des universités* par Casafonda; *el Dictamen sobre las deudas del Estado*, de fray Agustin Rubio; un mémoire, présenté à la Ensenada, sur les moyens de faire prospérer la monarchie; un autre sur le commerce intérieur et extérieur, dédié à Esquilache; un traité sur les cinq *Gremios mayores*. Quoique la collection soit défectueuse, elle n'est cependant pas inutile et peut être consultée, avec fruit.

IV

La littérature, proprement dite, manque d'originalité. C'est l'âge de la critique, des articles de journaux, des

(1) 1785.
(2) 1787.

conversations. On discute plus qu'on ne produit. Les Espagnols qui, au dix-septième siècle, ouvraient à Corneille, à son frère Thomas, à Rotrou, à Scarron, l'inépuisable magasin de *la Comedia*, se tournent maintenant vers la France et deviennent nos imitateurs (1). Un esprit de curiosité souffle également dans la cellule du bénédictin Feijóo et chez le secrétaire d'ambassade Luzan. L'avidité de savoir empêche les esprits de se fixer dans une spécialité. Ils ressemblent à des enfants, ravis de la vue de fruits merveilleux, qui les goûtent, successivement, pour les laisser et les reprendre. Feijóo (2) s'occupe aussi bien de réagir contre le *cultisme* que de combattre les opinions ridicules, répandues sur les comètes, les éclipses, la magie, la divination. Luzan, venu à Paris, à la suite du duc de Huescar, visite Voltaire, fréquente les salons où Diderot rend ses oracles, s'assied au cours de physique expérimentale de l'abbé Nollet et aux leçons de chimie du savant de la Planche.

Ce séjour à Paris modifia ses conceptions littéraires. Ainsi, dans sa *Poétique*, il s'était autrefois prononcé pour la pureté des genres. En voyant représenter les pièces

(1) Ernest MARTINENCHE, *la Comédie espagnole en France*, p. 202, 225, 242, 265, 317, 323, 337, 373 : « Lorsque La Fontaine annonce, en 1661, qu'on a changé de méthode et *qu'il ne faut plus quitter la nature d'un pas*, quel est donc celui qui lui semble le déplorable représentant de l'ancien mauvais goût? *Jodelet*, écrit-il, *n'est plus à la mode*. Et Jodelet, c'est l'Espagne ironique qui n'a mis à la place des héros de roman qu'une caricature aussi fausse et bien plus exotique. » P. 411 : « La bataille commence après *l'Ecole des maris* et *les Fâcheux*, etc. »

(2) MENENDEZ Y PELAYO, *Historia de las ideas esteticas*, t. III, vol. Ier, p. 159 et *seq.*; TICKNOR, *Histoire de la littérature espagnole*, traduction Magnabal, t. III, p. 295. Feijóo, en 1726, commence ses essais intitulés *Teatro critico*. Ils se composent de huit volumes et s'arrêtent en 1739. En 1742, le savant bénédictin reprit une série analogue de dissertations sous le titre de *Cartas eruditas*. — L'éducation de Luzan avait été tout italienne; il fut élevé à Naples et à Palerme et y resta de 1715 à 1733. Son voyage à Paris est de 1747. Sa *Poétique*, composée en 1728, et primitivement rédigée en langue italienne, reflétait presque exclusivement la manière de penser régnante dans les Académies de Naples et de Palerme (MENENDEZ Y PELAYO, *ouv. cité*, t. III, vol. Ier, p. 330.

de la Chaussée et de Diderot, il devint un fervent partisan de la comédie sentimentale ou larmoyante. Il traduisit, à l'intention de la marquise de Sarria, présidente de l'Académie du bon goût, *le Préjugé à la mode*, qu'il fit précéder d'un prologue enthousiaste. Il s'y montra plein de dédain pour les tragédies classiques; pour le faux, le systématique de ces *Orestes*, ces *Œdipes*, ces *Phèdres* et ces *Electres;* pour le convenu de ces faux dieux et de ces mânes, auxquels personne ne croyait plus.

Lorsqu'il revint en Espagne, ce fut, dans la célèbre Académie du bon goût, aux applaudissements de la comtesse de Lemos et de la marquise de Sarria, qu'il émit ses théories et prôna l'imitation française. Son principal contradicteur était le chanoine Porcel, auteur d'*Adonis*, collection d'églogues cynégétiques. Lorsque Luzan prenait la parole, pour révéler, à son auditoire, les nouveautés dramatiques de la Chaussée, Porcel répliquait, en exaltant Gongora, en s'attaquant aux règles en général, en soutenant que l'écrivain n'a d'autre loi à observer que celle de son génie.

Tandis que ces brillants assauts se soutenaient à l'occasion de la littérature profane, un jésuite dont il a déjà été question, le P. Isla, tournait en ridicule, dans un roman burlesque, intitulé *Fray Gerundio*, le mauvais goût des orateurs sacrés, leur *cultisme*, leur *équivoquisme*, leur érudition indigeste, leurs métaphores étranges, leurs vaines subtilités. La satire du P. Isla était vive, nourrie, parfois vulgaire, mais d'un comique irrésistible, dans les descriptions rustiques et monacales. Cet ouvrage hybride, à la fois roman et traité de rhétorique ecclésiastique, atteignit son but; car, s'il ne réussit pas à faire naître des hommes éloquents, il ramena du moins la gravité et la dignité, dans la chaire sacrée, et en bannit les extravagances et le mauvais goût (1).

(1) Menendez y Pelayo, *ouv. cité*, t. III, vol. Ier, p. 414.

Ces trois écrivains peuvent être considérés comme les instigateurs de cette tendance vers l'imitation des auteurs français, vogue qui prédomine, pendant le règne de Charles III. Leurs efforts ne furent pas isolés et leur propagande se continua, au moyen des *tertulias* et des journaux.

Quelques personnes, unies par les liens de l'amitié la plus étroite, avaient coutume de se rassembler dans l'hôtel de San-Sebastian, situé, à Madrid, au coin de la place de l'Ange. Au rez-de-chaussée était un café, tenu par un certain Juan-Antonio Gippini, d'origine italienne, et que fréquentaient ses compatriotes : le Napolitain Pedro-Napoli Signorelli, connu par son histoire critique des théâtres; le Vénitien Jean-Baptiste Conti; Don Ignacio Bernascone, natif de Lugano; Don Mariano Pizzi y Franqeschi, docteur en médecine et professeur de langue arabe au collège de San-Isidro.

A ces Italiens se joignirent bientôt des Espagnols. Tout d'abord (1), ces habitués du café Gippini n'avaient d'autre but que de se distraire, en causant de taureaux, d'amour, de vers; mais, peu à peu, la réunion prit un caractère plus grave et influa sur l'évolution littéraire et les nouvelles tendances du goût. Les uns et les autres se lisaient mutuellement leurs œuvres, échangeaient leurs réflexions et leurs critiques. Ils discutaient tout ce qui paraissait de nouveau, tout ce qu'ils croyaient digne de relever la littérature nationale de sa décadence.

Un de ceux qui fréquentèrent le plus assidûment l'hôtel de San-Sebastian fut Moratin le père. Par une de ces anomalies fréquentes aux époques de transition, les doctrines littéraires, qu'il professait, contredisaient entièrement les productions de son génie poetique, tout à fait espagnol et romantique. Ce que la postérité applaudit, ce sont les

(1) COTARELO Y MORI, *Iriarte y su época*, Madrid, 1897, p. 111; MENENDEZ Y PELAYO, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 35; et TICKNOR, t. III, p. 323.

traits de ressemblance qu'il a gardés des grands auteurs nationaux; il les exécrait, tout en les étudiant sans cesse. Personne aujourd'hui ne lit autre chose de Moratin le père que ses romances moresques et chevaleresques, comme *Don Sancho en Zamora, le Pas d'armes de Micer Jacques Borgoñon avec le duc de Medina-Sidonia, les Quintillas de la fiesta de Toros* (1). En théorie, c'était le plus violent, le plus furibond de ceux qui juraient par l'autorité de Boileau. Il s'efforçait de porter, sur le théâtre, ses doctrines, mais ses contemporains sifflaient ses pièces, œuvres arides et mortes, aujourd'hui oubliées.

Les autres membres les plus en vue de cette *tertulia* étaient Don Ignacio-Lopez de Ayala, auteur d'une tragédie intitulée *Numance détruite*, professeur de poésie à San-Isidro. En 1765, il composa un pédant épithalame castillan, latin, grec, hébreu et arabe, en l'honneur du mariage de Marie-Louise avec le prince des Asturies. L'année suivante, il fit un poème, pour la mort de la reine mère. En 1771, il lut lors de l'ouverture du collège de San-Isidro des vers latins, à la louange de Charles III, protecteur des lettres. Comme beaucoup d'écrivains de ce temps, il ne s'appliquait pas à la littérature seule, mais produisait des articles sur l'astronomie, et nous l'avons déjà cité comme historien.

A côté d'Ayala, il faut signaler Munoz, éditeur et annotateur des œuvres de Louis de Grenade, à la fois professeur de philosophie, cosmographe, connu surtout pour son incomplète *Histoire du nouveau monde.*

Le botaniste Ortega s'y faisait remarquer. Sa science ne

(1) Au sujet de l'imitation française, il est important de reproduire cette réserve que fait M. MENENDEZ Y PELAYO, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 36 et 62. Le savant critique établit nettement que l'Espagne ne dut rien à la France quant à la poésie lyrique. Aucun des auteurs castillans de cette époque ne montre une connaissance spéciale ou une imitation quelconque de Malherbe ou de J.-B. Rousseau. On admirait le théâtre de la nation voisine et on recevait les idées de ses livres en prose; mais, pour le reste, on demeurait fidèle à la tradition classique du seizième siècle.

l'empêchait pas d'être bon compagnon et fin gastronome. On lui avait même donné le sobriquet de *Botello*, à cause de sa corpulence. Puis venaient d'autres personnages moins en vue, tels que Cerda, Rios, enfin Cadahalso et Don Tomas Iriarte.

Don José de Cadahalso descendait d'une vieille famille de Satander. Né à Cadix, en 1741, son éducation se commença à Paris; mais, avant trente ans, il avait visité l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et le Portgual. Il connaissait les différentes langues de ces pays, surtout l'anglais. A son retour en Espagne, il prit l'habit de l'ordre de Saint-Jacques et entra dans l'armée. Il y fit rapidement son chemin, s'éleva au grade de colonel et périt au siège de Gibraltar, frappé par une bombe, le 27 février 1782.

En 1772, Cadahalso publia ses *Eruditos a la violeta*, livre original, satire mordante des études superficielles, faites de son temps « par toute une jeunesse imberbe, peignée, poudrée, adonisée, embaumant les eaux de senteur, la lavande, la bergamote et la violette ». L'auteur enseignait à ses disciples le moyen de parcourir, en sept jours, tout le cycle des connaissances humaines; entre toutes ces leçons, on choisira, par exemple, celle du mercredi, consacrée à la philosophie.

« Le philosophe devra se distinguer par quelque caprice, quelque extravagance, afin qu'aussitôt, en le voyant passer, on s'écrie : « Tiens, voilà un philosophe! » Les uns seront perpétuellement distraits; ainsi, ils entreront dans une pharmacie pour y demander des bottes; chez un libraire, ils voudront, à toute force, louer une voiture. Malgré la bonté de leurs yeux, ils porteront, sur le nez, un perpétuel lorgnon, mangeront aux heures les plus étranges. Tant pis pour leur estomac s'il regimbe. Ils courront, comme des fous, à travers les rues, bousculant les gamins, qui restent le nez en l'air, à la porte de leurs maisons. Mais le moyen d'obtenir, dans les salons, un

succès assuré sera le suivant. Voyez-vous quelque dame attentive à ce que vous dites? ce n'est d'ailleurs pas impossible, s'il n'y a pas de perroquet avec qui causer, de petit chien à baiser, de singe à faire sauter, de petit-maître pour bavarder; adoucissez votre érudition, sucrez votre style, modulez votre voix et abandonnez-vous, avec grâce, dans la philosophie des autres âges : faites remarquer que l'école la plus considérable fut celle des pythagoriciens. « Pourquoi? » direz-vous avec un sourire gracieux. Puis, si on est en été, éventez votre visage; en hiver, chauffez-vous le dos, remontez votre montre, mettez-la à l'heure, en consultant celle de quelque dame; regardez les feux brillants d'une aigrette, rajustez une boucle en désordre, puisez lentement et d'un air profond dans une tabatière et dites : « C'est parce que, sans doute, le système de Py-« thagore traite de la métempsycose, de la transmigra-« tion, ou, pour mieux dire, en bon espagnol, du passage « d'une âme par différents corps. Ce changement doit être « goûté du beau sexe! » Vous les verrez alors toutes sourire et s'écrier : « Qu'il est aimable, qu'il est drôle! » Les unes vous frapperont l'épaule de leur éventail, d'autres se parleront à l'oreille d'un air favorable pour vos affaires, et elles demeureront satisfaites de votre érudition. »

Cadahalso terminait ses leçons par cette charge contre l'exotisme de ses contemporains : « Lorsque vous reviendrez en Espagne, conseille-t-il à ses disciples, étrangers par le vêtement, la coiffure, le ton et les gestes, que vos grimaces et votre allure soient celles d'un homme qui pénétrerait dans un bois ou dans un désert. Demandez : « Comment s'appelle l'eau en castillan? » Ne parlez d'aucune des choses que Dieu créa de ce côté des Pyrénées. Quant aux vins, louez ceux du Rhin. Pour les chevaux, vantez ceux de Danemark, et ainsi de suite. Vous serez des hommes merveilleux, admirables, dignes enfin d'être nés sous d'autres climats! »

Sous le pseudonyme de Don José Vasquez, il publia les *Loisirs de ma jeunesse;* dans la tertulia de San-Sebastian, il lut une collection de lettres soi-disant échangées, entre un anonyme et un ambassadeur du Maroc, résidant en Espagne. On a cherché, dans les *Cartas Marruecas*, une imitation des *Lettres persanes*, tandis qu'en fait elles se rapprochent beaucoup plus du *Cosmopolite citizen of the world*, de Goldsmith. Les questions traitées se rapportent à l'éducation de la jeunesse, aux thèses universitaires, aux divertissements, aux tertulias, à la vie de province, au luxe, aux modes. L'auteur s'acharne, particulièrement, contre les gallicismes qui, dans le dernier tiers du dix-huitième siècle, envahissaient et corrompaient la langue espagnole (1).

L'autre personnage de la tertulia de San-Sebastian qui

(1) Ces quelques citations ne suffiraient pas pour faire connaître Cadahalso; voici comment le juge M. Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 38 et *seq.* : « Il y avait en Cadahalso une contradiction remarquable et digne d'être étudiée. Ainsi, tandis que Don Nicolas Moratin s'efforçait de penser comme Boileau, tandis qu'il sentait et écrivait comme Lope, de même Cadahalso, versificateur classique médiocre et défaillant, mettait dans sa vie la poésie qu'il ne pouvait introduire dans ses vers, et il était, comme il l'a dit ingénument, le premier romantique en action, réalisant complètement en sa personne, non pas l'idéal bucolique et anacréontique que ses œuvres annonçaient, mais l'idéal passionné et tumultueux d'un Byron. Seulement, pour l'expression de cet idéal, il ne rencontre dans la stérile littérature de son temps et dans la pauvreté de ses moyens artistiques d'autre ressource que la déclamation sépulcrale et funèbre imitée des *Nuits* de Young. Ainsi, en tout, l'on doit regarder Cadahalso comme un type romanesque, en ses amours, en ses aventures et en sa mort glorieuse. Il faut le considérer comme un innovateur littéraire; par une de ses œuvres les plus faibles, il pénètre dans notre littérature un certain élément exotique de poésie mélancolique et nocturne, dérivé de la Muse du Nord. Les mouvements littéraires commencent généralement par des œuvres obscures et de peu de valeur intrinsèque, et, pour moi, il est sûr que dans cette tentative de Cadahalso se trouve, en germe, toute la détestable littérature de torches, de vers, de fossoyeurs, qui infesta l'Espagne, aux environs de 1835. »

Les aventures romanesques auxquelles il est fait allusion sont celles de Cadahalso avec sa maîtresse, l'actrice Maria-Ignacia Ibañez. (Voir, sur *les Noches lugubres* de Cadahalso, Cotarelo y Mori, *Iriarte y su epoca*, p. 99.) Lorsque cette femme mourut, son amant passait la plus grande partie des jours agenouillé sur la pierre qui recouvrait les restes de Maria-Ignacia. Il devint presque fou, au point de vouloir déterrer et dérober le cadavre. Pour les détails, se reporter aux documents publiés par le marquis de Valmar, t. Ier de sa *Coleccion de poetas liricos del siglo XVIII*, p. 110 et 247.

mérite le plus, après Moratin le père et Cadahalso, d'arrêter l'attention, est Don Tomas Iriarte. Il naquit, en 1750, dans l'île de Ténériffe, mais reçut une partie de son éducation à Madrid, sous les auspices de son oncle Don Juan de Iriarte, le savant directeur de la Bibliothèque royale. Iriarte s'appliqua au théâtre et à la réforme dramatique de son temps; mais on se bornera, pour l'instant, à l'étudier comme poète didactique et comme auteur de fables.

On a reproché à Iriarte son prosaïsme. Ce défaut résulta de son éducation et de l'époque où il vécut, car il vint au monde au moment de la réaction contre le *cultisme*. Il ne fit donc que s'accommoder à son temps. En 1776, il était une des figures les plus marquantes de la jeunesse madrilène. Sa facilité à improviser des dizains, des virelais, des chansons le rendait indispensable, dans beaucoup de banquets. Il n'avait rien d'un cuistre. Homme élégant, vêtu même avec luxe, adroit dans les exercices du corps, ses adversaires lui ont souvent reproché la satisfaction qu'il éprouvait à parader, avec son uniforme doré d'employé aux affaires étrangères. Il fréquentait, volontiers, les réunions mondaines les plus aristocratiques de Madrid.

Celle où il se montrait le plus assidu était la tertulia du duc de Villahermosa, Don Juan-Pablo de Aragon y Alzor, et de sa jeune épouse, Doña Maria-Manuela Pignatelli y Gonzaga, fille du comte de Fuentes, dans leur maison de la rue de *las Rejas*. Don Tomas et son frère Don Bernardo y jouaient de la musique, avec la duchesse; Don Bernardo avait même été son maître, ainsi qu'il aimait à le rappeler. Ces réunions cessèrent, provisoirement, par la mort du comte de Fuentes, et Iriarte vit, à regret, cette maison se fermer, lorsque le duc de Villahermosa fut envoyé, malgré lui, comme ambassadeur à Turin (1).

Les autres salons à la mode étaient ceux de la comtesse-

(1) Cotarelo, *Iriarte y su epoca*, p. 154; également Don Vicente Orti y Brull, *Doña Maria-Manuela Pignatelli*, t. Ier, p. 190.

duchesse de Benavente, Doña Maria-Josefa-Alfonsa Pimentel y Tellez Giron, une des plus grandes dames espagnoles, issue des maisons de Gandie, Monteagudo, Javalquinto, Béjar et Arcos. Elle était deux fois princesse, sept ou huit fois duchesse. Mariée à son cousin Don Pedro de Alcantara Tellez Giron, qui devint grand-duc d'Osuna, la comtesse avait reçu une éducation fort soignée et se piquait d'écrire avec goût. L'aristocratie espagnole, en effet, à la fin du dix-huitième siècle, ne se bornait plus, comme cent ans auparavant, à jouer le rôle commode de mécènes, en distribuant des pensions. Quelques-uns de ses membres ne dédaignaient pas de prendre la plume, comme le marquis de Santa-Cruz; les ducs de Villahermosa, d'Albe, de Béjar, de Medina-Sidonia, de Montellano; les marquis de Ureña, d'Olmeda; les comtes de Torrepalma, Noroña et Fernan Nuñez. Les femmes suivaient cet exemple, comme Doña Maria-Isidra-Quintana de Guzman, fille du comte de Oñate, qui devint docteur de l'Université d'Alcala et membre de l'Académie de l'histoire; Doña Mariana de Silva y Sarmiento, duchesse de Huescar (1), comtesse de Fuentes et duchesse d'Arcos, morte en 1784, une des figures féminines les plus séduisantes du siècle passé, poète, traductrice de tragédies françaises; la comtesse de Montijo (2); la marquise de Santa-Cruz; la comtesse del Carpio. C'était pour ce public choisi qu'Iriarte écrivit son poème de la *Musica* et ses fables.

La Musica parut en 1780 et se compose de cinq livres, dans lesquels Iriarte disserte, avec une précision philosophique, sur : les éléments de la musique; l'expression suivant les différents genres : la musique guerrière et religieuse, la musique théâtrale, la musique de société et la musique de l'homme dans la solitude. Il entreprit cette

(1) Sœur du marquis de Santa-Cruz, veuve du duc d'Huescar, puis du comte de Fuentes, elle avait épousé en troisièmes noces le duc d'Arcos.

(2) P. Luis Coloma, *Retratos de Antaño*, p. 345.

œuvre parce qu'il fut frappé de l'oubli, montré par les poètes didactiques, à l'égard de cet art, tandis que le sujet de *la Poésie* avait été traité plusieurs fois, par les anciens et les modernes. Les qualités de cet ouvrage sont la clarté, la méthode, l'aisance. Iriarte instruit mais n'enthousiasme pas. Il n'inspire pas l'amour des beautés musicales, mais en enseigne les éléments; enfin, il manque à ce poème une qualité essentielle : c'est d'être poétique (1).

Une lettre assez curieuse, adressée à un familier du duc de Villahermosa, Don Enrique Ramos, fut écrite par Iriarte lorsqu'il eut terminé son poème. Elle est remplie de flatteries, destinées à être répétées à Doña Maria-Manuela Pignatelli. « Sachant, disait-il, combien mon esprit est naturellement porté à la satire, on s'étonnera, sans doute, qu'il y ait, dans ce poème, quelque chose de pastoral et parfois d'héroïque. Ceci se remarque principalement dans les trois premiers chants, que je travaillai, quand la duchesse de Villahermosa était encore ici. Son commerce paisible adoucissait ma muse. Mais, maintenant que je ne puis plus être dompté par elle, je suis retourné et je reste dans mon naturel. J'ai, en conséquence, censuré les abus de la musique qui, parfois, est une chose à se boucher les oreilles (2).

(1) Ticknor, t. III, p. 326; Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 524.

(2) Cotarelo, *Iriarte y su epoca*, p. 462, 11 mai 1779.

La Musica fut traduite en français par J.-B. Grainville, avec des notes par le citoyen Langlé, membre et bibliothécaire du Conservatoire de musique. A Paris, chez Fuchs,.. an VIII. (Voir Cotarelo, *ouv. cité*, p. 207.)

Les critiques ne manquèrent pas à Iriarte. A Madrid, on l'accusa d'avoir dérobé les idées de Rameau, de d'Alembert, de J.-J. Rousseau, etc. On dénigra sa compétence et ses détracteurs répandirent contre lui les vers suivants :

Sin andar a la escuela
Cantar una tirana a la vihuela
Tan bien como en cualqueria barberia,
Y que al lado de un ciego se aprendia,
En un par de mañanas
Mas que con el poema en diez semanas.

(Voir *Poesias de Iriarte en Rivadeneyra*, p. 56.)

« Sans aller à l'école, nous avons cru que, pour chanter une complainte sur

Les fables, à leur apparition, furent saluées comme un des événements littéraires les plus importants. Iriarte y fraya, à certains égards, un chemin tout nouveau. Non seulement il inventa toutes ses fictions, ce que n'avait fait aucun fabuliste moderne, mais il ne décocha ses traits que contre les érudits et les gens de lettres. Le nombre de ses fables, y compris celles publiées après sa mort, s'élève à près de quatre-vingts, dont soixante, environ, parurent en 1782. Peut-être sont-elles trop narratives et manquent-elles un peu de cette vivacité naturelle, que l'on trouve chez La Fontaine. Mais leur influence fut profonde dans un siècle de mauvais goût littéraire et elles sont remplies d'allusions, qu'il est amusant de deviner. Certains ont vu dans l'une quelque rapport avec Don Vicente de la Huerta (1), représenté en canard; un de ses rivaux littéraires, Samaniego, est indiqué, ailleurs, sous le couvert tantôt d'un rat, tantôt d'un furet; la grive, le perroquet ou la pie déguisent des allusions, contre une grande dame, dont il ridiculise la pédanterie. Il s'agit sans doute de Doña Maria-Isidra-Quintina de Guzman (2). Le sens des apologues dirigés contre elle est : qu'il convient d'étudier les auteurs originaux et non les copies ou les mauvais traducteurs. Cette femme savante, qui soi-disant lisait couramment les textes grecs et latins, n'en comprenait, paraît-il, le sens qu'aidée d'un texte français, comme on

la guitare, il nous suffirait de deux matinées chez un barbier, ou aux côtés d'un aveugle, plutôt que de dix semaines, avec ce poème. »

COTARELO, *ouv. cité*, p. 210, autre satire.

Cantar la musica Iriarte
Se propuso en un poema
Y en lugar de sinfonia
Tocó la gaita gallega (c'est-à-dire la cornemeuse galicienne).

(1) Huerta, ardent mais inconstant adversaire des innovations françaises, imprima en 1778 un volume de poésies, écrites, presque toutes, dans le style ancien.

(2) *Retratos de Antaño*, p. 530. Ce fut en 1785 que Doña Quintina, après avoir disserté sur le livre II *De Anima* d'Aristote, reçut le titre de maître ès arts et de professeur honoraire de philosophie moderne.

le vit, dans les examens, soutenus par elle, à San-Isidro. La vingt-deuxième fable vise Sedano (1).

Cobardes son y traidores
Ciertos criticos que esperan
Para impugnar a que mueran
Los infelices autores
Porque vivos respondieran.

La vingt-huitième s'attaque à Don Ramon de la Cruz, auteur des saynètes, fort goûtées du public; ce qui dépita Iriarte, assez peu heureux, dans ses œuvres dramatiques. Comme, dans les saynètes, les sujets étaient empruntés aux événements journaliers, se passant dans les quartiers populeux de Madrid, le pédant Iriarte affectait beaucoup de dédain, pour un pareil genre; de là les allusions d'*el Asno y su amo, l'Ane et son maître.*

« Siempre acostumbra hacer el [vulgo necio
De lo bueno y lo malo igual aprecio
Yo le doy lo peor, que alaba. »
De este modo sus yerros disculpaba
Un escritor de farsas indécentes.
Y un taimado poeta que le oia
Le respondio en los terminos siguientes :
« Al humilde jumento,
Su dueño daba paja, y le decia :
— Toma, pues con eso estas contento.
Dijolo tantas veces, que ya un dia
Le enfadó el asno y replico : — Yo tomo
Lo que me quieres dar, pero hombre injusto.
¿ Piensas que solo de la paja gusto?
Dame grano, y veras si me lo como. »

« Toujours le vulgaire ignorant
Apprécie également le bien et le mal.
Je lui donne le pire et c'est cela qu'il loue. »
Ainsi excusait ses fautes
Un écrivain de farces indécentes.

(1) Lopez DE SEDANO publia, entre 1768, et 1778 son *Parnaso español*, 9 vol. in-12. Attaqué par la société de Moratin le père, Iriarte publia contre Sedano, en 1778, un dialogue intitulé *Donde las dan las toman*. En 1785, Sedano répliqua, sous le nom de Juan-Maria Chavero y Esclava de Ronda, 4 vol. in-12, publiés à Malaga sous le titre de *Coloquios de la Espina*.

Un poète rusé qui l'écoutait
Lui répondit ainsi :
« A une humble bête de somme,
Son maître donnait de la paille et disait :
— Prends donc, puisque tu t'en contentes.
Il le dit tant de fois qu'un beau jour
L'âne se fâcha et répliqua : — Je prends
Ce que tu me donnes, homme injuste,
Penses-tu que je n'aime que la paille?
Donne-moi du grain et tu verras si je le mange. »

Les auteurs attaqués ne manquèrent pas de répondre, à leur tour, et il en résulta un violent échange de méchancetés. Un des plus acharnés était Forner, écrivain famélique, nourri par son oncle le chanoine Don Juan-Chrysostome Piquer. Il enviait la situation brillante d'Iriarte, lui qui ne parvenait à obtenir aucun emploi et qui rôdait autour des sinécures, maigre, le teint huileux, l'œil louche, la voix fausse et rauque, les vêtements en désordre et d'une propreté douteuse. Son apologue, contre Iriarte, porte le titre d'*el Asno erudito;* c'est un libelle plein de reproches et d'outrages (1). Cette satire est précédée

(1) Forner a tracé de sa propre personne un portrait peu flatté dans une satire intitulée *Contra los vicios de la corte*, qui devrait plutôt s'appeler *Plaintes de mon impatience*. Un interlocuteur supposé, Camillo, lui prouve, en effet, qu'il ne peut réussir à la cour. Entre eux s'engage le dialogue suivant

¿ Rieste, socarron, de lo que digo?
— Me rio. — ¿Quien lo estorba? — Vos, hermano
Teneis traza de ser siempre un mendigo.
Trocado de escolar en cortesano,
La hilaza descubris a cada instante,
Y ostentando humilidad, sois inhumano.
Vos, muy lleno de ciencia y muy pedante
Si esperando a rogar a un poderoso,
Veis que hacia un charlatan vuelve el semblante,
Como si fuera en el caso forzoso
Escuchar con agrado a un hombre sabio
Y arredar un desprecio a un mentiroso?
Dando otro estilo al indignado labio
Ardiente el rostro y la cabeza inquieta.
(De guerras escolasticas resabio.)
Maledicis de la suerte que sujeta
El premio de la ciencia a la ignorancia,
Que prefiere à Platon una gaceta.

Ris-tu, sournois, de ce que je dis?
— Je ris en effet. — Qui t'étonne? — Vous, frère,

de vingt-sept pages, en prose, dans lesquelles Forner se moque de ceux qui écrivent des fables. « Celui, déclare-t-il, qui produira de bons poèmes satiriques ou burlesques sera apte, s'il le veut, à composer d'excellents apologues. Mais celui qui est froid, guindé, peu habile à manier la langue, en un mot un simple versificateur, peut renoncer à plaire aux oreilles doctes et délicates. » Dans ce prologue, l'auteur lâche quelques bordées contre le poème de *la Musica* qui, d'après lui, contient, en vers diffus et glacés, ce qu'en prose courante avaient déjà dit des milliers d'écrivains.

L'âne, paré avec soin, habillé à la dernière mode et seulement trahi par ses fers, placés en guise de boucles, sur

Car vous avez l'apparence de rester toujours un mendiant,
Ecolier, travesti en courtisan,
Vous montrez la corde à chaque instant,
Et, affectant l'humilité, vous êtes inhumain.
Vous, rempli de science et pédant,
Lorsque, allant quémander, chez un puissant,
Vous voyez qu'il tourne le visage vers un charlatan,
Est-il forcé d'écouter avec plaisir un savant
Et de chasser honteusement un menteur?
Donnez un autre style à votre lèvre indignée
A votre visage ardent, à votre tête inquiète.
Cela pue les disputes scolastiques.
Vous maudissez le sort qui assujettit
La récompense de la science à l'ignorance,
Qui préfère une gazette à Platon.

Forner ne repoussa pas toujours, avec indignation, les moyens de réussir, que lui insinuait Camillo, car il devint, dans la suite, un des plus obséquieux flatteurs de Florida Blanca et de Godoy.

Voir poesias de Forner, *Contra los vicios de la Corte*, biblioteca de Rivadeneyra, p. 310.

Un autre pamphlet de Forner contre les Iriartes, et des plus virulents, est ntitulé : *les Grammairiens, histoire chinoise*. Voici quelques passages empruntés au chapitre Ier : « *Venue d'un grammairien à Pékin.* — C'était en Chine la XXIIe dynastie (l'an 1722) et le pieux empereur Yong-Ching (Philippe V) tenait les rênes du gouvernement, quand arriva à sa cour un jeune homme (Don Juan de Iriarte, l'oncle de Tomas) qui, après avoir étudié quelque rudiment, dans un collège de bonzes (les jésuites) du Japon (Paris), désira passer à Pékin (Madrid), parce qu'il était né dans une province de l'empire. Chao-Kong, tel était son nom, emportait avec lui un terrible fardeau de minuties grammaticales. Il savait médiocrement la langue du Tibet (le latin) et entendait tant bien que mal les livres les plus anciens de la Perse (la Grèce), etc. »

ses souliers, convoque les autres animaux et leur adresse cette harangue :

Insignes caballeros,
Yo, el mas sabio entre sabios verdaderos,
De veras, lastimado,
En tan humilde y despreciable estado,
Por ultimo recurso,
Quiero en arte divino
Del saber enseñaros el camino.
Señalare a los varios escritores
Los preceptos mejores
De tratar cualquier ciencia,
Aunque no sé ninguna en mi conciencia.
Mas debo el don a Apolo
De hacer versos muy frios, y esto solo,
Sin meritos mayores,
Mi gran saber arguye
Y en grado de enseña me constituye.
Yo, que en *cuarenta metros* diferentes
Hago versos cadentes
Sabio haré vuestro bando,
Facil y docto en mi artificio, cuando,
En verso claudicante
Las *maravillas de aquel arte cante.*

Insignes gentislhommes,
Moi, le plus savant entre tous les savants,
En vérité, je déplore
Votre humble et méprisable état.
Aussi, comme suprême secours,
Je veux de l'art divin du savoir
Vous enseigner le chemin.
J'indiquerai aux différents écrivains
Les meilleurs préceptes
Pour traiter de quelque espèce de science
Quoique je ne sache rien, en conscience.
Mais je dois à la munificence d'Apollon
De faire des vers très froids,
Et cela seulement, sans plus de mérite,
Prouve mon grand savoir
Et me met en mesure d'enseigner.
Moi qui fais des vers harmonieux,
En quarante mètres différents,
Je vous rendrai sages,
Habiles et doctes, par ma méthode,

Lorsqu'en vers boiteux
Je chante les merveilles de cet art.

Mais, tout à coup, au plus beau de son discours, un taon le pique. L'âne lâche des ruades et se met à braire.

Un autre littérateur s'acharna également contre Tomas Iriarte : ce fut le Basque Don Felix-Maria de Samaniego. Cette inimitié eut pour cause une blessure d'amour-propre. Samaniego, élevé en France, avait composé, pour le collège de Vergara, une collection de fables morales, imitées et traduites de Phèdre et de La Fontaine. En 1779, il envoya ce recueil à Iriarte, pour avoir son avis, qui fut favorable. L'ouvrage parut, en 1781, avec une épître dédicatoire à Don Tomas :

Dans mes vers, Iriarte
Je ne désire rien autre chose
Que placer tes œuvres
Comme modèle des miennes, etc.

En 1782, Iriarte donna au public une soixantaine de ses fables, et, dans l'avertissement, il disait : « Je ne veux pas me préoccuper du jugement des lecteurs, au sujet de leur mérite, mais je veux seulement prévenir ceux qui ne sont pas très versés, dans notre littérature, que c'est la première collection d'apologues, entièrement originaux, qui a été publiée, en castillan. » L'omission du recueil de Samaniego, dans cet avis, blessa à tel point l'humeur susceptible de ce personnage, qu'il fit répandre, en 1782, un écrit anonyme sur les fables *originales* de Tomas Iriarte.

Mais c'en est assez de ces querelles mesquines et jalouses. Une controverse, beaucoup plus importante, se soutenait, alors, entre critiques et auteurs dramatiques, partagés en deux camps, les uns se prononçant pour l'imitation française, les autres favorables à la vieille tradition espagnole.

V

Un des premiers objets de cette polémique fut la prohibition des *autos sacramentales*, drames religieux et allégoriques. Les personnages en étaient des abstractions telles que la Foi, la Grâce, la Faute, la Nature, le Judaïsme, la Gentilité; les idées qu'ils énonçaient tendaient à ce but, essentiellement chrétien, de montrer aux hommes la folie de leurs passions, la prétention et la vanité de la raison humaine, de leur expliquer le mystère de la destinée (1).

Un des adversaires de ce genre fut Clavijo y Fajardo, le séducteur de Mlle Caron, la sœur de Beaumarchais. Dans son journal, *le Penseur*, il n'avait pas assez de mépris pour cette littérature d'un autre âge et il affectait de la dénoncer, comme contraire au respect, que mérite la Religion. « Quel est, écrit-il, le chrétien qui n'éprouvera pas un sentiment pénible, lorsqu'en entrant dans une salle de spectacle, il verra un ciboire, peint sur le rideau? Qui ne souffrira lorsque des gens, aussi profanes que les acteurs, représenteront les personnages de la Sainte-Trinité, lorsqu'une femme, d'une réputation moins que chaste, jouera le rôle de la Vierge très pure? »

Clavijo qualifiait les *autos* de farces spirituelles. Il engageait le souverain à prohiber des spectacles pernicieux au catholicisme et à la raison, qui attiraient, aux Espagnols, une réputation méritée de barbares.

Moratin le père appuya cette théorie de tout son pouvoir. Dans ses *Desengaños del teatro espanol*, il raillait

(1) Damas HINARD, *Théâtre de Calderon*, préface, p. XVI.

les personnages abstraits des *autos;* cette réunion, sur les planches, de la Trinité, du Démon, d'Adam, de saint Augustin, de Jérémie, sans souci des vraisemblances et des anachronismes.

Don Juan-Cristoval Romea y Tapia entreprit, dans son journal, *El Escritor sin titulo*, de défendre les *autos sacramentales*. Il eut pour auxiliaire un singulier bohème, Don Francisco-Mariano Nifo, pauvre hère aragonais, écrivain affamé, toujours prêt à prendre la plume sur tous les sujets, qu'ils fussent pieux, scientifiques ou littéraires, car il lui fallait manger, quand l'Etat ne lui fournissait pas un asile, dans ses prisons. Le caractère burlesque de l'auteur se révèle jusque dans les titres de ses productions; ce fut lui qui publia cette œuvre dénommée *la Malle du tailleur littéraire* (1) *ou la Perche du fripier érudit*. Un pareil champion n'était pas capable de faire revivre un genre, convenable, seulement, pour la naïveté des âges de foi. Bien que les arguments de Clavijo fussent assez pauvres et presque ridicules, chez ce voltairien, si respectueux de la religion, c'était en somme lui qui avait raison. Il ne tua pas les *autos sacramentales*, car ils étaient déjà morts. Si le peuple les goûtait encore, par routine, personne ne se fût risqué à en écrire de nouveaux.

Il y avait aussi l'ancien répertoire théâtral de Lope et de Calderon, dont le public ne se lassait pas, malgré les anathèmes de Moratin. Ce dernier proclamait que ces pièces étaient l'école de la scélératesse, le miroir de la débauche, l'école de l'impudence, l'exemple de la désobéissance, de l'insulte, des mauvais tours et des friponneries. « Voudriez-vous, s'écriait-il, que votre fils fût un fier-à-bras, un coureur, jouant du couteau, révolutionnant la rue et scandalisant tout le monde? » Mais, comme l'a dit fort justement M. Martinenche (2), « la comedia était un

(1) *El Cajon del sastre literato o percha de maulero erudito.*
(2) MARTINENCHE, *la Comédie espagnole en France*, p. 70.

miroir grossissant de l'âme espagnole du dix-septième siècle, toute pleine, encore, du rêve magnifique qu'elle avait conçu... Aucun théâtre au monde n'avait davantage le goût du terroir. » Sans doute, les mœurs, que représentait Lope, étaient un anachronisme, pour les contemporains de Charles III. Mais l'on conservait le goût des aventures. Si on ne les poursuivait plus, si les mœurs, presque orientales, à l'égard des femmes, étaient passées, si on pouvait voir sa maîtresse, autrement que sur son balcon, au risque de recevoir un coup d'épée, on aimait encore ces récits, auxquels on rêvait, tranquillement assis dans son cabinet, ou qu'on applaudissait au théâtre, conquistador ou Don Juan en chambre, soucieux de ses aises et de sa santé.

Une littérature, où dominaient le bon sens, la clarté, l'ordre, correspondait davantage aux habitudes du dix-huitième siècle (1).

Calderon ne trouvait pas grâce, davantage, aux yeux de Moratin, et ce dernier n'avait pas assez de railleries, quand il citait le début de cette pièce : *la Vie est un songe*, lorsque Rosaura, emportée par son coursier sur le sommet d'une montagne, parle ainsi à son cheval : « Impétueux hippogriffe, aussi rapide que le vent, arrête-toi. Pourquoi, éclair sans flammes, oiseau sans plumes, poisson sans écailles et quadrupède sans instinct naturel, pourquoi donc t'emporter et t'élancer, le mors aux dents, au milieu du confus labyrinthe de ces rochers dépouillés?... Arrête, te dis-je, arrête-toi, sur cette montagne, ou les animaux sauvages auront aussi leur Phaéton? »

« Je voudrais bien savoir, disait Moratin, en se moquant, avec raison, de ces vers étranges, si une femme précipitée sur une montagne, au lieu de se plaindre de ses souffrances, ira débiter toutes ces pédanteries déplacées, qu'entend

(1) Au sujet des autos sacramentales, se reporter à MENENDEZ Y PELAYO, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 9 et *seq.*

l'auditoire ainsi que son cheval. Qu'un admirateur de Calderon, dans une circonstance critique, appelle à son aide l'impétueux hippogriffe, et il verra le secours qu'il en obtiendra. »

Mais, pour vaincre la résistance qu'opposaient, aux novateurs, les admirateurs du passé, il eût été nécessaire de les confondre par un chef-d'œuvre. Malheureusement le génie dramatique manquait à Moratin. Ce n'était ni la *Petimetra*, ni l'*Hormesinda*, pièces aujourd'hui oubliées, qui justifiaient ses théories. Les partisans du nouveau théâtre invoquaient l'appui du gouvernement, l'aide énergique du président du conseil de Castille, le comte d'Aranda.

Grand admirateur de Voltaire et des encyclopédistes, il apporta, en littérature, comme partout ailleurs, son esprit cassant et autoritaire. Il s'entoura d'hommes de lettres, dont il goûta les flatteries, mais qu'il châtiait rudement, lorsqu'ils ne se montraient pas assez souples à son gré, comme cet infortuné Huerta, qu'il envoya plusieurs années, dans un *presidio*. Organisateur des divertissements, innovateur des bals masqués, à Madrid, Aranda voulut, après avoir réformé matériellement les théâtres et les avoir rendus un peu moins incommodes, y faire représenter des pièces, imitées des tragédies et des comédies françaises. Mais son despotisme échoua devant les clameurs du public, qui entendait rester le maître de s'amuser, comme il lui plaisait. Toutes les classes de la société se montraient passionnées pour le théâtre, paysans aussi bien que grands seigneurs. Il régnait, dans les salles de spectacle, une égalité démocratique; on gardait son chapeau sur la tête, on fumait, pendant les entr'actes, on interpellait les acteurs, on criait contre les femmes des loges. Les habitués des théâtres de la *Cruz* et *del Principe* formaient deux coteries rivales, se désignant réciproquement sous les sobriquets de *Polacos* (Polonais) et *Chorizos* (saucis-

sons); mais elles s'unissaient pour siffler les protégés du comte d'Aranda (1).

Seul, un auteur contemporain trouvait grâce devant ce public, entiché de ses vieux auteurs. C'était Don Ramon de la Cruz, et les saynètes de son répertoire. Ce genre de pièces, particulier à l'Espagne, était un drame sans intrigue, un dialogue (2) court, vif, ne durant que vingt-cinq minutes, joué entre les actes d'une œuvre plus sérieuse ou terminant la soirée, comme *fin de fiesta* (3).

Ce qui rend particulièrement curieux ce théâtre de Ramon de la Cruz, c'est qu'il ressuscite toute une partie de la vie d'autrefois; les personnages de ses pièces ne sont pas des types de convention, grecs ou romains, plus ou moins défigurés, mais des gens que l'on coudoyait, à Ma-

(1) Bourgoing, *Tableau de l'Espagne moderne*, t. II, p. 374. Les théâtres, à l'origine, avaient été des cours d'auberge. Ils rappelaient, par leur aménagement, leur ancienne destination, quand le parterre ou patio se tenait dans la cour et que les gens de distinction s'asseyaient dans les chambres, s'ouvrant sur la galerie, formant quadrilatère sur le patio; aussi les loges s'appelaient-elles *aposentos* ou chambres.

Iriarte y su epoca par Cotarelo, p. 55, 56, 57, 62, 64, 65, 68, relatives aux réformes matérielles du comte d'Aranda. Il les accomplit après la mort d'une actrice célèbre, Maria Ladvenant, enlevée subitement en 1767. Ses funérailles coïncidèrent avec l'expulsion des jésuites et elle fut enterrée dans l'église de San-Sebastian. Aranda commanda des décors qui coûtèrent plus de 20,000 douros, aussi fit-il augmenter de 2 réaux le prix des loges, pour former une caisse dite des décorations.

(2) *Saynètes* de Don Ramon de la Cruz, traduites par Antoine de Latour, p. 15, Paris, 1865, et Cotarelo y Mori, *Don Ramon de la Cruz y sus obras, ensayo biografico y bibliografico*, p. 4. Cet écrivain naquit en 1731 et mourut le 5 mars 1794.

(3) Ces saynètes portent différents noms dans la langue théâtrale : les *loas, jacaras entremesadas y cantadas, mogigangas, bailes cantados y representados*. Voici la définition de ces expressions : *la loa*, d'origine très ancienne, était le prélude ou introduction. Comme son nom l'indique, elle avait pour objet de *loar*, louer ou célébrer, le lieu où se donnait la représentation, la cause pour laquelle elle avait lieu, les spectateurs qui y assistaient. Plus tard, la *loa* devint une espèce de parade ou de revue. La *jacara* fut d'abord un monologue, en vers, où il était question des malheurs des *jaques* ou matamores, prostituées, etc. Quand le monologue fut remplacé par un dialogue, ce fut une *jacara entremesada*. La *jacara cantada* s'appela plus exactement *tonadilla* ou vaudeville. La *mogiganga* était une *entremesada* où figuraient des personnages ridicules. S'ils dansaient, le livret portait la rubrique de *bailes representados*, et de *cantados* s'il y avait des chants.

drid, du temps de Charles III : majos ou majas effrontés, marchandes de châtaignes ou de beignets, à la langue aussi leste que la main, forgerons, maçons, savetiers, artisans de toutes espèces, perruquiers et modistes français, galants, petits-maîtres, seigneurs plus ou moins authentiques, hidalgos pelés, soldats, officiers, médecins, alguazils, maris victimes de la tyrannie conjugale, béates, vagabonds sortis du bagne, acteurs apeurés, musiciens affamés, bouquetières délurées et fines, moissonneurs, vendangeurs, pages, laquais, servantes, toute cette cohue défile, en se bousculant, dans les saynètes de Ramon de la Cruz.

On y retrouve comme un calendrier joyeux des fêtes et des solennités : la nuit de Noël, le nouvel an, le carnaval, le pèlerinage de saint Isidore, la fête du Corpus, les vêpres de saint Jean, de saint Pierre, de saint Jacques; les foires d'automne; sans compter bien d'autres spectacles, tels que les promenades nocturnes, au Prado, les disputes de quartier à quartier, les cabales, pour ou contre un théâtre. On suit l'auteur à la *Plaza Mayor* ou au *Rastro* (1); sur les bords du Manzanares, au temps des bains; dans les *tertulias*, les cafés, les boutiques; dans les visites de deuil, à l'entrée et à la sortie de la comédie, à la ville, à la cour, en province.

Le peuple, qui retrouvait, dans ces dialogues, ses passions, ses soucis, ses plaisanteries, l'applaudissait à tout rompre, au grand dépit de ses rivaux.

L'année 1770 fut une époque mémorable, dans l'histoire du théâtre espagnol, car ce fut, alors, que se livra la grande bataille littéraire, entre les défenseurs de la tradition et les gallo-classiques (2). Moratin était, ainsi que le qualifie railleusement Cotarelo y Mori, le Godefroi de Bouillon de cette croisade. Il avait préparé une pièce, dont

(1) Quartier des marchands de bric-à-brac.
(2) *Iriarte y su epoca*, p. 82 et *seq.*

il attendait un grand succès. Le sujet était choisi parmi ceux qui feraient vibrer la fibre patriotique; la *Hormesinda* (1) traitait d'un épisode de l'histoire nationale, au huitième siècle, dans les Asturies, sous le roi Pélage Ier, vainqueur des musulmans à Covadonga et fondateur de la ville d'Oviédo. Le comte d'Aranda n'épargna rien, pour assurer la victoire. Il choisit une troupe célèbre, celle de Juan Ponce, et le théâtre del Principe, pour la représentation. Tous ceux, qui appartenaient à la cabale du président, étaient à leur poste, le 12 février 1770, prêts à étouffer, par leurs bravos et leurs cris, les protestations et les sifflets de leurs adversaires littéraires. Au lieu d'un triomphe, il fallut bien reconnaître que, sans l'appui officiel, la pièce n'aurait pas tenu. On fit bonne contenance, pendant six jours, et la *Hormesinda* disparut ensuite, tandis que les saynètes de Ramon de la Cruz (2), représentées sur la même scène, occupaient l'affiche, toute l'année, et restaient au répertoire. Aussi les partisans de la tradition se réjouirent et répandirent un sonnet anonyme, par lequel l'auteur mettait, dans la bouche de Don Ramon de la Cruz, des railleries à l'adresse de Moratin. Ce petit poème se terminait par ces deux vers :

No acertó Moratin en su Hormesinda;
Ergo, cuanto yo escribo, es acertado (3).

Le public fut plus fort que d'Aranda et sa coterie. Cette littérature académique, ou pour mieux dire administra-

(1) Hormesinda était la sœur du roi Pélage, fondateur du royaume des Asturies. Ce monarque, après la bataille du Guadalete, s'était réfugié avec trois cents soldats dans une grotte (la *Cueva*) près de Covadonga, où il soutint une lutte héroïque contre les Arabes. Cette grotte est un lieu de pèlerinage. On y montre le sarcophage, qui contient, dit-on, les restes de ce prince, ceux de sa femme Grandiosa et ceux de sa sœur.

(2) *Los pescadores* et *El buen marido*.

(3) COTARELO, *Don Ramon de la Cruz, ouv. cité*, p. 145. Ces deux vers signifient : « Moratin n'a pas touché le but dans son *Hormesinda; ergo*, lorsque j'écris, c'est lui qui est touché. »

tive, dut se réfugier dans les théâtres des résidences royales, fondés en 1768, et où l'on représenta, traduites par Iriarte (1), des tragédies de Voltaire, des comédies de Destouches et de Gresset. Quelques particuliers, comme Olavide, favorisèrent ces importations étrangères; on rencontre, chez lui, Jovellanos dont l'esprit curieux ne se cantonnait pas dans la jurisprudence ou l'économie politique et qui voulut, également, essayer du théâtre.

Jovellanos écrivit, à Séville, une tragédie, intitulée *Pelayo*, et sa comédie du *Delincuente honrado*, dans le genre de la comédie larmoyante de la Chaussée. Une lettre (2) de l'auteur explique le but qu'il se proposa, en la composant. Charles III venait de rendre un édit, interdi-

(1) Iriarte, qui avait alors vingt ans, voulait faire représenter une pièce : *Hacer que hacemos*; et, comme les comédiens la refusaient, il s'imagina que Don Ramon de la Cruz intriguait contre lui. De là, une lettre à une personne imaginaire, répandue dans Madrid; épître injurieuse, menaçante et assez plate, qui se terminait ainsi : « Est-il quelqu'un de la République qui puisse se croire à l'abri des insultes de cet homme? Plus grossières et insolentes seront ses attaques, plus ce calomniateur devra-t-il être couvert d'éloges... Quelle police, quelle religion, quel droit autoriseront, dans un siècle éclairé et à la cour, l'erreur de confondre les esprits des hommes? Si l'on m'empêche de composer une catilinaire sur tout ceci, c'est que j'aurai un abcès à la poitrine ou que j'irai vivre hors de Madrid. N'y a-t-il pas quelque bonne âme pour aller trouver ce vénérable carme, qui prêche, tous les samedis, à la *Puerta del Sol*, afin de lui dire : « Mon père, vous parlez contre les médisances « dans les visites et les maisons particulières. Pourquoi ne parlez-vous pas « contre les infamies, débitées contre le prochain, en public, et ce qui est « pire, au théâtre?... » (Cotarelo, *Don Ramon de la Cruz*, p. 145.)

(2) *Biblioteca de autores españoles, obras de Jovellanos, coleccion Nocedal*, t. Ier. *Advertencias al Delincuente honrado*, p. 79, 13 septembre 1777.

Un homme qui prétendait être le disciple de Jovellanos et qui lui écrivait : « Je suis ton œuvre : *Obra soy tuya*, » bien que sa versatilité le portât toujours à subir l'influence du dernier venu, est Don Juan Melendez Valdès (1754-1817); un doux, un tendre, un grand enfant, mais un poète. *Ses Baisers d'amour* renferment de délicieux morceaux. Son *Eglogue à la louange de la vie champêtre* fut couronnée en 1780, par l'Académie espagnole, et l'on trouva qu'elle « embaumait le thym ». Son idylle sur *l'Absence*, ses romances du *Soir*, ses *Moissonneurs*, son ode *aux Etoiles*, son admirable élégie *A la mort de son frère* sont d'excellents poèmes d'une langue magnifique et d'une facture parfaite. (Voir *Revue hispanique*, t. Ier, p. 74, la publication, par M. Foulché-Delbosc, des *Baisers de l'amour*, de Melendez.) Ce personnage appartient plus aux règnes suivants de Charles IV et de Joseph Bonaparte qu'à celui de Charles III, car ce fut en 1785, seulement, que parut le premier tome de ses poésies. (Ferrer del Rio, t. IV, p. 345.)

sant les duels. Le *Delincuente honrado* est un plaidoyer, contre la peine capitale, dont sont châtiés ceux qui contreviennent à ce décret; car, en certaines circonstances, leur faute peut avoir un motif honorable. L'analyse de l'intrigue en paraîtra assez compliquée : un gentilhomme refuse plusieurs fois une rencontre; mais, à la fin, poussé à bout, il tue, dans un combat sans témoins, l'infâme mari d'une femme, qu'il épouse plus tard. Il avoue ce meurtre, pour sauver un ami, arrêté comme coupable. Il est condamné à mort, par un juge inflexible qui se trouve être son père. Il n'est enfin sauvé du châtiment que par la clémence royale.

Jovellanos, en littérature, comme en toute chose, occupe une place moyenne et de transition, aussi éloignée des novateurs que des partisans du passé (1). D'ailleurs, comme critique, il se montre moins remarquable que comme économiste, et ses théories eussent irrité Flaubert et les partisans *de l'art pour l'art*, car il entendait que le théâtre se proposât à la fois de charmer, d'instruire, de provoquer l'héroïsme, le respect à l'Etre suprême, à la religion, à la constitution, aux lois. La pièce qui répondait le mieux à son idéal était celle de son ami Trigueros, *los Menestrales* (les ouvriers). Par une conception philanthropique erronée, Jovellanos transformait les auteurs dramatiques en prédicateurs laïques d'une morale phi-

(1) *Memoria sobre los Espectaculos, obras de Jovellanos;* même collection, t. Ier, p. 495. On a déjà eu l'occasion de citer deux satires de Jovellanos contre la mauvaise éducation de la noblesse. Ce sont, parmi ses œuvres littéraires, les deux poésies les plus remarquables. Publiées en 1786 et en 1787, dans le recueil hebdomadaire *El Censor*, elles s'attaquèrent surtout au *majisme*, c'est-à-dire à l'imitation, par les hautes classes, des allures, du langage, du costume et des mœurs de la canaille. C'était, pour quelques-uns, une protestation d'*espagnolisme*, une réaction facile, contre l'envahissement des coutumes françaises. A fréquenter le personnel, souvent peu recommandable, de la tauromachie, la noblesse en adopta l'argot, les gestes, les allures; les dames prirent l'air déluré des *majas*, copièrent leurs toilettes et singèrent leur *contoneo* ou balancement des hanches, (Voir Morel-Fatio, *Satire de Jovellanos*, Fontemoing, 1899.)

losophique, plus riche en lieux communs qu'en inventions géniales; il s'imaginait naïvement qu'il suffirait d'établir des concours pour voir renaître la poésie.

La coterie du comte d'Aranda, par sa retraite, laissa le champ libre à ses adversaires, et ceux-ci en profitèrent, pour exploiter l'ancien répertoire et remanier les œuvres d'autrefois. Don Candido-Maria Trigueros, dégoûté de se voir siffler, pour ses productions originales, mit au pillage l'immense répertoire de Lope (1). Il eut la bonne fortune de refondre la *Estrella de Sevilla*, en une espèce de tragédie classique, qu'il appela *Sancho Ortiz de las Roelas* et qui fit événement au théâtre. Son succès le mit en goût. Il avait découvert le filon, dans la mine; il continua de le suivre et il remit au jour : *El Anzuelo de Fenisa* (l'hameçon de Fenisa); *la Moza de cantaro* (la fille à la cruche); *los Melindres de Belisa* (les minauderies de Bélise).

A la renaissance du théâtre de Lope succéda celle des œuvres de Tirso de Molina. Quant à Calderon, Moreto et Rojas, il n'y eut pas à les ressusciter, car ils n'avaient pas cessé d'être représentés ou imprimés.

Il faut attendre, jusqu'en 1778, l'apparition d'une tragédie classique originale, qui non seulement plaise au peuple, mais encore excite l'enthousiasme du public jusqu'au délire. Ce fut la *Raquel* de Huerta. L'auteur avait été assez malmené, par le comte d'Aranda, qui l'avait envoyé dans un *presidio* près d'Oran, pendant quelques années. Dans l'intervalle, entre la représentation de cette œuvre et sa publication par un libraire, il se copia près de deux mille exemplaires de la *Raquel*. Le bruit qui se fit, autour de Huerta, le plaça aussitôt en première ligne, entre les adversaires de l'imitation française et les plagiaires, ou admirateurs du passé. Il accepta bravement le rôle

(1) Le véritable inventeur de ce système fut Don Tomas de Sebastian y Latre. Il publia, en 1773, *El Parecido en la Corte* de Moreto, et *Progne y Filomena* de Rojas. (*Esteticas*, t. III, vol. II, p. 65.)

que lui imposait l'opinion, malgré son insuffisance, car il était poète et non pas critique. Son instinct le guidait plus que le raisonnement. S'il fut admirable d'audace, en défiant toute la littérature de son siècle, en soutenant une cause qui triompha avec les romantiques, il donna beau jeu à ceux qui le combattaient, par son manque de tact, de goût, de culture philosophique, de connaissance même du théâtre. Ainsi, Huerta imprima, en 1785, une collection de chefs-d'œuvre dramatiques espagnols où l'on constate que ne figure rien de Lope, de Tirso de Molina, d'Alarcon, de Guillen de Castro, de Mira de Mescua, de Velez de Guevara, ni de Montalban. Il se montra aussi extravagant dans ses choix que dans les théories qu'il énonçait contre Signorelli, Voltaire ou Linguet. S'il avait raison de relever les anachronismes de Corneille, qui place, à Séville, le Cid, de bafouer Voltaire, transformant Lope en comédien, on aura l'exemple de son équité littéraire lorsqu'il qualifie Cervantes de calomniateur envieux, écrivant le *Don Quichotte* pour satisfaire des rancunes personnelles; lorsqu'il juge *Athalie* une pièce digne d'un pensionnat de petites filles, où se manifeste l'*imbecilidad* de Racine (1).

On peut juger quel fut le scandale, parmi les galloclassiques! Les polémiques, assoupies depuis 1771, reprirent avec une nouvelle vigueur, mais l'appui administratif manquait au parti français et ses rangs s'étaient éclaircis. Aranda était ambassadeur à Paris, Florida Blanca avait supprimé le théâtre de *los Sitios*, mis à la disposition des imitateurs de Voltaire, le directeur français, imposé par Aranda aux théâtres de Madrid, avait quitté l'Espagne (2), Moratin le père et Cadahalso étaient

(1) M. Menendez y Pelayo souligne cette expression et en corrige l'impropriété par le mot *debilidad*. (*Esteticas*, t. III, vol. II, p. 76.)

(2) Une des mesures les plus audacieuses du comte d'Aranda avait été de nommer, en 1770, directeur des théâtres de Madrid, au traitement annuel de 24,000 réaux, un Français, Louis de Azema y Reynaud, qui savait à peine l'espagnol et fut chargé de donner des leçons de déclamation aux

morts, Clavijo avait renoncé à la littérature pour l'histoire naturelle, Olavide végétait en exil. L'étrange prologue de Huerta, en tête de son recueil, provoqua une brochure de Samaniego, imprimée sous le titre de *Continuacion de las Memorias criticas de Cosme Damian.* L'auteur de cet opuscule insinuait que Huerta, pour justifier sa doctrine, ne devait pas se contenter d'offrir ses propres œuvres en modèle. Il fallait choisir, en outre, des comédies sans défaut, c'est-à-dire conformes aux règles, à moins qu'il ne parvînt à démontrer que les règles ne sont qu'une simple convention, un pur caprice de la critique. Un esprit plus pondéré que Huerta eût tiré parti d'une attaque aussi franche, en soutenant la théorie de la liberté artistique; mais, exaspéré par la contradiction, aveuglé d'orgueil et d'ignorance, il ne sut que s'emporter grossièrement et répondre à ses adversaires par des injures. Il les qualifia d'*insipidos ultra montanos, insulsos transpirenaicos, hispano-celtas;* aménités, en comparaison d'autres épithètes, telles que vers luisants, escarbots et d'autres encore. Il se comporta comme un fou et on applaudit Iriarte, lorsque, au moment de la mort de Huerta (1787), il fit, en ces termes, le panégyrique de l'auteur de la *Raquel*

Deja un puesto vacante en el Parnaso
Y una jaula vacia en Zaragoza.

Il laisse une place vacante au Parnasse
Et un cabanon (1) vide à Saragosse

Les dernières pièces qui firent quelque bruit, à la fin du règne de Charles III, sont dues à la plume d'Iriarte. Ce sont *el Señorito mimado* (l'enfant gâté), *la Señorita mal criada* (la fille mal élevée) et *el Don de gentes* (le don de se faire aimer). La tendance moralisatrice, déjà remarquée

acteurs. En 1776, la municipalité de Madrid, qui avait été mécontente de ce choix, donna à Reynaud une indemnité de 2,000 ducats, à la condition qu'il renoncerait à sa charge et retournerait en France. (COTARELO, *Iriarte*, p. 331.)

(1) Il s'y trouvait un asile d'aliénés.

dans le *Delincuente honrado* de Jovellanos, s'y accentue. Sans être des chefs-d'œuvre, ces écrits peuvent être jugés fort estimables, d'un caractère pédagogique assez froid et meilleurs à la lecture qu'à la scène. Iriarte prépare les voies à Moratin le fils, qui appartient plutôt au règne suivant, puisque sa première pièce, *el Viejo y la niña*, est de 1786, tandis que *el Cafe* est de 1792, la *Mogigata* de 1804 et le *Si de la niñas* de 1806.

Forner s'étonna du succès, obtenu par *el Señorito mimado*, et prétendit qu'Iriarte dut les applaudissements qui l'accueillirent, moins à son talent qu'à celui des acteurs. Ce n'est pas l'avis de Moratin le fils, car il en loue l'objet moral, le plan, les caractères, la facilité, la pureté du style et l'élégance de la versification. Il fait, il est vrai, quelques restrictions sur le mouvement dramatique et la force comique. Mais les qualités, à son avis, l'emportent sur les défauts, et il l'estime « la première comédie originale composée conformément aux règles les plus essentielles de la philosophie et de la bonne critique ».

VI

En littérature, on luttait encore contre l'invasion étrangère; on se défendait, non sans succès parfois. La poésie lyrique demeurait véritablement nationale, avec Moratin le père et Melendez Valdès; le genre dramatique triomphait des gallo-classiques, dans les saynètes de Ramon de la Cruz. En peinture, au contraire, la déroute était complète, dès l'avènement de Philippe V, ainsi que le constate Menendez y Pelayo (1). « Carreño, dit-il,

(1) *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 365.

et Claudio Coëllo avaient porté au sépulcre les dernières traditions glorieuses de la peinture espagnole, et l'on peut dire que le tableau admirable de la Sainte-Forme avait été le testament de l'école nationale (1). »

Lucas Jordan, venu de Naples en 1692, gâtait le goût de ses admirateurs par ses compositions théâtrales, par sa facilité d'assimilation, son peu de conscience artistique et sa soif sordide du gain. Le succès de ses immenses fresques détourna, pour longtemps, les artistes de la correction et de la sobriété.

La sculpture classique était définitivement abandonnée avec le souvenir de Berruguete et de Becerra; la sculpture indigène, la sculpture sur bois devenait chaque jour plus réaliste, mais aussi plus maniérée, à l'exception de quelques œuvres choisies de Pedro de Mena et de Roldan, qui conservèrent, quoique avec des traces de décadence, les traditions de Montañez et de Cano.

L'architecture était parvenue au dernier degré de l'aberration et du délire, et, ce qu'il y avait de pire, d'un délire froid, ennuyeux, pédantesque et sans grâce. Des disciples de l'école de Borromini, Don Sebastian de Herrera Barnuevo, Francizco Rizi et Josef Donoso en propagèrent la vogue; mais, tout en exagérant les défauts du maître, tout en étant dépourvus du génie et de la grâce, qu'atteint parfois Borromini, ils ne furent pas coupables des monstruosités exécutées par les ordres de Don José Churriguera, Narciso Tome et Don Pedro de Ribera. Dans son éloge de Don Ventura Rodriguez, Jovellanos disait que « les colonnes de la paroisse Saint-Louis,

(1) P. Lefort, *la Peinture espagnole*, p. 253. Gravure reproduisant le tableau de la Sainte-Forme, composé pour un autel de l'église de l'Escurial, dit de la *Santa-Forma*, parce qu'on y conservait une hostie miraculeuse. Coëllo a représenté le cortège royal, agenouillé, au moment où le prêtre donne la bénédiction. En tête, le roi Charles II, le prieur de l'Escurial, le duc de Medinaceli et une cinquantaine de grands personnages. La scène a pour cadre l'intérieur de la sacristie de l'Escurial. (Voir également Roger Peyre, *Répertoire chronologique des beaux-arts*, année 1685.)

dessinées par Donoso, étaient taillées à facettes comme les diamants de Golconde (1) ». Cet architecte avait, paraît-il, consigné, dans un livre, les règles de son art. Mais il semble n'avoir obéi à d'autres lois qu'à celles de son caprice (2).

La protection officielle ne suffit pas à susciter des génies. D'ailleurs, la prédilection de Philippe V se portait vers les peintres, qui imitaient soit l'art pompeux et théâtral de Lebrun, soit la manière énervée et pauvrement éclectique des derniers maîtres italiens. Il remplit ses palais de toiles de Ranc, de Vanloo, de Ventura

(1) *Elogio de Don Ventura Rodriguez, nota* 13. (*Biblioteca de Autores españoles*, t. XLVI, p. 387.)

(2) Je traduis la note 14 de ce discours, dans laquelle Jovellanos flétrit l'extravagance du style de Churriguera : « A tant d'erreurs et de licences, comme nous l'avons indiqué, que pouvait-il advenir, sinon les barbarismes, les insolences, les hérésies artistiques, qui se virent, à l'entrée de notre siècle? Heureusement qu'il n'est pas nécessaire de parler beaucoup d'elles, puisqu'elles sont, à toute heure et partout, à la vue de tout le monde : entablements courbés, obliques, interrompus, ondulants; colonnes ventrues, déchiquetées, gonflées et rachitiques; obélisques renversés, substitués aux pilastres; arcs sans fondement, sans base, sans imposte, enclavés dans les architraves et élevés jusqu'aux seconds corps; métopes, greffés sur les linteaux; triglyfes, jetés dans les jambages des portes; piédestaux énormes, sans proportion, sans distinction... sauvages, satires, anges, condamnés à vivre ensemble; de toutes parts des treilles, des fruits, des oiseaux qui mangent les raisins, des couleuvres qui se cachent dans les ronces; partout des coquilles, des coraux, des cascades, des petites fontaines, des nœuds, des touffes, des boucles, des aigrettes; ce fouillis, cette sarabande insupportable, tel est l'ornement non seulement des retables, mais des portes, des portiques, des frontispices, des ponts et des fontaines de la nouvelle architecture... A cette affreuse manière on a donné le nom de *Churrigueresca*, et non sans raison, parce que Don José Churriguera en est le père, bien qu'il n'ait pas été aussi fou, dans sa manière, que les autres... Le plus frénétique de tous ces insensés fut Don Pedro de Ribera... Les façades de l'hospice de San-Sebastian, de la caserne des gardes du corps, les fontaines de la Red de San-Luis y Anton Martin et l'énorme pont de Tolède, avec ses retables ridicules et ses misérables petites tours rendent son nom plus connu que celui de tout autre, placé sur la liste des sectaires de Borromini. »

Une autre œuvre dans le style churrigueresque est, à Madrid, le monastère des filles nobles de Saint-François-de-Sales (Salesas Reales), construit sous Ferdinand VI, par ordre de Barbara de Portugal. « Reine barbare, disait-on, œuvre barbare et barbare gaspillage. » (De Laborde, *Itinéraire descriptif*, t. III, p. 123.)

Ligli, de Vaccaro, de Mattei, de Charles Maratta, de Houasse, de Lucas Jordan et de Solimena. Il attira à sa cour André Procaccini; il commanda à Conca de grandes fresques, représentant les batailles d'Alexandre. Il fit travailler, en somme, en les gratifiant largement, tous les peintres qui avaient acquis, en Europe, une renommée plus ou moins légitime. Le seul artiste indigène que l'on sache protégé par lui est le Catalan Viladomat. Tandis que ces tableaux, de plus ou moins bon goût, remplissaient les palais royaux et leur donnaient une menteuse splendeur, on abandonnait, à la poussière et à l'humidité, les plus sublimes trésors des anciennes écoles italiennes, flamandes et espagnoles, confusément entassés dans une maison, située à Madrid, rue du Saint-Sacrement, appartenant à l'archevêque de Tolède; précaire asile, offert à ces chefs-d'œuvre, après l'incendie de l'Alcazar, en 1734. La seule chose favorable aux arts, accomplie par Philippe V, fut l'acquisition qu'il fit de la collection des marbres anciens, ayant appartenu à Christine de Suède. Le public n'en profita guère, cependant, car ces objets furent placés dans une chambre, appelée « la fourrière royale », jusqu'à ce que la reine Elisabeth Farnèse, après la mort de son époux, les tirât de leur taudis et les plaçât dans les salles de sa résidence, à Saint-Ildefonse (1).

Jusqu'au temps de Philippe V, l'enseignement de la peinture ou de la sculpture se donnait dans les ateliers. Avant son règne, sous Philippe III et Philippe IV, il y eut quelques vaines tentatives pour fonder une académie des beaux-arts. C'était la chose dont on avait le moins besoin, lorsque florissaient des artistes tels que Velazquez ou Ribera.

La guerre de succession n'était pas encore terminée, qu'un sculpteur, Don Juan de Villanueva, et un miniaturiste, Don Francisco Antonio Menendez, tous deux Astu-

(1) Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 387.

riens, conçurent l'institution d'une académie pratique des trois nobles arts, à l'imitation de celles qui existaient à Paris, à Florence et à Rome. Menendez rédigea, en 1726, un long rapport (1), soumis au roi, et fut autorisé, longtemps après, en 1744, à présider une commission publique et solennelle. A cause de cette cérémonie, on l'a quelquefois considéré, par erreur, comme le premier fondateur de l'Académie de San-Fernando. Mais cet honneur doit être partagé par lui avec l'Italien Juan-Domingo Olivieri, sculpteur du roi, qui, aidé efficacement par le marquis de Villarias, ministre des affaires étrangères, établit le règlement définitif de l'Académie, réunit les premières ressources et obtint le local destiné à cette société (2). Le projet n'aboutit pleinement que sous le règne de Ferdinand VI, grâce à l'intervention de Carvajal y Lancaster. L'inauguration eut lieu solennellement le 13 juin 1752. Bien (3) que l'oncle de Don Tomas Iriarte, Don Juan, directeur de la Bibliothèque royale, ait célébré, en hexamètres virgiliens, le nouveau monde des arts découvert par Ferdinand VI, les fruits obtenus ne furent guère abondants. Ni l'art ni le talent ne s'improvisent, par des décrets royaux ou par de pédantesques discours. L'organisation de l'Académie était défectueuse. Les artistes en faisaient partie, mais figuraient au dernier rang, comme des subalternes ou des obligés (4), admis

(1) « Representacion al Rey nuestro señor, poniendo en noticia de S. M. los beneficios que se siguen de erigir una Academia de los artes del diseño, pintura, escultura y arquitectura, a exemplo de las que se celebran en Roma, Paris, Florencia, y otras grandes ciudades de Italia, Francia, y Flandes, y lo que puede ser conveniente a su real servicio, a el lustre de esta insigne villa de Madrid y honra de la nacion española. »

(2) La Casa de la Panaderia.

(3) COTARELO, *Iriarte y su epoca*, p. 21. Don Juan de Iriarte avait été nommé membre de l'Académie de San-Fernando le 5 octobre 1752; le 22 décembre 1754, le jour de la distribution des récompenses, il lut un poème latin intitulé pompeusement : *Nouveau Monde des arts, découvert par Ferdinand VI.*

(4) Même des maîtres comme Giaquinto ou Sachetti.

charitablement à profiter des bienfaits octroyés par des mécènes, parés des titres sonores de protecteurs, vice-protecteurs et conseillers de l'Académie, encombrants personnages qui ne peignaient ni ne sculptaient et dont la plupart ne savaient même pas dessiner. L'art espagnol, sous Ferdinand VI, n'existait plus ou était relégué soit dans d'obscurs monastères, soit dans des églises de second ordre avec les toiles de Viladomat (1), tandis que des Vénitiens et des Napolitains, Amiconi, Tiepolo, Corrado, couvraient de leurs allégories les plafonds des palais qu'élevaient Juvara, Sachetti, Carlier, Fraschina, Bonavia, Procaccini et Subisati.

Sous le règne de Charles III, le peintre par excellence, l'oracle de la critique artistique fut le Bohémien Mengs (2). Soumis, dans sa jeunesse, à une rude discipline, par son père, qui l'enfermait, dans le Vatican, avec du papier, des crayons et un peu de pain, Mengs, après trois ans de travail acharné, était retourné dans sa patrie. Devenu le peintre d'Auguste III, roi de Pologne, il avait obtenu de son protecteur la faculté de retourner à Rome et de s'y perfectionner. Il y resta encore quatre ans, copiant dans les musées et suivant des cours d'anatomie. Ce fut alors qu'il peignit une *Sainte Famille*, qui attira l'attention des connaisseurs. Il épousa alors une belle jeune fille (3), qui lui servit souvent de modèle, dans ses tableaux de la Vierge Marie. Auguste III l'envoya à

(1) 1678-1755.

(2) Bourgoing, *Tableau de l'Espagne*, t. Ier, p. 253; Desdevises du Dézert, t. III, p. 346. Il mourut en 1779 à Rome. Azara fit faire sa statue, paya la dépense de son tombeau, dicta l'inscription latine, qui y fut placée, écrivit sur lui une biographie détaillée, collectionna ses écrits et ordonna leur impression en italien, castillan et français : *Obras de D. Antonio Rafael Mengs, primer pintor de Camara del Rey;* en Madrid, en la imp. Real de la Gaceta, 1780.

4° *Mayor. — Opere di Ant° Raffaello Mengs... publicate da don Giuseppe Niccola d'Azara*, Parma, Bodoni, 1780. (Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. Ier, p. 221.)

(3) Margherita Guazzi.

Naples pour exécuter le portrait de sa fille Amélie et de son gendre, le roi Charles. Certaines intrigues l'ayant retenu à Rome, le roi Catholique, qui allait recueillir la succession de Ferdinand VI, fit offrir à l'artiste, par Don Manuel de Roda, une pension de deux mille doublons s'il consentait à passer en Espagne. Il serait logé, défrayé de tout, aurait à sa disposition une voiture, et effectuerait son voyage, au moyen de deux navires de guerre, qui le transporteraient, lui, sa famille et ses bagages.

La munificence de Charles III, à l'égard de ce peintre, fut telle que Mengs en fut lui-même étonné. Le roi estimait tellement son talent qu'il emportait toujours avec lui, dans ses voyages, les tableaux représentant la Vierge avec l'enfant Jésus, l'Immaculée Conception, saint Antoine de Padoue, œuvres de son peintre favori, et qu'on les plaçait, toujours, dans sa chambre à coucher. Le dogmatisme intolérant et pédagogique de Mengs (1), ses aspirations idéalistes et platoniques, sa rigidité de censeur, son adoration pour les œuvres de la sculpture grecque, l'austérité inflexible de son caractère, aussi bien que la clarté et la fermeté de ses principes, prédestinaient ce maître au rôle de dictateur esthétique. Winckelmann, qui le dépassait de beaucoup, par sa science de l'antiquité et la profondeur de la pensée, subissait son influence, non moins qu'Azara. Ce dernier, repoussant ses théories métaphysiques, adoptait aveuglément tous ses autres jugements. Mengs répudia le coloris de Tiepolo et la belle et brillante manière de Giaquinto pour les remplacer par un pseudo-classicisme, où se rencontrent, à la fois, la timidité servile du miniaturiste et l'abstraction idéologique du professeur de métaphysique. Ses élèves gagnèrent, à ses leçons, quelque correction dans le dessein, mais tuèrent en eux toute vigueur, toute personnalité, toute franchise,

(1) Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 397.

qualités étouffées par cette froide convention. Azara lui prodigua les hyperboles les plus outrées. Il qualifia la *Descente de croix* « d'œuvre la plus singulière qu'aient jamais vue les hommes »; il appela son auteur « un autre Apelle par la grâce, un autre Raphaël, quant à l'expression, un autre Titien, quant au coloris ». Enfin, à bout d'épithètes, qui contentassent son admiration, il « la condensa dans cette phrase singulière : « Mengs, écrivit-il, était philosophe et peignait pour les philosophes. »

Inconsciemment, Azara signalait un des défauts essentiels de son maître favori. Cet esprit philosophique, ou plus exactement critique de Mengs, lui a beaucoup nui et l'a porté à écrire presque autant qu'à peindre (1). Il a proscrit, sans miséricorde, tous les artistes qui vécurent avant Raphaël, parce qu'à son avis, « ils ne surent pas ce qu'était le goût, parce que leurs œuvres sont un véritable chaos. » Raphaël lui-même, aux yeux de Mengs, était encore loin d'atteindre la perfection et la beauté, renfermées seulement dans les statues grecques, dans le *Laocoon*, dans le *Torse* du Belvédère, dans l'*Apollon* et dans le *Gladiateur combattant*. « Raphaël, disait Mengs, ne connut ni le Beau idéal (2), ni le Bon goût; il ne sut pas se servir des statues antiques, car il recher-

(1) *Reflexiones sobre la Belleza y Gusto en la Pintura. — Pensamientos sobre los grandes pintores Rafael, Correggio, Tiziano y los Antiguos. — Carta a Monseñor Fabroni sobre el grupo de Niobe. — Carta a Mr Esteban Falconet, escultor francès, en Petersburgo. — Fragmento de un discurso sobre los medios de hacer florecer las Artes en España. — Carta a Don Antonio Ponz* (sorte de traité élémentaire de la peinture et critique des principaux tableaux, qui se trouvaient au Palais). — *Carta a un amigo sobre el principio, progresos y decadencia de los Artes del diseño. — Noticia de la Vida y Obras de Antonio Allegri, llamado el Correggio. — Lecciones practicas de pintura. — Carta a un amigo sobre la constitucion de una Academia de Bellas Artes.*

(2) Pour éviter toute confusion, il faut avertir que Mengs se sert du mot *idéal* en deux sens différents : l'un, abstrait et philosophique (la beauté idéale); l'autre, technique et concret : l'idéal du dessin, du clair-obscur, du coloris, de la composition, des draperies. Ainsi, après avoir refusé à Raphael la connaissance du *beau idéal*, il lui concède beaucoup d'*idéal* de composition et d'expression; et à Titien, il reconnaît un *idéal* de coloris.

chait le Beau dans la nature et se fiait à son génie pour l'y trouver... Raphaël changea et améliora la Nature, quant à l'expression, mais il la laissa comme il l'avait trouvée, quant à la Beauté. »

Si Raphaël était ainsi qualifié de *naturaliste*, on ne doit pas s'étonner que les Allemands, y compris Albert Dürer, aient été jugés des barbares, de grossiers copistes; quant aux Flamands, y compris Rubens, ils furent plus durement traités. De tels enseignements furent recueillis comme des oracles. Ni l'architecture gothique, ni la sculpture chrétienne, ni la peinture italienne, antérieure à Raphaël, ni la peinture allemande, ni le naturalisme hollandais et espagnol ne trouvèrent grâce devant les colères des critiques, disciples de Mengs (1). Azara, cet esprit cultivé, agréable (2), ce fin connaisseur de l'antiquité, « dont le nom est toujours uni aux travaux de Winckelmann, aux fouilles de Tibur, à la découverte de la Vénus de l'Esquilin », osa écrire dans son commentaire du *Traité du Beau* « que Michel-Ange avait été un corrupteur du goût; que, dans sa longue vie, il n'avait rien fait, pour représenter la Beauté, mais qu'il s'était appliqué, seulement, à montrer sa science anatomique dans le jeu des muscles et des os... que le *Jugement dernier* de la Sixtine était une composition extravagante et *Moïse* un forçat plus qu'un législateur (3) ».

Avec Goya, heureusement, commence une réaction vigoureuse, contre la monotonie pesante de cette période académique, par sa manière effrontée et brutale, ses

(1) Œuvres de l'école de Mengs (FERRER DEL RIO, t. IV, p. 538) ornant le palais du roi : *la Chute des géants, l'Apothéose d'Hercule, l'Institution des quatre ordres militaires, de la Toison d'Or et de Charles III, la Félicité publique, la Providence, la Reddition de Grenade*, de Don Francisco Bayeu: — *la Vérité, l'Apothéose de Trajan, Junon ordonnant à Eole de déchaîner les vents contre Enée, les Quatre Vertus cardinales*, par Don Mariano Maella.

(2) MENENDEZ Y PELAYO, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 403.

(3) Un de ceux qui résistèrent à l'influence critique de Mengs fut Don Gregorio Mayans, auteur d'un traité sur *El Arte de pintar*, publié en 1776.

férocités de couleur, son intense et redoutable ironie, son incorrection systématique, le cynisme sauvage de sa satire. Seul, sans disciples ni imitateurs, rebelle à tout joug doctrinal, il couvre ses toiles à la hâte, avec la brosse, avec l'éponge ou même, tout simplement, avec ses doigts. Il reproduit, dans ses eaux-fortes, toutes les terreurs, tous les cauchemars; il est le dernier rejeton du génie national et la plus belle incarnation de l'esprit révolutionnaire.

La sculpture classique atteignit un certain degré de restauration sous le regne de Charles III, grâce principalement aux efforts du Galicien Don Felipe de Castro. Il ne fut pas d'un grand talent et mérite l'estime plutôt par sa curiosité érudite que par la qualité de ses œuvres. Il se livra, avec ardeur, à des recherches et traduisit, en castillan, la fameuse leçon de Benedetto Varchi (1) sur la prééminence de la sculpture. Il laissa un manuscrit, où il traitait de l'excellence de cet art, ainsi qu'une bibliothèque considérable.

Celui qui hérita de son influence fut son ami Don Juan-Pascal de Mena, directeur général de l'Académie de San-Fernando, depuis 1771. Ni ses statues, ni celles de Castro, ni celles de ses contemporains Don Francisco Gutierrez ou Don Manuel Alvarez ne peuvent être considérées comme de véritables imitations de l'antique, mais elles réagissent heureusement contre l'art maniéré et théâtral des sculpteurs français, attirés par Philippe V pour orner les jardins et les fontaines de la Granja (2). On pressent dans

(1) Leçon faite par Benedetto Varchi à l'Académie florentine, le troisième dimanche de carême de l'année 1546, sur la prééminence des arts, et sur la supériorité de la sculpture ou de la peinture, traduction de l'italien par Don Felipe de Castro, Madrid, imp. de Eugenio Bieco, 1753. in-8°.

(2) Ferrer del Rio, t. IV, p. 539. Principales œuvres de ces sculpteurs : Don Felipe de Castro exécute les statues des empereurs Trajan et Théodose, qui ornent la cour du palais neuf à Madrid; Don Francisco Gutierrez, la statue de Cybèle, au Prado; Don Manuel Alvarez, la statue de Neptune et les chevaux marins de cette fontaine, les enfants de la fontaine de la

les travaux exécutés par ces Espagnols, dans leur dignité, leur sérénité et leur noblesse, l'avènement de véritables artistes classiques, de l'école de Canova ou de Torwaldsen.

Pour les arts, il se passait quelque chose d'analogue à ce que l'on a remarqué en littérature. Tandis que les pédants, tout férus d'antiquité, méprisaient les saynètes, si vivantes, de Ramon de la Cruz, les critiques érudits dédaignaient, également, de véritables artistes qui, par leur fécondité, leur habileté de main, le réalisme de leur observation, rendaient à la sculpture sur bois et sur ivoire un nouvel éclat, une sorte de renaissance. C'étaient Don Ramon Capuz, que protégeait le prince des Asturies; Sarzillo, qui courait les foires et les marchés pour observer et copier les types populaires; Don Juan de Hinestrosa qui modelait en terre et en pâte ou sculptait, dans le bois, des animaux qu'il coloriait, ensuite, avec une habileté singulière. « Il élevait dans sa maison, dit Cean Bermudez, des lapins, des agneaux, des perdrix, des pigeons, et il arriva à les reproduire avec tant de vérité et de ressemblance dans les dimensions, la forme et le coloris, que j'ai vu une perdrix, faite par lui, tromper une perdrix vivante, que l'on mit auprès d'elle et qui s'irrita et voulut la becqueter (1). »

A une génération d'architectes étrangers relativement corrects, mais qui ne s'étaient pas encore totalement émancipés du style bizarre de l'école italienne, avaient suc-

Alcachofa (l'artichaut) dans le jardin du Retiro. Les artistes français, attirés par Philippe V, furent René Frémin et Jean Thierry, qui travaillèrent à Saint-Ildefonse; ils furent remplacés par le Poitevin Jacques Rousseau, élève de Coustou. Après sa mort, Pitué acheva la fontaine de Diane, dans le parc de cette résidence, et travailla à la fontaine de la Renommée, puis au tombeau de Philippe V, dans la chapelle de ce même château, près de la sacristie. Robert Michel arriva en 1740 et fut employé par Charles III à la décoration du palais d'Aranjuez et du palais neuf; il sculpta les lions de la fontaine de Cybèle, l'écusson royal de la Douane, les ornements de la porte d'Alcala.

(1) Cean BERMUDEZ, *Dict.*, v° *Hinestrosa*.

cédé des Espagnols, portés de plus en plus vers la rigidité des formes gréco-romaines. Don Ventura Rodriguez, ancien dessinateur aux ordres de Marchand, de Galucci, de Bonavia, de Juvara et de Sachetti, représente la période de transition; Don Juan de Villanueva, le triomphe des traditions de Vitruve. Jovellanos fit l'éloge de Don Ventura Rodriguez (1) en termes si pompeux qu'il n'en eût point employé d'autres pour célébrer un Bramante ou un Brunelleschi. Il le proclame « grand par l'invention, par la profondeur de son génie; grand dans la composition, par la profondeur de son savoir; grand dans l'ornementation, par l'aménité de son imagination et l'exactitude de son goût ». Il faut voir comme l'éloquent panégyriste s'extasie sur l'extravagant projet, conçu par Rodriguez, d'élever, au sommet des montagnes de Covadonga, un temple « orné de tout ce que les ordres grecs offrent de richesse et d'élégance ». Ces louanges sont réduites aujourd'hui à leur véritable mesure. Personne ne peut refuser à Don Ventura Rodriguez une certaine originalité relative, due au mélange des principes de Herrera (2) et du style baroque, prédominant à cette époque. Ses œuvres en sont empreintes, plus que ses contemporains ne l'imaginaient, mais cette fantaisie, employée avec mesure, ne choque pas et ne détonne pas, dans cet accord. Don Juan de Villanueva passe pour plus *attique* que Don Ventura Rodriguez; mais, peut-être, en comparant leurs œuvres, reconnaîtra-t-on, dans le premier, plus d'invention et, dans le second, une plus stricte sujétion à ce qui passait, alors, pour les lois infaillibles de l'art.

Presque toutes les œuvres importantes, sur l'architecture gréco-romane, furent alors vulgarisées, commentées

(1) *Biblioteca de Autores españoles*, t. XLVI, p. 369.

(2) Herrera, sculpteur du temps de Philippe II. Il rejette tout ornement inutile, rabote les murailles et demande l'impression de richesse à la beauté des matériaux employés : au granit, au marbre, au jaspe, au bronze doré. (Voir Desdevises du Dézert; *l'Espagne sous l'ancien régime*, t. III, p. 320.)

et annotées. Don José de Castañeda, directeur de l'Académie de San-Fernando, dès l'année 1757, traduisit le résumé de Vitruve, écrit en français par Claude Perrault. Plus tard, en 1764, Don Diego de Villanueva publia, en castillan, les ouvrages italiens de Vignola (1); Don Carlos Vargas Machuca traduisit l'œuvre de Scamozzi sur Paladio. Hermosilla y Sandoval, qui avait étudié à Rome, pensionné par le ministre Carvajal y Lancaster, essaya, à son tour, de traduire Vitruve; mais cette œuvre ne parvint pas à la publicité. Celui qui la mena à bonne fin fut non pas un architecte, mais un humaniste laborieux et consciencieux, Don Josef Ortiz y Sanz. Il commença sa version, en 1777, sur les éditions de Philandre (1552), de Barbaro (1567) et de Galiani (1758); mais il comprit vite que, pour éclairer l'obscurité de ces textes, il fallait voir les édifices antiques et consulter les manuscrits de la bibliothèque vaticane. La libéralité de Charles III lui permit de partir, en 1778, pour Rome; il visita, en outre, Naples, Herculanum, Pompéi et Pœstum. Après la publication de quelques savantes dissertations, l'édition castillane de Vitruve fut imprimée avec une magnificence inusitée, en 1787.

D'autres personnages contribuèrent également à répandre le goût de la critique archéologique et de l'architecture classique : le jésuite Marquez, l'architecte Don Diégo de Villanueva, frère de Don Juan. L'orthodoxie artistique d'alors ne tolérait qu'une seule loi et un seul culte; malheur à celui qui ne se conformait pas au style de Vignola. Le secrétaire de l'Académie de San-Fernando, Don Antonio Ponz, poursuivait l'hérétique avec un acharnement inlassable, une volonté toujours vigoureuse, une vigilance qui ne se laissait jamais tromper. Pendant vingt ans (2), il ne fit guère autre chose que de

(1) *Traité des cinq ordres, traité de la perspective.*
(2) 1771-1792.

parcourir, en tous sens, le sol de la Péninsule, inventoriant les richesses artistiques et donnant la chasse, avec une ardeur incroyable, à « ces machines idiotes qu'on appelle des autels de bois sculpté... à ces temples dignes des peuples de la Scythie ». Il ne se montrait guère tolérant contre ce qui blessait ses principes d'esthétique, puisqu'il réclamait l'intervention du roi pour que l'on jetât par terre « toutes ces erreurs du passé, cet amas, ce fouillis, dont la vue ne sert qu'à allumer le sang des hommes de bon goût. Il me paraît impossible, s'écriait-il, qu'il puisse naître de grandes idées, des pensées ordonnées, des productions sublimes, dans l'intelligence d'hommes, dont la vue a été souillée, continuellement, par des objets mesquins, en désaccord avec la raison, séparés de tout ce que la sagesse naturelle enseigne. Une vue, accoutumée au bon et au grand, excitera facilement, dans l'entendement, des idées conformes à ce qu'elle perçoit, de même qu'une oreille affinée par l'harmonie musicale ne supporte pas la dissonance d'une fausse note ».

Ponz, on le voit par ces extraits, croyait à l'influence éducatrice des beaux-arts et des belles-lettres. C'est par cette conviction que sa critique prend un caractère passionné, qui la rend attrayante et sympathique. Disciple fervent de Mengs, il adore, non moins que son maître, les statues grecques; mais, en architecture, il se montre tolérant pour tout ce qui n'imite pas le style de Churriguera, objet de ses colères, véritable cauchemar de son esprit. En présence des édifices gothiques, il sent, en lui, une lutte secrète entre son instinct judicieux et la doctrine académique à laquelle il est attaché; parfois, heureusement, son bon sens triomphe de ses préjugés.

Le *Voyage* de Ponz est plus qu'un livre, c'est une date dans l'histoire de la culture espagnole. Il contribua à la résurrection du passé esthétique, il combla tous les oublis et les défaillances des historiographes municipaux, si

peu attentifs, si peu compétents, en tout ce qui concerne les miracles de l'art. Ceux-ci se contentaient de dire que telle église était « d'une excellente architecture, qu'elle n'avait pas d'égale au monde », sans compter d'autres jugements tout aussi exagérés et vides, quand ils n'étaient pas erronés et capricieux. Ponz quitta volontairement le chemin qu'ils suivaient; il classa les monuments d'après les lumières que lui fournissait la critique, alors dominante; il rechercha les noms des architectes, la date des édifices, les transformations apportées au plan primitif, dans le cours de la construction, les richesses, en tableaux ou en sculptures, qu'ils renfermaient. Grâce à son activité, quantité d'artistes sortirent de la poussière, sous laquelle ils demeuraient oubliés, depuis plusieurs siècles (1).

VII

Les principaux noms, autour desquels se rallient les différentes théories musicales, émises pendant le premier tiers du dix-huitième siècle, en Espagne, sont Nasarre, Valls et Feijóo. Pablo Nasarre, organiste du couvent de Saint-François, à Saragosse, était aveugle. Ses détracteurs le qualifiaient « d'organiste de naissance et d'aveugle de profession », tandis que ses admirateurs lui prodiguaient les épithètes de *second Jubal*, de *saint Pierre de la musique*. Un de ses panégyristes, faisant allusion à son infirmité, disait de lui : « Son esprit n'est pas diverti, par les objets humains; tout ce qui lui manque par la vue, il

(1) *Viaje de España en que se da noticia de las cosas mas apreciables y dignas de saberse que hay en ella.* Dix-huit volumes qui commencèrent à être imprimés en 1772 et qui furent terminés en 1794. Le dix-huitième est une œuvre posthume, publiée par Don José Ponz, neveu de l'auteur.

l'ennoblit par sa science (1). » Nasarre appartient à une école respectueuse de la tradition et, tout ce qui, chez lui, se conforme aux règles des maîtres du seizième siècle, est sensé et raisonnable. Il extravague, quand il se met à parler de la première partie de la musique, qui est celle des cieux, de l'influence qu'elle exerce sur celle des hommes; quand il explique que nous n'entendons pas l'harmonie des sphères célestes, à cause du péché originel!

Le maître aragonais Valls, auteur d'une célèbre messe intitulée *Scala Aretina*, était, au contraire, un révolutionnaire et répondait à ses adversaires « que si les anciens avaient tout vu, il ne resterait plus rien à inventer chez les modernes ». Il professait que, la qualité essentielle de la musique étant la variété, les règles devaient être, non des entraves, mais des instruments pour atteindre le but proposé.

La page la plus brillante de critique musicale, écrite, en Espagne, à cette époque est due, non à un professionnel, mais à un homme que sa grande intelligence guida, en cette matière, comme en beaucoup d'autres, vers la vérité. Le discours du P. Feijóo, sur la musique des temples, fut inséré dans son premier tome du *Theatro critico*, imprimé en 1726. Il déplorait, dans cet écrit, la profanation de la musique sacrée par l'invasion des airs italiens; il regrettait que l'on jouât des menuets, des ariettes, des *allegros*, dans des édifices sacrés; que les fidèles fussent exposés à entendre, à l'église, les mêmes airs qu'au bal. « Dans le temple, écrivait-il, la musique ne doit-elle pas être tout à fait grave? Le chant ecclésiastique, d'autrefois, était comme le son de trompettes, qui renversa les murs de Jéricho, c'est-à-dire les passions... Le chant d'aujourd'hui est comme celui des sirènes, qui attirait les navigateurs vers les écueils. »

(1) Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 501. Œuvres de Nasarre : *Fragmentos musicos y Escuela musica segun la practica moderna.*

Entre les polémiques de Nasarre, de Valls et de Feijóo et le poème de *la Musique*, que fit paraître Iriarte, en 1779, il y a une période de silence absolue, à peine interrompue par quelque obscur et insignifiant traité didactique de plain-chant, d'orgue ou de guitare. Néanmoins, à cette époque de stérilité critique, correspondent de grandes nouveautés, dans la culture musicale espagnole. En premier lieu, l'invasion de l'opéra italien, au temps de Philippe V, et son absolue et despotique domination, pendant le règne de Ferdinand VI (1). Cette vogue étouffa toute initiative chez les compositeurs. Il se produisit, en outre, dans un petit cercle d'amateurs, une initiation lente mais continue des mystères de la musique instrumentale allemande. A ce groupe des admirateurs de Haydn appartenait Don Tomas Iriarte, comme il le déclare lui-même, dans une épître familière, un peu plus poétique que son œuvre didactique de la *Musica :*

Hayden, musico aleman,	Haydn, musicien allemand,
Compositor peregrino,	Compositeur étranger,
Con dulces ecos se lleva	Par ses doux échos emporte
Gran parte de mi cariño.	Une grande partie de mon amour.
Su musica, aunque la falte	Sa musique, quoiqu'elle manque
De voz humana el auxilio,	De l'aide de la voix humaine,
Habla, expresa las pasiones,	Parle, exprime les passions,
Mueve el animo a su arbitrio:	Remue l'âme à son gré.
Es pantomima sin gestos,	C'est une pantomime sans gestes,
Pintura sin colorido,	Une peinture sans couleurs,
Poesia sin palabras,	Une poésie sans paroles,
Y retorica con ritmo,	Une rhétorique par son rythme
Que el instrumento aquien Hayden	Que l'instrument, auquel Haydn
Communica su artificio.	Communique son art.
Declama, recita, pinta,	Il déclame, récite, peint,
Tiene alma, idea y sentido.	Tient l'âme, l'idée, les sens.

(1) En 1703, Philippe V appelle à Madrid une troupe italienne et lui abandonne le théâtre du Retiro. Le 25 août, pour la Saint-Louis, on représente *El pomo de oro para la mas hermosa*, adaptation espagnole d'un opéra italien attribué à Cesti. Le 17 septembre, pour l'anniversaire de la reine, on joue la *Guerra y la paz entre los elementos*. (Voir DESDEVISES DU DÉZERT, *l'Espagne sous l'ancien régime*, t. III, p. 311.)

Si las diferentes voces
Corren por tonos distintos;
Si se alternan, si se imitan,
Si a un tiempo cantan lo mismo,

Si callan de golpe todas,
Si entran todas de improviso,
Si debiles van muriendo,
Si resucitan con brio,
Solas, juntas, prontas, tardas,
Todas par varios caminos,
Excitan un mismo afecto,
Llevan un mismo designo,
O expresan gritos de furia,
O de amor tiernos suspiros,
O el llanto de la tristeza,
O el clamor del regocijo.

. . . . . .

No afecta su melodia
Estudiados gorgoritos,
Dificiles menudencias,
Todas adornos postizos
Con que se finge grandioso

El canto pobre y mezquino
Que olvida llegar al alma
Por engañar al oido, etc. (1).

Si les différentes voix
Courent par des tons distincts,
Si elles alternent, si elles s'imitent,
Si pour un instant elles chantent le même air,

Si elles se taisent, tout à coup,
Si elles entrent toutes à l'improviste,
Si, faibles, elles vont en mourant,
Si elles ressuscitent, avec éclat,
Seules, réunies, vives, lentes,
Toutes, par différents chemins,
Excitent une même passion.
Elles tendent à un même but,
Ou expriment des cris de furie,
Ou les tendres soupirs de l'amour,
Ou la plainte de la tristesse,
Ou le cri de la réjouissance,

. . . . . .

Sa mélodie n'affecte pas
Des roulades étudiées,
De difficiles minuties,
Ornements postiches,
Par lesquels on feint de rendre [grandiose]

Un chant pauvre et mesquin
Qui oublie d'aller à l'âme
Pour tromper l'oreille, etc.

C'est parmi les jésuites exilés en Italie, qu'il faut rechercher les plus éminents critiques musicaux de la fin du dix-huitième siècle : Eximeno, Arteaga, Requeno. Menendez y Pelayo qualifie leurs ouvrages : *Origen y reglas de la musica; Ensayos sobre el arte armonica; Revoluciones del teatro musical italiano; Disertaciones sobre el ritmo*, « de monuments de la plus haute culture esthétique, qui ne déméritent pas, si on les compare à ce que produisit de mieux la critique musicale française, dans les œuvres de Rameau, de d'Alembert et de J.-J. Rousseau. »

Le P. Antoine Eximeno, que ses contemporains, dans leur enthousiasme, appelèrent le *Newton de la musique*,

(1) Menendez y Pelayo, *Esteticas*, t. III, vol. II, p. 520.

ne paraissait pas, pendant la plus grande partie de sa vie, voué au rôle d'innovateur artistique. Quand il quitta l'Espagne, en 1767, avec ses confrères, il emportait une réputation de mathématicien distingué, et il avait dirigé, jusqu'alors, avec grand succès, les études du collège d'artillerie de Ségovie, où le comte de Gazzola l'avait appelé, pour enseigner les sciences exactes. Personne n'eût deviné, chez le jésuite valencien, auteur des observations sur le passage de Vénus, le futur réformateur de la théorie de la musique. Un jour, dans la basilique de Saint-Pierre, à Rome, il entendit le *Veni Sancte Spiritus* de Jommelli. Il médita sur cette œuvre, et l'idée que la musique n'est qu'une sorte de prosodie s'empara de son esprit. En 1771, il lança le projet et le plan de son œuvre, ce qui causa, chez quelques-uns, un véritable scandale et chez tous les gens compétents un mouvement de curiosité. L'auteur annonçait qu'il allait combattre et renverser les théories d'Euler, de Tartini, de Rameau et de Burette au sujet du contrepoint et du plain-chant.

Il mit trois ans encore, avant d'accomplir sa promesse. En 1774, parut son livre, écrit en langue italienne (1). Il entreprenait d'y prouver « que la musique n'est pas autre chose qu'une prosodie, pour donner, au langage, de la grâce et de l'expression ». D'après lui, la musique consiste dans les modifications du langage naturel. Les maîtres de chapelle ont formulé des règles sur le contrepoint, qui se combattent et se contredisent. La musique, selon Eximeno, est un langage pur, qui a les mêmes origines que celles de la parole. Les nombres musicaux ne sont autre chose qu'une conséquence nécessaire de l'extension des cordes qui, parfois, forment, par hasard, une proportion, et, d'autres fois, écrit-il, n'en forment pas. « Que l'on voie, par là, comment la fantaisie a trompé les philosophes : les cordes musicales,

(1) *Dell' origine e delle regole della musica, colla storia del suo progresso, decadenza e rinnovazione, etc.* Roma, 1774.

par le fait qu'elles sont des corps étendus, sont capables de proportions. C'est pour cette raison que l'on dit qu'entre deux sons il y a un intervalle, que ce son est double de l'autre, que la voix, en chantant, s'élève par degrés, et autres locutions semblables, qui supposent, dans les impressions de l'ouïe, l'extension des cordes, ou entre le son le plus grave et le plus aigu, une étendue. A cette étendue imaginaire, nous appliquons les nombres, qui conviennent à l'extension réelle des cordes. Imaginons un homme privé de la vue et du toucher, dès sa naissance; jamais il ne lui arrivera de dire qu'un son était double d'un autre. »

Il y avait trois théories prédominantes, au dix-huitième siècle : celle du mathématicien Euler, celle de Tartini et celle de Rameau, exposée et corrigée par d'Alembert dans ses *Eléments de la musique*. Aucune d'elles ne satisfit Eximeno : « La principale erreur d'Euler dans son *Tentamen Novæ Theoriæ Musicæ*, écrit le savant jésuite, consiste à diviser la suavité, qui est une impression de l'oreille, en degrés, et à leur attribuer l'étendue, qui ne concerne que les cordes... Les degrés de la suavité sont absolument imaginaires. Le plaisir de la musique dépend d'un certain mélange de simplicité et de variété, que notre entendement ne peut déterminer par des calculs, mais qu'il doit tirer immédiatement de la nature. »

Quant au violoniste Tartini, Eximeno le traitait d'esprit superficiel, aux points de vue physique et mathématique, l'essence de son système se réduisant à considérer le cercle comme l'unité harmonique. « Je ne comprends pas, disait encore ce religieux, comment Rousseau, dans son dictionnaire musical, suppose qu'une vérité profonde se cache, dans ce labyrinthe de lignes droites ou courbes, de cercles ou de carrés. Pour ma part, je confesse que la première fois que j'ouvris, sans regarder le titre, le traité de Tartini, je pensai tenir, entre les mains, un livre de nécromancie. »

« Rameau, continue Eximeno, enseigna le contre-point par des règles, en grande partie erronées, comme toutes les autres; mais, dans le troisième ou le quatrième livre de son *Traité de l'harmonie*, se trouvent des préceptes pratiques fort utiles, que ne connurent jamais les anciens. Il aurait été un maître parfait, dans son art, s'il n'eût pas écrit le *Nouveau Système de musique théorique*, s'il n'eût pas essayé de démontrer le principe de l'harmonie. Faire de l'harmonie simultanée, l'objet premier de la musique, s'oppose au sentiment commun de tous les hommes, qui adoptent seulement la musique, en tant qu'elle sert à exprimer, par la modulation, les passions de l'âme. C'est pour cela que les sons simultanés ne doivent pas être d'absolue nécessité. »

En face de ces systèmes, Eximeno dresse le sien, purement sensualiste, comme toute sa philosophie, et contenant ce principe essentiel : « La Musique procède de l'Instinct, de même que le Langage. » La musique est, selon lui, un véritable langage. « Dans le chant, elle orne les paroles, avec des tons différents, pour causer dans l'âme une impression plus vive. Dans la modulation sans paroles, elle remue l'âme, au moyen des tons de la voix, qui correspondent à l'enchaînement naturel des idées et des sentiments. L'objet principal de la musique n'est pas l'harmonie simultanée de la tierce et de la quinte, mais le même que celui de la parole. Elle doit, comme elle, exprimer, par la voix, le sentiment. C'est pourquoi le chant, sans l'harmonie, nous charme par le fait qu'il exprime un sentiment quelconque. Au contraire, le concert le plus harmonieux d'instruments, qui n'exprime ou ne signifie rien, ressemblera au délire d'un malade. »

L'homme, dès qu'il se trouve dans les conditions de parler, parle par instinct. L'instinct lui suggère les inflexions de voix les plus convenables à ses intentions. Cet instinct se développe, en vertu d'impressions particulières.

« Si les circonstances, qui obligent l'homme à parler, étaient toutes les mêmes, tous parleraient le même langage; tous ne poussent-ils pas les mêmes cris, pour manifester une sensation de douleur? »

Eximeno prouvait ses théories par différents exemples classiques, par ceux tirés de la *Messe du pape Marcel* de Palestrina ou du *Stabat* de Pergolèse. Ce dernier compositeur était son idole; il ne se lassait point de l'appeler : le Raphaël et le Virgile de la musique.

Les écrits d'Eximeno furent répandus, en Espagne, par la traduction de Don Francisco-Antonio Gutierrez, maître de chapelle du couvent de l'Incarnation, à Madrid, traduction que revit et corrigea Eximeno lui-même.

Le P. Arteaga, dans son *Histoire de l'opéra italien*, professait, en cette matière, des principes analogues à ceux de Wagner (1). Il considérait ce genre comme un vaste poème complexe, où devaient concourir la poésie, la musique, la peinture décorative, la déclamation, la danse et la pantomime.

La pensée, mise en relief dans cet ouvrage, est de relever l'importance du librettiste, d'en faire le compagnon et non l'esclave du compositeur. S'il ne rêve pas, comme Wagner, à ce que la poésie se convertisse en musique, il veut, comme le maître allemand, en finir avec la séparation des différents genres et les unir, de nouveau, dans le drame complet que Wagner appelle : un art d'une portée illimitée.

Presque en même temps qu'Arteaga, un jésuite aragonais, Vicente Requeno y Vives, tenta de pénétrer les mystères de la musique grecque.

Ces esprits éminents, bannis de leur patrie, la servirent encore par l'originalité et l'ingéniosité de leur talent. Bien qu'ils aient rédigé leurs ouvrages en langue italienne, ils

(1) *Le Rivoluzioni del Teatro musicale italiano dalla sua origine fino al presente, opera di Stefano Arteaga Madridense*, Bologna, 1783.

ne cessaient pas de revendiquer, avec orgueil, leur nationalité; témoin Arteaga, qui affectait d'inscrire sur la couverture de son livre, à côté de son nom : « Natif de Madrid ».

DERNIÈRE MALADIE ET FUNÉRAILLES DE CHARLES III

Les malheurs domestiques dont sa famille avait été victime, la mort successive de sa bru, l'infante de Portugal, des enfants qu'elle avait mis au monde, et de son fils chéri, Don Gabriel, affectèrent profondément le vieux roi. Il se raidissait contre le chagrin et vaquait à ses occupations habituelles. Néanmoins, sa santé s'altérait, sans qu'il parût s'en soucier. Il avait eu déjà plusieurs syncopes, lorsque, le 30 novembre 1788, à la chasse, il se sentit incommodé. Il rentra plus tôt que de coutume, se coucha et, le lendemain matin, ne se leva pas. Il se trouvait si épuisé qu'il hésita avant de se rendre à Madrid, comme il l'avait annoncé. Néanmoins, comme il ne s'écoutait guère, il se mit en route et arriva, dans cette capitale, le 1er décembre, non sans de grandes fatigues. Il resta au lit le 2, mais le 3 il se leva pour chasser, et, jusqu'au 7, il vécut comme à l'ordinaire. Ce jour-là, comme il était à la chasse, il fut pris de frissons. Transi de froid, il rentra se coucher. Il tint conseil, joua aux cartes, soupa; mais, bien qu'il souffrît beaucoup, il dissimulait ce qu'il éprouvait, ne voulant pas que l'on s'occupât de lui. La nuit qui suivit ce nouveau malaise, il ne garda auprès de lui que Pini, son valet de chambre, et se fit frotter, pour se réchauffer, de graisse de chevreuil chaude. Comme il était toujours glacé, et qu'il s'obstinait à ne déranger personne, il ordonna, à son domestique, de prendre les couvertures que l'on plaçait sur les cages de ses perroquets, avec lesquelles il s'enveloppa. Le lendemain, il se montra très affligé de la mort du confesseur fray Joaquin; mais,

quoique couché, il ne se considérait pas comme malade : il ne prit aucun médicament et mangea. Les trois médecins, appelés auprès de sa personne, se contredisaient : l'un soutenait qu'il avait une fièvre catarrhale et prescrivait la diète, le lit et la sueur; un autre se prononçait pour une fièvre putride et offrait un spécifique dont il avait le secret; un autre disait encore autre chose. On ne fit rien. Le mercredi, on mit Sa Majesté à une diète relative, interrompue par des bouillons de poule et des bouillons de bœuf; on lui donna une drogue, composée de vinaigre et de miel, afin de faciliter l'expectoration. Le jeudi, comme le roi, fatigué de ce régime, semblait très absorbé, on tenta de le ranimer par un cordial. Pendant la nuit, la fièvre reprit. La cour s'inquiéta. Tandis que, jusqu'à ce moment, on affectait de parler de cette indisposition, sans y attacher d'importance, il ne fut plus question que de viatique, de prières, de testament. A midi, le samedi, on porta, au palais, les reliques de san Isidro et on envoya à Alcala, pour ramener celles de san Diégo. Charles III possédait une clef de cette châsse, mais, comme on ne savait où il l'avait mise, on ne put jamais l'ouvrir. Le roi mourut, entre minuit et une heure du matin, avec beaucoup de fermeté et de piété. Ses dernières paroles furent des ordres pour qu'on ne l'embaumât pas et pour qu'on plaçât son corps à côté de celui de son épouse, Amélie de Saxe (1).

Ses funérailles furent présidées par le mayordomo mayor, le marquis de Santa-Cruz, et le marquis de Valdecorzana,

(1) Danvila y Collado, t. V, p. 535, note; et Aff. étr., Espagne, t. DCXXV, f° 236. Le roi s'était entretenu le matin du samedi de la manière la plus touchante avec le prince des Asturies, la princesse sa femme, l'infant Don Antonio et l'infante Dona Maria-Josefa. Après avoir reçu l'extrême-onction, vers cinq heures du soir, il ordonna d'appeler ses ministres et les trois grands officiers de son palais, et fit mettre le sceau royal, en leur présence, sur un testament rédigé, par lui, deux ans auparavant. Le roi avait demandé qu'on n'attendît pas qu'il eût perdu connaissance pour lui administrer les derniers sacrements.

son sommelier de corps. Les gentilshommes de la chambre, les marquis de Cogolludo et de Villadarias, les ducs de Montellano et de Grenade, assistés de neuf valets de chambre, habillèrent le cadavre et lui mirent les insignes de ses ordres, puis le placèrent dans un cercueil de plomb, qui fut renfermé dans un autre en bois, doublé de brocart.

Le dimanche 14 décembre, à cinq heures un quart du soir, les gentilshommes de la chambre et tous ceux, attachés au service de Sa Majesté, se rendirent, avec le sommelier de corps, jusqu'à l'appartement, où Charles III avait coutume de s'habiller. Là, en présence de Don Pedro-Lopez de Lerena, ministre des finances et grand notaire des royaumes de Castille et de Léon, le marquis de Valdecorzana fit, dans la forme accoutumée, la remise du cercueil au mayordomo mayor qui attendait, accompagné des autres majordomes de semaine. Ceux-ci conduisirent les restes du souverain au salon des ambassadeurs, tendu d'une riche tapisserie, et où l'on avait dressé sept autels. Des chasseurs furent placés, autour du lit de parade. Deux d'entre eux tenaient, l'un le sceptre, et l'autre la couronne. Deux majordomes de semaine, deux exempts des gardes du corps et leur commandant, le prince de Masserano, complétaient la garde d'honneur. A six heures, le patriarche des Indes et les membres de la chapelle royale vinrent chanter l'office des morts. Le public fut admis, ensuite, à défiler devant la dépouille du roi. Toute la nuit, des messes se succédèrent, sans interruption. Le lendemain 15 décembre, dès cinq heures du matin, les communautés de Saint-Dominique, de Saint-François, de Saint-Augustin, des carmes déchaussés se dirigèrent vers le palais. Le nonce célébra un nouvel office des morts, avec le concours de la chapelle royale, tandis que des messes étaient dites aux couvents de l'Incarnation et des *Descalzas reales*. Après l'office, les doyens des

chapitres de la Toison d'or et de l'Immaculée Conception ôtèrent, au cadavre, les colliers de ces deux ordres. A trois heures de l'après-midi, l'évêque de Jaen revint, dans le salon des ambassadeurs, et chanta trois répons, avec les clercs de la chapelle royale. On ôta au monarque le manteau des ordres et son chapeau, puis les gentilshommes de la chambre et les majordomes de semaine transportèrent le cercueil jusqu'au haut de l'escalier du palais. Les gentilshommes de la bouche et de la maison du roi le descendirent, jusqu'au pied de l'escalier. Le grand écuyer et le premier écuyer recouvrirent le cercueil, avec un drap d'or, et quatre écuyers ordinaires le mirent dans le carrosse fermé, qui devait le transporter à l'Escurial. La voiture sortit, par la porte principale, et fut escortée d'un cortège disposé dans l'ordre suivant : deux escadrons des gardes du corps; douze religieux de chacun des ordres de Saint-Dominique, Saint-François, Saint-Benoît et Saint-Augustin, à cheval, avec des flambeaux; les alcades de la maison du roi, les gentilshommes de la bouche et de la maison du roi, aussi à cheval, les timbaliers et les trompettes des écuries; au milieu d'eux le guidon royal, porté par un des pages de Sa Majesté; la croix patriarcale, et, aux deux côtés, deux pages, avec des flambeaux; douze chapelains d'honneur de Sa Majesté, avec la musique et les autres officiers de la chapelle; douze valets de pied, portant des flambeaux allumés, quatre majordomes de Sa Majesté. Dix pièces de canon, mises en batterie au Retiro, tiraient les salves réglementaires. Le cortège fit halte au bourg de Gallapagar, où le corps fut placé dans l'église paroissiale. Le 17 décembre, à huit heures et demie du matin, on atteignit l'Escurial. Le mayordomo mayor remit au prieur une lettre du nouveau roi, lui notifiant la mort de son père et l'envoi de son corps. Le prieur, ayant à côté de lui le mayordomo mayor, le grand notaire et la chapelle du roi, présidée par l'inquisiteur général,

chanta un répons. Les moines entonnèrent le *Miserere*, pendant lequel le corps fut porté jusqu'à la première porte du couvent, par les gentilshommes de la bouche, puis les gentilshommes de la chambre le portèrent, à leur tour, jusqu'à l'estrade, dans la nef. Après Vigiles, la messe fut dite par le prieur; on chanta trois répons et Laudes, puis les gentilshommes de la chambre descendirent le corps, dans le Panthéon, et le placèrent sur une table, au pied de l'autel. On procéda à l'ouverture du cercueil extérieur et, le mayordomo mayor ayant reconnu le cadavre, à travers la glace du cercueil en plomb, le capitaine des gardes brisa son bâton de commandement (1).

Ces longues et fatigantes cérémonies étaient rendues aux restes de celui qui, de son vivant, abhorrait les corvées officielles, auxquelles le contraignait son métier de roi. Plus d'un, en suivant les étapes de ce cortège funèbre, lentement acheminé vers l'Escurial, dut se rappeler, avec quel soupir de soulagement, Charles III se débarrassait de ce vêtement somptueux et mal taillé, qui recouvrait, tant bien que mal, ses habits ordinaires, dans les réceptions de gala! Maintenant, couché aux côtés d'Amélie de Saxe, il dormait son dernier sommeil, auprès de cette épouse, dont il garda fidèlement la mémoire, malgré son long veuvage; exemple rare, dans un siècle comme le sien; gravité de mœurs, presque monacale; vertu que l'on estimera d'un autre âge, si l'on songe aux scandales de la cour de France, à Louis XV et au Parc-aux-Cerfs!

Mais cette vertu, parfois, était peu aimable et, sinon revêche, du moins triste et monotone. L'ennui pesait lourdement, sur cette vie si exactement mesurée, dont tous les actes revenaient aux mêmes heures que la veille, dont les seules distractions étaient ces fastidieuses chasses,

(1) Aff. étr., Espagne, t. DCXXV, f° 272.

ou quelques parties de cartes, en attendant le souper. Tous les ans, à la même date, le roi passait d'une résidence à l'autre : séjours à Madrid, à l'Escurial, à Saint-Ildefonse, à Aranjuez. Le soleil se fût plutôt arrêté, dans sa course, que le monarque, dans son évolution annuelle. Ce règlement, dont il demeurait le premier l'esclave, auquel il se soumit, dans sa dernière maladie, tout tremblant de froid et de fièvre, il l'imposait aux siens tyranniquement. Peu importaient les souffrances, les indispositions, voire même les accidents; le roi fermait l'oreille aux plaintes souvent légitimes de ses enfants, et sa bru, la nouvelle reine Marie-Louise, dévora, plus d'une fois, des larmes de dépit.

Cette exactitude, parfois excessive, dans la vie privée, resta une des qualités essentielles de Charles III, comme souverain. Ce fut un prince régulièrement laborieux. Tous les jours, il consacra quelques heures aux affaires de l'Etat; jamais il ne se déchargea de sa tâche sur personne, bien qu'il eût, pour le seconder, des hommes de valeur, comme Florida Blanca, Galvez et d'Aranda. Il croyait trop au caractère sacré de sa mission, à la grâce et aux lumières spéciales que Dieu octroie aux rois, pour abandonner, à des ministres, un rôle que la Providence lui avait imposé. Aussi, tout dans le gouvernement émanait-il du roi, tout revenait-il à lui. Son attention scrutait les affaires secondaires comme les plus importantes, et il se réservait, avec une jalousie mesquine, la décision suprême, au risque d'ajourner, indéfiniment, la solution de questions qu'il eût été plus expédient de laisser trancher par des subordonnés. Le seul département, dans lequel il se soit, relativement, relâché de ce despotisme tatillon, paraît être celui des divertissements et des spectacles, que régenta le comte d'Aranda. Qu'importait le théâtre ou l'opéra, à un prince qui n'assistait à aucune représentation, que les auteurs dramatiques ou les compositeurs n'étaient pas

chargés d'amuser? Partout ailleurs, la volonté du monarque se faisait lourdement sentir. Scrupuleux, méticuleux même, il multipliait les enquêtes, les écritures, les paperasseries, et, par sa lenteur, perdait souvent l'opportunité d'une occasion. Une fois sa résolution arrêtée, rien ne l'en faisait plus dévier. Qu'on se reporte, dans les questions religieuses, aux tâtonnements, aux hésitations de sa conduite envers le Saint-Siège, dans les premières années de son règne, jusqu'au moment où il se reprend. Dès lors, c'est avec une ténacité imperturbable et mystérieuse qu'il poursuit de sa haine les jésuites, non content de les chasser, mais voulant exterminer la Compagnie, fût-ce au prix d'un schisme, dût-il employer la violence contre l'ondoyant Clément XIV et le menacer, aux portes de Rome, par l'apparition soudaine de ses troupes.

Dans les deux guerres principales qu'il soutint, pendant son règne, contre les Anglais, mêmes atermoiements, même lenteur, avant de se résoudre à verser le sang. Mais les négociations épuisées et son ambassadeur revenu de Londres, le roi Catholique s'obstine contre l'ennemi et déclare qu'il sacrifiera, s'il le faut, son dernier bataillon et son dernier vaisseau, malgré les objurgations dont l'assiègent Choiseul ou Vergennes.

Ces guerres, ainsi que d'autres moins importantes, ne furent pas, en général, glorieuses. A côté des trophées recueillis dans le golfe du Mexique, par Bernardo Galvez ou sur les côtes du Brésil par Ceballos, il y a les épaves de Langara, celles des batteries flottantes, devant Gibraltar; il y a aussi les insuccès, presque ridicules, de Cordoba, dans sa croisière avec d'Orvilliers, la honteuse retraite d'O'Reilly, lors de son expédition contre les Algériens. Un prince aussi peu militaire que Charles III ne pouvait, quelle que fût son application, réparer les abus qui minaient la marine et l'armée, à son avènement. Ses contemporains, frappés de l'état piteux de ses forces, à la fin de

la guerre de Sept ans, remarquèrent souvent, non sans une malice dénigrante, dans les actions qui suivirent l'année 1779, combien avaient été peu fructueux les efforts de l'ingénieur Gautier ou de l'instructeur O'Reilly. Des Cars, qui accompagnait le comte d'Artois, au siège de Gibraltar, comme capitaine de ses gardes, égayait ce prince, en lui rappelant une certaine revue de carabiniers espagnols; surprise ménagée par le vieux roi à son neveu et dont il voulait lui faire fête. C'était, en effet, une troupe superbe que vit à Manzanarès le frère de Louis XVI, tant par la grandeur des hommes et la beauté de leur uniforme, que par la finesse des chevaux. Mais ce corps d'élite ignorait totalement la manœuvre; à peine ces cavaliers surent-ils se mettre en colonne, au pas. Il fallut, crainte d'accident, ordonner de rengainer les sabres, et il eût été cruel de commander le trot à des soldats, qui gardaient si mal leurs distances et perdaient, à chaque instant, leurs étriers.

Néanmoins, les résultats obtenus, par ces guerres, ne furent pas défavorables à la couronne. Charles III, en Amérique, acquit la Louisiane, reprit la Floride et ferma le golfe du Mexique aux Anglais. En Europe, l'alliance avec le Portugal fut un échec, pour la politique britannique. Lisbonne cessa d'être, après la chute de Pombal, un foyer d'intrigues contre Madrid; dans la Méditerranée, l'île de Minorque fut restituée à l'Espagne, et les pirates barbaresques renoncèrent à gêner le commerce maritime de Barcelone et de Carthagène.

On n'énumérera pas, dans son entier, la longue liste de réformes intérieures accomplies par Charles III; qu'il suffise de rappeler les grandes lignes de son administration, pour favoriser le travail et réveiller l'apathie de ses compatriotes : le défrichement de la Sierra-Morena, la construction des routes et des canaux, l'ordonnance autorisant tous les ports d'Espagne à commercer avec l'Amérique, la poursuite de la fainéantise, la création de la

banque Saint-Charles, l'institution de collèges, pour la diffusion des connaissances scientifiques, les encouragements donnés aux savants. Les mesures qu'édicte le souverain sont sages et prudentes. Si elles pèchent par quelque côté, c'est parfois par un excès de timidité. Souvent, un détail a frappé l'esprit du monarque plus que la cause générale dont il est la conséquence; l'abus est réparé, mais l'ensemble demeure défectueux. Un exemple, entre tous, suffira à prouver cette étroitesse de l'intelligence, chez ce prince, cette défiance parfois excessive des novateurs, cet attachement, quasi superstitieux, à la tradition. Dans ses ordonnances sur l'agriculture, Charles III ordonna de clore les propriétés, afin que les semences ou les jeunes arbres ne fussent pas dévorés par les troupeaux *transhumants;* mais il ne fit rien ou presque rien pour répartir plus équitablement les biens fonds, parer au morcellement excessif des cultures, dans le Nord, supprimer les *latifundia* de l'Andalousie, réformer l'usage trop répandu des majorats, coutume funeste, qui encourageait la paresse et ruinait des terres que le détenteur n'avait pas intérêt à améliorer. C'est avec une insistance trop peu écoutée que Florida Blanca, dans son mémorial, réclame, en faveur des possesseurs de ces majorats, la libre disposition des sommes dépensées dans le but d'en accroître la valeur, la limitation, pour le testateur, du droit de constituer des majorats, s'il s'agit de biens inférieurs à 4,000 ducats de rente.

Il existe une disproportion frappante, entre l'œuvre de Charles III et la gloire qu'il a recueillie. De toute sa race, il est estimé le souverain le plus illustre, et, cependant, les différents travaux, auxquels il s'appliqua, paraîtront tantôt plus utiles que brillants, tantôt à peine ébauchés; défrichements ingrats qui attendent un héritier plus heureux, tels un Louis XIV ou un Frédéric II, moissonnant la semence de gloire, jetée en terre par leurs pré-

voyants devanciers. Mais, si le labeur de Charles III présente quelque analogie avec celui de Louis XIII ou du roi-caporal Frédéric-Guillaume Ier, il n'a pas été, comme eux, éclipsé par son successeur. La postérité même a pu être trompée sur sa valeur réelle, en le jugeant, non pas isolément, mais comparé à son frère et à son fils, qui le grandissent de toute leur insuffisance. Ses qualités apparaissent plus en relief, à côté des folies maniaques de Ferdinand VI, ou de l'imbécillité de Charles IV.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES FRANÇAISES

Archives du ministère des affaires étrangères, Correspondance générale de nos ambassadeurs en Angleterre, Espagne, Naples, Portugal et Rome ; Mémoires et Documents de ces divers pays et de l'Amérique.

Bibliothèque nationale, manuscrits, fonds français, papiers de Béliardi.

Archives nationales, ADI^{b} XVII, n° 23, et K 1357, n° 102.

Archives du ministère de la guerre, n° 3723, année 1807.

Archives du ministère des Colonies C^{13} n° 43-50 et B^{116}.

SOURCES MANUSCRITES ÉTRANGÈRES

Angleterre. — British Museum : Additional manuscripts.

Record office : State papers foreign Spain, France.

Espagne. — Madrid : Archivo historico, fonds Estado. — Bibliothèque de San-Isidro. correspondance du P. Vasquez avec Don Manuel de Roda. — Archives de la Real Academia de la Historia, F. 57.

Archives de la Real Academia : Pamphlets contre les jésuites. — Simancas, fonds Estado, Gracia y Justicia.

BIBLIOGRAPHIE

ANSON (Georges) : *Voyage autour du Monde* (1740-1744). Paris, 1764.

AZARA : *El Espiritu de Azara*, recueil de sa correspondance avec Roda. Madrid, 1846.

BARDOUX : *La Comtesse de Beaumont* (*Pauline de Montmorin*). Édit. in-12.

BAUDRILLART (Alfred) : *Philippe V et la cour de France* (1890-99).

SAINTE-BEUVE : *Chateaubriand et son groupe littéraire*, correspondance avec Guéneau de Mussy. Paris, 1889.

De Boislisle : *Mémoires de Saint-Simon*, t. VI.
Bourgoing : *Tableau de l'Espagne moderne*, 3e édit., 3 vol. in-12.
Bourguet (article) : *Revue historique*, t. LXXI (septembre-octobre 1899) ; *le Duc de Choiseul et l'Angleterre, mission de Bussy à Londres. — Le duc de Choiseul et l'alliance espagnole.* Paris, 1906.
Boutaric : *Correspondance inédite de Louis XV*, 1866.
Brabo : *Coleccion de Documentos relativos a la expulsion de los Jesuitas de la Republica Argentina y del Paraguay, en el reinado de Carlos III.* Madrid, 1872.
Broglie (duc de) : *le Secret du Roi.* Paris, 1878.
Carayon (P.) : *Charles III et les Jésuites de ses Etats d'Europe et d'Amérique en* 1767. Paris, 1868.
Des Cars (duc) : *Mémoires.* Paris, 1890.
Choiseul (duc de) : *Mémoires.* Paris, 1904.
Clément : *Journal de voyage... pour la paix de l'Eglise.*
Coloma (P.) : *El Marquès de Mora.* Madrid, 1903.
Coloma (P.) : *Retratos de Antaño.* Madrid, 1895.
Costa (Joaquin) : *Colectivismo agrario en España.* Madrid, 1898.
Cotarelo y Mori : *Iriarte y su epoca.* Madrid, 1897.
Cotarelo y Mori : *Don Ramon de la Cruz y sus Obras.* Madrid, 1899.
Coxe : *Histoire de l'Espagne, dans la maison de Bourbon*, traduction Muriel. Paris, 1827.
Crétineau-Joly : *Clément XIV et les Jésuites.* 1847, in-8°.
Crillon (Louis, Berton duc de) : *Mémoires.* Paris, 1791.
Dalrymple (major) : *Voyage en Espagne et en Portugal dans l'année* 1774, traduction anonyme. Paris, 1783.
Damas Hinard : *le Théâtre de Calderon.*
Danvila y Collado : *Reinado de Carlos III.* 6 vol. in-8°, 1892.
Daubigny : *Choiseul et la France d'outre-mer.* Paris, in-8°, 1892.
Desdevises du Dézert : articles : *Revue hispanique*, t. VII ; *Revue d'Auvergne*, mai-août 1901 ; *Revue historique*, t. LXXIX, 1902 ; *l'Espagne et l'Ancien Régime*, 3 vol. ; *la Société, les Institutions, la Richesse et la Civilisation* (1897-1904).
Doblado : *Letters from Spain.* London, 1822.
Doniol : *Histoire de la Participation de la France à l'établissement des Etats-Unis* (1886-1892).
Esperanza : *Coleccion de los articulos sobre la historia del Reinado de Carlos III, escrita por Don Antonio Ferrer del Rio.* Madrid, 1859.
Favier : *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI.* 3 vol. in-8°, 1802.
Fernan Nuñez : *Vida de Carlos III*, édit. Morel-Fatio et Paz y Melia.
Ferrer del Rio : *Historia de Carlos III.* 4 vol. in-8°. Madrid, 1856.
Flammermont (Jules) : *Revue de la Révolution française*, février, mars et avril 1899.

FLORIDA BLANCA : *Obras originales, coleccion Rivadeneyra*, t. LIX. Madrid, 1899.

GARAY (Blas) : *El Comunismo de las misiones de la Compañia de Jesus en el Paraguay*. Madrid, 1897.

GAUDEAU (P.) BERNARD : *les Prêcheurs burlesques*. Paris, 1891.

GAZIER : *Dernières années du cardinal de Retz*. Paris, 1875.

GERMINY (comte Marc LE BÈGUE DE) : *Revue des questions historiques*, avril 1904 ; *Guichen et les dernières croisières franco-espagnoles*.

GIRAULT (Arthur) : *Principes de colonisation et de législation coloniale*. Paris, 1895.

HARRIS : *Diaries and correspondence* ; *Letters*. *London*, 1870.

HERRERO (Blanco) : *Politica de España en Ultramar, segunda edicion*.

ISLA (P.) : *Memorial en nombre de las cuatro provincias de España*. Madrid, 1882.

JOVELLANOS : *Obras, publicadas por Don Candido Nocedal*. 2 tomes. Madrid, 1903.

JOVELLANOS : *Satire contre la Mauvaise éducation de la noblesse*, annotée par Morel Fatio. Paris, 1899.

DE LABORDE : *Itinéraire descriptif de l'Espagne*. Paris, 1809.

LACOUR-GAYET : *la Marine militaire de la France, sous le règne de Louis XV*. Paris, 1902.

LANSON : *Nivelle de la Chaussée et la Comédie larmoyante*. Paris, 1903.

DE LATOUR (Antoine) : *Saynètes de Ramon de la Cruz*. Paris, 1865.

LECKY : *History of England in the XVIII century*.

LEFORT (Paul) : *la Peinture espagnole*. Paris, 1893.

LEGRELLE : *la Diplomatie française et la Succession d'Espagne*. Paris, 1888.

LEPAIGE : *(Collection) Jésuites d'Espagne*.

LORENTE : *Historia del Peru bajo los* BORBONES.

LUENGO (P.) : *Diario, t. XIX*, octobre 1785.

MARTINENCHE : *la Comedia espagnole en France*. Paris, 1900.

MASSON (Frédéric) : *le Cardinal de Bernis depuis son ministère*. Paris, 1886.

MATHIEU (cardinal) : *les Derniers jours de Léon XIII et le Conclave*, par un témoin.

MENENDEZ Y PELAYO : *Historia de los heterodoxos españoles*, 1878, t. III ; *Ciencia española*. Madrid, 1879 ; *Historia de las Ideas Esteticas en España*. T. III, volumes 1 et 2. 1886.

MIGUELEZ (P.) : *El Jansenismo y Regalismo en España*. Valladolid, 1895.

MOREL FATIO : *Etudes sur l'Espagne*, 2e série. Paris, 1890.

MOREL FATIO et LÉONARDON : *Recueil des instructions données aux ambassadeurs*, etc. Espagne, t. III.

MOUSSY (Martin DE) : *Mémoire historique sur la décadence et la ruine des missions des Jésuites dans le bassin de la Plata*. Paris, 1865.

MURET (Pierre) : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1902-1903, t. IV : *les Papiers de l'abbé Béliardi.*

NISARD (Ch.) : *Un Valet ministre.* Paris, 1887.

NOAILLES (vicomte DE) : *Marins et Soldats français en Amérique* (1778-1788). Paris, 1903.

NONELL (Jaime) : El. V. P. *José Pignatelli y la Compañia de Jesus.* Manrèse, 1893.

Nouvelles ecclésiastiques, 1728-1760, 1765, 1768.

ORTI Y BRULL (Vicente) : *Doña Maria Manuela.* PIGNATELLI : *Duquesa de Villahermosa.* Madrid, 1896.

PEYRE (Roger) : *Répertoire chronologique de l'Histoire universelle des Beaux-Arts.*

PICOT : *Mémoire pour servir à l'Histoire ecclésiastique pendant le dix-huitième siècle.* 1855.

PRIEST (comte DE SAINT-) : *Histoire de la chute des Jésuites*, 1844.

PRINCE DE LA PAIX : *Mémoires*, édition de 1836.

RAMBAUD : *Histoire de la Russie.* Paris, 1884.

REINACH (Salomon) : *Manuel de Philologie classique.* Paris, 1883.

REYNIER (Gustave) : *la Vie universitaire dans l'ancienne Espagne.* Paris, 1902.

SAGE (Henry) : *Don Philippe de Bourbon et Elisabeth de France.* Paris, 1904.

SCELLE (Georges) : *la Traite négrière aux Indes de Castille.* Paris, 1906.

SCHIPA (Michel Angelo) : *Il regno di Napoli al tempo de Carlos de Borbone.* Naples, 1904.

SOULANGE-BODIN : *la Diplomatie de Louis XV et le Pacte de famille.* Paris, 1894.

STRYIENSKI (Casimir) : *le Gendre de Louis XV, Don Philippe, infant d'Espagne et duc de Parme.*

THEINER (P.) : *Histoire du pontificat de Clément XIV.* Paris, 1852.

TICKNOR : *Histoire de la littérature espagnole*, traduction Magnabal. Paris, 1864.

TOWER (Charlemagne) : *le Marquis de La Fayette et la Révolution d'Amérique*, traduction de Mme Gaston Pâris. 1903.

VANDAL (Albert) : *Louis XV et Elisabeth de Russie.* Paris, 1896.

VILLIERS DU TERRAGE : *les Dernières années de la Louisiane française.* Paris, 1903.

WADDINGTON (Richard) : *la Guerre de Sept ans.* 3 vol. in-8°. Paris, 1899-1904.

WALISZEWSKI (K.) : *le Roman d'une Impératrice.* Paris, 1897.

ZARANDONA (Antonio) : *Historia de la Extincion, etc. de la Compañia de Jesus*, annotada por el P. Ricardo Cappa. Madrid, 1890.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Abarca. Voir Aranda.
Abbadie, t. II, p. 8.
Abrado. Voir Larrédo.
Abrantès, t. Ier, p. 78, 81.
Abreu, t. Ier, p. 36, 37, 38, 39, 48, 49, 51, 52, 96, 131.
Acadie, t. Ier, p. 34.
Acapulco, t. II, p. 305.
Achmet IV, t. II, p. 252, 254.
Aconcagua, t. Ier, p. 121.
Açores, t. II, p. 153, 179, 202, 209, 320.
Acton, t. II, p. 250, 268, 269, 270, 272, 273, 274, 275.
Acuña, t. Ier, p. 73, 74, 75.
Adam, t. II, p. 230, 358.
Adam (P.), t. Ier, p. 137.
Adams (John), t. II, p. 222.
Adelung, t. II, p. 334.
Affry, t. Ier, p. 42.
Afrique, t. Ier, p. 35, 59, 107; t. II, p. 85, 206, 251, 265, 312, 319, 320, 337.
Agréda (Marie d'), t. Ier, p. 143, 144, 302.
Aguapey, t. Ier, p. 128.
Aguilar (Comte d'), t. II, p. 39.
Aguirre (Manuel-Maria de), t. II, p. 319.
Agustin (San-), village de Paraguay, t. Ier, p. 128.
Agustin (San-), navire, t. II, p. 149.
Ahmed-el-Gacel, t. II, p. 85.
Aiguebelle (Jacques), t. II, p. 22.
Aiguillon (Duc d'), t. Ier, p. 41, 318, 322, 334, 335, 336, 337, 344, 346, 349, 366, 375, 376, 383, 392, 397, 399, 404, 405; t. II, p. 17.
Aix-la-Chapelle (Traité d'), t. Ier, p. 3, 4, 5, 6, 17, 107, 244, 257.
Ajaccio, t. Ier, p. 239.
Alarcon, t. II, p. 367.
Albacete, t. Ier, p. 121.
Albani (Alexandre), t. Ier, p. 264, 265, 273, 279, 281, 282, 283, 285, 289, 291, 292, 293, 294, 303, 354.
Albani (Jean-François), t. Ier, p. 261, 273, 277, 278, 279, 281, 283, 291, 292, 293, 294, 303, 324, 354, 374, 410, 411.
Albano, t. Ier, p. 371.
Albarracin, t. Ier, p. 204, 327.
Albe (Duc d'), t. Ier, p. 165, 187, 188, 189, 191, 194, 217, 218, 343; t. II, p. 35, 258, 349.
Albermale, t. Ier, p. 74, 85, 99.
Alberoni, t. Ier, p. 218, 219.
Albertini, t. Ier, p. 5, 29, 32, 33, 34, 35, 36, 48, 73, 103.
Albite, t. Ier, p. 81.
Albuquerque, t. Ier, p. 82.
Alcabalas, t. Ier, p. 199.
Alcachofa, t. II, p. 379.
Alcala, t. Ier, p. 10, 26, 121, 129, 133, 180; t. II, p. 321, 349, 379, 392.
Alcala Galiano (Dionisio), t. II, p. 320.
Alcantara, t. Ier, p. 119.
Alcaraz, t. Ier, p. 121, 185.
Alcazaba, t. II, p. 335, 336.
Alcazar (de Madrid), t. II, p. 372.
Alcazar-el-Kébir, t. II, p. 85.
Alcide, t. Ier, p. 26, 196, 325.
Alcmène, t. Ier, p. 196.
Aldea Nueva, t. Ier, p. 81.

Aldeaquemada, t. II, p. 50.
Aldea de Rios, t. II, p. 50.
Alejo Bocanegra (Francisco), t. Ier, p. 328.
Alembert (d'), t. Ier, p. 170, 221, 232, 374, 385; t. II, p. 54, 350, 386, 388.
Alexandre, t. II, p. 205, 372.
Alexandre VI, t. II, p. 306.
Alexandre VII, t. Ier, p. 291.
Alexandrie, t. II, p. 38.
Alfieri, t. Ier, p. 135.
Algajola, t. Ier, p. 239.
Algarve, t. II, p. 197.
Alger, t. II, p. 23, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 100, 106, 122, 250, 251, 252, 254, 255, 259, 271, 275, 315, 337.
Algésiras, t. II, p. 85, 147, 189, 197, 202, 205, 293.
Alibamous, t. II, p. 3.
Alicante, t. Ier, p. 121, 134; t. II, p. 12, 82, 89, 248, 336.
Allegri. Voir Corrège.
Allemagne, t. Ier, p. 38, 43, 45, 57, 59, 60, 92, 93, 107, 142, 212, 276, 362, 363, 367, 372, 407, 411; t. II, p. 15, 31, 34, 35, 48, 133, 180, 278, 318, 345.
Allemands (Village des), t. II, p. 3.
Almada, t. Ier, p. 290, 348, 355, 360, 377.
Almayro, t. Ier, p. 121.
Almeida, t. Ier, p. 76, 78, 79, 80, 81.
Almodovar, t. II, p. 54, 101, 110, 123, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 164, 176, 261.
Almonacid, t. Ier, p. 121.
Alonzo (San-), t. Ier, p. 128.
Alonzo XI, t. II, p. 338.
Alphonse le Sage, t. II, p. 334.
Alphonse III, t. II, p. 338.
Alphonse VI, t. II, p. 338.
Alphonse le Batailleur, t. II, p. 338.
Alphonse VII, t. II, p. 338.
Alpuxarres, t. II, p. 289.
Altamira (Comte), t. Ier, p. 214; t. II, p. 39, 40.
Altamirano (P.), t. Ier, p. 136, 156, 157, 159, 162.
Alva, t. II, p. 283.
Alvarado (Eugenio), t. Ier, p. 81.
Alvarez (Manuel), t. II, p. 378.
Alvarez de Sotomayor, t. II, p. 136, 146.
Alzate, t. II, p. 320.
Amabert, t. II, p. 198, 203.
Amar (José), t. II, p. 323.
Amboise, t. Ier, p. 331.
Amélie de Saxe. Voir Marie-Amélie.
Amérique du Nord, t. Ier, p. 25, 31, 32, 34, 56, 59, 62, 70, 97, 102, 104, 124, 130, 155, 159, 167, 225, 226; t. II, p. 12, 14, 25, 26, 44, 57, 100, 104, 106, 110, 111, 117, 119, 124, 126, 134, 211, 212, 213, 214, 217, 229, 305, 337, 398.
Amérique du Sud, t. II, p. 228, 233, 234, 245, 248, 318, 320, 398.
Amiconi, t. II, p. 374.
Amour, t. II, p 36.
Santa-Ana, village, t. Ier, p. 125.
Anacréon, t. Ier, p. 94.
Ancône, t. Ier, p. 241, 277, 398; t. II, p. 29.
Anda y Salazar, t. Ier, p. 89.
Andalousie, t. Ier, p. 121, 241; t. II, p. 30, 44, 46, 47, 50, 54, 74, 94, 293, 294, 295, 298, 336, 399.
Andes, t. II, p. 319.
Andia (Marquis de), t. II, p. 39.
Andonaegui, t. Ier, p. 160.
André (Saint-), t. Ier, p. 384.
Andujar, t. Ier, p. 121.
Ange (Château Saint-), t. Ier, p. 267, 327, 399, 400, 401.
Ange (Place de l'), t. Ier, p. 179; t. II, p. 343.
Angel (San-), t. Ier, p. 125, 160.
Angelopolis, t. Ier, p. 167.
Angleterre, t. Ier, p. 4, 5, 8, 28, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 61 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 75, 78, 83, 84, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 102, 103, 104, 111, 184, 188, 218, 220, 270, 326, 341, 354; t. II, p. 5, 19, 43, 48, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 84, 100, 101, 102, 103, 104, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 121, 124, 127, 128, 129, 130,

131, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 140, 144, 145, 146, 147, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 175, 176, 177, 179, 182, 183, 184, 187, 188, 202, 206, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 222, 226, 248, 250, 251, 253, 257, 267, 272, 278, 286, 300, 318, 324, 335, 345.
Anjou (Duc d'), t. Ier, p. 110.
Anna (Batterie flottante Santa-), t. II, p. 204.
Anson (Georges), t. II, p. 59.
Antequera, t. Ier, p. 121.
Antilles, t. Ier, p. 17, 83, 107; t. II, p. 3, 12, 18, 24, 136, 152, 179, 213.
Antiochia, t. Ier, p. 121.
Antipolo, t. Ier, p. 121.
Antoine (Abbé de Saint), t. Ier, p. 119.
Antoine (Village Saint-), t. Ier, p. 160.
Antoine-Martin (Place), t. Ier, p. 178; t. II, p. 371.
Antoine de Padoue (Saint), t. II, p. 375.
Antonio (Nicolas), t. II, p. 334.
Antonio-Pascual (Infant), t. Ier, p. 7; t. II, p. 392.
Anzano (Thomas), t. II, p. 281.
Apaza (Julian), t. II, p. 228, 244, 245, 246. (Surnommé Tupac-Catari.)
Apelle, t. II, p. 376.
Apocalypse, t. Ier, p. 294.
Apollon, t. II, p. 36, 376.
Apostoles, t. Ier, p. 125.
Aquaviva, t. Ier, p. 367, 379, 384.
Aquitaine (Province d'), t. Ier, p. 136, 173.
Aragon, t. Ier, p. 80, 84, 121, 208, 240; t. II, p. 299, 300, 302, 337, 338.
Aranda (Comte d'), t. Ier, p. 73, 80, 81, 87, 170, 176, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 200, 201, 202, 203, 207, 208, 209, 211, 214, 216, 217, 218, 221, 223, 224, 225, 226, 229, 230, 253, 318, 322, 325, 326, 327, 342, 392, 402, 406; t. II, p. 22, 45, 46, 50, 54, 55, 70, 71, 74, 79, 80, 82, 83, 92, 100, 104, 105, 106, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 122, 131, 132, 136, 137, 141, 142, 143, 144, 145, 148, 151, 189, 197, 198, 208, 214, 215, 216, 218, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 228, 248, 250, 252, 279, 291, 306, 307, 308, 309, 311, 313, 329, 360, 361, 363, 366, 367, 396.
Aranda (Comtesse d'), première femme, Ana-Maria del Pilar Fernandez de Hijar, t. Ier, p. 80; t. II, p. 308.
Aranda (Comtesse d'), deuxième femme, Maria del Pilar Silva y Palafox, t. II p. 308.
Araucans, t. II, p. 229.
Arauco, t. Ier, p. 121.
Arbouland de Risbourg, t. II, p. 60.
Arce (Louis de), t. II, p. 142, 145.
Archidona, t. Ier, p. 121.
Archinto, t. Ier, p. 358.
Arçon (le Michaud d'), t. II, p. 189, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205 214.
Arcos (Duc d'), t. Ier, p. 2, 121, 180, 181, 374, 375, 376; t. II, p. 15, 349.
Arcos (Duchesse d'), t. II, p. 15, 39, 349.
Ardent (l'), t. II, p. 142.
Ardore (Prince d'), t. II, p. 97.
Areche, t. II, p. 231, 242.
Arellano, t. II, p. 50, 146.
Arenas (Las), t. II, p. 96, 262.
Aréquipa, t. Ier, p. 121; t. II, p. 235, 246.
Aréthuse, t. II, p. 130.
Aevalo, t. Ier, p. 120, 121.
Arganda (Blas), t. Ier, p. 328.
Argote (Diégo de), t. Ier, p. 239.
Arias (Ramon), t. II, p. 246.
Aristote, t. Ier, p. 133; t. II, p. 326.
Arkansas, t. II, p. 3, 4.
Armaña (Francisco), t. Ier, p. 328; t. II, p. 289.
Armentières (d'), t. Ier, p. 392, 393.
Armona (José-Antonio), t. II, p. 258; 259, 263, 311.
Arnal (P. Juan-Antonio), t. Ier, p. 209.
Aroza (Marquise d'), t. II, p. 39.

Arquillos, t. II, p. 50.
Arriaga, corrégidor, t. II, p. 228, 236, 237, 242.
Arriaga, ministre de la marine et des Indes, t. Ier, p. 1, 18, 24, 25, 163, 188, 193; t. II, p. 20, 66, 92, 104, 307.
Arteaga (P.), t. Ier, p. 135; t. II, p. 313, 330, 386, 390, 391.
Artois, t. II, p. 146.
Artois (Comte d'), t. Ier, p. 392; t. II, p. 147, 189, 192, 201, 202, 218, 398.
Asie, t. II, p. 180, 337.
Asiles (Réduction des), t. Ier, p. 341, 360, 362.
Assise, t. Ier, p. 356.
Assomption, t. Ier, p. 121, 123.
Assuérus, t. Ier, p. 233.
Astorga, t. Ier, p. 328; t. II, p. 299.
Asturies (Prince des), t. Ier, p. 12, 135, 170, 247, 350; t. II, p. 1, 22, 34, 37, 39, 92, 93, 104, 179, 257, 261, 263, 264, 265, 267, 277, 287, 304, 311, 344, 379, 392.
Asturies (Princesse des), t. II, p. 37, 38, 39, 92, 176, 265, 266, 268, 304, 392.
Asturies (Province des), t. II, p. 293, 298, 334, 363.
Attila, t. Ier, p. 254.
Atlantique, t. II, p. 60, 71, 75, 102, 103, 320.
Atocha, t. Ier, p. 26, 152, 179; t. II, p. 35, 261.
Aubeterre (d'), t. Ier, p. 19, 30, 31, 231, 249, 253, 254, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 283, 286, 289, 291, 297, 301, 303, 390.
Aubry, t. II, p. 5, 8, 9, 14, 15, 16, 18.
Augias, t. Ier, p. 196; t. II, p. 83.
Augsbourg, t. Ier, p. 57.
Auguste III, t. Ier, p. 6; t. II, p. 374.
Augustin (Saint), t. Ier, p. 119, 136, 137, 138, 139, 149, 174, 329; t. II, p. 307, 336, 358, 393, 394.
Augustin (Saint-), navire, t. II, p. 107.
Augustin (Saint-) (Floride), t. II, p. 5, 106.
Autriche, t. Ier, p. 4, 5, 6, 38, 44, 45; t. II, p. 133, 175, 184, 186, 188, 213.
Auvergne, t. Ier, p. 18, 132, 134.
Avella (Mariano), t. II, p. 323.
Avendano, t. Ier, p. 184.
Avent, t. Ier, p. 384.
Avignon, t. Ier, p. 243, 253, 262, 264, 279, 304, 368, 370, 374, 396, 397, 411.
Avila, t. Ier, p. 120, 204, 327; t. II, p. 96, 292, 317.
Aviles (Gabriel), t. II, p. 247.
Avites (Marquis de), t. II, p. 191.
Ayala (Ignacio-Lopez de), t. II, p. 259.
Ayamonte, t. II, p. 49.
Ayuntamientos, t. Ier, p. 120.
Aysa (Juan de), t. II, p. 159.
Azara (Nicolas de), t. Ier, p. 210, 241, 250, 264, 265, 266, 273, 274, 275, 277, 278, 280, 282, 284, 288, 293, 294, 295, 299, 309, 314, 322, 324, 331, 332, 333, 341, 342, 355, 366, 372, 391, 403; t. II, p. 330, 374, 375, 376, 377.
Azcoita, t. Ier, p. 120, 185; t. II, p. 45, 283, 284.
Azema y Renaud (Louis), t. II, p. 367, 368.
Azotado (Rue de l'), t. Ier, p. 215.
Azpuru, t. Ier, p. 231, 232, 235, 237, 239, 242, 254, 267, 268, 269, 271, 273, 274, 279, 282, 283, 284, 290, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 305, 306, 309, 310, 311, 315, 316, 319, 320, 322, 323, 327, 329, 330, 331, 339, 340, 341, 342, 344, 345, 348, 349, 350, 351, 353, 354, 360, 390.
Babet la Bouquetière, t. Ier, p. 284.
Bacalar, t. Ier, p. 52.
Bacuranao, t. Ier, p. 86.
Badajoz, t. Ier, p. 82, 121, 328.
Baena, t. Ier, p. 121.
Baeza, t. Ier, p. 121, 134.
Bagnacavallo, t. Ier, p. 241.
Bahama, t. II, p. 215.
Bails (Antonio), t. II, p. 317, 318.
Balbastro (Isidro), t. Ier, p. 228.
Balda (P.), t. Ier, p. 160.
Baldios, t. II, p. 293.
Baléares, t. II, p. 253, 340.
Balise (La), t. II, p. 3, 9, 10.

Bances Candamo, t. II, p. 40.
Baneguillas, t. II, p. 50.
Baños (Comte de), t. II, p. 108.
Baranchan, t. Ier, p. 211, 212, 213, 214, 215.
Barbara. Voir Marie Barbe.
Barbaro, t. II, p. 381.
Barbastro, t. Ier, p. 328.
Barcelo (Antonio), t. II, p. 136, 146, 197, 254, 259, 268.
Barcelone, t. Ier, p. 1, 8, 9, 35, 83 121, 134, 185, 328, 329; t. II, p. 13, 20, 32, 149, 248, 290, 317, 322, 323, 324, 337, 398.
Bardoux, t. II, p. 118.
Baronius, t. Ier, p. 139, 197.
Barquillo (Rue del), t. II, p. 285.
Barrancas Coloradas, t. II, p. 156.
Barreda (P.), t. Ier, p. 156, 158.
Barrington (Lord), t. II, p. 125.
Barrios (Martin), t. Ier, p. 328.
Barroeta, t. Ier, p. 328.
Barry (Mme du), t. Ier, p. 322, 332, 333, 334, 335, 392.
Barry (M. du), t. Ier, p. 333.
Barthez, t. II, p. 322.
Bartolomé (San-), t. II, p. 49.
Basco (P.), t. Ier, p. 300.
Baselini (Alejandro), t. II, p. 255, 256.
Bastia, t. Ier, p. 238.
Bastidas (Micaela), t. II, p. 244.
Bastille, t. Ier, p. 17.
Basto (Del), t. II, p. 277.
Bâton-Rouge, t. II, p. 154.
Baudrillart (Alfred), t. Ier, p. 29.
Baudry des Lozières, t. II, p. 17.
Bausset (de), t. II, p. 148, 151.
Bavière, t. II, p. 133, 145, 172.
Bavière (Electeur de), t. Ier, p. 27.
Bayeu (Francisco), t. II, p. 377.
Baylen, t. II, p. 44.
Bayonne, t. Ier, p. 208; t. II, p. 42, 283.
Beauchamp, t. II, p. 81.
Beaumarchais, t. II, p. 36, 110, 112, 115, 357.
Beaumont (Comtesse de), t. II, p. 118, 323.
Beauvau (Prince de), t. Ier, p. 79.
Beccaria, t. II, p. 332.
Becerra, t. II, p. 370.
Beckford, t. II, p. 76.
Bedford, t. Ier, p. 73, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103; t. II, p. 63.
Bedford (Duchesse de), t. II, p. 127.
Béjar (Duc de), t. Ier, p. 2; t. II, p. 39, 40, 349.
Belgrado (P.), t. Ier, p. 248.
Bélem, t. Ier, p. 125.
Béliardi, t. Ier, p. 188, 189; t. II, p. 1, 4, 10, 20, 25, 26, 28, 29, 30, 33, 34, 38, 40, 41, 42, 43.
Bellancourt, t. II, p. 22.
Bellavista (Saint-Pierre de), t. II, p. 237.
Belle-Ile (Ile de), t. Ier, p. 59, 74.
Belle-Isle (Maréchal de), t. Ier, p. 29, 41.
Belle-Poule, t. II, p. 130.
Belmonte, t. Ier, p. 121.
Belmonte (Alejandro), t. II, p. 320.
Belvédère, t. II, p. 376.
Benavente (P.), t. Ier, p. 212, 213, 214, 215, 216.
Benavente (Comte de), t. II, p. 34.
Benavente (Comtesse de), t. II, p. 349.
Bénévent, t. Ier, p. 243, 253, 264, 279, 368 370, 373, 374, 396, 397, 405, 411.
Benoit (Saint), t. II, p. 394.
Benoit XIV, t. Ier, p. 112, 116, 129, 136, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 152, 169, 249, 258, 279, 287, 298, 300, 339, 351, 391, 413; t. II, p. 83.
Bensborough, t. Ier, p. 105.
Béotie, t. Ier, p. 343.
Berkeley, square, t. II, p. 208.
Berlin, t. Ier, p. 40.
Bermudez (Cean). Voir Cean.
Bermudez (Francisco), t. Ier, p. 409.
Bernard (Rue Saint-), t. II, p. 285.
Bernascone (Ignacio), t. II, p. 343.
Bernis, t. Ier, p. 255, 273, 283, 284, 285, 286, 288, 290, 291, 292, 293, 294, 296, 297, 299, 300, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 320, 321, 322, 323, 329, 332, 333, 335, 338, 339, 340, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 354, 355, 356, 357, 358, 360, 362, 365, 366, 370,

372, 373, 374, 375, 376, 377, 383, 399 402, 404, 405, 412, 414, 415, 416.
Berruguete, t. II, p. 370.
Berryer, t. Ier, p. 80.
Bertran (Felipe), t. Ier, p. 327, 328; t. II, p. 53.
Berwick (Duchesse de), t. II, p. 35.
Besançon, t. II, p. 198, 272.
Besenval, t. II, p. 78.
Bessière, t. II, p. 179.
Béthencourt, t. II, p. 337.
Bétique, t. II, p. 336.
Bieco, t. II, p. 378.
Bienville, t. II, p. 11.
Bilbao, t. Ier, p. 120; t. II, p. 20.
Biloxi, t. II, p. 3.
Biscaye, t. II, p. 283, 293.
Bischi, t. Ier, p. 348, 349, 366, 375.
Black-Water, t. Ier, p. 41.
Blanca (Doña), t. II, p. 339.
Blanco (P.), t. Ier, p. 232.
Blanco Herrero, t. II, p. 229.
Blanco White, t. II, p. 317.
Boca del Toro, t. II, p. 159.
Bogota, t. II, p. 322.
Bohême, t. Ier, p. 363; t. II, p. 134.
Bohol, t. Ier, p. 121.
Boileau, t. II, p. 344, 347.
Boisgelin, t. Ier p. 41.
Boislisle (de), t. Ier, p. 144.
Bolgeni, t. Ier, p. 398.
Bologne, t. Ier, p. 2, 80, 240, 367, 374, 391, 395, 406, 416; t. II, p. 268, 321, 390.
Bompar (de), t. Ier, p. 31.
Bona-Esperanza, village, t. Ier, p. 121.
Bonaparte (Joseph), t. II, p. 364.
Bonavia, t. II, p. 374, 380.
Bondad Real, t. Ier, p. 83.
Bonne-Espérance (Cap de), t. II, p. 306.
Boniface VIII, t. Ier, p. 257.
Bonifacio (San-), t. Ier, p. 239.
Bonvouloir (Achard de), t. II, p. 113.
Bopp, t. II, p. 334.
Bordeaux, t. II, p. 13, 42.
Borghèse, t. Ier, p. 265.
Borgita (San-), t. Ier, p. 128.
Borja, t. Ier, p. 185.
Borja (San), t. Ier, p. 125.
Borromeo, t. Ier, p. 281, 298.
Borromini, t. II, p. 313, 370, 371.
Boscawen, t. Ier, p. 75.
Boschi, t. Ier, p. 281.
Boston, t. II, p. 111.
Botella (José), t. II, p. 323.
Bougainville, t. II, p. 55, 60, 65.
Bouligny (Juan de), t. II, p. 252, 253.
Boulogne, t. Ier, p. 41; t. II, p. 146.
Bourbon (Maison de), t. Ier, p. 4, 5, 6, 66, 135, 193, 231, 243, 250, 251, 252, 262, 265, 267, 268, 284, 291, 301, 308, 313, 314, 323, 345, 379, 391, 397; t. II, p. 11, 22, 38, 96, 132, 163, 183, 218, 237.
Bourbon (Duc de), t. II, p. 189, 201.
Bourdaloue, t. Ier, p. 150.
Bourgoing, t. Ier, p. 10; t. II, p. 20, 33, 54, 118, 141, 146, 261, 262, 270, 284, 287, 293, 300, 305, 306, 361, 374.
Bourguet, t. Ier, p. 53, 58, 65.
Boutaric, t. II, p. 22, 78.
Bouzols, t. II, p. 192.
Bowles (Guillermo), t. II, p. 321.
Boyer, t. Ier, p. 238.
Boynes (de), t. II, p. 20, 29.
Bozzolo, t. Ier, p. 4.
Brabant, t. Ier, p. 24.
Brabo, t. Ier, p. 131, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231.
Bragance, t. Ier, p. 27, 77, 78, 262.
Bramante, t. II, p. 380.
Bramieri (P.), t. Ier, p. 135.
Branciforte, t. Ier, p. 281, 416.
Brandywine, t. II, p. 124.
Braschi, t. Ier, p. 374, 404, 413, 414, 415.
Brésil, t. Ier, p. 78, 129, 154; t. II, p. 24, 59, 103, 104, 106, 397.
Brésil (Prince du), t. II, p. 265, 277.
Brest, t. Ier, p. 35, 41; t. II, p. 136, 140, 142, 143, 144, 145, 148, 152, 202, 278.
Bretagne, t. Ier, p. 41, 335; t. II, p. 21, 138.
Breteuil (Baron de), t. II, p. 97.
Breton (Cap), t. Ier, p. 107.
Briceño, t. Ier, p. 86.
Brillant (le), t. II, p. 205.

Brindisi, t. Ier, p. 280.
Bristol (Canal de), t. II, p. 142.
Bristol (Lord), t. Ier, p. 8, 9, 12, 29, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 46, 51, 67, 68, 69; t. II, p. 124.
British Museum, t. II, p. 60, 61, 168, 184.
Broglie (Comte Charles-François de), t. II, p. 111.
Broglie (Duc de), t. Ier, p. 94, 95; t. II, p. 78.
Broglie (Maréchal de), t. II, p. 15.
Broschi, dit Farinelli, t. Ier, p. 2.
Brown (Maréchal de), t. II, p. 15.
Bruges, t. II, p. 286, 326.
Bruna (Francisco), t. II, p. 285.
Brunelleschi, t. II, p. 380.
Brunswick (Louis de), t. Ier, p. 42.
Bruxelles, t. Ier, p. 140, 141; t. II, p. 212.
Bucalemu, t. Ier, p. 121.
Bucareli, t. Ier, 221, 223, 224, 226, 228, 229, 230; t. II, p. 60, 66, 67, 68, 72, 73, 81.
Buch (Felix de), t. II, p. 89.
Buenos-Aires, t. Ier, p. 89, 90, 121, 126, 127, 129, 131, 155, 156, 157, 158, 160, 215, 216, 223, 224, 225, 226, 228, 229; t. II, p. 24, 25, 30, 59, 60, 66, 67, 69, 71, 101, 102, 104, 106, 120, 122, 123, 190, 196.
Buen-Retiro, t. II, p. 35, 85, 285, 287, 379, 385, 394.
Buffalini, t. Ier, p. 277, 281.
Buffon, t. II, p. 321.
Buga, t. Ier, p. 121.
Bunker's Hill, t. II, p. 111.
Buonacorsi, t. Ier, p. 281.
Buontempi, t. Ier, p. 348, 349, 353, 358, 359, 360, 365, 378, 381, 382, 383, 385, 387, 388, 396, 403 407.
Burette, t. II, p. 387.
Burgos, t. Ier, p. 120, 204, 328, t. II, p. 117, 292.
Burgoyne, t. II, p. 119.
Burke, t. II, p. 207, 211.
Burnouf, t. II, p. 334.
Bussy, t. Ier, p. 29, 54, 57, 58, 59, 60, 61, 64, 65, 69, 91.
Bute, t. Ier, p. 66, 73, 95, 96, 99, 102, 105, 106; t. II, p. 62, 206
Byng (Amiral), t. Ier, p. 17.
Byron, t. II, p. 347.
Caballero (Geronimo), t. II, p. 309.
Caballero (Juan), t. II, p. 146.
Cabaña, t. Ier, p. 85, 86, 87.
Cabanis, t. II, p. 328.
Cabarrus, t. II, p. 161, 180, 285, 286, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 314, 315.
Cabras (las), t. Ier, p. 87.
Cabrera (Fernando), t. II, p. 237.
Caceres, t. Ier, p. 121.
Cadahalso, t. II, p. 345, 346, 347, 348, 367.
Cadalso, t. II, p. 96.
Cadix, t. Ier, p. 22, 32, 121, 164, 169, 242, 328; t. II, p. 5, 11, 12, 20, 25, 26, 27, 31, 41, 44, 56, 68, 100, 106, 123, 140, 148, 149, 151, 152, 180, 190, 191, 220, 247, 248, 285, 306, 319, 322, 324, 334, 345.
Cahors, t. Ier, p. 396.
Caietano (José), t. Ier, p. 327.
Caimichel, t. II, p. 174.
Cala de Alcofa, t. II, p. 191.
Calahorra, t. Ier, p. 328.
Calasanz (José), t. II, p. 314.
Calatayud, t. Ier, p. 121, 134.
Calatrava, t. Ier, p. 119.
Calcutta, t. II, p. 334.
Calderon (Bernardo - Antonio), évêque, t. Ier, p. 328.
Calderon de la Barca (Pedro), t. II, p. 36, 357, 358, 359, 366.
Californie, t. Ier, p. 121, 227; t. II, p. 320.
Calini, t. Ier, p. 281.
Callao, t. II, p. 238.
Calvi, t. Ier, p. 239.
Calvin, t. Ier, p. 137, 138.
Cambden, t. Ier, p. 102; t. II, p. 126.
Campbell, t. II, p. 135, 155, 157.
Campêche, t. Ier, p. 52, 121; t. II, p. 24, 30, 31, 71, 154, 213, 214.
Campillo, village de la Sierra Morena, t. II, p. 50.
Campillo (Antonio), t. II, p. 336.
Campo (Bernardo), t. Ier, p. 331; t. II, p. 175, 189, 220, 225, 226, 278.
Campo (Gregorio-Francisco del), t. II, p. 238.
Campoflorido, t. Ier, p. 243.

CAMPOMANES, t. Ier, p. 172, 176, 199, 200, 203, 204, 205, 206, 207, 217, 243, 255, 256, 325; t. II, p. 45, 54, 228, 229, 234, 284, 285, 290, 309, 310, 312, 313, 323, 339.
CAMPOREALE (Prince DE), t. II, p. 97.
CAMPO-SANTO, t. II, p. 14.
CAMPO-VILLAR. Voir MUÑIZ.
CANADA, t. Ier, p. 30, 35, 39, 53, 55, 60, 107; t. II, p. 180, 189, 209, 210.
CAÑADA-ROSAL, t. II, p. 50.
CANALI, t. Ier, p. 281.
CANARIES, t. Ier, p. 329; t. II, p. 337.
CANDELARIA, t. Ier, p. 125.
CANELAS (Julian), t. II, p. 320.
CAÑIZARES, t. II, p. 36, 40.
CANO, sculpteur, t. II, p. 370.
CANO (Alonso), évêque, t. II, p. 289.
CANO (Melchior), t. Ier, p. 258; t. II, p. 326.
CANOVA, t. II, p. 379.
CANOVAS DE CASTILLO, t. II, p. 248.
CANSANI (P.), t. Ier, p. 140.
CANTABRIE, t. II, p. 334, 337.
CANTOFFER, t. II, p. 164.
CAPPA (P.), t. Ier, p. 204.
CAPMANY (Antonio), t. II, p. 285, 313, 337.
CAPMANY (Geronimo), t. II, p. 318.
CAPOUE, t. II, p. 276.
CAPRARA, t. Ier, p. 354.
CAPUZ (Ramon), t. II, 379.
CARABACA, t. Ier, p. 121.
CARACAS, t. Ier, p. 25; t. II, p. 71, 305.
CARACCIOLI, cardinal, t. Ier, p. 281.
CARACCIOLI, ministre, t. II, p. 271.
CARACOTO, t. II, p. 237.
CARAFFA, t. Ier, p. 338, 398, 402.
CARAYON (P.), t. Ier, p. 226.
CARBONEROS, t. II, p. 50.
CARCASSONNE, t. II, p. 22.
CARDOSO, t. II, p. 326.
CARESSE, t. II, p. 13.
CARIGARA, t. Ier, p. 121.
CARLETON (Guy), t. II, p. 212.
CARLIER, t. II, p. 374.
CARLOS (SAN-), village, t. Ier, p. 125.
CARLOS (SAN-), collège, t. II, p. 324.
CARLOS (Don), Charles VII, roi de Naples, t. Ier, p. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 24, 29, 30, 31, 32, 156, 244.
CARLOS-EUSEBIO, t. II, p. 257.
CARLOTA, t. II, p. 49, 50.
CARLOTA (Petite), t. II, p. 50.
CARMONA, t. Ier, p. 121.
CARNÉ MARCEIN, t. Ier, p. 75.
CARNICERO (Antonio), t. II, p. 259.
CARNOT, t. II, p. 198.
CARO (DE), t. Ier, p. 86.
CAROLINA, t. II, p. 49, 50.
CARON (Mlle), t. II, p. 36, 357.
CARPIO (Comtesse del), t. II, p. 349.
CARRACA, t. II, p. 27.
CARRASCO (P.), t. Ier, p. 141.
CARREÑO, t. II, p. 369.
CARRETAS, t. Ier, p. 26.
CARRION DE CALATRAVA (Comte DE). Voir DROUILLET.
CARS (Jean-François DES), t. II, p. 146, 147, 189, 192, 193, 201, 202, 203, 398.
CARS (François-Marie DES), t. II, p. 201.
CARS (Jacques-François DES), t. II, p. 201.
CARTHAGE, t. II, p. 339.
CARTHAGÈNE, t. Ier, p. 121, 184, 189, 328, 403; t. II, p. 12, 23, 30, 38, 56, 148, 255, 289, 398.
CARTHAGÈNE DES INDES, t. Ier, p. 25, 30; t. II, p. 26, 71.
CARUTTI, t. Ier, p. 5.
CARVAJAL, colonel, t. Ier, p. 76.
CARVAJAL (José), ministre, t. Ier, p. 90, 140, 154, 158; t. II, p. 92, 373, 381.
CARVAJAL (Isidro), évêque, t. Ier, p. 197, 200, 201, 202, 328.
CASA-BLANCA, t. Ier, p. 85.
CASA-CAGIGAL, t. II, p. 191.
CASAFONDA, t. II, p. 340.
CASALBON, t. Ier, p. 171.
CASALI, t. Ier, p. 398.
CASANI (P.), t. Ier, p. 141.
CASA-PAVA, t. Ier, p. 128.
CASA-TILLY, t. II, p. 100, 106.
CASERTE, t. Ier, p. 30; t. II, p. 276.
CASSIEN (Saint), t. II, p. 315.
CASTAÑEDA (José), t. II, p. 379.
CASTEJON (Augustin DE), t. Ier, p. 150.
CASTEJON (Pedro-Gonzalez), t. II, p. 87, 93, 142, 153, 162, 186, 196.
CASTELAR, t. Ier, p. 186.
CASTEL-GANDOLFO, t. Ier, p. 301, 370, 372, 376, 408.

Castelli, t. Ier, p. 28, 413, 415.
Castellobranco, t. Ier, p. 81.
Castille, t. Ier, p. 7, 20, 22, 78, 111, 114, 115, 121, 142, 172, 173, 183, 184, 189, 190, 191, 193, 194, 200, 201, 202, 203, 213, 216, 217, 222, 229, 238, 240, 253, 256, 257, 261, 325, 331, 341, 359, 402; t. II, p. 37, 49, 50, 79, 82, 83, 224, 233, 248, 262, 284, 287, 292, 294, 309, 312, 315, 319, 323, 328, 337, 338, 340, 360, 393.
Castille (Vieille), t. Ier, p. 144.
Castor et Pollux, t. II, p. 258.
Castremañes, t. Ier, p. 78.
Castro, t. Ier, p. 253, 266, 267, 270, 278, 363, 380, 412.
Castro (Domingo), t. II, p. 239.
Castro (Juana de), t. II, p. 339.
Castro (Felipe de), t. II, p. 313, 378.
Castro (Guillen de), t. II, p. 367.
Castromonte, t. Ier, p. 218.
Castropignano (Duchesse de), t. Ier, p. 9, 22, 27, 31, 49.
Castropiñano, t. Ier, p. 176.
Catalogne, t. Ier, p. 3, 6, 17, 27, 225; t. II, p. 191, 290, 293, 314.
Catamarea, t. Ier, p. 121.
Catherine II, t. II, p. 75, 161, 182, 183, 186, 187, 252.
Catherine (Ile Sainte-), t. II, p. 82, 106, 107, 108, 115.
Cathologan, t. Ier, p. 121.
Catolica, t. Ier, p. 325; t. II, p. 35, 36, 39.
Cavalchini, t. Ier, p. 267, 280, 291, 292.
Cavallero (Bernardo), t. I r, p. 204.
Cavendish, t. Ier, p. 105; t. II, p. 211.
Cavero (José-Alvaro), t. II, p. 242.
Cavite, t. Ier, p. 121; t. II, p. 305.
Caybaté, t. Ier, p. 160.
Cayenne, t. II, p. 47.
Cayetan, t. Ier, p. 158.
Cayo-Cozina, t. II, p. 154.
Cazorla, t. Ier, p. 121.
Cean Bermudez, t. II, p. 379.
Ceballos (Pedro), t. Ier, p. 78, 90, 215, 223, 342; t. II, p. 82, 87, 106, 107, 397.
Ceballos Rodriguez, t. II, p. 313, 331, 332.
Cécilia (Santa), t. II, p. 149.
Cedulas Bancarias, t. Ier, p. 110, 111.
Celaya, t. Ier, p. 121.
Centomani, t. Ier, p. 116, 210, 266, 280, 283, 284, 316.
Cerda (la), t. Ier, p. 290, 293, 302, 328, 403; t. II, p. 39,
Cerda, membre de l'Académie de San-Sebastian, t. II, p. 345.
Cerdagne, t. II, p. 290.
Cervantes, t. II, p. 367.
Cerveira, t. Ier, p. 81.
Cervi (José), t. II, p. 322.
Césène, t. Ier, p. 416.
Cesti, t. II, p. 385.
Ceuta, t. Ier, p. 328; t. II, p. 84, 206, 317.
Chaco, t. Ier, p. 158, 224; t. II, p. 229.
Chactas, t. II, p. 154.
Chaffault (du), t. II, p. 141, 145.
Chalotais (la), t. Ier, p. 335.
Chandeleur, t. Ier, p. 270.
Chandernagor, t. II, p. 216.
Chanteloup, t. Ier, p. 331, 352; t. II, p. 23, 29, 77.
Chappe d'Auteroche, t. II, p. 320.
Charcas, t. Ier, p. 237.
Charlemagne, t. Ier, p. 116.
Charles (Banque Saint-), t. II, p. 279, 399.
Charles Ier, t. Ier, p. 250.
Charles II, t. Ier, p. 150, 250, 233; t. II, p. 370.
Charles IV, t. II, p. 220, 312, 328, 364, 400.
Charles-Emmanuel III, t. Ier, p. 4, 5, 91.
Charles-François-de-Paule (Infant), t. II, p. 257.
Charles-Joseph (Infant), t. II, p. 277.
Charles-Quint, t. II, p. 230, 233, 299.
Charlotte (Infante), t. II, p. 260, 261, 262, 265, 266, 267, 268, 277.
Chateaubriand, t. II, p. 322, 323.
Chatham, t. II, p. 55, 63, 64, 65, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 80, 110, 111, 124, 125, 126, 127, 208, 210.
Chavero y Esclava de Ronda, t. II, p. 352.

Chaves, t. Ier, p. 78.
Chesapeake, t. II, p. 196.
Chester, t. II, p. 157.
Chesterfield (Lord), t. II, p. 64.
Chevert, t. Ier, p. 41.
Chiclana, t. II, p. 293.
Chico (Francisco-Rodriguez), t. Ier, p. 328.
Chigi (Cardinal), t. Ier, p. 281, 291.
Chigi (Prince), t. Ier, p. 291.
Chiguagua, t. Ier, p. 121.
Chili, t. Ier, p. 90, 121, 129, 221, 224, 226, 228, 240; t. II, p. 30, 229.
Chillan, t. Ier, p. 121.
Chiloe, t. Ier, p. 121.
Chine, t. Ier, p. 167; t. II, p. 354.
Chiquitos, t. Ier, p. 121, 224.
Chiriguaios, t. Ier, p. 121.
Choiseul, t. Ier, p. 2, 4, 19, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 37, 39, 43, 44, 45, 48, 49, 51, 53, 54, 55, 56, 57. 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 69, 76, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 187, 188, 189, 209, 236, 237, 238, 245, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 258, 259, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 276, 281, 284, 285, 286, 287, 288, 291, 293, 296, 299, 305, 307, 308, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 322, 323, 331, 332, 333, 337, 346, 347, 351; t. II, p. 1, 4, 6, 7, 12, 19, 21, 23, 25, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 38, 39, 41, 43, 55, 57, 58, 59, 62, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 111, 114, 177, 210, 397.
Choiseul (Duchesse de), t. II, p. 29.
Choiseul-Praslin, t. II, p. 4, 12, 40, 41, 42, 43.
Chorizos, t. II, p. 360.
Christine de Suède, t. II, p. 372.
Christoval (San-), t. Ier, p. 121.
Churriguera (Josef), t. II, p. 370, 371, 382.
Chyapa, t. Ier, p. 121.
Cicenaro, t. II, p. 243.
Cicéron, t. II, p. 330.
Cid, t. II, p. 367.
Cifuentes, t. II, p. 253, 255.
Cinaloa, t. Ier, p. 121.
Ciudad-Real, t. Ier, p. 185; t. II, p. 288, 292.
Ciudad-Rodrigo, t. Ier, p. 76, 77, 78, 328; t. II, p. 292.
Ciudadela, t. II, p. 191.
Civita-Vecchia, t. Ier, p. 236, 238, 240, 283.
Claire (Sainte-), chambre, t. Ier, p. 7.
Clairon (Mlle), t. Ier, p. 170.
Clavière, t. II, p. 303.
Clavijero, t. Ier, p. 135.
Clavijo (Bataille de), t. II, p. 335.
Clavijo y Fajardo, t. II, p. 36, 321, 357, 358, 368.
Clément (Saint), t. Ier, p. 121.
Clément, t. Ier, p. 335; t. II, p. 30.
Clément V, t. Ier, p. 257.
Clément VIII, t. Ier, p. 197.
Clément XIII, t. Ier, p. 112, 113, 117, 119, 174, 221, 231, 232, 235, 236, 240, 241, 243, 248, 249, 253, 254, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 269, 270, 271, 279, 287, 294, 306, 336, 411, 412, 413.
Clément XIV, t. Ier, p. 112, 165, 174, 233, 269, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 308, 309, 313, 314, 315, 320, 322, 324, 325, 327, 330, 331, 337, 339, 340, 341, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 357, 358, 361, 362, 364, 365, 366, 367, 368, 371, 372, 373, 376, 377, 378, 381, 382, 385, 388, 389, 390, 391, 395, 396, 398, 399, 401, 403, 405, 406, 408, 409, 410, 411, 413; t. II, p. 117, 397.
Clemente (Village de San-), t. Ier, p. 128.
Climent (José), t. Ier, p. 328; t. II, p. 290.
Cobinde, t. II, p. 265.
Cochabamba, t. Ier, p. 121.
Coello, t. II, p. 313, 370.
Cogolludo, t. Ier, p. 376; t. II, p. 258, 393.
Coimbre, t. II, p. 328.
Colegios mayores, t. Ier, p. 18.
Colisée, t. Ier, p. 339.
Collège romain, t. Ier, p. 370.
Cologne, t. Ier, p. 354.

Coloma (P.), t. Ier, p. 171, 338, 392; t. II, p. 37, 46, 349.
Colonia (P.), t. Ier, p. 140, 141.
Colonna (Cardinal), t. II, p. 314.
Colonna (Marc-Antoine), t. Ier, p. 279, 281, 289, 370, 371, 383.
Colonna (Pamphili), t. Ier, p. 281.
Coloredo, t. II, p. 48.
Coltraro (P.), t. Ier, p. 401.
Comité de salut public, t. II, p. 198.
Compiègne (Traité de), t. 1er, p. 240.
Comtat-Venaissin, t. Ier, p. 304, 404.
Conca, t. II, p. 372.
Concejiles, t. II, p. 293.
Conception, t. Ier, p. 121, 125.
Conception (Fort de la), t. Ier, p. 76.
Concordat (1737), t. Ier, p. 199, 245.
Concordat (1753), t. Ier, p. 109, 111, 148, 245, 338.
Condamine (La), t. II, p. 8, 318.
Condillac, t. Ier, p. 245; t. II, p. 37, 326, 328, 331.
Condorcanqui. Voir Tupac-Amaru (José-Gabriel).
Condorcet, t. Ier, p. 170; t. II, p. 328.
Conflans, t. Ier, p. 35, 40.
Conforto, t. II, p. 40.
Congo, t. Ier, p. 379.
Conquista Real, t. Ier, p. 83.
Constance, t. Ier, p. 257.
Constantinople, t. Ier, p. 274; t. II, p. 252.
Contades, t. Ier, p. 35.
Contaduria, t. II, p. 27.
Conti (Cardinal), t. Ier, p. 280.
Conti (Prince de), t. II, p. 13.
Conti (Jean-Baptiste), t. II, p. 343.
Contractation, t. II, p. 27, 28, 247, 248.
Contre-édit, t. Ier, p. 212, 214.
Convention secrète, t. Ier, p. 107.
Conway, t. II, p. 58, 63, 65.
Cordillères, t. Ier, p. 224.
Cordoba (Luis de), évêque, t. Ier, p. 328.
Cordoba (Amiral Luis de), t. II, p. 140, 142, 145, 148, 151, 153, 179, 202, 205, 206, 209, 397.
Cordoue, t. Ier, p. 121, 328, 396; t. II, p. 44, 292.
Cordova (Cardinal), t. Ier, p. 231.
Cordova de Tucuman, t. Ier, p. 121, 127, 221, 224, 225, 226.
Coria, t. Ier, p. 328.
Corneille (Pierre), t. II, p. 341, 367.
Corneille (Thomas), t. II, p. 341.
Cornin, t. Ier, p. 88.
Cornwallis, t. II, p. 196.
Corogne, t. Ier, p. 120, 185; t. II, p. 13, 26, 248.
Corona (Marquis de la), t. II, p. 49, 50.
Coronel (Fernand), t. Ier, p. 402.
Coronel (Marie), t. Ier, p. 144.
Corpus (Fête du), t. II, p. 362.
Corpus, village, t. Ier, p. 125.
Corrado, t. II, p. 374.
Corrège (le), t. II, p. 376.
Corrientes, t. Ier, p. 121, 225; t. II, p. 102.
Corse, t. Ier, p. 221, 237, 238, 262; t. II, p. 218.
Corsini (Andréa), t. Ier, p. 281, 290, 379, 398, 399.
Corsini (Nerio), t. Ier, p. 280.
Corsini (Prince), t. Ier, p. 415.
Corsen, t. II, p. 334.
Cosina, t. II, p. 226.
Cosme (San-), t. Ier, p. 125.
Costa (Joaquin), t. II, p. 45, 286, 292, 293, 296.
Costa-Rica, t. II, p. 159.
Cotarelo y Mori, t. II, p. 36, 40, 47, 90, 93, 257, 343, 347, 348, 350, 351, 361, 362, 363, 364, 368, 373.
Côte-Ferme, t. II, p. 248.
Coullié, t. Ier, p. 277.
Coustou, t. II, p. 379.
Covadonga, t. II, p. 363, 380.
Cowley, t. II, p. 59, 60.
Coxe, t. Ier, p. 66, 140; t. II, p. 11, 25, 38, 163, 288, 291, 316.
Coximar, t. Ier, p. 86.
Crafort (de), t. Ier, p. 74.
Cramer, t. Ier, p. 24.
Créqui (Duc de), t. Ier, p. 291.
Cretaro, t. Ier, p. 121.
Crétineau-Joly, t. Ier, p. 129, 284, 295.
Crillon (Duc de), t. II, p. 136, 145,

146, 176, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 198, 199, 200, 203, 204, 206.
Crillon (Marquis de), t. II, p. 195.
Crimée, t. II, p. 252, 253.
Cristobal (San-), t. II, p. 204.
Cristophe (Saint-), t. II, p. 153.
Croix (Eglise Sainte-), t. Ier, p. 193.
Crussol (Chevalier de), t. II, p. 201.
Cruz (Village Santa-), t. Ier, p. 121.
Cruz de Mudela (Santa-), t. Ier, p. 376.
Cruz (Marquis de Santa-), t. Ier, p. 376; t. II, p. 349, 392.
Cruz (Marquise de Santa-), t. II, p. 349.
Cruz (Princesse de Santa-), t. Ier, p. 365.
Cruz de la Sierra (Santa-), t. Ier, p. 121.
Cruz (Ramon de la), t. Ier, p. 26; t. II, p. 36, 40, 259, 313, 352, 361, 362, 363, 364, 369, 379.
Cruz (La), t. Ier, p. 125.
Cruz (Théâtre de la), t. II, p. 360.
Cruzada, t. II, p. 84.
Cuadrillero (Cayétano), t. Ier, p. 328.
Cuba, t. Ier, p. 25, 83, 84, 85, 106, 227; t. II, p. 31, 110, 158, 248.
Cuellar (Juan), t. II, p. 322.
Cuenca (P.), t. Ier, p. 181, 182, 183.
Cuenca, t. Ier, p. 121, 176, 185, 197, 198, 200, 328, 342; t. II, p. 304,
Cueva, t. II, p. 363.
Cujas, t. Ier, p. 335.
Culloden, t. II, p. 63.
Cumberland (Duc de), t. Ier, p. 96, 100.
Cumberland (Richard), t. II, p. 161, 168, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 182, 184, 185, 186, 187, 188.
Curaçao, t. II, p. 305.
Curtis commodore, t. II, p. 205.
Curupay, t. Ier, p. 128.
Cuzco, t. Ier, p. 121; t. II, 228, 236, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246.
Cybèle, t, II, p. 378, 379.
Dagami, t. Ier, p. 121.
Dalrymple Major, t. Ier, p. 10; t. II, p. 14, 95.
Damas-Hinard, t. II, p. 357.
Dammartin (Comte de), t. II, p. 201.
Danemark, t. II, p. 48, 184, 346.
Danube, t. II, p. 133.
Danvila y Collado, t. Ier, p. 10, 14, 22, 24, 56, 57, 67, 70, 83, 84, 85, 89, 112, 179, 182, 207, 208, 210, 211, 215, 216, 217, 219, 225, 251, 253, 256, 259, 280, 281, 287, 291, 301, 303, 306, 316, 321, 326, 327, 341, 365, 381, 382, 383, 391, 399, 400, 401, 404, 408; t. II, 48, 49, 50, 60, 71, 84, 93, 94, 102, 105, 128, 132, 133, 135, 146, 190, 192, 199, 203, 208, 212, 216, 218, 226, 231, 235, 236, 237, 241, 243, 245, 248, 252, 263, 268, 278, 335, 392.
Dapitan, t. Ier, p. 121.
Darby, t. II, p. 196.
Darien, t. Ier, p. 121.
Daroca, t. Ier, p. 185.
Daubenton (P.), t. Ier, p. 135.
Daubigny, t. II, p. 178.
Dauphin (Louis XVI), t. II, p. 118.
Dauphin, t. II, p. 133.
Dauphine (Ile), t. II, p. 3.
Dauphine (Marie-Antoinette), t. II, p. 83.
Daymiel, t. Ier, p. 121.
Deffand (Du), t. Ier, p. 170.
Delci (P.), t. Ier, p. 270.
Delgado (Alonso-Perez), t. Ier, p. 207,
Delgado (Francisco), t. Ier, p. 328.
Délices (Promenade des), t. Ier, p. 180.
Denis (Mme), t. Ier, p. 170.
Descalonne, t. Ier, p. 248.
Descartes, t. Ier, p. 133; t. II, p. 319, 327, 330.
Desdevises du Dézert, t. Ier, p. 18, 20, 23, 50, 111, 119, 120, 132, 134, 190, 202, 338, 362; t. II, 26, 28, 32, 54, 229, 232, 280, 284, 292, 294, 301, 315, 335, 374, 380, 385.
Destouches, t. II, p. 364.
Destutt de Tracy, t. II, p. 328.
Deshaisses (Abbé), t. Ier, p. 296.
Deux-Siciles, t. Ier, p. 3, 4, 5, 7, 31, 62, 70, 156, 243, 250, 251, 253, 258, 259, 265, 271, 277, 303, 306, 396; t. II, p. 97, 184, 218, 267, 273, 277.
Diane, t. II, p. 379.

Diaz de Valdès (Pedro), t. II, p. 290.
Diderot, t. Ier, p. 170; t. II, p. 54, 341, 342.
Diégo (San-), t. II, p. 392.
Diezmos, Novales, t. Ier, p. 198, 199, 201.
Digby, t. II, p. 212.
Dijon, t. II, p. 321.
Diligente, t. II, p. 149, 150.
Di Maio, t. Ier, p. 4.
Doblado. Voir Blanco White.
Dolese, t. II, p. 326.
Dolores, t. II, p. 204.
Domech, t. Ier, p. 209.
Domingo (San-), navire, t. II, p. 149, 150, 268.
Domingue (Saint-), t. Ier, p. 32, 99, 121, 227; t. II, 11, 12, 18, 68, 71, 114, 196, 218, 222, 229.
Dominique (la), t. Ier, p. 72; t. II, p. 222.
Doniol, t. Ier, p. 19; t. II, p. 22, 23, 33.
Donoso (Josef), t. II, p. 370, 371.
Doria (Mgr), t. Ier, p. 350. 395.
Doucet (Julien-Jérôme), t. II, p. 17.
Douniol, t. Ier, p. 123.
Douvres, t. Ier, p. 90.
Drake, t. II, p. 229.
Draper, t. Ier, p. 88, 89; t. II, p. 56, 66.
Drouillet, t. II, p. 161, 180, 301.
Duero, t. Ier, p. 77, 79, 81.
Dumet (Marquis), t. II, p. 39.
Dunford, t. II, p. 155.
Dunkerque, t. Ier, p. 34, 42, 107; t. II, p. 138, 213, 216.
Durand, t. II, p. 58, 59, 61.
Durande, t. II, p. 321.
Durango, t. Ier, p. 121.
Dürer (Albert), t. II, p. 377.
Durini, t. Ier, p. 280.
Ebre, t. II, p. 299.
Echevarria, t. II, p. 322.
Ecija, t. Ier, p. 121; t. II, p. 44.
Ecosse, t. Ier, p. 41; t. II, p. 173, 335.
Eden, t. II, p. 278.
Edimbourg, t. II, p. 171.
Egmont, port, t. II, p. 55, 60, 65, 67, 68, 72, 73, 80, 81.
Egmont (Lord), t. II, p. 60, 65.
Egremont, t. Ier, p. 66, 67, 73, 91, 93, 99, 100, 102, 103.
Egypte, t. II, p. 337.
Electre, t. II, p. 342.
Elena (Santa-), t. II, p. 49, 50.
Eleta (Joaquin), t. Ier, p. 20, 113, 117, 197, 255, 329; t. II, p. 87, 96, 105, 137, 162, 186, 289, 309, 391.
Elliot (Georges), t. II, p. 146, 147, 204.
Elisabeth d'Angleterre, t. II, p. 229.
Elisabeth Farnèse, t. Ier, p. 2, 3, 11, 13, 77, 135, 162, 175, 176, 188, 195, 219, 220, 244; t. II, p. 95, 372.
Elisabeth de France. Voir Louise-Elisabeth.
Elisabeth-Petrovna, t. Ier, p. 92, 93.
Elphinstone, t. II, p. 182.
El Viso, t. II, p. 44.
Eminente (Convenio d'), t. II, p. 19.
Enée, t. II, p. 377.
Ensenada (la), t. Ier, p. 33, 133, 136, 142, 143, 155, 156, 163, 164, 176, 202, 208; t. II, p. 340.
Enville (d'), t. II, p. 29.
Eole, t. II, p. 377.
Eon (Chevalier d'), t. Ier, p. 94; t. II, p. 63.
Ephèse, t. II, p. 205.
Erasme, t. II, p. 326.
Erié, t. Ier, p. 98.
Escalona (Romualdo), t. II, p. 313, 338, 339.
Escapaforno, t. Ier, p. 9.
Escarano, t. Ier, p. 171; t. II, p. 103, 127, 128, 129, 131, 132, 136.
Escolastica, t. II, p. 50.
Escudero (Bartolomé), t. II, p. 255.
Escurial, t. Ier, p. 183, 187, 235 t. II, p. 103, 108, 183, 185, 266, 276, 280, 370, 394, 395, 396.
Esla, t. Ier, p. 77.
Espallarosa (Juan), t, II, p. 323.
Esperanza, t. Ier, p. 178, 216, 218, 389.
Espinosa y Tello (Juan), t. II, p. 320.
Esprit (Saint-), t. Ier, p. 119.
Esquilache (Leopoldo de Gregorio,

marquis D'), t. Ier, p. 16, 17, 21, 22, 36, 37, 38, 136, 163, 164, 165. 176, 177, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 187, 188, 193, 197, 199, 201, 207, 208, 214; t. II, p. 1, 33, 34, 40, 41, 90, 307, 340.
ESQUILIN, t. II, p. 377.
ESSEX, t. Ier, p. 41.
ESTAING (D'), t. Ier, p. 73, 90, 91; t. II, p. 123, 141, 161, 179, 180, 181, 220.
ESTANISLAO (SAN-), t. Ier, p. 125, 128.
ESTEVAN (Duc DE SAN-), t. II, p. 39.
ESTRÉMADURE, t. Ier, p. 78; t. II, p. 294.
ESTREMOZ, t. Ier, p. 76.
ETATS-UNIS, t. Ier, p. 19; t. II, p. 22, 100, 116, 123, 196, 207, 209, 210, 212, 222, 226, 227.
ETIENNE DES GRÈS (SAINT-), t. Ier, p. 335.
EUGENIO (SAN-), t. II, p. 150.
EULER, t. II, p. 387, 388.
EUROPE (Pointe d'), t. II, p. 197, 203, 205, 206.
EXCUSADO, t. Ier, p. 50, 198, 201.
EXIMENO (P.), t. Ier, p. 135; t. II, p. 313, 330, 331, 386, 387, 388, 389, 390.
EXEQUATUR, t. Ier, p. 115, 171, 386.
EXPILLI, t. II, p. 255.
FABIAN Y FUERO (Don Francisco), t. Ier, p. 167; t. II, p. 288.
FABRO, t. Ier, p. 226.
FABRONI, t. II, p. 376.
FAENZA, t. Ier, p. 240, 402.
FALCONET, t. II, p. 376.
FALKENHAYN, t. II, p. 192, 195.
FALKESTEIN, t. Ier, p. 281.
FALKLAND (Iles), t. Ier, p. 224; t. II, p. 55, 59, 60, 80.
FALKLAND (Château de), t. II, p. 60.
FALMOUTH, t. II, p. 142.
FANO, t. Ier, p. 241.
FANTUZZI, t. Ier, p. 243, 248, 261, 277, 289.
FARINELLI, t. Ier, p. 2.
FARNÈSE, t. Ier, p. 412.
FARNÈSE (Alexandre), t. Ier, p. 244.
FARNÈSE (Antoine-François), t. Ier, p. 244.
FARNÈSE (Pierre-Louis), t. Ier, p. 244.
FARNÈSE (Odoardo II), t. Ier, p. 244.
FAVIER, t. II, p. 24, 25, 28.
FAYETTE (LA), t. II, p. 111.
FÉ (SANTA-), t. Ier, p. 121, 129, 225 241.
FEBRONIUS, t. Ier, p. 255.
FEJOO, t. Ier, p. 169; t. II, p. 296, 313, 325, 326, 327, 328, 341, 383, 384, 385.
FELINO (Marquis DE). Voir DU TILLOT.
FELIPE, t. Ier, p. 328.
FENIX, navire, t. II, p. 149, 150.
FERDINAND, duc de Parme, t. Ier, p. 245, 246, 247, 386, 387; t. II, p. 37.
FERDINAND (Infant), t. II, p. 265.
FERDINAND IV, t. Ier, p. 1, 7, 14, 162, 219, 243, 258, 266, 372, 375; t. II, p. 97, 98, 99, 250, 267, 268, 269, 272, 275, 276, 277.
FERDINAND VI, t. Ier, p. 1, 2, 3, 5, 7, 11, 17, 19, 20, 21, 24, 30, 31, 33, 80, 90, 110, 111, 135, 140, 142, 145, 146, 147, 152, 154, 155, 156, 157, 161, 162, 163, 168, 202; t. II, p. 3, 19, 20, 22, 69, 83, 95, 313, 323, 335, 340, 371, 373, 374, 375, 385, 400.
FERDINAND VII, t. II, p. 96, 260.
FERMO, t. Ier, p. 277.
FERNANDEZ DE HIJAR (Ana-Maria del Pilar), t. II, p. 308.
FERNANDO (Académie de SAN-), t. II, p. 92, 259, 263, 313, 317, 318, 373, 378, 381.
FERNANDO (Duc DE SAN-). Voir MELGAREJO.
FERNANDO (Hospice de SAN-), t. II, p. 281.
FERNANDO (Résidence de SAN-), t. II, p. 180.
FERNANDO (Miguel), t. Ier, p. 327.
FERNANDO DE OMOA (SAN-), t. II, p. 136, 158, 167.
FERNAN NUÑEZ (José), t. Ier, p. 76.
FERNAND NUÑEZ (Carlos), t. Ier, p. 2, 8, 9, 11, 12, 76, 87, 170, 250, 374; t. II, p. 23, 34, 37, 39, 44, 48, 60, 79, 87, 88, 89, 92, 95, 106, 108, 109, 124, 146, 149, 154, 157, 163, 164, 194, 197, 254, 255, 260, 261, 263, 264, 302, 304, 306, 308, 349.

Ferney, t. Ier, p. 136, 170, 196.
Ferrare, t. Ier, p. 240.
Ferrer (P.), t. Ier, p. 211.
Ferrer del Rio, t. Ier, p. 11, 13, 17, 26, 74, 84, 118, 135, 163, 165, 172, 185, 186, 192, 194, 202, 205, 206, 209, 216, 246, 255, 281, 288, 307, 353, 363, 366, 368, 373, 377, 378, 379, 381, 385, 387, 388, 389, 394; t. II, p. 14, 44, 51, 66, 68, 71, 81, 83, 84, 87, 91, 95, 98, 99, 122, 139, 149, 151, 153, 184, 187, 190, 195, 204, 205, 220, 236, 238, 243, 244, 247, 248, 252, 253, 255, 259, 263, 264, 271, 272, 278, 280, 284, 288, 296, 302, 303, 310, 311, 318, 339, 364, 377, 378.
Ferrol (le), t. II, p. 57, 69, 71, 323.
Ferroni, t. Ier, p. 243, 248.
Fife (Comté de), t. II, p. 60.
Figueroa (Ventura), t. Ier, p. 211, 374, 402; t. II, p. 82, 83, 289.
Figuières, t. Ier, p. 172, 219.
Filding, t. II, p. 187.
Finistère, t. II, p. 140.
Fiorenzo (San-), t. Ier, p. 239.
Firmiain, t. Ier, p. 248.
Fischer, t. Ier, p. 24.
Fitz-James, t. Ier, p. 385.
Fitz-James (Emili de), t. II, p. 201.
Fitz-Herbert, t. II, p. 189, 212, 213, 214.
Fitz-Patrick, t. II, p. 110, 127.
Flammermont, t. II, p. 24.
Flandre, t. Ier, p. 24, 41; t. II, p. 19, 21, 234, 373.
Flaubert (Gustave), t. II, p. 365.
Flobert (de), t. Ier, p. 76.
Florence, t. Ier, p. 375; t. II, p. 34, 71, 373.
Florentin (Saint-). Voir La Vrillère.
Florès, t. Ier, p. 211, 212,
Florès (Ignacio), t. II, p. 245.
Flores (Juan de), t. II, p. 335.
Florez (P. Enrique), t. II, p. 313, 336, 337.
Florida Blanca. Voir Moñino.
Floride, t. Ier, p. 84, 97, 98, 102, 106; t. II, p. 5, 123, 153, 154, 221, 223, 226, 398.
Fondeo (Visite de), t. II, p. 41.
Fontainebleau, t. Ier, p. 73, 106; t. II, p. 1, 4, 5, 74.
Fontemoing, t. II, p. 365.
Fontenoy, t. Ier, p. 143; t. II, p. 63, 146.
Forli, t. Ier, p. 240, 402.
For militaire, t. II, p. 19.
Forner, t. II, p. 22, 313, 326, 353, 354, 369.
Foucault, t. II, p. 8, 10, 13, 17.
Fougeras (Dom Victor), t. II, p. 283.
Foulché Delbosc, t. II, p. 364.
Fox, t. Ier, p. 102, 103; t. II, 106, 124, 125, 207, 210, 211, 212, 219, 225, 226.
Francavilla (Prince de), t. II, p. 38.
France, t. Ier, p. 3, 4, 5, 6, 12, 19, 21, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 91, 92, 94, 95, 98, 100, 102, 103, 104, 106, 107, 118, 142, 144, 172, 173, 175, 189, 196, 208, 212, 218, 231, 238, 239, 240, 243, 244, 246, 250, 251, 253, 254, 257, 258, 259, 261, 267, 270, 271, 275, 276, 277, 278, 280, 285, 293, 296, 303, 304, 306, 308, 310, 313, 316, 317, 318, 322, 323, 326, 330, 331, 332, 333, 334, 336, 337, 340, 346, 347, 349, 351, 353, 354, 367, 370, 376, 386, 387, 388, 390, 391, 393, 394, 395, 396, 397, 402, 404, 407, 411, 414; t. II, p. 1, 3, 5, 6, 12, 15, 17, 18, 19, 21, 22, 29, 30, 31, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 46, 47, 51, 54, 55, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 71, 72, 74, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 91, 97, 100, 110, 111, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 125, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 140, 141, 143, 144, 147, 151, 166, 167, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 189, 192, 200, 210, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 222, 226, 227, 248, 250, 252, 253, 262, 265, 271, 272, 275, 276, 278, 314, 318, 341, 356, 368, 373, 395.
Francès, t. II, p. 62, 72, 73, 76, 77.

FRANCHE-COMTÉ, t. II, p. 272.
FRANCISCO, évêque, t. Ier, p. 329.
FRANÇOIS D'ASSISE (Saint), t. Ier, p. 166, 302, 351; t. II, p. 28, 393, 394.
FRANÇOIS (Archiduc), t. Ier, p. 374.
FRANÇOIS (Frère), domestique de Clément XIV, t. I r, p. 324.
FRANÇOIS DE SALES (Saint), t. Ier, p. 119, t. II, p. 371.
FRANÇOIS-XAVIER (Infant), t. Ier, p. 7.
FRANKLIN, t. II, p. 110, 111, 119, 121, 189, 208, 209, 210, 222.
FRANQUIS LASO DE CASTILLA (José), t. Ier, p. 328.
FRASCATI, t. Ier, p. 374, 379, 383.
FRASCHINA, t. II, p. 374.
FRÉDÉRIC II, t. Ier, p. 29, 40, 41, 42, 45, 80, 93, 169, 374, 385; t. II, p. 134, 278, 399.
FRÉDÉRIC-GUILLAUME Ier, t. II, p. 400.
FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, t. II, p. 278.
FRÉGÉNÉDA, t. Ier, p. 121.
FRÉMIN, t. II, p. 379.
FRÉNIÈRE (Chauvin DE LA), t. II, p. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.
FREYRE DE ANDRADE, t. Ier, p. 90, 159.
FRIAS (Duc DE), t. II, p. 262.
FRIBOURG (Romuald DE), t. II, p. 51, 52.
FRIBOURG-EN-BRISGAU, t. II, p. 146.
FRUTOS (SAN-), t. II, p. 334.
FUENCARRAL, t. II, p. 312.
FUENCUBIERTA, t. II, p. 50.
FUENTE (Andrès DE LA), t. Ier, p. 209.
FUENTE (Mauro DE LA), t. Ier, p. 208, 209.
FUENTE CARRETEROS, t. II, p. 50.
FUENTE DEL MAESTRE, t. Ier, p. 121.
FUENTE PALMERA, t. II, p. 50.
FUENTES (Joaquin Pignatelli, comte DE), t. Ier, p. 29, 52, 53, 56, 57, 58, 60, 64, 67, 68, 69, 80, 83, 97, 171, 188, 240, 259, 267, 268, 281, 311, 315, 326, 333, 334, 335, 336, 337, 345, 346, 349, 351, 391, 392; t. II, 66, 68, 72, 75, 82, 92, 348, 349.
FUENTES (Comtesse DE), t. II, p. 349.
FUENTES (Maria-Luisa Gonzaga y Carracciolo, comtesse DE), t. Ier, p. 391.
FUEROS (J.-A. DE LOS), t. Ier, p. 232.
FULGENCE (SAINT-), t. II, p. 289.
FUMERAN (P.), t. Ier, p. 248.
GABER, t. Ier, p. 76.
GABRIEL (Ile SAINT-), t. II, p. 108.
GABRIEL (Infant), t. Ier, p .7; t. II, p. 202, 250, 260, 262, 264, 266, 267, 268, 276, 277, 287, 391.
GACHE (P. DE), t. Ier, p. 172.
GAGES, t. Ier, p. 80.
GALAPAGAR, t. II, p. 108, 109, 394.
GALLARDO, t. Ier, p. 130.
GALLES (Prince DE), t. Ier, p. 265.
GALLES (Princesse DE), t. Ier, p. 66, 106, 354; t. II, p. 207.
GALIANI (Abbé), t. Ier, p. 251.
GALIANI (Marquis), t. II, p. 381.
GALICE, t. Ier, p. 178, 192, 403; t. II, p. 21, 74, 287, 290, 293, 312, 334.
GALILÉE, t. Ier, p. 133; t. II, p. 324.
GALINDO (Francisco), t. Ier, p. 328.
GALITZIN, t. Ier, p. 54, 55, 57.
GALUCCI, t. II, p. 380.
GALVAN (Antonio-Jorge), t. II, p. 289.
GALVEZ (Bernardo), t. II, p. 18, 136, 154, 155, 156, 157, 158, 162, 226, 397.
GALVEZ (José), t. II, p. 1, 93, 152, 161, 162. 176, 177, 189, 196, 220, 262, 264, 305, 306, 310, 318, 396.
GALVEZ (Matias), t. II, p. 158, 159.
GALVEZTOWN, t. II, p. 156.
GAMA, t. II, p. 320.
GANDARA, t. Ier, p. 176, 210, 211.
GANDIA, t. Ier, p. 121; t. II, p. 349.
GANGANELLI, t. Ier, p. 112, 165, 273, 280, 281, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 302, 304, 348, 355, 381, 390.
GAONA Y PORTOCARRERO (Juan), comte de Valparaiso, t. Ier, p. 16, 163.
GARABATO, t. II, p. 50.
GARAY (Blas), t. Ier, p. 126, 127, 128, 129, 131, 156, 160.
GARCIA ALVARO (Juan-José), t. Ier, p. 328.
GASSENDI, t. Ier, p. 133; t. II, p. 327.
GASTON (Miguel), t. II, p. 106, 144, 145, 148, 151.
GAUDEAU (P.), t. Ier, p. 149, 153, 325.

GAUSA (Comte DE), Voir MUZQUIZ.
GAUTIER, t. II, p. 69, 136, 147, 398.
GAZIER, t. Ier, p. 120, 122, 138, 167, 172.
GAZZOLA, t. Ier, p. 77, 182; t. II, p. 387.
GELIDA, t. II, p. 326.
GÊNES, t. Ier, p. 237, 238, 239, 240, 346; t. II, p. 38.
GENZANO, t. Ier, p. 375.
GEOFFRIN, t. Ier, p. 170, 196.
GEORGES (Marquis DE SAINT-), t. II, p. 97.
GEORGES (Canal SAINT-), t. II, p. 42.
GEORGES (Fort), t. II, p. 157.
GEORGES II, t. Ier, p. 33, 42, 59; t. II, p. 59.
GEORGES III, t. Ier, p. 60, 65, 95, 98, 102, 354; t. II, p. 55, 61, 62, 63, 70, 74, 75, 80, 81, 104, 110, 111, 116, 120, 124, 125, 126, 128, 135, 164, 173, 175, 182, 187, 188, 189, 206, 207, 208, 211, 218, 219, 222, 226.
GEORGETOWN, t. II, p. 194.
GÉORGIE, t. Ier, p. 98; t. II, p. 135.
GERMAINE (Lord), t. II, p. 127, 164, 166, 168, 169, 173.
GERMINY (Marc DE), t. II, p. 152, 202.
GERONIMO (San), t. Ier, p. 128.
GERONIMO (Carrera San), t. Ier, p. 26.
GÉSU, t. Ier, p. 241.
GÉTAFE, t. Ier, p. 193.
GIAQUINTO, t. II, p. 373, 375.
GIBBON, t. II, p. 135.
GIBRALTAR, t. Ier, p. 74, 75, 169; t. II, p. 60, 123, 129, 132, 136, 137, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 164, 166, 167, 169, 176, 180, 183, 185, 189, 190, 196, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 213, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 224, 225, 251, 268, 338, 345, 397.
GILLES (Saint-), t. Ier, p. 181.
GIMBERNAT (Antonio), t. II, p. 324.
GIPPINI (Juan-Antonio), t. II, p. 343.
GIRALDA, t. II, p. 85.
GIRAUD, t. Ier, p. 322, 333, 334, 351, 391, 395, 397, 398, 414, 415.
GIRON (Bartolomé), t. II, p. 84, 85.
GIRONE, t. Ier, p. 121, 172, 328; t. II, p. 13, 54.
GIUSTI (José), t. Ier, p. 408.
GIANINI (Pedro), t. II, p. 317.
GIRAULT (Arthur), t. II, p. 229.
GIVET, t. II, p. 278.
GLASGOW, t. II, p. 171.
GLEICHEN (Baron DE), t. II, p. 47.
GLOCESTER (Duc DE), t. Ier, p. 354; t. II, p. 110.
GLORIEUX (Le), t. II, p. 201.
GODEFROI DE BOUILLON, t. II, p. 362.
GODOY (Manuel), t. II, p. 96, 354.
GOLCONDE, t. II, p. 371.
GOLDSMITH, t. II, p. 347.
GOLOFKIN, t. Ier, p. 42.
GOLTZ, t. Ier, p. 93.
GOMEZ (Antonio), t. Ier, p. 328.
GOMEZ FREYRE, t. Ier, p. 136.
GOMEZ LADO (José), t. II, p. 289.
GOMEZ ORTEGA (Casimiro), t. II, p. 321, 322, 344.
GONGORA, t. II, p. 342.
GONZALEZ (Mlle), t. II, p. 38.
GONZALEZ (P.), t. Ier, p. 213, 214, 216.
GONZALO (San), t. Ier, p. 128.
GORDON (Lord Georges), t. II, p. 161, 171, 172, 176.
GORMAN (Miguel DE), t. II, p. 323.
GOSPORT, t. II, p. 138, 140.
GOTHS, t. Ier, p. 256.
GOYA, t. II, p. 377.
GOWER (Lord), t. II, p. 121.
GRACIA OLAVIDE, t. II, p. 47.
GRACIA REAL, t. Ier, p. 83.
GRAENA, t. II, p. 289.
GRAFTON (Lord), t. II, p. 63, 64, 65.
GRAINVILLE, t. II, p. 350.
GRANBY, t. II, p. 76.
GRANDE-BRETAGNE, t. Ier, p. 33, 45, 56, 65, 67, 82, 96; t. II, p. 6, 33, 75, 81, 103, 111, 134, 137, 139, 141, 154, 165, 169, 170, 180, 182, 183, 184, 213, 251, 267, 272, 278.
GRANDIOSA, t. II, p. 363.
GRANJA (La), t. Ier, p. 115; t. II, p. 378.
GRANTHAM, t. II, p. 104, 107, 116, 117, 129, 130, 134, 216, 223.
GRANVILLE, t. Ier, p. 99, 102.
GRAOS, t. Ier, p. 121.
GRASSE (DE), t. II, p. 196, 210, 213, 215.
GRAVINA, t. II, p. 204.

Grèce, t. II, p. 354.
Grégoire XIII, t. Ier, p. 250.
Grégoire XV, t. Ier, p. 276.
Gremios, t. Ier, p. 27, 194; t. II, p. 1, 20, 32, 33, 139, 300, 301, 303, 304, 306, 340.
Grenade, t. Ier, p. 121, 156, 328; t. II, p. 30, 56, 289, 292, 334, 335, 336.
Grenade (Duc de), t. Ier, p. 208; t. II, p. 393.
Grenade (Dans le Nicaragua), t. II, p. 159.
Grenade (La), t. Ier, p. 107; t. II, p. 179.
Grenville (George), t. Ier, p. 102, 103; t. II, p. 62, 63.
Grenville (Thomas), t. II, p. 189, 210, 211, 212.
Gresset, t. II, p. 364.
Grimaldi, t. Ier, p. 29, 54, 55, 56, 57, 61, 62, 64, 90, 91, 94, 96, 97, 101, 118, 180, 187, 188, 189, 191, 210, 217, 219, 233, 235, 236, 237, 242, 247, 248, 250, 252, 253, 259, 260, 267, 268, 271, 278, 279, 280, 293, 295, 296, 299, 303, 305, 310, 311, 314, 315, 316, 319, 320, 321, 325, 326, 330, 334, 335, 336, 337, 341, 342, 344, 345, 348, 349, 350, 352, 355, 356, 359, 361, 363, 365, 366, 370, 371, 372, 373, 377, 380, 382, 383, 384, 387, 388, 389, 392, 394, 395, 397, 398, 400, 402, 404, 406, 409, 410, 411, 412, 414; t. II, p. 1, 6, 12, 14, 15, 23, 33, 36, 39, 42, 56, 57, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 79, 80, 82, 86, 90, 91, 92, 93, 94, 97, 99, 100, 101, 103, 105, 106, 112, 114, 115, 116, 117, 120, 162, 311.
Grimm, t. II, p. 334.
Grisel, t. Ier, p. 392.
Grosseto, t. Ier, p. 371.
Guadalajara, t. Ier, p. 114, 122, 179, 185, 376.
Guadalaxara, t. Ier, p. 121.
Guadalete, t. II, p. 363.
Guadeloupe, t. II, p. 222.
Guadin, t. Ier, p. 121, 328.
Guamies, t. Ier, p. 121.
Guamanga, t. Ier, p. 121.
Guanaxato, t. Ier, p. 121.
Guancabellica, t. Ier, p. 121.
Guaranis, t. Ier, p. 123, 124, 161, 224, 230.
Guardia (La), t. Ier, p. 81.
Guarico, t. II, p. 220.
Guarroman, t. II, p. 50.
Guastalla, t. Ier, p. 4, 6.)
Guatémala, t. Ier, p. 121; t. II, p. 136, 158, 159.
Guayaquil, t. Ier, p. 121.
Guaycurus, t. Ier, p. 123.
Guazzi (Margherita), t. II, p. 374.
Guayra, t. Ier, p. 124.
Gubio, t. Ier, p. 241.
Guéneau de Mussy, t. II, p. 323.
Guerchy (Comte de), t. II, p. 57, 65.
Guerra (Juan Diaz de), t. II, p. 289.
Guernesey, t. II, p. 132.
Guerrero (Sebastian Miguel), t. II, p. 323.
Guevara (Marquis de), t. Ier, p. 376.
Guevara (Luis Velez de), t. II, p. 367.
Guichen, t. II, p. 136, 145, 152, 153, 179, 180, 202.
Guillaume III, t. II, p. 170.
Guillembourg, t. II, p. 321.
Guise (Duc de), t. II, p. 192.
Guglielmi, t. Ier, p. 281.
Guillaume (Saint-), t. Ier, p. 121.
Guines, t. II, p. 103, 112.
Guipuzcoa, t. II, p. 195, 283, 291, 295.
Gusseme (Tomas Andrès), t. II, p. 336.
Gutierrez (Francisco), sculpteur, t. II, p. 378.
Gutierrez (Francisco-Antonio), maître de chapelle, t. II, p. 390.
Gutierrez Bueno (Pedro), t. II, p. 321.
Gutierrez Coronel (Diégo), t. II, p. 340.
Gutierrez de la Huerta, t. Ier, p. 216.
Guzman (Maria Isidra), t. II, p. 349, 351.
Guzmana, t. II, p. 37.
Habana, t. Ier, p. 121.
Hallifax, t. Ier, p. 102, 103; t. II, p. 33, 39, 56.
Hambato, t. Ier, p. 121.

Hamel (du), t. II, p. 321.
Hamet el Gazal, t. Ier, p. 195.
Hamilton, t. II, p. 136, 138.
Hannon, t. II, p. 339.
Hanovre, t. Ier, p. 59.
Harcourt, t. II, p. 74.
Harcourt (Duc d'), t. II, p. 145.
Hardy, t. II, p. 140.
Hardi de Boisblanc, t. II, p. 17.
Harrach, t. II, p. 88.
Harris (Mme), t. II, p. 58.
Harris, t. II, p. 55, 58, 68, 69, 72, 74, 79, 99, 182, 183, 184, 186.
Hartley, t. II, p. 121.
Haunt de Tamar, t. II, p. 67.
Havane (La), t. Ier, p. 25, 30, 66, 73, 83, 84, 85, 86, 87, 89, 96, 99, 100, 101, 102, 104, 107, 200; t. II, p. 14, 15, 18, 24, 25, 26, 57, 71, 114, 123, 153, 155, 156, 157.
Havre (Le), t. II, p. 42.
Haydn, t. II, p. 385.
Hélène (Lord Sainte-). Voir Fitz Herbert.
Helvétius, t. II, p. 22.
Hémardinquer, t. Ier, p. 149.
Hénin (Prince d'), t. II, p. 201.
Henis (P. Taddée), t. Ier, p. 161.
Henri III (de Castille), t. II, p. 337.
Henri VIII, t. II, p. 286.
Henriquez, t. Ier, p. 141.
Herculanum, t. II, p. 381.
Hercule, t. Ier, p. 196, 218; t. II, p. 82, 377.
Heredia (Ignacio de), t. II, p. 218, 225.
Heredia (José de), t. II, p. 229.
Hermosilla, t. Ier, p. 212.
Hermosilla y Sandoval, t. II, p. 381.
Hermoso, t. Ier, p. 176, 210, 211.
Hernandez, t. II, p. 321.
Heros (J. Antonio de los), t. II, p. 139.
Herradura, t. II, p. 50.
Herrera, t. II, p. 380.
Herrera Barnuevo (Sebastian), t. II, p. 370.
Herreria, t. II, p. 50.
Herreria (Vicomte de la), t. II, p. 273.
Hervas (Sierra do), t. Ier, p. 125, 155.
Hervas y Panduro, t. Ier, p. 134, 169; t. II, p. 333, 334.
Hevia, t. Ier, p. 83, 88.
Hibernois, t. Ier, p. 339.
Hidalgo de Cisneros, t. II, p. 86.
Hideux, t. Ier, p. 120.
Higuera la Real, t. Ier, p. 121.
Hijar (Duc de), t. Ier, p. 214; t. II, p. 258.
Hildebrand, t. Ier, p. 259.
Hillilos, t. II, p. 50.
Hillsborough, t. II, p. 167, 169, 176.
Hinestrosa, t. II, p. 379.
Hippone, t. Ier, p. 137.
Hobbes, t. II, p. 54.
Holdernesse, t. Ier, p. 66.
Holland (Lord), t. II, p. 208.
Hollande, t. Ier, p. 133; t. II, p. 174, 184, 187, 250, 253, 255, 278.
Holstein (Pierre de), t. Ier, p. 93.
Honda, t. Ier, p. 121.
Honduras, t. Ier, p. 50, 52, 67, 97, 102, 106; t. II, p. 24, 30, 159, 213, 214, 229.
Hongrie, t. II, p. 48, 202.
Honorius, t. Ier, p. 148.
Hontibon, t. Ier, p. 121.
Hormesinda, t. II, p. 361, 362.
Horn, t. II, p. 306, 340.
Horozco, t. Ier, p. 128.
Houasse, t. II, p. 372.
Howe (Amiral), t. II, p. 74, 189, 206, 218, 268.
Howe (Général), t. II, p. 119.
Huancavelica, t. II, p. 231.
Huerta (Vicente Garcia de la), t. II, p. 259, 313, 360, 366, 367, 368.
Huerta y Vega (Francisco Manuel de la), t. II, p. 335.
Huesca, t. Ier, p. 80, 121, 185, 328.
Huescar, t. Ier, p. 2; t. II, p. 341, 349.
Huescar (Mariana de Silva, duchesse d'), t. II, p. 46, 349.
Huete, t. Ier, p. 121.
Humboldt, t. II, p. 334.
Hunter, t. II, p. 324.
Hurtado de Mendoza, t. II, p. 107.
Hussey, t. II, p. 161, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 173, 174, 177, 185.
Iago du Chili (San), t. Ier, p. 121.
Iago du Paraguay (San), t. Ier, p. 121.

Ibanez (Maria Ignacia), t. II, p. 347.
Ibara, t. Ier, p. 121.
Ibera, t. Ier, p. 125, 128.
Ibère, t. II, p. 54.
Iberville, t. II, p. 5, 6.
Ibicuy, t. Ier, p. 90, 125, 155, 158, 229.
Ica, t. Ier, p. 121.
Idiaquez (P.), t. Ier, p. 175, 208.
Ignace de Loyola (Saint), t. Ier, p. 120, 124, 166, 196, 231, 283, 329, 336, 401; t. II, p. 314.
Ignacio Guazu (San), t. Ier, p. 125.
Ignacio Mini (San), t. Ier, p. 125.
Ildefonse (Saint-), t. Ier, p. 11, 13, 98, 113, 162, 183, 185, 195; t. II, p. 20, 39, 42, 71, 85, 95, 161, 182, 184, 202, 257, 266, 372, 379, 396.
Illiberis, t. II, p. 335.
Illinois, t. II, p. 3.
Immaculée Conception, t. Ier, p. 109, 134, 144, 301; t. II, p. 308, 335.
Imola, t. Ier, p. 240.
Incas, t. II, p. 236, 242.
Indes orientales, t. Ier, p. 35, 59; t. II, p. 142, 213.
Indes occidentales, t. Ier, p. 7, 18, 25, 31, 34, 84, 155, 228, 231, 283, 376; t. II, p. 11, 18, 19, 20, 26, 27, 43, 69, 84, 93, 123, 124, 142, 152, 162, 167, 179, 196, 220, 228, 233, 234, 235, 262, 263, 264, 302, 305, 393.
Infantado (Duc de l'), t. II, p. 39.
Innocents (Saints), t. Ier, p. 120.
Innocent X, t. Ier, p. 138, 166, 167.
Innocent XIII, t. Ier, p. 361.
Irala (Martinez de), t. Ier, p. 123.
Iranda (Comte d'), t. II, p. 312.
Iriarte (Bernardo), t. II, p. 348.
Iriarte (Juan), t. II, p. 348, 354, 373.
Iriarte (Tomas), t. II, p. 47, 94, 257, 313, 343, 345, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 356, 361, 362, 364, 368, 369, 373, 385.
Irlande, t. II, p. 110, 114, 124, 335.
Isabelle la Catholique, t. II, p. 230.
Isabelle (Infante), t. Ier, p. 6, 28.
Isidro (San), t. Ier, p. 128, 134, 166, 277, 294, 298, 300, 305, 322, 323, 324, 334, 335, 350, 375, 381, 383, 399, 400, 407, 416; t. II, p. 317, 321, 343, 344, 352, 392.
Isidore (Saint-), t. II, p. 362.
Isla, t. Ier, p. 135, 136, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 238, 239, 329; t. II, p. 284, 291, 313, 328, 342.
Italie, t. Ier, p. 5, 6, 15, 17, 38, 62, 76, 142, 177, 208, 212, 247, 265, 335, 371; t. II, p. 14, 95, 145, 173, 174, 234, 318, 330, 345, 373.
Jacob et Esau, t. II, p. 258.
Jacques (Saint), t. II, p. 335, 362.
Jacques (Rue Saint-), t. Ier, p. 335.
Jacques (Ordre de Saint-), t. Ier, p. 119; t. II, p. 53, 345.
Jacques VI, t. II, p. 60.
Jacques de Compostelle (Saint-), t. Ier, p. 27; t. II, p. 287.
Jaen, t. Ier, p. 49, 121; t. II, p. 44, 292, 394.
Jaca, t. Ier, p. 278, 328.
Jamaïque, t. Ier, p. 17, 52, 85; t. II, p. 24, 68, 136, 153, 157, 180, 189, 196.
James (Saint-), t. Ier, p. 33, 48, 51, 54, 83, 93; t. II, p. 84, 103, 104, 110, 123, 132, 134, 179, 187, 210, 212, 227, 278.
Jansénius, t. Ier, p. 136, 137, 139.
Janvier (Saint-), navire, t. Ier, p. 238, 239.
Japon, t. II, p. 354.
Jarillo (Francisco), t. Ier, p. 232.
Jason (Le), t. II, p. 55, 59, 60, 65.
Jativa (Francisco Fernandez de), t. Ier, p. 328.
Javalquinto, t. II, p. 349.
Jay, t. II, p. 174, 209, 222.
Jean (Saint-), village, t. Ier, p. 121.
Jean (Saint), t. II, p. 362.
Jean-Chrysostome (Saint), t. Ier, p. 173.
Jean de Dieu (Saint-), t. Ier, p. 119.
Jean de Jérusalem (Saint-), t. II, p. 260.
Jean Népomucène (Saint), t. Ier, p. 121.
Jean V, t. Ier, p. 154.
Jérémie, t. II, p. 358.
Jéricho, t. II, p. 384.
Jérome (Saint-), t. II, p. 332.

Jésus, t. Ier, p. [illegible]
Jésus-et-Marie [illegible], t. II, p. [illegible]
Jésus-del-Monte, t. Ier, p. [illegible]
Jesus Nazareno, t. Ier, p. [illegible]
Joanna [illegible], t. Ier, p. [illegible]
Joaquin (San), t. Ier, p. [illegible]
Jodelet, t. II, p. 341.
Johnstone, t. II, p. [illegible]
Jommelli, t. II, p. 387.
Jordan [illegible], t. II, p. [illegible]
Jorge y Galvan [illegible], t. Ier, p. 328.
José (San), t. Ier, p. [illegible]
José Ier, t. II, p. 1[illegible].
José (Infant), t. II, p. 107.
Joseph (Évêque), t. Ier, p. [illegible]
Joseph Ier ou Jose, t. Ier, p. [illegible]
Joseph II, t. Ier, p. 6, 28, [illegible], 282, 375; t. II, p. 134, [illegible], 269, 270, 272.
Joubert (Abbé), t. Ier, p. [illegible]
Jovellanos, t. Ier, p. 80, [illegible]; t. II, p. 47, 259, 279, 283, 292, [illegible], 296, 297, 298, 313, 316, 31[illegible], 365, 370, 371, 380.
Juan (San), t. Ier, p. 125, 160.
Juan (San-), batterie flottante, t. II, p. 204.
Juan (San-), rivière, t. II, p. 159, 226.
Juan (San), de Nicaragua, t. II, p. 136, 159.
Juan (Fray), t. Ier, p. 329.
Juan (Jorge), t. II, p. 85.
Juan de Portugal, t. II, p. 260, 262, 277.
Juarez (Abbé), t. Ier, p. 211.
Jubal, t. II, p. 383.
Judas, t. Ier, p. 278.
Juicio Imparcial, t. Ier, p. 255, 256, 257, 342.
Julian (San), t. II, p. 150.
Julian del Pereiro (San), t. Ier, p. 81.
Junca, t. Ier, p. 79.
Junius, t. II, p. 68, 71.
Junon, t. II, p. 377.
Junte centrale, t. Ier, p. 376.
Jupiter, t. Ier, p. 256; t. II, p. 320.
Justa y Rufina (Santa), t. Ier, p. 204.
Justiniani, t. Ier, p. 333.
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
Laborde (de), t. II, p. [illegible]
La Bruyère, t. Ier, p. [illegible]
La Chaussée, t. II, p. [illegible]
La Cava, t. Ier, p. [illegible]
[illegible], t. Ier, p. [illegible]; t. II, p. [illegible]
Lacy, t. Ier, p. [illegible]; t. II, p. [illegible]
[illegible] (Maria), t. II, p. [illegible]
La Fontaine, t. II, p. [illegible]
Lagasca (Mariano), t. II, p. [illegible]
Lagos, t. Ier, p. [illegible]
Lagrange, t. II, p. [illegible]
Laguna de Ténériffe, t. Ier, p. [illegible]
La Havane, t. Ier, p. [illegible]
[illegible], t. II, p. [illegible]
Lally, t. Ier, p. [illegible]
Lambert (Marquis de), t. II, p. [illegible]
Lambertini, t. Ier, p. [illegible]
Lamberto de Saragosse, t. Ier, p. [illegible]
La Lande, t. II, p. 319.
Landes (Les), t. II, p. 1[illegible]
Langara, t. II, p. 1[illegible], 160, 166, 169, 268, 397.
Lange, t. II, p. [illegible]
Languedoc, t. Ier, p. [illegible]
Languet, t. Ier, p. [illegible]
Lante, t. Ier, p. [illegible]
Lante (Duchesse de), t. Ier, p. [illegible]
Lanz (José), t. II, p. [illegible]
Laodicée, t. II, p. 8[illegible]
Lapuaga (José), t. Ier, p. [illegible]
La Planche, t. II, p. 3[illegible]1.
Laquetio, t. Ier, p. 121.
Lara (Comte de), t. II, p. [illegible]
Larache, t. II, p. [illegible]
Lario (Juan), t. Ier, p. [illegible]
Larrais (P.), t. Ier, p. 21[illegible]
Larrédo (Mlle de), t. II, p. [illegible]
Lasarte (P.), t. Ier, p. 214.

Las Casas, t. II, p. 250, 274, 275, 276.
Las Casas (Louis de), t. II, p. 312.
Laso (José-Gonzalez), t. Ier, p. 328.
Laso Santos (Francisco), t. Ier, p. 328.
Latouche-Tréville, t. II, p. 142.
Latour (Antoine de), t. II, p. 361.
Laurent (Saint-), t. Ier, p. 53, 60, 107.
Laurent Justinien (Saint-), t. Ier, p. 119.
Laurens, t. II, p. 222.
Lauzanne (Comte de), t. II, p. 152.
Lavaña (Comte de), t. Ier, p. 342.
Laverde Ruiz, t. II, p. 328.
Lavoisier, t. Ier, p. 133, t. II, p. 324.
Law, t. II, p. 2, 303.
Lawfeld, t. II, p. 63.
Lazare (Saint-), t. Ier, p. 349.
Lebrun, t. II, p. 371.
Lecky, t. Ier, p. 95, 102, 106; t. II, p. 62, 63, 124, 171, 173, 206, 208, 210.
Le Comte, t. II, p. 22.
Ledesma, t. II, p. 292.
Lee (Arthur), t. II, p. 110, 116, 119.
Lee (Fort), t. II, p. 124.
Lefort (Paul), t. II, p. 370.
Leganes, t. II, p. 46.
Legrelle, t. II, p. 222.
Leibnitz, t. II, p. 333.
Lekain, t. Ier, p. 170.
Llezema, t. Ier, p. 121.
Lemos, t. Ier, p. 2.
Lemos (Comtesse), t. II, p. 342.
Léon (Saint-), t. Ier, p. 254.
Léon (Royaume de), t. Ier, p. 121; t. II, p. 338, 393.
Léon XIII, t. Ier, p. 277.
Léonardon, t. II, p. 118.
Léopold (Empereur), t. Ier, p. 374.
Léopold (Grand-duc de Toscane), t. Ier, p. 178; t. II, p. 1, 34, 36, 38, 98.
Lepaige, t. Ier, p. 120, 122, 167, 211.
Lépante (Archevêque de), t. Ier, p. 112.
Lerena (Pedro-Lopez de), t. II, p. 303, 304, 306, 393.
Lérida, t. Ier, p. 9, 121, 328.
Lerme (Duc de), t. II, p. 340.
Lespinasse (de), t. Ier, p. 170, 171, 196, 391.
Levant, t. II, p. 75, 87, 216, 218, 250.
Liberius, t. Ier, p. 148.
Libye, t. II, p. 335.
Ligli (Ventura), t. II, p. 372.
Lima, t. Ier, p. 43, 60, 121; t. II, p. 46, 246, 247, 322.
Lingard (Mme), t. II, p. 170.
Linguet, t. II, p. 367.
Lippe (Comte de la), t. Ier, p. 73, 78, 81.
Lisbonne, t. Ier, p. 73, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 107, 172; t. II, p. 101, 106, 149, 163, 164, 169, 173, 177, 197, 260, 261, 263, 265, 266, 277, 398.
Livourne, t. Ier, p. 270; t. II, p. 268.
Llano, t. Ier, p. 117, 374, 386, 387; t. II, p. 250, 272.
Llanos (Los), t. Ier, p. 121.
Locke, t. II, p. 328.
Logrono, t. Ier, p. 121.
Lombardie, t. Ier, p. 28, 29.
Londres, t. Ier, p. 17, 28, 32, 35, 36, 39, 40, 41, 48, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 73, 74, 83, 91, 92, 94, 96, 103, 105, 106, 140, 170, 171, 257; t. II, p. 57, 58, 60, 65, 67, 68, 74, 77, 79, 103, 110, 112, 119, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 132, 135, 138, 161, 169, 171, 173, 176, 184, 185, 186, 210, 212, 213, 215, 218, 220, 226, 278, 305, 318, 319, 324, 397.
Long Island, t. II, p. 124.
Lope, t. II, p. 347, 359, 366, 367.
Lopez (Alvaro), t. II, p. 255.
Lopez (P.), t. Ier, p. 175, 208, 211, 212.
Lopez (Juan), t. II, p. 336.
Lopez (Pascual), t. Ier, p. 328.
Lopez (Tomas), t. II, p. 336.
Lopez de Ayala (Ignacio), t. II, p. 338, 344.
Lopez del Corral, t. II, p. 159.
Lorca, t. Ier, p. 121; t. II, p. 299.
Lorente, t. II, p. 237.
Lorenzana (Francisco Antonio), t. II, p. 288.
Lorenzo (Fra). Voir Clément XIV.

Lorenzo (Juan), t. Ier, p. 328.
Lorenzo (San), t. Ier, p. 125, 160.
Lorenzo (San), navire, t. II, p. 149.
Loreto, t. Ier, p. 122, 125.
Lorette, t. Ier, p. 143.
Lorraine, t. Ier, p. 244, 301.
Losada (Duc de), t. Ier, p. 11, 12, 26, 27, 116, 118, 163; t. II, p. 124, 176, 263.
Losada (Louis), t. II, p. 325, 326, 328.
Losada-Quiroga (José), t. Ier, p. 328.
Los Rios (Vicente de), t. II, p. 321.
Louis (Saint), t. Ier, p. 160.
Louis (Saint-), église, t. II, p. 370.
Louis (Infant Don), t. Ier, p. 2, 11; t. II, p. 82, 95, 96, 202, 262, 264.
Louis XIII, t. II, p. 400.
Louis XIV, t. Ier, p. 13, 252; t. II, p. 61, 399.
Louis XV, t. Ier, p. 3, 4, 5, 27, 34, 36, 41, 43, 50, 64, 72, 75, 91, 93, 94, 95, 97, 104, 240, 244, 252, 253, 258, 268, 279, 303, 304, 308, 316, 318, 320, 334, 336, 340, 349, 385, 386, 391, 392, 393, 394, 396; t. II, p. 6, 22, 24, 38, 55, 60, 61, 77, 78, 141, 146, 177, 395.
Louis XVI, t. II, p. 24, 116, 118, 133, 134, 135, 172, 192, 217, 218, 222, 224, 227, 265, 278, 296, 398.
Louis XVIII, t. II, p. 201.
Louis de Grenade, t. II, p. 344.
Louis de la Paix (Saint-), t. Ier, p. 121.
Louis de Potosi (Saint-), t. Ier, p. 121.
Louisbourg, t. Ier, p. 30, 34.
Louise (Mme), t. Ier, p. 332, 333, 334, 339, 392.
Louise-Elisabeth, t. Ier, p. 3, 4, 5, 28, 245.
Louisiane, t. Ier, p. 60, 73, 98, 104, 106; t. II, p. 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 17, 18, 19, 55, 136, 152, 154, 156, 318, 398.
Louisiane (Village), t. II, p. 49, 50.
Lourizal, t. II, p. 250, 261, 262, 263, 264, 266, 267.
Louvain, t. Ier, p. 137.
Louviers, t. II, p. 21.
Loxa, t. Ier, p. 121.
Loyola, t. Ier, p. 121; t. II, p. 330.
Lucar (San), t. Ier, p. 185.
Lucas (San), t. Ier, p. 227.
Lucie (Sainte-), t. Ier, p. 72; t. II, p. 135, 213, 222.
Luçon, t. II, p. 305.
Luengo (P.), t. Ier, p. 165.
Luermo-Pinto (Juan), t. Ier, p. 328.
Lugano, t. II, p. 343.
Lugo, t. Ier, p. 328.
Luis de Gonzaga (San), t. Ier, p. 125.
Lulos, t. Ier, p. 121.
Lumiares (Comte de), t. II, p. 336.
Luynes, t. Ier, p. 283, 284, 286, 414, 416.
Luzan, t. Ier, p. 143, 151; t. II, p. 313, 341, 342.
Luzuriaga (José), t. II, p. 323.
Luzy (Lucas), t. II, p. 49.
Lyon, t. Ier, p. 6, 277; t. II, p. 21, 22.
Mably, t. Ier, p. 155.
Mac Bride, t. II, p. 60.
Macanaz, t. II, p. 296, 340.
Maceda, t. Ier, p. 78.
Macedonio, t. Ier, p. 353, 354, 398, 399.
Macerata, t. Ier, p. 398.
Macias (Manuel), t. Ier, p. 328.
Madariaga, t. II, p. 67.
Madras, t. Ier, p. 35.
Madrid, t. Ier, p. 1, 2, 5, 10, 12, 14, 15, 19, 24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 35, 36, 39, 44, 45, 49, 50, 52, 53, 55, 57, 58, 60, 61, 63, 64, 67, 68, 69, 70, 73, 77, 79, 80, 81, 82, 89, 90, 92, 94, 100, 104, 106, 111, 112, 117, 121, 125, 133, 134, 142, 146, 152, 153, 155, 157, 164, 166, 174, 176, 178, 179, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 191, 192, 193, 194, 195, 202, 207, 204, 210, 211, 215, 216, 218, 220, 222, 231, 233, 237, 238, 239, 241, 266, 273, 277, 278, 279, 280, 293, 298, 299, 300, 303, 305, 314, 315, 316, 318, 322, 323, 324, 325, 326, 331, 334, 335, 342, 343, 344, 366, 386, 391, 392, 393, 394, 395, 399, 400, 406, 407, 414, 416; t. II, p. 2, 18, 20, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 51, 53, 56, 70, 76, 78, 79, 80, 82, 85, 91, 93, 96, 99, 100, 106, 114.

115, 117, 119, 121, 122, 129, 131, 132, 137, 143, 144, 152, 155, 161, 164, 166, 167, 168, 169, 173, 174, 177, 179, 180, 181, 185, 186, 187, 189, 198, 200, 202, 208, 209, 214, 219, 220, 222, 225, 229, 235, 236, 241, 245, 250, 251, 253, 257, 258, 260, 261, 263, 266, 267, 272, 276, 278, 280, 281, 283, 284, 285, 286, 290, 292, 300, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 310, 312, 315, 321, 322, 323, 330, 333, 336, 343, 348, 350, 352, 354, 360, 364, 367, 368, 371, 372, 373, 378, 385, 390, 391, 396, 398.
Madrid (Bernardo de la), t. II, p. 239.
Maella (Mariano), t. II, p. 377.
Magallon, t. Ier, p. 391; t. II, p. 25.
Magaña, t. II, p. 50.
Magellan, t. Ier, p. 326, 392; t. II, p. 59, 60.
Magnabal, t. Ier, p. 132; t. II, p. 341.
Mahon, t. II, p. 190, 191, 193, 195, 213, 215.
Mahony, t. Ier, p. 333.
Mai (Abbé), t. Ier, p. 334.
Maillé (Duc de), t. II, p. 201, 205.
Majas, t. Ier, p. 191; t. II, p. 365.
Majorque, t. Ier, p. 22, 121, 329.
Majuritas, t. II, p. 229.
Malaga, t. Ier, p. 121, 328; t. II, p. 13, 20, 47, 183, 206, 248, 289, 299, 352.
Maldonado, t. Ier, p. 228.
Malherbe, t. II, p. 344.
Malmesbury. Voir Harris.
Malo (Saint-), t. II, p. 60.
Malouines, t. Ier, p. 224, 322, 326; t. II, p. 55, 59, 60, 65, 66, 67, 68, 73, 74, 75, 80, 81, 102.
Malte (Ordre de), t. Ier, p. 119; t. II, p. 201, 260.
Malvezzi, t. Ier, p. 281, 300, 367, 391, 395, 406, 416.
Mamelucos, t. Ier, p. 124, 125.
Mañalic, t. Ier, p. 218.
Manchak, t. II, p. 154.
Manche (Mer de la), t. II, p. 138, 140, 142, 144, 152, 160, 162, 180.
Manche (Province de la), t. Ier, p. 181, 376; t. II, p. 44, 54.
Mangino (Fernando), t. II, p. 231.
Manila, t. Ier, p. 121, 328.
Manille, t. Ier, p. 73, 88, 89, 204 t. II, p. 55, 56, 57, 58, 59, 66, 73, 81, 102, 305, 322.
Manrèse, t. Ier, p. 134.
Mansfield, t. Ier, p. 102, 103; t. II, p. 128, 129, 172.
Manuel, t. Ier, p. 327.
Manzanarès, t. Ier, p. 10; t. II, p. 299, 362, 398.
Maracaibo, t. II, p. 305.
Maratta, t. II, p. 372.
Marbeuf (de), t. Ier, p. 238, 239.
Marcel (Pape), t. II, p. 390.
Marchand, t. II, p. 380.
Marchena, t. Ier, p. 121.
Marcillac, t. Ier, p. 396.
Marco (M. et Mme de), t. II, p. 199, 200.
Marcos (Rue San-), t. II, p. 285.
Marefoschi, t. Ier, p. 299, 338, 371, 379, 398.
Maret, t. II, p. 321.
Maria (Santa-), t. Ier, p. 128.
Maria de Fé (Santa-), t. Ier, p. 125,
Maria la Mayor (Santa-), t. Ier, p. 125.
Maria de las Parras (Santa-), t. Ier, p. 121.
Mariana (Infante Doña), épouse de Don Gabriel, t. II, p. 250, 260, 266, 277.
Maria Ana Benedicte, t. II, p. 107.
Mariana (de Portugal), t. II, p. 108.
Maria Teresa (Infante), t. Ier, p. 374,
Maria Victoria, t. Ier, p. 77; t. II, p. 107, 108, 109.
Marianes (Iles), t. Ier, p. 121.
Marie (Cap Sainte-), t. II, p. 153.
Marie, fille du roi Henri VIII, t. II, p. 286.
Marie d'Agréda, t. Ier, p. 302.
Marie Alacoque, t. Ier, p. 339.
Marie-Amélie de Lorraine, t. Ier, p. 245, 301, 386, 387.
Marie-Amélie de Saxe, t. Ier, p. 1, 6, 9, 11, 13, 14, 27, 29, 30, 36, 49, 53, 109; t. II, p. 336, 375, 392, 395.
Marie-Anne d'Autriche, t. Ier, p. 150.
Marie-Antoinette, t. Ier, p. 245; t. II, p. 133.

Marie Barbe, t. Ier, p. 2, 21, 152, 154; t. II, p. 371.
Marie-Caroline, t. Ier, p. 265; t. II, p. 98, 99, 250, 268, 272, 274, 275, 276.
Maria-Francisca (Reine de Portugal), t. II, p. 107.
Marie-Josèphe (Infante), t. Ier, p. 7; t. II, p. 96, 392.
Marie-Josèphe de Saxe, t. Ier, p. 6, 51.
Marie-Louise (Infante), t. Ier, p. 7, 178; t. II, p. 1, 34, 36.
Marie-Louise (Princesse des Asturies), t. Ier, p. 247; t. II, p. 37, 38, 257, 266, 344, 396.
Marie-Thérèse, t. Ier, p. 1, 4, 38, 45, 57, 265, 268, 283, 322, 330, 374, 386, 387, 393, 394, 395; t. II, p. 98, 133, 134, 184.
Marie-Thérèse du Cœur de Jésus, t. Ier, p. 401.
Marinduque, t. Ier, p. 121.
Marino, t. Ier, p. 375.
Marly, t. Ier, p. 57, 261.
Maroc (Ville de), t. II, p. 85.
Maroc, t. Ier, p. 195; t. II, p. 84, 85, 250, 251, 252, 271, 347.
Marquez (P.), t. II, p. 381.
Marquis, t. II, p. 13, 15, 17.
Mars, t. II, p. 36, 308.
Marsan (Mme de), t. Ier, p. 332, 335.
Marseille, t. Ier, p. 237; t. II, p. 84.
Marta (Santa-), t. Ier, p. 128.
Marti, t. II, p. 326.
Martin (capitaine), t. Ier, p. 30.
Martin Perez, t. II, p. 50.
Martinelli (P.), t. Ier, p. 365.
Martinenche, t. II, p. 341, 358.
Martinez (P. Joseph), t. Ier, p. 209, 214.
Martinez (Juan), t. Ier, p. 328.
Martinique, t. Ier, p. 31; t. II, p. 11, 12, 153, 222.
Martires del Japon, t. Ier, p. 125.
Masaya, t. II, p. 159.
Masdeu (Juan Francisco), t. II, p. 313, 340.
Masones (Jaime), t. Ier, p. 43, 54, 60, 188, 189, 217; t. II, p. 317.
Masserano (Prince de), t. Ier, p. 26; t. II, p. 55, 56, 58, 65, 66, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 100, 103, 112, 123, 128, 393.
Masson (Frédéric), t. Ier, p. 255, 286, 287, 316, 339.
Mata (Martinez de la), t. II, 285.
Mata Linares (Benito), t. II, p. 242, 247.
Mataro, t. Ier, p. 225.
Mathieu (Cardinal), t. Ier, p. 277.
Matina, t. II, p. 159.
Mattei, t. II, p. 372.
Maupeou, t. Ier, p. 332, 392.
Maurepas (Lac), t. II, p. 5.
Maurepas, t. II, p. 113, 118, 121.
Maures, t. Ier, p. 198.
Mauro de la Fuente (P.), t. Ier, p. 208.
Mauvaise-Femme (Baie de la), t. II, p. 88.
Maximilien-Joseph III, t. II, p. 133.
Mayans, t. II, p. 326, 335, 377.
Mayence (Electeur de), t. Ier, p. 401.
Maymo y Ribes (José), t. II, p. 328.
Maynas, t. Ier, p. 121.
Mayor (Plaza), t. Ier, p. 180, 181, 182.
Mazan (Balthazar de), t. II, p. 17.
Mazarin, t. Ier, p. 94.
Mazarquivir, t. II, p. 215, 216.
Mazarredo, t. II, p. 151, 255.
Media Luna, t. II, p. 157.
Medicis, t. Ier, p. 282; t. II, p. 34.
Medina, t. Ier, p. 87; t. II, p. 150.
Medina (Juan de), t. II, p. 286.
Medina del Campo, t. Ier, p. 121.
Medinaceli, t. Ier, p. 26, 179, 181, 376; t. II, p. 40, 258, 284, 370.
Medina Sidonia (Duc de), t. II, p. 39, 294, 349.
Medina Sidonia (Duchesse de), t. II, p. 35, 39.
Méditerranée, t. II, p. 74, 87, 136, 183, 184, 214, 216, 256, 320, 337, 338, 398.
Medrano (Pedro), t. Ier, p. 228.
Melendez Valdès, t. II, p. 259, 364, 369.
Melgarejo, t. II, p. 96.
Melille, t. II, p. 82, 85, 139, 251.
Melo (de), t. Ier, p. 74.
Mena (Juan Pascual de), t. II, p. 378.
Mena (Pedro de), t. II, p. 370.
Mendizabal (Ignacio), t. II, p. 149.

MENDOZA, t. Ier, p. 121.
MENENDEZ (Francisco Antonio), t. II, p. 92, 372, 373.
MENENDEZ Y PELAYO, t. Ier, p. 134, 135, 169, 172, 255; t. II, p. 22, 46, 54, 92, 283, 285, 324, 325, 326, 327, 331, 332, 334, 335, 341, 342, 343, 344, 347, 350, 359, 367, 369, 372, 374, 375, 377, 384, 386.
MENGS, t. Ier, p. 10; t. II, p. 313, 374, 375, 376, 377, 382.
MERCEDES (Collège de los), t. II, p. 289.
MERCI (Ordre de la), t. Ier, p. 119.
MERCY (DE), t. Ier, p. 334, 346.
MERIDA, t. Ier, p. 121.
MERINO, t. Ier, p. 204, 328.
MESENGUY, t. Ier, p. 112, 288.
MESQUIA (José DE), t. Ier, p. 328.
MESTA, t. II, p. 293, 294.
MÉTASTASE, t. Ier, p. 135; t. II, p. 40.
METZ, t. II, p. 111.
MEXICAIN (Concile), t. Ier, p. 341, 360, 370.
MEXICO, t. Ier, p. 121; t. II, p. 320, 322.
MEXIQUE, t. Ier, p. 98, 121, 122, 135, 167, 240; t. II, p. 2, 6, 9, 24, 30, 71, 137, 162, 196, 215, 226, 229, 234, 305, 321, 397, 398.
MEZQUITA, t. II, p. 191.
MICHEL (Robert), t. II, p. 379.
MICHEL-ANGE, t. II, p. 377.
MIDDLETON, t. II, p. 330.
MIGUEL (San), t. Ier, p. 121 125, 128, 158, 160; t. II, p. 102.
MIGUEL (San-), vaisseau, t. II, p. 205.
MIGUEL D'ACHA (San-), t. Ier, p. 81.
MIGUELEZ, t. Ier, p. 50, 118, 129, 136, 138, 139, 140, 143, 144, 146, 158, 166, 172, 173, 200, 202, 255, 256.
MILANAIS, t. Ier, p. 270.
MILHET (Jean), t. II, p. 7, 13, 15, 17.
MILHET (Joseph), t. II, p. 17.
MILPA, t. II, p. 230.
MINA (La), t. Ier, p. 76.
MINAYO (Manuel Perez), t. Ier, p. 328.
MINDEN, t. Ier, p. 35, 42.
MINER (Mariano), t. Ier, p. 242.
MINERVE, t. II, p. 36.
MIÑO ou MINHO, t. Ier, p. 77, 79, 403.
MINORQUE, t. Ier, p. 34, 59, 72, 107, 121; t. II, p. 123, 132, 150, 183, 189, 190, 192, 196, 198, 199, 214, 215, 221, 223, 226, 253, 398.
MIR (Miguel), t. Ier, p. 157.
MIRA DE MESCUA, t. II, p. 367.
MIRABEAU, t. II, p. 302, 303.
MIRANDA (José Fernandez). Voir LOSADA.
MIRANDA (Sierra Morena), t. II, p. 50.
MIRANDA (Duchesse DE), t. II, p. 39.
MIRANDA, t. Ier, p. 77, 79.
MIRINAY, t. Ier, p. 125.
MISSISSIPI, t. Ier, p. 97, 98; t. II, p. 2, 3, 5, 6, 15, 24, 214.
MILA, t. II, p. 228, 230, 231, 237.
MITAYAS, t. Ier, p. 124.
MOBILE, t. Ier, p. 98; t. II, p. 3, 5, 6, 24, 136, 155, 156, 214.
MOBILIA FALCONDERI, t. Ier, p. 365.
MOCHA, t. Ier, p. 121.
MODÈNE (Grand-duc DE), t. Ier, p. 378.
MODÈNE, t. Ier, p. 240, 251, 270, 363 367.
MODESTE (Le), t. Ier, p. 75.
MOHAMMED BEN ABD ALLAH, t. II, p. 84, 85, 86.
MOHAMED BEN OTOMAN, t. II, p. 251.
MOIS APOSTOLIQUES, t. Ier, p. 110.
MOISE, t. II, p. 377.
MOJON BLANCO, t. II, p. 50.
MOLIÈRE, t. Ier, p. 150.
MOLINA (P.), t. Ier, p. 135.
MOLINA (José DE), évêque, t. Ier, p. 327; t. II, p. 289.
MOLINA (José DE), officier, t. II, p. 102.
MOLINO, t. Ier, p. 281.
MOMPOX, t. Ier, p. 121.
MONARCA, t. II, p. 150.
MONCORVO, t. Ier, p. 78, 79.
MONDA, t. II, p. 336.
MONDÉJAR (Marquis DE), t. II, p. 334.
MONDONEDO, t. Ier, p. 328.
MOÑINO, t. Ier, p. 200, 202, 217, 256, 325, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 382, 383, 384, 385, 388, 389, 391, 394, 395, 396, 397, 398, 400, 402, 403, 404, 406, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415;

t. II, p. 50, 54, 82, 99, 100, 108, 109, 117, 118, 120, 121, 122, 123, 127, 129, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 141, 143, 149, 151, 152, 153, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 196, 199, 200, 208, 213, 214, 215, 218, 219, 220, 223, 224, 225, 248, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 260, 264, 266, 269, 270, 271, 279, 280, 281, 283, 286, 289, 291, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 311, 312, 322, 354, 367, 396, 399.
Monson, t. Ier, p. 88.
Montaigu, t. II, p. 174.
Montalban, t. II, p. 367.
Montalvo, t. II, p. 54.
Montañez, t. II, p. 370.
Mont Cassin, t. Ier, p. 404.
Monteagudo, t. II, p. 349.
Montealegre (Marquis de), t. II, p. 39.
Monte-Cavallo, t. Ier, p. 264, 265, 285, 301, 406.
Montefiascone, t. Ier, p. 401.
Monte-Grande, t. II, p. 102.
Montellano, t. II, p. 349, 393.
Montemar, t. Ier, p. 80.
Monterei, t. Ier, p. 121.
Montes (Francisco), t. II, p. 304.
Montesa, t. Ier, p. 119.
Montevideo, t. Ier, p. 126, 224; t. II, p. 102.
Montforte, t. Ier, p. 121.
Montijo, t. Ier, p. 2.
Montijo (Comtesse de), t. II, p. 349.
Montilla, t. Ier, p. 121.
Montizon, t. II, p. 50.
Montmorin, t. II, p. 110, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 129, 130, 132, 139, 140, 142, 143, 145, 148, 151, 161, 163, 170, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 196, 201, 202, 208, 209, 214, 219, 221, 224, 225, 252, 261, 308.
Montpellier, t. Ier, p. 255; t. II, p. 22, 322.
Montréal, t. Ier, p. 53.
Montserrat, t. Ier, p. 222.
Moquegua, t. Ier, p. 121.
Mora, t. Ier, p. 80, 136, 170, 171, 391, 392; t. II, p. 46.
Morales (Ambrosio de), t. II, p. 334.
Moratin (le Père), t. II, p. 313, 343, 344, 347, 348, 352, 357, 358, 359, 360, 362, 363, 367, 369.
Moratin (le Fils), t. II, p. 313, 369.
Maraver y Vera, t. Ier, p. 204.
Morcillo, t. II, p. 326.
Morel Fatio, t. Ier, p. 2, 9, 23, 24, 52, 76, 77, 80, 84, 333, 374, 376; t. II, p. 29, 34, 35, 46, 47, 58, 83, 87, 118, 261, 263, 283, 365.
Moreno (Florencio), t. II, p. 86.
Moreno (Manuel), t. II, p. 60.
Moreno (Ventura), t. II, p. 190, 204.
Moreto, t. II, p. 366.
Morning Herald, t. II, p. 202.
Moron, t. Ier, p. 121.
Moreo (Castillo del), t. Ier, p. 85, 86, 87.
Morveau, t. II, p. 321.
Moscoso y Peralta, t. II, p. 238, 246.
Moscovièes, t. Ier, p. 121.
Mosquitos, t. II, p. 24, 154, 158, 159, 189, 226, 229.
Mota (P.), t. Ier, p. 220.
Motte-Piquet (La), t. II, p. 202.
Motillos (Los), t II, p. 50.
Motril, t. Ier, p. 121.
Mourin (P.), t. Ier, p. 219.
Mourzas, t. II, p. 253.
Moussy (de), t. Ier, p. 123, 127, 155.
Moxos (En los), t. Ier, p. 121.
Müller (Max), t. II, p. 333, 334.
Muniain, t. Ier, p. 78, 188, 191, 217.
Muñiz (Marquis del Campo Villar), t. Ier, p. 1, 18, 163, 164, 165.
Munoz (Jean-Baptiste), t. II, p. 328, 344.
Munster, t. II, p. 306.
Murcie, t. Ier, p. 121, 185, 193, 211; t. II, p. 74, 299, 304.
Muret (Pierre), t. II, p. 4, 20, 29, 34.
Murillo (Marquis de), t. Ier, p. 180.
Muriel, t. Ier, p. 66; t. II, p. 11, 163.
Murray, t. II, p. 189, 190, 191, 192, 194.
Mutis (José Celestino), t. II, p. 322.
Muzquiz, t. Ier, p. 188, 191, 217;

t. II, p. 1, 41, 42, 45, 49, 92, 93, 162, 302, 303.
NADOLET, t. Ier, p. 242.
NAJARIT, t. Ier, p. 121.
NANTES, t. II, p. 60.
NAPLES, t. Ier, p. 1, 2, 3, 4, 6, 7, 12, 15, 16, 19, 22, 24, 27, 28, 29, 31, 32, 44, 50, 62, 77, 83, 103, 162, 185, 219, 251, 253, 265, 266, 270, 274, 278, 279, 280, 303, 305, 308, 313, 315, 318, 325, 335, 353, 358, 363, 372, 373, 374, 393, 396, 402, 403, 404, 411; t. II, p. 35, 39, 40, 71, 97, 149, 164, 176, 261, 266, 267, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 276, 277, 341, 370, 375, 381.
NAPOLÉON, t. Ier, p. 169; t. II, p. 198, 312.
NASSAU (Prince DE), t. II, p. 204.
NASARRE, t. II, p. 313, 383, 384.
NATCHEZ, t. II, p. 2, 3, 4.
NATCHINOTCHEZ, t. II, p. 3.
NOVA (Miguel Maria DE), t. Ier, p. 203.
NAVALCARNERO, t. Ier, p. 121.
NAVARRE, t. II, p. 295, 338.
NAVARRO (Marquis DE LA VICTOIRE), t. Ier, p. 8.
NAVARRO (Benito), t. Ier, p. 176, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216.
NAVARRO (P. Joaquin), t. Ier, p. 218.
NAVAS DE LINARÈS, t. II, p. 50.
NAVAS DE TOLOSA, t. II, p. 50.
NAZARETH, t. Ier, p. 119.
NECKER, t. II, p. 106, 161, 180, 181,
NECTOUX, t. Ier, p. 109, 130, 136, 173, 175.
NEPTUNE, t. II, p. 378.
NÈGRES (Ile des), t. Ier, p. 121.
NEGRONI, t. Ier, p. 265, 267, 270, 280, 300, 384, 388, 416.
NERVILLE (DE), t. II, p. 60.
NEW-CASTLE, t. Ier, p. 40, 42, 52, 66, 95, 100, 103.
NEWMAN, t. II, p. 317.
NEWTON, t. Ier, p. 133; t. II, p. 324, 386.
NEW-YORK, t. II, p. 124.
NICANDRE (Prince DE Saint-), t. II, p. 97.
NICARAGUA (Lac de), t. II, p. 159, 226.
NICARAGUA (Province de), t. II, p. 159.
NICOLAS (San), t. Ier, p. 125, 160.
NICOLAS, empereur du Paraguay, t. Ier, p. 122, 160, 221, 230.
NIETO (Joseph), t. Ier, p. 228.
NIFO (Francisco Mariano), t. II, p. 358.
NISARD, t. Ier, p. 245.
NISSEN, t. II, p. 255.
NIVERNAIS, t. Ier, p. 73, 94, 99, 100, 103, 105.
NOCEDAL (Candido), t. II, p. 292, 298, 364.
NOELLE (P.), t. Ier, p. 172.
NOGUERA (Andres), t. II, p. 247.
NOIRE (Mer), t. II, p. 184.
NOLLET, t. II, p. 341.
NONCIATURE (Tribunal de la), t. Ier, p. 338, 340.
NONEL (P.), t. Ier, p. 218, 236, 240, 241.
NOTRE-DAME DU ROSAIRE, t. Ier, p. 183.
NORIS, t. Ier, p. 136, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 146, 148, 173, 174.
NORMANDIE, t. II, p. 19, 21.
NOROÑA, t. II, p. 349.
NORTH, t. II, p. 55, 64, 70, 75, 76, 80, 81, 111, 119, 121, 125, 126, 130, 165, 167, 170, 176, 189, 194, 206, 208, 219.
NOUVELLE-ECOSSE, t. II, p. 209.
NOUVELLE-ESPAGNE, t. II, p. 158, 248, 264, 320.
NOUVELLE-GRENADE, t. II, p. 321.
NOUVELLE-ORLÉANS, t. Ier, p. 104; t. II, p. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 16, 18, 19, 154, 156.
NOUVEAU-ROYAUME, t. Ier, p. 121.
NOYAN (Jean-Baptiste), t. II, p. 17.
NUESTRA SEÑORA DE MERCEDES, t. Ier, p. 128.
NUEVA RECOPILACION, t. II, p. 233.
NUIX, t. Ier, p. 134.
OAXACA, t. Ier, p. 121.
OCAÑA t. Ier, p. 121; t. II, p. 317, 319.
OCÉAN, t. II, p. 197, 206, 256, 338.
OCÉAN (L'), navire, t. Ier, p. 75.
O'CONNELL, t. II, p. 204.
ODILE (Baron de Sainte-), t. Ier, p. 371.
ODDI, t. Ier, p. 277, 281.

O'Dunne, t. Ier, p. 73, 74, 75, 94.
Œdipe, t. II, p. 342.
Ohio, t. Ier, p. 34.
Olavide, t. II, p. 1, 36, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 364, 368.
Olivares (Duc d'), t. II, p. 340.
Oliver (Antonio), t. II, p. 146.
Olivieri, t. II, p. 373.
Olmeda, t. II, p. 349.
Oñate, t. Ier, p. 121, 182, 376; t. II, p. 349.
Onteniente, t. Ier, p. 121.
O'Porto, t. Ier, p. 73, 77, 79, 81.
Oran, t. II, p. 84, 215, 216, 312, 317, 366.
Orbitello, t. Ier, p. 238.
Orduna, t. Ier, p. 121.
O'Reilly, t. Ier, p. 76, 79; t. II, p. 1, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 54, 57, 69, 79, 82, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 110, 251, 311, 318, 398.
Orénoque, t. II, p. 235.
Orense, t. Ier, p. 121, 134, 328; t. II, p. 289.
Oreste, t. II, p. 342.
Oriel, t. II, p. 317.
Orient, t. II, p. 75.
Orihuela, t. Ier, p. 121, 204, 329.
Orizaba, t. Ier, p. 168.
Orléans (Duc d'), t. II, p. 13.
Orloff (Alexis), t. II, p. 182.
Oroño (Francisco), t. Ier, p. 227.
Oropesa, t. Ier, p. 121; t. II, p. 236, 238.
Orsini, t. Ier, p. 253, 266, 267, 268, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 282 284, 289, 295, 301, 302, 305, 306, 308, 310, 315, 316, 322, 330, 341, 344, 347, 348, 350, 351, 358, 365, 404, 412, 413, 415.
Orsini (Francisco), t. II, p. 34, 35, 36.
Orti y Brull, t. Ier, p. 171; t. II, p. 91, 348.
Ortiz y Sanz (Josef), t. II, p. 381.
Oruro, t. Ier, p. 121.
Orvilliers, t. II, p. 134, 136, 139, 140, 141, 142, 166, 397.
O'Scalan (Timothée), t. II, p. 323.
Osma, t. Ier, p. 20, 328, 409.
Osma (Joaquin de), t. Ier, p. 328, 343.
Osorio y Redin, t. II, p. 285.
Osorno y Herrera (Antonio), t. II, p. 202.
Ossorio (Ignace), t. Ier, p. 139.
Ossun, t. Ier, p. 1, 2, 19, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 43, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 53, 56, 61, 69, 74, 76, 93, 94, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 104, 187, 189, 207, 230, 237, 252, 258, 260, 267, 291, 312, 314, 337, 397, 411; t. II, p. 6, 20, 23, 25, 29, 31, 35, 38, 39, 56, 57, 69, 73, 77, 86, 95, 103, 104, 110, 114, 117, 121, 175.
Ostende, t. Ier, p. 41.
Osuna, t. Ier, p. 376; t. II, p. 349.
Oswald, t. II, p. 189, 209, 210, 211, 222.
Otero (Antonio), t. II, p. 272.
Ouessant, t. II, p. 139, 142, 144.
Oviédo, t. Ier, p. 121, 142, 328; t. II, p. 363.
Oxford, t. II, p. 317.
Ozaeta, t. II, p. 337.
Pacte de famille, t. Ier, p. 5, 29, 69, 70, 107, 265, 343; t. II, p. 1 41, 42, 81, 137.
Padilla (Maria de), t. II, p. 339.
Padoue, t. Ier, p. 138.
Paix (Prince de la), t. II, p. 96, 292.
Palacio (Ramon Miguel), t. II, p. 285.
Palafox, t. Ier, p. 135, 166, 167, 168, 288, 289, 301, 302, 351, 359, 360, 361, 395.
Palapag, t. Ier, p. 121.
Palau y Verdera, t. II, p. 321.
Palencia, t. Ier, p. 121, 327; t. II, p. 338.
Palerme, t. II, p. 341.
Palestrina, t. Ier, p. 241; t. II, p. 390.
Palladio, t. II, p. 381.
Pallavicini, t. Ier, p. 174, 221, 233, 281, 283, 300, 404, 414, 415, 416.
Palmero (Manuel (Antonio), t. Ier, p. 328.
Palmerston, t. II, p. 60.
Palomarès (Sylvestre), t. Ier, p. 213.
Pampas, t. Ier, p. 121.
Pampelune, t. Ier, p. 121, 208, 210, 211, 328; t. II, p. 311, 322.
Pamplona, t. Ier, p. 121.
Panaderia, t. II, p. 373.

Panama, t. Ier p. 121; t. II, p. 24, 71.
Panine, t. II, p. 183.
Panmure de Natchez, t. II, p. 154.
Paoli, t. Ier, p. 237.
Paracciani, t. Ier, p. 277, 281.
Paraguay, t. Ier, p. 90, 109, 121, 122, 123, 125, 129, 131, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 212, 224, 227, 240; t. II, p. 30.
Parana, t. Ier, p. 109, 123, 124, 125, 128.
Paravicino y Arteaga, t. Ier, p. 150.
Pardo, t. Ier, p. 12; t. II, p. 35, 100.
Paris, t. Ier, p. 26, 43, 54, 55, 69, 73, 102, 123, 132, 140, 142, 143, 170, 218, 251, 278, 332, 334, 335, 337, 344, 382, 389, 391, 392, 398, 404; t. II, p. 1, 5, 24, 25, 59, 82, 105, 114, 119, 121, 123, 130, 132, 138, 179, 181, 183, 200, 208, 209, 210, 224, 248, 261, 286, 306, 307, 308, 320, 323, 324, 341, 345, 350, 354, 361, 367, 373.
Parme (Duché de), t. Ier, p. 3, 4, 6, 62, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 251, 256, 257, 258, 278, 279, 288, 318, 374, 385, 386, 387; t. II, p. 37, 330, 374.
Parme (Duc de), t. Ier, p. 70, 72, 188, 243, 244, 247, 248, 250, 251, 253, 255, 257, 265, 268, 301, 387, 396, 397; t. II, p. 1.
Parral, t. Ier, p. 121.
Parrilla, t. II, p. 44, 47.
Pasajès, t. II, p. 291, 305.
Pas-du-Berger, t. II, p. 197.
Pas-de-Calais, t. Ier, p. 90.
Passionei, t. Ier, p. 343.
Pasto, t. Ier, p. 121.
Pastora, t. II, p. 204.
Patiño, t. II, p. 305.
Patiomkine, t. II, p. 183.
Patos (Lagune de los), t. II, p. 102, 108.
Patrici, t. Ier, p. 357.
Patsquaro, t. Ier, p. 121.
Paul (Saint-), t. Ier, p. 257.
Paul III, t. Ier, p. 244, 249; t. II, p. 228, 230.
Paula Primera, t. II, p. 204.
Paula Segunda, t. II, p. 204.
Pavon (José), t. II, p. 322.
Payaguas, t. Ier, p. 123.
Pays-Bas, t. Ier, p. 4, 41.
Paz (La), t. Ier, p. 121; t. II, p. 228, 238, 245.
Paz y Melia, t. Ier, p. 2, 9; t. II, p. 34.
Pedro (Infant Don), t. II, p. 107, 108.
Pedro (Le Cruel), t. II, p. 339.
Pedrogaon, t. Ier, p. 81.
Pékin, t. II, p. 354.
Pélage, t. II, p. 363.
Péloponèse, t. II, p. 5.
Peñafiel, t. Ier, p. 376.
Peñaflorida, t. II, p. 283.
Peñalosa, t. II, p. 50.
Penamacor, t. Ier, p. 81.
Peñon de Velez, t. II, p. 82, 85, 86, 139, 251.
Pensacola, t. Ier, p. 106; t. II, p. 5, 24, 136, 155, 156, 157, 196, 214.
Pentecôte, t. Ier, p. 397.
Peramas (P.), t. Ier, p. 225.
Père-de-Famille, navire, t. II, p. 18.
Pereira (Gomez), t. II, p. 326.
Perelli, t. Ier, p. 281.
Perez (Jean-Baptiste), t. II, p. 334.
Perez, t. Ier, p. 218.
Perez (José), évêque de Ségorbe, t. II, p. 338.
Perez Bayer (Francisco), t. II, p. 336.
Perez de Escobar (Antonio), t. II, p. 322.
Perez y Lopez, t. II, p. 285, 313, 331, 332, 333.
Perez de Prado, t. Ier, p. 145, 146, 147.
Pergolèse, t. II, p. 390.
Périgord (Comte de), t. II, p. 83.
Pérou, t. Ier, p. 90, 121, 123, 129, 156, 227, 240; t. II, p. 9, 196, 234, 236, 237, 241, 244, 245, 246, 248, 306, 321, 322.
Pérouse, t. Ier, p. 138.
Perrault (Claude), t. II, p. 381.
Perse, t. II, p. 354.
Pesaro, t. Ier, p. 138, 241.
Pesquisa secreta, t. Ier, p. 203.
Pétersbourg, t. Ier, p. 40, 93; t. II, p. 182, 183, 187, 376.
Petit (Joseph), t. II, p. 17.
Peyre (Roger), t. II, p. 370.

PHARSALE, t. Ier, p. 113.
PHÈDRE, t. II, p. 342.
PHÈDRE, fabuliste, t. II, p. 356.
PHÉNIX (Le), t. Ier, p. 8, 83.
PHILADELPHIE, t. II, p. 111, 113, 124, 127.
PHILANDRE, t. II, p. 381.
PHILIPPE (Saint-), église, t. Ier, p. 193.
PHILIPPE (Saint-), fort, t. II, p. 189, 191, 192, 194, 195, 198, 226.
PHILIPPE (Saint-), Louisiane, t. II, p. 3.
PHILIPPE DE NÉRI (SAINT-), t. Ier, p. 119, 181.
PHILIPPE (Duc de Parme), t. Ier, p. 1, 3, 4, 5, 6, 17, 28, 29, 62, 80, 188, 244, 245, 246, 247; t. II, p. 38.
PHILIPPE, fils aîné de Charles III, t. Ier, p. 6.
PHILIPPE, infant, petit-fils de Charles III, t. II, p. 257.
PHILIPPE II, t. Ier, p. 198, 250; t. II, p. 321, 334, 380.
PHILIPPE III, t. Ier, p. 198, 250; t. II, p. 230, 372.
PHILIPPE IV, t. Ier, p. 133, 134, 250, 372.
PHILIPPE V, t. Ier, p. 1, 10, 11, 14, 22, 23, 29, 110, 111, 117, 135, 188, 244, 245, 250, 360; t. II, p. 12, 29, 42, 92, 95, 262, 267, 313, 322, 340, 354, 369, 371, 372, 378, 379, 385.
PHILIPPINES, t. Ier, p. 66, 88, 89, 106, 121, 167, 227, 241; t. II, p. 56, 114, 279, 304, 305, 306, 322.
PICARDIE, t. II, p. 146.
PICOT, t. Ier, p. 337.
PIE IV, t. Ier, p. 276.
PIE VI, t. Ier, p. 374, 416; t. II, p. 288, 309.
PIE DEL FARDO, t. II, p. 19.
PIERRE (SAINT-), t. Ier, p. 166, 244, 257, 258, 291, 292, 404; t. II, p. 362, 387.
PIERRE D'ALCANTARA (SAINT-), t. Ier, p. 119.
PIGNATELLI, ambassadeur de Naples, t. II, p. 110, 164, 250, 276.
PIGNATELLI (Joaquin). Voir comte DE FUENTES.
PIGNATELLI (Juan), t. II, p. 92.
PIGNATELLI (Maria Manuela, duchesse de VILLAHERMOSA), t. Ier, p. 171; t; II, p. 91, 348, 350.
PIGNATELLI (Ramon), t. II, p. 92, 299.
PIGNATELLI (P.), t. Ier, p. 165, 218, 219, 236, 240, 241.
PIMAS (Los), t. Ier, p. 121.
PINEDAS, t. II, p. 50.
PIÑEIRO, t. II, p. 154.
PINEL, t. Ier, p. 81.
PINI, t. II, p. 38, 391.
PINILLOS (P.), t. Ier, p. 204.
PIQUER (Andrès), t. II, p. 322, 326, 327.
PIQUER (Juan Chrysostôme), t. II, p. 353.
PIQUIRI, t. II, p. 108.
PIRELLI, t. Ier, p. 276, 280, 298.
PIRI (SAN), t. Ier, p. 81.
PISADOR (Agustin Gonzalez), t. Ier, p. 328.
PISCO, t. Ier, p. 121.
PISE, t. Ier, p. 138.
PITT, t. Ier, p. 4, 5, 29, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 42, 51, 52, 53, 54, 55, 58, 59, 60, 61, 64, 65, 66, 67, 92, 93, 95, 97, 100, 101, 107, 265; t. II, p. 57, 58, 61, 62, 63, 75, 126, 180.
PITUÉ, t. II, p. 379.
PIZARRE, t. II, p. 2.
PIZZI Y FRANQESCHI, t. II, p. 343.
PIZZIGHETTONE, t. II, p. 146.
PLAISANCE, t. Ier, p. 4, 121, 244, 245, 249, 257, 258.
PLAISANTIN, t. Ier, p. 4, 5, 72.
PLASENCIA, t. Ier, p. 328; t. II, p. 289.
PLATA (La), t. II, p. 2, 60, 235.
PLATON, t. II, p. 353.
PLAZA MAYOR, t. Ier, p. 26; t. II, p. 40, 258, 362.
PLUTARQUE, t. II, p. 338.
PLYMOUTH, t. Ier, p. 90; t. II, p. 124, 140, 141, 142.
PŒSTUM, t. Ier, p. 77; t. II, p. 381.
POINTE COUPÉE, t. II, p. 3.
POITOU, t. II, p. 21.
POKOK, t. Ier, p. 83, 85.
POLACOS, t. II, p. 360.
POLI (Anne-Thérèse), t. Ier, p. 401.
POLLENZA, t. Ier, p. 121.
POLOGNE, t. Ier, p. 80, 81, 270, 308, 313, 367, 371; t. II, p. 75, 374.

Pombal, t. Ier, p. 74, 78, 80, 161; t. II, p. 82, 100, 101, 102, 106, 107, 398.
Pompadour, t. Ier, p. 284; t. II, p. 146.
Pompei, t. II, p. 381.
Ponce (Juan), t. II, p. 363.
Pontarlier, t. II, p. 198.
Pontchartrain, t. II, p. 5.
Pontecorvo, t. Ier, p. 243, 253, 264, 279.
Pontevedra, t. Ier, p. 121.
Ponz (Antonio), t. II, p. 298, 313, 376, 381, 382, 383.
Ponz (José), t. II, p. 383.
Popajan, t. Ier, p. 121.
Porcel, t. II, p. 342.
Porrosillo, t. II, p. 50.
Porte, t. II, p. 250, 252, 253, 256.
Porte (de la), t. II, p. 144.
Portici, t. Ier, p. 32, 267.
Portland, t. Ier, p. 74; t. II, p. 211.
Porto Bello, t. II, p. 26.
Porto Carrero, t. Ier, p. 136, 145, 146, 147, 253; t. II, p. 29.
Porto-Rico, t. II, p. 26.
Portsmouth, t. Ier, p. 74; t. II, p. 124, 138.
Portugal, t. Ier, p. 64, 72, 73, 75, 76, 82, 94, 154, 156, 161, 172, 209, 211, 212, 258, 261, 263, 270, 348, 355, 393, 394, 402, 411, 414, 415; t. II, p. 14, 56, 82, 95, 100, 101, 104, 106, 108, 109, 122, 124, 139, 143, 176, 197, 250, 260, 262, 265, 273, 277, 337, 345, 371, 391, 398.
Portugal (Roi de), t. II, p. 82, 107.
Portugal (Reine douairière de), t. Ier, p. 77, 394; t. II, p. 82, 107, 109.
Pott, t. II, p. 334.
Potosi, t. Ier, p. 121; t. II, p. 231.
Poupet, t. II, p. 17.
Pozzobonelli, t. Ier, p. 281, 289, 290.
Prado, t. Ier, p. 10, 26; t. II, p. 362, 378.
Prado (Juan de), t. Ier, p. 83, 84, 85, 87, 88.
Prague, t. Ier, p. 166.
Priégo, t. Ier, p. 182.
Prince (Le), navire, t. Ier, p. 224.
Princesa, t. II, p. 149, 150.
Principe (Théâtre du), t. II, p. 360, 363.
Principe-Carlos, batterie flottante, t. II, p. 204.
Procaccini (André), t. II, p. 372, 374.
Provence (Comte de), t. Ier, p. 259, 392; t. II, p. 83.
Provence (Comtesse de), t II, p. 83.
Providence (Ile de la), t. Ier, p. 102.
Prusse, t. Ier, p. 5, 19, 38, 42, 43, 44, 45, 46, 80, 93, 96, 112, 196, 313, 340, 379, 403; t. II, p. 48, 133, 134, 184, 278, 311.
Ptolémée, t. II, p. 319.
Puebla de los Angeles, t. Ier, p. 121, 166.
Puerta del Sol, t. Ier, p. 181; t. II, p. 364.
Puerto Caballo, t. II, p. 158.
Puerto de la Cadena, t. II, p. 299.
Puerto-Rico, t. Ier, p. 25, 83, 102; t. II, p. 26, 71, 167, 218, 248.
Punta, t. Ier, p. 85, 86, 121.
Puységur (Comte de), t. II, p. 201.
Pyrénées, t. II, p. 346.
Québec, t. Ier, p. 35, 53.
Quer (José), t. II, p. 321.
Quichotte (Don), t. Ier, p. 342.
Quillota, t. Ier, p. 121.
Quincampoix (Rue), t. II, p. 2.
Quintano y Bonifaz, t. Ier, p. 109, 113, 114, 115, 173; t. II, p. 53.
Quintillana (Fernando), t. II, p. 50.
Querandis, t. Ier, p. 123.
Quevedo (Pedro), t. II, p. 289.
Quirinal, t. II, p. 334.
Quito, t. Ier, p. 121, 156, 219, 241; t. II, p. 8, 235.
Rabago (P.), t. Ier, p. 135, 136, 140, 142, 144, 145, 147, 148, 154, 158, 159, 162, 168.
Rabat, t. II, p. 85.
Racine, t. II, p. 367.
Raffadale, t. II, p. 273, 277.
Rafael, évêque de Valence, t. Ier, p. 328.
Rajon de Losada (Bartolomé), t. Ier, p. 328.
Raimondi de Bassano, t. Ier, p. 339.
Raleigh, t. II, p. 229.
Rambaud (Alfred), t. II, p. 253.
Rameau, t. II, p. 350, 386, 387, 388, 389.
Ramirez (Brigadier), t. II, p. 255.

Ramirez de Arellano (Francisco), t. Ier, p. 328.
Ramon (San), t. II, p. 156.
Ramos (Enrique), t. II, p. 350.
Ranc, t. II, p. 371.
Raphael, t. II, p. 376, 377, 390.
Rastro, t. II, p. 362.
Raucoux, t. II, p. 146.
Ravenne, t. Ier, p. 402.
Raymond de Bourgogne, t. II, p. 338.
Raynal (Abbé), t. Ier, p. 135.
Raynal (P.), t. Ier, p. 172.
Rayneval, t. II, p. 118, 123, 163, 189, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 306.
Real Academia de la Historia, t. II, p. 242, 245.
Real Giro, t. II, p. 301.
Real Trasporte, t. Ier, p. 83, 87, 88.
Récollets (Promenade des), t. Ier, p. 10.
Recopilacion de Leyes de Indias, t. II, p. 233.
Record Office, t. Ier, p. 187, 188, 191; t. II, p. 57, 69, 74, 79, 104, 107, 117, 132, 173, 176.
Red de San Luis, t. II, p. 371.
Redoutable (Le), t. Ier, p. 75.
Registros, t. II, p. 26.
Regnard, t. II, p. 46.
Reims, t. Ier, p. 332.
Reiseach, t. Ier, p. 42.
Rejas (Rue de las), t. II, p. 348.
Relief Act, t. II, p. 171.
Remedios (Los), t. II, p. 203.
Rennes, t. Ier, p. 335.
Repartimiento, t. II, p. 230, 241.
Republica Argentina, t. Ier, p. 131.
Requeno, t. II, p. 313, 386, 390.
Requesens, t. Ier, p. 139.
Reseguin (Josef), t. II, p. 246.
Retiro. Voir Buen Retiro.
Retz (Cardinal de), t. Ier, p. 120.
Retz (P.), t. Ier, p. 288.
Revillagigedo, t. Ier, p. 182.
Reyes (Antonio de los), t. Ier, p. 409.
Reynier, t. Ier, p. 18, 132.
Rezzonico (Cardinal Carlo), t. Ier, p. 263, 264, 275, 279, 280, 281, 289, 290, 292, 293, 294, 298, 303, 410, 413, 415.
Rezzonico (Majordome), t. Ier, p. 260.
Rhin, t. Ier, p. 35; t. II, p. 133, 346.
Ribera (P.), t. II, p. 316.
Ribera (Joseph), t. II, p. 372.
Ribera (Pedro de), t. II, p. 370, 371.
Ric (Pedro), t. Ier, p. 203.
Ricardos, t. II, p. 54.
Ricaud (Baltazar), t. Ier, p. 83.
Ricaud (Francisco), t. Ier, p. 83.
Ricci, t. Ier, p. 109, 112, 130, 136, 173, 175, 176, 218, 243, 262, 263, 264, 270, 283, 340, 354, 356, 376, 399, 400.
Richmond, t. II, p. 126, 207, 211.
Ricio (P.), t. Ier, p. 219.
Ricla, t. Ier, p. 81; t. II, p. 54, 92.
Rico (Pedro), t. II, p. 315.
Ridolfi, t. Ier, p. 146.
Rimini, t. Ier, p. 240, 288.
Rinsfort, t. Ier, p. 74.
Riobamba, t. Ier, p. 121.
Rio Grande de San Pedro, t. II, p. 100, 101, 102, 104, 107, 108.
Rio Grande do Sul, t. Ier, p. 155.
Rio Hondo, t. II, p. 154.
Rio Janeiro, t. Ier, p. 157.
Rio Meta, t. Ier, p. 121.
Rio Orinoco, t. Ier, p. 121.
Rio de la Plata, t. Ier, p. 89, 123, 224, 226; t. II, p. 101, 106, 107, 108.
Rio Parana, t. Ier, p. 121.
Rio Pardo, t. II, p. 102.
Rio Tebicuary, t. Ier, p. 125.
Rio Uruguay, t. Ier, p. 121.
Rios, littérateur, t. Ier, p. 345.
Rios (Los), village, t. II, p. 50.
Rios (Isabelle de), t. II, p. 46.
Riot Act, t. II, p. 173.
Rioxa, t. Ier, p. 121.
Risco (Manuel), t. II, p. 313, 336, 337.
Rivadeneyra, t. Ier, p. 202; t. II, p. 350, 354.
Rivas Bétancourt, t. II, p. 154.
Rizi (Francisco), t. II, p. 370.
Robespierre, t. II, p. 286.
Roch (Saint-), t. II, p. 197, 202, 205.
Rocha (Miguel), t. Ier, p. 228.
Rocher (Prairie du), t. II, p. 3.
Rochford, t. Ier, p. 189; t. II, p. 1,

3, 34, 39, 56, 57, 59, 76, 80, 103, 112.
Rocio, t. II, p. 263.
Rockingham, t. II, p. 63, 76, 121, 124, 126, 189, 207, 211, 212.
Roda (Manuel de), t. Ier, p. 18, 136, 165, 175, 185, 188, 191, 192, 207, 209, 216, 217, 219, 220, 231, 232, 245, 274, 275, 277, 278, 287, 289, 300, 309, 324, 325, 333, 342, 343, 350, 375, 381, 383, 391, 407; t. II, p. 51, 53, 92, 316, 375.
Rodney, t. II, p. 136, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 166, 169, 182, 196, 210, 268.
Rodriguez (P.), t. II, p. 331.
Rodriguez (Ventura), architecte, t. II, p. 263, 313, 370, 371, 380.
Rohan (Prince de), t. II, p. 58.
Rohan-Chabot (Marie-Armande de), t. Ier, p. 76.
Rojas y Contreras (Diégo de), t. Ier, p. 184, 189, 191, 328.
Rojas (Francisco de), t. II, p. 366.
Rojo (Antonio), t. Ier, p. 88.
Roldana, t. II, p. 370.
Romagne, t. Ier, p. 416.
Rome, t. Ier, p. 50, 80, 110, 111, 115, 116, 117, 118, 130, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 165, 171, 173, 174, 185, 212, 219, 231, 235, 236, 241, 245, 248, 249, 250, 252, 253, 254, 257, 259, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 275, 278, 281, 282, 284, 285, 286, 287, 288, 291, 293, 296, 297, 299, 301, 303, 304, 305, 309, 310, 311, 313, 314, 316, 321, 324, 331, 332, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 348, 351, 354, 355, 356, 358, 366, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 378, 381, 382, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 411, 412, 413, 414, 415, 416; t. II, p. 29, 99, 330, 335, 373, 374, 381, 387, 397.
Romea y Tapia, t. II, p. 358.
Romulus et Remus, t. II, p. 258.
Ronciglione, t. Ier, p. 253, 266, 267, 270, 278, 380, 412.
Rosa (Santa-) (Paraguay), t. Ier, p. 125, 128.
Rosa (Santa-), (Pensacola), t. II, p. 156.
Rosado, t. II, p. 154.
Rosalia (Santa-), t. II, p. 149.
Rosario, t. Ier , p. 128.
Rosario (batterie flottante), t. II, p. 204.
Rosbach, t. II, p. 146.
Rosell (Antonio-Gregorio), t. II, p. 317.
Rosemberg. Voir Orsini.
Rossi (de), t. Ier, p. 281, 339.
Rossinante, t. Ier, p. 342.
Rotrou, t. II, p. 341.
Roucher, t. II, p. 54.
Rousseau (Jacques), t. II, p. 379.
Rousseau (Jean-Baptiste), t. II, p. 344.
Rousseau (Jean-Jacques), t. Ier, p. 153; t. II, p. 22, 46, 51, 54, 286, 307, 350, 386, 388.
Royal Georges, t. II, p. 150.
Royan, t. II, p. 18.
Rozas (Nicolas de), t. II, p. 241.
Rubens, t. II, p. 377.
Rubi (Marquis de), t. II, p. 311.
Rubin de Celis (Manuel), t. Ier, p. 328; t. II, p. 289, 323.
Rubio (Agustin), t. II, p. 340.
Rubio (Francisco), t. II, p. 323.
Ruiz (Hipolito), t. II, p. 322.
Ruiz Puente (Felipe), t. II, p. 60, 61, 66.
Rumblar, t. II, p. 50.
Ruspoli, t. Ier, p. 365.
Russie, t. Ier, p. 54, 55, 93, 379, 403; t. II, p. 24, 48, 161, 175, 184, 186, 213, 252, 275.
Saavedra, t. Ier, p. 255.
Sabas (Saint-), t. Ier, p. 354.
Sabbionetta, t. Ier, p. 4.
Sabugal, t. Ier, p. 81.
Sachetti, t. II, p. 373, 374, 380.
Sacramento, t. Ier, p. 73, 89, 90, 154, 155, 228; t. II, p. 24, 82, 87, 107, 108, 115.
Sacrement (Rue du Saint-), t. II, p. 372.
Sacré-Cœur, t. Ier, p. 322, 339.
Saenz (Juan), t. Ier, p. 329.
Sage (Henry), t. Ier, p. 4, 6.
Sage (Du), t. II, p. 321.

SAHAGUN, t. II, p. 338.
SAINTE-BEUVE, t. II, p. 323.
SAINTES (Les), t. II, p. 196, 210.
SAJANI, t. Ier, p. 408.
SALAMANQUE, t. Ier, p. 121, 133, 173, 174, 185, 328, 329; t. II, p. 53, 292, 315, 316.
SALAZAR (Juan Francisco), t. Ier, p. 193.
SALDANHA, t. Ier, p. 129.
SALÉ, t. II, p. 85.
SALESAS, t. Ier, p. 119.
SALESAS REALES, t. II, p. 371.
SALGADO, t. Ier, p. 255.
SALINAS Y MOÑINO (Francisco), t. II, p. 251.
SALM (Prince DE), t. II, p. 47.
SALTA Y JUJUY, t. Ier, p. 121, 227.
SALVA Y CAMPILLO (Francisco), t. II, p. 323.
SALVIATI, t. Ier, p. 357.
SAMANIÉGO, t. II, p. 54, 351, 356, 368.
SAMBOAGAN, t. Ier, p. 121.
SAMBUCA, t. II, p. 98, 99.
SANCHEZ (Pedro Antonio), t. II, p. 287.
SANCHO (Basilio), t. Ier, p. 328.
SANCHO-PANZA, t. II, p. 30.
SANDWICH (Lord), t. II, p. 63.
SANGARARA, t. II, p. 228.
SANTAFÉ, t. Ier, p. 121.
SANTANDER, t. Ier, p. 121, 328; t. II, p. 57, 248, 345.
SANTIAGO, t. Ier, p. 121, 328.
SANTIAGO DE CHILI, t. Ier, p. 226.
SANTIAGO DE CUBA, t. Ier, p. 125.
SANTIMAUR, t. Ier, p. 74.
SANTPONS (Francisco), t. II, p. 323.
SANZ (José Payo), t. Ier, p. 211.
SARAGOSSE, t. Ier, p. 9, 10, 27, 29, 37, 204, 208, 209; t. II, p. 299, 322, 368, 383.
SARATOGA, t. II, p. 119.
SARDAIGNE, t. Ier, p. 4, 5, 6, 72, 91, 237, 270, 308, 313, 340, 375; t. II, p. 34, 172.
SARDINERO (Antonio Sanchez), t. Ier, p. 328.
SARMENTERO, t. Ier, p. 328.
SARRIA, t. Ier, p. 73, 76, 78, 79, 80, 81, 182.
SARRIA (Marquise DE), t. II, p. 342.
SARTINE, t. II, p. 144, 148, 180, 181.
SARZILLO, t. II, p. 313, 379.
SAVILLE (Georges), t. II, p. 171.
SAXE, t. Ier, p. 6.
SCAMOZZI, t. II, p. 381.
SCARRON, t. II, p. 341.
SCELLE, t. II, p. 229.
SCHINKEL, t. Ier, p. 136, 137.
SCHIPA, t. Ier, p. 4.
SCHLEGEL, t. Ier, p. 135; t. II, p. 334.
SCYTHIE, t. II, p. 382.
SEBASTIAN (Eglise DE), t. II, p. 361.
SEBASTIAN (Fonda de SAN), t. II, p. 313, 338, 343, 347.
SEBASTIAN (Hospice de SAN-), t. II, p. 371.
SEBASTIAN (Village de SAN-), t. II, p. 50.
SEBASTIAN Y LATRE (Tomas), t. II, p. 366.
SÉBASTIEN (SAINT-), t. Ier, p. 121, 130, 134.
SEBONDE (Raymond DE), t. II, p. 333.
SEDAN, t. II, p. 21, 22.
SEDANO, t. II, p. 352.
SÉGORBE, t. Ier, p. 121, 134, 328; t. II, p. 289, 334, 338.
SÉGOVIE, t. Ier, p. 22, 77, 121, 164, 210, 328; t. II, p. 33, 34, 292, 317, 321, 387.
SÉGUIER, t. Ier, p. 253.
SÉGURA DE LA SIERRA, t. Ier, p. 121.
SÉGUROLA (Sébastian), t. II, p. 245.
SÉLIM Ier, t. II, p. 337.
SEMPERE Y GUARINOS, t. II, p. 287.
SÉNÉGAL, t. Ier, p. 35, 107, 216.
SENS, t. Ier, p. 339.
SÉPÉ (Cacique), t. Ier, p. 157, 160.
SEPT-EGLISES, t. Ier, p. 78, 79.
SÉPULCRE (SAINT-), t. Ier, p. 119.
SERBELLONI, t. Ier, p. 281.
SERSALE, t. Ier, p. 273, 279, 280 283, 291, 292, 302, 412.
SEVERINO (SAN). Voir ALBERTINI.
SÉVILLE, t. Ier, p. 22, 133, 285, 294, 295, 329, 396; t. II, p. 8, 11, 12, 20, 25, 32, 33, 46, 47, 49, 51, 85, 248, 285, 289, 292, 304, 312, 322, 323, 364, 367.
SHELBURNE, t. Ier, p. 187, 188, 191; t. II, p. 65, 189, 207, 208, 209,

210, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 218, 219, 221.
Sherlok, t. II, p. 86.
Sicile, t. Ier, p. 7, 17, 185; t. II, p. 98, 253.
Sicuani, t. II, p. 246.
Sierra Morena, t. II, p. 1, 44, 46, 47, 49, 50, 51, 54, 55, 398.
Sierra de la Piastla, t. Ier, p. 121.
Sierra de los Tapes, t. Ier, p. 125; t. II, p. 102.
Siétano, t. Ier, p. 80.
Signorelli (Pedro Napoli), t. II, p. 343, 367.
Siguenza, t. Ier, p. 328; t. II, p. 289.
Silang, t. Ier, p. 121.
Silas Deane, t. II, p. 119.
Silva (Mariana de). Voir Huescar.
Silva (Pedro de), t. Ier, p. 376.
Silva y Palafox (Maria del Pilar), t. II, p. 308.
Silva Telles, t. Ier, p. 154.
Simancas, t. Ier, p. 22, 24, 116, 118, 130, 158, 161, 175, 203, 204, 209, 216, 231, 232, 235, 237, 238, 242, 246, 247, 248, 249, 271, 280, 281, 288, 290, 295, 314, 320, 321, 323, 326, 331, 334, 335, 336, 339, 341, 344, 345, 348, 350, 353, 361, 366, 380, 382, 383, 384, 385, 388, 392, 393, 402, 403, 406, 409; t. II, p. 51.
Sinigaglia, t. Ier, p. 241; t. II, p. 29.
Sisti (P.), t. Ier, p. 324.
Sixtine, t. II, p. 377.
Sixte-Quint, t. Ier, p. 288.
Sizarga, t. II, p. 140.
Smith, voyageur américain, t. II, p. 17.
Smith (Adam), t. II, p. 209, 229.
Solano (Antonio), t. II, p. 321.
Solano (Francisco Ramon), t. Ier, p. 209.
Solano (José, marquis del Socorro), t. II, p. 136, 142, 152, 153, 156, 157, 179, 196.
Solar, t. Ier, p. 73, 91, 92.
Soledad, t. II, p. 60.
Soler (Jaime), t. II, p. 253, 255, 256.
Soler (José), t. II, p. 253.
Soler (Juan), t. II, p. 253, 254.
Soler (Pedro), t. II, p. 253, 254.
Solimena, t. II, p. 372.
Solis (Francisco), t. Ier, p. 273, 284, 285, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 302, 305, 329, 403, 409, 414, 415.
Sollerhic, t. II, p. 190.
Solsona, t. II, p. 328.
Sommaria, t. Ier, p. 7.
Sonora, t. Ier, p. 121.
Sonora (Marquis de la). Voir José Galvez.
Sorbonne, t. Ier, p. 144.
Sorèze, t. II, p. 283.
Soria, t. Ier, p. 121; t. II, p. 292.
Sorlingues, t. II, p. 140, 142.
Soto (Domingo de), t. II, p. 281, 286.
Soto (Fernando de), t. II, p. 2.
Sotomayor (Duc de), t. Ier, p. 188, 189.
Soulange Bodin, t. Ier, p. 5, 21, 27, 46, 96, 99, 100, 105.
Sous-le-Vent (Iles), t. II, p. 18, 136.
Souza Continho (Francisco Inocencio), t. II, p. 108.
Soyecourt (Hôtel de), t. Ier, p. 392.
Spartel, t. II, p. 149, 251.
Spezia, t. Ier, p. 239.
Spinola, t. Ier, p. 152, 281.
Spinoza, t. II, p. 54.
Spithead, t. II, p. 138.
Stahrenberg, t. Ier, p. 6, 43.
Stanley, t. Ier, p. 54, 91.
Stefanucci (P.), t. Ier, p. 400.
Stephano (San), t. Ier, p. 238.
Stephens, t. II, p. 205.
Stoppani, t. Ier, p. 261, 281, 282, 289, 292, 295.
Stormont (Lord), t. II, p. 103, 167, 172, 183.
Strasbourg, t. II, p. 58.
Stryienski, t. II, p. 38.
Suarez, t. Ier, p. 257; t. II, p. 326.
Subisati, t. II, p. 374.
Sud (Mer du), t. II, p. 226.
Suède, t. II, p. 48, 184, 253.
Suffolk (Lord), t. II, p. 134.
Suisse, t. Ier, p. 196.
Sumatra, t. Ier, p. 91.
Sumbel (Samuel), t. II, p. 84.
Tabago, t. Ier, p. 72.
Tabasco, t. II, p. 321.
Tacunga, t. Ier, p. 121.
Tage, t. Ier, p. 76, 79, 81; t. II, p. 96, 103.

TALAVERA DE LA REYNA, t. Ier, p. 121.
TALLADAS (Las), t. Ier, p. 81.
TALLA PIEDRA, t. II, p. 198, 204, 205.
TALLEYRAND (Baron DE), t. II, p. 275.
TAMBUINETA, t. Ier, p. 128.
TAMER (Le), t. II, p. 59, 65.
TAMISE, t. II, p. 173.
TAMUJOSA, t. II, p. 50.
TANGER, t. II, p. 251.
TANUCCI, t. Ier, p. 4, 14, 15, 31, 84, 85, 96, 112, 116, 117, 118, 136, 162, 166, 176, 177, 209, 218, 219, 220, 250, 259, 266, 267, 268, 275, 280, 288, 302, 303, 304, 325, 326, 341, 342, 372, 373, 393, 395, 404, 405; t. II, p. 82, 97, 98, 99, 272.
TANUCCI (Marquise DE), t. Ier, p. 404.
TANNUZZI (P.), t. Ier, p. 400.
TAPACARI, t. II, p. 238.
TARA HOMARES, t. Ier, p. 121.
TARAZONE, t. Ier, p. 121, 327, 329.
TARENTE, t. Ier, p. 280.
TARIXA, t. Ier, p. 121.
TARRAGONA, t. Ier, p. 328; t. II, p. 289.
TARRAGONE, t. Ier, p. 121, 204.
TARTINI, t. II, p. 387, 388.
TATAHARY, t. Ier, p. 128.
TAVIRA, t. II, p. 197.
TCHESMÉ, t. II, p. 182.
TECLA (SANTA), t. Ier, p. 128, 157.
TECUALMES, t. II, p. 229.
TELLEZ GIRON (Pedro DE ALCANTARA), t. II, p. 349.
TÉMÉRAIRE (Le), t. Ier, p. 75.
TEMPLE (Le), t. Ier, p. 120, 167.
TEMPLE, beau-frère de Chatham, t. II, p. 210.
TEMPLE, frère de Thomas Grenville, t. II, p. 210.
TÉNÉRIFFE, t. II, p. 348.
TEPEHUANES, t. Ier, p. 121.
TEPIC, t. Ier, p. 122.
TEPOTZOLAN, t. Ier, p. 121.
TERCIAS REALES, t. Ier, p. 198.
TERMINOS (Los), t. Ier, p. 52.
TERRAY (Abbé), t. Ier, p. 332, 333.
TERRE-NEUVE, t. Ier, p. 52, 60, 67, 69, 70, 97, 104, 106; t. II, p. 72, 134, 213, 214, 216.
TERUEL, t. Ier, p. 121, 328.
TESCHEN, t. II, p. 133.
TÉTOUAN, t. II, p. 85, 251.
TEU (Tomas), t. II, p. 48.
THARSIS, t. II, p. 335.
THÈBES, t. Ier, p. 343; t. II, p. 105, 202.
THEINER, t. Ier, p. 174, 233, 269, 270, 276, 277, 280, 289, 297, 305, 321, 327, 330, 368, 376, 383, 391, 398, 401.
THÉODOSE, t. II, p. 378.
THERESA (Fort SANTA-), t. II, p. 104.
THÉRÈSE (SAINTE-), t. Ier, p. 227, 401.
THIERRY (Jean), t. II, p. 379.
THOMAS (Eglise SAINT-), t. Ier, p. 193.
THOMAS (Ordre de SAINT-), t. Ier, p. 183.
THOMAS (Village de SAINT-), t. Ier, p. 157.
THORWALDSEN, t. II, p. 379.
THUREAU-DANGIN, t. II, p. 317.
THUROT, t. Ier, p. 42.
THURRIEGEL, t. II, p. 1, 44.
TIBET, t. II, p. 354.
TIBRE, t. Ier, p. 266.
TIBUR, t. II, p. 377.
TICKNOR, t. Ier, p. 132; t. II, p. 341, 343, 350.
TIEPOLO, t. II, p. 374, 375.
TIERRA DE CAMPOS, t. II, p. 299.
TILLOT (DU), t. Ier, p. 243, 245, 246, 247, 248, 386.
TILLOT (Nicolas DU), t. Ier, p. 245.
TILLY (Rudesindo), t. II, p. 146.
TINTA, t. II, p. 236, 240, 242.
TIRSO DE MOLINA, t. II, p. 366, 367.
TITIEN, t. II, p. 376.
TOBAS, t. II, p. 229.
TOFINO (Vicente), t. II, p. 319.
TOLÈDE, t. Ier, p. 10, 12, 24, 121, 184, 231, 232, 240, 242, 328; t. II, p. 96, 262, 284, 288, 308, 371, 372.
TOMBECBÉ, t. II, p. 3, 4.
TOMAS (SAN), t. Ier, p. 128.
TOME (SAN), t. Ier, p. 125.
TOME (Narciso), t. II, p. 370.
TONICAS, t. II, p. 3.
TORBAY, t. II, p. 138.
TORMO, t. Ier, p. 329.
TORQUATO (SAN), t. Ier, p. 232.
TORRE (Francisco DE LA), t. Ier, p. 89.
TORRE (José DE LA), t. Ier, p. 242.
TORREGIANI, t. Ier, p. 109, 112, 174,

207, 219, 236, 241, 252, 263, 264, 265, 266, 277, 281, 282, 300, 415.
TORREPALMA, t. II, p. 349.
TORRERO, t. Ier, p. 73, 75.
TORRÈS (Diégo DE), t. II, p. 315, 316.
TORRUBIA (P.), t. Ier, p. 169.
TORTONE, t. II, p. 146.
TORTOSE, t. Ier, p. 121, 328; t. II, p. 299.
TORTUGUERO, t. II, p. 159.
TOSCA, t. II, p. 327.
TOSCANE, t. Ier, p. 363, 367, 400, 411; t. II, p. 98.
TOSCANE (Grand-duc DE), t. Ier, p. 138, 178, 281, 371, 378; t. II, p. 34.
TOSCANE (Grande-duchesse DE), t. Ier, p. 343.
TOULON, t. II, p. 123, 192.
TOULOUSE, t. Ier, p. 172; t. II, p. 283.
TOWER, t. II, p. 111, 112, 113.
TRAFALGAR, t. II, p. 149.
TRAJAN, t. II, p. 377, 378.
TRAS OS MONTES, t. Ier, p. 177.
TRÉBOS, t. Ier, p. 208.
TREMOLI (Mme DE), t. II, p. 98.
TRENTE (Concile de), t. Ier, p. 138, 257, 263; t. II, p. 10, 281.
TRÈVES, t. II, p. 118.
TRIGUEROS, t. II, p. 259, 365, 366.
TRINIDAD, t. Ier, p. 125.
TRIPOLI, t. II, p. 250, 253, 254, 271, 337.
TRUXILLO, t. Ier, p. 121.
TUCUMAN, t. Ier, p. 90, 121, 221, 225, 226, 227, 327.
TUDELA, t. Ier, p. 121.
TUNGASUCA, t. II, p. 236, 242.
TUNIS, t. II, p. 250, 253, 254, 255, 256, 337.
TUNJA, t. Ier, p. 121.
TUPAC AMARU (Blas), t. II, p. 236.
TUPAC AMARU (Diégo Cristobal), t. II, p. 228, 244, 246, 247.
TUPAC AMARU (Fernand), t. II, p. 244.
TUPAC AMARU (Hippolyte), t. II, p. 244.
TUPAC AMARU (José Gabriel), t. II, p. 228, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 246.
TUPAC AMARU (Mariano), t. II, p. 228, 244, 247.
TUPAC CATARI. Voir APAZA.
TUPIS, t. Ier, p. 124, 125.
TURGOT, t. II, p. 112.
TURIN, t. Ier, p. 265, 342, 343, 346, 378; t. II, p. 348.
TURQUIE, t. II, p. 21, 75.
TUY, t. Ier, p. 403.
TYR, t. II, p. 205.
TYROWLEY, t. Ier, p. 74.
UBEDA, t. Ier, p. 121.
UCEDO (Domingo), t. Ier, p. 228.
UGIJAR, t. II, p. 299.
ULLOA, t. II, p. 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 318, 319.
ULTONIA, t. Ier, p. 79.
UNIVERSITÉ (Rue de l'), t. Ier, p. 392.
UNZAGA, t. II, p. 18.
URBAIN VIII, t. Ier, p. 276.
URBIN, t. Ier, p. 241, 367, 379, 384, 395.
UREÑA, t. II, p. 349.
URGEL, t. Ier, p. 121, 328; t. II, p. 290, 299.
URI, t. II, p. 48.
URIARTE, t. Ier, p. 232, 242.
URRACA, t. II, p. 338.
URUGUAY, t. Ier, p. 90, 125, 128, 154, 155, 158, 229; t. II, p. 24, 108.
UTRECHT, t. Ier, p. 34, 37, 52, 106; t. II, p. 12, 42, 43, 65, 215.
UTRERA, t. Ier, p. 121.
UZEDA (Duc D'), t. II, p. 39.
VACCARO, t. II, p. 372.
VAILLANT, t. Ier, p. 122.
VALCAREL, t. II, p. 313, 333.
VALDECORZANA, t. II, p. 262, 263, 392, 393.
VALDEFLORES, t. Ier, p. 211, 214; t. II, p. 335.
VALDELIRIOS, t. Ier, p. 90, 136, 156, 157, 159, 161.
VALDEPEÑAS, t. Ier, p. 376.
VALDIVIA, t. Ier, p. 121.
VALLABRIGA (Maria Teresa), t. II, p. 96.
VALLADARES Y SOTOMAYOR, t. II, p. 340.
VALLADOLID, t. Ier, p. 121, 134, 137, 328.
VALLE (José DEL), t. II, p. 242, 244.

VALLE (Tomas DE), t. Ier, p. 328.
VALLE SALAZAR, t. Ier, p. 203.
VALLS, t. II, p. 313, 383, 384, 385.
VALMAR, t. II, p. 347.
VALENCE, t. Ier, p. 15, 22, 121, 133, 191, 323, 327, 328, 350, 403; t. II, p. 20, 33, 248, 286, 288, 293, 323, 326, 328, 336.
VALENCIA (Pedro DE), t. II, p. 326, 334.
VALENTANO, t. Ier, p. 401.
VALERA, t. II, p. 319.
VALIENTE (Pedro Perez), t. II, p. 49, 50.
VALPARAISO (Comte DE). Voir GAONA.
VALPARAISO, t. Ier, p. 121.
VANDAL (Albert), t. Ier, p. 93.
VANLOO (Louis-Michel), t. II, p. 371.
VAN SPEN, t. Ier, p. 255.
VARCHI (Benedetto), t. II, p. 378.
VARGAS MACHUCA, t. II, p. 381.
VARGAS PONCE (José), t. II, p. 320, 340.
VARRONES, t. Ier, p. 231.
VARSOVIE, t. Ier, p. 81.
VASQUEZ (P.), t. Ier, p. 135, 165, 166, 173, 277, 293, 294, 298, 299, 300, 304, 305, 310, 322, 323, 324, 334, 335, 349, 350, 375, 381, 383, 399, 400, 406, 407, 416.
VASQUEZ (José), t. II, p. 347.
VATICAN, t. Ier, p. 138, 274; t. II, p. 374.
VAUDREUIL (DE), t. Ier, p. 53; t. II, p. 201.
VAUGUYON (LA), t. Ier, p. 332; t. II, p. 174, 261, 265, 267, 277.
VAUX (DE), t. II, p. 142, 145.
VAUX HALL, t. II, p. 110.
VEGERANO, t. II, p. 239.
VELARDE, t. Ier, p. 328.
VELASCO, t. Ier, p. 86, 87.
VELASCO (Le), t. II, p. 87.
VELASQUEZ, astronome, t. II, p. 320.
VELASQUEZ DE VELASCO. Voir VALDEFLORES.
VELASQUEZ (Diego de Silva), t. II, p. 372.
VELEZ DE GUEVARA, t. II, p. 367.
VENERO (Juan Francisco), t. Ier, p. 209.
VENERO DE VALERA (L. Manuel), t. II, p. 246.
VENISE, t. Ier, p. 185, 251, 270, 339, 363, 364.
VENIZZA (P.), t. Ier, p. 401.
VENTA DE LOS SANTOS, t. II, p. 50.
VENTILLA, t. II, p. 50.
VÉNUS, t. II, p. 36, 320, 377, 387.
VERA CRUZ, t. Ier, p. 25, 121; t. II, p. 25, 28, 71, 120.
VERGARA, t. Ier, p. 121; t. II, p. 195, 284, 317, 356.
VERGENNES, t. Ier, p. 413, 414, 415; t. II, p. 20, 23, 103, 104, 112, 113, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 129, 130, 132, 133, 135, 136, 140, 142, 143, 144, 148, 161, 163, 170, 174, 175, 177, 178, 180, 181, 182, 186, 189, 201, 202, 205, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 215, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 252, 276, 397.
VERNEI, t. II, p. 313, 328.
VÉRONE, t. Ier, p. 138.
VERSAILLES, t. Ier, p. 3, 4, 5, 6, 33, 40, 43, 51, 53, 54, 56, 58, 62, 65, 73, 95, 238, 252, 267, 268, 273, 311, 313, 343, 349, 355, 397; t. II, p. 7, 34, 51, 60, 68, 71, 103, 112, 113, 114, 119, 121, 131, 132, 143, 148, 183, 184, 185, 186, 189, 201, 204, 205, 208, 211, 212, 214, 220, 222, 223, 224, 278, 288, 308.
VERTIZ (Juan-José), t. II, p. 102, 104.
VETERANI, t. Ier, p. 281.
VIBRAYE (Marquis DE), t. II, p. 201.
VICH, t. Ier, p. 134, 328.
VICTOIRE (Mme), t. Ier, p. 28.
VICTOIRE (Marquis DE LA). Voir NAVARRO.
VICTOIRE, femme de Bischi, t. Ier, p. 349.
VIENNE, t. Ier, p. 4, 5, 40, 43, 44, 45, 93, 169, 290, 313, 330, 333, 346, 354, 378, 382, 393, 394; t. II, p. 71, 98, 138, 187, 213, 250, 272, 275.
VIERA Y CLAVIJO (José), t. II, p. 337.
VIGNOLA, t. II, p. 381.
VILADOMAT, t. II, p. 372, 374.
VILLADARIAS, t. II, p. 393.
VILLAFLOR, t. Ier, p. 78.
VILLAGARCIA, t. Ier, p. 121.
VILLAHERMOSA (Duc DE), t. Ier,

p. 170, 171; t. II, p. 92, 258, 348, 349, 350.
VILLAHERMOSA (Duchesse DE), t. Ier, p. 392; t. II, p. 348.
VILLALON, t. II, p. 50.
VILLAMAYOR, t. Ier, p. 133.
VILLANUEVA (Comte DE), t. Ier, p. 204.
VILLANUEVA (Diégo DE), t. II, p. 381.
VILLANUEVA (Juan DE), t. II, p. 92, 313, 372, 381.
VILLARÉAL, t. Ier, p. 79.
VILLAREJO DE FUENTES, t. Ier, p. 121.
VILLARIAS, t. II, p. 373.
VILLARS, t. II, p. 145.
VILLASENDIN, t. Ier, p. 133.
VILLAVELLA, t. Ier, p. 73, 81.
VILLAVICIOSA, t. Ier, p. 2.
VILLE (Abbé DE LA), t. Ier, p. 333, 335; t. II, p. 25, 78.
VILLENA, t. Ier, p. 185.
VILLERÉ, t. II, p. 16, 17.
VILLIERS DU TERRAGE, t. Ier, p. 104; t. II, p. 2, 3, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18.
VILSECH (DE), t. II, p. 98.
VINCENT (Capitaine SAINT-), t. II, p. 153.
VINCENT (Ile SAINT-), t. Ier, p. 72.
VINCENT (Porte de SAINT-), t. Ier, p. 183.
VINCENT DE PAUL (SAINT), t. Ier, 119.
VINCENTI (Hipolito), t. Ier, p. 233.
VIQUE, t. Ier, p. 121.
VIRGILE, t. II, p. 390.
VIRGILI (Pedro), t. II, p. 324.
VIRY, t. Ier, p. 73, 91, 105.
VISCONTI (Cardinal), t. Ier, p. 415.
VISME (DE), t. Ier, p. 187, 188, 191.
VISTA ALEGRE, t. II, p. 50.
VITERBE, t. Ier, p. 277.
VITORIA, t. Ier, p. 121, 208, 220; t. II, p. 117.
VITRUVE, t. II, p. 380, 381.
VIVENZIO, t. II, p. 268.
VIVES (Louis), t. II, p. 286, 326, 327.
VOLANT (Le), t. II, p. 14.
VOLTAIRE, t. Ier, p. 143, 153, 170, 196, 232, 245, 284, 325; t. II, p. 22, 40, 46, 50, 51, 54, 341, 360, 364, 367.
VRILLÈRE (Duc DE LA), t. Ier, p. 333.
WADDINGTON (Richard), t. Ier, p. 33, 34, 37, 43, 44, 46.
WAGNER, t. II, p. 390.
WALISZEWSKI, t. II, p. 182.
WALL (Eduardo), t. Ier, p. 90.
WALL (Ricardo), t. Ier, p. 1, 17, 24, 29, 32, 33, 34, 36, 37, 38, 44, 46, 48, 49, 50, 51, 53, 56, 67, 68, 69, 96, 100, 101, 108, 111, 112, 113, 115, 117, 118, 163, 164, 166, 188, 189, 255, 386; t. II, p. 49, 59.
WALLONNES (Gardes), t. Ier, p. 178, 181, 195.
WALPOLE, t. Ier, p. 102; t. II, p. 208.
WANDESWAH, t. Ier, p. 54.
WARNES (Manuel), t. Ier, p. 228.
WASHINGTON (Fort), t. II, p. 11, 124.
WASHINGTON (Général), t. II, p. 128.
WEDDERBURN, t. II, p. 173.
WESTMINSTER, t. II, p. 171.
WEYMOUTH (Lord), t. II, p. 55, 68, 70, 73, 76, 77, 128, 129, 130, 132, 133, 134, 135.
WHITEHALL, t. II, p. 58.
WIGHT, t. II, p. 138.
WINCKELMANN, t. II, p. 375, 377.
WOOLWICH, t. II, p. 61.
WORONZOFF, t. II, p. 24.
XAVIER (Prince), t. Ier, p. 49.
XAVIER (SAN), t. Ier, p. 125, 128.
XERÈS, t. II, p. 20.
XERÈS DE LA FRONTIÈRE, t. Ier, p. 121.
XIMÉNÈS, t. Ier, p. 278; t. II, p. 22.
XIMÉNEZ (Cristobal Manuel), t. Ier, p. 152, 153.
YACI (Prince), t. Ier, p. 156, 163; t. II, p. 97.
YANACONAS, t. Ier, p. 124.
YAPEYU, t. Ier, p. 125, 229.
YAUCH (José Antonio), t. II, p. 48.
YBIZA, t. Ier, p. 21.
YEBENES, t. Ier, p. 121.
YERBA MATÉ, t. Ier, p. 128.
Y-GUAZU, t. Ier, p. 124.
YORK (Archevêque protestant d'), t. II, p. 172.
YORK (Cardinal d'), t. Ier, p. 276, 281, 338, 371.
YOUNG, t. II, p. 347.
YUCATAN, t. II, p. 213, 214.
ZACATECAS, t. Ier, p. 121.

Zaire, t. II, p. [illegible].
Zambos, t. II, p. [illegible].
Zamora, t. I[illegible], p. [illegible]; t. II, p. [illegible].
Zarandona, t. I[illegible], p. [illegible].
Zéru, t. I[illegible], p. [illegible].
Zelada, t. I[illegible], p. [illegible].
[illegible].
Zurita, t. II, p. [illegible].

ERRATUM

Cordillières, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Cordillères.
Darrien, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Darien.
Frégenal, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Fréguenéda.
Gallapagar, lire, t. II, p. [illegible], Galapagar.
Halifax, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Hallifax.
Lanu, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Lanu.
O'Connel, lire, t. II, p. [illegible], O'Connell.
Parraciani, lire, t. I[illegible], p. [illegible], Paraguiani.
Palados, lire, t. II, p. [illegible], Palladio.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CESSION DE LA LOUISIANE ET RÉFORMES ÉCONOMIQUES

I. Cession de la Louisiane, 1; répugnance des Espagnols, 2; mécontentement des colons, 6; le nouveau gouverneur Ulloa, 8; griefs contre lui, 9; la situation financière, 10; décrets commerciaux du roi Catholique, 11; la révolte, 13; la fuite d'Ulloa, 14; arrivée d'O'Reilly, 14; la répression, 17; administration de ce gouverneur et de ses successeurs Unzaga et Galvez, 18. — II. Campagne économique de Choiseul en Espagne, 19; situation privilégiée des Anglais, les Français en Espagne, 20; mauvais traitements, le commerce d'outre-mer, 23; l'interlope, 24; vénalité des fonctionnaires, décadence du commerce régulier, 25; formalités, 26; Béliardi, agent de Choiseul, 28; mauvais état des routes dans la Péninsule, 30; projet économique de Choiseul, 31; les Gremios, 32; Grimaldi et Esquilache, 33; inquiétudes de l'ambassadeur anglais, lord Rochford, mariage de l'infante Marie-Louise avec Léopold, 34; mariage du prince des Asturies avec la fille du duc de Parme, 37; fêtes, 39; Béliardi et Esquilache, 40; Muzquiz, 41; convention de 1768, 43. — III. La colonie de la Sierra Morena, Don Gaspar Thurriegel, 44; Olavide, 46; maladies des colons, 47; plaintes, 48; enquêtes, 49; dénonciation d'Olavide à l'Inquisition, 50; son procès, 53.

CHAPITRE II

LA PAIX EN PÉRIL

I. — La rançon de Manille, 55; l'arbitrage, refus de l'Angleterre, 57. — II. Les îles Malouines ou Falkland, 59; établissement de Bougainville, 60; expédition du Jason, 61. — III. La lutte de Georges III contre le parti whig, 62. — IV. Les Anglais expulsés du port Egmont, 66; démarches du roi Catholique, 67; faiblesse de l'armée espagnole, 69; avances de Masserano, réponse de Weymouth, inquiétudes du ministère North, anxiété de Choiseul, 70. — V. Esprit belliqueux du comte d'Aranda, 71; l'inaction de la France, 72; concessions de Charles III, 73; harangue du roi d'Angleterre au Parlement, discours de Chatham, 74; chute possible du ministère anglais, 75; singuliers expédients de Choiseul, renvoi de

lord Weymouth, 76; scène d'ébriété, 77. — VI. Lettre de Louis XV, renvoi de Choiseul, 78; imprudence du comte d'Aranda, retraite d'Harris, 79; circonspection de Masserano, 80; le compromis ignominieux, 81.

CHAPITRE III

DISGRACES A MADRID, A NAPLES ET A LISBONNE

I. Ambassade de d'Aranda en France, 82; Don Manuel Ventura Figueroa, au Conseil de Castille, 83. — II. Un ambassadeur marocain à Madrid, 84; traité d'amitié, 85; rupture, sièges de Melille et du Peñon de Velez, 86; expédition d'Alger, 87; fautes d'O'Reilly, échec des Espagnols, 88; leur retour à Alicante, 89. — III. Colère du peuple espagnol, contre O'Reilly et Grimaldi, 90; la cabale du parti aragonais, 92; mariage de l'infant Don Louis, 95. — IV. Disgrâce de Tanucci, 97; retraite de Grimaldi, son successeur Florida Blanca, 99. — V. Conflits avec le Portugal, 100; politique d'atermoiements, 101; la lettre de d'Aranda, 105; l'expédition de Ceballos, occupation de l'île Sainte-Catherine, 106; de la colonie du Sacramento, mort du roi de Portugal, 107; chute de Pombal, traité de paix, 108; visite de la reine douairière de Portugal en Espagne, 109.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IV

GUERRE D'AMÉRIQUE, HÉSITATIONS DE L'ESPAGNE, TENTATIVES DE MÉDIATION

I. Signes avant-coureurs, paroles du duc de Glocester, 110; opinion de Chatham, Franklin quitte l'Angleterre, les séparatistes l'emportent sur les loyalistes, 111; secours clandestins de la France et de l'Espagne, Beaumarchais, 112; incertitude de Charles III, 113; démarches d'Arthur Lee, en Espagne, 116; Montmorin ambassadeur, rappel de d'Ossun, 117; alliance de la France et des Américains, 119. — II. Mécontentement de l'Espagne, 120; état des partis, en Angleterre, 124; progrès du parti royal, 125; faiblesse de l'opposition, 126; mort de Chatham, les Américains repoussent le bill conciliatoire, récit de Fitz Patrick, 127; vaines tentatives de médiation, 128; l'ambassade d'Almodovar, 130.

CHAPITRE V

LES HOSTILITÉS

I. Impatience de Vergennes, 136; plan d'Hamilton, le projet de débarquement en Angleterre, 138; enthousiasme en Espagne, 139; la jonction des escadres, Cordoba, d'Orvilliers, rentrée à Brest, 140; récriminations réciproques, 141; importunité de d'Aranda, 142; défiance du roi d'Espagne à son égard, 143; l'idée d'un débarquement, en Angleterre, est écartée, 144. — II. Gibraltar, tentatives pour bloquer la place et la prendre,

par la famine, Crillon, 145; Alvarez de Sotomayor, Barcelo, 146; blocus impraticable, sentiment de l'ingénieur Gautier, 147; Rodney entreprend de forcer le blocus, 148; opérations maritimes, tendant à fermer le détroit aux Anglais, défaite de Langara, 149; Rodney part pour les îles, 152. — III. Jonction de Solano et de Guichen aux Antilles, 153; hauts faits de Don Bernardo Galvez, gouverneur de la Louisiane, 154; prise de la Mobile, 155; de Pensacola, 156; glorieuse conduite de son père au Guatémala, reprise de San-Fernando de Omoa, 158; de San-Juan de Nicaragua, 159.

CHAPITRE VI

LA MISSION DE CUMBERLAND A MADRID

I. Cabales contre Florida Blanca, 161; ambition de Don José Galvez, 162; une négociation secrète, 163; Hussey, sa mission, 164; les émeutes de Londres et lord Gordon, soulèvement contre les catholiques, 170. — II. Mission de Richard Cumberland, 173; anxiété de Montmorin, 174; enivrement de l'envoyé anglais, 176; son mémoire, 177; annotation de Florida Blanca, les gazettes anglaises, 178; arrivée de d'Estaing à Madrid, retour aux idées belliqueuses, 179; étude laborieuse des plans de campagne, 180; détresse financière, l'affaire Drouillet et Cabarrus, colère de Necker, 181. — III. Intervention de la Russie, la neutralité armée, 182; incertitudes de Catherine II, 188; démarche de Cumberland à Saint-Ildefonse, 184; loyauté évidente de Charles III, 185; intervention du prince de Kaunitz, il est éconduit par l'Espagne, 187.

CHAPITRE VII

MINORQUE, GIBRALTAR, CONCLUSION DE LA PAIX

I. Projet contre Minorque, le gouverneur anglais Murray, le duc de Crillon commande l'expédition, 190; débarquement, siège du fort Saint-Philippe, 191; concours de la France, tentative de corruption, anecdote du baron Des Cars, 192; lettre de Murray sur la capitulation, 194; récompenses de Crillon, 195. — II. Découragement général, 195; Don José Galvez se prononce contre une opération à la Jamaïque, 196; opérations contre Gibraltar, difficultés d'un blocus, 197; le projet de l'ingénieur français d'Arçon, 198; Crillon réprouve les batteries flottantes, il met sa responsabilité à couvert, 199; voyage du comte d'Artois et du duc de Bourbon, 201; arrivée de l'escadre combinée dans la baie d'Algésiras, 202; choix judicieux de d'Arçon, 203; incendie des batteries flottantes, 204; ravitaillement de Gibraltar par l'amiral Howe, 205. — III. Démission du ministère North, 206; cabinet Rockingham, sentiments de Georges III, à son égard, Shelburne, 207; démarche de Franklin, Oswald à Paris, 208; le papier du Canada, Grenville, 210; Shelburne président du conseil, 211; mission de Fitz Herbert, 212; gêne entre Madrid et Versailles, 214; mission de Rayneval, 215; note du comte d'Aranda, marchandages, exigences des Anglais, intransigeance des Espagnols, 218; projet d'une expédition aux Indes occidentales, 219; conférence de Rayneval et de d'Aranda le 28 novembre 1782, 220; bonne volonté de la France, ses offres imprudentes, 222; lettre de

Florida Blanca du 23 novembre, communication à Rayneval, hardiesse diplomatique de d'Aranda, 223; joie de Vergennes, ce qu'il faut penser de cette légende, 224 dernières difficultés à propos des Mosquitos, 225; mission de Don Bernardo Campo, 226.

CHAPITRE VIII

SOULÈVEMENTS DANS L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE

I. Régime des colonies espagnoles, l'*assujettissement*, cruauté des Espagnols contre les Indiens, 229; la *mita*, protestations du pape Paul III et des souverains espagnols, 230; commerce criminel des corrégidores, 231. — II. Excès de centralisation administrative, 232; attributions du conseil des Indes, 233; pessimisme de Campomanès, 234; soulèvements antérieurs à 1780, 235. — III. Tupac Amaru, la révolte du 4 novembre 1780, 236; assassinat du corrégidor Arriaga, la victoire de Sangarara, 237; scènes de carnage, siège de Cuzco, énergique conduite de l'évêque, 238; sommations de Tupac Amaru, sa lettre au chapitre, 239; pasquinade, 241; défaite de l'armée rebelle, désespérance de Tupac Amaru, 242; grossièreté de ses lieutenants, 243; captivité de Tupac Amaru, son supplice, 244; continuation de la révolte, Julian Apaza, Mariano, Diégo Cristobal Tupac Amaru, siège de la Paz, 245; soumission de Diégo Cristobal, intervention de l'évêque de Cuzco, 246; récidive, Diégo Cristobal fait prisonnier, son supplice, 247. — IV. Réformes de Charles III aux Indes, la centralisation administrative subsiste, plan du comte d'Aranda, 248.

CHAPITRE IX

DERNIÈRES NÉGOCIATIONS ET MARIAGES PORTUGAIS

I. Traités avec le Maroc, 251; avec la Porte, 252; la régence de Tripoli, 253; expéditions contre Alger, 254; négociations avec le dey, trêve avec Tunis, 255; considérations de Florida Blanca sur la paix avec les musulmans, 256. — II. Naissance des jumeaux, 257; fêtes célébrées à cette occasion, 258. — III. Mariages portugais, 260; cérémonies, démarche officielle de M. de Lourizal, 261; arrivée de Doña Mariana à Aranjuez, 262; récompenses royales, 263; mort de l'infant Don Louis, 264; éventualités successorales, 266. — IV. Querelles avec Naples, 267; Marie-Caroline, nullité de Ferdinand, Acton, 268; langage violent de Florida Blanca, 270; lettre de ce ministre à d'Aranda, 271; instructions de Charles III à M. de Llano, ambassadeur à Vienne, 272; conduite de l'ambassadeur Las Casas, 274; mission de Pignatelli à Madrid, 276; anecdote relative à l'infant Gabriel, deuils, mort de Doña Mariana, de son époux, l'infante Charlotte destinée à régner en Portugal, 277; arbitrage de Charles III entre l'Angleterre et la France, au sujet de la Hollande, 278.

CHAPITRE X

RÉFORMES INTÉRIEURES

I. Réglement de l'assistance publique, la Junte générale de Charité, 280. — II. Sociétés économiques des amis du pays, 283. — III. Appui moral du pape, autorisation de disposer des bénéfices vacants, bienfaisance du

clergé espagnol, 288; suppression des inhumations dans les églises, 291. — IV. Le rapport de Jovellanos sur un projet de loi agraire, 292; principales entraves qui gênaient les progrès de l'agriculture, leur division, 293; timidité de Jovellanos comme réformateur, 296; principaux travaux en faveur de l'agriculture, canaux, routes, 298. — V. La banque Saint-Charles, 300; la compagnie des Philippines, 304; la Junte suprême d'État, 306. — VI. Cabale contre Florida Blanca, retour du comte d'Aranda, 307; satires, 309; le mémorial, 312.

CHAPITRE XI

MOUVEMENT INTELLECTUEL SOUS CHARLES III

I. L'enseignement, 313; réformes scientifiques, les sciences exactes cultivées en dehors des Universités, 316; principaux savants, 317; cabinet d'histoire naturelle, 321; médecine, 322. — II. Philosophie, 325; influence de Vernei, 328; les jésuites Eximeno et Arteaga, 329; réaction contre le sensualisme et apologie catholique, Rodriguez Ceballos, Perez y Lopez, Valcarcel, 331. — III. Travaux historiques : les fausses chroniques, 334; le P. Enrique Florez, Manuel Risco, 336; Capmany, 337; fray Romuald Escalona, 338; Campomanès, 339; le jésuite Masdeu, 340. — IV. Littérature : prédominance de l'esprit critique, influence de Feijóo, Luzan, 341; Isla, 342; la fonda de San-Sébastian, Moratin le père, 343; principaux membres de ce cercle littéraire, 344; Cadahalso et los *Eruditos a la violeta*, 345; Tomas Iriarte, 348; le poème de la Musica, 349; les fables, 351; polémiques qu'elles provoquent, *El asno erudito* de Forner, 353. — V. Le théâtre, partisans de la tradition, les gallo-classiques, Moratin le père, les *autos sacramentales*, 357; la cabale du comte d'Aranda, 360; les saynètes de Ramon de la Cruz, 361; la *Hormesinda*, 363; Jovellanos et le Delincuente honrado, 364; pillage de l'ancien répertoire, la *Raquel* de Huerta, absence de critique chez ce personnage, 366; El *señorito mimado* d'Iriarte, Iriarte précurseur de Moratin le fils, 368. — VI. Beaux-arts : prédominance de l'influence étrangère à partir de Coëllo, en peinture, 369; décadence de la sculpture et de l'architecture, influence de Borromini, 370; l'Académie des nobles arts de San-Fernando, 373; Mengs, prédominance incontestée de sa peinture et de son goût, 374; réaction de Goya, 377; tentatives de la sculpture avec Don Felipe de Castro, 378; la sculpture sur bois, Sarzillo, 379; architecture, Don Ventura Rodriguez et Don Juan de Villanueva, le goût antique, influence de Vitruve, 380; Don Josef Ortiz y Sanz, Don Antonio Ponz, 381. — VII. Musique : Nasarre, Valls et Feijóo, 383; discours sur la musique des temples, invasion de l'opéra italien sous Philippe V et Ferdinand VI, Iriarte, un des propagateurs de la musique allemande, 385; Œuvres des PP. Eximeno, Arteaga et Requeno, 386.

BIBLIOGRAPHIE 401

TABLE ALPHABÉTIQUE 405

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8. — 9274.

DP
199
R7
t.2

Rousseau, François
Règne de Charles III
d'Espagne

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY